



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

15^e séance, mercredi 10 décembre 2008
16^e séance, mercredi 10 décembre 2008
17^e séance, jeudi 11 décembre 2008
18^e séance, jeudi 11 décembre 2008

► Discussions autour du secret bancaire et de la fiscalité de l'épargne



Les députés luxembourgeois reçus à Berne par une délégation de parlementaires suisses.

Dans le cadre des travaux portant sur une révision de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne, les députés de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés s'étaient rendus le 12 janvier à Berne pour un échange de vues avec des parlementaires suisses.

Les places financières luxembourgeoise et suisse ont des intérêts parallèles, la Suisse s'étant engagée, en tant que pays tiers, de respecter les réglementations européennes en la matière. Les députés suisses et luxembourgeois sont du même avis: contrairement au système de retenue à la source, le système de l'échange d'informations n'a pas prouvé son efficacité. Les parlementaires des deux pays ont encore exprimé leur volonté de maintenir le secret bancaire et ont salué le fait que le modèle de coexistence - échange d'informations, d'une part, et retenue à la source, de l'autre - pourra rester en vigueur.

Le rendez-vous en Suisse n'a été qu'une première étape de toute une série de réunions similaires. Ainsi, le 4 et 5 mars prochains, les députés luxembourgeois seront reçus à l'Assemblée Nationale et

DANS CE NUMÉRO

Budget 2009 (suite et fin des débats)	p. 167
Loi relative à l'eau	p. 189
Révision de l'article 34 de la Constitution	p. 202
Sommaire des séances publiques N°s 15 à 18	p. 208
Sommaire des questions parlementaires	p. Q84

au Sénat à Paris pour des échanges avec des parlementaires français.

La délégation luxembourgeoise à Berne, sous la présidence de M. Laurent Mosar, était composée de MM. les Députés Lucien Thiel, Charles Goerens, Roger Negri, Lydia Mutsch, François Bausch et Gast Gibéryen.

► „Den Iran sicht den Dialog!“



Den 21. Januar 2009 huet den Här Ben Fayot, President vun der aussepolitischer Kommission, den Här Mahdi Safari, iranese Vizeausseminister, an der Chamber empfangen. Op eng Fro vum Här Fayot hin huet den Här Safari insistéiert: „Den Iran ass bereet fir den Dialog. An deen Dialog existéiert souwisou scho mat den USA a verschiddenen Dossieren.“

Déi zwee Politiker hunn och ënner anerem d'Situatioun am Noen Osten an d'Situatioun vun der Communautéit vun de Bahá'í am Iran ugeschnidden.

► Eng kloer Sprooch...



...a Bezech op d'Artikelen 34 an 114 vun der Verfassung huet de Chamberspresident an engem Point de presse geschwat.

Den 11. Dezember zejoert hat d'Chamber d'Revisioun vum Artikel an engem éischte Vote guttgeheesch. Deemo soll de Grand-Duc d'Gesetzter, déi vun der Chamber ugeholl gi sinn, an Zukunft just nach technesch a Kraaft setzen (promulguéieren); hie muss d'Texter awer net méi sanktionéieren, dat heescht sech inhaltlech domat averstan erklären.

„Dës Reform stäerkt d'Roll vum Grand-Duc als Symbol vun der nationaler Eenheet a si stäerkt d'Roll vum Parlament als legitim

Verriedung vum Vollek“, sot de Lucien Weiler. Hien huet des Weideren drop higewisen, dass d'Revisioun vum Artikel 34 vum Grand-Duc selwer gewéinst war an dass si eng Noutléisung, mä eng noutwendeg Reform géif duerstellen, fir zu enger moderner Monarchie ze kommen.

Zum Thema „Referendum“ sot de Chamberspresident, dass et sech hei ëm e wichtegt Recht handelt, mat deem een awer net lichtfankeg d'äerft ëmgoen. An enger repräsentativer Demokratie sollt de Referendum en Ausnahmestruktur bleiwen, op dat een nëmmen zréckgräife sollt, wa Land a Leit an och d'Politik sech a fundamentale Froen net eens sinn.

► Le nouvel ambassadeur du Portugal



Son Excellence Monsieur José Manuel da Encarnação Pessanha Viegas a rendu sa première visite au Président de la Chambre des Députés, Lucien Weiler.

L'entretien portait sur les relations bilatérales entre le Portugal et le Luxembourg, l'intégration des Portugais résidant au Luxembourg

ainsi que sur la crise économique et financière.

Lucien Weiler a félicité José Manuel da Encarnação Pessanha Viegas pour sa nomination et s'est déclaré convaincu qu'il va remplir les tâches qui lui sont confiées avec compétence et responsabilité.

Une erreur s'est glissée dans le Rapport d'activité de la session parlementaire 2007-2008 distribué récemment par la presse quotidienne. En effet, le résumé des travaux de la Commission juridique (p. 20) concerne le début de la session 2008-2009 au lieu de se référer à la session précédente. Le présent compte rendu se propose de redresser cette erreur en revenant ci-après sur les activités de la Commission juridique durant la session 2007-2008.

► Commission juridique

I. Résumé des travaux législatifs pour la session 2007-2008

a) **5588** - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Réunions: 3 et 22 octobre 2007, 7 et 14 novembre 2007, 11 décembre 2007, 23 janvier 2008, 18 et 25 juin 2008, 2 juillet 2008 et 17 septembre 2008.

L'examen du projet de loi sous rubrique est en cours.

b) **5527** - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,
- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Réunions: 16 et 23 mai 2007 et 7 novembre 2007.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 22 novembre 2007.

Le projet de loi sous rubrique entend réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale. La procédure de saisie immobilière a lieu en vue de la confiscation ultérieure du bien immobilier. La confiscation implique le transfert du droit réel de la personne visée par la décision de confiscation à l'État.

Ainsi, le projet de loi comble un vide juridique, source d'insécurité juridique et de complications inutiles du travail des autorités judiciaires.

En effet, si à l'heure actuelle le Code d'instruction criminelle ne prévoit aucune procédure spécifique pour la saisie immobilière pénale, il contient plusieurs dispositions sur base desquelles une saisie immobilière pénale peut être ordonnée. À noter que par le passé, les juges d'instruction ont été amenés à ordonner des saisies sur des biens immobiliers, saisies qui ont été transcrites sur les registres des conservateurs d'hypothèques. Or, à défaut de procédure spécifique, les autorités judiciaires et administratives amenées à ordonner, respectivement à exécuter de telles opérations, se sont toujours interrogées sur la légalité de cette façon de procéder.

La finalité de la saisie immobilière conservatoire étant la confiscation du bien immeuble, il y a lieu de mettre en relation le présent projet de loi avec la loi du 1er août 2007 sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales. Cette loi institue la confiscation par équivalent pour toute infraction et introduit en droit luxembourgeois

l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution.

Le projet de loi sous rubrique entend plus précisément compléter le Code d'instruction criminelle en insérant, d'une part, un nouvel article 66-1 et, d'autre part, en modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels.

c) **5659** - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

Réunions: le 16 mai 2007 et le 14 novembre 2007.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 22 novembre 2007.

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000.

À la différence des autres instruments internationaux en la matière qui ne visent que des infractions spécifiques, cette Convention présente la particularité d'appréhender la criminalité transnationale organisée d'une manière globale, sous tous les aspects, et constitue dès lors un outil complet et universel de lutte contre les organisations criminelles.

d) **5717** - Projet de loi portant approbation: 1. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Réunions: le 3 octobre, le 14 et 21 novembre 2007.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 5 décembre 2007.

Le projet de loi sous rubrique entend approuver deux accords internationaux conclus le 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique, à savoir l'«Accord d'entraide judiciaire» et l'«Accord sur l'extradition», et deux instruments bilatéraux signés entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique en date du 1er février 2005 et portant sur respectivement l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale.

e) **5597** - Projet de loi portant modification des articles 116, 152, 185 et 188 du Code d'instruction criminelle et abrogation des articles 127 (5) et 186 dudit code

Réunions: le 21 mars, le 2 mai, le 21 novembre 2007, 13 et 20 février 2008.

Le projet de loi a fait l'objet de deux votes constitutionnels, le premier en date du 11 mars et le second en date du 12 juin 2008.

Le projet de loi sous rubrique entend réformer de manière ponctuelle le Code d'instruction criminelle. Il vise plus particulièrement à apporter, d'une part, des modifications au niveau de l'exigence de la formalité du rapport écrit et motivé dans le chef du juge d'instruction en présence d'une ordonnance de règlement et à redéfinir, d'autre part, les conditions d'un jugement par défaut, de façon à ce qu'un prévenu puisse présenter ses moyens de défense devant le tribunal correctionnel ou devant la chambre criminelle même en son absence physique personnelle.

f) **5773** - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal

Réunions: le 21 novembre 2007, 23 janvier 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 30 janvier 2008.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'adapter le droit pénal national à la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 6 décembre 2001 modifiant la décision-cadre 2000/383/JAI.

Le Conseil justice et affaires intérieures a adopté le 29 mai 2000 la décision-cadre 2000/383/JAI (ci-après la décision-cadre de 2000) visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux-monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro. L'euro, monnaie unique, est en effet, par son importance, particulièrement vulnérable au faux-monnayage, de sorte que la mise en place d'un cadre légal complet en la matière est justifiée. La décision-cadre de 2000 avait

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng

Nidderaanwen

um Kanal S 29

(Suite de la page 2)

pour but d'obliger les États membres à mettre en place certaines mesures pénales.

À noter dans ce contexte que le droit luxembourgeois a été adapté aux exigences de la décision-cadre de 2000 par la loi du 13 janvier 2002 relative à la répression du faux-monnayage et portant approbation de la Convention internationale pour la répression du faux-monnayage ainsi que du Protocole y relatif, signés à Genève en date du 20 avril 1929.

La décision-cadre de 2000 a été complétée et modifiée par la décision-cadre du 6 décembre 2001 (ci-après la décision-cadre de 2001). Le but de cette modification a été de reconnaître la récidive pour les infractions prévues par la décision-cadre de 2000. Plus précisément, la décision-cadre de 2001 complète celle de 2000 par des dispositions visant à reconnaître comme générateur de récidive les condamnations prononcées par un autre État membre de l'Union européenne en matière de faux-monnayage. À noter qu'une telle reconnaissance n'est possible que parce que les législations pénales des États membres se sont rapprochées depuis l'adoption de la décision-cadre de 2000.

La décision-cadre de 2001 prévoit un effacement du caractère national du droit pénal en prévoyant pour les États membres l'obligation de rendre la contrefaçon de l'euro passible de poursuites indépendamment de la nationalité de l'auteur de l'infraction et du lieu où elle a été commise.

Le projet de loi sous rubrique entend insérer dans le code pénal un nouvel article, à savoir l'article 57-1, au niveau du Chapitre V. «De la récidive» du Livre Ier «Des infractions et de la répression en général». À noter que le projet de loi sous rubrique s'inspire de la loi belge du 10 janvier 2005 relative à la reconnaissance du principe de la récidive en matière de faux-monnayage.

g) **5563** - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel des personnes morales de droit public et portant modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Réunions: le 28 novembre 2007, 9 16 et 23 janvier 2008, 13, 20 et 27 février 2008, 6 mai 2008, 11 juin 2008, 2 juillet 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 9 juillet 2008.

Selon ses auteurs, le projet de loi sous rubrique vise à introduire en droit luxembourgeois un certain nombre de dispositions légales renforçant les moyens d'action des autorités de poursuite dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité, le crime organisé et le terrorisme, tout en respectant les libertés et droits fondamentaux des citoyens.

h) **4955** - Projet de loi portant modification - de loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessations et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

- de la loi modifiée du 26 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1990 sur la préretraite;

- de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour des raisons familiales;

- de la loi modifiée du 1^{er} août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;

- du Code des Assurances Sociales;

- de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- du Nouveau Code de Procédure Civile

Réunions: le 27 février 2008 et 5 mars 2008.

L'examen du projet de loi sous rubrique est en cours.

i) **5620** - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Réunions: le 8 octobre, 6 et 14 décembre 2006, 17 janvier, 16 février, 1^{er} mars, 14 mars et 19 mars 2008, 23 avril 2008, 18 juin 2008, 2 et 16 juillet 2008, 17 septembre 2008 et 8 octobre 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 15 octobre 2008.

j) **5851** - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005

Réunions: le 21 mai 2008, 4 juin 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 12 juin 2008.

Le projet de loi sous examen a pour objet d'approuver la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 avril 2005. Cette Convention a

été ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005 et est entrée en vigueur le 7 juillet 2007 à la suite du dépôt du 22^e instrument de ratification. Elle vise plus particulièrement à prévenir et sanctionner le terrorisme nucléaire et radiologique qui constitue la forme la plus dangereuse de terrorisme. À noter que cette forme de terrorisme est généralement appelée «terrorisme NRBC», acronyme signifiant «nucléaire, radiologique, biologique et chimique».

k) **5660B** - Projet de loi portant modification: 1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. des articles 2273 et 2276 du code civil

Réunions: le 21 mai 2008, 4 et 11 juin 2008.

l) **5770** - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:

1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes

Réunions: 21 mai 2008, 2 juillet 2008.

m) **5848** - Projet de loi portant modification:

1^o de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2^o du Livre premier, Titre X, Chapitre 1^{er} du Code civil;

3^o de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Réunions: 21 mai 2008, 4 et 11 juin 2008.

n) **5873** - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Réunions: 18 et 25 juin 2008, 2 juillet 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 9 juillet 2008.

Le projet de loi 5873 entend adapter l'effectif légal de la Police pour le porter de 1.573 unités actuellement à 2.070 unités (policières et civiles) en 2015.

o) **5716** - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Réunion: 10 septembre 2008.

p) **5156** - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins

Réunion: le 24 septembre 2008.

* * *

À côté de l'instruction de ces nombreux projets de loi, la Commission juridique a également procédé à d'autres travaux.

II. Échanges de vues

- Un échange de vues a eu lieu avec Madame la Ministre de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse et Monsieur le Ministre de la Justice sur la problématique de l'adoption (le 17 octobre 2007),

- un échange de vues avec M. le Procureur d'État auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, suite à ses explications données lors de la conférence de presse du dimanche 25 novembre 2007 (le 5 décembre 2007),

- un échange de vues en vue de l'élaboration d'un avis ou d'une prise de position sur le rapport d'activité du Médiateur 2006-2007 (le 17 décembre 2007),

- un échange de vues, sur demande du groupe politique DP du 17 janvier 2008, sur le dossier relatif aux réseaux «Stay Behind» ayant existé dans les pays membres de l'OTAN (le 29 janvier 2008),

- un échange de vues, ensemble avec la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sur les problèmes se posant en matière de jeux de hasard (le 10 avril 2008),

- un échange de vues avec M. Robert Biever, procureur d'État du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg au vu de ses déclarations à l'occasion d'un entretien par le périodique «Forum» (16 juillet 2008),

- un échange de vues avec M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Justice concernant le déménagement des autorités judiciaires dans les bâtiments de la nouvelle cité judiciaire (29 septembre 2008),

- un échange de vues sur l'application de la loi du 22 septembre 2008 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification du Code d'instruction criminel, de la loi modifiée sur la Police et de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire (le 8 octobre 2008).

III. Débat d'orientation

Sur demande du groupe politique «Déi Gréng», un débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle sera organisé (le 29 janvier 2008, 13 et 20 février 2008, 7 mai 2008, 4 et 10 juin 2008).

IV. Visites

- Visite du Centre Pénitentiaire de Givenich (le 15 janvier 2008)

- visite du chantier de la future Cité judiciaire (le 4 juin 2008)

- visite du nouveau Centre Pénitentiaire à Nancy (28 novembre 2008).

V. Test de subsidiarité

La Commission juridique a procédé au 4^e test de subsidiarité de la COSAC en date du 8 janvier 2008.

VI. Examen de documents COM

Une série de documents COM ont été examinés par la Commission juridique (le 27 février 2008, 12 mars 2008, 9 avril 2008).

VII. Examen de demandes en naturalisation

En dernier lieu il convient de remarquer que la Commission juridique a instruit un nombre important de demandes en naturalisation.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

«**Waassergesetz**»

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant

1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts,

2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables,

3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau,

4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau,

5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre,

6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000

Le Luxembourg s'est doté, avec la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, d'une législation moderne en matière de protection des ressources hydriques.

La loi de 1993 constituait un compromis entre les différents ministères et administrations compétents à l'époque en matière de gestion et de protection des eaux et dont les intérêts étaient parfois fort divergents. Certes, l'un des buts du projet de loi de 1993 aurait dû consister à créer une administration de la gestion de l'eau réunissant toutes les compétences en la matière. La loi aurait alors pu réunir l'ensemble des aspects qualitatifs et quantitatifs en un seul instrument englobant à la fois la gestion économique et la gestion écologique des eaux. Le Gouvernement de l'époque ne l'a toutefois pas vu ainsi et certains ministères, évoquant une «tradition séculaire», n'ont pas voulu renoncer à leurs prérogatives. De ce fait, «les modifications prévues par le projet de loi sous rubrique reprennent en partie, voire accentuent la séparation existante des compétences en matière de gestion des eaux entre plusieurs départements.»

Il fallut donc attendre l'année 2004 pour voir se réaliser le projet de création d'une nouvelle administration, sous tutelle du ministre «ayant dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau»: l'Administration de la gestion de l'eau, chargée de poursuivre «une gestion intégrée et durable des ressources d'eau et du milieu aquatique» centralise entre les mêmes mains tous les aspects «qualitatifs» et «quantitatifs» des eaux.

Si la loi du 28 mai 2004 a créé donc un organe regroupant toutes les compétences en matière de gestion de l'eau, elle se limite à créer et à organiser cette nouvelle administration, sans toutefois toucher de façon fondamentale à la législation relative à la gestion de l'eau en tant que telle.

Voilà donc un autre objectif du présent projet de loi: mettre sur le métier une législation centenaire qui à bien des égards continuait à considérer l'eau surtout dans sa fonction de moyen de transport ou d'outil au développement de l'agriculture, exigeant que tout soit mis en œuvre pour faciliter ces usages.

À côté des aspects purement qualitatifs et quantitatifs liés à la gestion de l'eau en tant que ressource, le projet traite également des aspects économiques. À l'instar des pays voisins, le principe de la récupération des coûts est introduit au niveau des services communaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement tout en introduisant des taxes qui permettent de prendre en compte les coûts pour l'environnement et les ressources conformément aux principes du pollueur-payeur et de l'utilisateur-payeur comme le prescrit la directive-cadre.

Enfin, force est de constater que dans un discours politique de plus en plus axé sur l'aménagement du territoire de notre pays et la mise en œuvre de principes et de concepts visant à organiser et à planifier de façon optimale ce même territoire, la gestion de l'eau doit trouver une place de premier choix. Pour cette raison ce projet a prévu un interfaçage de la législation de l'eau avec celles concernant l'aménagement du territoire en général et l'aménagement communal en particulier.

Les points saillants du projet de loi 5695 sont les suivants:

1. État des lieux, programmes de surveillance, registre des zones protégées - étapes cruciales pour l'atteinte du bon état des eaux en 2015

Le projet de loi relative à l'eau constitue avant tout un projet de loi à caractère environnemental. Il introduit les bases légales permettant d'obtenir le bon état des eaux de surface et souterraines pour le 22 décembre 2015, par des mesures visant la prévention de la détérioration de l'état actuel, ainsi que des mesures de protection d'amélioration et de restauration.

2. La tarification de l'eau - quatre éléments d'un prix de l'eau harmonisé

Les articles 12 à 17 du projet de loi relative à l'eau introduisent les éléments d'un prix de l'eau harmonisé au niveau national. L'introduction d'une tarification de l'eau basée sur les principes de la récupération des coûts en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen pour l'atteinte des objectifs environnementaux du projet de loi sous rubrique.

3. Programmes de mesures et plans de gestion - les instruments de la politique durable de la gestion de l'eau au niveau des bassins

Les programmes de mesures sont établis de façon à permettre l'atteinte du bon état aux échéances prévues aux articles 5 à 11. Les programmes de mesures sont établis en concertation avec toutes les parties concernées (stakeholders) et se composent de mesures de base et de mesures complémentaires.

4. Le nouveau régime des autorisations - une étape vers la simplification administrative

L'article 23 du projet de loi relative à l'eau introduit un seul régime des autorisations pour tous les domaines touchant à la protection et à la gestion de l'eau.

5. L'entretien des cours d'eau et la gestion des risques d'inondation - les éléments clés d'une gestion durable du régime hydrologique

Les articles 35 à 37 reprennent et consolident des mesures relevant de la législation existante au niveau des cours d'eau.

6. L'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine et l'assainissement - une réaffirmation des compétences communales au niveau du cycle urbain de l'eau

Le chapitre 6 (articles 41 à 49) du projet de loi relative à l'eau traite des dispositions relatives à la gestion du cycle urbain de l'eau qui en tant que telles ne sont pas incluses dans la directive 2000/60/CE, mais se retrouvent au niveau d'autres directives communautaires.

7. Les plans communaux et le plan national du cycle urbain de l'eau - l'interface entre l'aménagement du territoire, l'aménagement communal et la gestion de l'eau

L'article 50 prévoit l'interfaçage entre les éléments cartographiques et planificateurs du présent projet de loi avec ceux prévus par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

8. Comité de la gestion de l'eau, observatoire de l'eau, partenariats de cours d'eau - les composantes de la participation et de la consultation du public

Le chapitre 8 du présent projet de loi donne une base légale à différents instruments et organes liés à la participation et la consultation du public.

9. Le Fonds pour la gestion de l'eau - l'instrument financier d'une politique durable de gestion de l'eau

Le Fonds pour la gestion de l'eau créé initialement par l'article 41 de la loi du 24

décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 est réformé par le biais du chapitre 10 du présent projet de loi (art. 62 à 68).

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

- 17.04.2007 Présentation du projet de loi-cadre
Désignation d'un rapporteur
- 19.09.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 03.10.2007 Continuation des travaux
- 11.10.2007
- 17.10.2007
- 25.10.2007
- 08.11.2007
- 13.11.2007
- 21.11.2007
- 06.12.2007
- 10.12.2007
- 08.01.2008
- 15.01.2008
- 22.01.2008
- 29.01.2008
- 19.02.2008
- 04.03.2008
- 11.03.2008
- 08.04.2008
- 01.10.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 09.10.2008 Continuation des travaux
- 21.10.2008
- 30.10.2008
- 25.11.2008 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 27.11.2008 Continuation des travaux
- 04.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°217, page 3206

Déchets de piles et d'accumulateurs

5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Le présent projet de loi transpose en droit national la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la directive 91/157/CE.

La directive prévoit que les États membres devront prendre les mesures nécessaires pour éviter que les piles et accumulateurs n'aboutissent dans les décharges ou les incinérateurs et, pour récupérer, le plus largement possible, les métaux qu'elles contiennent aux fins de recyclage.

Les piles et accumulateurs peuvent être collectés soit individuellement, dans le cadre de programmes nationaux de collecte des piles, soit conjointement aux déchets d'équipements électriques et électroniques, dans le cadre de programmes nationaux de collecte établis sur la base de la directive 2002/96/CE «déchets d'équipements électriques et électroniques». Les modalités de collecte diffèrent selon les catégories de piles et d'accumulateurs:

- pour les piles et accumulateurs portables, des systèmes de collecte permettant d'atteindre un taux de collecte élevé devraient être mis en place; ces systèmes devraient permettre aux utilisateurs de se débarrasser de tous les déchets de piles et d'accumulateurs portables d'une manière commode et sans frais;
- les déchets de piles et d'accumulateurs industriels sont repris par les producteurs de ces piles et accumulateurs ou par des tiers agissant en leur nom;
- les déchets de piles et d'accumulateurs automobiles sont repris par les producteurs ou des tiers auprès de l'utilisateur final, lorsque la collecte n'est pas effectuée dans le cadre des systèmes visés par la directive 2000/53/CE «véhicules hors d'usage»;
- des exigences de recyclage spécifiques sont précisées pour les piles et accumu-

lateurs contenant du cadmium et du plomb, ceci afin d'atteindre un niveau élevé de valorisation des matériaux.

Les systèmes de financement devraient permettre d'atteindre des taux élevés de collecte et de recyclage et assurer la mise en œuvre du principe de la responsabilité du producteur. Les producteurs devraient assurer le financement des coûts induits par les opérations de collecte, de traitement et de recyclage de toutes les piles et de tous les accumulateurs collectés, diminués des bénéfices réalisés grâce à la vente des matériaux valorisés.

La directive prévoit l'interdiction, à compter de dates déterminées et sous réserve de dérogations, de la mise sur le marché de certaines catégories de piles et accumulateurs. Elle introduit une interdiction de l'élimination par mise en décharge ou incinération des déchets de piles et d'accumulateurs industriels et automobiles. Pour finir, la directive accorde une attention particulière à l'information et la sensibilisation du consommateur.

Le projet loi reprend fidèlement les dispositions de la directive. Il distingue entre les trois grandes catégories de déchets et prévoit que:

- la collecte des déchets portables se fasse, outre la reprise directe au niveau de la distribution, au moyen des infrastructures publiques existantes de collecte sélective des déchets problématiques; d'autres systèmes de collecte sélective alternatifs ou complémentaires sont envisageables, dès lors que les producteurs sont en mesure, à travers ces systèmes, de garantir la même couverture territoriale et au moins la même fréquence de collecte. Le projet introduit un filet de sécurité selon lequel le ministre de l'environnement peut imposer le recours aux infrastructures publiques, dans la mesure où les quantités collectées par le biais de ces systèmes deviennent inférieures aux quantités spécifiques constatées au moment de l'entrée en vigueur de la législation;
- la reprise des déchets de piles et d'accumulateurs industriels se fasse par les producteurs ou tiers agissant pour leur compte ou par des tiers indépendants;
- la collecte des déchets de piles et d'accumulateurs automobiles se fasse par les producteurs ou tiers agissant pour leur compte, qui sont tenus soit de recourir aux infra-

structures publiques existantes soit de mettre en place ou de s'assurer la disponibilité de systèmes de collecte auprès de l'utilisateur final ou dans des endroits proches et accessibles de celui-ci, ceci sans préjudice de la collecte organisée au titre de la réglementation en matière de véhicules hors d'usage.

À l'instar notamment de la réglementation en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques, le projet de loi introduit un régime d'agrément pour les personnes morales qui accomplissent les opérations de collecte et de reprise sélective, les objectifs de collecte, les exigences en matière de traitement et de recyclage et les obligations de financement pour le compte

des producteurs ou des tiers mandatés par ceux-ci.

En outre, il prévoit un enregistrement des producteurs, dont les exigences seront précisées en procédure de comitologie. Le cas échéant, les modalités d'enregistrement seront précisées par règlement grand-ducal.

Le projet de loi, tout en introduisant des sanctions pénales ainsi que des mesures administratives, renvoie à la législation en matière de prévention et de gestion des déchets pour ce qui est de la recherche et de la constatation des infractions et pour ce qui est du droit de recours des associations écologiques agréées.

Il prévoit finalement la mise en place d'une commission de suivi pluripartite.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 18.03.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

09.07.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.11.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°219, page 3256

Budget 2009

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Le projet de budget pour 2009 se caractérise par les chiffres essentiels ci-après:

Le budget de l'administration centrale établi d'après les règles de la comptabilité (budget traditionnel) se solde avec un excédent de 13,2 millions d'euros.

Conformément aux orientations générales de sa politique budgétaire et financière, le Gouvernement souhaite concilier, par le projet de budget pour 2009, la maîtrise globale des dépenses de l'État et l'octroi de moyens financiers supplémentaires en faveur de la réalisation de ses priorités essentielles. Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages luxembourgeois constitue un axe essentiel de l'agencement budgétaire en 2009, tant par la réduction de leur charge fiscale que par l'institution de mécanismes nouveaux de transferts de revenus.

L'évolution des recettes

Les recettes budgétaires en 2009 seront marquées par les mesures fiscales, destinées à renforcer le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des acteurs économiques: l'adaptation du tarif de l'impôt retenu sur les traitements et salaires à raison de 9%, l'introduction de nouveaux crédits d'impôt (crédit d'impôt pour salariés, crédit d'impôt pensionnés et crédit d'impôt monoparental), et la réduction du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités passant de 22% à 21%.

En ce qui concerne les recettes au titre des **impôts directs**, les faits marquants peuvent se résumer comme suit:

- Le produit total des impôts directs est estimé à 4,23 milliards d'euros, contre 4,22 milliards inscrits au budget voté 2008, ce qui représente une croissance de 0,27%.

- L'impôt général sur le revenu génère 3,80 milliards d'euros, soit 89,83% du produit total des impôts directs. Il marque ainsi une diminution de 1,42% par rapport aux chiffres 2008.

- Le produit de l'impôt retenu sur les traitements et salaires devrait connaître une diminution pour se chiffrer à 1.735 millions d'euros (-2,53%) en 2009.

- L'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) est établi à 1,43 milliards d'euros en 2008, ce qui correspond à une diminution de 0,7%. Cette prévision tient compte de la réduction du taux de l'IRC passant de 22% à 21%.

- Les recettes de l'impôt retenu sur les revenus de capitaux affichent un montant de 250 millions d'euros au projet de budget, soit 4,17% de plus par rapport au budget voté pour 2008.

- Enfin les autres impôts directs devraient connaître une progression d'un montant de 66 millions d'euros, soit de 18,24%.

Ainsi les recettes en provenance de la fiscalité directe devraient rester relativement stables par rapport à celles inscrites au budget voté pour 2008.

Du côté des **impôts indirects**, la TVA augmentera de presque 40% par rapport aux recettes inscrites au budget voté pour 2008, alors que les recettes provenant de la taxe d'abonnement, et les droits d'enregistrement devraient afficher une baisse de respectivement 50 et 25 millions d'euros.

L'évolution des dépenses

En ce qui concerne l'évolution des dépenses, les faits marquants peuvent se résumer comme suit:

- Le projet de budget pour 2009 poursuit l'effort entamé depuis de nombreux exercices en vue du **développement quantitatif et qualitatif des infrastructures dans le domaine familial et social**.

Un accent particulier est mis en 2009 sur le volet de la **garde des enfants**. Le projet de budget pour 2009 prévoit les crédits nécessaires à l'introduction d'un système de «chèques service» dans le cadre de l'accueil des enfants notamment dans les crèches, garderies et maisons relais, dont le coût global pour l'État est estimé à un montant de l'ordre de 20 à 25 millions la première année, frais de gestion compris.

En raison d'une accélération de la création de places disponibles notamment par l'extension du réseau de crèches conventionnées et le développement des maisons relais, le total des crédits inscrits au projet de budget 2009 au profit des structures visées passe ainsi à plus de 84 millions d'euros en ce qui concerne les frais de fonctionnement. S'y ajoute un montant de l'ordre de 23 millions au titre de participation de l'État aux frais d'investissements prévus au programme des dépenses du fonds des investissements socio-familiaux.

Le volet «**personnes âgées**» a essentiellement trait à la participation de l'État aux frais d'investissements dans les centres intégrés et maisons de soins. Le fonds des investissements socio-familiaux prévoit à cet effet des dépenses de plus de 40 millions pour 2009.

- Au niveau des **infrastructures médicales**, le fonds des investissements hospitaliers poursuit activement le programme de remise à niveau du paysage hospitalier, avec un total de dépenses de 69,8 millions prévu pour 2009.

- En ce qui concerne les crédits pour le renforcement de la **coopération au développement**, l'enveloppe globale qui figure au projet de budget pour 2009 atteint un taux de 0,92% du Revenu national brut (RNB).

- Pour ce qui est des contributions de l'État aux différents régimes de la **sécurité sociale**, la progression est significative pour les contributions de l'État en faveur de l'assurance maladie (7,1%) et en faveur de l'assurance pension (6,4%).

Dépassant à partir de 2009 le total de 2,1 milliards, l'ensemble des contributions aux différents régimes de sécurité sociale (prestations familiales non comprises) représente plus d'un quart du budget courant et constitue le plus important ensemble de dépenses de l'État, dont la part prépondérante (85%) est constituée par les deux contributions susmentionnées.

Un autre facteur d'accroissement sensible des dépenses de l'État est constitué par la mise à disposition d'un fonds de roulement de quelque 27 millions au profit de la **Mutualité des employeurs** instituée par la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique. Pour ce qui est des autres contributions, il y a lieu de relever l'évolution également dynamique des prestations de maternité (passant de 131,2 millions à 136,5 millions) ainsi que la participation de l'État à l'assurance dépendance fixée à 140 millions jusqu'en 2009 par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant notamment des mesures spéciales en matière de sécurité sociale.

Le **solde de financement de la sécurité sociale** évolue favorablement entre 2008 et 2009 en passant de 2,1% à 2,4% du PIB.

- Les crédits du secteur des **classes moyennes** connaissent un accroissement de 3,1 millions (soit 22%) au titre de la période 2006 à 2009, notamment par l'inscription d'un crédit dans l'intérêt de la promotion du Luxembourg comme important centre commercial ainsi que par l'accroissement du crédit destiné à l'allocation de subventions en capital au titre de la loi-cadre. À ces dépenses il faut ajouter les interventions dans l'intérêt des entreprises œuvrant dans le domaine du tourisme (hôtels, campings privés, autres investisseurs privés), qui bénéficient d'une enveloppe de 50,3 millions, accordée dans le cadre du 8^e plan quinquennal touristique.

- Les aides au profit du **logement social** sont passées de 77,3 millions en 2005 à 107,6 millions en 2009.

- L'investissement public en matière de **recherche et de développement technologique** augmente de quelque 14,05% par rapport au budget de l'exercice en cours et

passé ainsi à un taux de 0,51% du PIB en 2009.

- Pour ce qui est de l'évolution des dépenses d'investissements dans le domaine de la création d'**infrastructures publiques** à réaliser par le biais des fonds d'investissements relevant du Ministère des Travaux publics, il convient de noter que la régression des dépenses totales de 426,4 millions en 2008 à 403,1 millions en 2009 résulte pour l'essentiel de l'achèvement des travaux de construction des chantiers de l'aérogare et de la Cité judiciaire. À relever également dans ce contexte que la réalisation de certaines infrastructures publiques, notamment dans le domaine scolaire, est envisagée par la voie de partenariats public-privé.

- Les dépenses du **Fonds des routes** quant à elles n'accusent qu'une très légère progression en passant de 108,6 millions à 112,7 millions en 2009.

- Les investissements financés par le **Fonds du rail** continuent leur progression pour atteindre le montant de 241,4 millions en 2009, soit près de 52% de plus que le montant prévu pour 2008. Les engagements financiers pour maintenir et gérer le réseau existant se chiffrent pour 2009 à quelque 132 millions d'euros.

- Les projets réalisés par le biais de l'établissement public **Fonds Belval** (le lycée technique et la maison du Savoir) engendrent des dépenses prévisibles de quelque 46 millions en 2009 par rapport à 16,4 millions en 2008.

- Le fonds pour le financement des mécanismes de **Kyoto** prévoit des dépenses de 121,7 millions en 2009.

Les amendements

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 a fait l'objet d'une série d'amendements, parmi lesquels il convient de souligner l'amendement gouvernemental visant, d'une part, à entériner l'octroi par le Gouvernement de la garantie bancaire au groupe bancaire Dexia, et, d'autre part, à relever le niveau de la garantie des dépôts de 20.000 à 100.000 euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.10.2008

Rapporteur: M. Norbert Hupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

16.09.2008 Désignation d'un rapporteur
02.10.2008
03.10.2008 Échange de vues sur les grandes lignes du budget avec M. le Ministre du Trésor et du Budget et le Directeur de l'Inspection générale des Finances
07.10.2008 Échanges de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec:
- l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
- l'Administration des Contributions directes
- l'Administration des Douanes et Accises
17.10.2008 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
31.10.2008 Échange de vues avec les représentants du Conseil supérieur pour le développement durable
11.11.2008 Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et M. le Ministre de la Sécurité sociale
13.11.2008 Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
14.11.2008 Présentation de l'avis de la Banque centrale et échange de vues
18.11.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles
20.11.2008 Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
21.11.2008 Analyse des volets du budget qui visent les départements de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
27.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Body):

21.11.2008 Analyse des volets du budget qui visent les départements de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

04.12.2008 Présentation et examen du projet de budget du Ministère de la Santé

Vote en séance publique: 16.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°200, page 2771

**Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président**

Sommaire

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Gast Gibéryen (dépose un tableau; MM. les Ministres Luc Frieden, Jean-Claude Juncker et Mars Di Bartolomeo lui répondent), M. Aly Jaerling (dépose un amendement et répond à M. Félix Braz), M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, Mme Lydia Mutsch, M. Lucien Thiel, M. Alex Bodry (à qui M. Xavier Bettel et M. Aly Jaerling posent une question), M. Lucien Clement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fueren haut de Moie weider mat den Debatten iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer. Et si Riedner ongeféier bis 11 Auer ageschriwwen. Als Éischten huet elo den honorabelen Här Gibéryen d'Wuert. Här Gibéryen, wann ech gelift.

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Et si schonn zéng Sekonnen em an ech hunn nach näischt gesot.

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi, déi de Moien alleguer schonn esou fréi hei sinn, fir deelzehuelen un dëse Budgetdebatten. Ech ginn dervun aus, datt d'Regierung och nach antrëfft. Obschonn de Kolleeg Norbert Hauptert nach net...

» Une voix. - Hien ass do.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Ass hie schonn am Haus? Obschonn de Kolleeg Norbert Hauptert och nach net hei ass, wat awer vläicht ze verstoen ass, wëll ech awer ufänken, andeem datt ech och him vun eiser Säit aus Merci soen. Mir kennen de Kolleeg Norbert Hauptert alleguer als e fläisseg an gewëssenhaften Deputéierten. Hien huet d'lescht Woch duerch Evenementer e bësse vun deem Mérite, dee säi Rapport verdéngt huet, awer hei geholl kritt. Ech wëllt him vun eiser Säit aus Merci soe fir dat, wat hien als Rapporteur gemaach huet an him soen, hien hat am Prinzip verdéngt, e Rapport iwwer e bessere Budget kënnen ze maachen, wéi et bei deem heite Budget de Fall ass.

Dëse Budget muss mer an der aktueller Krisensituatioun gesinn. En ass duerfir net vergläichbar mat fréiere Budgeten. Dëse Budget huet awer onofhängeg vun der Krisensituatioun scho beim Dépôt net der Realitéit entsprach. De Budget war schonn, wéi en hei deponéiert ginn ass vun der Regierung, friséiert an huet all Schéinheetskuren a -korrekturen, déi e Budget ka maachen, scho missen iwwer sech ergoe loossen, ier d'Regierung en heihinner presentéiere komm ass, fir en eenegermoossen an d'Gläichgewicht ze kréien.

Et war kee Budget, wéi en deponéiert ginn ass, deen der Realitéit entsprach huet, kee Budget, deen eng Visioun hat. Et sief dann déi Visioun, de 7. Juni 2009, den Dag vun de Wahlen, gewielt ze ginn.

Nodeems d'Leit hei am Land iwwer véier Joer vun dëser Regierung geschröpt an zur Oder gelooss si ginn an dee gréisste Sozialoffbau bedriwwen ginn ass, sollt elo kuerz virun de Wahlen e Wahlbudget presentéiert ginn an d'Leit gleewe gelooss ginn, datt alles misst vergiess ginn, wat an den éischte véier Joer geschitt ass.

An der Zwëschenzäit huet déi international Finanzkris awer och Lëtzebuerg getraff a mëttlerweil ass och d'Realekonomie dovun betraff. Dee Budget, dee mer haut diskutéieren, huet duerfir net méi vill, fir net ze soe guer näischt méi mat der Realitéit ze dinn. Mat gewësser Sécherheet kann een

haut soen, datt dat Eenzegt, wat nach richtig un dësem Budget ass, wäert dat sinn, wat um Deckel steet. Wann een dëse Budget géif an der Nationalbibliothék ouni Kommentar ofginn, da kéint ee sécher sinn, datt dëse Budget géif vun deene Leit bei d'Poesiealbum klasséiert ginn, wann ee se net géif virun drop opmierksam maachen, datt et sech géif em de Statsbudget handelen.

Et ass en Universalbudget. Et ass e Budget, deen ass deponéiert gi mat engem Wuesstem vun 3%, wou alles am Floribus anscheinend geschéngt huet. An obscho mer haut wëssen, datt mer iwwerhaupt kee Wuesstem méi d'nächst Joer hunn, ass dee Budget nach ëmmer richtig. Et ka souwuel de Budget vun der Kontinuitéit sinn, et kann de Budget vun der Wäitsicht sinn, et ass de Budget vun Vertrauen. Et ass de Budget, deen eng Äntwert op d'Kris gëtt. Et ass de Budget vun der Zouversicht. Jiddweree kann et sech eraussichen.

Dee Budget ass schonn am Summer esou opgesat ginn, datt e fir all Eventualitéiten, déi kënnen anrieden, passend ass. Dat huet am Fond keen anere besser kënnen dokumentéiere wéi den LSAP-President, den Här Bodry, deen am „Land“ geschriwwen huet: «Décidément notre Ministre du Budget est un magicien.» Dat heescht also, d'Sozialiste selwer hu gesot: Eise Budgetminister ass en Zauberer. Deen huet e Budget presentéiert, dee fir all Lage gutt ass.

» Plusieurs voix. - Aaahhh! Hei ass de Star.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Den Här Bodry, deen ech och elo hei begréissen, schreift da weider: «Ce qui a été conçu en partie comme un budget de fin de législature, s'est transformé en quelques semaines en budget de la relance. Ce qui entend en dernier recul à apparaître comme un instrument de politique fiscale, sociale ou familiale, a été rebaptisé instrument de politique anticyclaire.» Dat heescht, den Här Bodry huet am Fond och nach eng kéier dokumentéiert, datt déi Regierung hei e Budget virgeluecht huet, deen an all Situatioun passt.

D'„Tageblatt“ huet dat och nach dokumentéiert elo där Deeg, wéi et schreift: „So wird der Haushaltsentwurf 2009 der erste sein, von dem schon beim Votum gewusst ist, dass er nicht das Papier wert ist, auf dem er gedruckt ist.“ Dat stoung dëser Deeg am „Tageblatt“.

Mir gesinn also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer et hei mat engem Budget ze dinn hunn, deen e Phantombudget ass, deen absolut näischt mat der Realitéit ze dinn huet.

Den Här Wolter huet gëschter hei gesot, datt verschidde Parteie géifen am Virfeld op Pressekonferenzen hir Meenung zum Budget soen an datt am Fond heibannen d'Plaz dofir wier. Ech fannen, datt et zur parlamentarescher Demokratie gehéiert, datt d'Deputéierte souwuel no baussen iwwert d'Press kommunizéiere wéi datt mer hei am Parlament eis Meenung soen. Ech hätt dem Här Wolter dat gären an d'Gesicht gesot, mä den Här Wolter ass och elo nach net heibannen.

Da muss een den Här Wolter och froen - wann hie seet, déi politesch Debatt muss heibanne stattfannen, well heibanne gëtt Politik gemaach, heibanne ginn d'Déci-

sioun geholl -, ob hie mer ka soen, ob da schonn eng kéier e Budget, deen hei an der Chamber deponéiert ginn ass, d'Chamber aneschtens verlooss huet, wéi en erakomm ass? Nach ni huet d'Chamber de Courage gehat, de Mutt gehat, fir e Budget an iergendenger Form substanzuell ze änneren.

Duerfir sollt een net esou maachen, wéi wann heibanne géif alles decidéiert ginn. Beim Budget war an deene leschte Joren, datt ech heibanne sinn, an deenen 20 Joer, nach ni eppes Fundamentals heibannen. Mä d'Kopfnickermajoritéiten hunn ëmmer dat gestëmmt, wat hir Regierungen hei virgeluecht hunn.

D'Fro, ob een dann elo soll de Budget aktualiséieren u Chifferen, jo oder neen, déi ass gestallt ginn. Déi hu mer och an der Finanzkommissioun gestallt. Ech soen och hei, datt mir der Meenung waren a gesot hunn, et huet kee Wäert, d'Chifferen u sech am Budget ze änneren, well déi Chifferen ännere vun Dag zu Dag.

D'Donnéeën, déi mer an der Finanzkommissioun krute vun den eenzelne Verwaltungen oder Avisen, hu vun Dag zu Dag geännert. Leider hu se ëmmer no ënne geännert. Et huet also kee Wäert fir nei Chifferen an e Budget ze setzen, well egal wat fir eng Chifferen een haut drasetzt, déi si muer erëm falsch.

Mä et soll een de Leit awer d'Wourecht soen! Et soll een de Leit d'Wourecht soen, wéi d'Realitéit ass. D'Regierung hätt och kënnen higoen, ouni datt se de Budget ännert, esou wéi se e Budget opgesat huet, Chifferen an de Budget gesat huet, virun allem op der Recettésäit. Mat engem Wuesstem vun 3% hätt ee genauou gutt kënnen soen: Mir ginn dervun aus, wann de Wuesstem nëmmen 0% ass, datt mer dann net dat Geld erakréien, mä datt mer nëmmen esou vill erakréien.

Dat wier eng Aarbecht gewiescht fir e Fonctionnaire vun enger Stonn am Ministère. Dann hätte se dat gehat. Mä datt huet d'Regierung net gemaach, well se einfach net de Leit wëllen d'Wourecht soen an esou maachen, wéi wann alles hei am Land nach am Botter wier. A wéi sot de Statsminister eng kéier um Regierungstreffen: Mir loossen de Laascht emol kommen.

Här President, de Wirtschaftswuesstem, wéi de Budget deponéiert ginn ass, dee war 3%. Am Abléck gi mer dervun aus, datt e sech téschent engem Plus vun 0,5 an engem Minus vun 0,6 wäert erëm spillen.

D'Aarbeitsplazen: D'Regierung ass dervun ausgegangen, datt mer nach e relativ staarken Zouweess krite. D'Zentralbank seet eis awer, datt se dervun ausgeet, datt mer en Nullwuesstem wäerten um Aarbechtsmaart kréien, et sief datt den öffentleche Secteur géif méi Leit astellen.

E puer Beispiller, wéi zum Beispill d'Cour des Comptes an d'Zentralbank eng Rei vun de Recetté fir d'Joer 2009 gesinn: «Il appert dès aujourd'hui que le niveau de recettes tel que prévu au projet de budget ne pourra pas être atteint. (...) Les hypothèses émises par le Gouvernement dans le cadre du projet de budget 2009 sont contredites par les réalités économiques et devront être adaptées.» Dat seet d'Cour des Comptes.

«La Cour considère que d'autres impôts sont surestimés pour 2009. Ainsi, la taxe d'abonnement table sur une augmentation de plus de 15% de sa base de revenus, les droits d'enregistrement sur une croissance de plus de 26% des mutations immobilières et l'impôt retenu à la source sur les traitements et salaires, abstraction faite des allègements fiscaux, sur une hausse de plus de 12%.»

Mir müssen also dermat rechnen, datt de Statsbudget d'nächst Joer wäert mat engem staarken Defizit ofschléissen. Och wann d'Maastricht-Kritären zäitweilg elo ausser Kraaft gesat ginn, datt d'Länner méi flexibel kënnen mam Defizit vun 3% zum Zentralstat zäitweilg emgoen, muss mer wëssen, datt beim Dépôt vun Budget den Defizit zum Zentralstat mat 1,8% virausgesi ginn ass, an haut wësse mer awer méi wéi sécher, datt mer d'nächst Joer wäerten en Defizit hunn, deen éischer iwwer 3% wéi ënner 3% dierft leien.

Här President, ech wëll dann op e puer Beispiller agoen, fir ze weisen, wéi d'Realitéit am Fond vun de Statsfinanzen ass. En éischt Beispill, d'Statsschold am Zesammenhang mat der Fortis an der Dexia, eventuell och Interventioun bei der Kaupthing.

D'Statsschold klëmmt duerch dës Interventiounen an duerch déi Emprunten, déi mer am Budget virgesinn hunn, d'nächst Joer vu 7 op 14% erop. Laut Maastricht kënnen mer do bis 60% goen. Reng prozentual gesinn nach e grouse Sputt, mä finanziell, wat d'Méiglechkeeten am Budget sinn, ass dee Sputt natierlech net an deem Verhältnis.

Den Här Juncker an den Här Frieden hunn ëmmer gesot, datt d'Interventioun bei Fortis an Dexia géifen de Statsbudget, de Steierzueler net beréieren. Dat, soe mir, ass falsch.

De Stat huet zum Beispill eng hallef Milliard Emprunt opgehall, déi e schonn aus fréiere Budgeten autoriséiert kritt huet, fir un d'Fortis ze iwwerweisen.

D'Chamber huet e Gesetz gestëmmt vun 3 Milliarden zousätzlechen Emprunt, wouvun am Abléck 2 Milliarden opgehall si ginn.

Dat Geld, wat de Stat de Banken als Emprunt, als Obligatioun zur Verfügung stellt, do kritt de Stat wuel 10%, an op där anerer Säit bezilt en 3,5%. Am Prinzip kéint ee soen, e gutt Geschäft.

Mä mir wëssen awer, dat Geld, wat als Obligatioun, als Emprunt deene Banken zur Verfügung gestallt gëtt, gëtt am Prinzip nach dëst Joer virum 31. Dezember an Aktien emgewandelt. Wa se an Aktien emgewandelt ginn, kritt de Stat also keng 10% méi, mä e muss op där anerer Säit seng 3,5% bezuelen. D'Aktië kënnen Dividende bréngen. Et ass awer kuerzfristeg éischer ausgeschloss, datt ee kann dovun ausgoen, datt d'Aktië vun der Fortis oder Dexia sollte staark Recetté bréngen fir d'Zënslaascht ze decken.

D'Zënsen um Statsbudget fir déi 3,5 Milliarden zu 3,5% belaauchten de Statsbudget awer mat 112,5 Milliarden Euro d'Joer. Fortis hu mer 2,4 Milliarden Euro ginn. Duerfir kréie mer op där anerer Säit 33,3% Aktien a Fortis Bank Lëtzebuerg an 1,1% an der BNP Paribas. D'Dexia huet 376 Millioune kritt. Duerfir kréie mer ongeféier 20% Aktien.

Mir hunn en Emprunt gemaach vun 2 Milliarde bei de Privatleit. Dee muss op fënnf Joer zrëckbezuelt ginn. Wa mer a fënnf Joer dee müssen zrëckbezuelen, da muss de Stat och déi 2 Milliarden zur Verfügung hunn. E kéint also higoen an d'Aktien dann erëm verkafen. Virausgesat, d'Aktien hunn dann ee Wäert, dee geklommen ass.

A wa mer gären d'Investitioun an d'Aktien an d'Zënsen, déi mer während deene fënnf Joer bezuelen, fir déi Suen, déi mer geléint hunn, da muss mer déi Aktië scho mat engem Plus vis-à-vis vun haut vu mindestens 25% Augmentatioun verkafen, ouni dann awer bis dohinner eppes verdéngt ze hunn.

Da muss een och wëssen, datt, wann de Stat Aktien huet, dat net falsch ass, wann de Stat an eng Rei vu Gesellschaften eraklëmmt. Mir begréissen dat an ënnerstézen dat. Mä et muss een awer wëssen, datt een, wann een Aktien huet, da muss e laangen Otem hunn an net an eng Situatioun därer kommen, wou een Aktië muss kuerzfristeg verkafen.

Wann ech zum Beispill d'Aktien huele vun der Arcelor, déi d'lescht Joer relativ héich waren an den 30. September 2007 ee Wäert hate vun 2,1 Milliarden Euro, déi sinn elo den 30. September 2008 op 1,4 Milliarde gefall. Also sinn d'Aktië bei der Arcelor Mittal, déi de Stat do huet, an engem Joer em ronn 700 Millioune Euro - oder 28 Milliarden aler Lëtzeburger Frang - gefall.

Insgesamt sinn d'Participatiounen, déi de Stat an Aktiëgesellschaften insgesamt huet, d'lescht Joer em 22,81% zrëckgaangen. Et kann een also elo net eng kuerzfristeg Finanzpolitik opbauen, datt ee seet, mir hu jo Aktien an am Noutfall verkafe mer déi.

Wann een am Noutfall Aktië muss verkafen, dann ass de Risiko grouss, datt ee kann oder muss oder wäert Geld bäileeën.

Mir wëssen also, datt mer hei a fënnf Joer müssen 2 Milliarde rembourséieren a mer hunn och nach d'Méiglechkeet, laut der Décisioun vun der Chamber, fir datt d'Regierung nach kéint eng kéier eng Milliard Schold ophuelen. Hei tickt also eng

éischt Zäitbomm, fir a fënnef Joer déi Suen zréckzebezuelen.

Dat Zweet ass d'Statsschold. Bei der Statsschold - dat wëssen d'Leit am Land net, well d'Regierung vergësst dat ëmmer ze soen - bezilt de Stat am Fong seng Scholden net zréck. De Stat mécht Emprunten am Prinzip op zéng Joer an da bezilt en nëmmer d'Zënse vun den Emprunten zréck, hie bezilt net d'Kapital zréck. Um Schluss vun deenen zéng Joer muss dann d'Kapital an enger Kéier rembourséiert ginn.

Mir hunn an deene leschte Jore regelméisse Emprunten opgeholl. Mir hunn 2006 zum Beispill zweemol 200 Milliounen opgeholl. Am Prinzip mussen déi 400 Milliounen 2016 zréckbezelt ginn. 2007 hu mer 132 Milliounen opgeholl; déi missten am Prinzip 2017 zréckbezelt sinn. 2008 hu mer 200 Milliounen opgeholl, déi bis 2018 zréckbezelt misste sinn. An 2009 stinn der erëm 200 am Budget, déi bis 2019 opgeholl ginn. Plus déi 500 Milliounen fir d'Fortis, déi missten 2018 zréckbezelt ginn. Plus déi 2 Milliarden, déi mer an d'Fortis investéiert hunn, déi 2013 missten zréckbezelt ginn.

Mir gesinn also, dass hei vill Gelder engagéiert si ginn, wou déi nächst Chamber, déi nächst Generatioun am Fong muss riicht derfir stoen, déi dat Kapital da muss integral zréckzeuelen. Hei ass eng Hypothék op déi kommend Generatiounen gemaach ginn, well d'Regierung eben hei Emprunten opëhlt an d'Kapital net zréckbezilt, mä nëmmer d'Zënse zréckbezilt. An d'Cour des Comptes schreift dat och an hirem Avis: «Il s'ensuit que les budgets des exercices à venir se trouvent déjà fortement hypothéqués.»; duerch déi heite Situatioun.

Ee weidere Punkt, Här President, dat sinn d'Fongen. Am Abléck hu mer 31 Spezialfongen, an och hei seet d'Regierung net ganz d'Wourecht.

Den Här Juncker an den Här Frieden zielen ëmmer, dank hirer Wäitsicht hätte mer Reserve kënnen an deene gudden Zäiten uleeën, déi eis haut géifen hëllefen. Nach d'lescht Woch hunn ech op der Televisioun op Lëtzebuerg den Här Frieden héiere son, dass mer gutt gespuert hunn an dass mer duerfir haut nach Gelder hätten.

D'ADR huet ëmmer gesot, dass d'Reserven 2009 um Enn wieren. An dat stëmmt, wa mer e Bléck an d'Reserve werfen. An da muss mer wëssen, dass an deene leschte Joren all déi Emprunten, déi mer opgeholl hunn, an d'Fonge gefloss sinn. Haut bestinn d'Fongen am Prinzip nach just aus Emprunten, an net méi aus Plus-waalen aus de gudden Joren.

An dat gesäit een och an där Graphik, Här President, déi ech hei erausgedréckt hunn, och aus dem Rapport vun der Cour des Comptes. Dat Blot, dat sinn d'Plus-waalen aus deene gudden Joren nach, an dat Gielt, dat sinn d'Emprunten, déi mer opgeholl hunn. A wann een dann 2009 kuckt, da gesäit een, dass dat, wat op de Fongen ass, praktesch nëmme méi Emprunté sinn a keng Reserve méi aus de gudden Zäiten.

Dat ass, wéi gesot, eng Tabell, Här President, wou ech frou wier, wa se kéint mat an dem Chamberblat veröffentlecht ginn, well et ass en offiziellt Dokument vun der Cour des Comptes, déi dat gemaach huet. (*Document à consulter au greffe de la Chambre des Députés.*)

D'Cour des Comptes schreift dann och, dass mer Enn 2009 nach 1 Milliard 276 Milliounen op de Fongen hätten, mä dovu wier 1,132 Milliard Emprunt an nëmme méi 144 Milliounen, déi aus de Plus-waale besteet.

An da schreift d'Cour des Comptes an hire Konklusiounen: «À la cadence actuelle, les moyens financiers des fonds spéciaux seront épuisés au plus tard pour l'exercice budgétaire 2010.» An: «Vu les prévisions actuelles du Fonds monétaire international et de la Commission européenne, il est peu probable que les exercices à venir soldent par des excédents de recettes. Il s'ensuit que le Gouvernement doit trouver d'autres ressources de financement pour assurer le niveau élevé des dépenses d'investissement.»

D'Finanzsituatioun ass also beileiwen net esou gutt, wéi dat vun den CSV-Finanzspezialisten ëmmer duergestallt gëtt. Wann een d'Situatioun vun der Schold an de

Fongen an Zesummenhang bréngt mam Defizit vum Statsbudget an de Perspektiven, wat d'Recetten an den Décisiounen ubelaangt, da muss ee sech grouss Gedanke maachen an net mengen, esou wéi den Här Statsminister dat gesot huet: Mir loosse de Laascht emol kommen.

Mä niewent de Fongen an niewent der Statsschold hu mer nach eng drétt. Dat ass d'Garantiegesetz, d'Contrats de location-vente, wéi mer se maachen, wou de Stat am Fong seet, dass wier am Prinzip keen Emprunt; wat et awer am Fong ass. Wou de Stat sech duerch eng Privatgesellschaft eppes baue léisst a sech dann iwwer 20 Joer engagéiert, där Privatgesellschaft e Loyer ze bezuelen, deen de Préfinanzement rembourséiert, inklusiv souguer den Entretien.

Dat ass also en Engagement iwwer 20 Joer iwwer en Émwee, fir eng Investitioun ze finanzéieren. Wat awer a Wierklechkeet och eng Schold ass, well se muss rembourséiert ginn. Hei ass de Stat mat enger Milliard Euro engagéiert. Hei muss mer vun den nächste Joren un ëmmer am Prinzip 83 Milliounen d'Joer zréckzeuelen. Vun 2012 u geet dee Montant erop op 103 Milliounen d'Joer, wat mer mussen opgrond vum Garantiegesetz zréckzeuelen.

Am Fonds pour la loi de garantie stinn awer am Abléck, den 31.12., nach just 24 Milliounen Reserv. A laut pluriannuellem Plang sinn d'Reserve fir 2010 integral opgeschafft, an um Enn vun 2012 si se an engem negative Sold vun 200 Milliounen. Hei tickt also eng weider Zäitbomm.

Wann een also résuméiert, dass mer eng Statsschold hunn, déi mer net rembourséieren, a wou dat nächst Parlament, déi nächst Generatioun muss d'Kapital integral zréckzeuelen, wa mer wëssen, dass d'Fonge vun 2010 un eidel sinn, wa mer wëssen, dass mer net méi genuch Geld hunn, fir eisen Obligatiounen an der Loi de garantie nozekommen, a wa mer wëssen, dass an deenen nächste Jore sécherlech keng Plus-waale méi wäerten iwwer d'Budgeten ofgeschott ginn, mä éischer Defiziter, da muss ee wëssen, dass et ëm d'Zukunft vun eise Land, wat d'Finanzen ubelaangt, ganz schlecht steet an dass et net esou ka sinn, wéi d'Regierung mécht, wéi wann alles am Botter wier. Zumindest bis de 7. Juni wäert se et esou maachen.

(Interruption)

Da sot eis deen emol.

» **Une voix.** - Ma Dir hutt net opgepasst.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo dach! Zum Beispill d'Avoiren op den Aktien.

» **La même voix.** - Jo.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Aktiemaart. Voilà! Ech hunn lech jo awer och gesot, dass déi zum Beispill elo an engem Joer iwwer 20% gefall sinn.

(Interruption)

A wann Der all déi Engagementer do ugitt, déi ech lech elo gesot hunn - mat de Fongen ass näischt méi; dass mer iwwer d'Loi de garantie mussen rembourséieren, dass mer Schold hunn, déi mer mussen rembourséieren -, an Dir mengt, Dir kéint déi mat den Aktien, déi Der hutt, ofdecken, da wënschen ech lech awer Bonne chance.

Da gesäit ee jo awer och schon, dass sech an den CSV-Kreesser Gedanke gemaach gëtt, fir lues a lues - wéi déi däitsch Nopere soen - d'Tafelsilber ze verkafen, fir iwwer d'Ronnen ze kommen.

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann Der musst un déi Reserv goen a mengt, Dir misst schonn Aktië verkafen als Garantie, fir dat heiten ze decken, da si mer scho vill méi wäit fort, wéi mer mengen. Ech sinn awer frou, dass Der déi Zwëschebemierkung do gemaach hutt, well dat léisst awer déif blécken, wéi wäit dass mer da scho sinn.

» **Une voix.** - Neen, Här Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, déi mussen dann elo...

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Vu wat fir engen Aktië schwätzt Der dann, Här Gibéryen? D'Regierung huet just gesot, dass se an dräi, fënnef Joer, wann d'Kris eriwuer wier, déi Aktië vu Fortis, Dexia a BNP géif verkafen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wien huet dat gesot?

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - D'Regierung. Ech selwer,

d'lescht Woch hei, wann Dir nogelauschert hutt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Deemno wat se da Wäert sinn. Ech hunn iwwerengs gesot, dass zum Beispill d'Aktien...

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Wa se méi Wäert sinn, gi se dee Moment verkaaft. Bien sûr.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Voilà! A wa se net méi esou vill Wäert sinn?

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Da waarde mer, bis se méi Wäert sinn.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da waart Der. A wéi rembourséiert Der dann Är zwou, dräi Milliarden?

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Mir hu contrairement zu deem, wat Dir virdu gesot hutt, e Fonds de la dette; dee mer als eenzeg Land an Europa iwwer all déi Jore constituéiert hunn. Dir hutt virdu gesot, et géif kee Kapital op d'Säit gesat ginn. Sot mer: Wivill hu mer dann dëst Joer iwwerwisen an de Fonds de la dette?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat gitt emol...

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Wivill hu mer, Här Gibéryen, dëst Joer iwwerwisen?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn hei keng Zuelen.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - 93 Milliounen! Dat muss een dem Land soen. Mir hunn e Fonds de la dette. Ech froen den Här President, dass deen Tableau mat publizéiert gëtt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da bréngt Dir deen Tableau mat an da bréngt Der och déi Texter vun der Cour des Comptes mat, déi lech kloer soen, dass Der net genuch Geld méi op Äre Fongen hutt. Ech hunn lech se elo grad hei zitéiert. D'Cour des Comptes schreift, dass Der 2012...

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Ech wëll gären, dass d'Vollek all d'Tableau gesäit an dass d'Leit sech kënnen selwer hir Meenung bilden.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...laut der Regierung hirem Plan pluriannuel en negative Sold am Fonds pour la loi de garantie vun 196 Milliounen hutt. Also, Dir hutt e Fong fir Schold ze bezuelen, dee laut der Cour des Comptes an zwee Joer 200 Milliounen am Defizit ass.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Ma e gëtt jo all Joer nei opgefëllt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da musst Der soen, dass d'Cour des Comptes d'Onwourecht schreift.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Ma neen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat steet am Rapport vun der Cour des Comptes. Dat kennt Der noliesen. Op der Säit 126 vum Rapport vun der Cour des Comptes kann all Mënsch dat noliesen.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Majo selbstverständlech. Da gëtt de Fong all Joer opgestockt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Cour des Comptes seet, an zwee Joer hätt Der e Minus vun 200 Milliounen op deem Fong,...

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - 2012 ass an dräi Joer.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wou Dir elo gesot hutt, Dir hätt Reserven drop. Da setzt lech mat der Cour des Comptes zesummen a frot déi, wou si dann op déi Chiffere kommen.

Här President, wat vis-à-vis mer dann awer elo maachen, fir vis-à-vis vun der Krisesituatioun ze reagéieren?

D'Chamber huet decidéiert, eng Spezialkommissioun anzusetzen, déi mir mat ënnerstëtzt hunn, fir eiser Meenung no déi aktuell Krisesituatioun permanent ze verfollegen an ze kucken, fir zesumme Weeër ze sichen, wéi mer beschtméiglech kënnen vis-à-vis vun der Krisesituatioun reagéieren.

Mir mussen kuerzfristeg a séier kënnen reagéieren. Duerfir hu mer och déi Proposition vun de Kollege vun der Demokratescher Partei begréisst, fir e Budget rectificié ze maachen. All Gemeng, wa se Suen ausgëtt,

déi net am Budget gestëmmt sinn, muss virun hire Gemengerot goen a muss sech déi Kreditter ännere loosse, stëmme loosse. Just d'Regierung mengt, si kéint dat net maachen.

A wa mer dat maachen, woubäi mer eis heibannen am Fong alleguer eens sinn, dass mer Gelder virzéien, fir kënnen vill kleng Projeten ze maachen, da muss mer och eis Budgeten änneren.

Ech sinn duerfir och absolut net d'accord mam Kollege Bausch vun deene Gréngen, deen hei gemengt huet an där Debat, wou mer sollten e Budget rectificié ersetzen, et sollt een dat eréischt am September maachen. Et muss ee sech dat virstellen! Ech hat gemengt, déi Gréng wiere schonn net méi an der Opposition, fir ze verlaangen, dass een dat sollt d'nächst Joer eréischt am September maachen.

Dat heescht also, éischters, no de Wahlen, zweetens, am September tagt nach kee Parlament, well dat net Parlament fänkt eréischt am Oktober un, an dréttens muss ee wëssen, dass am September déi nei Regierung, egal wat fir eng et ass, schonn amgang ass de Budget vun 2010 opzeustellen. Esou dass et kee Wäert huet, fir d'nächst Joer no de Wahlen am September, wa kee Parlament do ass, iwwer d'Finanzsituatioun ze diskutéieren.

Déi hei Finanzkris ass esou grouss, d'Situatioun am Land ass esou eescht, dass mer dat net kënnen op den 1. September vertragen, mä hei muss permanent driwwer diskutéiert ginn. Mir sinn Demandeur, dass déi Spezialkommissioun permanent tagt a permanent vun der Regierung d'Evolutione vun de Recetten an den Dépense matgedeelt kriit, fir dass een ëmmer ka reagéieren.

Mä och muss eiser Meenung no d'Mission vun der Spezialkommissioun sinn, fir och emol eng Kéier réckwierkend e Bléck op déi Finanzkris ze werfen an ze kucken, ob alles richteg gelaft ass. Et muss gekuckt ginn: D'CSSF, d'Zentralbank, hunn déi hir Mission während a virun allem am Virfeld erfëllt? Hu se hir Moyené gerecht a richteg agesat? Hu se déi richteg Moyené gehat? Oder hätte se net vläicht missen éischer reagéieren? Ech erënnere zum Beispill un d'Kaupthing-Bank.

En zweete Punkt, deen eiser Meenung no wichtig ass an dëser Finanzkris, ass, dass d'Regierung géif eng ganz, ganz kloer Deklaratioun maachen a sech 100%eg hanner eist Bankgeheimnis géif stellen. Mir ginn de Verdacht net lass, wéi wann d'Regierung amgaange wier, lues a lues duerch Hannerdieren eist Bankgeheimnis opzeginn. Ech sinn der Meenung, dass eis Regierung amgaangen ass, d'Bankgeheimnis opzeginn. Duerfir hätte mer gären, d'Regierung soll e kloert Bekenntnis maachen a soen: Mir ginn d'Bankgeheimnis ënner kengen Émstänn op. D'ADR ass op jidde Fall fir d'Bäibehale vun eise Bankgeheimnis.

Dann hätte mer och gären, dass mer eis sollen eng Gesetzgebung ginn, wann d'Banke Produkter verkafen, dass d'Leit och wëssen, wat an deene Produkter ass. Esou wéi mer dat och bei den lessmëttele maachen. Wann een eppes keeft, weess een, wat dran ass. D'Leit ginn op d'Banken, si kafe Produkter do a si wëssen dacks net, wat dran ass. Si ginn dat eréischt spéider gewuer. Och do misste mer also, fir de Leit méi Sécherheet ze ginn, d'Produkter vun de Banke kennzeechen, wat do erauskënn.

Da soe mer och kloer an Zesummenhang mat der Bankgarantie vun 20.000 Euro bei der Kaupthing, dass d'ADR net dermat averstanen ass, dass de Stat soll eng Differenz do bäileeën.

(Interruption)

Wann d'Kaupthing-Bank géif rutschen, da géifen hir 20.000 Euro, déi se missten iwwer hir Garantie bezuelen, d'Banken 300 Milliounen Euro kaschten. Wann de Stat géif d'Differenz bis op 100.000 Euro bezuelen, dat géif dat nach eng Kéier 300 Milliounen fir de Stat ausmaachen. Do soe mir ganz kloer Neen, well dat wier e Präzedenzfall, dass de Stat da géif méi gi wéi dat, wat duerch d'Gesetz garantéiert misst sinn.

D'Leit, déi Gelder placéieren, missten och wëssen, wivill der pro Kapp pro Bank garantéiert wieren, a wann ee méi Geld bei eng Bank placéiert, an déi Bank géif eragoen, muss een och wëssen, dass dat Geld net garantéiert ass. Genausou gutt wéi mer jo soen, een, deen Aktië keeft, dee muss wëssen, dass e mat den Aktië ka wannen, mä dass en awer och ka mat den Aktië verléieren.

Wann also de Stat géif higoen an e géif soen, ma mir droen dee Risiko bei enger Kaupthing-Bank, dann - soe mir - muss de Stat awer och vis-à-vis vun de Kleng-

aktionäre vun der Fortis genau deesewechte Geste maachen; si kënnen net deen ee Risiko iwwerhuelen an deen aneren net. Mir hoffen awer, dass eng Léisung fonnt gëtt, dass een d'Kaupthing-Bank géif opkafen - eng aner Bank - an dass eis dann déi dote ganz Diskussioun géif erspuert bliwen.

Ee weidere Punkt, Här President, ass d'Erhale vun der Kafkraaft. D'Regierung mécht elo wéi wa si mat de Moosnamen, déi am Budget sinn, dee mer d'nächst Woch a Form vu Gesetz hei stëmmen, de Leit d'Kafkraaft géif erhalen.

Richtig ass awer, dass d'Regierung während deene véier leschte Joren de Leit d'Kafkraaft geholl huet.

Ech wëll nach eng Kéier un all déi Moosnamen erënneren: D'Indexmanipulatioun huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Desindexatioun vun de Familienzoulagen huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Verréckele vun de Rentenajustementer no hannen huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung vun de Cotisatiounen vun der Fleegeversicherung vun 1 op 1,4% huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung vun der Autosteier, d'massiv Erhéijung vun der Autosteier huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung op den Accisë vu Bensin a Pétrol huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung vun der TVA bei de Facturë bei den Indépendanten huet de Leit d'Kafkraaft geholl.

Alles dat, Här President, huet dës Regierung gemaach! Déi huet de Leit also massiv d'Kafkraaft geholl, a si soll elo net kommen a soen, si géif de Leit hir Kafkraaft erhalen!

Dat, wat d'Regierung elo mécht, dass, dass se een Deel vun där Kafkraaft zrëckgëtt, déi se de Leit an deene véier éischte Jore geholl huet. Richtig ass, dass d'Leit scho virun der Finanzkris manner consomméiert hunn, well se manner Kafkraaft haten, déi se vun dëser Regierung geholl kruten, an elo duerch d'Onsécherheet vun der Kris nach logescherweis méi virsiichteg ginn.

Falsch ass, wann d'Regierung de Leit seet, se géifen elo Steiererlicherunge ginn.

Richtig ass, dass d'Regierung déi dräi éischt Jore vun dëser Legislaturperiod de Leit duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun Steiererhéijungen opgebrummt huet an domat de Leit d'Kafkraaft geholl huet, an duerch déi Steierermässigung, déi mer elo maachen, kréien d'Leit net méi Kafkraaft, mä se kréien een Deel vun deene Steiererhéijungen elo zrëck.

Wann d'Leit also hei am Land manner Kafkraaft haut hunn, dann ass et un alleréischer Stell d'Schold vun dëser Regierung.

Duerfir ass et keng Wohltat vun der Regierung fir do Leit ze erklären, si krite Steiererlicherungen. Et war eng Korrektur vun enger falscher Politik, déi d'Realekonomie vill kascht huet.

A fir dat ze ënnermauern, Här President, wëll ech nach - wann ech dat elo erëmfannen; wann een Uerdnung huet, da geet et.

(Interruption)

Beim beschte Wëllen, ech fannen et net. Dat ass awer elo schued. Dat war esou e schéint Zitat.

Well den Här Sold, deen huet dat am „Tageblatt“ gëschter ganz richtig dokumentéiert an e kënnt zur Konklusioun, wéisou d'LSAP dee ganzen Hokuspokus do konnt matmaachen. Den Här Sold, deem ee jo elo awer net ka virhalen, dass hie géif hei eis wëllen an d'Blat schwätzen. Den Här Sold war schliesslech an ass, huelen ech un, och nach Member an der LSAP an e war do Kandidat.

Här President, et ass d'Zeitung vun der Sozialistescher Partei, et ass d'Zeitung vum Landesverband, et ass d'Zeitung vum OGB-L; alleguer déi Parteien, déi Gewerkschaften hunn eminent Vertrieder hei an der Chamber sëtzen, an hir Zeitung schreift dann, wéisou si dee ganzen Hokuspokus do konnte matmaachen.

Här President, een anere Punkt ass d'Immobilienbranche. Wou mir der Iwwerzeegung sinn, dass mer hei an déi déifste Kris wäerten an deenen nächste Méint geroden, déi mer kennen an déi méi schlëmm ass, eiser Meenung no, fir d'Realekonomie, wéi d'Finanzkris.

D'Resultat vun där Situatioun, wou mer eis elo drafannen, huet net un éischer Stell mat der Finanzkris ze dinn, mä huet un éischer Stell mat enger Wunnengsbaupolitik vun der CSV, déi an deene leschten zéng, 15 Joer responsabel war, ze dinn. Datt haut 10.000

Lëtzebuenger Frontalier gi sinn an an d'Grenzregioun wunne gaange sinn, huet näischt mat der Finanzkris ze dinn, mä dat huet mat der Wunnengsbaupolitik vun deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg ze dinn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg kee Problem, dass mer net Wunnengen, Haiser genuch hunn. Mir hunn der méi wéi mer der brauchen. Am Abléck sinn téschent 15.000 an 20.000 Wunnengen an Haiser un Maart, mä de Problem ass, dass et Wunnenge sinn, déi d'Leit net méi kënnen bezuelen.

D'Präisser sinn enorm an d'Luucht gaangen. Wann Der zrëckkuckt, zënter dass eise Statsminister déi weis Ausso gemaach huet, dass mer géife sécher op e 700.000-Awunner-Stat zougoen, sinn d'Präisser permanent an d'Luucht gaangen, an haut si mer an enger Situatioun, dass d'Präisser esou héich gi sinn, dass en Normalstierfleche sech déi Wunnengen net méi ka kafen. Eng international Etüd huet erginn, dass hei zu Lëtzebuerg d'Haiser dat Duebelt kaschte wéi se an Däitschland kaschten, an duerfir wësse mer och, dass vill Leit mussen an d'Grenzregioun auswanderen.

(Brouhaha)

An och do, Här Hauptert, wëll ech lech soen, wa mer schwätze vun der Kafkraaft, wou den Här Statsminister hei gejëimert huet, d'Leit sollen hei am Land hir Suen ausginn, fir d'Kafkraaft hei am Land ze loosse, da muss ech soen, déi gréisste Kafkraaft, déi ausgewandert gëtt, dass sinn déi 10.000 Leit, déi hu missen an d'Ausland baue goen. Do ass déi gréisste Kafkraaft déi Säit d'Grenz gaangen an do ass d'CSV schold, well mat hirer Wunnengsbaupolitik d'Leit hu missen auswanderen. Dat heescht, do ass Kafkraaft exportéiert ginn, déi gréisste Kafkraaft, déi mer jee haten. A wann d'Leit do wunnen, da consomméiere se och do.

Dat muss d'CSV sech op d'Stir schreiwene an elo net heihinner jéimere kommen, d'Leit missten hei am Land akafen. Si ass schold drun, dass 10.000 Leit hu missen an d'Ausland wunne goen.

Ech soen lech Merci fir déi Zwëschebemierkung, déi Der do gemaach hutt.

(Interruptions)

Mir wäerten awer hei am Land am Immobiliensektor elo an déi gréisste Kris erageen, well d'Leit den Haiser net méi lassginn. An dat beweist sech jo och, wann Der mat den Notairë schwätzt, wann Der mam Enregistrement schwätzt, wéi dramatesch d'Vente vun de Gebaier an deene leschte Méint zrëckgeet. Wat och eng Répercussioun dann op d'Recettë vum Statsbudget huet.

Wann déi Gebaier net méi verkaaft ginn, da lafe mer de Risiko, dass déi Leit, déi hir Haiser mussen verkafen, a schwéier a kritesch Situatiounen erakommen, sief et, dass dat Leit aus der Immobilienbranche sinn, sief et, dass et Privatleit sinn, déi mussen verkafen an net lassginn. Wann déi mussen mat de Präisser erofgoen, fir hir Immobilien lasszeginn, da mussen mer wëssen, dass mer eng staark Kris an der Immobilienbranche kréien.

Soulaang mer en Iwwerugebuet wéi elo am Immobiliensektor hunn, wäert och net méi am Immobiliensektor investéiert ginn. An do ass dee grouse Problem, wou mer hunn, dass d'Handwierk an de Bau wäerten an deenen nächste Méint an eng enorm grouss Kris erafalen, an dass mer do kënnen de Risiko lafen, dass mer dausenden an dausende vu Leit an de Chômage kréien, wa mer net direkt géifen do reagéieren.

Duerfir mussen de Stat an d'Gemenge reagéieren. Do si mer eis jo eens heibannen. Mä mir soen, et muss direkt sinn, mir misste schon amgaange sinn...

» Une voix. - Très bien!

» M. Gast Gibéryen (ADR). - ...ze reagéieren, well bis de Stat an d'Gemengen hir Projeten duerch hunn an hir Prozeduren duerchlaf hunn, da si mer ausganks d'nächst Joer an dann hu mer d'Kris, dann huet déi eis voll getraff.

Duerfir mussen mer direkt reagéieren, fir där doter eiser Meenung no gréisster Kris, déi eis beiverteet, déi eis méi trifft wéi d'Finanzkris, entgéintzewierken.

Da muss de Stat awer och an de Moosnamen vun der Bekämpfung vun der Kris spueren. Et ass gesot gi vun enger Berufschamber, dass de Stat kéint 4 Milliarden d'Joer spueren, wann e sech géif gutt uleeën. Mir wëssen net, ob dat méiglech ass, mä een Deel dervun ass doudsécher méiglech.

Mä de Stat muss awer och oppassen, wann en nei, fest a virun allem permanent Dépensé mécht. Mir denke virun allem hei un d'Personalpolitik.

Am Budget fir 2009 sinn 250 nei Poste virgesi beim Stat. Et muss ee wëssen, dass dat e permanenten Ausgabepunkt fir déi nächst 40 Joer ass. Duerfir soe mer, d'Regierung soll sech wierklech iwwerleeën, bei all Plaz, déi se nei schafft, ob déi wierklech muss geschaf ginn, fir de Budget net duerch permanent Dépensen ze belaaschten. Plazen, déi mussen geschaf ginn, mussen selbstverständlech geschaf ginn. Mä sécherlech mussen net all Plaze geschaf ginn.

Da kommen ech op déi Punkten, iwwert déi mer viru Jore geschwat hunn, un deene mer elo schwéier wäerten ze droen hunn. Dat sinn d'Nofolgekäschten. Déi Zäit, wéi mer gemengt hunn hei am Land: Wat kascht de Rescht vun der Welt?, wou mer d'Ham am Rahm gekacht hunn, wou mer geduecht hunn, dass Beschäft wär grad gutt genuch.

Ech erënneren un de Pei-Musée, wou hei gesot ginn ass: Et ass kee Problem. Haut hu mer awer d'Nofolgekäschten vun esou Gebaier ze droen, wat eng permanent staark Belaaschtung vun de Budgeten ass. Dat heescht, de Stat muss also oppassen, wann e seng Politik mécht, dass en esou mann wéi méiglech permanent Dépensé mécht an de Budget net permanent belaascht, fir wa mer a Situatiounen erakommen, wou d'Recetten zrëckginn, dass mer dann de Budget ënner Ëmstänn awer nach kënnen an engem gewëssenen Équiliber halen.

Dann ass en anere Problem, dass de Stat muss bei sengen Investitiounen Prioritéite setzen. Och hei soll de Stat elo kucken, dass e Prioritéite setzt bei Infrastrukturen, déi d'Land wierklech brauch. Mir brauchen net onbedéngt nach Muséeeën oder grouss Komplexer ze bauen, mä mir sollen elo d'Prioritéite setzen an doranner investéieren: a Schoulen, Kläranlagen an esou virun, wat d'Land brauch, Infrastrukturen, öffentlechen Transport, Stroossebau, déi d'Land brauch, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft. Mir sollen also do d'Prioritéite setzen.

Mir dierfen och net déi falsch Prioritéite setzen, wéi zum Beispill, dass mer mengen, mir missten elo en Tram bauen, well verschidde Leit enger Ideologie verfall sinn, déi einfach falsch ass. Den Tram bréngt net d'Léisung. D'Léisung ass mam Zuch ënner der Stad erduerch ze fueren. Dat léist eis de Problem.

Da gëtt eis gesot, den Tram wier méi bëlleg. Éischters ass dat emol ze beweisen. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass den Zuch net méi deier wäert ginn, wéi den Tram. Mä souguer wann den Tram méi bëlleg wär, Här President, an et ass déi falsch Léisung, dann ass en nach ëmmer ze deier. Eng falsch Léisung ass ëmmer ze deier. Duerfir dierfe mer nëmmen net de Feeler maachen, fir an eng falsch Léisung Gelder ze investéieren, déi d'Land herno wäerten deier kaschten an d'Problemer net léisen. An déi richtig Léisung muss investéiert ginn.

Dann dierfe mer och net an eiser Politik wéi zum Beispill bei de Chèques-services mat der Géisskan duerch d'Land goen. Zum Beispill: Ass et richtig, wa mer dee Prinzip elo aféieren, dass d'Allgemengheet d'Kanner vu Leit, déi vläicht 15.000, 20.000 Euro de Mount verdéngen, muss dräi Stonne gratis versuergen, 21 Stonnen d'Woch, fir dräi Euro ze verdéngen?

Ech sinn der Meenung, dass dat net muss sinn, dass mer do eng generell Léisung muss fannen an net, dass de Stat, am Fong d'Allgemengheet muss bäileeë bei Leit, déi ganz vill verdéngen. Mä mir solle kucken, dass déi Leit, déi et wierklech néideg hunn, déi hir Kanner muss placéieren an déi net dat Akommes hunn, gehollef kréien, a mir sollen net mengen, mat enger Géisskanepolitik kënnen iwwert d'Land ze goen.

Da mussen mer och kucken, wéi mer investéieren. Wa mer zum Beispill elo d'Chèques-services aféieren, verlaange mir och als ADR, dass do muss un d'Hausfrae geduecht ginn. Well déi maachen eng wäertvoll Aarbecht doheem. Déi maachen Erzéiungsaarbecht doheem, an déi sollen eidel ausgoen!

Wa mer awer wëssen, wann de Stat hiegt an dat mécht, wat dann do muss investéiert ginn an Infrastrukturen, an d'Frais de fonctionnement an de gestion vun deene Maison-relais - wéi si se nennen -, dat kascht pro Plaz 1.500 Euro de Mount! 1.500 Euro de Mount, wat eleng eng Plaz an esou engem Haus kascht. Da kann de Stat och higoen an enger Fra, déi doheem d'Kannererzéiung mécht, eppes zoukomme loosse. Quitte dass mer et verbannen, dass se muss mat deem Geld eng fräiwëlleg Weiderversicherung an der Pensioun maachen a sech doduerch dann och eng eege Carrière kann opbauen.

Da géife mer op där enger Säit Gelder spueren a mer géife Gerechtheet

schafen. Mir géifen d'Haus- an Erzéiungsaarbecht och unerkennen.

Mir wëssen, dass d'nächst Joer sécherlech de Chômage wäert an d'Luucht goen. Da mussen mer op där anerer Säit och higoen an d'ADEM fit maachen, fir dass se deenen Erausforderungen, déi d'nächst Joer op se zoukommen, direkt kann an där Situatioun richtig begéien.

Dann e Wuert, Här President, zu de Renten. Ëmmer wann et e bësse schlecht geet hei am Land, da gëtt direkt iwwert d'Rente geschwat. Wéi wann d'Renten dat Eenzegt wieren, wou mer Problemer krite, wann et wirtschaftlech hei am Land schlecht geet. Wann et wirtschaftlech hei am Land schlecht geet, da geet et a ville Branchen, a ville Secteuren an a villen Domänen schlecht, a vläicht als Lescht bei de Pensiounen.

Wann d'Kris méi laang undauert, kréien och virun de Renten aner Secteuren éischer Problemer wéi d'Reserven. D'Pensiounen hunn haut am Privatsektor esou héich Reserven, 9 Milliarden Euro, vun 3,5-mol d'Joresdépensen. Wa mer eng Kéier ënner 4% Wuesstem falen, da gëtt direkt gejaut: Wéi geet dat dann elo mat de Renten? Elo mussen mer eppes do maachen!

Mir hunn e Wuesstem an deene leschten zéng Joer an der Moyenne vu 5% vum PIB. Dat heescht, wa mer souguer d'nächst Joer op null erofginn, dann hu mer nach, op eelef Joer gesinn, eng Moyenne vu 4,5%. Et ass also net, wann een oder zwee Joer de Wuesstem erofgeet, dass dann einfach och alles géif an de Koup falen. Mä laangfristeg gesinn, leie mer nach ëmmer iwwert där Moyenne vu 4%.

Da muss ech soen, Här President - ech sinn och duerfir frou, dass den Här Statsminister hei ass -, wann et de Pensiounseesen esou schlecht geet a wa mer solle wéinst enger Rentemauer handeln: Ech sinn der Meenung, dass et de Pensiounseese ganz gutt misst goen, well soss kéint den Här Juncker a seng Regierung net permanent an d'Pensiounseese goen a Gelder klauen.

(Interruptions)

Soss hätten dës Regierung an déi lescht Regierung net brauchen zéng Joer ze waarden, bis elo am September d'lescht Joer, bis mer d'Gelder besser placéiert hunn.

An där Zäit, an där den Här Juncker Statsminister ass, sinn de Pensiounseesen duerch schlecht Placemeter an op där anerer Säit Gelder, déi aus de Pensiounseese geholl si ginn, 1,5 Milliarden Euro verluer gaangen. Also muss et de Pensiounseesen net schlecht goen, soss hätt een net kënnen esou eng Politik maachen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances. - Et geet hinne gutt, well de Stat all Joer iwwer eng Milliard Euro dohinner iwwerweist.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Här Statsminister, dass ass eng Organisatioun vun eisem Rentensystem, wou mer eis dat esou opgedeelt hunn.

(Interruption)

Jo, jo.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances. - Dir sidd och eng Organisatioun.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - A wann elo manner Gelder an d'Pensiounseese komme wéi virun, dann ass dat duerch politesch Décisiounen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances. - Jo, jo.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - A wann ech bei de Pensiounen soen: Mir renne widder eng Rentemauer, mir mussen eis Pensiounen laangfristeg ofsécheren,...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances. - Aha?!

» M. Gast Gibéryen (ADR). - ...an ech huelen dann d'politesch Décisiounen, déi

de Pensionskeese Gelder entzéien, déi se bis dohinner haten, dann droen ech derzou bäi, datt d'Finanzsituatioun vun de Pensionne méi schlecht gëtt. Dir hätt sollen Är Politik esou maachen, datt Der net misst Gelder an d'Pensionskeese siche goen.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Här Gibéryen, wivill wier dann den Iwwerschoss vun de Rentekeesen, wann de Stat net all Joer géif een Drëttel vum Finanzement stellen?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech kann och soen: Wivill wier den Iwwerschoss, wa keng Cotisatioun bezuelt ginn oder wann déi eng oder...? Wat ass dat do fir eng Bemierkung?

(Hilarité)

Ma neen! Sidd Dir dann der Meenung, datt de Rentensystem hei zu Lëtzebuerg net richtig opgebaut ass, datt mer een Drëttel, een Drëttel, een Drëttel maachen? Esou hu mer de System nach ëmmer opgebaut.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Jo.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- A wann Dir dee wëllt a Fro stellen, da stellt Dir en a Fro. Mir fannen dat richtig, datt de Stat een Drëttel bei d'Cotisatiounen bäileet.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Jo.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir hunn en anere System, do leet de Stat dräi Drëttel bei d'Pensionneen. Also, wat solle mer dann elo doriwwer diskutéieren?

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Elo hate mer bal en Thema verpasst.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass déi Situatioun. Da stellt Dir de Rentensystem eben a Fro. Dat heescht an anere Wieder, Dir wiert der Meenung, de Stat bräicht net méi esou vill bäizeleeën. Da sot Dir dat!

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, datt de System esou richtig opgebaut ass. A mir sinn der Meenung, datt de Stat net d'Recht huet, fir seng Participatioun an d'Pensionskeesen zréckzezéien.

(Interruption)

An déi Sue solle gutt placéiert ginn, ouni an d'Spekulatioun ze goen.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Jo, voilà!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Voilà! Dat ass dat, wat mir gemaach hunn. Et ass dat, wat mir gemaach hunn.

» **Une voix.**- Dir hutt awer laang gebraucht.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Di Bartolomeo, ech...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Wa mer éischter placéiert hätten, da wäre méi Aktië kaaft ginn an dann hätte mer méi verluer. Wann ech gelift! Dir hutt besser, Dir schwätzt net!

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi virsichteg Politik huet eis just erspuert, dass mer net ënnert der Kris ze leiden haten!

» **M. le Président.**- Här Di Bartolomeo,...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Mir hu se gutt ugeluecht.

» **M. le Président.**- ...den Här Gibéryen huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Jo, mä et kann een net egal wat soen, Här President.

(Interruption)

» **M. le Président.**- Jo, mä da mellst lech zu Wuert. Frot d'Wuert an da kritt Der et. Här Gibéryen, fuert weider!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Dat ass egal wat. Dat passt net an d'Chamber.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, dat, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet, dat muss ech fairerweis soen, huet mech arrangéiert. Duerfir hunn ech hien och net ënnerbrach,...

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Mir hëllefén lech jo wou mer kënnen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...wéi hien elo geschwat huet.

Mir hunn ëmmer heibanne gesot, datt d'Pensionsgelder-Reserven net dierften a Spekulationen ugeluecht ginn. De Fonds de compensation, dee geschaf ginn ass a wou elo de gréissten Deel vun de Gelder placéiert ginn ass, den huet och Plusvaluen erwirtschaft. Vum 1. Januar 2008 bis den 19. September 2008 sinn 136,5 Millioune Plus-valuen, well d'Gelder placéiert si ginn, do erwirtschaft ginn.

Abee, Här Di Bartolomeo, Dir hutt elo gesot, dann hätte mer méi Gelder verluer. Mir hunn ëmmer gesot: Net a Spekulationen investéieren! Mä et sinn awer 310 Millioune - dat sinn zwar nëmme 5,5% vum Kapital - an Aktien ugeluecht ginn. An am Abléck hunn déi nach e Wäert vun 234 Millioune. Awer, wa mer se misst verkafen,...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Aha! Wichtig Nuance!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo, wichtig Nuance!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Ah voilà!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...dann hätte mer am Abléck 67 Millioune Euro an néng Méint verluer.

Da froen ech mech, wou Der elo gesot hutt, mir géifen d'Gelder net a Spekulationen investéieren, firwat dann awer 243 Millioune an Aktien ugeluecht si ginn.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Ma well Dir dat esou wollt!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, mir wollten ni...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- 2001 hutt Dir net dergéint gestëmmt. Matzen an enger Kris ass dat Gesetz hei gestëmmt ginn, mat enger eenzeger Stëmm dergéint, an dat waart net Dir!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir hunn ëmmer gesot, net a Spekulationen, an Dir hutt et och ëmmer gesot, mä Dir hutt et awer gemaach. An dat däerf net méi virkommen. D'Cour des Comptes huet och dorobber higewisen an hirem Avis a si seet, d'Gesetz misst geännert ginn.

D'Cour des Comptes proposéiert, datt d'Fongen éischtens géifen obligéiert ginn, all Joer der Regierung an der Chamber missen e Rapport virzeleeën, wou d'Gelder placéiert wieren, mat Detailler wat de Rendement ugeet, an datt d'Regierung misst d'Responsabilitéit iwwerhuelen an datt net d'Responsabilitéit däerf un e Fong goen.

Also, et ass onwahrscheinlech wichtig, datt hei d'Regierung muss mat Responsabilitéit hunn an datt keng Gelder méi a Spekulationen investéiert ginn. Well hei ass een Deel a Spekulationen investéiert ginn a mir hunn ebe Reserven. Mir hu Gott sei Dank Reserven iwwer laang Joren, esou datt mer kënnen hoffen, datt déi Aktien - déi brauche mer souwisou elo net anzuléis - enges Daags dach awer erëm méi héich wäerte ginn.

» **M. le Président.**- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Statsminister?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dem Här Statsminister ëmmer!

» **M. le Président.**- Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Här Gibéryen, ech wollt lech just froen - ech, deen ech net ganz am Désaccord mat lech sinn, wat d'Risikoplacementen vun eise Renten ubelaangt -, wou Dir da mengt, dass een haut risikofrâi soll Fonge vum Rentensystem placéieren. Wat ass ee séchere Placement an Ären Aen?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et gëtt Placementer, déi fest Zënse ginn, quitte datt deen eenzege Risiko, dee besteet, ass, wann eng Bank géif faillite goen. Dat ass den eenzege Risiko, mä dat ass e Risiko, dee geet all Mënsch an. Mä an Aktien ass eng Spekulation, wou ee weess, datt ee ka gewonnen oder verléieren. An do ware mer ëmmer dergéint.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.**- Ech soen lech Merci, Här Gibéryen, fir déi Äntwert. D'Regierung weess elo, wat se soll maachen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da sinn ech frou, da war dat hei jo net ëmsoss.

(Interruptions)

Här President, dann nach ee Punkt wat d'Gemengen ubelaangt.

Wann et de Statsfinanze schlecht geet, da geet et och de Gemengefinanze schlecht, Här President, och wann d'Gemenge mat engem gewëssene Retard wäerten hei getraff ginn, well mir krute jo souwuel vun der Steierverwaltung wéi vum Enregistrement matgedeelt, datt d'Gemengen aus dem Joer 2008 nach kéinte mat relativ interessante Plus-valué rechnen.

Mä et ass awer onverantwortlech, wann den Innenminister de Gemengen eng Circulaire erausschickt, an déi baséiert op dem Budget vum Stat esou wéi en am Oktober deponéiert ginn ass, deen also op falsche Chiffere baséiert, an d'Gemengen dann hir Budgete mussen op déiselwecht falsch Chifferen opbauen, wëssend, datt mer déi Suen, déi mer am Statsbudget hunn, net erakriegen. Also och wëssend, datt d'Gemengen net dat kréien, wat an der Circulaire steet.

Et ass onverantwortlech, datt eng Regierung de Gemenge virschreift, falsch Chifferen, déi net ze realiséieren sinn, an de Budget ze setzen.

Duerfir si mer der Meenung, datt d'Regierung muss de Gemengen eng nei Circulaire schécken, mat neien Ausrichtungen, wat d'Chifferen am Budget ubelaangt. Wëssend, datt déi meescht Gemenge wäerte bis dohinner hir Budgete gestëmmt hunn.

Mir mussen kucken, datt d'Gemenge mat reagieren an datt d'Gemengen opmierksam gemaach ginn op déi Situatioun; datt d'Gemengen och méi séier à même gesat ginn.

An da mussen mer eis och vläicht iwwer d'Prozeduren ënnerhalen, well wann eng Gemeng muss all Kredit, deen ee muss änneren, an de Gemengerot huelen, Devisé stëmmen, an den Intérieur schécken, Soumissiounen maachen, dann huet d'Kris eis voll getraff, ier iergendwéi eng Gemeng oder de Stat dee klengste Projet um Lafen huet.

Mir mussen also och enger Ausnahmesituatioun eis Ausnahmeprozedure ginn, fir datt mer kënnen esou séier wéi méiglech reagieren. A mer mussen de Gemenge soen, och wa se elo nach 2009 Plus-valuen aus dem Joer 2008 kréien, datt se awer mussen dermat rechnen, datt 2010, 2011 an 2012 een Abroch an de Gemengefinanze kënnt, wéi en och am Statsbudget an deene Jore kënnt.

An da mussen mer de Gemenge soen, wa se grouss Investissementen ugin, déi se missten iwwer dräi, véier, fënnf Joer bezuelen, datt se doranner mussen virsichteg sinn, fir datt mer net d'Gemengen do oppen an d'Messer lafe loossen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Regierung, déi ass ugetraat, datt se de séchere Wee versprach huet, an d'Sozialisten hu gesot, mir paken et un. Wéi des Regierung ugetraat ass, do hate mer hei am Land 11.327 Leit, déi am Chômage ware respektiv a Beschäftigungsnoomen. Haut hu mer 14.559 Leit, déi an där Situatioun sinn. Dat sinn 28,5% méi wéi beim Regierungsuntrëtt.

Beim Regierungsuntrëtt hate mer 6.945 Stéit oder insgesamt 12.357 Persounen, déi am RMG waren. Haut hu mer der 7.510 Stéck. Dat si 7% méi, oder 14.252 Persounen, déi den RMG bezéien.

Wéi des Regierung ugetraat ass, hate mer 12% vun de Leit, déi ënnert der Aarmuts-

grenz waren, haut hu mer 14%, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien.

Wéi des Regierung ugetraat ass, hate mer Leit, déi op der Strooss louchen, Strummer, wéi mer soen, där hate mer der 1.500. Wann des Regierung ophält, hu mer der 2.000. Dat beweist d'Entwécklung, déi dëst Land an där dooter Saach matgemaach huet.

Här President, virun e puer Wochen huet op engem CSV-Kongress de Statsminister gesot, d'CSV, dat wär d'Partei vun de kleng Leit. A wa mer vu kleng Leit schwätzen, da schwätze mer net vun deene vun enner 1 Meter 70, mä da schwätze mer vun deene Leit, déi um ënneschten Niveau vum Akommes leien. Da schwätze mer vun deene Leit, déi am Chômage sinn, déi RMG-Bezéier sinn, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, déi op der Strooss leien. Déi Familljen, déi eleng erzéien, déi mat hirem Akommes net méi auskommen. Dat si fir eis déi kleng Leit.

A wann d'CSV seet, si wär d'Partei vun de kleng Leit, da kann ech nëmme soen, Här President, datt d'CSV Recht huet, wa se dat seet, well nach keng Partei huet d'Leit esou kleng kritt, wéi d'CSV dat an deene leschte véier Joer fäerdeg bruecht huet.

» **Une voix.**- Très juste!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Leit hei am Land, déi brauche just d'CSV ze wielen, si kritt se kleng. D'Leit brauchen nëmme just d'CSV ze wielen, si kritt se kleng. Wa mer eng Kéier eng Partei hei am Land haten, déi d'Leit kleng kritt huet, dann ass et d'CSV. Well se et am beschte bewisen huet, wéi se fir déi kleng Leit ass. Dat huet se bewisen, wéi se och nach d'Quellesteier op de Spuerbicher vun deene kleng Leit, wou de Bop dem Enkelkand d'Spurbuch gemaach huet, ophiewe gaang ass.

Alles dat huet d'CSV gemaach, well et eng Partei vun de kleng Leit ass.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt héich Zäit, datt mer hei an deem Land Wahle kréien. Dëst Land huet méi verdéngt, wéi des CSV/LSAP-Regierung.

Der Form halber soen ech - mä et eriwregt sech, well ech mengen ech bräicht et am Fong net ze soen -, datt et eng Selbstverständlechkeet ass, datt mir dësem Budget net wäerten zoustëmme.

» **Plusieurs voix.**- Très bien!

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.**- Egal wat!

» **M. le Président.**- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).**- Merci, Här President. Ech bréinge selbstverständlech och Félicitatiounen un den Här Budgetsrapporteur fir säin excellente Rapport. Ech hat mer och näischt anescht erwaart, well mer hu jo schonn aner Rapporte vun em erlieft, déi gradesou excellent waren.

Här President, ech hunn nach ni esou vill Hellseher héiere schwätzen, wéi elo an de leschten Deeg hei an der Chamber. Wat déi alles virausgesinn, dat ass erstaunlech! An ech kucken alt ëmmer ronderëm mech, et wäerte jo net och nach, hoffen ech elo, geschwënn e puer Hexen um Biesem heirëm duerch de Raum schwiewen.

Well wann ech dee Budget hei esou kucken, da kënnt et mer vir, wéi wann ech op engem Wonschconcert wier, an deem eng Rei Lidder a Melodië virgesi sinn, mä awer spéider wäerte gestrach, nei benout respektiv ëmgeschriwwen misse ginn, bis mer dann um Enn nach just wäerten - wärscheinlech - aus dem leschte Lach päfen.

Schéi Melodië stinn drageschriwwen fir déi, déi sech souwisou VIP-Plazen an der Philharmonie kënnen leeschten, an dann op där anerer Säit d'Trauerhymn fir déi, déi op de Stéiplaze sinn.

D'Solisten aus dem Regierungsorchester sangen am schéinste fir déi, déi hinnen de Museksunterrecht matfinanzéieren, an d'Gospelsinger stëmmen erëm hir Lidder aus der Aarmut un, fir op déi opmierksam ze maachen, déi elo riskéieren an d'Aarmut ze falen. Dat ass de musikalesche Fazit vun engem Budget, dee virtrotet, sozial ze sinn an awer gréisstendeels deen ale Song vu schlechter Ëmverdeelung weiderspillt.

Här President, a sengem Gesamtiwwerbléck vun der heiteger Situatioun huet den Här Rapporteur bemierkt, dass et eis nach relativ gutt geet. Hien huet sécher eis heibannen do gemengt, an domadder huet hien dann och wuel Recht. Well ech ka mer

net virstellen, dass hie mat eis och déi 14% vun de Leit gemengt huet, déi an Aarmut hei am Land vegetéieren, oder déi, déi mam RMG respektiv mam Mindestloun musse vegetéieren, oder déi Familjen, déi elo duerch massiv Taxenerhéijungen op de blutnéidege Gemengeservicer net méi an nach aus wëssen an doduerch, dass de Käschtendeckungsprinzip ëmmer weidergedriwwen gëtt, ëmmer nach méi ofruutsche wäerten; an dat och geschwënn elo nach - an dat wäerte mer an deenen nächsten Deeg gesinn - beim Waasser.

Hie wäert jo och hoffentlech net déi 14.000 Chômeure gemengt hunn, oder sécherlech och net déi gemengt hunn, déi elo Dag fir Dag ëmmer méi an d'Kuerzaarbecht rutschen, oder wéi déi 1.500 bei Arcelor, déi elo an Zwangsurlaub geschéckt ginn.

Här President, et ass och net esou, dass d'Aarmut hei am Land elo eréischt mat der schlechter aktueller wirtschaftlecher Situatioun ageetratt ass. D'Aarmut hei am Land schläicht sech trotz gudder Konjunktur, trotz Milliardebeneffisser vun der Ekonomie säit Jore lues a lues ëmmer méi hei an d'Land eran. Mir hunn et bis haut nach net fäerdeg bruecht, e Géigemëttel dozou ze fannen.

Trotz massege Budget-Plus-valuen hu mer et net fäerdeg bruecht, eng méi gerecht Verdeelung vun den erwirtschaftete Gidder anzeféieren. D'Investitiounen an de Mënsch ginn als zweetrangeg behandelt. Dat gesäit een och alt erëm eng Kéier hei bei deem Budget.

Zum Beispill nach weider massiv Taxenerhéijunge fir d'Bierger a gläichzäiteg Erfolge vun Tauxe vun der Gewerbesteier an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch, déi substanzuell Recetté verhënnern, suergen derfir, dass déi substanzuell Mëttelen net méi kënne geholl ginn, fir an d'Sozialpolitik ze investéieren. An och déi rezente Manipulatioun vum Index huet just déi, déi am ärmste sinn, am meeschte betraff.

Här President, den Här Statsminister huet a senger Ried zimlech vill vu Solidaritéit geschwat. D'Solidaritéit ass och menger Usiicht no dat wichtegst Element an enger Gesellschaft. Mä da muss een awer de Begrëff Solidaritéit emol kloer definéieren.

Et kann net sinn, dass a gudden Zäiten d'Solidaritéit mat deene praktikéiert gëtt, déi scho genuch hunn, an dann, wéi elo a schlechten Zäiten, déi, déi näischt hunn, zur Solidaritéit ënnereneen opgeruff ginn, fir dat bëssen, wat se hunn, och nach ze deelen.

Fir an esou Zäite wéi elo ass eng Kéier e Solidaritéitsinstrument geschafe ginn, an zwar d'Solidaritéitssteuer. Anstatt Indexmanipulatiounen hätte mer scho kënne virun zwee Joer grad op déi Solidaritéitssteuer zrëckgräifen. Dat ass leider net gemaach ginn. Awer d'Solidaritéitssteuer ass just als Kriseninstrument agefouert ginn.

D'Solidaritéitssteuer huet dee Virdeel, dass se Klengverdenger guer net respektiv nëmme geréng belaauscht, well se op der Steiermass, déi ee bezilt, berechent gëtt an dofir déi, déi keng oder net vill Steiere bezuelen, verschont. Si huet awer natierlech den Nodeel fir d'Ekonomie, dass d'Betriber dann och hätte mat misse blechen. An do läit d'Kromm an der Heck. Dofir gi léiwéier erëm eng Kéier déi Kleng gestriit. Dat ass dee méi einfache Wee.

Firwat hu mer net den néidege Courage, och vun der Ekonomie méi Solidaritéit ze verlaangen a fuerderen, dass se emol en Deal vun deene Milliardebeneffisser, déi se an de fette Joren an hir Aktionäre gepompelt huet, erëm zrëck an d'Solidaritéit investéiert, anstatt se duerch Feelspekulatiounen dropzekéieren, fir dass mer elo just deenen alt erëm eng Kéier, deene mer scho Jorzéngte Steiergeschenker a soss Geschenker gemaach hunn, musse finanziell nohëllefen?

Et géif esou lues Zäit ginn, dass en Ëmdeanken an d'Politik kënnt, fir dass erëm méi an de Mënsch investéiert gëtt. Den Här Statsminister an d'Regierung hunn eng Rei Mesuren ugekënnegt, déi an déi richteg Richtung ginn. Déi Mesurë kann een och nëmme guttheeschen, an awer dann ofwaarden, ob se dat och bréngen, wat se versprechen.

Wann ech nëmme déi Steierreduktiounen kucken, déi sollen zougestane ginn, da profitéieren direkt déi erëm dervun, déi vill Steiere bezuelen. Deene Klengen, déi keng Steiere bezuelen, gëtt e Steierkredit versprach, wou awer d'Ausféierungsbestëmmungen net kloer sinn. Gi se direkt op der Pai vergüt oder muss iwwert de Wee vun enger Steierklärung gefuer ginn?, wat dann eréischt 2010 wäert säin Nidderschlag fannen. Dat si Froen, op déi schnellstens eng Äntwert muss kommen.

Esou wéi et och net kloer ass, wéi d'Modalitéite vum Ausbezuere vun de Chèques-services an d'Praxis ëmgesat kënne ginn, fir dass all Familj kann dervu profitéieren. An och déi Familjen, wou d'Mamm doheem d'Kanner versuergt.

Här President, den Här Meisch, de Spriecher vun der DP, ass der Meenung hei gewiescht, dass d'RMG-Bezéier géife virrangeg behandelt ginn, wat d'Chèques-services ubelaangt, well se géifen doheem sëtzen an hir Kanner awer déiselwecht Rechter hätte wéi déi Kanner vun deenen, déi schaffe ginn. Dat stëmt net, well och d'RMG-Bezéier musse sech, genau wéi d'Demandeurs d'emploi, regelméisseg bei der ADEM mellen a ginn och zu nützlechen Aarbechten erugezunn. Ech fannen et einfach aarmséileg, wann ee just bei deenen Ärmste vun den Aarmen en Hoer an der Zopp siche geet.

Den Här Meisch huet a senger Ried och gemengt, dass een, dee schaffe geet, deen Domme wier. Hien huet dat sécherlech och erëm gemengt am Verglach mat den RMG-Bezéier. Ech sinn och der Meenung, dass een, dee mam Mindestloun schafft, vis-à-vis vum Revenu vun engem RMG-Bezéier net genuch verdéngt. Mä dat ass awer net d'Schold vum RMG-Bezéier an huet och näischt mat deem aarmséileg Montant vum RMG ze dinn. De Mindestloun ass einfach net héich genuch. Dat ass d'Ursach.

Mä all Kéiers wann de Mindestloun soll gehéicht ginn, da fänken déi un ze jäizen, déi dem Här Meisch senger Partei nostinn.

» M. Claude Meisch (DP).- Mir hunn elo nach all Erhéijung gestëmmt.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Jo. Ech hu jo net vun lech geschwat. Ech hu gesot, déi, déi Ärer Partei nostinn, déi fänken un ze jäizen. Ech hunn net gesot, Dir hätt de Mindestloun eng Kéier net gestëmmt.

An dann, och der ADR hire Generalsekretär huet d'Héicht vum RMG grouss an enger Pressekonferenz ugeprangert a verlaangt en ze kierzen.

» Une voix.- Wien ass dat dann?

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ech kenne säin Numm emol net. Et ass och weider net wichteg.

De Fraktiounspresident vun der ADR huet versicht, dat erëm riichtzebéien. Him gleeuwen ech och, dass hien där Meenung ass. Dass hie sech vun esou enger Ausso distanzéiert, dat gleeuwen ech him, well ech hie laang genuch kennen. Mä et ass awer erëm kloer duerchsichteg ginn, wat fir eng Geeschter ewell an der ADR erëmdanzen. Do muss ee sech wierklech Gedanke maachen.

Här President, besonnesch an dëser schwéierer Zäit muss ganz gutt opgepasst ginn, dass de Misär vun de Leit net vu rietsse Kreesser benotzt gëtt, fir Sozialnäd ze schüren. Extremiste léise keng Problemer, si schafen der nëmme tëschen de Mënschen. Si notzen d'Angscht vun de Leit fir hir Zwecke, andeem se versichen, xenophobeschen Zwiespalt ze séien.

Rietsextremismus muss aus dëser politescher Gesellschaft hei am Land verschwannen. Et muss ausgeschloss ginn. Dat muss de Message sinn, deen hei vun alle Säite vun deene riichte Politiker un d'Leit bruecht gëtt. Well nëmme d'Solidaritéit tëschen alle Mënschen a besonnesch mat deenen, déi hir Aarbecht verléieren oder an d'Aarmut ofruutschen, kann an de Krisenzäiten d'Situatioun entschäerfen.

Et sinn net déi Aarm an déi Friem, déi schold sinn um Chômage an un der Aarmut; déi Schëlleg sëtzen an de Chefetage vun de Konzernner a se sëtzen och an der Politik. Déi eng si schëlleg, well se sech wëlle mat engem Minimum vun Opwand d'Täsche fëllen, an déi aner si schëlleg, well se deenen engen déi gesetzlech Moyenen dozou verschafen.

Här President, dann huet den Här Bausch gemengt, dass, wann et nach schlëmmer kéim, ee sech misst iwwerleeën, ob een dem Stat seng Participatioun vun engem Drëttel un der Finanzéierung vun de Pensiounskeesen net kënnt iwwerdenken. Den Här Bausch huet sécherlech vergiess...

(Interruption)

Hien huet dat gëschter hei gesot.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Dat sot hien net, Här Jaerling. Hie sot net, dat misst een iwwerdenken. Hien huet d'Fro gestallt: Wa mer eis haut keng Froe stellen, wou huele mer an Zukunft, wann d'Kris sech géif verlängeren, deen Drëttel Fiskalitéit hier? Hien huet et net a Fro gestallt. Hien huet just

d'Fro gestallt: Wat maache mer dann?, well jo jiddwereen hei am Land d'Ae wëllt zoumaachen.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Hien huet iwwert den Drëttel vum Stat senger Participatioun bei de Pensiounen hei geschwat. An hien huet gesot, se ze iwwerdenken.

Den Här Bausch huet awer sécherlech vergiess - an dat hunn ech him gëschter scho gesot -, dass d'Erhéijung vun der Participatioun vum Stat bei der Finanzéierung vun de Pensiounen aus dem Privatsektor aus Zrëckbezuere vu Scholde resultéiert, déi de Stat bei de Pensiounskeesen hat.

Ech wëll och hei virdu warnen, dass elo erëm eng Kéier d'Reserve vun de Pensiounskeese solle benotzt ginn, fir Statsdefiziter ze decken. Et ass genuch aus de Pensiounskeesen erausgeholl ginn. An et ass schonn erstaunlech, wann eng solidant progressiv Partei wéi déi Gréng elo och Virschléi fir Renteklau mécht. Mä et wonnert mech...

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Däerf ech? Entschëllegt, Här President.

» M. le Président.- Den Här Braz wollt d'Wuert. Wann ech gelift, da kritt Der et.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Dat do ass elo net richtig, wat Der do maacht. Dat Eenzegt, wat den Här Bausch gëschter gemaach huet, ass déi berechtigt Fro ze stellen, och wann net all Mënsch déi Fro deelt. Well et jo méi einfach ass, bei de volle Keesen, déi mer hunn, ze maachen, wéi wann nach an 30 Joer kee Problem wier.

Fakt ass awer, dass en Drëttel vun de Recetten an en Drëttel vun deem, wat an deenen déck gefüllte Keesen ass, aus der Fiskaliséierung kënnt. A wann et dem Land an der Ekonomie méi lues geet, da gëtt et méi kritesch bei der Opdeelung vun de Steierrecetten an da gëtt et och méi kritesch fir en Drëttel Fiskaliséierung nach weider opzedreiwen.

An déi Fro ze stellen, ass awer berechtigt, an et ass eng Suerg derhannert fir de Rentensystem laangfristeg ofzesécheren. Dat an näischt anescht ass d'Suerg. An dat, wat Dir maacht, Här Jaerling, ass elo de Contraire, ze ënnerstellen, wat dem Här Bausch seng Absicht war. Ech wëll dat just redresséieren.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Här President, ech hunn näischt ënnerstallt. Ech hu just dat widerholl, wat den Här Bausch hei gesot huet.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Awer nëmme op ongeféier!

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- An ech hunn awer och do scho virdrun a menger Ried eng Alternativ ginn, wou ech soen, wann et dësem Land schlecht geet, da soll - an dat huet den Här Statsminister jo och gesot - d'Solidaritéit spillen.

A fir mech gëtt et eben am finanzielle Beräich nëmme eng Solidaritéit, an dat ass d'Solidaritéitssteuer, déi agefouert ginn ass fir Krisenzäiten a wou jiddweree soll da säin Deal bäidroen.

Dat ass deen eenzege System, wou déi kleng Leit, déi keng Steiere bezuelen, géife verschont bleiwen. An dat ass Solidaritéit. An net ëmmer scho siche goen, fir an deene Keesen erauszekrazen, wou Sue sinn.

Mä, ech wëll lech just soen, dass et mech net wonnert, Är Positioun vun de Gréngen, well Dir hutt bis elo all onsozial Mesurë wéi d'Indexmanipulatioun a Renteklau hei ëmmer mat ënnerstëtz. Dir hutt...

(Interruption)

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Dir hutt och immens vill Mériten drun, dass et anescht ass!

» M. le Président.- Här Jaerling, dierf ech lech drop hiweisen...

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Elo seet den Här Huss hei, em Gottes Wëllen. Dat ass jo awer déi fuerchtbaarst Contradictioun, déi ech jeemools héieren hunn.

(Hilarité et brouhaha)

» M. le Président.- Här Jaerling!

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Wann DÉI GRÉNG soss keng Virschléi hunn, wéi een déi budgetär Problemer ka léisen, dann hätte se besser, si géife sech net äusseren.

Här President, den Här Statsminister hat awer während senger Ried gemengt, och eng Lektiooun missen an Demokratie ze ginn.

An do froen ech mech: Wat fir eng Demokratie mengt den Här Statsminister? Ass et déi Aart vun Demokratie, déi den Här Fraktiounsspriecher vun der CSV gëschter hei erausginn huet, wou en de Partei wollt verbidden, Pressekonferenzen ze ginn iwwert de Budget?

Oder ass et déi Demokratie, déi nëmme genotzt gëtt fir dat duerchzebootschen, wat e puer führend Leit oder d'Regierung gären hätt?

Oder déi Demokratie, wou deen eenzelnen Deputéierten hei an der Chamber emol net d'Recht huet, fir eng Motioun ze deponéieren? Déi misst kënne diskutéiert ginn, ouni datt en Deputéierte fënnel Ennerschrëfte bei anerer muss biedelegeen.

Oder déi Demokratie, wou engem Deputéierte seng Interpellatioun an eng Question avec débat ëmgewandelt gëtt, well net gewollt ass, dass hei an där Chamber iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat geschwat gëtt? Oder déi Demokratie, wou eng Resolutioun einfach net diskutéiert gëtt, well se der Majoritéit net an de Krom passt?

An ech wëll lech soen, Här President an Här Statsminister, op déi Aart vun Demokratie kann ech awer gutt verzichten!

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Awer net gären op déi Demokratie, déi doranner besteet, dass eng Majoritéit decidéiert.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Dach, ech...

(Interruption)

...respektéieren d'Demokratie, mä ech wëll awer just soen, dass ganz oft d'Demokratie nëmme genotzt gëtt fir verschidden Zwecke.

D'Demokratie ass och, dass deen Einzelne muss Rechter hunn an dass dat, wat deen Einzelnen dohinnerleet, dann och emol muss diskutéiert ginn. Mä wann awer schonn am Virfeld engem Einzelne seng Initiativ emol net d'Recht kritt, fir diskutéiert ze ginn, dat ass keng Demokratie, Här Statsminister.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Neen. Ma ech si jo erkläertermoose fir d'Sträitkultur.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Wat gelift?

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Ech si jo erkläertermoose fir d'Sträitkultur. An dat, wat Dir wëllt virbereeden, dat...

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Mä leider ass dat awer nach net bis an Är Partei duerchgedrongen. Well hei gëtt...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Dir gesitt eben, dass et net richtig ass, dass ech a menger Partei eleng decidéieren.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Jo. Ech weess net, ob dat awer mat Momenter net vläicht besser wier.

(Hilarité)

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Mir sinn eis um Fong ëmmer eens, Här Jaerling.

(Hilarité et interruption)

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Här President, ofschléissend wëll ech dann awer nach en Amendement hei deponéieren. En Amendement, wat ech an d'Budgets- a Finanzkommissioun ginn hunn a leider do keen Echo kritt hunn, dass ech emol net weess, ob dat Amendement do diskutéiert ginn ass. Ech hu keen Echo kritt. An der Regel ass et jo awer esou, wann en Amendement deponéiert gëtt, dass dann zumindest den Auteur vum Amendement geruff gëtt, fir seng Positioun ze erklären.

Ech wëll en Amendement deponéieren opgrond vun deem, dass déi Artikelen 43 op

Säit 94 an 43 op Säit 117 aus dem Budget ze sträiche sinn, well opgrond vun deenen zwee Artikelen soll de Wäert vum Verrechnungsschlüssel vun de private Laboratoiren op eng autoritär Aart a Weis iwwert de Budget ëm 19,36% gekierzt ginn an dëst - an dat ass fir mech dat Wichtigst -, ouni datt am Virfeld déi gängeg Prozedur vun der Diskussioun tëschent de Partner, wéi dat Usus war, applizéiert ginn ass.

An deem Secteur vun de private Laboratoire schaffen 150 Leit an déi Laboratoire kann een als Complément zu de staatleche Laboratoiren an de Spideeler ugesinn, an net als Konkurrenz, well si erfëllen e Besoin de proximité vun de Patienten, well se a villen Uertschaften usäseg sinn, wou kee Spidol ass.

Wann d'Regierung der Meinung ass, dass dës Laboratoire iwwerflësseg sinn, a si wëllt de Spideeler de Monopol vun de Blutanalysen zouspillen, da soll se dat kloer soen. Awer net op esou eng hannerlësteg Aart a Weis iwwert de Budget de Laboratoire de Krunn zoudréinen.

Well et ass net fir d'éischt wou déi Laboratoiren eng Kierzung kréien; si si schonn eng Kierzung 10% an eng Kierzung 15% gekierzt ginn. A wann elo déi Kierzung hei nach adoptéiert gëtt, da bréngt dat déi Laboratoiren an eng prekär Situatioun a mer risquéieren zousätzlech Chômeuren ze kréien.

Dofir, Här President, géif ech lech ofschléissend dat Amendement hei iwwerreechen, dat keng fënnf Ennerschrëften nach huet, mä ech hoffe jo awer, dass ech déi dann nach, bis dat Amendement zur Diskussioun kënnt, hei kréien.

Amendement 1

Les articles 43. (page 94)

«*Modification des articles 65 et 67 à 70 du Code de la Sécurité sociale: Par dérogation à la procédure conventionnelle de revalorisation de la lettre-clé, le présent article a pour objet de réduire la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique du secteur extra-hospitalier sur la base d'éléments objectifs concernant le coût de revient de ces analyses.*»

et 43. (page 117)

«*Par dérogation aux articles 65, alinéa 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique visés à l'article 61, alinéa 2, point 4) du Code de la sécurité sociale est fixée à 0,3557 avec effet au 1^{er} janvier 2009.*»

sont abolis!

(s.) Aly Jaerling.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den nächste Riedner ass den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget 2009 steet ganz am Zeeche vun der Finanzwirtschaftskris, déi zréckgeet op d'Fréijoer 2007 mat der sougenannter „subprime“-Kris an Amerika, déi selwer erëm hiren Ursprung an der Zënspolitik vun der amerikanescher Zentralbank fonnt huet. Haut hu mer et net nëmme méi mat enger Finanzkris ze dinn, mä dës Finanzkris huet d'reell Economie erreecht a riskéiert zu enger Vertrauenskris net nëmme weltwäit, mä och hei zu Lëtzebuerg ze féieren.

D'Aufgab vun der Regierung, mä awer och ganz besonnesch vum Budgetsrapporteur ass also dëst Joer eng ganz besonnesch schwierig gewiescht. An ech wëll duerfir och hei a mengem perséinlechen Numm dem Rapporteur Norbert Hauptert Merci soen. Net nëmme fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, mä och ganz besonnesch fir déi ausgewogene Manéier, wéi hien an der zoustänneger Kommissioun, mä och doriwwer eraus d'Budgetsdiskussioun gefouert huet. De Budgetsrapport vun dësem Joer ass fir mech, wéi par ailleurs och déi Rapporte vu senger Virgänger aus dëser Legislaturperiode, ee vun engem besonnesch gudden Cru.

Här President, ech wëll haut an hei net méi op d'Originé vun der Finanzkris agoen an

och net am Detail all déi Moosnamen steierlecher Natur beschreiwen, déi d'Regierung proposéiert. Mir wäerten d'Geleeënheet kréien, dat ze maachen, wa mer iwwert déi zwee Gesetzesprojeten d'nächst Woch diskutéieren. Als Rapporteur vun deem enge vun dëse Gesetzer wäert ech dann och méi am Detail op déi eenzel steierlech Moosnamen agoen.

Ech wëll och net alles dat widderhuelen, wat mäi Fraktiounschef Michel Wolter scho gëschter op eng äusserst komplett Manéier hei op der Tribün zu den Auswierkunge vun der Finanzkris op de Budget ausgeféiert huet.

Erlaabt mer trotzdem nach eng Kéier ze ennersträchen, datt d'Regierung schnell a richtig op dës Finanzkris reagiert huet, fir och eng Ausdehnung dovunner ze vermeiden. Déi Moosnamen, déi geholl gi sinn, souwuel um europäesche wéi awer och hei um nationale Plang, missten eigentlech derzou bäidroen, de Liquiditéitsproblem vun de Banken ze léisen an domadder och erëm d'Vertrauen an de Bankesystem erëmzebréngen.

Den héijen Investitiounsniveau, dee sech am Budget 2009 erëmfënnt, misst op senger Säit derzou bäidroen, déi wirtschaftlech Aktivitéiten an eisem Land weider ze stimuléieren an eis Entrepreneuren och dovunner ofzehalen, Leit ze entloossen.

Ech muss och nach eng Kéier hei ennersträchen, datt all dës antizyklische Mesurë vun allen hei an der Chamber vertrauene Fraktiounen an der Finanzkommissioun ëmmer erëm ennerstëtzt gi sinn. An esouwäit ech mech kann erënneren, ass dat och déi éischte Kéier gëswescht, datt mer eigentlech e grouse Konsensus op dësem Niveau haten. Mir sinn am Moment alleguerte Keynesianer, wéi de Professor Stiglitz virun e puer Deeg op eng ganz pertinent Manéier an engem öffentleche Bréif un d'Press festgestallt huet.

Ech bedauern dofir och, datt dës Konsensus an de leschte Wochen an Deeg e puer Lächer kritt huet, an datt ganz besonnesch aus de Reie vun der Oppositioun Kritiken artikuliert gi sinn, wat d'Gestioun vun dëser Finanzkris ubelaangt. Allerdéngs vermëssen ech bei all deene Kritiken déi konkret Géigepositiounen, wat a wéi dann eng Regierung hätt sollen aneschtens reagéieren, wéi se dat da gemaach huet.

Ech hunn och, Dir Dammen an Dir Hären, wéineg Verständnis fir Kritiken, déi elo mengen, um Niveau vun der Regulatioun hätt een hei am Land wesentlech misse méi virsiichteg sinn. Mir hunn an de leschte Méint a Joren oft an der Finanzkommissioun an och am Plenum iwwer Projeten diskutiert, mir hu se gestëmmt, déi enner anerem och eng ganz Rei vun innovativen Bankprodukten hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn. Wann ech lech nëmme un d'SICARen an d'SICAVen zum Beispill erënneren.

Wéi mer dës Projeten hei diskutiert hunn, kann ech mech allerdéngs net erënneren, datt iergendeen Kolleg hei am Haus méi kritesch Iwwerleeungen ubruucht hätt. Au contraire ware mer eis ëmmer alleguerten eens, souwuel op de Bänke vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun, fir fir méiglechst mann Regulatioun am Bankesektor ze plädéieren. Mir sollen eis dofir och vläicht e bëssen zréckhalen, wa mer elo alleguerten no méi Regulatioun jäizen, besonnesch um Hannergrond, datt eis Steierrecettë während Joren och dank deenen innovativen Produkten, déi eis Bankeplaz uegebueden huet, ëmmer gewuess sinn.

A wa mer eis dann elo op eemol alleguerten eens sinn, datt méi streng muss, och hei zu Lëtzebuerg um Niveau vun der CSSF, reguléiert ginn an et och soll manner innovativ Produkt ginn, déi un de Client verkaaft ginn, esou hoffen ech, datt mer eis dann awer gradesou eens sinn, fir eis an Zukunft mat méi niddrege Steierrecetten, zum Beispill bei der Taxe d'abonnement, zefriden ze ginn.

Dëst gesot, wëll ech mech net weider mat der Zukunft vun eiser Finanzplaz beschäftegen. Dat wäert herno méi am Detail mäi Fraktiounskolleg Lucien Thiel maachen.

Här President, ech hat viru véier Joer mäin eegene Budgetsrapport iwwerschruewen mat „The end of the world we know“, andeem ech deemools schonn op d'Noutwendegkeet vu strukturellen Reformen higewisen hunn. Fir mech ass et haut dofir nach méi kloer, datt et iwwert déi konjunkturell Schwierigkeeten, déi eist Land an déi ganz Europa an d'Welt am Moment kennen, och a verschiddene Beräicher strukturell Problemer gëtt.

Dofir plädéieren ech och derfir, datt mer iwwert déi Finanzkris eraus elo ufänken déi strukturell Reformen ze anticipéieren oder

zumindst ze preparéieren, déi eist Land fir maache fir déi Zäit no der Kris.

Ech gesinn, nientent eiser Banken- a Finanzplaz, dräi haaptsächlech Chantieren, déi do op eis waarden: éischtens, den demographeschen Wandel a seng Konsequenzen op haaptsächlech eis Pensiounsregimé; zweetens, d'Finanzsituatioun vun eise Gemengen, an drëttsens, déi ëmmer méi grouse Bedeitung vun där sougenannter „good governance“ vun den öffentlechen Verwaltungen. Ech wäert dann och an deenen nächste Minutte versichen, kuerz op dës dräi Themegebieder anzugeen.

Nientent dem Klimawandel, Här President, gëtt et en anere Wandel, dee gradesou grouse Erausforderungen un eis alleguerte wäert stellen, nämlech den demographeschen Wandel. Europa gëtt méi al an Europa gëtt méi kleng.

Europa gëtt méi al, well et no Expertepredictioun bis 2050 wäerte ronn 58 Milliounen méi Menschen iwwer 65 Joer an Europa ginn. Dëst ass en Zouwuess vu 77% géintwärt dem Joer 2004. Gläichzäitig geet den Undeel vun deene Leit, déi schaffen, ëm 48 Milliounen respektiv 16% zréck, wat da bedeit, datt 2050 nach genau zwou Persounen op eng Persoun wäerte kommen, déi wäerte schaffen. Haut sinn dat der am Moment nach véier.

Och den Undeel vun den Europäer an der Weltpopulatioun geet weider zréck. Vun elo nach gutt 11% wäerte mer am Joer 2050 schätzungsweis op 7% Europäer kommen.

Derbäi kënnt, datt déi gesamtwirtschaftlech Wuesstensaussichten ëmmer méi enner Drock kommen. Ech verweisen do och op eng Rei vu Pabeieren, déi vun der Europäescher Kommissioun an deene leschte Méint erausgi gi sinn. Dës Pabeiere si virun der Kris erauskomm. Do geet elo schonn d'Europäesch Kommissioun dervun aus, datt d'Beschäftegung an deenen nächste Joren an Europa substanzuell wäert zréckgoen. Si geet am Moment vun engem Réckgang vu knapp 5% bis d'Joer 2050 aus. Wéi gesot, dat sinn Zuelen, déi a sech virun der Finanz- a Wirtschaftskris vun der Kommissioun erauskomm sinn.

Och wann een net virsiichteg genuch ka si mat Zeenarien, déi vun Experten un d'Wand gemoolt ginn, esou muss ee sech dach bewusst sinn, datt dës Evolutioun substanzuell Risiko beinhalt fir d'öffentlech Finanzen am Allgemengen, awer ganz besonnesch fir d'Ausgaben um Niveau vun de Pensiounen, an der Gesondheet, an der Fleg am Besonneschen.

Fir nëmme op d'Gesondheitsausgaben anzugeen, muss ee keen Expert sinn, fir ze pronostiquéieren, datt bei enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, dës Ausgabe substanzuell wäerten an d'Luucht goen. Do téckt sécherlech eng Zäitbomm an eise Krankeversécherungssystemer, déi mer bis haut nach net entschäerft hunn.

Datselwecht gëllt natierlech och fir eis Pensiounen. Am Moment hu mir e Verschuldungsniveau, dee mat engem Verschuldungsgrad vu 7% vum PIB ee vun deenen niddregsten an Europa ass, deen awer - an dat weisen all Etüden - d'Tendenz huet, an deenen nächste Jore substanzuell an d'Luucht ze goen.

Wann ech mech nëmme op déi Etüde baséieren, déi vun der Europäescher Kommissioun iwwer eis Pensiounsregimé gemaach gi sinn, da stellen ech fest, datt mer müssen an deenen nächste Joren e Préfinanzement garantéieren, dee sech op 9% Progressioun vum PIB wäert belafen.

Och all déi aner Etüden, déi heiriwwer vu verschiddenen Institutiounen gemaach gi sinn, ob dat den FMI oder d'OECD sinn, weisen genau an déiselwecht Richtung. Wann een da weess, datt mer fir d'Joer 2008 e Wuesstem kréien, dee sech schlussendlech wäert tëschent 1,5 an 2% bewegen, 2009 riskéiert em null ze leien a fir d'Joren 2010 oder 2011 sécherlech net wäert un e Wirtschaftswuesstem erkommen, deen iwwer 3% wäert leien, esou weess een, datt mer allerspéitstens 2011 riskéieren e Problem ze kréien.

Derbäi kënnt, datt fir eist Land en zousätzleche Problem doranner besteet, datt ëmmer méi e groussen Deel vun deene Pensiounen, déi ausbezuelt ginn, an d'Ausland ausbezuelt ginn an och do zu engem ganz groussen Deel erëm an d'Wirtschaft gepompelt ginn. Ech hat op déi Problematik vun de sozialen Transferten an d'Ausland a mengem Budgetsrapport vu viru véier Joer higewisen. Déi Problemer, déi ech do opgeléicht hunn, wäerte sécherlech net méi kleng a manner akut an deenen nächste Jore ginn.

Ech hunn allerdéngs d'Gefill, datt d'Problematik vun de sozialen Transferten an d'Aus-

land vun der Regierung vläicht net genügend an hir Iwwerleeungen afléisst, wat den Impakt vun dësen Transferten op eis national Economie ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer am Moment nach op substanzuell Pensiounsreserve kënnen zréckgräifen, esou wär et dach eng Illusioun ze mengen, mir kéinten eis éiweg mat deem héijen Niveau vu Pensiounen halen ouni Reforme virzehuelen, wa mer dann dëst net wëllen op d'Laaschte vun deene kommende Generatiounen maachen.

Ech sinn duerfir och frou, datt a sengem Avis de Conseil supérieur du développement durable nach eng Kéier op dës Problematik higewisen huet an och d'absolut Noutwendegkeet ennerstrach huet, kuerzfristeg hei Moosnamen ze huelen.

Déi falschst Approche wär elo de Kapp an de Sand ze stiechen an ze mengen, datt all déi international Institutiounen, wéi d'OECD, d'Europäesch Kommissioun, de Fonds monétaire international, wéi awer och all déi national Institutiounen, wéi de virgenannte Conseil supérieur du développement durable, d'Zentralbank oder d'Chambre de Commerce - fir nëmme déi ze nennen -, hei géifen onnéidegerweis Panik verbreden.

Mir hunn elo nach d'Chance, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer - wéi ech virdu gesot hunn - op substanzuell Reserve kënnen zréckgräifen, mä et schéngt mer awer wichtig ze sinn, datt dës Regierung, a spéitstens déi nächst, sech dësem Problem ganz seriö unhält an zesummen am Dialog mat de Sozialpartner versicht, Pisten opzezechnen, wéi den „total crash“ évitéiert ka ginn. Dëst huet näischt mat Panikmaacherei ze dinn, mä mat enger virsiichteger a virauskuckender Politik am Interesse vun deene Generatiounen, déi no eis kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt dann zu mengem nächste Punkt iwwergoen, dee vun der finanzieller Situatioun vun de Gemengen, andeem ech do eng Virbemierkung maachen: D'Budgetsrapporteur vum leschte Joer, d'Madame Lydia Mutsch, hat sech intensiv am Kontext vun hirem Budgetsrapport mat der Situatioun vun de Gemenge befasst an d'Resultat dovunner ass eng Motioun gewiescht, déi hei à l'unanimité vun der Chamber ugeholl gi war an déi eigentlech d'Konklusiounen vun deem Groupe de travail budget SEC95 integréiert huet.

Dëse Grupp, zu Ärer Erënnerung, hat a sech festgestallt, datt d'Informatiounen, déi vun de Gemengen un den Intérieur iwwermittelt ginn, esou rudimentaire sinn, datt eng qualitativ Analys iwwerhaapt net méiglech ass. Derbäi kënnt, datt et an de Gemenge keen uniforme Plan comptable gëtt an datt eng pluriannuel Budgetsprogrammation um Niveau vun de Gemenge reng fakultativ ass.

Wat hat nun dës Grupp proposéiert, wat sech dann och an der Motioun vun der Chamber erëmfonnt huet? A sech sinn dat dräi grouse Volete gewiescht: fir d'éischt d'Modifikatioun vum Budgetskalenner, zweetens d'Opstelle vun engem uniformiséierte Plan comptable an drëttsens d'Obligatioun fir d'Gemengen, eng pluriannuel Budgetsprogrammation ze maachen.

An enger éischter Etapp sollt hei en Échantillon vu Gemengen erausgesicht ginn, déi dës Konklusiounen sollte versichen ëmsetzen. Wa mer dann awer müssen elo feststellen, datt ganz genau véier Gemenge bis am Juli hir Zoustëmmung ginn hunn, fir dës Recommendatiounen ze befollegen, esou muss ee sech dach hei gewéss Froe stellen.

Ech sinn iwwereng och verwonnert, datt eng vun deene ganz grouse Gemengen an dësem Land, nämlech d'Gemeng Déifferdeng, net enner deene véier Gemenge figuréiert, déi déi Recommendatiounen do befollegt hunn. Fir mech ass dës Situatioun op jidde Fall inakzeptabel an ech géif hei nach eng Kéier och en Appel un den Innenminister maachen a mat méi Nohaltegkeet bei de Gemengen drop drängen, fir déi Dokumenter ze kréien, déi dem Ministère och erlaben, eng detailléiert Opstellung vun der Finanzsituatioun vun de Gemengen ze maachen. Ech deelen hei och d'Meening vun der Cour des Comptes, déi dëst och relativ daitlech an hirem Avis zum Ausdrock bruecht huet.

Dëst gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier un d'Importanz vun de Gemengen an de Gesamtinvestitiounen vun eisem Land erënneren. 43% vun all deenen Investissementer gi vu Gemenge gemaach, esou datt och elo an der Kris eng net onwesentlech Roll a Bedeitung op d'Gemengen zoukënnt. Et schéngt mer duerfir

och wichteg ze sinn, datt déiselwecht Krittären, déi an deenen nächste Wochen de Stat soll observéieren, wat d'Virzée vum Aarbechten ugeet, och mussen an deenen nächste Wochen a Méint vum de Gemengen émgusat ginn, well eise gesamt Mëttelstand zu engem groussen Deel ofhängeg ganz besonnesch vum den Aarbechte vun eise Gemengen ass.

Fir ze évitéieren, datt awer elo jiddwer Gemeng an eng aner Richtung zitt, wär et wichteg, wann d'Regierung, an de Wirtschaft- respektiv den Innenministère vläicht hei och, géife fir eng gewësse Koordinatioun suergen. An ech deelen an deem Kontext d'Meenung, déi och scho vum deem engen an deem anere vu menge Virriedner hei ausgedréckt ginn ass.

Här President, erlaabt mer awer ganz kuerz op déi allgemeng finanziell Situatioun vum de Gemengen anzegoen, well déi jo net ouni Bedeitung ass an der SEC95-Presentatioun, wou d'Gesamtschuld vum de Gemenge mat berücksichtegt gëtt.

Hei muss ee fir d'éischt emol feststellen, datt d'Finanzsituatioun vum de Gemenge sech an de Joren 2006, awer ganz besonnesch 2007 extrêmement verbessert huet. Dës ass allerdéngs d'Resultat vum enger exzeptioneller Progressioun um Niveau vum de Recetten, déi och nach eng Kéier am Joer 2008 massiv an d'Luucht ginn. Wann ech elo nëmmen 2008 an 2007 vergläichen, komme mer do op eng Progressioun vum 11,4%.

Dës exzeptionell Situatioun explizéiert sech haaptsächlech duerch déi zousätzlech Recetten aus dem Fonds de dotation communal, deen - wéi mer alleguerte wëssen - jo zu engem groussen Deel vum den TVA-Recetté gespeist gëtt; an dës TVA-Recetté si ganz besonnesch dynamesch an deene leschten zwee Joer gewuess.

Wat awer hei äusserst bedenklech ass, Här President, sinn zwee Punkten, op déi ech kuerz wäert ze schwätze kommen. Dat eent, dat ass déi extrem grouss Augmentatioun vum den Dépenses: am Joer 2008 +8,4 an am Joer 2007 +13,2; op där anerer Säit e Fonds de réserve mat engem globale cumuléierte Sold vum 126,58 Milliounen Euro op den 31. Dezember 2006. Woubäi een awer muss wëssen, datt et sechs Gemengen am Ganze sinn, déi ganz eleng dräi Véirel vum all deene Reserven hunn. An énnert deene sechs Gemengen, nach eng Kéier, sinn dräi Gemengen, déi 67% vum gesamten Total vum alle Reserven hunn, déi also net brauchen op en Emprunt zrëckzegräifen.

An Zäite vu Krise mussen dës Zuelen engem natierlech ze denke ginn, well mir sinn, mengen ech, eis alleguerten do eens, datt mer mussen dervun ausgoen, datt vläicht nach net 2009, mä spéitstens 2010 an 2011 d'Recetté souwuel vum der Gewerbesteier wéi aus dem Fonds de dotation communal substanzuell wäerten zrëckgoen. Och hei grad wéi bei de Pensionsregimer muss mer eis hannerfroen, ob dës Situatioun nëmme konjunkturell oder awer och strukturell Ursachen huet.

Ech hat och a mengem Budgetsrapport mech méi intensiv mat der Situatioun vum de Gemenge beschäftegt an ech hat viru véier Joer gesot, datt ech der Meenung wär, et wär wichteg, datt am Kontext vum enger nohalteger Entwécklung och misst méi intensiv op d'Gemengefusionen zrëckgegraff ginn, respektiv op aner Forme vu Synergien téschent deene verschiddene Gemengen.

Dat schéngt mer haut nach ëmmer grad-esou richteg ze si wéi viru véier Joer, an ech sinn duerfir och frou an ech sinn der Meenung, datt et absolut noutwendeg ass, datt déi territorial Reform esou schnell wéi méiglech an deenen nächste Jore wäert émgusat ginn.

Ech hat awer och deemools lwwerleungen ugestallt, datt d'Gemenge méi missten hir eege Recetten ausbauen, an do hat ech d'Propositioun gemaach, fir eng grondleeënd Reform vum der Grondsteier op d'Schinnen ze setzen. An ech sinn duerfir frou, datt de Conseil du développement durable a sengem Avis och fir esou eng Reform vum der Grondsteier plädéiert. An ech géif dofir och soen, datt esou eng Reform eng vun de Prioritéite vum enger nächster Regierung misst sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech dann nach ganz kuerz mat der Problematik vum der Gouvernance publique beschäftegen, déi fir mech an deenen nächste Joren ëmmer méi wichteg gëtt, wa mer dann d'Ausgabe vum Stat besser wëllen an de Grëff kréien.

Eng éischt Feststellung ass, datt den aktuelle Bauteminister hei grouss Efforté gemaach huet, fir dës Ausgabe bei deene

grousse Bauprojekte besser an de Grëff ze kréien, a mir mierke jo schonn an der zoustänneger Kommissioun, datt Dépassementer vum deenen initialen Devisen, wa se dann iwwerhaupt nach zustane kommen, net méi déi Grëssenuerdungen errechen, wéi dat nach virun enger Rei vu Joren de Fall war.

Ech wëll och drop insistéieren, datt et mer besonnesch a Krisenzäite virrange schéngt, net nëmme méi, mä haaptsächlech méi nohalteger Budgetsmëttel vum Stat an de Gemengen ze investéieren, an an deem Kontext wëll ech kuerz op dräi Punkten insistéieren.

Deen éischten ass nach eng Kéier d'absolut Nécessitéit vum enger Vereinfachung vum den administrative Prozeduren. Do wëll ech vun dëser Plaz aus nach eng Kéier den Appel un déi concernéiert Ministère maachen, och ganz genau an deenen nächsten Deeg a Wochen ze kucken, wou eventuell Projete an der Pipeline sinn, déi elo scho kënnen exekutiert ginn. An hei schéngt et mer och wichteg ze sinn, ganz besonnesch den Ëmweltministère mat anzebauen, well ech dach d'Gefill net lass ginn, datt et ganz besonnesch um Niveau vum dësem Ministère ass, wou et eng Rei vu Blocagé gëtt, wat Projete betrëfft.

En zweete wichtege Punkt ass dee vun de sougenannten „public private partnerships“, déi mer besonnesch a finanziell méi schwierigen Zäiten eng äusserst interessant Alternativ fir de Stat oder d'Gemenge si fir grouss Infrastrukturprojete ze realiséieren. Ech sinn dofir och frou, datt an deenen nächsten Deeg den Zouschlag fir den „public private partnership“ fir de Lycée zu Miersch wäert kommen an ech géif och vun dëser Plaz aus nach eng Kéier en Appel maachen, fir och an Zukunft méi a Richtung vum esou „public private partnerships“ ze goen.

D'Kollege vun der Commission juridique ware virun e puer Deeg sech de Prision op Nanzeg ukucken, deen énnert der Form vum engem „public private partnership“ realiséiert ginn ass. A mir hu misse feststellen, datt dese Prision schnell gebaut ginn ass an och zu engem Präis, dee méi wéi rasonabel ass. Esou datt ech wierklech mengen, datt mer och an deenen nächste Jore méi sollten op dat Instrument zrëckgräifen.

En drëtten Punkt am Kontext vum enger besserer Gouvernance publique ass dee sougenannte LOLF, op dee mäi Kolleg Roger Negri scho virun dräi Joer a sengem Budgetsrapport higewisen huet. Ech wëll duerfir och elo net méi am Detail op d'Iddi vum LOLF agoen, nach géif ech de Budgetminister bidden, eis an den nächste Méint vläicht emol eng Kéier eng Etüd oder e Rapport ze maachen, wéi esou eng nei Budgetpresentatioun och zu Lëtzebuerg fir eise Budget kéint ausgesinn.

Ech si mer bewosst, datt och dës nei Form vu Budgetpresentatioun net nëmmen Avantage wäert hunn, nach solle mer awer zumindest eng Kéier am Detail studéieren, ob mer net zumindest eventuell deelweis kéinten a Richtung vum enger Presentatioun goen, déi méi op d'Optik vum Resultat ausgeriicht ass.

Dat gesot, Här President, wëll ech zum Schluss vu menger Interventioun nach eng Kéier drop hiweisen, datt et mer wesentlich schéngt ze sinn, datt mer an der aktueller Krisensituatioun permanent déi Mesuren, déi vun der Regierung geholl gi sinn an an deenen nächste Wochen nach wäerte geholl ginn, op hir Effizienz an Effektivitéit hannerfroen an iwwerpräifen.

Dofir wär ech frou, wann och an deenen nächste Wochen, wéi dat bis elo de Fall war, d'Regierung d'Chamber am Detail iwwert d'Evolution vum de Statsfinanzen, awer och iwwert d'Evolution vum der Finanz- a Wirtschaftskris géif au courant halen.

Et ass dann och wichteg, datt mer an deene vu mir virgenannte Beräicher an deenen nächste Méint net nëmmen déi konjunkturell, mä och déi strukturell Moosnamen huelen, déi eist Land fit mache fir déi Zäit no der Kris. An deem Sënn setzt de Budget 2009 déi richteg Akzenter, fir d'Auswierkung vum der Kris ofzeschwächen, mä awer och fir eist Land op déi zukünftige Aufgaben an Erausforderunge virzubereeden.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner, dee sech elo kuerzfristeg ageschriwwen huet, ass den Här Charles Goerens.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Här President. Et gehéiert zur obligater

Introduktioun, datt ee sech mam Rapporteur vun engem Gesetz auserneesetzt, besonnesch beim Budgetsrapport. Ech hat selwer eng Kéier d'Geleeënheet, fir e Budgetsrapport ze maachen. Dat war dee vum Joer 1983. Duerfir kënnt ech e puer Gemeinsamkeete mam Norbert Hauptert ervirsträchen.

Ech wollt den Norbert Hauptert awer och félicitéieren fir déi Manéier, wéi hie seng Aarbechten an der Finanzkommissioun organiséiert huet, fir säin oppent Ouer fir Kritiken a Suggestiounen vum der Oppositioun, vu sämtleche Membere vun der Kommissioun. Ech mengen, och déi, déi e bësse méi laang hei am Méier sinn, déi wëssen, datt dat hei just auszehalen ass, wann een heiansdo e Wuert huet, wat een net esou op d'gëlle Wo ka leeën, mat e bëssem Humor. Och do huet en eng Portioun mat erbruecht an deenen humorlosen Zäiten. Wéi soll ech soen? Hien huet seng Aarbecht eescht geholl, ouni sech selwer ze vill eescht ze huelen.

Dat, wat d'Gemeinsamkeeten ubelaangt, dat ass, datt mer allen zwee e Rapport ze maachen haten iwwer e Joer, wat voller Incertitudé war. 1983 ware mer voll an der Kris. Deemools ass de Budget im Nachhinein wesentlich duerch nei Gesetze, déi am Joer '83 komm sinn, ofgeännert ginn. Ech géif dat och net wëllen ausschléisse fir d'Joer 2009.

D'Joer 2009 - dat hat ech schonn d'lescht Woch d'Geleeënheet hei ze ënnersträchen - ass e Joer, wou d'Chamber vum Deel opgeléist ass, zum Deel an enger ofwaardender Haltung ass, well et zu Regierungsverhandlung kënn, an och zum Deel nach am Rodage. D'Joer 2009 gëtt also net einfach; och net du point de vue institutionnel, well mer an enger Kris sinn, déi et a sech huet. Et ass net originell, fir nach eng Kéier dorunner ze erënneren.

Fir den Ursprung vum der Kris emol an enger kuerzer Formule ze ënnersträchen, déi ech bei den Här de Boissieu Léine gaange sinn: Déi Kris hei ass eng Kris vum der Traçabilitéit vum Risiko. Wëssend, datt mer an enger Zäit sinn, wou d'Finanzstréim - och dat ass banal - ronderëm de Globus ginn, ass natierlech de Risiko ëmsou méi grouss, wéi d'Kapital an d'Produitë kënnen ongehemmt zirkuléieren.

Dat Wuert ass net anodin, d'Traçabilitéit vum Risiko. Dat heescht, et muss een d'Spuren, den Ursprung an duerno déi Transiten, déi déi Finanzproduitë maachen, kënnen novollzéien. Dat interpelléiert eis natierlech iwwert d'Gouvernance, iwwert de Fonctionnement vum den internationale Finanzinstitutiounen, iwwer Institutiounen, déi bestinn. Dat interpelléiert och d'politesch Klass iwwert d'Fro, ob ee muss deen Dispositif de gouvernance internationale an dëser Matière komplettéieren. Dat gëtt also net einfach.

Ech wëll dat heiten elo net verstane wëssen als eppes, wat elo vum nationale Kontext oflenkt, mä mir si mat enger Finanzplaz, déi mat hirem Risiko esou exposéiert ass - méi exposéiert ass wéi iergendeng aner -, voll an där Diskussioun dran. Mir kënnen dat net op d'licht Schëller huelen. Mir kënnen net ignoréieren, wat am Ausland gesot gëtt iwwert d'Entraide judiciaire an deem doten Domän. Mir kënnen net ignoréieren, wat am Ausland gesot gëtt iwwert d'Bankgeheimnis. Och dat wäert eis interpelléieren.

Mir mussen eis d'Fro stellen, wat dat Wäert ass; wéi mer a penibelen internationale Verhandlung kënnen bestoen. Mir wäerten also eng Situatioun erliwien an den nächste Wochen a Méint, déi net einfach ass.

Mir hu jo scho gesinn, wéi dat ugeet, wann een en dehors vun deenen normale Gesprächskanal Diskussiounen ukuerbelt. Mir hu jo gesinn, wéi e President vum Conseil européen, deen hyperaktiv ass an deem doten Domän, ka Froen opwerfen an Ängschten ausléisen. Mir hu gesinn, wat et bedeit, wann um internationale Plang de Gläichheitsprinzip vum den Nationen éischter liichtfankeg ugaang gëtt. Mir hunn dat alles matgemaach an duerfir muss mer nom Prinzip handelen: Holzauge, sei wachsam!

Déi Kris hei, déi huet et a sech, well se mëttlerweil d'Économie réelle erreicht huet. Mir wäerten och nach déi eng oder déi aner negativ Iwwerraschung am nächste Joer gesinn.

De Chômage kritt préoccupant Dimensionen, sollten déi Previsiounen, déi bis elo gemaach goufen, antrieden. Dat dote gëtt en Test fir d'Reaktivitéit vum eisem ganze politesche System. An ech denken do net nëmmen un eis. Ech denken net nëmmen um Stat seng Administratioun. Ech denken un d'Gemengen. Ech denken un dat, wat mer lokal, national, international a global mussen maachen.

Dat gëtt en Test. Eenzel Tester si scho bestanen. Ech wëll déi hei net ënnerdrécken. Een Test, dee mer bestanen hunn, ass dee vum Euro. Den Euro ass eent vum de leschten an eent vum den eenzege Resultater, wat mer kënnen dem politesche Voluntarismus zouschreiwen.

Ech wëll lech hei keng Lecture maache vun all deenen Aussoen, déi deemools, wéi mer de Maastricht-Vertrag gestëmmt hunn, gemaach goufen iwwert d'Zukunft, iwwert d'Méiglechkeet, iwwert d'Potenzialitéite vum der Wirtschafts- a Währungsunioun. Ech weess just, datt déi alleguerte Lige gestrooft goufen, an datt mer eis kënnen op d'Schëller klappen, alleguerten déi, déi hannert deem Vertrag stoungen, fir datt en an d'Wierklechkeet émgusat ginn ass.

Déi, déi haut Schwierigkeeten hunn, sinn déi, déi déi Potenzialitéiten net fir sech beanspruche wëllen, wollten oder kënnen. Wann Der d'Dänen haut géift froen, ob se frou wieren, wa se am Euro wieren, da géif eng breet Majoritéit soen: Jo. Et ass erstaunlech, datt de Premierminister vu Groussbritannien, deen net dem Eurogroup ugehéiert, op eemol deem Eurogroup e Plang proposéiere kënn, wéi se déi internationale Bankekrise kënnen meeschteren, oder wat een um europäesche Plang an der Plaz vum Eurogroup ka maachen, fir deen Test do ze bestoen.

Eenzel Tester sinn also bestane ginn. Anerer stinn nach aus.

Dat, wat mer och mussen feststellen an dësem Kontext, dat ass, datt eng Partie Europa gemaach gëtt ouni Texter. Dat ass net gutt, well do, wou mer staark waren, do, wou mer eis sécher gefillt hunn, do, wou mer Berechebarkeit hatten, dat war do, wou eise Statut ganz zolidd verankert war an Texter, déi kee Mënsch méi konnt attackéieren, a sollte se attackéiert ginn, hate mer nach ëmmer d'Méiglechkeet, virun enger Cour de Justice vum den Europäesche Communautéite Klo anzerechen.

Ech hoffen, datt mer et fäerdeg bréngen, datt mer dat Meescht, wat mer national mussen testen, fir international kënnen ze bestoen, unhand vun zolitten Texter kënnen maachen.

Ech wollt elo e Wuert soen zu der Reaktioun, déi mer hei an der Chamber hunn iwwert d'Kris. Eng Partie Riedner, besonnesch vum der Majoritéit, beméie sech ëmmer, fir déi grouss Gemeinsamkeeten ervirzesträchen, déi mer hei am Haus hunn, fir un déi Kris do erunzegoen, mat - en filigrane - ëmmer där ënnerschweliger Kritik, d'Oppositioun wier jo mat allem d'accord, au point datt souguer Journalisten eis froen: Stëmmt Der dann de Budget?

Ech kenne keng eng Oppositioun hei am Haus - an do kann een an der Geschicht ganz laang zrëckgoen -, déi jee eng Kéier de Statsbudget gestëmmt hätt. Dat gëtt et net! Aus engem ganz einfache Grond: Et sinn esou vill Crédits non limitatifs dran, déi eng Regierung sech an engem Budget muss votéiere loossen, datt dat am Fong e Blankoscheck wier, deen d'Oppositioun géif der Regierung ausstellen. Dat ass net deen eenzege Motif, fir ze erklären, firwat eng Oppositioun e Budget net stëmmt. Et gëtt nach eng ganz Partie anerer, déi wëll ech lech erspueren.

Wa mer awer op enger Partie Punkte Gemeinsamkeeten hunn, da wëll ech domadder ënnersträchen, datt, egal wéi ee Statut een heibannen huet, déi Kris do jiddwereen interpelléiert. Ob et an der Majoritéit ass oder an der Oppositioun.

Meng Partei ass bereet, Verantwortung ze droen a Verantwortung ze iwwerhuelen. Mir hunn dat gemaach direkt bei der Opération de sauvetage vum deenen zwou grouss systemrelevante Banken hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn dat gemaach aus engem Responsabilitéitsgefill eraus. Mä dovun ass net ofzeleeden, datt dat eng Gläichschaltung wier vu sämtlechen hei an der Chamber vertrauene Parteien.

Déi eenzeg Lecture, déi ech mer do selwer autoriséieren, ass déi, datt mer bereet sinn, a kritesche Phasen, a kruziale Phasen ze wëssen, wou den Intérêt vum Land ass, wou den Intérêt vum de politesche Parteien ass, wou den Intérêt vum der Regierung ass, wou den Intérêt vum der Oppositioun ass.

Hei ass et ëm den Intérêt vun de Lëtzeburger gaang, vun deene Leit, déi an deene systemrelevante Banke schaffen, vun deene Leit, déi vun deene systemrelevante Banken ofhänken. A wann ee sech och nëmmen ee Moment d'Alternativ dovunner ausdenkt, da muss ee kënnen duerno den Impakt dovunner op de Risiko, deen de Stat an Zukunft iwwerholl huet, relativéieren. Da muss een den Impakt dovunner op d'Statschold, déi eventuell kéint doduerjer klammen, relativéieren. Et kann een net alles am Liewen hunn. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

Duerfir soe mer nach eng Kéier im Nacheinein Jo zur Responsabilisatioun, Jo zu einzelnen Aktiounen, déi vun enger kruzialer Bedeitung si fir de Fortbestand vun eiser Ekonomik; Jo zu enger Partie Chancen, déi mer eis wëlle ginn, fir dës Kris besser ze iwwerliewen, andeems datt mer net schonn um Ufank eng Partie kruzial Feeler maachen, well kruzial Feeler sinn an anere Länner, et notament an de Vereenegte Staten, gemaach ginn duerch den Netsauvetage vun der Lehman-Brothers-Bank. Duerfir eis responsabel Haltung, déi mer iwwerregens och deele mat aneren Oppositionsparteien.

Et besteet och wäitgehend Konsens iwwert d'Analys an iwwert d'Lecture, déi mer vun der Kris maachen, mat hirem internationale Charakter - ech hunn et éinescht gesot -, mat deene Geforen, déi mer elo scho kennen, a mat deene Geforen, déi nach bestinn.

E Konsens besteet och doriwwer, datt ee muss allegueren déi Konsequenzen, déi sech aus där Kris hei erginn, an all hiren Dimensionen apprëndéieren. Déi Kris hei wäert och en Test gi fir d'Reaktivitéit an d'Äntwert an d'Capacitéit, déi mer hunn, fir Äntwerten ze liwweren op déi Défien, déi sech um ekonomeschen, um sozialen an um budgetäre Plang erginn.

Duerfir hu mer déi Commission spéciale gefrot, well mer gär hätten, datt och d'Chamber sech esou organiséiert, datt se an enger gestraffer Organisatioun kann déi Kris apprëndéieren, déi richteg Lecture maachen, déi richteg Form hunn, fir kënnen op d'Défië vu baussen ze äntwerten. An déi Défië sinn enger duebeler Natur.

Ech wëll et nach eng Kéier répétéieren. D'Chamber huet eng Kontroll- an eng Impulsgeberfunktoun. Der Kontrollfunktoun wäerte mer hoffentlech nokommen, andeems datt mer alles un Dokumenter, un Analyse geliwwert kréien, wat relevant ass, fir un d'Analys vun där Situatioun erunzegoen aus parlamentarescher Siicht.

Wichtig ass, datt mer e Wëssensstand hunn, deen eis erlaabt, eiser politescher Verantwortung nozekommen. Duerfir si mer frou, datt vun der Chamber eis Fuerderung no der Schafung vun enger Spezialkommissioun akzeptéiert ginn ass.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Charles Goerens (DP).** - Ech hu gesot, et gëtt eng Partie Tester an deene verschiddenen Dimensionen, déi eis am Kader vun där Kris hei interpelléieren: déi sozial, déi politesch, ech géif och soen déi gesellschaftspolitesch.

Dat hei gëtt och en Test fir d'Kohesioun vun der Lëtzeburger Gesellschaft. Vill Leit, déi hir Aarbecht zum Deel oder ganz verléieren, temporär oder definitiv, si fir eng Gesellschaft a fir eng Kohesioun vun der Gesellschaft Gëft. Et ka kee Mënsch sech heibanne mat deem Zoustand offannen, a scho guer net mat deem Dauerzoustand.

Mir sinn also do interpelléiert, an dat, wat enorm wichtig ass, datt ass, datt mer och d'Geforen erkennen an déi Degeneratioun an enger Gesellschaft, wann d'Mëttschichten ufänken ze leiden. D'Radikalisatioun, an ech ennersträchen dat, déi ass ganz oft oder meeschtens an deene Kreesser ugaang. Leit, déi färten; Leit, déi an der Prekaritéit sinn; Leit, déi an d'Prekaritéit kommen; Leit, déi keng Planungssécherheet hunn, déi stellen en enormt Geforepotenzial duer fir d'Kohesioun vun enger Gesellschaft.

Duerfir muss déi Äntwert esou gutt wéi méiglech sinn. Déi Äntwert muss esou gutt wéi méiglech sinn, well mir wëllen och net

de Rattenfänger den Terrain iwwerloossen. An et wäerten eng Partie Rattenfänger am Kader vun där Kris hir Vociatioun entdecken,...

» **Une voix.** - Si si schonn amgaang!

» **M. Charles Goerens (DP).** - ...an déi wäerten, wéi den Herbert Wehner et emol eng Kéier gesot huet, ganz déif plouen. Do muss mer also op der Hutt sinn. A mir wäerten net ouni Schréipsen duerch déi Kris do kommen.

Et geet awer net duer, datt mer iwwert d'Saache schwätzen. Mir sollen eis och d'Wuert ginn, fir de Maximum ze maachen, de Spillraum maximal auszereizen, fir déi Äntwerten ze liwweren, déi vun eis verlaangt ginn.

Ech wollt zum Schluss ganz konkret e puer Saachen uschneiden. Déi eng, dat ass déi vun de Prozeduren. Den Här Mosar huet elo grad hei gesot a gemengt, den Environnement wär responsabel fir eng Partie Lenteuren um Niveau vun de Prozeduren.

Mir hunn och an enger rezenter Réunioun vun der Finanz- a vun der Wirtschafts-kommissioun e Regierungsmember Ähnlech heiere soen op d'Fro vun eisem Kolleg Marc Spautz.

Ech hunn deemools d'Fuerderung gestallt, si ass bis haut nach net erfüllt, an et huet och kee mer an der Kommissioun widder-sprach: Mir sollen doch endlech vun der Regierung a vun deene Ministeren, déi ëmmer soen, si hätte Projeten, déi net kéinte realiséiert ginn, well se an de Prozeduren hänken, eng exhaustiv Léscht verlaange vun all deene Projeten, déi hei am Land schleefen. Well all Projet, deen hei am Land schleef, ass eng Non-réponse op den Défi, deen ech elo grad ugeschwat hunn. Well all Projet, deen hei am Land schleef, ass eng verpasste Chance, fir an där Kris hei kënnen déi Äntwert ze ginn, déi d'budgetär Mëttelen eis erlaben.

Ech wëll net méi hunn, datt een Deel vun der Regierung soe geet, mir géife gären eppes maachen, an dann a Sonnesrieden deen aneren Deel vun der Regierung accuséiert, si géifen net „deliveren“, wéi een op Englesch géif soen. Ech hätt gär, datt mer ee fir allemol vu sämtleche Ministären, déi hei am Land responsabel si fir öffentlech Investissemter, en exhaustiven Inventaire kréie vun deene Prozeduren, déi schleefen, an eng Erklärung vun deenen anere Ministären, wou se hänken, firwat datt et net virugeet, a wéi se gedanke virunzekommen an a wat fir engen Délaien.

Si sollen eis d'Moyenë soen. Sollt et u budgetäre Moyenen hänken oder u personelle Moyenen hänken, solle si eis déi soen, déi si brauchen, fir kënnen deenen doten Projeten nozekommen.

Ech war selwer als Minister responsabel fir Administratiounen. Ech kann lech soen, datt an Administratiounen méi gudden Wëllen do ass, wéi dat oft no baussen duerchklängt, well eenzel Dossiere sinn net einfach. Mir transposéieren eng Partie europäesch Direktiven. Déi bedéngen natierlech eng Ëmsetzung an d'national Gesetzgebung. Dat ass oft Neiland.

An deem Ausmooss, wéi ee kann duerch eng Personalopstockung eenzel Departementer, wou d'Prozeduren national unhängeg sinn, déi satisfaisant Äntwert liwweren, solle mer dat maachen. Dat misst am Fong hei och kënnen gesot gi vun de Fachministeren, déi sech awer relativ wéineg, mat e puer lueflechen Ausnahmen, fir dës Debatten interesséieren. Ech hätt gär deen Inventaire. Ech gi keng Motioun hei. Ech ginn dervun aus, datt de Minister Frieden, de Budgetsminister, senge Kollegen dat seet an datt hien dat mat an de Ministerrot héit.

Da kënn en zweete Punkt, deen ech och bei mengem Virriedner opgräifen. Dat ass de PPP, „public private partnership“. Mäi Wëssensstand ass vläicht net aktuell, mä ech weess, datt mer hei eng Diskussioun haten iwwert den Impakt vun deem neie Lycée zu Miersch op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart. Souwäit wéi ech weess, war deen Impakt entweder ganz bescheiden oder null, well mer an där neier Kultur vu Gestiouen Investissemter nach net genuch Know-how hei op der Plaz zu Lëtzebuerg hunn, fir deem nozekommen.

Wenn dem so ist, da misst ee vläicht den „public private partnership“ anescht tässelen, méi virsichteg ugoen an elo ëm Gottes wëllen net den Impakt vun esou Mesuren op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart verkennen. Well mir wëssen, datt et schonn extrem schwierig ass, fir antizyklesch ze wierken an enger Kris. Wa mer deen dote Problem net richtig ugin, da riskéiere mer prozyklesch ze wierken, nämlech d'Kris nach ze verschäerfen.

Ech hätt och gär vun der Regierung eng Äntwert op den Impakt notament vun deem dote prezise Projet op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart. Entweder stëmmt dat, wat ech gesot hunn; an deem Fall muss een dorausser Lektioenen zéien; oder ech muss mäi Wëssen aktualiséieren.

Ech soen dat, well mer och an eiser Kommunikatioun no bausse gesot hunn: Mir si fir e Budget mat konsum- an investitiounsfreundlechen Akzenter, well 2009 an enger Phas, wou mer d'Kris vläicht kënnen e bëssen atténuéieren, et irresponsabel wier, fir net op dee Wee ze goen. Duerfir hu mer ëmmer erëm gesot: Mir sinn derfir.

Mir sinn net déi Eenzeg, déi dat soen. Mä mir soen et awer och, a mir soen et mat Iwwerzeugung. Mir soen et och, andeems datt mer déi Kritäre preziséieren, no deenen vun dem Beispill d'Investitiounen à charge vun der öffentlecher Hand solle realiséiert ginn.

Mir mengen, si missten ee reellen Impakt hunn op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart, oder villméi dee beschtméiglechen Impakt op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart. Tëscht absolutem Protektionismus an Internationalismus gëtt et hei awer e verstännege Wee, wou een d'national Interessen net därerf aus den Ae verléieren. Et ass net abwegig, wann ee versicht, datt een do den Impakt maximéiert op eisen Aarbechtsmaart.

Et gëtt eng Partie Projeten, déi mir am Ausland wëlle maachen, an et sinn eng Partie Projeten, déi d'Ausland kënn hei maachen. Et wier awer net gutt, wa mer duerch Prozeduren, déi net gutt duerchduecht sinn, respektiv duerch aner politesch Gestë géife géint déi schaffen, déi hei am Land Cotisatiounen a Steiere bezuelen.

Déi Investissemter müssen also helpful sinn. Investissemter kënnen net nëmmen helpful sinn, andeems datt se en Impakt hunn op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart, mä si sollen awer och eng Partie Äntwerte liwweren oder un début de réponse op Défien, déi mer souwisou an der Zukunft net kënnen évitéieren.

Ech denken zum Beispill un d'Transformatioun vun eiser aktueller Ekonomik a méi eng ökologesch kompatibel Ekonomik. Déi Transformatioun ass ee vun de groussen Défien, deen eis an Zukunft wäert beschäftegen. An alles, wat mer a puncto Investissemter maachen, soll en Ufank vun Äntwert scho sinn, och fir deen doten Défi ze meeschten, wann een déi zwou Saache ka matenee maachen. An iwwerall, wou een dat ka matenee maachen, soll een dat maachen.

Mir mengen och, datt ee sech net soll gréisseren Investitiounprojeten, déi grenziwwerschreidend sinn, verspären. Déi Iddi, déi emol eng Kéier iwwert d'grands travaux européens lancéiert ginn ass vum fréiere Kommissiounspräsident Jacques Delors, fanne mir nach ëmmer pertinent. Besonnesch an dëser Zäit kënn se derzou bäidroen, datt eng Partie Beschäftegung garantéiert bléif an datt déi Period, déi mer elo duerchginn, kënn duerch déi Zort vu Voluntarismus an hirer Gestiouen e bësse méi lüch gestalt ginn, wéi dat riskéiert de Fall ze ginn.

Ech wollt zum Schluss, Här President, soen, datt een déi Kris, an déi mer erakomm sinn, an där mer schonn dra sinn, ka vergläiche mat engem Tunnel. Mir wëssen, datt mer d'Entrée schon hannerun eis hunn, mä datt d'Sortie nach virun eis ass. Mä mir wëssen awer, datt et eng Sortie gëtt. A mir solle bei all deenen Diskussiounen, déi mer ronderëm féieren, d'Sortie ni aus den Ae verléieren.

Datt den Tunnel net konnt évitéiert ginn, dat schéngt eis relativ kloer ze sinn. Mä datt een d'Sortie awer vläicht kann e bësse rapprochéieren, oder datt een den Ausgang aus dem Tunnel net ze vill schwéier mécht, dat kënn mer awer zum Deel duerch eng geschéckte Politik maachen. Duerfir wäerten déi Méint, déi op eis duerkommen, an déi mer virun engem, zwee Joer nach alleguer verplangt haten, fir eng intensiv Wahlcampagne ze maachen, elo zu engem ganz groussen Deel eis Kräfte mobiliséieren, fir un der Solutioun vun der Kris matzeschaffen.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Déi eng maachen dëst, déi aner dat anert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Ech menge ganz, Här Wolter, an doriwwer wäerte mer eis net terribel oneens sinn, wa mer zwee Méint méi al sinn, dann ass de Choix relativ einfach. Da kucke mer, wie sech nach fir d'Kris interesséiert a wie sech nach fir d'Wahlcampagne interesséiert.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Charles Goerens (DP).** - An da mengen ech, da gëtt d'Responsabilitéit an d'Responsabilisatiounskapital vun deenen eenzelne politesche Formatiounen vläicht éischer erkennbar duerch dat, wat se an hirer politescher Aarbecht elo maachen, an duerch dat, wat anerer manifestéieren duerch dat, wat se wëlle maachen. Mä déi nächst Wahlcampagne wäert ganz staark dovunner geprägt ginn.

Ech mengen net, datt mer déi sollen deenen iwwerloossen, déi sech elo eng Vociatioun als Rattenfänger entdecken. Well ech soen et nach eng Kéier: Déi grouss Krise sinn ëmmer entstanden duerch e massiiv Radikalisierungspotenzial vun de Mëttschichten. A wann een dat alles noliest, wat doraus entstanden ass, da kann een haut kee Muster ganz kloer viraussoen. Well wéi den Emmanuel Todd de Moien op „France inter“ gesot huet: D'Kris vun 1929 huet an de Vereenegte Staten zum New Deal gefouert, déi huet a Frankräich zum Front populaire gefouert an déi huet an Däitschland zum Nazismus gefouert.

Déi schlëmmsten Hypothees kann een ni ausschalten. Ech mengen awer, datt mer duerch en Integratiounsprozess an der Europäescher Unioun haut e bësse besser équipéiert sinn, fir déi Kris do anescht ze packen, wéi dat 1929 de Fall war. An anere Wieder: Ech hätt gär, datt mer vun 1929 direkt kënnen op 1945 eriwergoen, wa mer eng Parallell zéie mat där Zäit, amplaz datt mer dem Land an Europa duerch eng onappropriéiert an inadequat Äntwert 1929 follege loossen duerch 1930, 1931, 1932. An de ganze Rescht kënn mer eis erspieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Situatioun, an där mer nieft der Finanzkris, der Bankkris, der Wirtschaftskris eng institutionell Kris hunn, déi - hoffen ech - net nach weider an eng Statskris ausart. Mir kéinten eis viles erspieren. Am Choix vun de Wieder, déi mer gebrauchen, fir déi Kris ze beschreiwen, an am Choix vun de Mëttelen, déi mer gebrauchen, fir déi Kris unzegoen, dierft am Fong, wa mer responsabel handeln, wéineg Plaz bleiwen, fir mutwëlleg Aventuren.

Rien n'est assuré, mä viles ass méiglech, wa mer dat doten an deem Geescht ugin, deen ech elo wollt skizzéieren. Et ass esou wéi mir als demokratesch Fraktioun dat Ganzt gesinn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch. Dir hutt d'Wuert, Madame Mutsch.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Summereditioun vum Bulletin vun der Chambre de Commerce war ënnert dem Titel „Refreshing Luxembourg“ op der Titelsäit eng routwäissblo gesträiften Äisglace mat zwee Stillen. Ee fir „Luxembourg for business“ an ee fir „Luxembourg for finance“, déi zwou Promotiounsagencë fir eist Land international ze promovéieren.

Déi erkläerten Absicht war, fir der ganzer Welt op eng offensiv a professionell Aart a Weis eis Atouten ze presentéieren an eis als strategesche Partner an de Beräicher Business, Kommunikatioun a Finanze verstärkt ze imposéieren.

Zu deem Zäitpunkt wosste mer nach net, oder net esou däitlech, dass déi nei Äiszäit, déi weltwäit dat wirtschaftlecht Gläichgewicht - wann et dann eent gouf - an d'Wanke bruecht huet, och méi eng kill Loft op Lëtzebuerg géif blösen. Och wann déi éischt Unzeeche vun engem Ralentissement bei eis schon am Budgetsjoer 2008 ausgewisen an thematiséiert goufen, wat awer deemools nach vu villen als gewinnete Coquetterie am Émgang mat den op en Neits ënnerschte Recettë vum Stat interpretéiert ginn ass.

Trotzdem, wou d'Regierung iwwert d'Summerméint de Budget opgestallt huet, huet sech en Trend fir eist Land bestätegt, deen duerch de Budgetsminister a seng Kollegen hätt kënnen derzou bréngen, fir e komplett anere Wee anzeschloen. Déi nei oder verstärkt gewonnen Asiicht, dass och eist Land massiv vun der Kris wäert betraff sinn, hätt duerch aus novollzëibar kënnen derzou féieren, fir grad net op de Wee vu Steiererlicherungen an Ureizer fir Privatleit a fir Betriber ze goen, oder fir dovunner ofzegesinn, fir weider Steierkreditter fir Mannerbemëttelter anzeféieren an en héijen Investitiounsvolumen oprechtzeerhalen.

D'Optioun war an ass eng aner, a si ass bewosst eng aner. Dëst mat der Absicht natierlech, fir eis Wirtschaft ze stärke, Aarbechtsplazen ze schafen an ze erhalen, d'Vertrauen an d'Zukunft oprechtzeerhalen

an och grad a Krisenzäiten déi strukturell Erneuerung vun eisem Land virunzedriewen, souguer op de Risiko hin, en Defizit a Kaf ze huelen, wann de Budget op der Recettésäit net géif opgoen.

Ech wëll bei menger Interventioun zwou a mengen Aen zentral Erausforderunge fir d'Zukunft vun eisem Land erausgräifen, déi fir eis Partie intégrante vun enger zukunftsorientierter Budgetpolitik sinn. Dës verstärkt an enger schwieriger Period vun eisem Land, wou mer obligéiert sinn, fir eng Rei vu Saachen ze hannerfroen a souguer a Fro ze stellen.

Den éischten Défi betrëfft d'Entwécklung vun neie Wirtschaftspilieren an déi domat verbonne Verbesserung vun ekonomesche Gläichgewicht vun eise Regionen, an deem zweete betrëfft d'Stärkung vun eise Gemengen als Haaptacturen an engem geännerte wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Ëmfeld.

„Crisis means chance“ ass eng Managerdevise fir déi, déi sech et net erlabe kënnen oder wëllen, dass eng Kris, déi identifizéiert a lokalisiert ass, dem Club, der Firma oder dem Land schuet an déi wëssen, dass grad an där Kris d'Chance läit fir Verännerungen duerchzusetzen, déi scho laang fälleg sinn.

Elo ass déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris natierlech alles anescht wéi gewünscht an och alles anescht wéi bénéfique fir eist Land, kann a soll awer zum Ausléiser geholl ginn, fir eng Rei vu Saachen ze hannerfroen an och eng Rei vu strukturelle Verännerunge virzehuelen.

Esou e Rééquilibrage ass och an eisem Land kee Luxus. Émsou méi mir elo fir déi zweete Kéier schmärerlech feststellen, dass déi grouss Ofhängegkeet vun engem Secteur, sief et d'Stolindustrie am leschte Jorhonnert, aus deem mir all heibanne kommen an och déi meescht vun eise Kanner, oder sief et de Finanzsecteur mat der Kris, déi an deem Jorhonnert ugefaangen huet an déi elo amgaangen ass op aner Secteuren iwwerzegräifen, net gutt ass.

Et gouf schonn e puermol an der Vergaangenheet versicht, fir verschidde Secteure vun der Economie ze stäerken an opzebauen, fir hinne méi e grousst Gewicht um PIB ze ginn a complémentaire zum Secteur bancaire an zu der Fongenindustrie, déi drunhänkt, nei Standbeenen vun eiser nationaler Economie ze dévéléppéieren. Beispill Medien, Kommunikatioun, Elektronik, Business an nei Technologien, awer och de Commerce, dee mam Ophiewe vum Moratoire fir Grandes surfaces wuel en neien Driff kritt huet, mä gläichzäiteg vill, nei a schwierig Erausforderunge meeschtere muss, déi en ouni punktuell Hëllef, eng Vereinfachung vun de Prozeduren an e richteg legislative Kader net packe kann.

Ähnlech Iwwerleeunge gëllen insgesamt fir eis kleng a mëttelstänneg Betriber, déi schonn an der Vergaangenheet d'wirtschaftleche Réckgrat vun eisem Land ausgemaach hunn. Ech denken awer och u méi rezent Pistén, déi d'Regierung ausgewisen huet, wéi d'Logistik oder d'Secteure vun den Ëmwelttechnologien, oder vun den erneierbaren Energien a vun der Materialwirtschaft.

Ze begrëissen ass, dass sech an der Stolindustrie d'Gewerkschaften an ArcelorMittal eens gi sinn, fir e gemeinsame Beschäftigungs- an Investitiounsprogramm op d'Been ze stellen, deem nächst op enger Stoltripartite definitiv wäert ofgeseent ginn.

Et ass awer fir eis trotzdeem ganz schwéier novollzëibar, dass eng Entreprise, déi och dat lafend Joer mat engem Milliardebenefiss wäert ofschléissen, direkt d'Brems esou zitt, dass 400 Aarbechtsplazen - wann och fräiwëlleg - ofgebaut ginn, wat en zousätzleche Facteur vun Insécuritéit an der aktueller Kris mat sech bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi bedeitendst Perspektiv fir d'Zukunft schéngt mir awer dee Secteur ze sinn, deem eis Dier an eng nei Richtung fir eist Land opmaache kann an den Iwwergang an d'Wëssensgesellschaft preparéiere kann. Rieds geet vun eiser nach jonker Universitéit, déi mir mat enormem Potenzial amgaange si fir eist Land opzebauen.

Gläichzäiteg hu mer d'Chance, fir ronderëm d'Recherche, d'Innovatioun an dem Plan d'action «Technologies de la Santé», deem d'Regierung am Partenariat mat renommierte Fuerscher a Medeziner ausgeschafft huet, en neie Pilier économique opzebauen.

Dës couragéiert Démarche, déi sech areit an d'Engagement, déi mer am Kader vun der Lissabon-Strategie fir d'Modernisierung vun eisem Land geholl hunn,

erlaabt eis, de Secteur vum Gesondheetswiesen a vun der medezinescher Fuerschung mëttelfristeg gewënnbréngend fir d'ganz Land a complémentaire zum Finanzsecteur opzebauen.

Net émsoss huet de Budgetsrapporteur, dee mat vill Serenitéit, Know-how a Wäitsicht eis aktuell Wirtschaftssituatioun analyséiert huet, den Zukunftsprojet Esch/Belval mat der Universitéit an der Recherche op deem Standuert als eng vun den zentralen Erausforderungen ervirgestrach.

Jo, Belval ass e Projet phare fir nohalteg Entwécklung am Süde vum Land, mä et ass eigentlech nach vill méi. Et ass e Musterbeispill vun enger couragéierter Dezentralisierungspolitik vun der Regierung, fir an zentrale Beräicher wéi dem Bildungswiesen an der Wirtschaftsentwécklung e Gläichgewicht vun de Regionen unzestriewen, dat mer eigentlech bis elo nach ni haten. Hei si mer matzen dran an enger konkreter a gelieferter Landesplanung, ouni déi eng offensiv Aarbechtsmaart- a Sozialpolitik, eng diversifizéiert Wirtschaftspolitik an d'Bestriewen no méi Mobilitéit a Liewensqualität einfach net méiglech sinn.

Net nëmmen an der Südregion,...

» M. le Président.- Här Wolter, wëllt Der eng Fro stellen?

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- ...och an der Nordregion entstinn duerch d'Neinotzung vun ehemolegen Industrieterreinen wichteg Entwécklungsperspektive fir d'Zukunft, déi net nëmmen aus landesplanerischer Siicht, mä och fir e besseren Équilibrium am Land onerlässelech sinn.

Ech wëll an deem Zesammenhang ausdrécklech en Appel un d'Regierung maachen, bei hirem Bestriewen e regionalen Équilibrium unzeviséieren, deem am Intérêt vun eis all ass, d'Bedeutung vun de Gemengen net ze ënnerschätzen.

Ech deelen net déi oft ënnerschwellig Kritiken un d'Adress vun kommunal engagéierte Politiker, déi och an der Chamber den Intérêt vun de Gemengen abréngen.

» Une voix.- Wie seet esou eppes?

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Dir wësst, dass ech zu deene gehéieren, déi queesch duerch d'Parteien et fir nützlich an noutwendeg emfannen, dass de Standpunkt vun de Gemengen och an eiser Chamber zur Sprooch kéint an net dierf verluer goen.

Grad an der aktueller Kris gesinn ech dese Rôle als besonnesch wichteg un. Éischtens, well d'Gemengen no bei hire Bierger sinn; eng elementar Wourecht. A wann d'Mëtelen net ausräichend sinn, fir hire Bierger nieft den elementaren Déngschtleeschungen zousätzlech Facilitéiten unzebidden, déi nieft prioritär sozialen Aspekter och nach de Facteur Satisfactioun steigern, da brauch ech lech jo net ze soen, dass dat och eng Répercussioun op d'Vertrauensverhältnis kritt, dat e Bierger vun deem Land zu senger Gemeng an zu sengem Stat opbaut. An dofir ass eng Gemeng zweetens och e wirtschaftlechen Acteur, an zwar e wesentlechen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass wierklech schued, dass heibannen...

(Interruption)

Ech si frou fir dat ze héieren, Här Goerens!

Ech fannen et wierklech schued, dass heibanne méi oft dovou geschwat gëtt, scho bal mat enger Note vu Bedauern, dass d'Gewerbesteier an d'Dotatioun an d'Luucht ginn.

Et wier jo bal de Combel, wann dat an de vergaangene Joren, bei der bekannter Recettésituatioun vum Stat a bei de permanent neien Aufgaben, déi d'Gemengen iwwerhuelen, net de Fall gewiescht wier.

Wéi iwwert d'Tatsaach, dass d'Gemengen e Partner kënnen sinn an haut scho sinn. Schliesslech hu si déiselwech Intérète wéi de Stat, fir nei Betriber ze sichen a bestoender ze sécheren a fir mat lokalen a regionale Wirtschaftsacturen, kleng a mëttelstänneg Entreprises, Handwierksleit, dem Commerce an esou weider zesammenzeschaffen.

Dréttens sinn d'Gemenge jo net grad Quantité négligeable bei der Gesamtstellung vum Budget, émsou méi déi europäesch Budgetprozedur Transparenz verlaangt, souwuel fir déi finanziell Situatioun vum Zentralstat wéi och déi vun der Sécurité sociale a vun de Gemengen.

An deem Zesammenhang ass et och alt erëm bedauerlech, dass widerhi léiwergesouert gëtt, dass d'Gemengen nach ëmmer keng analytesch Kontabilitéit hunn -

wéi wann de Stat eng hätt! -, a keen zouverlässegt Zuelematerial areecheen, wéi wann d'Gemengerecetté vum Stat, déi de Gros vun hiren Einnahmen ausmaachen, dierfte vun hinne selwer geschätzt ginn, fir e Pluriannuel opzestellen, deem de Stat iwwergengs och just fir d'Dépensésituatioun opstellt.

Also ass dat alles net esou einseitig, wéi dat heiansdo sech unhéiert, an ouni d'Gemenge geet et eben trotzdeem net.

Professionell strukturéiert an équipéiert si mer alleguerten nach net genuch, weder de Stat nach d'Gemengen, an dofir wier et a mengen Aen hëllefbräich, wann een net déi zwee géif als getrennte Welte géigeniwwerstellen an nach weider opbauen, mä léiwergewënnbréngend fir d'Land méi zesumme géif bréngen.

Här President, wa mer wëllen, dass sech eis zwou Promotiounsagencé fir d'Land „Luxembourg for business“ an „Luxembourg for finance“ op eng staark regional équilibréiert an diversifizéiert Wirtschafts- a Finanzpolitik baséiere kënnen, da geet dat nëmme mat Hëllef vun engem ambitiösem Investitiouns- an Innovatiounsprogramm, deem och strukturell Verbesserung fir d'Land mat sech bréngen muss. An dat geet nëmmen, wann all Acteuren, Stat a Gemengen, zesumme mat der Politik a mat de Sozialpartner, zesummeschaffen.

Kolleegen, ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Thiel. Den Här Thiel huet d'Wuert.

» M. Lucien Thiel (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Kolleeg a brillante Budgetsrapporteur Nobert Hauptert seng Mamm, déi hat Recht:...

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. Lucien Thiel (CSV).- ...Et ass näischt esou schlëmm, dat een em och net nach eppes Guddes ofgewanne kann!

An zwee oder dräi Joer wäerte mer jo gesinn, wat sech aus deser Kris, där gréisster Wirtschaftskris säit den 30er Joren, wéi Einzelner gemengt hunn, gedoen huet. Da gesi mer, wat mer alles hu missen iwwer eis ergoe loossen a wat mer um Enn dach nach vläicht Positives aus där Kris gemaach hunn; well ech mengen, dorop kéint et virun allem un: Net wat d'Kris mat eis mécht, mä dat, wat mir mat där Kris maachen.

Dobäi wäert et och drop ukommen, dat mir ebe selwer déi Kris an d'Hand huelen a probéieren doraus dat Besch zu maachen. Well och wann eisen Afloss op de Verlaf vun där Kris net wäert ganz grouss ginn - wat kee Wonner ass bei eiser Dimension; mir sinn där ganz Grousser keng -, esou kéint si eis dach op d'mannst d'Geleeënheet bidden, déi eng oder aner Schwächt ze behiewen, fir dat mir nach méi zolidd dostinn, wann et erëm emol Biergop geet.

Jiddefalls huet déi Kris elo schonn eppes Remarquabeles bewierkt, an dat hei bei eis an deem héijen Haus: Oder ass et lech vläicht nach net opgefalt, datt eis Budgetsdebatten e ganz anere Pli kritt hunn? Datt mir net wéi gewinnt deeglaang iwwert d'Dépenses am Budget diskutéieren, mä dat mir eis op d'Recettésäit konzentréieren? Esou wéi wa mir op eemol entdeckt hätten, datt et beim Budget net nëmmen em Verdeege geet, an datt mir zu där déiwere Erkenntnis komm wieren, datt ee fir d'éischt déi Sue muss verdéngen, déi een duerno esou gär ausgëtt.

Bis elo hu mir eis jo - op d'mannst an deem leschte Véirelsjorhonnert - kaum Gedanke brächten doriwwer ze maachen, wou d'Suen hierkommen. Mir haten eis dru gewinnt, datt um Enn vum Joer ëmmer méi Steieren erakomm ware wéi erwaart; dat war fir eis eng Selbstverständlechkeet ginn. An amplatz datt mir eis iwwert dee Seege gefreet hätten, hu mir héchstens dem Budgetminister virgeworf, hien hätt alt erëm eng Kéier d'Recetten ënnerschätzt. Dee Virwurf brauch e sech wuel des Kéier net gefalen ze loossen.

Datt et 2009 manner gutt wéi all déi Jore viru d'goe wäert, an datt mir nawell riskéieren, um Enn - amplatz, wéi am Budget geplangt, e klengen Iwwerschoss - e Lach ze hunn, ass natierlech d'Schold vun der Finanzkris an hiren Auswierkungen op d'ganz Wirtschaft. Iwwert d'Ursaach vun där Kris ass genuch gesot a geschriwwen ginn, fir datt een hei net méi brauch weider drop anzugeen.

Wuel maachen elo Einzelner vun eisen Noperen - perfiderweis, géif ech am léifste

soen - esou, wéi wann ausgerechent dat klengt Lëtzebuerg an nach e puer aner Finanzplaz schold un deem ganze Misär wäeren, an dat nuren, well si bis elo dem Drock vun de groussen op hir Souveränitéit net noginn hunn.

Mä et ass a bleift nun eemol eng Tatsaach, datt d'Finanzkris duerch eng Rëtsch vun Ëmstänn zustane kouw, déi net dat Geréngst mat de sougenannte Steierparadäiser ze dinn hunn, mä mat gewëssene Comportementen vun der Finanzwelt, déi sech an der Boomeuphorie vun deene leschte Joren zu regelrechten Excessen a Mësstänn ausgewuess haten. Fir d'éischt an Amerika, an dunn och bei eis an am Rescht vun der Welt.

Déi Doudsënne vum sougenannten Turbo-kapitalismus, zu deenen ënner anerem kënstlech Finanzprodukter, verréckte Bilanzierungsregeln, iwwerflächlech Bewäertungsmethoden an natierlech och d'Gieregkeet op séier a liicht verdéngte Sue gehéieren. An dat net nëmme bei den „golden boys“ vun der Finanz, mä och bei hire Clienten. Dat alles huet schliesslech d'Blos platze gelooss.

Wat eigentlech och net anescht ze erwaarde war, wann um Enn véiermol méi Suen am Ëmlaf sinn, wéi et der, gemiess un de reale Wirtschaftswärter, eigentlech dierfte ginn, oder wann d'Valeur vun den Derivaten, dat heescht deene kënstleche Finanzprodukter, mat deenen iwwerall jongléiert gouf, zéngmol méi grouss ass wéi de wierkleche Räichtum, deem an engem Joer op der ganzer Welt geschäfe gëtt.

An anere Wieder: Wann d'Geld net méi nëmmen e Mëttel fir ze bezuelen ass, mä eng Eegendynamik entwéckelt huet, déi een ëmmer méi wäit ewech vun der realer Economie réckelt, da kënt onweigerlech iergendwann deen Ament, wou dat Ganz wéi e Kaartenhaus zesummentréllt.

Wann een awer bis eng Kéier weess, wéi et zu deem ganze Misär komme konnt, dann ass et och net méi allze schwéier, fir sech kloer doriwwer ze ginn, wat ënnerholl muss ginn, fir datt an der Zukunft esou Katastrophen évitéiert kënnen ginn.

Och wa mir kleng Lëtzebuurger wuel nëmmen um Bord an dee groussen Ëmdenkprozess vun der politescher Weltprominenz agebonne wäerte ginn, kéint et dach grad fir eis drop un, wat do derbäi erauskéint. Schliesslech schaffen iwwer 10% bei eis am Land am Finanzsecteur, dréit dee gutt e Véirel zu eiser Wäertschöpfung bái a bréngt dee bal d'Halschent vun de Steierrecetten dem Stat an. Bref, et kann eis net egal sinn, wat an deem Wirtschaftssecteur geschitt, un deem am Ament eise Wuelstand an och eise Sozialstat hänken.

Et wier ënnert deenen Ëmstänn wuel kaum verwonnerlech, wa mir elo gehéireg geréselt géife ginn, jiddefalls méi geréselt, wéi aner Länner.

Dat ass och bestëmmt net ganz ausgeschloss, vu datt engersäits eis Banke bal nëmme vun auslännesche Mammen ofhänken, an anerersäits de politeschen Drock vun dobaussen op einzelner vun eise Standuertvirdeeler mat der Kris nëmmen nach zougeholl huet.

Mä et muss net esou wäit kommen! Wuel wäerte mer net ongeschuer dervukommen. Schonn elo huet ee vun den Hauptpeiler vun eiser Finanzplaz, nämlech d'Fongenindustrie, eng Kräfte gewéitscht kritt, well hire Volume ass em e Véirel agesackt. Mä op där anerer Säit kéint den Ëmstand, datt déi aner Pliere vun der Plaz nach zimlech zolidd sinn, eis hëllefen, aus dem Kriselach erauszekommen, ouni datt gläich d'Existenz vun der ganzer Bankeplaz a Fro gestallt gëtt.

Vum selwe wäert dat allerdéngs net goen. Mir mussen eis schonn an d'Sträng leeën, fir d'Kar aus dem Dreck ze kréien. An dat heescht soss näischt, wéi datt mer eis virun allem op déi Opportunitéite konzentréieren mussen, déi sech eiser Plaz am Gefolleg vun der Kris bidden.

Dir hutt richteg héieren: Et geet mer hei net ëm d'Ursaachefuerschung an och net ëm Kriserezepter. Duerfir hu mer jo eng extra Spezialkommissioun agesat, déi dat soll maachen. Et geet ëm dat, wat no der Kris kéint. Well et muss ee jo wuel dovun aus-

goe kënnen, datt et och no dëser Kris nach e Liewe wäert ginn.

Et geet an anere Wieder em d'Zukunft vun eiser Finanzplaz an doriwuer eraus em d'Zukunft vun eiser ganzer Ekonomie. Fir déi Zukunft mussen mer och schonn elo am Budget d'Jaloné setzen.

Et steet elo scho fest, datt dës Kris zu enger ganzer Rëtsch vu Changementer an der Organisatioun an um Encadrement vun den internationale Finanzmäert féiere wäert. D'Doudsënne vum Casinokapitalismus, wéi en och genannt gëtt, mussen eliminéiert ginn. An dat kann nure mat neien a méi strenge Regele geschéien, déi an Zukunft Excèsen, wéi mer se elo erlieft hunn an déi eis bis un de Bord vum Ruin gedriwwen hunn, verhénnere sollen.

Dat ass elo d'Aufgab vun der Politik, vun där Politik, déi jo eigentlech dank dëser Kris eng Renaissance erlieft. Laang Joren hunn d'Politiker neidesch a frustréiert dem Dreiwéi vun deene Supermanager nokucken an hinne souguer Schärfeisercher maache missen, well si et waren, déi fir d'Spéin gesuert hunn.

Elo ass et esou, datt munchen „golden boy“ zum Heeschesak ginn ass, deen op d'Finanzspréize vun der Politik ugewise ass an deen duerfir op eemol zu allem bereet ass, och dozou, dat ze maachen, wat d'Politik him virschreiwé wäert.

D'Regele vun de Finanzmäert wäerten e gudder Krack méi streng ginn, wat mat sech bréngen wäert, datt d'Finanzinstrumenter, d'Finanzprodukter an d'Finanzdénkschleeschtungen ugepasst mussen ginn. Do läit eng grouss Chance grad fir eist Land, fir eis Finanzindustrie dran. Well engersäits hu mer entre-temps genuch Know-how, fir eis an deen Upassungsprozess dranzehänken, op d'mannst bei deenen Instrumenter, un deene mer selwer matgedréint hunn an der Vergaangenheet. An op där anerer Säit hu mer nach ëmmer d'Trompkaart vun der legislativer Vitesse an der Manchette. Déi Trompkaart, déi eis et erlaabt, méi fex wéi déi aner ze léigiféieren an domat an der Innovatioun d'Nues vir ze behalen. Dat ass en eemolege Plus, mat deem mer d'Konkurrenz klappe kënnen.

Nëmmen ee Beispill dofir, wéi dat goe kéint. Et gouf an der Kris nawell vill vu Vertrauensverloscht geschwat, vu futtisser Confianz tëschent de Banken, mä och vun där Confianz, déi beim eenzelne Client vis-à-vis vu sengem Banquier fleete goung. Eng vun de Méiglechkeeten, fir dat Vertrauen erëm hierzestellen an de Client op en Neits u sech ze bannen, ass déi, hie vun der Qualität vun der Opsicht ze iwwerzeegen, déi him eng gewësse Garantie bitt, datt seng Suen dann an de richtegen an a gudden Hänn sinn.

Do si mer haut schonn net schlecht gestallt, well a puncto Finanzkontroll sti mer besser do wéi munch en aneren, entgéint deem, wat heiansdo behaupt gëtt. Wann et eis elo geléngt, aus där Iwwerwaachung e Qualitätslabel ze maachen an eis international Clientèle dovun ze iwwerzeegen, datt si néierens besser opgehuewen ass wéi bei enger Lëtzebuurger Bank oder engem Lëtzebuurger Fong, dann hätte mer de Match scho gewonnen. Dat wéi gesot just als Beispill.

Ee vun de Grënn, firwat eis Finanzplaz vläicht manner krisenuefällg wéi anerer, natierlech vun därselewechter Grëssenuerdnung, ass, läit wahrscheinlech doran, datt si sech mat Zäit richteg opgestallt an diversifizéiert huet. Mä déi Diversifizéierung ass nach net ofgeschloss, well esou zukunfts-trächtg Créneauë wéi zum Beispill d'Pensionsfongen, fir déi mer scho längst den néidege Know-how an den néidege legislative Kader geschafen hunn, sinn nach an de Kannerschong a waarden nëmmen drop, datt déi entsprechend Mäert opginn.

Eis Finanzplaz huet also duerchhaus nach eng Zukunft viru sech, och wa si muer net méi onbedéngt hir Sue mat deene Produkter a Servicer vu gëschter wäert verdéngen.

Mä wat fir eis Finanzplaz géllt, géllt och fir d'Ekonomie, fir eis Ekonomie insgesamt. Esou wéi mer eis Banken an all deene Jore mat Succès iwwert d'Ronne bruecht hunn, andeems mer ëmmer fir dee richtegen Encadrement a fir eng ausbalancéiert Diver-

sifikatioun gesuert hunn, mussen mer och mam Rescht vun eiser Ekonomie verfuere. An dat eleng schonn dofir, well mer et iwwer kuerz oder laang fäerdeg bréngen mussen, e Géigegewicht zur Finanzplaz ze schafen, fir datt mer erëm aus där eesäiteger a geféierlecher Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftssektor erauskommen. Wou dat hätt kënnen hiféieren, hate mer jo op en Hoer an de 70er Joren erlieft.

Mir wëssen entre-temps, datt et net vill Zweck huet, fir vun engem Géigegewicht um industrielle Plang ze dreeën. Mir sinn nun eemol an der postindustrieller Ära ukomm, a keen anere wéi eise Wirtschaftsminister wäert lech confirméieren, datt et quasi onméiglech ginn ass, nach nei Industrien nom traditionelle Muster an d'Land ze huelen. Net fir d'lescht, well do eis Léin, eise Lounniveau an eis Uspréich a puncto propper Ëmwelt a Liewensqualität einfach am Wee stinn.

Mä dat wëllt net heeschen, datt mer muer nëmme méi där mat de wäisse Collien hei erëmlafen hätten. Et gëtt och innovativ an ëmweltverdréiglech Industrien, déi souwuel vun hirer Dimensioun wéi vun hirem technologeschen Niveau hier duerchhaus an eise Kader passen an déi dozou bäidroe kënnen, eisen industriellen Tissu méi zolidd ze maachen.

Mir hu schonn haut där Beispiller kéipweis bei eis am Land. Déi Betriber sinn zwar meeschtens als Zouliwwerer fir aner méi grouss Industrien tätég a sinn deenen dann och ausgeliwwert a mussen sech hire Groussclienten, wéi am Moment d'Beispill vun der Autoindustrie weist, upassen. Mä grad well si net iwwergrouss sinn, si si flexibel an upassungsfäeg, wat hinnen dann och alt emol - noufalls natierlech mat der Ënnerstützung vum Stat, wann dat sech sollt als néideg erweisen - iwwert d'Kriselächer ewechhëllef kann.

An da gëtt et nach all déi aner Aktivitéitsberäicher am Exportfeld, déi nach laang net um Enn vun hirer Entwécklung sinn. Aktivitéiten, déi sech am Donstkreese vun esou ekonomesche Lokomotive wéi der Cargo-lux, der ArcelorMittal, der SES oder och nach RTL opdi kënnen an déi duerchhaus amstand sinn, eng zolidd Kontributioun zu eisem Bruttosozialprodukt an domat och zu eisem Wuelfstand liwweren ze kënnen. An dat och am Liewen no dëser Kris.

Dat Ongläichgewicht tëschent dem Wuessstum beim Emploi an deem bei der Wäertschöpfung, dat mer an de leschte Jore festgestallt hunn, huet eise Budgetsrapporteur Norbert Hauptert zu där richteger Konklusioun geleet, nämlech där, datt mer méi op de qualitativen Aspekt beim Wirtschaftswuessstum setze mussen. Duerfir mussen mer et fäerdeg bréngen, och carrément nei Pied ze trëppelen, sief et am Beräich vum E-Commerce, wou mer schonn e bësse méi laang kënneg sinn, oder an der Biomedezin, déi mer amgang si mat amerikanesche Partner opzebauen.

Grad an deem Kontext - an do ginn ech eens mat menger Kollegein vun Esch - sollte mer net vergiessen, datt mer ëmmerhin den Umschluss an d'Wëssensgesellschaft fonnt hunn, well mer de Courage haten, eis dat formidabelt Instrument ze ginn, dat eis hëllef wäert, weiderhin un der Spëtz am Peloton matzefueren. Ech mengen eis Uni. Si ass bewosst esou konzipéiert ginn, datt si mat hirer cibléierter Formatioun op héchstem Niveau a mat hiren héichkarätege Chercheuren eis net nëmmen um akademesche Plang, mä och an ekonomescher Hisiicht virubréngen wäert.

Duerfir ass och keen Euro ze vill an deem Budget fir d'Uni virgesinn. Dat ass gutt a richteg investéiert Geld. Mat eiser Uni hu mir d'Weihe fir d'Zukunft gestallt, fir muer, wann déi grouss Finanzkris, Här President, nëmme méi eng béis Erinnerung fir eis wäert sinn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Den nächste Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Budgetsprojéit 2009 ass ouni Zweifel dee Budget mat deene stäerkste politeschen Akzenter vun dëser Legislaturperiod. An a ronderëm dës Budgetsprojéit huet dës Regierung, dës Koalitioun am steierlechen an am soziale Beräich déi richteg Reformen an Ugrëff geholl.

D'Seeche vum Sozialofbau, wat och bei dëser Debatt vum Här Gibéryen nach eng Kéier virgedroe ginn ass, ass definitiv iwwerholl. D'Mindestlounerhéijung den 1. Januar: Dat gëtt de Leit méi Kafkraaft. De

Rentenajustement den 1. Januar: Dat gëtt de Leit méi Kafkraaft. D'Indextranche den 1. März: Doduerch stärke mer d'Kafkraaft vun de Leit. D'Deierechtzoulag, déi verduebelt gëtt: Dat bréngt de Leit méi Kafkraaft. De Chèque-service an der Kannerbetrieng ab dem 1. März: Dat bréngt de Leit méi Kafkraaft.

(**Interruption**)

D'Ëmverdeelung vun den Arbeitnehmer- a Rentefräibeträg an en Nettosteierkredit: Dat bréngt de Leit méi Kafkraaft.

Mat enger impressionnanter Salve vu Sozialmoosname geet dës Koalitioun géint den Aarmutsrisiko vir, stäipt d'Kafkraaft a festegt déi sozial Kohesioun an dëser Gesellschaft.

(**Interruptions diverses**)

Mat der Upassung vun der Steiertabell ëm 9% kënn et zu Erlichterungen an och zu méi Kafkraaft, grad och fir de breede Mëtzelstand.

» **Une voix.** - Vill ze spéit, Här Bodry!

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech kommen nach dorop ze schwätzen!

» **M. le Président.** - Den Här Bodry huet d'Wuert.

» **Une autre voix.** - Jäizt net esou!

(**Interruptions**)

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech weess, Dir héiert dat net gären,...

(**Interruption**)

...an d'ADR anscheinend och net. Mat engem Schlag ginn déi Kritiken, déi an de leschte Jore vun der Opposition zur Regierungspolitik geussert gi sinn, mat grousser Iwwerzeugung gekontert.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass déi Politik, déi ee sech vun dëser Koalitioun erwaart, déi d'LSAP sech och vun dëser Koalitioun erwaart.

Déi Investissementer belafe sech op 1,77 Milliarden Euro. Dat si sage und schreibe 4,5% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. All prioritär Beräicher, ob dat d'Fuerschung ass, ob dat d'Schoul ass, d'Famill, d'Mobilitéit, d'Gesondheet, ginn an deemem Investitionsprogramm berücksichtegt.

Dës Politik läit och an der direkter Linn vun der Regierungserklärung zur Lag vum Land vum 22. Mee vun deemem Joer, déi ech deemools - zur Freed iwwregens vum Premierminister - als sozialdemokratesch Ried bezeechent hunn. Dës Budget huet och déi staark Akzenter.

E Budget mat staarke politeschen Akzenter; mä de Budget 2009 huet och eng aner Facette. Et ass sonnerzweifel och dee Budget an dëser Period, deen am meeschte vun Onsécherheet gekennzeechent ass.

Vill huet sech gedoen an deene leschten zwee Méint. D'ökonomescht a soziaalt Ëmfeld huet sech verännert, an déi Evolutioun ass héchstwahrscheinlech nach laang net ofgeschloss.

De Budgetminister Luc Frieden huet bei der Presentatioun den 1. Oktober an deemem Haus vum Budgetsprojéit mat engem gewësse Stolz deklaréiert, dass de classesche Budget fir d'éischte Kéier an dëser Legislaturperiod am Équiliber wäert ofschléisse mat 13 Milliounen Euro. Mir wëssen, dass de Minister héchstwahrscheinlech net wäert Recht behale mat där doter Ausso.

De Premierminister huet hei am Ufank vun dësen Debatten d'lescht Woch betount, dass et sécherlech net e positiven Ofschloss 2009 wäert gi vum Statsbudget, mä dass dee mat engem Defizit wäert ofschléissen. D'Zil ass also net onbedéngt erreicht, dass d'Administration publique am Joer 2009 am Équiliber wäert sinn. Vun engem Iwwerschoss vun 1,1% vum PIB ass den 1. Oktober Rieds gaangen. Stolz 429 Milliounen Euro sollten et sinn. Bei deenen dote Chiffere wäerte mer sécherlech net landen, wa mer den Ofschloss maache vun deem Joer 2009.

Zënter dem leschte Mëtwoch ass et och ganz kloer aus Regierungsmund bestätegt ginn: D'Realitéit 2009 wäert op eenzelne Punkten eng aner sinn, wéi déi, déi sech nach am Budgetsprojéit 2009 erëmispigelt. D'öffentlech Finanze wäerte mat gewësser Wahrscheinlechkeet am Minus sinn. Dat ka keen hei zefridde stëmmen.

Et ass an där spezieller Situatioun vun 2009 awer och keen Drama, dass dat esou ass. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer en Defizit kënnen a mussen a Kaf huelen, wa

mer wéilten eng Géigesteuerung maache par rapport zu deene staarken negativen Tendenzen, déi am wirtschaftlechen, am finanziellen, am soziale Beräich op eis duerkommen.

Et ass wichteg an et ass d'Flicht vu jiddwerengem, dass mer eis selwer näischt virmaachen, dass mer och dobaussen de Leit näischt virmaachen, dass jiddwieren am Kloeren ass iwwert d'Tragweid vun der Kris, an där mer drastiechen, wou momentan nach kee preziiest Enn ofzegesinn ass.

Ech sinn och frou feststellen, dass mat der Entwécklung vun der Situatioun um Terrain, mat neie Projektiounen, déi och gemaach si ginn, och den Discours vun der Regierung sech am Laf vun deene leschte Méint adaptéiert huet. Den 1. Oktober war nach Rieds vun engem onsécheren Ëmfeld, an deem dës Budget géif presentéiert ginn. Vu schwierigen Zäite war och Rieds.

Viru e puer Wochen ass fir d'éischt dat Wuert Kris offiziell vu Regierungssäit gebraucht ginn. An zënter e puer Deeg scheid sech och d'Regierung net, fir an deemem Zusammenhang vu Rezessioun ze schwätzen. Dat soll och keen Tabuwuert sinn.

Et ass evident: Mir schliddere gradesou wéi eis Noperen an eng ganz déif Finanz- a Wirtschaftskris eran; déi déift, déi mer zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kann hunn. Elo heescht et verantwortlech reagieren a probéieren den Impakt vun där Kris mathëllef ofzefiedereren. Méi kënnen mer net maachen.

Och wa mer gären alleguerte vum Primat vun der Politik geschwat hunn - de Premier huet dat och ganz ausféierlech gemaach bei der Presentatioun vum Budget -, wësse mer, dass d'Politik eleng och hei net alles ka bewegen. Mä si kann awer munches an déi richteg Richtung orientéieren. Dat géllt net nëmme fir d'Offiederung vun den direkten Effete vun enger Kris, mä dat géllt selbstverständlech och fir den Neistart, dee mer brauchen, positiv ze begleeden an och virzubereeden.

» **M. le Président.** - Här Bodry, loosst Der zou, datt den Här Bettel lech eng Fro stellt?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn elo déi ganz Développementer vum Här Bodry matkritt. Ech wollt just froen, wat fir e Rapport dat hätt mat där Ausso, dass den Här Frieden jo en Zauberer wär?

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mä ech kommen nach drop zrëck, wann Dir mech géift ausschwätze loosse.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah, okay.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir sidd e jonke Mënsch an ëmmer presséiert, Här Bettel.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, Är Introduktioun geet jo net an déi Richtung, wéi Der an der Zeitung sot. Et ass ëmmer witzeg, wann d'Leit esou e bëssen...

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech sinn emol nach net an der Halschent vu menger Ried.

» **M. le Président.** - Här Bodry,...

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir sidd gespaant. Et freet mech och, dass Der gespaant sidd iwwer meng Ried.

» **M. le Président.** - ...Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Loosst mech wann ech gelift meng Développementer hei zu Enn féieren.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Et ass Hokuspokus.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Loosse mer mat der néideger Rou un déi Debatt do erugeen a loosse mer net hei a Virwahlhektik verfallen.

(**Hilarité**)

Och dat nervöst Laachen dréit net derzou bäi, fir en aneren Androck ze ginn.

Nodeem mer also déi lescht Jore vun alle Kräften hei eis Méi ginn hunn, kloerzemaachen, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng Insel sinn, wou alles géif ronderëm eis an eng Richtung lafen, an zu Lëtzebuerg géifen d'Aueren anescht ticken, dass mer hei zu Lëtzebuerg Reforme brauchen, dass mer eis souwuel de Globaliséierungsrisike wéi och de Globaliséierungschancen als Lëtzebuurger Land mussen stellen, sollte mer alles vermeiden, dass mer erëm hei an där Krisensituatioun, an där mer dra sinn, eng nei Inselmentaliteit opkomme loosse.

Ech fäerten, dass de Budgetminister net onbedéngt Recht behält mat senger Aschätzung vum Oktober, wou hie gemengt huet, dass Lëtzebuerg d'nächst Joer op jidde Fall nach wäert en däitlech méi héije Wuesstum ausweisen, wéi eis direkt Noperen. Ech fäerte ganz, dass dat Bild, wat traditionell eigentlech e bëssen d'Bild vun de Finanzen zu Lëtzebuerg ausgemaach huet, net onbedéngt sech muss répétéieren.

Ech mengen, dass de Premierminister do scho richtig läit, wann en drop hiweist, dass Lëtzebuerg wéinst där verhältnisméisseg iwwergrousser Importenz, déi de Finanzsecteur op eis Economie huet, sécherlech och riskéiert, iwwerproportional déif a besonnesch iwwerproportional laang ze leiden ze kréien ënner esou enger Kris an nach méi laang wäert un den Nowierkunge vun där doter Kris ze schaffen hunn.

Keen - selbstverständlich! - konnt dës Entwécklung prezis virausgesinn. Kee weess genau, wat 2009 geschitt, a scho guer net, wat 2010 geschitt. Mä eppes wësse mer: 2009 wäert kommen an 2010 wäert kommen; da mussen mer eis also do-rober astellen an net waarden, bis et dann esou wäit ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am Summer huet d'Regierung decidéiert, de Budgetsprojert, esou wéi en am Virfeld preparéiert ginn ass, bäizebehalen, obwuel sech eng wirtschaftlech Wend ofzezechenen amgang war. Dat ass an deem Moment richtig gewiescht, wéi mer awer weiderhi mussen eis bewosst ginn, dass eis Instrumenter fir Projektionen an d'Zukunft ze maachen, fir Previsioun ze maachen iwwert d'Entwécklung vun eenzelne Parametere zu Lëtzebuerg ongenügend sinn, a wéi mer eis och hei gemeinsam musse Gedanke maachen, wéi mer kënnen an ongewéinleche Situatiounen och e gestëmmte Budget ofänneren am Laf vun engem Joer.

Dat ass eng Fro, déi sech jiddwereen hei am Haus gestallt huet an déi mer eis weider musse stellen.

Ech hunn drop higewisen, dass mer eng Suerg als Parlamentarier mussen hunn, an ech denken, dass déi hei gedeelt gëtt - dat war ëmmer d'Positioun vum Parlament: Dat ass de Wourechtkeetsgehalt vun engem Budget.

(Interruptions)

E Budget muss esou opgestallt sinn, dass en der Wourecht méiglechst no kënn. Ech mengen, dat ass keng nei Iddi. Ech gehéieren zu deenen, déi schonn an den 80er Joren hei derbäi waren. Et sinn der net méi ganz vill hei am Haus. D'Zäiten, wou e François Colling, wou e Fernand Rau eigentlech zu den Haaptspriecher hei an dësen Debatte gehéiert hunn, an eng vun hire Suergen - an dat war d'Suerg ëmmer vun alle sukzessive Rapportere - war och de Wourechtkeetsgehalt vum Budget. Ech mengen, wann een esou eng Fuerderung stellt, da soll dat net belächelt ginn, da soll jiddwereen dat seriö huelen.

Dat muss selbstverständlich eng gemeinsam Suerg bleiwen. Och wa mer wëssen, dass et schwierig ass, genau Aschätzungen ze maachen. Mä et gëtt Aschätzungen vun enger Banque centrale, et gëtt Aschätzungen vun der Cour des Comptes. Déi ginn Elementer, a wat fir eng Richtung dass sech wäert déi Entwécklung do maachen, an d'Regierung wäert sech an der Exekutioun vum Budget natierlech och deene Realitéite misse stellen.

Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass mer an där doter Fro als Parlament mat agebonne bleiwen. Dat ass keng Selbstverständlechkeet, well all Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, d'Tendenz huet natierlech, sech an esou Froe wëllen eng relativ grouss Manövrerfäegkeet ze behalen, fir schnell kënnen ze reagieren, an net onbedéngt erpicht drop ass, fir all Schratt mam Parlament ofzeschwätze respektiv vum Parlament ofseenen ze loosse.

Ech sinn duerfir frou, dass no enger éischerter Haltung, déi méi oflehnend war, d'Regierung sech konnt derzou duerchrénge fir ze soen, wat déi Fro vun der Verscheldung ugeet, gëtt d'Parlament net nëmme informéiert, consultéiert, mä d'Parlament muss säin Accord ginn, fir déi Emprunten ze tätigen. Datselwech gëllt elo, mengen ech, fir d'Weiderausféierung vum Budget.

Do ass et immens wichteg, dass d'Parlament mat ageschalt bleift. Net nëmme informéiert gëtt iwwert dat, wat d'Regierung decidéiert huet, mä wierklech, dass mer do an e Prozess mat erakommen. An ech ka mer virstellen, dass iwwert déi nei geschafte Spezialkommissioun et wäert méiglech sinn,

fir deen dote Prozess ze begleeden, an dass d'Regierung, wéi de Premier dat och versprach huet, wäert zu hirem Wuert stoen, dass d'Chamber besonnesch am März wäert eng allgemeng Debatt iwwert déi dote Froen nach eng kéier ze féiere kréien, wann déi nei Positiounen, Prognosen, Stellungnahme vun der Europäescher Kommissioun ronderëm de Wuesstum an den eenzelne Länner vun der EU wäerte virleien.

Ech hunn an engem Artikel den Här Frieden als Zauberer bezeechent. Dat war eigentlech net als Frechheet geduecht.

(Interruptions)

Oder ass et eng Frechheet, den Här Frieden mat engem sympathesche Personnage wéi engem Harry Potter an Zesammenhang ze bréngen?

))) **Plusieurs voix** - Ooohhh! Aaahhh!

(Brouhaha)

))) **M. Alex Bodry (LSAP)** - Ech mengen net!

Mä ech mengen, wou mer eis alleguerten hei eens sinn, an all Fraktiounspriecher hu bis elo drop higewisen, dat ass, egal wéi den Numm vun deem nächste Budgetminister ass, deejéinegen, deen d'Haaptverantwortlechkeet - quitte dass et e kollektiivt Wierk ass - vun der Opstellung vum Budget 2010 an 2011 ze huelen huet, dee muss scho bal magesch Kräften hunn, fir dee Kraaftakt do op eng uerdentlech a propper Aart a Weis iwwert d'Bühn ze kréien.

(Brouhaha)

D'Opstellung vum Budget 2009 ass a mengen Aen e Kannerspill par rapport zu deem, wat wäert op déjéineg duerkommen, déi d'Responsabilitéit droen, wann et ëm d'Budgeten 2010 an 2011 geet, well et evident ass, dass sech an deene Budgete wäerten déi direkt Effete vun der Kris ganz anescht bemierkbar maachen, wéi dat am nächste Budget vum Joer 2009 ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat war och bei där leschter Kris, déi mer haten - dat war vill méi eng kleng an hirer Envergure vun de Joren 2000, 2001 -, net anescht. Do waren déi schwierig Budgeten déi Budgete vun de Joren drop, an et ass och keen Zoufall, dass grad 2004 dat Joer eigentlech hei zu Lëtzebuerg war, wat déi schlechteste wirtschaftlech Daten hat, wat déi schlechteste Finanzdaten och praktesch hat, wou eigentlech dee bis elo gréissten Defizit vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg enregistriert gi war. Dat waren d'Nowéie vun där Kris, déi eigentlech dräi Joer virdru louch. Deeselwechte Phenomeen riskéiere mer och dës kéier ze kréien.

Mat enger Ausnahm allerdéngs, dat ass deen Apel fir den Duuscht. Erënnert lech un déi Diskussioun, déi mer viru fënnf Joer haten: Een Apel fir den Duuscht, deen deemools de Premierminister virgefouert huet, fir ze soen, mir hunn en Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht, do kënnen mer elo drabäissen, da kënnen mer déi schwierig Period iwwerbrécken.

En Apel fir den Duuscht, dat waren déi okkult Steierreserven, déi do waren, mat eben net ofgerechneten Dekonten, mat den Hauptsteierzueler, mat de Banken, wou e Retard vun etleche Jore war beim Andreiwe vun eenzelne Steieren. Deen Apel fir den Duuscht, an dat mécht d'Saach esou schwierig och dës kéier, fir déi Situatioun déi nächst Joren ze händelen, ass net méi an deemselwechte Mooss do.

(Interruptions)

Deen ass ganz kleng ginn, well an deene leschte Joren net déi Reserve méi vu Steierschulde wäerten do sinn, déi ee kéint elo andreiwen. Virun allem awer: Wien huet déi Steierschuld? Bei wat fir enge Betriber sinn d'Dekonten net gemaach ginn?

Dat sinn haaptsächlech erëm eng kéier d'Banken, déi do matspillen. A mir sinn an enger Situatioun dran, wou de Stat muss äusserst virsichtig sinn, wann en an deem Moment géif mordicus probéieren, an engem Joer eng Rei vu Steierreckstänn op ee Schlag wëlle bei deene Banken anzezéien, dat selwer momentan a Liquiditéitsschwierigkeete stiechen. Et ass also eng ganz aner, vill méi heikel, vill méi komplex Situatioun, wéi mer se virun e puer Joer haten, an duerfir gëtt dat doten och vill méi schwéier, budgetär uerdentlech iwwert d'Bühn ze kréien, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war.

De Lëtzebuurger Konjunkturprogramm, dee mer an dee concertéierte Relanceprogramm vu ganz Europa erabréngen, besteet momentan ausschlieslech aus engem Statseffort, aus deenen Akzenter, déi am Statsbudget 2009 dra verankert sinn.

Ech hätt et perséinlech ubruecht fonnt, dass de ganzen öffentleche Secteur, de Stat, d'Établissements publics a sämtlech Gemengen hei an dee Bäitrag zu der Offiederung vum Schock vun der Wirtschaftskris mat agebonne gi wären. Mat deem nationalen Effort, mat deem nationale Kraaftakt vun der Relance hätt jiddweree kënnen an déiselwecht Richtung zéien.

D'Gemengen, ech wëll dat soen, am Joer 2008, haten extraordinär Budgeten am Total vun iwwer 500 Milliounen Euro. Dat ass en Impakt, deen net ze négligéieren ass. An do hätt ee sech kënnen virstellen, dass am Virfeld Kontakter opgeholl gi wären, an ähnlech wéi et versicht ginn ass mam Pacte logement, dass an enger echter Partnerschaft mat den eenzelne Gemenge probéiert gi wär - an et ass vläicht net ze spéit, fir et ze maachen -, fir Projeten ze determinéieren, festzeleeën, déi d'Gemenge géifen a Partnerschaft mam Stat an deenen nächste Joren duerchzéien, virzéien, fir eben och iwwert deen dote Wee en zousätzlechen Input ze ginn an déi noutwendeg Relance respektiv déi noutwendeg Offiederung vum Schock vun der Wirtschaftskris, déi mer alleguerte wëlle leeschten.

Mir hunn als Gemengen déi klassesch Budgetscirculaire kritt, déi alles anescht wéi antizyklus opgebaut ass, déi au contraire weider eng zyklus Orthodoxie bréngt, wou gesot gëtt: Passt op, maacht net ze vill Ausgaben, verschëllt lech net, an alles, wat Der hutt, setzt dat wa méiglech an d'Reserven eran.

Dat ass jo awer e liichte Contraire vun där Politik, déi op nationalem Plang vun der Regierung fir de Stat préconiséiert gëtt.

Duerfir mengen ech schonn, dass een elo muss déi Zäit notzen, fir effektiv déi Gespréicher do téschent dem Stat an de Gemengen ze féieren, fir also och kloerzestellen, dass dat e gemeinsamen Effort ass an dass en an déiselwecht Richtung geet.

Ech hu festgestallt, dass eenzel aner State vun der EU, wéi ënner anerem och Spuenien, och an hirem nationale Relancepakt eng Part vun de Gemenge mat erageholl hunn an de Gemengen zum Deel entgéintkommen, wa se gewësse Projeten elo maachen, och fir ze verhënnere, dass d'Gemenge sech iwwerschëlden an deem Moment, wou se wëllen d'Handwierk, de Commerce, déi Kleng- a Mëttelbetriber ënnerstëtzen duerch eenzel Moossnamen, déi se maachen.

Besonnesch den Déifbau schéngt jo an eng schwierig Situatioun kënnen eranzegeroden. Grad am Déifbau si jo awer eng Rei vu Projeten op Gemengesäit. Dat wär also de richtige Secteur, wou ee mat zousätzlechen Effort kéint usetzen. Nach muss een de Kontakt mat de Gemenge sichen, nach muss ee gemeinsam an déi dote Richtung wëlle goen.

D'Regierung huet ugekënnegt, dass eng nei Circulaire géif un d'Gemenge kommen. Ech wär awer frou, wann et net bei enger Circulaire bléif, mä wann och wierklech déi perséinlech Kontakter gesicht géife gi mat dem Gemengesecteur, fir dass mer do zerguttst en nationale Plang kënnen ausschaffen, wou sämtlech öffentlech Acteure mat involvéiert ginn a selbstverständlich och hire Bäitrag leeschten.

Vill Gemengen hu fir sech selwer decidéiert, an déi dote Richtung ze goen. Mä et wier nach besser, wann een dat Ganzt géif bündelen, fir esou och den Impakt nach no baussen ze vergréisseren.

Ech wär zum Schluss frou, wa mer an där ganzer Diskussioun alleguerten, egal wie mer sinn, bescheide géifen optrieden. Keen huet Patentrezepter hei an der Hand a kee ka genau virausgesinn, wat op eis duerkënn.

Ech géif mer virun allem och wënschen, dass mer alleguerten hei manner ëmmer géife vun „ech, ech, ech“ schwätzen; vun „ech maachen dat; ech weess, wéi et geet“ schwätzen, mä dass mer ganz vill vun „mir“ géife schwätzen, well onni den „mir“ komme mer hei net vum Fleck. Ouni dat Zesumme-stoen, dat Um-gemeinsame-Strack-Zéien an engem gewëssene Mooss komme mer net vum Fleck a kënnen mer u sech dëst Land net sécher aus der Kris féieren.

Dat ass dee Wonsch, deen ech hätt. Dat hei huet näischt mat Parteipolitik ze dinn, mä dat hei geet ëm d'Interesse vum Land.

Merci.

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Däerf ech dem Här Bodry eng Fro stellen?

))) **M. le Président** - Jo, wann den Här Bodry d'accord ass.

))) **M. Alex Bodry (LSAP)** - Selbstverständlich.

))) **M. le Président** - Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Bon, Merci. Här Bodry, Dir hutt hei vun éierlecher Budgetpolitik geschwat, an do hutt Der gesot an eeschthaf gemengt, dass elo d'Opbesserung vum Mindestloun an d'Opbesserung vun de Renten e Mérite vun dëser Regierung sinn. Ech mengen dat net. Ech mengen, éierlechkeetshalber muss ee soen...

))) **M. le Président** - Här Jaerling, entschëllegt, Dir kënn elo hei keng Ried halen. Ech hätt gär, dass Der déi Fro géift stellen.

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Ech hu se jo gestallt. Ech hunn d'Fro gestallt, ob den Här Bodry wierklech mengt, dass d'Opbesserung vum Mindestloun a vun de Renten de Mérite vun dëser Regierung ass oder...

))) **M. le Président** - Dann zur Fro...

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Da loosst mech, wann ech gelift, och meng Fro fäerdeg stellen.

))) **M. le Président** - Jo.

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - ...ob et net esou ass, dass et eng normal Upassung ass un d'Lounentwécklung an also kee Mérite vun dëser Regierung. Also, et soll ee sech dann och net mat Saache bretzen, déi...

))) **M. le Président** - Entschëllegt, elo ass Är Fro awer fäerdeg. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Da verbit mer eng Fro ze stellen an Zukunft! Et ass dach awer einfach.

))) **M. Alex Bodry (LSAP)** - Ech géif gär eng Géigefro stellen an de Kolleeg Deputéierte froen, ob e mer ka vill Länner hei an Europa nennen, déi an deem Moment esou Aktiounen maache wéi déi, déi hei festgeluecht gi sinn, déi op den 1. Januar vum nächste Joer esou massiv...

(Interruption)

...Erhéijunge vum Akommes vun de Leit decidéieren.

Et ass eng Décisioun vun der Chamber, wëll ech soen. Mir wäerten deemnächst e Gesetz doriwwer stëmmen. An ech menge schonn, dass dat e wichtige Mérite ass vun dëser Koalitioun, fir an dëser Situatioun op deem dote Punkt fest ze bleiwen.

))) **Une voix** - Très bien!

(Interruptions)

))) **M. le Président** - Sou, elo ass d'Froestonn eriwuer, a mir kommen...

))) **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Den Här Bodry soll och elo op meng Fro äntwerten.

))) **M. le Président** - Den Här Bodry huet geäntwert, Här Jaerling. Elo komme mer un de leschte Riedner vun der Debatt, an dat ass den honorabelen Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

))) **M. Lucien Clement (CSV)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech och dem Budgetsrapporteur, dem Här Norbert Hauptert, Merci soen a him félicitéiere fir säin exzellente schrëftleche wéi mëndleche Rapport. Ech hat jo och, wéi vill Virriedner viru mir hei op der Tribün, eng kéier d'Éier, Budgetsrapporteur ze sinn, a weess och, wéi vill Aarbecht derhannert stécht, mä ech géif awer soen, datt et dëst Joer bal duebel esou schwéier war wéi déi Jore virdrun. Duerfir him nach eng kéier ganz vill Merci!

Wéi de Budget fir d'Joer 2009 vum Ressortminister Luc Frieden den 1. Oktober hei an der Chamber presentéiert gouf, wosst nach keen esou richtig, wat géif op eis duerkommen. D'Finanzkris war grad zu Lëtze-

buerg ukomm, a verschidde Banken hu missen zu deem Zäitpunkt d'urgence vum Stat ënnert d'Äerm gegräff kréien, fir se virum Kollaps ze retten. All gudden Dag si mer mat neien negativen Norichte konfrontéiert ginn. D'Bourssé sinn an de Keller gertscht an esou weider an esou fort, mat all deem hannendrun, wat mer bis elo kennen an och wat mer bis elo nach net kennen.

Och wa mer net an enger Glaskugel eis Zukunft kënne virausgesinn, deemno och keen Hellseher sinn, esou hunn déi lescht Wochen eis awer gewisen, wou mer wäerten histeieren an a wéi eng Richtung den Zuch fiert: vun enger Finanzkris hin an eng weltwäit wirtschaftlech Rezessioun, déi vu Land zu Land ënnerschiddlech dierft ausfallen, a vun där Lëtzebuerg dann och héchstwahrscheinlech méi oder manner staark betraff wäert ginn.

Éischt Unzechen, dat eis Wirtschaft lues a lues awer an d'Stocke geréit, gesäit ee virum allem bei eise groussen exportorientéierten Entrepreneuren. ArcelorMittal, Goodyear an DuPont de Nemours si stellvertriedend fir e sëlliche Betriber hei zu Lëtzebuerg, emol méi klenger, emol méi grouss, déi direkt oder indirekt vun dëser wirtschaftlecher Kris betraff sinn. Entweder hunn dës Betriber Kuerzaarbecht ugefrot oder d'Produktioun fir eng gewëssen Zäit gestoppt respektiv si fänken un, Personal ze entloossen oder an de Congé partiel ze schécken. Dat alles awer sinn Unzeche vun enger wirtschaftlecher Depressioun.

Wat fir déi grouss international Betriber zielt, zielt och virum allem fir eis Lëtzebuerg Mëttelbetriber aus dem Handel an och aus dem Handwerk. Betriber also vu fënnf, zéng oder zwanzeg Leit.

Vun hinne gëtt net esou vill an der Press geschwat, wa se an d'Labrante geroden, mä gleeft mer, Här President, si sinn direkt betraff, wann d'Wirtschaft den Hick kritt, wann et net méi ronndréint a wa par la force des choses néi Opträg ausbleiwe wäerten.

Wann de Client kee Vertraue méi huet a veronsécher ass, méi zréckhalend gëtt, fir ze consommer, a sech, fir gréisser Investitiounen ze tätigen, och zréckhält, da kréien dat eis Kleng- a Mëttelbetriber souwuel aus dem Handwerk wéi och aus dem Commerce méi séier ze spiere wéi anerer.

Vertraue schafen ass deemno an dësen Zäiten enorm wichteg. Hei muss d'öffentlech Hand, dat heescht de Stat sougutt wéi och d'Gemengen, mam gudden Beispill virgoen a souzesoen eng Virreiderroll spillen.

D'lescht Woch huet de Budgetminister, den Här Luc Frieden, am Kader vun der Budgetdiskussioun annoncéiert, dat Mëtt Januar eng Tripartite soll ageruff ginn.

Doropshin huet ronderëm d'Diskussioun ëm d'Kreatioun vun enger Spezialkommission an ëm dee vun der DP virgeschloene Budget rectificié mäi Fraktiounspräsident, de Michel Wolter, gemengt, ob et net besser wier, d'Chamber direkt via déi eenzel Fraktiounspräsidenten un dësen Tripartitesdiskussiounen deelhueven ze loossen.

Ech ënnerstëtzen dës Fuerderung zu honnert Prozent a wëll se duerfir nach eng kéier stellen a se der Regierung nach eng kéier mat op de Wee ginn.

De Premier huet a sengem Discours gesot, zesumme kënne mer et packen, dës Kris ze iwwerwannen. Ech denken, dat e Recht huet. Mä wann déi Chamber sech hei aktiv abrinne soll, da muss se och bei den Diskussiounen mat um Dësch setzen, soss lafe mer Gefor, heibannen eng Zopp ze kachen, mä ouni Geméis dran.

Mir begrëissen als CSV ausdrécklech d'Ausrichtung vun dësem Budget, deem esou opgestallt ass, fir dem Rezessionstrend entgéintzewierken an de Leit dobaussen hiert Vertrauen ze stäerken.

Et ass e Budget, deem de Leit hir Kafkraaft soll stäerken, e Budget, deem et deene Leit, déi manner finanziell Mëttelen hunn, erlabe wäert, fir besser iwwert d'Ronnen ze kommen. An domat sinn ech ganz d'accord mat deem, wat mäi Virriedner, den Här Bodry, éineschters gesot huet.

Här President, mir stärke mat dësem Budget iwwert de Wee vu geziilt Steiermoosnamen d'Kafkraaft vun de Leit. Ech

denken do zum Beispill un d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Ech denken do un d'Ersetze vun de Steierabtementer fir d'Loun- an d'Pensionsempfänger a vun deene vun den Elengerzéier duerch Steierkreditter.

Mir begrëissen, dat d'Regierung dës Abtementer a Steierkreditter ëmwandelt, well ëmmerhin 38% vun de Ménagen hei am Land keng Steiere bezuelen an deemno och ni bis elo vun de grad genannten Abtementer konnte profitéieren.

Vun dësen neie Mesurë profitéiert elo all Mënsch, mä am meeschten awer déi Leit an deenen niddregen Akommeskategorien an déi Pensionéiert, déi méi kleng Renten hunn. Net ze vergiessen d'Upassung vum Mindestloun an déi vun de Pensionen ëm 2%.

Eent ass kloer: D'Kafkraaft vu jiddwer Eenzelne gëtt mat dëse Mesuren net nëmmen erhalen, mä gëtt souguer gestärkt. Eng Kafkraaft, déi an de leschte Joren iwwregens konstant an d'Luucht gaangen ass. Richtig ass, dat se a verschiddene Jore méi séier an an anere méi lues gestiegen ass, mä et ass ni zu engem reelle Kafkraaftverloscht komm. D'Zuele beweisen dat ganz eendeiteg. Nozeliess si se am schrëftleche Rapport vum Budgetsrapporteur.

Den Norbert Hauptert huet dës Chiffere jo awer net erfonden, mä hien huet sech bei senger Berechnungen op d'Zuelematerial baséiert, dat hie vun der Steierverwaltung zur Verfügung gestallt krut.

Duerfir, Här President, wann ech dann awer gëschter den Här Meisch hei héieren hunn, dee sech op eng Ëmfro berufft, wou 60% vun de Leit soen, d'Kafkraaft hätt an de leschte Jore staark nogelooss, well alles méi deier ginn ass, da kann ech jo do awer wierklech nëmme méi de Kapp réselen.

Wien heibanne seet dann net, wann e gefrot gëtt, dat - ausser engem Handy zum Beispill - am Laf vun de Joren alles méi deier gi wär? Wie seet dat net?!

Den Här Meisch schéngt dobäi ze verkennen, dat d'Kafkraaft net nëmmen op der Deierecht vun de Wuere gemooss gëtt, mä awer och op den Dëngschtleeschunge gemooss gëtt an op deem, wat e Mënsch oder Leit am Land fir Duerchschnëttsakommessen hunn.

An esou en Exercice huet de Rapporteur opgrond vun Zuelen, déi hie vun der Steierverwaltung geliwwert krut, gemaach. D'Zuele gi vun engem Duerchschnëttsakommess aus, dat hei am Land virum aacht Joer verdéngt ginn ass, a vergläichen dat mat dem Duerchschnëttsakommess vun haut. De Vergläich dréit der Evolutioun vun de Léin, vun de Famillenzoulagen, vun der Steierlaascht, vun de Soziallaaschte Rechnung an dat Ganzt ass iwwert déi aacht Joer inflatiounsberengeng ginn.

Nëmmen esou kann een, Här President, e valable Vergläich ustellen, wat d'Kafkraaft uegt.

De Budgetsrapporteur schwätzt hei vun enger Kafkraaftaugmentatioun vu 50% bannent deene leschten aacht Joer. Zu deeneselwechte Konklusiounen kënn iwwregens och de Statec a senger Note de conjoncture vum Februar 2008, wou hie sech intensiv mam Pouvoir d'achat och beschäftegt huet.

Mam Accord tripartite ass den Index zum Deel ausgesat, zumindest zäitlech verschobe ginn. Dat ass engersäits aus budgetäre Grënn geschitt, mä an anere Grond, deem ugefouert gouf, ass, d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken. D'Sozialpartner hunn zesumme mat der Regierung dësen Accord ausgehandelt a si hale sech och drun, an ech fannen et och richtig, dat dat esou ass.

Aus renger Betribsicht kann een elo soen, dat dat selbstverständlech an dëse schwierigen Zäiten eng finanziell Entlaaschtung ass. Kuckt een dës Aussetzung vum Index awer aus der Siicht vum Arbeitnehmer, ass et mat Sécherheet en temporäre Kafkraaftverloscht, haaptsächlech fir déi Leit mat deene méi klengen Akommessen.

Eng indirekt negativ Inzidenz huet et awer och fir d'Betriber aus dem Handwerk an dem Commerce, well d'Leit einfach manner Suen hunn, fir dann och auszeginn, an deemno och manner Gelder iwwert dëse Wee wäerten an d'Betriber fléissen.

Et ass deemno, Här President, och en zweeschneidigt Schwäert, dat bei héijen Akommessen net esou an d'Mooss fällt, wéi dat bei deene klengen Akommessen de Fall ass. Duerfir sinn ech duebel frou, dat dëse Budget zolidd Moosname virgesäit, déi dësen temporären Ausfall vum Index bei klengem Revenuë méi wéi kompenséieren.

Wéi gesot, d'Feststellung ass déiselwech. Iwwert déi lescht Joren hate mer et ëmmer mat engem positive Wuesstum vun der Kafkraaft ze dinn. Déi Leit, déi dat net wëlle wouerhunn, aus wat fir engen Ursachen och ëmmer, an och net dorunner gleewen, wat ech hei zielen, déi kënne sech emol mat der Lecture vum Statec senger Note de conjoncture, wéi se am Budgetsrapport opgefouert ginn ass, beschäftegen. Ech kann deenen déi Lecture nëmme recommandéieren.

Wéi scho gesot, hu mer e Budget virleien, fir ënner anerer d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. Duerch d'Upassung vum Steierbarème an d'Afëiere vun de Steierkreditter hunn d'Leit dat nächst Joer 440 Milliounen méi Suen an der Täsche, fir ze consommer.

Dës Sue ginn awer net mat der Stränz iwwert d'Land verdeelt, wéi verschidde Leit dat mengen, mä si gi ganz selektiv ausgedelt.

Firwat soen ech selektiv? Dës Mesurë komme wuel alle Schichte vun eiser Bevölkerung zegutt, mä virum allem awer deene mat deene méi klengen Akommessen, well si konnte bis elo net vun alle Mesurë profitéieren, haaptsächlech net vun de Steiermesuren. Hei befaasst sech dëse Budget mat enger fundamental neier Steierpolitik.

Vun dëser Kafkraaftstärkung profitéiert awer net nëmme jiddwer eenzelne Bierger. Si kann och indirekt eise Kleng- a Mëttelbetriber aus dem Handwerk an dem Commerce hëllefen, dës wirtschaftlech schwéier Zäite besser ze iwwerstoen. Dat awer nëmmen, wann déi 440 Milliounen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, net an d'Ausland exportéiert ginn. Dat heescht, wa se hei zu Lëtzebuerg consomméiert ginn. Mir kënnen awer nëmmen hoffen, dat dat esou ass. Mir kënnen och - jiddwer Eenzelne vun eis heibannen - d'Leit dozou opruffen, mä garantéiere kënne mer dat allerdéngs net.

Well dat esou ass, huet d'Regierung och decidéiert, d'Steier zugonschte vun den Entrepreneuren ze senken. D'Regierung proposéiert hei, de Steiersaz vun der Kollektivitéitssteuer vun 22 op 21% erfzesetzen an d'Taxe d'abonnement ofzeschaffen. Haaptobjektiv vun dëser Mesure ass, d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerg Betriber ze verbessern an eist Land als Standuert fir bestehend Betriber a fir nei Entrepreneuren méi attraktiv ze gestalten. Mëttelfristeg soll déi duerchschnëttlech Gesamtbetriebsbesteuerung souguer bei 25,5% landen.

Ee Punkt, deem a mengen Aen haaptsächlech iwwert d'Kris ewechhëllefen wäert an esou d'Betriber startklar hält, fir net dee richtigen Zäitpunkt ze verpasse bei enger méiglecher Relance, ass de Fait, dat d'Regierung decidéiert huet, déi staatlech Investitiounen weiderhin op engem ganz héijen Niveau ze halen.

An dësem Kontext huet de Premier och d'Gemengen opgefouert, den Invest net ze ralentieséieren.

Am Ganze gëtt déi öffentlech Hand d'nächst Joer 1,77 Milliarden Euro fir Investitiounen aus. Dat ass nach eng kéier eng Steigerung par rapport zu 2008. Investéiert gëtt primär an den Héichbau, de Stroossen- a Schinnebau, a Schoulen, Altersheemer a Kläranlagen. Investitiounen alles, wou och de Mëttelstand direkt an indirekt dovun profitéiere wäert.

Deen héije Volume un Investitioun kann awer nëmme weider getätigt ginn, well mer eis an de leschte Joren en Apel fir den Dusch ugueluecht haten. Grad an dëse méi schwierigen Zäite gesäit een, dat déi virsichteg a wäitsichteg Finanzpolitik vun der Regierung, déi an der Vergaangenheet ageschloen ginn ass an déi vu ville Säiten ëmmer erëm op en Neits kritiséiert gouf, schlussendlech dach awer déi richtig war.

Hätte mer a gudden Zäiten en Deel vun de Plus-waalen net op d'Säit geluecht, a se wieren an de kuerzfristige Konsum gewandert, esou wiere mer haut vill manner gutt opgestallt, fir där bevirstehender Kris och kënnen entgéintzewierken.

Här President, mir mussen awer och derfir suergen, dat dës Gelder esou séier wéi méiglech bei eise Betriber ukommen. Duerfir begrëissen ech ausdrécklech dem Premier seng Ausso vun der leschter Woch, dat d'Renovéierungs-, Reparatur- an Ënnerhaltsarbechte vun den nächsten dräi Joer am öffentleche Secteur am Joer 2009 sollen, esou wäit wéi dat nëmme méiglech ass, virgezu ginn.

Dës Investissementer sollen och an Ëmweltprojeete fléissen, wéi zum Beispill der Altbau-sanéierung, der Wärmedämmung, etc. Dat si konkret Mesuren, net nëmme fir den

Ëmweltschutz, mä et ass och eng Chance fir de Mëttelstand, well de Beräich vun den Ëmwelttechnologie wäert an Zukunft weider wuessen an deementspreechend och nei Aarbechtsplaze schafen an hëllefen, bestehend Aarbechtsplazen ze erhalen.

Dës Décisioun ass extrem wichteg fir eis Betriber, well wann hir Carneten eidel sinn an nei Opträg ausbleiwen, da geet et ganz séier ëm d'Iwwerliewe vun deem engen oder anere Betriber. Betraff sinn dann als Éischt déi kleng Betriber, well keen Usträicher, kee Schräiner, keen Elektriker kann op Dauer ouni Commande liewen.

An dësem Kontext kommen ech och net derlaanscht, d'Zahlungsmoral vum Stat unzeditéieren. Huet e Betriber, deem a momentane Schwierigkeeten ass, eng Aarbecht kritt, ass dat en Deelaspekt an ass och luewenswäert. Et ass en Aspekt, fir kënnen ze iwwerliewen. Deen aneren Deel sinn awer d'Finanzmëttelen, déi hie brauch, fir weider aktiv ze sinn an och weider aktiv ze bleiwen. Gëtt deemno eng gemaachten Aarbecht eréischt no dräi bis véier Méint bezuelt, hëlleft dat deem betraffene Betriber net der Däiwel weider.

Duerfir, Här Minister, maacht alles, wat an Ärer Muecht steet, fir d'Zahlungsdélaien esou kuerz wéi méiglech ze halen. Et ass enorm wichteg fir eis Betriber, just grad an där heiteger Zäit. E Betriber, deem aus konjunkturelle Grënn seng Diere muss zumaachen, deem ass, Här President, definitiv fort. A mat him och déi derzougéhierend Aarbechtsplazen.

D'Regierung hält an dësem Kontext kloer hir Responsabilitéit a suert duerch eng aktiv a cibléiert Politik, dat Aarbechtsplazen esou wäit wéi méiglech erhalen bleiwen an deemno och net vernicht ginn. Dat ass extrem begrëissenswäert, well hanner all verluerener Aarbechtsplaz hänkt och ëmmer e perséinlech Schicksal.

Mir kënnen eis et net leeschten, dat Leit onverschëllt an de Chômage falen. Ze vill Chômage ass och schlecht fir de soziale Friden am Land. Dofir muss mer mat alle Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, eis Betriber an dëser schwieriger Zäit begleeden an och ënnerstëtzen.

De Wëlle vun der Regierung, mat Steiermesuren, mat héijem Invest, mat verbesserten Hëllefe beim Astelle vun enger Persoun, déi fir de Moment am Chômage ass, dem Mëttelstand a schwierigen Zäiten de Réck ze stäipen, gëtt och duerch d'Bank vun de Berufskummere positiv begrëisst.

D'Regierung huet kloer erkannt, dat d'Situatioun eeschtt wär, dat ouni en Agräife säitens der öffentlecher Hand vill Kleng- a Mëttelbetriber riskéiere géifen, an d'Labrante ze geroden. Esou oder ähnlech lautend Sätz waren aus dem Mond souwuel vum President vun der Chambre des Métiers ze héieren, wéi och vum Direkter vun der Fédération des Artisans. Mir als CSV deele selbstverständlech déi Analys.

Ee Wuert nach zum Budgetminister, dem Här Luc Frieden, dee jo an engem Zeitungsreportage - an elo ass et eigentlech schued, dat den Här Bodry net méi hei ass - vum honorabelen Här Bodry als Zauberer dohigestallt gouf an als solchen och betitelt gouf. Den Här Bodry huet dat elo zwar e bësse relativéiert an hien huet et dohigestallt: Et wär eng Liebkosung gewiesch. Da losse mer dat dobäi.

(Hilarité)

Obschonn ech mer jo kënn wënschen an där heiteger Zäit, dat den Här Frieden en Zauberer wär.

(Interruption)

Da wär jo alles vill méi einfach.

» **Une voix.** - D'Zauberer sinn am Zirkus.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech géif mer wënschen, den Här Bodry hätt Recht, an den Här Frieden wär en Zauberer, dann hätte mer an där heiteger schwieriger Zäit vill manner Schwierigkeeten ze bewältigen.

(Interruption)

Mä ech wëllt den Här Bodry hätt Recht.

Scho laang ier de Budget déposéiert gouf, hu missen déi eenzel Previsiounen gemaach ginn, fir de Budget opzustellen. Dat weess och den Här Bodry. Hie war jo schliesslech och an der Regierung, oder eng kéier an der Regierung.

» **Une voix.** - Zweemol!

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Zweemol war hien an der Regierung. Dann hunn ech mech jo nach géiert.

(Interruption)

Den 1. Oktober gouf de Budget déposéiert. D'Previsiounen hu misse virdu gemaach ginn, an dat alles zu enger Zäit, wou d'Finanzkris sech nach net an deem Mooss ofgezeechent hat, wéi dat haut de Fall ass. Kee konnt zu deem Zäitpunkt genee soen, wéi d'Situatioun sech géif entwéckelen; keen Zauberer an och keen Hellseher, well där gëtt et der jo mëttlerweil och ëmmer méi heibannen, grad wéi och dobaussen.

Ech hunn den Här Gibéryen elo héieren. Dee gehéiert neierdénge och elo zu den Hellseher, well dee kann haut scho soen, datt keng Dividendé vun der Fortis géifen iwwert déi nächst Joren ausbezuelt ginn. Et ass eigentlech lukrativ. Et kënn eentleech drop kommen, fir dem Här Gibéryen ze soen, hie soll Privatberoder ginn. Dann hätt een am Prinzip mat sengem Privatgeld wéinstens keng Schwieeregkeeten.

(Hilarité)

Jo, et ass eigentlech schued, datt hien net méi hei ass, well hien hätt bestëmmt elo intervenéiert.

De Premier huet selwer d'lescht Woch hei an der Chamber gesot, all déi Leit sollen opstoen an de Fanger weisen, déi wéissten, wat fir eng Situatioun a puncto Finanzen a wat fir eng Situatioun a puncto Wirtschaft mir ausgangs Januar hei zu Lëtzebuerg hätten. Ech hunn net gesinn, datt ee sech gemellt hätt. An et ass mer och net bekannt, datt ee sech duerno gemellt huet.

(Interruption)

Neen. Au contraire, et ass awer an der Finanzkommissioun unanime - an ech betounen „unanime“, och wa sech haut net méi jiddwereen drun erënnere wëllt -; Fakt ass awer, datt et unanime festgehale ginn ass, de Budget, wat d'Recetten ubelaangt, net ze änneren an den Invest op deem bekannt héijen Niveau ze loosse.

Et war och an där Finanzkommissioun keng Rieds, fir d'Steieren unzehiewen anstatt se erfzesetzen, och net fir déi Steierkreditter réckgängeg ze maachen. Mir maachen dat net an - dat soen ech - dat ass och richteg esou. Wohlwissend awer, datt dese Budget, wann déi prévisibel Recetten net géifen erreecht ginn, mat engem Defizit, dee méi oder manner grouss wäert sinn, dann ofschléisse kann.

Dofir, Här President, wëll ech dem Här Bodry nach eng Kéier soen: Den Här Frieden ass keen Zauberer. Hien ass au contraire e Minister, dee mat ganz vill Kompetenz a mat ganz vill Responsabilitéit a virun allem awer mat engem ganz

gesonde Mënscheverstand dese Budget géréiert an och ëmsetze wëllt.

Kuckt emol, Här President, wann een elo dat ganz lescht Joer d'Leitartikelen am „Tageblatt“ gelies huet, da konnt een...

(Interruption)

Jo, mir liesen dat och.

...a regelméissegen Ofstänn liesen, datt masseg Geld do wier, datt den Index direkt erëm misst hiergestallt ginn, datt d'Statskeese voller Geld wieren an d'Geldrecetten nëmme géifen esou spruddelen. Ech wëll dem Leitartikler hei kee Virwurf maachen an hie wéinst senger Meenung kritiséieren, muss awer feststellen, datt hie sech a méi wéi engem Punkt géiert hat an datt och hie keen Hellseher ass.

Also, Här Sold, verlaangt déi hellseheresch Fäegkeeten an desen extrem schwieeren Zäiten och net vun den CSV-Kassenwarten; wéi Dir déi Häre Juncker a Frieden jo gär betitelt. Si alle béid hu wuel ganz vill Kompetenz - ech hunn dat scho gesot - an deser Matière, ganz vill Responsabilitéit an deem Domän a virun allem och dee gesunde Mënscheverstand, deen ech scho fir des Matière gesot hunn.

Mä, Här Sold, esou leed wéi et mer deet, et si keng Hellseher. A fest steet och säit haut, Här Sold, datt Dir och net méi d'Fäegkeet hutt, an der Glaskugel kënnen ze liesen.

(Interruption)

Ass dat lech geschitt, Här Goerens? Well ech héieren nëmme Luef vun lech. Ech héieren nëmme Luef bei der DP iwwert den Här Goerens. Do ass seelen een, dee sech beklot iwwert den Här Goerens.

» **Une voix.** - Jiddweree passt sech un.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Da wësst Dir, wéi et ass.

(Interruption)

Also, Här President, Spaass bei Säit. Mir mussen och oppassen, eis Betriber net iwwerméisseg mat neie Bestëmmungen ze belaauchten an hinnen zousätzlech Steen an d'Been ze leeën. Dozou gehéiert sécherlech och d'Simplification administrative.

Deeler vun der Oppositioun fuerdere jo an deem Kontext, datt elo ee Minister misst fräigestallt ginn, fir sech exklusiv deser Problematik ze widmen. Ech wëll just nëmme drun erënnere, datt mer mam Minister Fernand Boden dese Minister schonn hunn, deen zesumme mam Wirtschaftsminister Jeannot Krecké am Beräich

vun der Simplification administrative Neel mat Käpp mécht.

Ech erkläre mech och. Den 10. Oktober d'lescht Joer hate mer eng Consultatiounsdebatt hei an der Chamber iwwert den Entfesselungsplang fir d'Betriber a sän Aktiounsplang, duerch deen d'Weeër téschent de Ministären, de Verwaltungen an de Betriber méi schnell solle ginn a virun allem och manner opwändeg solle ginn.

Net méi spéit wéi elo de 6. November huet de Mëttelstandsminister op enger Pressekonferenz en éischten Tëschebilan vun der Ëmsetzung vun deem Entfesselungsplang gemaach. Vun deene 76 virgesinnene Aktiounen, déi dese Plang huet, sinn der mëttlerweil 50 Stéck ëmgesat ginn, 17 anerer sinn an der Realisatioun a néng mussen der nach an Ugrëff geholl ginn. Ech denken, et contestéiert keen heibannen, datt dat awer e ganz positive Bilan ass.

Wann dann elo kuerzfristeg par la force des choses nei konkret Mesurë misste geholl ginn, fir de Mëttelstand ze entlaaschten, da sinn ech der Iwwerzeugung, datt d'Regierung déi och wäert huelen. Datt des Regierung capabel ass, richteg a séier ze handelen, dat huet se, denken ech, an de leschte Wochen a méi wéi engem Dossier ënner Bewäis gestallt. Mir loosse jiddefalls de Mëttelstand net am Ree stoen.

Als Konklusioun kann ee festhalen...

» **Une voix.** - Hien ass schonn zoppnaass.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech denken net. Esou wéi ech d'Wierder héieren hu vum President vun der Chambre des Métiers a vun der Fédération des Artisans, mengen ech net, datt et esou ausgesäit, datt hien zoppnaass wär, souguer net bei dem Administrativen. Dir liest dat net, Här Gira, wann ech dat esou kucken. Mä ech liesen dat awer. Mech interesséiert de Mëttelstand wahrscheinlech och méi wéi lech.

(Interruption)

Jo, mä Här Goerens, ech wëll lech just zum Thema administrativ Weeër verkierze soen. Mir haten elo eng Travaux-publics-Kommissioun. Do war en administrative Wee esou kuerz: aacht Deeg. Dunn huet d'DP-Fraktioun gemengt, dat wier ze kuerz, dee misste mer verlängeren. Dat zu den administrative Weeër. Mir si bei den aacht Deeg bliwwen.

(Interruption)

Mir sinn där Meenung, datt dat laang genuch gewiescht wär.

Ech mengen, d'Madame Loschetter kann et bestätegen. Si war och do.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Mir hätte gär eng exhaustiv Lëscht vun all deene Projeten, déi anscheinend trainéieren a vun deenen déi eng Ministere soen, déi aner géifen hir Aarbecht net maachen.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Also, ech kommen zum Schluss als Konklusioun. Déi administrativ Chargé weider reduzéieren an no Méiglechkeet keng nei weider schafen. Et kann net all eenzelne Betrib konkret an individuell Hëllef kréien. Dat geet net.

De Programm muss sinn: den Invest héich ze halen; verschidden Aarbechte virzeéien; esou schnell wéi méiglech dem Betrib déi Gelder, fir déi hien dann och geschafft huet, zoukommen ze loosse; d'Kafkraaft selbstverständlech héich ze halen; de Konsum unzekerbelen; a schlussendlech déi verschidde Steiermoosnamen, déi punktuell Entlaaschtung bréngen, en musique ze setzen.

Här President, ech sinn der Meenung - a mat mir selbstverständlech och d'CSV-Fraktioun -, datt dese Budget déi richteg Äntwerten op déi aktuell Froe gëtt. E setzt déi Akzenter, déi elo gebraucht ginn, fir eng bestehend Wirtschaftskris ze iwwerbrécken, d'Vertrauen an de Bierger ze stäerken an d'Ekonomie ze relancéieren. Wa Lëtzebuerg och net eleng zoustänneg ass fir eng Relance, esou mussen awer eis Betriber startklar sinn, wann et zu engem neien Opschwong an deem Domän kënn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm fir déi weider Diskussiounen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.31 heures)

Mercredi, 10 décembre 2008

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

- 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
 - Discussion générale (suite): M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget (répond à MM. François Bausch et Charles Goerens)
- 5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg
 - M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
- 5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg
5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval

- Rapports de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval
- Discussion générale: M. Lucien Clement, Mme Anne Brasseur, Mme Lydia Mutsch, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (répond à Mme Lydia Mutsch)
- Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Da komme mer zum Ofschluss vun den Debatten iwwert de Statsbudget. D'Wuert huet elo den Här Budgetsminister Luc Frieden.

(Interruptions)

1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif Merci soe fir déi vill an interessant Ausloosungen, déi d'Membere vun der Chamber gemaach

hunn zum Budget. Et ware sécherlech énnerschiddlech Appréciatiounen, jee no Majoritéit an Opposition. Mä ech hunn awer och ganz vill Gemeinsames fonnt.

Gemeinsam war sécherlech, dass all d'Fraktiounen der Meenung sinn, dass et richtig ass, dass d'Regierung um Wee vun engem héijen Investitionsbudget bleibt. Well Investitioun ass eppes, wat kuerzfristeg eise Betriber zeguttkéint a laangfristeg eise Land duerch eng Verbesserung vun Infrastrukturen zeguttkéint an domadder d'Attraktivitéit vun eisem Land an d'Liewensqualität vu senge Bierger verbessert.

D'Regierung wäert dat also maachen, wéi se gesot huet, andeems se eng Rei Aarbechte virzitt. Mä et muss een ëmmer erëm bedenken, dass mer eng kleng Ökonomie sinn, déi ganz oppen ass, an dat, wat mer hei am Land maachen, enger Rei Betriber kann hëllefen, notament den Handwerksbetriber, de Kleng- a Mëttelbetriber, mä bei deene ganz, ganz grouse Betriber ass natierlech d'Awirkungsméiglechkeet reng national vun der Lëtzebuurger Regierung geréng.

Et ass ganz kloer, dass bei deene Betriber, déi vum Export ofhänken, déi vun der Autoindustrie ofhänken zum Beispill, d'Regierung net kann national handelen, mä kucke muss, dass se um europäeschen, voire internationale Plang sécherstellt, dass Moosname geholl ginn, fir dass och déi Secteure kënnen d'Kris iwwerliewen.

Mir wäerten op jidde Fall dat maachen, wat mer national kënnen maachen. Ech hu schon - fir lech konkret ze weisen, wat dat zum Beispill heescht - dem Fong fir d'Renovationsaarbechte vum Stat an dësen Deeg zéng Milliounen Euro zousätzlech iwwerweisen, fir dass se kënnen eng Rei Aarbechten direkt ufänken, sief dat Schoulen astand setzen, Fënsteren ersetzen, Usträichaarbechte maachen, Schräinereiarbechte maachen.

Datselwecht hu mer gemaach am Kontext vum Fong pour les monuments historiques. Dat sinn also eng ganz Rei Aarbechten, déi vu Lëtzebuurger Kleng- a Mëttelbetriber gemaach gi fir d'Instandsetzung vun historischa Bauten, déi souwiesou gemaach mussen ginn, déi awer vläicht an enger gewëssener Zäit gemaach gi wieren, déi mer also elo direkt wëlle maachen.

Et ass an dësen Debatte gesot ginn, notament vum Fraktionspresident vun deene Gréngen, dass d'Regierung net fir d'Kris kéint, mä dass se och net gutt preparéiert gewiescht wär op d'Kris.

Ech mengen, dass, wann een d'Situatioun vun den öffentleche Finanzen kuckt, dann ass déi Ausso ganz einfach falsch.

Wann nämlech de Lëtzebuurger Stat eng Statsschuld hätt wéi déi vun den Nopeschlänner, wann de Lëtzebuurger Stat keng Avoiren a senge Fongen hätt, keng Reserven also ugebaut hätt an de leschte Joren, da wär mer an enger vill méi schwieriger Situatioun. Well wann een Handwerksbetriber ustelt, eppes ze maachen, da muss een och nach Suen an der Keess derfir hunn. A mir hunn déi Suen an der Keess. Mir hunn déi zwar net ouni Enn a mir hu se och net, dass mer dat kënnen während Joren esou maachen, mä de Lëtzebuurger Stat ka fir d'Joer 2009 an och fir d'Joer 2010 eng ganz Rei Aarbechte maachen, déi elo scho virfinanzéiert sinn, och wann d'Recettë manner héich sinn.

Duerfir, d'Stäerkt vun der Lëtzebuurger Finanzpolitik ass - an dat beweisen d'Tableauen -, dass mer eng gutt Reservsituatioun hunn an dass mer eng niddreg Statsschuld hunn.

Zu de Reserve géif ech nach eng Kéier wëlle soen, dass mer fir de Moment Avoiré vun de Fongen hu vu ronn zwou Milliarden, an dass contrairement zu deem, wat de Vertrieeder vun der ADR hei gesot huet, vun deene Reserven, déi sech fir de Moment op 2,1 Milliarde belafen, 700 Milliounen an deene Fonge sinn, déi Recettes d'emprunts sinn, déi vun Empruntë kommen, dovunner 300 Milliounen am Fonds des routes iwwert déi lescht Joren opgebaut a 400 am Fonds du rail. Mat deene finanziere mer Projeten, déi jo net fir ee Joer sinn, mä wa mer Zuchlinne bauen, dann ass dat eppes, wou déi nächst 20 Joer op d'mannst Zich a

Mënschen driwwer fueren, an duerfir kann een dat mat Empruntë finanzéieren.

Mä dat heescht awer, dass mer netto, wa mer d'Emprunten ofrechnen, nach ëmmer 1,4 Milliarden an de Fongen hunn. Et ass also net esou, dass an de Fonge bal nëmme Recettë vun Empruntë wäeren. Ech hunn erklärt, wat mer mat deenen Emprunten, déi do sinn, maachen.

Datselwecht géillt fir déi Ausso, déi de Moien hei gemaach ginn ass vun der ADR, dass mer géifen hei elo gréisser Problemer opbauen, andeem mer e gréisseren Emprunt gemaach hätten, nämlech dee vun zwou Milliarden, a mer net sécher wäeren, wéi mer déi Sue géifen erëmkréien.

Déi Zomm ass an der Gesamtbelaaschtung vum Stat en fait keng grouss, wann een dat mam Ausland vergläicht an och mat Rettungsoperatiounen, déi déi aner Länner gemaach hunn. Wann a fënnef Joer, wann deen Emprunt muss zréckbezuelt ginn, déi Aktien nach ëmmer keen héije Wäert hätten, kann de Stat selbstverständlech e weidere Refinanzement iwwert de Marché maachen a waarde bis deen Dag, wou déi Aktien deen nämlechte Wäert hu wéi deen, zu deem mer se akaaft hunn, respektiv mat enger Plus-value, mat där mer jo net nëmme den Remboursement vum Emprunt bezuelen, mä och den Emprunt.

Jiddwereen, dee sech mat esou Froen ofgëtt, weess, dass de Wäert vun Aktien net iwwer fënnef Joer nëmme no ënne geet, mä dass esou Participatioun wéi zum Beispill déi, déi mer an der BNP geholl hunn oder déi mer an der Dexia oder an der Fortis geholl hunn, och iwwer eng Zäitspann vu fënnef Joer wäerten op engem Niveau sinn, deen net manner ass wéi deen, wou mer se kauft hunn. A wéi gesot, wann dat a fënnef Joer net de Fall wär, kann een nach eng Kéier fir een, zwee Joer e Prêt maachen, esou wéi d'Nopeschlänner iwwereng hire Finanzement vun hirer Dette ëmmer maachen.

Mä et ass keng Belaaschtung um Budget, sauf déi kuerzfristeg vun den Zënse, déi muss bezuelt ginn, an och do wëll ech der ADR soen, dass, wann een zwou Milliarde léint an 3,75% Zënse bezilt, da sinn dat 75 Milliounen Euro an net 112 Milliounen Euro. Déi 75 Milliounen Euro, wéi gesot, déi kann ee bezuelen iwwert d'Dividenden. En attendant hu mer genuch Avoiren an dem Fonds de la dette respektiv mer speisen dee weider.

De Fonds de la dette hat um Ufank vun dësem Joer 64 Milliounen Euro an hat am Joer 2008 eng Zënslaascht vun 28 Milliounen Euro ze droen. Ech kann lech soen, dass mer deen och weider speisen, och mat de Mehreinnahme vun dësem Joer, fir dass e selbstverständlech souwuel d'Kapital wéi d'Zënse kann zréckbezuelen.

De Lëtzebuurger Stat mécht net Emprunten, déi en net kann herno zréckbezuelen. Och keng Emprunten, wou déi nächst Regierunge missten eppes Onméiglech maachen, fir dass déi gespeist wäeren.

Mir hunn e Fonds de la dette, an ech halen drop, och an dësen Deeg erëm, wou d'Joer op en Enn geet, fir dee Fong weider ze speisen. Déi, déi an där nächster Regierung setzen, wäerten e Fonds de la dette virfannen, wou eppes dran ass.

» **Une voix.** - Merci!

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Den Defizit vum Zentralstat ka keen hei richtig aschätzen an dësem Moment. Dat ass richtig. Ech wëll hei just och nach eng Kéier eppes soen, well de Moie gesot ginn ass, mir hätten elo en Defizit vun der Administration centrale vu - 1,8% a mir kéinte bis - 3% goen. Do wär mer no bäi. Ech mengen, och dat huet den Här Gibéryen de Moien hei gesot.

Dat ass natierlech Äppel mat Bire verglach! Well déi - 3%, déi een den europäesche Kritären no kann hunn, betreffen d'gesamt öffentlech Finanzen. Dat heescht: Zentralstat, Gemengen a Sécurité sociale. Do si mer bei 1,1% plus, an do kéinte mer bis - 3% goen. Et ass also kloer, dass, och wann d'Recettë manner héich sinn a sech d'Gesamttag da verschlechtert, mer nach wäit ewech si vun deenen 3% Defizit, an esou soll dat och bei der öffentlecher Hand bliwen.

Et ass gesot ginn hei an der Debatte, dee Budget kéint net gestëmmt gi vu verschiddene Vertrieeder vun der Opposition, well d'Recettë jo manner héich wäeren. Ech leeden dovunner of, dass, wa mer gesot hätten, d'nächst Joer komme 400 Milliounen manner Recetten eran, zum Beispill bei der Kierperschaftssteuer a bei der Taxe d'abonnement, da wär de Budget am Équilibre, da géife se e stëmmen.

Duerfir froen ech d'Demokratesch Partei - well ech mengen, den Här Meisch hat dat gesot: Wa mer also e Budget virgeluecht hätte mat 400 Milliounen manner Recetten, ob si en da gestëmmt hätten?

» **(Interruptions diverses)**

Et war ee vun den Hauptgrënn, dass no Joren - esou wéi den Här Thiel dat och gesot huet oder den Här Clement, ee vun deene Riedner de Moien - vu Kritik, dass och d'Recetten net héich genuch geschat hat - et war den Här Thiel, hie confirméiert mer dat -, mer se vläicht dës Kéier liicht ze héich ageschat hunn.

Ech soen lech awer, dass et gutt wär, wa mer an engem Joer géifen d'Budgetsrieden noliesen. Ech hunn nämlech der eng Rei nogelies vun de leschte Joren, an do gesäit een, wéi schwéier d'Aschätzung ass. Ech soen lech zum Beispill eppes zu der Taxe d'abonnement, vun där elo jiddweree seet, déi wär vill ze héich ageschat. Dat huet och virun dräi Méint nach jiddweree gesot. Ech stellen awer elo fest, dass mer erstaunlecherweis bal un dee Montant komme bei der Taxe d'abonnement, dee mer am Budget stoen haten. Mir sinn Enn November bei 603 Milliounen a mir haten der 700 Milliounen am Budget virgesinn. Elo ass dat jo eng Steuer, déi wierklech dauernd ännert.

Wann ee mir heibanne ka soen, wéi d'Boursses Enn 2009 evoluéieren, da kënnen mer och ausrechnen, wéi d'Taxe d'abonnement sech do wäert situéieren.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, dass mir eng Rei Steieren, wéi d'Kierperschaftssteuer an d'Taxe d'abonnement, scho méi niddreg agesat hunn am Budget 2009 wéi am Budget 2008. Mir hunn also net blannemännerchers einfach d'Steieren weider gesot. Mir hunn och net einfach gesot, d'Steiere plus esou vill Prozent, wéi mer dat bei verschiddene Kategorien an der Vergaangenheet emol gemaach hunn. Mir hu se scho manner héich agesat.

Et pour le reste wäert jo och de Fait, dass ech jo hei zum Harry Potter promovéiert sinn, eis hëllefe mat engem gewëssenen Optimismus a mat engem gewëssene Laachen och duerch déi Kris hei ze kommen, net fir se ze verschéieren, mä fir awer och eis net an eng Situatioun ze setzen, wou mer elo mengen, dass alles géif astierzen.

Jo, mir kréien eng schwéier Zäit. Ech mengen, besonnesch wat d'Kierperschaftssteueraschätzung betrëfft. Mir kréien eng schwéier Zäit vläicht och bei verschiddene anere Steierkategorien.

Mä d'Fro ass méi: Wéi kënnen mer déi Moosnamen huelen, fir dass d'Betriber weider kënnen fonctionnéieren, weider kënnen d'Leit an der Beschäftegung halen an domadder och weider Steiere generéieren? Duerfir hu mer eng Rei Moosnamen ënnerholl.

Ech géif, well ech elo eppes vun der Taxe d'abonnement gesot hunn, vläicht och nach e puer Proposé preziséieren, déi ech a menger Ried d'lescht Woch geholl hunn, wou ech gesot hunn, d'Resultat vum Joer 2008, wéinst deene gudden éische Méint vun dësem Joer, wäert esou sinn, dass mer mat engem lwwerschoss ofschléissen - nom classesche Statsbudget.

Ech wëll hei der Chamber soen, dass um 30. November d'Kierperschaftssteuer eng Steuer ass, wou mer ronn eng Milliard erakritt hunn. Mir haten 1,4 Milliarden am Budget. Dat ass also eng Steuer, wou mer net wäerten op de Montant kommen, dee mer virgesinn haten.

Par contre bei der Steuer op de Gehälter komme mer op 1,9 Milliarden, a mer haten 1,7 Milliarden am Budget stoen. Wéi gesot, do feelt elo nach ee Mount, an et weess een och, dass de Mount Dezember bei verschiddene Steieren en atypesche Mount ass, mä do kéint also nach eppes derbäi.

Vun der TVA sinn Enn November 2,2 Milliarden dobannen, a mer haten zwou Milliarden am Budget. Wéi gesot, d'Taxe d'abonnement hunn ech scho mentionnéiert. 700 Milliounen stoungen am Budget, et sinn der bis elo 600 erakomm.

An de Responsabele vun de Gemengen, well se déi Fro ëmmer stellen - an zu Recht -, wëll ech soen, dass mer fir d'Gewerbesteier 520 Milliounen am Budget haten, an Enn November op 572 Milliounen sinn. Wann een also am Joer 2008 méi erakritt, dann ass et d'Flicht vum Stat, an ech mengen och vun de Gemengen, déi Suen natierlech ze gebrauchen, fir déi Investissementer ze tätigen, déi de Kleng- a Mëttelbetriber hei am Land zeguttkommen. Do soll ee seng Verantwortung iwwerhuelen, an de Stat wäert och selbstverständlech mat de Gemengen iwwert déi do Saache schwätzen.

Da gouf gesot, grad och am Kontext vun der Kris, dass mer Schwierigkeeten hätten, fir virunzecommen, well déi Prozeduren esou laang wäeren. Ech mengen, et wär gutt, wann déi, déi dat soen, géifen an där neier Krisekommissioun, déi d'Chamber jo wëllt asetzen oder agesat huet, dann emol do-riwwer diskutéieren.

Et ass schon esou, dass verschiddene Ministèren énnerschiddlech Kompetenzen hunn. Mä de Fraktionspresident vun der DP weess vun där Zäit, wou hien Ëmweltminister war, dass nun emol d'Kompetenze vum Ëmweltminister anerer si wéi déi zum Beispill vum Wirtschaftsminister oder vum Mëttelstandsminister, a wa Projeten heiansdo an der Prozedur op engem schwieriger Wee sinn, dann ass dat, well all Minister jee no senge Kompetenzen Entscheidungen ze huelen huet.

Mä ech wär Demandeur, dass mer an där Krisekommissioun, déi do agesat ginn ass, dann emol e puer esou konkret Projete kucken an da kucken, ob mer net op eng Rei Prozeduren a verschiddene Ministère solle verzichten.

Déi meescht vun deene Prozeduren hunn awer eng Daseinsberechtigung!

» **Une voix.** - Neen!

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Mä duerfir mengen ech wär et gutt, mir kéinten an deenen nächsten dräi Méint dorüwwer schwätzen. Ech maachen also hei déi Offer am Numm vun der Regierung, dass all Fraktioun an där Kommissioun seet, wat fir eng Prozedure mer kuerzfristeg kënnen ofschaffen.

Ech mengen, dass eng Rei wirtschaftlech Décisiounen méi séier kéinte geholl ginn, wa mer net géifen all Mënsch dauernd nolauschten.

Ech hu bal Schwierigkeeten, dat als Justizminister ze soen, mä et gétt esou vill Rekursméiglechkeeten, wa mer Autobunnen net kënnen bauen, wou zënter Jore Prozesser amgaange sinn, well mer Terrainen net kréien...

» **(Interruption)**

» **Une voix.** - ...Gesetzter net agehale wäeren.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Dir wëllt also nach méi Prozedurschwierigkeete maachen.

Ech mengen, mir sollen déi Debatte net haut hei am Plenum féieren. Meng Offer besteet, an ech soen dat och am Numm vun der Regierung, dass mer op eng konstruktiv Aart a Weis am Kader vun där Kommissioun kucken, vu wat fir enge Prozedure mer dann hoffentlech parteiüwwergräifend der Meenung sinn, dass mer se kéinten ofschaffen.

Ech mengen net, dass dës Regierung eng bürokratesch Regierung wär, déi un all deene Prozedure géif mordicus festhalen.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech hunn eng Fro.

» **M. le Président.** - Den Här Bausch huet d'Wuert.

» **Une voix.** - Den Här Goerens huet och eng Fro.

» **M. le Président.** - Den Här Bausch huet fir d'éischt d'Wuert an duerno den Här Goerens.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt just froen, ob Dir net och der Meenung wäert, well ech gesinn do e grouse Problem, dass et net nëmme eng Fro ass vun de vill Prozeduren, mä och eng Fro ass, dass bei eenzelne Prozeduren ze vill Ministère matschwätzen.

An dann, wat ech feststellen op där Plaz, wou ech Responsabilitéit hunn, dat ass, dass net nëmme ze vill Ministère bei eenzelne Saache matschwätzen, mä déi sech ënnerenee bekriichen an net eens sinn. Well et ass net nëmme eng Fro vu Prozeduren no baussen, dass mer der ze vill hunn, mä och wéi se duerchgezu ginn, wéi d'Exekutioun vun de Prozeduren ass. Do hu mer vill Problemer.

Ech mengen, da misst et awer och méiglech sinn, dass mer déi eng Kéier diskutéieren.

» **M. le Président.** - Jo, Här Goerens, och Är Fro direkt.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech hunn dat heite schon eng Kéier an enger Kommissioun gesot. Ech ka mech net domat offannen, dass deen ee Minister oder déi eng Ministeren d'Land

volltrottere gi mat Lamentéieren, de Projet géif net virgoen, well en anere Kolleege - normalerweis ass et deen an der Ëmwelt - net virumécht.

Ech weisst gär elo, was Sache ist, wat fir eng Projeten zum Beispill bei den Travaux publics net kënne realiséiert ginn à ce stade, obschonn d'Kreditter am Budget ageschriwwen sinn, obscho se an de Fongen dra sinn.

Ech hunn dat gesot opgrond vun enger Fro, déi de Marc Spautz an enger Réunion jointe vun der Économie an de Finanzen gestallt huet. Entweder ginn d'Ministere virun duerch d'Land lamentéieren oder si agéieren. D'Ministere solle mat sech schwätzen an da kucken, wou de Problem läit.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Charles Goerens (DP).** - Wann dann nach eppes iwwreg bleift - „leftovers“ - um prozedurale Plang, si mir ganz gär bereeit, eis Verantwortung ze iwwerhuelen, mä ech ka mech net domat offannen, wann d'Ministeren déi Erklärung ginn: Si sollen handelen!

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Also, vu datt den Här Goerens laang Joren an der Regierung war, weess hien, wéi déi Schwierregkeete sinn. Ech sinn e relativ nervöse Mënsch,...

(Interruptions)

...an duerfir maachen déi Prozeduren eis alleguerten...

» **Une voix.** - En nervösen Harry Potter!

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Jo, en nervösen Harry Potter.

(Hilarité)

» **Une voix.** - Vergiesst net den Zauberstab!

» **Une autre voix.** - Här Frieden, domat komme mer net weider.

» **M. le Président.** - Loosse mer elo de Minister emol seng Ausféierung maache loosse!

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Fakt ass,...

» **M. Charles Goerens (DP).** - De Minister vun den Travaux publics kann eis jo elo soen, wou hie genéiert ass duerch Prozeduren, déi an anere Ministère un-hängeg sinn.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Majo, kuckt, ech ginn lech elo emol e konkret Beispill aus mengem Beräich.

(Interruptions)

Ech hu gëschter Moien, ech hunn zum Beispill...

(Interruption)

Jo, mä eleng schon d'Ausschreiwungsprozeduren. Ech hu gëschter Moien eng Sitzung gemaach mat den Travaux publics zu Schraasseg am Prisong am Kontext vun de Videokameraen.

Déi hu missen europäesch ausgeschriwwen ginn, wat eis ëm esou vill Méint hannendra gehäit huet. Ech verstinn awer déi Regelungen, well dat e Marché ass, deen esou vill kascht huet.

Et gouf aner prozedural Elementer, déi dat mat sech gezunn hunn, bei deem Projet wéi bei aneren. Mir hunn dat deem erëm, wa mer Stroosse bauen, wa mer Schinne bauen. Bis mer Terrainen hunn, ass et eng onméiglech Geschicht. Als Domäneminister soen ech dat, ech schwätzen emol nëmmer aus mengem Departement. Da kuckt deen een dat aus der Sicht vun der Landesplanung, deen aneren dat aus der Siicht vun der Wirtschaft, deen drëtten dat aus der Siicht vun der Ëmwelt, an en fait hu se alleguerte Recht, an Dir wësst ganz gutt, datt dat zu Schwierregkeete féiert.

Duerfir muss mer eis eng Kéier zesummesetzen a soen, wann esou Konflikter sinn, gi mer där oder där Saach Prioritéit. Well ech mengen, den Här Bauteminister, deen och de Mëtteg hei ass, ass nëmmer Demandeur, datt mer Saache méi séier kënne maachen. Mir schwätzen oft doriwwer, wéi mer kënne verschidde Bauprojekte méi séier maachen, an de Bauteminister an ech si sécherlech déi, déi Demandeurs wären, datt mer méi séier kéinten do fueren, well et gétt immens vill...

(Interruptions)

Et gétt also do extrem vill Schwierregkeeten, déi...

» **M. le Président.** - Lauschtert emol, wien huet elo de Moment d'Wuert? Souwäit wéi ech dat gesinn, ass dat den Här Minister. Ech géif lech dowéinst bieden, hien elo seng Ausféierung maachen ze loosse! Wien eng Fro huet, dee soll déi stellen, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister bereet ass, dorop ze äntwerten.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Hie provoziert eis.

(Hilarité)

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Also, ech mengen, datt generell d'Meenung ass, datt eis Prozeduren ze komplizéiert sinn. Dat seet jiddwereen. Wa mer awer ufänken, eng Prozedur ofzeschaffen, da fanne mer der ganz vill, déi déi prezis Prozedur awer justifizéieren. Duerfir nach eng Kéier, d'Offer vun der Regierung ass - well grad elo an der Krisenzäit ass e Retard nach méi schlëmm wéi soss -, datt mer eis d'Wuert ginn, an enger vun den éischte Sitzunge vun Ärer neier Krisenkommissioun iwwer eng Rei vu Prozeduren ze kucken, fir ze wëssen, wat fir eng Prozeduren d'Chamber der Meenung ass, datt mer se ofschafe kéinten.

Ech wär deen Éischten, deen Demandeur wär, datt dat géif geschéien. A wann ech an d'Gesichter kucke vu mengem Kolleege Ministeren, déi hei sinn, da kréien ech dat confirméiert, datt och si net Demandeurs sinn, datt d'Saache laang daueren, well et gétt näischt méi Frustrantes fir e Minister, wann hien e Projet huet an hie kritt en net a schnellen Délaien éngesat.

Duerfir, kommt mer sinn eis eens iwwer dee Punkt!

Här Bettel, hei gétt och kee provoziert. Ech wëll lech en fait soen, datt ech mam Här Goerens eens sinn. Et muss een da konkret soen: Hei sinn déi véier Prozeduren, déi mer ofschafe wëllen. Duerno muss mer kucken, firwat datt déi ageféiert gi sinn an ob mer d'accord sinn, an engem schnelle Changelement législatif, déi ëmzeänneren. Dir fannt eis op Ärer Säit. Proposéiert konkret, wat mer sollen ofschafe, an dat géllt och fir déi aner Kolleegeen.

Ech mengen, datt mer mat deem Budget eng gutt Basis hunn, fir duerch dës Kris ze kommen a fir no der Kris e Land ze hunn, wat mat Vertrauen an d'Zukunft kucke kann. Ech halen näischt dovun - trotz allen immense Schwierregkeeten, déi mer hunn, an déi ganz vill Leit am Land hunn, déi an dësen Deeg ëm hir Aarbecht fäerten -, datt mer alleguer zesummen de Kapp hänke loosse.

Wat mer méi maache mussen, ass, datt mer méi Solidaritéit vis-à-vis vun deene weise mussen, déi hir Schaff verléieren, datt mer probéiere mussen, se op hirer Schaff halen ze kënnen, andeem mer déi Betriber ënnerstëtzen, datt fir déi, déi trotzdeem hir Schaff verléieren, d'Kollektivitéit an engem solidaresche Geste spillt, datt se also kënne weider en Akommes hunn. Mir mussen alles drusetzen, datt mer eist Land esou opbauen, datt mer no der Kris nach ëmmer eng héich Liewensqualität an e wirtschaftsfrëndlecht Ëmfeld hunn.

Dës Budget, dee jo och den Nidderschlag huet vun de Steiergesetzter, déi d'nächst Woch hei diskutéiert ginn, bréngt méi Kafkraaft fir all Mënsch. Jiddwereen, deen an deem Land Steiere bezilt, bezilt an Zukunft manner Steieren. Jiddwereen, deen an deem Land keng Steiere bezilt, kritt vun der Regierung en Zouschoss a Form vun engem Crédit d'impôts. Jiddwereen, deen d'nächst Joer hei am Land leeft, huet méi Suen. Also muss een och mat Vertrauen an déi Zukunft kucken, an ech mengen, wann een dës Budget gesäit, wann een dës Budget objektiv bewäert, wann een dobäi d'Gesondheet vun de Statsfinanze kuckt, déi eis hëllef, iwwer déi schwierig Streck ze kommen, da kann ee mat Vertrauen an d'Zukunft kucken.

Et ass eng schwéier Zäit, mä et ass keng hoffnungslos Zäit. All Kris geet eng Kéier eriwier. Déi, déi virun eis do waren, hunn och schwéier Krisen matgemaach: d'Stolkris, de Krich. Si hunn eis et all Kéiers virgemaach, wéi een, wann een zesummenhält, et och packt, e Land opzebauen, wat besser dosteet wéi d'Nopeschlänner.

Ech mengen och net, datt mir onbedéngt méi e schlecht Wirtschaftswesstem an der Zukunft hu wéi eis Nopeschlänner. Mir hunn eng diversifizéiert Économie, mir hunn eng Économie, déi op den Dëngschtleeschungssecteur opbaut, deen och an der Zukunft gebraucht gétt. Sécherlech hunn d'Finanzinstitute eng schwierig Zäit duerchzemaachen. Et wäerten awer ëmmer Banke bleiwen, et gétt ëmmer Vermögensverwaltung, et gétt ëmmer Kreditgeschäfte.

Duerfir sinn ech fest dovun iwwerzeegt, datt - wa mer déi Entreprisé weider ënnerstëtzen, wa mer weider Promotiounsefforté fir déi Entreprisé maachen, wa mer weider e gesetzleche Kader schafen, deen de Betriber, an domadder de Leit, déi an de Betriber schaffen, zeguttkënnt, wa mer weider eng Sozialpolitik maachen, wou mer éviéieren, datt de Gruef tëschent Räich an Aarm ze grouss gëtt - eist Land wierklech eng grouss Zukunft viru sech huet.

Duerfir soen ech all deene Merci, déi dës Budget stëmmen. Deenen anere soen ech, datt vun der Exekutioun vun deem Budget d'ganz Land profitéiert, och déi, déi en net wäerte stëmmen, mä déi awer als Bierger an als Entreprisen hei am Land dovun bënneficiéiere wäerten.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Budgetminister Merci fir seng Ausféierungen. Domadder si mer um Enn vun deem Punkt vun eisem Ordre du jour ukomm.

Ech wëll hei profitéieren, fir mech bei deenen Häre Schneider a Clement ze entschëllegen. Wann d'Verwaltung de Moie gewosst hätt, wéi d'Zäite géife lafen a wie géif schwätzen, dann hätte mer hir Interventiounen haut de Mëtteg gemaach. Vu dass awer hei decidéiert gi war, dass nëmme méi ee Riedner do wier, well mer haut de Moie géifen ofschléissen, deet dat mer leed. Ech hätt dat léiwer anescht gesinn, mä et ass onglécklecherweis esou gaangen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwer d'Ofkommes géint d'Duebelbesteuerung mat Hongkong. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

2. 5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President, ech ka mech hei quasi direkt un dat uschlëssen, wat de Minister elo grad ausgefouert huet. Hei hutt Dir elo gläich e gutt, konkret Beispill fir dat, wat mer nach wëlles hu fir d'Zukunft.

Fir deen een oder aneren heibannen, ob alle Fall war et emol fir mech de Fall, war Hongkong fréier esou eppes wéi en Akafsparadäis, well déi deemoleg britesch Krounkolonie virum südchinesesche Festland e Status vun Tax-free hat, an een do zimlech bëlle Fotoapparater an anert elektronesch Spillgezei fir Erwuessener kafe konnt. Domat war et awer 1997 esou gutt wéi eriwier, wéi deen op 99 Joer ofgeschlossene Pachtvertrag mat China ausgelaft ass an Hongkong mat senger siwe Milliounen Awunner un d'Volleksrepublik zrëckgoung, dat heescht, integréiert ginn ass an „Mainland China“.

Deem „changeover“ war deemools nawell vill Oprou virusgaangen, well d'Chineese vun Hongkong en éischter mam Kapitalismus an net mam Kommunismus gehalen haten, an dorops esou muncher ee vun hinne gefaart hat, déi rout Bridder vum Festland géifen him op de Pelz récken, wann d'Inselstad bis annekéiert wier. Mä dat ass net passéiert. Nom Motto „Ee Land, zwee Systemer“ huet Peking den Hongkonger d'Gitt laang, an hinnen hire Rechtssystem, hir Währung an hire politesche System einfach gelooss, an dat laut Verfassung op d'mannst fir déi nächst 50 Joer.

Dee spezielle Statut erkläert och, firwat mer elo mat Hongkong en Duebelbesteierungs- ofkommes ënnerschriwwen hunn, obscho mir säit 1994 esou en Ofkommes mat der Volleksrepublik hunn. Hongkong gétt nun ebe vu Peking als eng speziell administrativ Regioun ugesinn. Datt si als Exceptioun toleréiert gétt, kënn allerdéngs net vun ongeféier. Dat nach ëmmer kapitalistescht Hongkong ass schliesselech de Chineesen hir wichtegst Handelspaart no baussen an ass dofir onverzichtbar gi fir de Wirtschafts-

gigant, deen elo amgaangen ass esou richtig ze erwächen.

Als eng vun deene grouse Finanzplaze vun der Welt - Hongkong ass Nummer 13 - an als zweetgréisste Bourse an Asien, no där vun Tokio, verbënnt natierlech etleches Hongkong mat der Nummer 9 ënnert de Finanzplazen, nämlech mat Lëtzebuerg. Zwar huet déi eenzeg Hongkonger Bank, déi sech bei eis niddergelooss hat, erëm virun e puer Joer zougemaach, wéi et sech erausgestallt huet, datt den Hongkong-Chineesen den Hals net vu Peking ëmgedréint géif ginn, mä d'Relatiounen tëscht deenen zwou Plaze sinn nach ëmmer ganz enk, virun allem well Hongkong fir seng Investmentfonge Lëtzebuerg als Paart op den europäesche Maart benotzt an déi Fonge bei eis domiciliéiert, fir datt se eben den europäesche Pass kréien.

Et gétt allerdéngs nach en zweete Grond, firwat Lëtzebuerg eréischt dat véiert Land ass - no China, Thailand an der Belsch -, dat en Duebelbesteierungsafkommes mat Hongkong ofgeschloss huet. Dat ass déi Roll, déi Hongkong an der Entwécklung vun eiser Frachtfluggesellschaft, der Cargolux, gespillt huet an nach ëmmer spillt.

Deen ale Flughafen vun Hongkong - den „Kai Tak“; déi emol dohinner geflu sinn, déi kënne sech nach erënneren, wa se mengent hunn, si géifen am Mier landen - war jorelaang esou eppes wéi de Port d'attache vun der Cargolux an Asien, an nach haut ass Hongkong mat Ofstand déi am dacksten ugeflunnen Destinatioun vun eise Fretfligere. Net manner wéi 14 Volé ginn all Woch vum Findel op Hongkong an zréck, an dat all Kéiers mat engem 120 Tonne Fracht u Bord, a mat allem, wat dat u Logistikopwand och bei eis no sech zitt.

Et war deemno nëmme logesch, datt eist Land, dat entre-temps iwwer 50 Duebelbesteierungsafkommes uechtert d'Welt ofgeschloss huet, och Hongkong op d'Lëscht gesat huet. D'Stréckmuster vun esou engem Ofkommes ass ëmmer datselwecht. Et baséiert op dem sougenannten OCDE-Modell, dee festhält, wat fir eng Steiere wou bezuelt ginn, fir datt et eben net zu enger Duebelbesteuerung ka kommen.

An deem spezielle Fall ass sech allerdéngs net 100%teg un dee Modell gehale ginn, well ee wollt gewësse Spezifisitéiten op där enger wéi op där anerer Säit am jeeweilege Steuerrecht Rechnung droen. Esou gesäit d'Konventioun beispillsweis vir, datt d'Royaltes, also d'Redevancen net, wéi vum OCDE-Modell virgesinn, un Wunnuert vum Bénéficiaire besteiert ginn, mä enger Quellesteier vun 3% zu Hongkong ënnerleien, déi dann natierlech bei der definitiver Besteuerung zu Lëtzebuerg ugerechent gétt.

Grosso modo gesäit dës Duebelbesteierungskonventioun vir, datt d'Revenuen aus Investitiounen, déi vu Lëtzebuerg zu Hongkong gemaach goufen, zu Hongkong besteiert ginn, wann et sech ëm Immobilien oder ëm Geschäftsaktivitéite vun enger Néierloossung zu Hongkong handelt. Ëmgekéiert ginn d'Dividenden, déi d'Hongkonger Duechter der Lëtzebuerg Mamm iwwerweisen, zu Lëtzebuerg besteiert, allerdéngs nodeem datt déi zu Hongkong bezuelte Steieren ofgezu gi sinn.

Maacht lech elo näischt ze dinn, wann dat lech e bësse komplizéiert virkënt, d'Steiersaache sinn nun eben net einfach, scho guer net, wann zwee Länner zugläich mat am Spill sinn. Et ass och dofir net weider verwonnerlech, datt de Statsrot gemengt hat, en Hoer an der Zopp entdeckt ze hunn, dat awer a Wierklechkeet guer keent war. Dofir huet dann och d'Finanz- a Budgetkommissioun deem weider keng Rechnung brächten ze droen.

Här President, Dir wonnert lech dann och bestëmmt elo net, wann déiselwecht Finanz- a Budgetkommissioun der Chamber un d'Häerz leet, dës Konventioun, déi iwweregens schon am Februar vun der Hongkonger Säit ratifizéiert ginn ass, hire Segen ze ginn, fir datt se a Kraaft triede kann, an zwar nach fir d'Steierjoer 2008. Dir maacht och domat wahrscheinlech eisem Wirtschaftsminister eng grouss Freed, well wann ech richtig informéiert sinn, fiert hien dës Deeg op Hongkong. Hei huet hien dann de Kleesche mat am Gepäck, wann

hien dohinner fiert. Datselwecht, wat ech elo fir d'Finanz- a Budgetskommissioun gesot hunn, gëllt och fir meng Fraktioun, där hiren Accord ech heimat ginn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo den Här Minister Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech géif just nach eng Kéier wëllen d'Wichtigkeet vun deemem Accord ënnersträichen, well et en ligne ass mat deem, wat mer virdu gesot hunn. Wa mer wëlle wirtschaftlech Entwécklung hunn, da muss eist Land weiderfuere fir d'Netz vun Duebelbesteuerungsofkommen ze verbreedere. Mir hunn der scho ganz vill, an ech si frou, dass mer desen esou schnell zustane kritt hunn, wou mer an der Rei stoung mat ganz vill anere Länner, déi och mat Hongkong en Accord ofschléisse wollten.

Dëst ass e wichtege Accord fir Hongkong, et ass awer och e wichtege Accord fir China, well Hongkong ass jo en Deel vu China mat engem spezielle Regime. Duerfir ass et wesentlech, wa mer de Lëtzebuerger Entrepreneuren och op neie Märchen ausserhalb vun Europa Méiglechkeete wëlle ginn, dass esou en Accord wéi dës gemaach gëtt.

Dëst ass ee vu villen Accorden, mä och dat verleet eis dozou ze soen: Et gëtt eng Zukunft. Heimadder maache mer den Entrepreneuren hir Geschäfte méi effikass, well et eng besser Besteuerung fir d'Entreprise bedeit. Dëst ass e wichtege Accord, well mer eis domadder och ausserhalb vun Europa nei Märter opmaachen. Ech wëll dofir dem honorabelen Här Thiel Merci soen, grad esou wéi allen Deputéierten, déi dës Projet stëmme wäerten.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5862 ass eestëmme mat 59 Jo-Stëmmen uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnar) et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Henckes huet eng Question urgente gestallt, un den Här Minister Frieden, betreffend d'Kaupthing-Bank. Den Här Mi-

nister Frieden huet sech d'accord erkläert, fir direkt op déi Fro ze äntwerten. Wann Dir d'accord sidd, da géife mer déi elo direkt huelen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech si gewuer ginn, dass d'Agence Bloomberg eng Informatioun relayéiert huet, no där déi isländesch Bank, Kaupthing Lëtzebuerg en fait, et ass jo eng Lëtzebuerger Bank ginn, fir ee symbolesch Euro un e Groupe vun Investisseure géif verkaaft ginn, deen aus fënnf Banken an engem Fonds d'investissement besteet, à la tête vun deem sech d'LIA, d'Libyan Investment Authority befénnt. No deenen Informatiounen vun där Noriichtenagentur hätt d'Lëtzebuergesch Regierung sech d'accord erkläert, fir der Kaupthing Lëtzebuerg e Prêt vu 600 Milliounen Euro ze ginn, ënner anerem fir gegebenenfalls de Spuerer een Deel vun hire Suen erëmzeginn.

An deem Kontext wollt ech natierlech e puer Froen stellen, well dat elo iwwer e puer Radioen an och schonn iwwer d'belsch Televisioun gaangen ass, an déi Froen sinn déi folgend:

Éischtens, Här Minister, kënnt Dir déi Informatioun bestätegen, vun där ech elo geschwat hunn a vun där d'Agence Bloomberg schwätzt, haaptsächlech wat dee Prêt vu 600 Milliounen Euro ugeet, deen d'Lëtzebuergesch Regierung an deemem Kontext wëllt der Kaupthing-Bank zougestoen?

Wa jo, wat sinn d'Konditiounen an d'Garantien, déi dës Prêt begleede sollen?

Wann neen, Här Minister, sidd Dir der Meenung, dass et nach ëmmer vläicht eng aner Méiglechkeet gëtt, fir e Repreneur ze fanne fir d'Kaupthing Lëtzebuerg? Sinn aner Leit, aner Betriber, aner Repreneuren nach an der Diskussioun?

Wat den Accord fir dee Prêt do ugeet, huelen ech jo un, dass d'Lëtzebuergesch Regierung do bal misst e Projet de loi déposieren?

An déi véiert Fro ass: Eng etlech belsch Clientë sinn natierlech och vun deene Schwierigkeete vun der Kaupthing-Bank concernéiert, an dofir wollt ech froen, ob déi belsch Regierung dann och bei deene Mesurë kéint participéieren, notament wat déi 600 Milliounen ugeet, oder wat soss aner Mesuren ugeet, déi an deemselwechte Kontext geholl gi sinn?

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Budgetminister Luc Frieden huet d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech kann dem honorabelen Här Henckes confirméieren, dass zënter enger Rei vu Woche Gesprécher tëschent der Kaupthing-Bank an hiren Administrateuren judiciaires engersäits, a verschiddene Repreneuren anerersäits lafen, dorënner och an deene leschten Deeg déi mat deem Fonds souverain, deen elo grad an der Question parlementaire urgente mentionnéiert ginn ass. Déi Gesprécher sinn amgaangen, an déi Gesprécher sinn extrem komplizéiert.

Ech wëll der Chamber soen, dass et net an den Intentiounen vun der Regierung ass an zu kengem Moment war, fir e Prêt vun där doter Héicht un déi Bank oder u soss een ze maachen, fir d'Reprise vun där Bank ze erméiglechen. D'Regierung bleift der Meenung, dass eng Reprise vun der Bank dat Besch wär fir d'Reputatioun vun der Finanzplaz engersäits, a fir déi sëlliche Clientë vun där Bank anerersäits.

D'Regierung verkeeft näischt an d'Regierung keeft näischt an deem Dossier. Mä eis Haltung an deem Dossier war a bleift, dass, wa mer kënnen als Regierung behëlleflech sinn, dass déi Bank kann iwwerliewen, mer en Intérêt hunn, deen iwwer déi Bank erausgeet, fir dat ze maachen. Wa mer also ënnert der Form vun engem Prêt oder enger beschränkter Garantie kënnent behëlleflech sinn, ouni dass dat géif gréisser Risiko fir de Stat mat sech zéien, da kënnent ee vun esou eppes schwätzen.

Fir de Moment si keng esou Offere gemaach ginn. All déi Garantien, déi bis elo gefrot gi sinn, hunn ech inakzeptabel fonnt. An et kënn net a Fro fir d'Regierung, e Prêt vun zum Beispill 600 Milliounen ze maachen, fir esou eppes sécherzestellen.

Ech soen awer grad esou kloer, dass, wa bei deem doten oder engem anere Repreneur en Iwwergangskredit misst gemaach ginn, wou eng Chance vu Remboursement wär, a wa mer domadder kënnent déi Bank um Liewen halen, wat wéi gesot gutt wär fir d'ganz Finanzplaz, da si mer bereet, iwwer esou Saachen ze schwätzen.

Déi Gesprécher sinn amgaangen. Déi sinn extrem schwierig. Et ass zu 50% Chance nëmme, dass déi Gesprécher zu engem Erfolleg féieren. Mir sinn der Meenung, dass dat virum Enn vum Joer muss ofgeschloss ginn. Dir wësst, dass d'AGDL, d'Association pour la garantie des dépôts Luxembourg, ugefaangen huet 20.000 Euro pro Client vun där Bank ze entschueden, well et och noutwendeg war fir deene Leit entgéintzekommen.

Wann de Lëtzebuerger Stat géif doriwuer eraus eppes maachen, well mer an déi schwierig Situatioun falen, wou déi Bank do an engem Moment a Liquidatioun gemaach ginn ass, wou just den ECOFIN-Conseil decidéiert hat, déi Garantien an all de Länner e bëssen ze héijen, da géife mer dat net eleng maachen. Mä ech hunn d'lescht Woch Gesprécher mat der belscher Regierung zu Brüssel gefouert, fir sécherzestellen, dass mer dann e supplementären Effort géife gemeinsam maachen.

Duerfir, ech kann also de Fait vun esou Gesprécher confirméieren. D'Detailer dovun entsprechen net der Realitéit. D'Detailer wäerte mer selbstverständlech, esou wéi mer dat bis elo gemaach hunn, och mat der zoustänneger Finanzkommissioun vun der Chamber diskutéieren, sollt et zu engem Accord kommen, an deem ech d'Regierung géif abréngen. Mir sinn awer fir haut nach net un deem Punkt. Sollt dat an deenen nächsten Deeg geschéien, wäerte mer selbstverständlech froen, fir kënnen an der Finanzkommissioun e Bericht ze maachen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vun de Projets de loi iwwer de Bau vun enger Maison du Savoir zu Belval, an de Projet iwwer de Bau vun engem Verwaltungsgesetz, och op Belval. D'Rapportrice, déi honorabel Madame Andrich-Duval, huet elo d'Wuert, fir de Rapport vun deenen zwee Projeten ze maachen, déi mer duerno an enger Diskussioun vidéiere wäerten. Madame Andrich-Duval, wann ech gelift.

4. 5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval

Rapports de la Commission des Travaux publics

» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer dann elo hei virhuelen, läit am enkem Zesammenhang mat deem nächsten, well et handelt sech och ëm e Projet vun den Industriebroochen zu Belval, an zwar an deemem Fall ëm d'Maison du Savoir, d'Haus vun Wëssen also, wat d'Häerzstück vun der Uni Lëtzebuerg duerstellt. Dofir huet d'Bautekommissioun och proposéiert, déi zwee Gesetzesprojeten zesammen ze behandelen, wat eng méi grouss Kohärenz bei der nofolgender Diskussioun wäert erlaben.

De Projet de loi 5897 gouf den 2. Juli 2008 vun Här Bauteminister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert an hat en technesch Deel. Et louch och eng Käschtenaschätzung bäi, grad esou wéi e Bauprogramm an déi passend Baupläng. An der Bautekommissioun vum 22. September 2008 gouf ech als Rapportrice vum Gesetzesprojet genannt. De Statsrot huet do säin Avis den 21. Oktober ofginn. Doropshi goufen an der Bautekommissioun vum 24. November de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert.

Op Propos vun der Bautekommissioun sinn an enger gemeinsamer Sitzung vun der Bautekommissioun an der Commission de l'Enseignement supérieure, de la Recherche et de la Culture de 27. November den aktuellen Entwécklungsstand vum Bau vun der Cité des Sciences grad esou wéi d'theoretisch Konzept vun der Uni Lëtzebuerg

presentéiert ginn. Dat a Präsenz vun den Här Ministeren Wiseler a Biltgen souwéi vun de Responsabele vum Fonds Belval an dem Recteur vun der Universitéit. De Schrëftleche Rapport gouf dann an der Sitzung vum 1. Dezember eestëmme uegoholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem heite Projet gëllen déiselwecht Remarquë wéi bei deem nächsten, wat d'Dezentralisatiounspolitik vum Stat ubelaangt. Ech wäert do méi am Detail drop agoen. Et geet op 2005 zrëck, wou d'Regierung de Site Belval als Sëtz vun der Uni Lëtzebuerg zrëckbehalen huet.

An enger éischter Etapp sollen d'Fakultéit vun de Wëssenschaften, der Technologie an der Kommunikatioun souwéi d'Fakultéit vun de Sproochen an den Humanwëssenschaften, der Konscht an den Erziehungswëssenschaften, an ausserdeem d'Infrastruktur vum Enseignement an de Rektorat mat der zentraler Verwaltung vun der Uni hei entsto. Eng definitiv Décisioun iwwer de Sëtz vun der Fakultéit vum Droit, der Économie an de Finanzen steet awer nach aus.

Wéi gewosst, stellt d'Uni Lëtzebuerg den Haaptdeel vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation duer. Fir d'Besoinë vun der Uni sinn eleng eng eelef Gebaier virgesinn, en plus vum Gebai Biotec. Mä och d'Fuerschungszentre Gabriel Lippmann, Henri Tudor an de Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques, den CEPS/INSTEAD ginn hei realiséiert.

Et ass dëst eng exzeptionell Chance fir d'Uni Lëtzebuerg, an en neie Stadquartier kënnen implantiert ze ginn. Esou kënnen all hir Elementer an d'Stadbild an an d'städtesch Aktivitéiten integréiert ginn.

Dofir wëll ech nach eng Kéier ee vun deene wichtege Aspekter vun der Cité des Sciences ervirhuelen. Dat ass d'Mixitéit vun den Aktivitéiten an hire connexë Gebaielecheeten. Hei fannen niert der Uni kulturell a Fräizäitaktivitéite statt. Et gëtt e Geschäftsliewe geschaf, dat jo schonn ugefaangen huet ze fonctionnéieren. Ausserdeem entsteet Wunraum grad esou wéi Plaz fir privat an öffentlech administrativ Servicer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo de Bauprogramm vun der Universitéit kuerz belichten. D'Universitéit Lëtzebuerg ass geschaf ginn duerch d'Gesetz vum 12. August 2003, wou hir Missiounen an Objektivier definéiert ginn an op déi ech op dëser Plaz net weider wäert agoen. Fir hir Besoinen un Infrastrukturen ze evaluéieren, ass sech op statistesch Donnéeë baséiert gi vum HIS. Dat ass den Hochschulinformationssystem, eng däitsch parastaatlech Gesellschaft, déi schonn Erfahrung op deem Gebitt huet.

Et gëtt dermat gerechent, dass d'Populatioun vun de Studente vun engem jëtzege Stand vu 4.400 op 7.200 wäert eropklammen um Horizont 2020.

Nieft de Studenten ass d'Entwécklung jo och enk gebonnen un d'Entwécklung vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg, déi an Zukunft nach soll méi staark gefördert ginn. Dofir gëtt fir 2020 mat engem 2.357 Fuerscher gerechent, an zousätzlech mat ronn 600 Mann Hëllefspersonal.

Dann ass och eng Programmation erstellt ginn, wat d'Natur, d'Zuel, d'Heefegkeet an d'Fréquentatioun vun den Uniscoursen ugeet. D'Infrastrukture sollen optimal genotzt ginn an et muss eng Reserv virgesi ginn. Fir operationell ze bleiwen, därer den Nutzungsgrad vun de Säll 85% net iwwerschreiden. An enger éischter Phas souguer gëtt vun engem Nutzungstaux vu 65 bis 70% ausgaangen. Et ass och méiglech, d'Beleungsziäite vu 40 Stonnen an der Woch op 60 Stonnen eropzeschrauwen.

De Bauprogramm soll am Prinzip an dräi Phasen erfollegen, wouvun déi zwou éischt déi wichest ginn.

Déi éischt Phas gesäit de Bau vun der Maison du Savoir vir, woumat mer eis haut jo befaassen, an do ronderëm ginn dann no an no déi verschidde Gebaier opgeriicht, déi thematesch opgedeelet ginn. Esou zum Beispill d'Haus vun de Wëssenschaften, d'Maison du Nombre oder d'Haus vun den Humanwëssenschaften. Den Areal vun der Gebléishal bleift reservéiert fir deen eventuell spéideren Ausbau vun der Uni.

Dat generell Konzept gesäit vir, dass Synergien tëschent deene verschiddenen Haiser sollen entsto an am Kader vun de Fuerschungprojeten. Dat ënner enger gemeinsamer administrativer Verwaltung.

Wa mer de Projet aus engem urbanistesche Bléckwénkel kucken, soll dat neit Gebai op déi nördlech Partie vun der Héichuewen-terrass stoe kommen. Hei stéisst industriell

Vergaangenheet op déi nei Entwécklung vun der Regioun, markéiert duerch Héichwien engersäits, an den Tour vun der Dexia anerersäits.

Ech wëll och ervirhiewen, dass net méi spéit wéi d'lescht Woch op der Place de l'Université, direkt am Agank vu Belval, déi méi wéi zéng Meter héich Stèle vum Jhang Meis als Erënnerung u Generatiounen vu Schmelzarbechter ageweit gouf. Dës Silhouette gétt elo komplettéiert duerch den iwwer 80 Meter héijen Tuerm vum Haus vum Wëssen, deen e staarkt Signal an deem homogene Kader vun den themateschen Haiser ronderëm wäert ginn.

Architekturméisseg ass d'Gebai kloer an zwou Entitéite strukturéiert an an engem zäitlose Stil gehalen. Dat eent Gebai huet d'Form vun enger Barre an et huet en eegenen Accès. Do kommen deen Deel vum Enseignementszentrum an d'Partie vum Konferenzzentrum dran.

Hei fannen engersäits déi theoretesch Coursen fir d'Bachelor-Niveaue statt, anerersäits kënnen och Leit vu baussen hei u Konferenzen oder Séminairen deel huelen. Dat erlaabt et, d'Raimlechkeeten optimal auszenotzen.

Dofir ass d'Gebai och ganz flexibel konzipéiert. Et ass an zéng Zonen agedeelt: Do ass den Entréeshall; de groussen Amphitheater, an eng ganz Rei méi kleng Amphitheateren; weider Säll, fir Coursen ze halen; en Accueil fir d'Proffen; en Accueil fir d'Studenten; eng Verwaltung; de Restaurant; d'Logistik an de Parking.

Dat zweet Gebai ass dann den Tuerm, bei deem eng gewëss Reservmarge kalkuléiert gouf an dat och e separaten Agank huet. Do kennt d'Administratioun an d'Direktioun vun der Uni dran, déi vum Conseil de gouvernance, dem Rektorat an der Direktioun vun den thematesche Pôlë gemanagt gétt. Si ginn op déi ieweschte Stäck placéiert. Funktionell bedéngt dat, dass d'Raimlechkeete vun der Direktioun musse getrennt si vun deem Deel, an dee vill Studenten erakommen.

D'Direktioun brauch Büroen, Réunionssäll an e VIP-Accueil. Fir d'Studente si Receptiounssäll fir Informatiouns- a Berodungsarbecht souwéi Büroer virgesinn. Déi sinn op den éischte Stäck no beim Gebai vum Enseignement. Op den Tëschenetage sinn dann déi aner Servicer vun der Verwaltung ënnerbruecht. Selbstverständlech ass d'Gebai och accessibel fir Leit mat enger Behënnerung.

D'Fassad vum Haus vum Wësse kritt bal wéi eng duebel Haut, déi een héije Sonnenschutz wäert erméiglechen. Fir déi Partien, déi de Wiederkonditiounen am meeschten ausgesat ginn, si Materialer virgesinn, déi kee weideren Ennerhalt brauchen. D'Fënstere sinn aus Holz an Aluminium a sinn duebel verglaast.

Dann zur Energie. D'technescht Konzept vum Gebai ass esou, dass den Energieverbrauch soll verstänneg niddreg bleiwen, fir d'Ennerhaltskäschten a Grenzen ze halen. Am Wanter soll et e Minimum vum Hëtzerloscht ginn, an am Summer soll esou wéineg wéi méiglech Hëtzt vu baussen erakommen.

Déi Raimlechkeeten, déi an der Fassad leien, gi mat Konvektoren gehëtzt, déi an d'Fassad placéiert ginn. Am Gebai vum Enseignement ass eng mechanesch Ventilatioun virgesinn an an deenen anere Lokaler loossen d'Fënstere sech opmaachen, fir ze léften. Fir déi weider technesch Detailler vum Gebai verweisen ech op d'Partie «Génie technique» vum Gesetzesprojet.

De Käschtelpunkt vun deem heite Bauprojet soll bei 136.200.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum 1. Abrëll 2007 leien. Bäizefügen ass, dass de Käschtelpunkt vum Parking hei net mat abegraff ass. Dorop ginn ech nach spéider an.

Wat d'Entretienskäschte vun de Lokaler an de jährechen Energieverbrauch ubelaangt, esou sinn déi pro Joer op ëm déi 2.060.000 Euro geschätzt.

Och wëll ech zum Schluss nach op den Avis vum Statsrot agoen. A sengem Avis vum 21. Oktober 2008 huet de Statsrot säin Accord de principe vum virleiende Gesetzesprojet ginn. Déi héich Kierperschaft seet awer, si hätt Schwierigkeeten, fir ze appréciiéieren, ob genuch Terrain do ass, fir all d'Gebaier vun der Uni ënnerzekeréieren. D'Chiffriéiere vun de Besoiné sinn hir ze vag an d'Dimensiounen vum Projet souwéi d'Délaien, an deene se solle realiséiert ginn, ebenfalls.

Dann hieft de Statsrot ervir, dass de Käschtelpunkt vum Parking net am Devis mat abegraff ass. En hätt virgezunn, dorwäert méi Informatiounen ze hunn. Den Här Bauteminister huet d'Membere vun der

Bautekommissioun informéiert, dass hei en alternative Finanzement ugestriift ass, deen ënner Form vun enger „public private partnership“ soll lafen.

Zum Parking mengt de Statsrot dann nach, dass mat 500 virgesinnene Plazen d'Attraktivitéit ze grouss wier fir den Individualverkéier. Hei hätt e sech méi Renseignementer iwwert d'Mobilitéitskonzept an den „modal split“ gewënscht.

Och huet de Conseil d'État sech dann nach gefrot, ob d'Energiekonzept deene leschten Erkenntnisser op deem Gebitt géif entsprechen.

Bei den Diskussiounen vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de redaktionelle Remarqué vum Statsrot sengem Avis Rechnung gedroen an iwwerregens den Titel vum Gesetzesprojet geännert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss och all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffen an der Bearbechtung vum Gesetzesprojet bedeelegt waren.

Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, emol virleefeg fir Är Opmierksamkeet, well ech erlabe mer dann direkt op deem zweete Projet de loi iwwerzegoen, dee mer um Belval-Site realiséieren.

Dee virleiende Projet 5898 wäert et erlaben, en neit Gebai fir d'Ëmweltverwaltung, d'Waasserwirtschaftsamt, déi national Kommissioun vum Dateschutz an de Fonds Belval op den Industriebrooche vun Esch-Belval opzerichten. De Projet de loi gouf den 2. Juli 2008 vum Bauteminister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert, hat och en technesch Deel gradesou wéi e Bauprogramm. Et louchen och eng Finanzfiche a Baupläng bái.

De Statsrot huet säin Avis den 21. Oktober 2008 ofginn. An der Bautekommissioun vum 10. November ass de Projet de Membere virgestallt ginn an den Avis vum Statsrot gouf analyséiert. An darselwechter Sitzung sinn ech als Rapportrice vum Gesetzesprojet bestëmmt ginn. De schrëftleche Rapport gouf dunn an der Sitzung vum 19. November eestëmmeg uegholl.

Fir d'éischt wëll ech bemierken, dass de virleiende Projet der Regierungspolitik entsprécht, déi eng Modernisatioun vun den Infrastrukture vun der Fonction publique, eng Käschterreduktioun, haaptsächlech vun de Loyerskäschten, eng Dezentralisatioun vun de Statsservicer an eng nohalteg Entwécklung upeilt. D'Agglomeratioun vun Esch, déi e regionalen Entwécklungspôle ass, huet sech mat hiren Industriebrooche vu Belval beschteens dozou géeeent.

Ech wëll ënnersträichen, dass dëst eng Chance unique fir d'Entwécklung vun der Regioun Süde vum Land ass, déi et ënner anerem erlaabt, déi territorial Organisatioun hei am Land an d'Gläichgewicht ze bréngen an d'Liewensqualität vun de Bierger ze verbesseren.

Sämtlech öffentlech Aktivitéiten op den Industriebrooche vu Belval gi jo bekanntlech ronderëm den zentrale Projet vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation entwéckelt a maache 40% vun de bebaubare Fläche vum Site aus. Fir d'Ëmsetzung vun deene Projeten ass jo de Fonds Belval zoustänneg.

D'Cité des Sciences erméiglecht et, nieft der Uni Lëtzebuerg mat den öffentleche Recherchezentren och Statsverwaltungen a kulturell Infrastrukture gradesou wéi Privatentreprisen op engem Site ze konzentréieren. Ech hat dat scho virdrun erwähnt. Esou gétt et méiglech, fir eng Zesummenaarbecht tëschen all den Acteuren erbäizeféieren.

Engersäits bestinn elo scho Synergien tëschen der Ëmweltverwaltung an dem Waasserwirtschaftsamt, zemoos wat d'Labosarbechten ubelaangt; anerersäits schafft d'Ëmweltverwaltung och elo scho mam Zentrum vun den Ëmweltressourcen an -technologien, dem CRTE, zesummen, deen ënner der Tutelle vum öffentleche Fuerschungszentrum Gabriel Lippmann fonctionnéiert.

D'Uni Lëtzebuerg bitt hirersäits Formatiounen an de Beräicher Energie an Ëmwelt. Esou entstinn nei Méiglechkeete vun Zesummenaarbecht. D'Statsverwaltungen kënnen der Uni hiert praktescht Wëssen am Ëmweltschutz viruermittelen. Si kënnen awer och op d'Formatioun vun de Studenten awierken, andeems si hinne Stagen ubidden. A schliesslech kënnen nei gemeinsam Fuerschungsprojete gestart ginn.

An deem neien administrativen a Labosgebai muss genuch Plaz an och eng Reserv virgesi ginn:

- éischstens, fir d'Ëmweltverwaltung. Si ass prioritär zoustänneg fir d'Preventioun vun der Ëmweltverknaschtung an där vun der Natur. Eng Verknaschtung, déi duerch d'Aktivitéite vum Mënsch provozéiert gétt. Si ass an dräi Divisiounen organiséiert, ënner enger Direktioun. Et sinn dëst: d'Divisioun Loft a Kaméidi, d'Offaldivisioun an d'Divisioun, déi sech ëm de Kommodo/Inkommodo bekëmmert. Et sinn do ronn 90 Leit beschäftegt, déi mëttelfristeg op 100 sollen eropgoen. Fir hir Aktivitéite kënnen auszuféieren, brauch dës Verwaltung Büroen, Versammlungsraum, technesch Lokaler, Archiven, spezielle Stockageraum fir Materialer a Laboratoiren;

- zweetens muss d'Waasserwirtschaftsamt hei ënnerbruecht ginn. Dës Verwaltung ass zoustänneg fir eng integréiert an nohalteg Gestiou vun de Waasserreserven a vum Waassermilieu an huet de gesetzlechen Auftrag, fir dës ze schützen. Weider ass si zoustänneg fir d'Ëmsetze vun der europäescher Waasserkaderdirektiv. Heiduerch ginn d'Fuerschungsaarbechten iwwert d'Waasser a säin Ëmfeld néideg, gradesou wéi d'Labosarbechten am Beräich vun de biologeschen a chemeschen Analysé vum Waasser. Weider huet si d'Missioun, fir de Fëschbestand an d'Fëscherei ze iwwerwaachen. Si ass a véier Divisiounen organiséiert a mëttelfristeg gétt mat bis zu 100 Mann Personal gerechent. Fir all dat brauch d'Waasserwirtschaftsamt och Büroen, Versammlungsraum, technesch Lokaler, Archiven, Ofstellraum a virun allem Laboratoiren;

- drëttens ass och de Sëtz vun der nationaler Dateschutzkommissioun hei virgesinn. Si ass do, fir ze iwwerpräieren, ob d'Behandlung vun de perséinlechen Date legal ass a muss d'Fräiheet an d'elementar Rechter vun de Persounen am Beräich vum Dateschutz garantéieren. Si schafft a kompletter Onofhängegkeet. Si fënnt an deem neie Gebai optimal Konditiounen, well déi technesch Équipement modern a sécuriséiert sinn an hire Besoiné vun engem ofgesécheren informatesche Réseau a vun enger Ubannung un de Centre informatique vum Stat entsprechen. D'Kommissioun ass a fënnf Servicer opgedeelt an et schaffen eng ronn 15 Leit do, déi deels vun externe Beroder assistéiert ginn;

- véiertens a last but not least soll de Fonds Belval säin neie Leeër hei fannen. De Fong ass jo en Établissement public, deen 2002 duerch Gesetz geschaf gouf, a Bauherr vu sämtlechen öffentleche Bauprojete vun der Cité des Sciences, eng ëm déi 20 Projete vu gréisserer a mëttlerer Envergure.

Am Moment setzen déi 25 Mataarbechter an engem provisoiresche Préfabriqués-Gebai. Elo sollen am neie Gebai déi néideg Büroen, Versammlungsraum, technesch Lokaler an och Archivraum zur Verfügung gestallt ginn.

Ervirsträiche wëll ech nach, dass och gemeinsam Infrastrukturen an deem Gebai virgesi sinn, fir esou méi spuersam ze bauen. Dat neit Gebai soll op en Terrain vun 3.000 m² stoe kommen, südöstlech vun der Héichuewenterass, ganz no bei d'Industriemonumenter. Et ass e Gebai mat engem Tuerm, deen e Repère an der urbanistescher Landschaft soll sinn. Et ass alignéiert op Niewegebaier, an zwar d'Rockhal an d'Gebai vun der fréierer Direktioun vun den Héichwien, wou d'Agora hire Sëtz de Moment huet.

E klengen erfreeslechen Detail, besonnesch fir eis gréng Kolleegen: Et bleiwen zwou schéi Platanen erhalen op dem Site, déi et erméiglechen, d'Entrée ganz accueillant ze gestalten.

Architekturméisseg huet d'Gebai dräi Deeler: de Sockel oder ënneschten Deel mat deene verschiddenen Accèsen an de Laboratoiren, dann den Tuerm oder héijen Deel mat deenen administrative Flächen an dann de Sous-sol mat deem ënnerirdesche Parking an den technesche Lokaler.

Deen ënneschten Deel huet véier Niveauen, de Rez-de-chaussée mat deene gemeinsame Raimlechkeete wéi der Entrée, dem Foyer, der Réceptioun an engem groussen Konferenzraum, dann op dem éischten, zweeten an drëtten Stack sinn d'Laboe mat hire jeeweilige Büroer fir d'Waasserwirtschaftsamt an d'Ëmweltverwaltung virgesinn.

Den Tuerm huet zwielef voll Niveauë mat Büroeraimlechkeeten. D'Büroer si modulabel an déi verschidde Stäck kënnen total onofhängeg vunenee genotzt ginn. Op Niveau 5 bis 7 kennt d'Waasserwirtschaftsamt. Den Niveau 8 ass fir déi national Dateschutzkommissioun. D'Ëmweltverwaltung kennt hirersäits op d'Niveauen 9 bis 13, an de Fonds Belval kennt op de 14 an de 15. Dee leschte Stack ass da reservéiert fir d'technesch Lokaler.

De Sous-sol huet nëmmen een Niveau an ass fir d'Déngschtwen reservéiert. Dann ass nach eng Annex baussent dem Gebai geplangt. Dat ass fir den Dépôt vu geféierleche Produiten, déi an de Laboe gebraucht ginn.

Dann nach e puer erausgepickten Detailler zu de gebrauchte Baumaterialien. D'Gebai kritt eng traditionell Fassad am Klinker an dräifach verglaaste Fënstere. D'Büroerfënstere kënnen och individuell opgemaach ginn a kréie baussesch Storen, fir géint d'Sonn ze schützen, déi zentral elektresch gesteuert ginn. De Sockel an den Tuerm kréien e begrëngten Daach, fir en Deel vun Reewaasser zréckzehalen. Fir den Entréesberäich si grouss Dallen am Naturstee virgesinn, an an de Büroen an de Versammlungsraum soll Parquet geluecht ginn.

Fir dann Energie ze spueren, huet d'Gebai eng performant Isolierenvolpe. Déi mechanesch Ventilatiounsanglag huet eng thermesch Récupératioun, a just d'Laboen hunn eng Klimaanglag. D'Waarm-Waasser-Zubereedung fir d'Laboe gétt vun enger thermescher Solarproduktiounsanglag ënnerstëtzt. Fir déi weider technesch Detailler verweisen ech och hei op d'Partie «Génie technique» vum Gesetzesprojet.

De Käschtelpunkt vum Bauprojet ass op 57.073.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum 1. Abrëll 2007 chiffriert. Wat d'Entretienskäschte vun deene Lokaler an de jährechen Energieverbrauch ubelaangt, esou sinn déi pro Joer ëm déi 1.139.000 Euro geschätzt.

Elo wëll ech nach zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, op den Avis vum Statsrot agoen. A sengem Avis vum 21. Oktober 2008 huet de Statsrot säin Accord de principe vum virleiende Gesetzesprojet ginn. En appréciiert d'Dezentralisatiounspolitik vum Stat a fënnt déi méiglech Synergien tëschen den Administratiounen an der Uni Lëtzebuerg positiv. Bei den Diskussiounen vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de redaktionelle Remarqué vum Statsrot sengem Avis Rechnung gedroen an och souguer hei d'Ännerung vum Titel vum Gesetzesprojet virgeholl.

Déi héich Kierperschaft bedauert, dass den Energiekonzept net aus enger dokumentéierter systematescher Démarche eraus entwéckelt gouf an approuvéiert awer soss d'Energiespuermoossnamen, déi geplangt sinn. Och félicitéiert déi héich Kierperschaft de Promoteure vum Projet, dass op den „modal split“ opgepasst gouf an den öffentlechen Transport hei zum Droe kënnt, well wéineg Parkplazen am Gebai virgesi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei wëll ech e kuerze Merci soen un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun an och un den Här Bauteminister a seng Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. An lech, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hir zwee Rapporten, a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorablen Här Clement.

(Interruptions)

Discussion générale

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dann awer och der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, villmools Merci soe fir déi Exactitude, mat där se déi zwee Rapporten hei, souwuel dee mëndleche wéi och dee schrëftlechen, gemaach huet. Ech mengen, mir sinn dat esou vun hir gewinnt, oder besser gesot, d'Chamber ass dat esou vun hir gewinnt. An dofir hir villmools Merci.

Elo awer zum Projet selwer. Här President, mir sollen haut hei an der Chamber iwwer zwee Bauprojete ofstëmme, déi sech op den éischte Bléck net besonnesch vun anere Projete ofhiewen, déi mer am Laf vun dëser Legislaturperiode scho gestëmmt hunn.

Wann een déi zwee Projete awer méi genee analyséiert, da stellt ee ganz séier

fest, datt si alle béid eng grouss Envergure hunn, well si sinn nämlech en Deel vun engem vill méi grousser Projet, an deem de Lëtzebuerger Stat zënter dem Enn vun de 90er Jore massiv investéiert huet an och - dovunner ginn ech aus - nach investéiere wäert, fir datt en enges Daags och Wierklechkeet gëtt.

Bei béide Projekte geet et ëm d'Urbaniséierung vun den alen Industriebroochen op Esch/Belval. 1997 huet déi fréier ARBED op hirem Produktiounssite Esch/Belval de leschten Héichuewen ausgemaach. Domadder ass e laangt a bedeutungsvoll Kapitel vun der Lëtzebuerger Stolindustrie zu Enn gaang. Gläichzäiteg sinn awer och riseg Terrainé fräi ginn, déi bis viru kuerzem einfach broochlouchen.

Fir der Minettesregioun, déi als grouss Industriezon dem Land a sengen Awunner awer während Jorzéngten e grouse wirtschaftleche Wuesstum an domadder verbonnen och materielle Räichtum bruecht huet, d'Schicksal vun der Perspektivlosegkeet ze erspieren, huet de Lëtzebuerger Stat decidéiert, fir d'Potenzial vun den Industriebroochen zu Esch/Belval ze notzen an dee Site zum Virbild vun enger neier Politik vun der administrativer an der wirtschaftlecher Dezentralisatioun an enger moderner Landesplanung ze maachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Sou huet de Stat insgesamt dräi grouss wirtschaftlech Pölen hei am Land definéiert, déi allen dräi entwéckelt solle ginn, fir den zukünftige wirtschaftleche Wuesstum op bestëmmte Siten ze konzentréieren an en doduerjer besser wéi bis elo och ze steieren oder steieren ze kënnen.

De Site Belval wäert als Häerzstéck vun der Rekonversiou vun den Industriebroochen am Süde vum Land ee vun deenen dräi nationalen Entwécklungspöle ginn. Andeems Esch/Belval zu engem neien urbanen Zentrum am Süde vum Land gëtt, gëtt op där anerer Säit d'Stad Lëtzebuerg an Zukunft entlaascht, an d'Minettesregioun wäert an engem engem nei wirtschaftlech, demographesch, kulturell a sozial Perspektiv kriien.

Am grouse Ganzen iwwerhëlt Esch/Belval u sech nees d'Roll, déi soss ëmmer d'Stolindustrie gespilt huet. Et léisst d'Regioun vum Süden nees opbléien an erfëllt se mat neiem Liewen. Esou soll téschent de Gemenge Suessem an Esch eng richteg Stad mat bis zu 8.000 Awunner an 20.000 Aarbechtsplazen entstanen. An dëser neier Stad solle Betriber, öffentlech Administratiounen, Déngschtleeschungssewicer, kulturell Infrastrukturen, Schoulen, Héichschoulen a Fuerschungszentren nientwee an a matenee bestoen.

D'Rekonversiou vun Esch/Belval bitt deemno d'Méiglechkeet, fir déi territorial Organisatioun vum Land an en neit Gläichgewicht ze bréngen a soll zum beschte Bewäis fir d'Ëmsetze vun öffentlechen Investissementer ginn. Och wa schon eenzel privat Investoren zu Belval aktiv sinn an an Zukunft nach wäerte ginn, esou wär Esch/Belval ouch déi staatlech Finanzmëttel ganz einfach ondenkbar.

Déi vum Stat geplangte Projeten um Belval stellen nämlech net manner wéi 40% vun der bebaubarer Fläch duer. De wichtigste öffentliche Bauprojet, souzesoen d'Häerzstéck vun der Entwécklung vum Site Belval, ass d'Konstruktioun vun der Cité des Sciences et de l'Innovation, déi op den Héichuewenterrasse gebaut gëtt an op d'mannst zwou vun deenen dräi Fakultéite vun der Uni Lëtzebuerg ophuele wäert, an zwar d'Fakultéit vun de Wëssenschaften, der Technologie an der Kommunikatioun an d'Fakultéit vun den Humanwëssenschaften, der Konscht an den Educatiounswëssenschaften. Derniewent wäerte sech och d'Rektorat an déi ganz Administratioun vun der Uni souwéi eng ganz Rei Fuerschungszentren an der Cité des Sciences instaléieren.

D'Cité des Sciences ass fir de Stat dee Projet, deem aner öffentlech a privat Investissementer unzéien an dat soziaalt a wirtschaftlech Potenzial vum Site Belval entwéckele soll. De Stat wäert net manner wéi 566 Milliounen Euro an d'Cité des Sciences investéieren. Nieft der Cité des Sciences wäert och nach an den ale

Vestiaire vun den Héichuewen eng Pépinière d'entreprises entstanen.

D'Cité des Sciences wäert der Uni Lëtzebuerg déi Plaz bidden, déi se brauch, fir déi eenzel Fakultéite mat hiren enges Daags bis zu 7.000 Studenten an 2.300 Fuerscher ënnerzékriien. Well d'Uni sech weiderentwéckelen a vergréisseren wäert, gëtt déi al Gebléishal erhalen, dëst och en vue vun enger eventueller Implantatioun vun der Rechts-, Wirtschafts- a Finanzfakultéit op Esch/Belval.

Och dowéinst wäert d'Cité des Sciences aus zéng bis 15 vuneneen onofhängegen themateschen Haiser bestoen. Jiddwer Haus wäert dobäi ënner sengem Daach ganz spezifesch Fonctiounen vereenen. Op dës Aart a Weis solle Synergien téschent deenen eenzelnen Acteuren, déi an der Cité des Sciences schaffen, geschafe ginn. Déi eenzel universitär Haiser wäerte sech mat anere privaten an öffentleche Gebaier zu engem richtegem Quartier verméschen, well den Urbaniséierungsprojete Belval eng Stad schafe wäert, déi urbaant Liewe mat universitärem Liewe verbënnt. D'Uni wäert deemno en Deel vun der Stad ginn...

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- E schéine Quartier vun der Stad Esch.

» M. Lucien Clement (CSV).- E schéine Quartier vun der Stad Esch. Ech loosse mech gär beléieren, ech hat et och net anescht geduecht, mä ech hat geduecht, dann en neie Staddeel ze kreéieren.

(Interruptions)

» Une voix.- Ass et herno net ëmgedréint, Här Braz?

» M. Lucien Clement (CSV).- Net datt Esch eng Virstad vun der Uni gëtt.

Also, d'Uni wäert deemno en Deel vun där Stad, an d'Stad en Deel vun där Uni ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Maison du Savoir, iwwert déi mer haut ofstëmme, wäert den éischte konkrete Projet vun der Cité des Sciences sinn, déi op den Héichuewenterrassen ëmgesat wäert ginn. Dëst Gebai wäert de Stat 136,2 Milliounen Euro kaschten. Eng grouss Zomm, déi sech awer duerch déi fundamental Fonctioun vun deem Gebai fir d'Uni erkläert. D'Maison du Savoir wäert nämlech fir déi meeschte Studenten dat wichtigst Gebai ginn, well an deem Gebai déi allgemeng Coursë gehale wäerte ginn a sech ausserdeem d'Rektorat an d'Administratioun vun der Uni och do befanne wäerten.

D'Maison du Savoir ass also ee vun de Piliere vun der Cité des Sciences, e Gebai, wat zu engem zentralen Unzéiungspunkt wäert ginn. Dofir ass d'Maison du Savoir dann och esou konzepéiert, datt si de Studenten an dem Universitëitspersonal genuch Plaz ubidde wäert, an doriwwer eraus och nach externe Benotzer a Visiteuren d'Méiglechkeet gëtt, fir Konferenzen do ze organiséieren.

Niewent dem Bau vun der Cité des Sciences wäert de Stat och nach en éischt administratiivt Gebai op Belval bauen. D'Konstruktioun vun esou engem administratiivt Gebai op Esch/Belval ënnersträicht der Regierung hire Wëllen, fir déi staatlech Administratiounen ze dezentraliséieren an déi regional Zentren, déi an der Landesplanung definéiert goufen, och nach ze verstärken. Duerch Verdeelung vun de staatleche Services ginn also déi eenzel Regione vum Land och revaloriséiert.

Dat administratiivt Gebai zu Esch/Belval wäert, esou wéi d'Cité des Sciences, op den Héichuewenterrasse gebaut ginn. An dësem éischte staatlechen Administratiivtgebai wäerte sech ënner anerem d'Laboratoire vum der Administration de la gestion de l'eau an déi vun der Ëmweltadministratioun befannen.

D'Regierung huet ganz bewusst en administratiivt Gebai an der Géigend vun der Cité des Sciences geplangt, fir duerch dës Proximitéit d'Kooperatiivsméiglechkeeten téschent der Universitëit, de Fuerschungszentren an de staatlechen Administratiounen ze schafen. Esou kann eng Symbios téschent de Fuerscher, déi an de Laboratoire vum Stat, an de Fuerscher, déi op der Uni respektiv och an deene private Fuerschungszentren schaffen, geschafe ginn. Déi staatlech Administratiounen kënnen hiert Wëssen un d'Uni weiderginn, an d'Studente vun der Uni, déi e Stage maache wëllen, hiert un déi eenzel Administratiounen weiderginn.

Här President, nieft der Tatsaach, datt d'Maison du Savoir an dat staatlech administratiivt Gebai ouch Zweifel d'Entwécklung vum Projet Belval virunreife wäerten, wëllt ech awer och nach kuerz drun erënneren, datt béid Projeten den öffentlechen

Transport um Site Belval fördere wäerten. De Projet selwer gesäit keng finanziell Ausgab - an ech mengen, d'Rapportrice ass schonn drop agaange - fir Parkplaze vir, well déi 500 Parkméiglechkeeten, déi an der Maison du Savoir virgesi sinn, sollen iwwer alternativ Weeër finanzéiert ginn. Ech denken, datt dat iwwer e PPP geschitt, an datt de Projet dann och no deene Prozeduren, déi do virgesi sinn, ausgeschriwwegëtt.

Mir kruten och an der Kommissioun vum Här Wiseler matgedeelt, datt déi 500 Parkplazen engem „modal split“ vu 40/60 géifen entsprechen. De Site ass duerch seng Proximitéit zu der Gare vun Esch optimal un den öffentleche Verkéiersréseau uegebonnen. Déi zwee geplangte Gebaier wäerten esou gebaut ginn a funktionnéieren, datt se nëmme e Minimum vun Energie verbrauchen. D'Förderung vun öffentlechen Transport an de Schutz vun der Ëmwelt sinn deemno en integrale Bestanddeel vun deenen zwee virleiende Projeten.

Här President, d'Maison du Savoir an dat administratiivt Gebai sinn also ënnert dem Stréch just en Deel, jo den Ufank vun eppes méi Groussem, nämlech dem Urbaniséierungsprojete Belval, deem als Virbild vun enger gelongener Rekonversiou vun deenen alen Industriebroochen ze kucken ass. Aus all dëse Grënn, Här President, déi ech elo opgezielt hunn, wäert et dann natierlech och keen heibanne wonneren, datt ech och nach den Accord vun der CSV ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Clement. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zomm, iwwert déi mer haut ofstëmme, déi ass enorm. Dat sinn 193,2 Milliounen, wann een déi zwee Projeten zesummerechent: 57 Milliounen fir d'administratiivt Gebai fir den Ëmweltministère, d'Waasserwirtschaftsamt, d'national Dateschutzkommissioun an de Fonds Belval, an 136,2 Milliounen fir d'Maison du Savoir vun der Universitëit.

D'Madame Rapportrice huet eng ganz Rei Detailler iwwert de Projet ginn, fir déi ech se wëllt félicitéieren, esou dass ech net am Detail op déi zwee Projete wëll agoen, mä just e puer Froen am Zesummenhang mat den Investissementer stellen.

D'Zomm vun 193,2 Milliounen ass u sech scho spektakulär, mä si ass nach méi spektakulär, wann ee weess, dass dat do e Stéck vun engem Ganzen ass. D'Regierung, oder de Stat, oder d'Regierung mat Statsgelder, wëllt jo op deem do Site zu Esch/Belval e Gesamtinvestitiounspak vun enger Milliard virgesinn. Dat ass eng gewaltig Zomm! Eng Milliard Euro, dat sinn iwwer 40 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Eleng d'Gebai, oder d'Gebaier fir d'Uni selwer kaschte 565 Milliounen Euro, dat sinn 22 Milliarden 792 Milliounen aler Frang.

» M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Madame Brasseur, et ass net d'Uni, mä et ass d'Cité des Sciences, déi 565 Milliounen Euro kascht.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Ech hunn d'Uni mat all deene Gebaier ronderëm gemengt. Här President, ech weess net, firwat den Här Biltgen elo esou opgereegt ass, wann ech hei vun den Zomme schwätzen.

(Hilarité)

Mir wëssen, dass seng Opreegung sech elo nach a Grenze gehalten huet, well hie kann effektiv, wéi den Här Santer seet, ganz anescht.

» M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Also éischtersinn ech jo och méi oft opgereegt, ech hätt awer wirklech net gemengt, dass ech elo opgereegt wär. Ech wollt just preziséieren, dass déi 565 Milliounen net eleng fir d'Uni sinn, mä fir d'Cité des Sciences, wou och all d'CRPen derbäi sinn. Ech waarden dann déi nächste Kéier, mä ech hat gemengt, da bräicht ech herno net opzestoen, fir dat nach eng Kéier ze soen.

» M. le Président.- Huel Dir déi Erklärung vum Här Biltgen un, Madame Brasseur?

» Mme Anne Brasseur (DP).- Selbstverständlech, well wann den Här Biltgen mir

nogelauschtert hätt, dann hätt den Här Biltgen héieren, dass ech gesot hunn: fir d'Uni mat all deene Gebaier ronderëm.

» M. le Président.- D'Madame Brasseur war nach net fäerdeg mat hirer Explikatioun, Här Minister.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Dat sinn awer 565 Milliounen Euro. Dat sinn 22 Milliarden 792 Milliounen aler Frang, an dat ass wirklech eng ganz héich Zomm. Wa mer all déi Aktivitéite kucken, déi op deem Site vu staatlecher Säit sollen implantéiert ginn, da komme mer op e Gesamtinvestitiounsvolume vu 40 Milliarde Frang, an dat ass e ganz héije Käschtepunkt.

An deem Zesummenhang muss ee sech, menger Meenung no, véier Froe stellen. Déi éischt ass déi: Ass dat noutwendeg? Déi zweet ass: Ass de Site appropriéiert? Déi drëtt ass: Wéi finanzéiere mer dat? An déi véiert ass: Wéi sinn duerno d'Fonctionnementskäschte vun de Gebaier a vun deenen Institutiounen, déi dohinner kommen, a kënne mer ons dat do alles leeschten?

Wat déi éischt Fro ubelaangt: Sinn déi Infrastrukturen noutwendeg? Déi Infrastrukturen, iwwert déi mer haut ofstëmme, si mat Sécherheet noutwendeg wéi och anerer. Mir hunn eng ganz Partie Institutiounen, déi nei geschafe gi sinn oder déi am Laf vun der Zäit gewuess sinn an déi keng adequat Infrastrukturen hunn, esou dass mer där musse schafen. Wéi beispillsweis d'Archiven, déi gehéiere jo och zu deem ganze Pak.

Et ass och evident, dass mer mussen Infrastrukture fir eng Universitëit zu Lëtzebuerg schafen, mat all deem, wat derzou gehéiert, dass mer mussen Infrastrukture schafen, och wat d'Recherche ubelaangt.

Wat d'Evaluatioun vun de Besoinen ubelaangt, wéi grouss dat muss sinn, do hu mer am Exposé des motifs iwwert d'Maison du Savoir jo eng ganz Partie vu Calculé kritt, iwwert d'Zuel vun de Studenten an iwwert d'Zuel vun de Chercheuren. Ech kann net véifiéieren, ob dat richteg ass, ob dat eng richteg Approche ass oder net, an ob déi Zuele realistesch sinn.

Wat d'Ausrichtung vun der Uni ubelaangt, déi effektiv Infrastrukture brauch, do seet d'DP Jo zu enger spezialisierterer Uni, wou d'Qualitéit vum Enseignement a vun der Recherche muss Virrang hunn. D'DP seet Neen zu enger Allerweltsuni, wat eng Massenuniversitëit ass.

Dat also zu dem Besoin vun den Infrastrukturen, wou ee muss soen, mir brauchen nach Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg.

Déi zweet Fro, dat ass déi vum Site. Ass de Site adequat?

Am Kader vun der Landesplanung hat déi lescht Regierung jo eng ganz Rei vun Aktivitéiten opgezielt a gesot, mir mussen am Kader vun der Landesplanung dezentraliséieren. Déconcentration concentrée heescht dat am Fachjargon.

Ech muss lech soen, Här President, ech hunn ni verstanen, wat Déconcentration concentrée géif heeschen, mä ech mengen et kéint een dat domat iwwersetzen, dass net all Aktivitéiten an der Stad a ronderëm d'Stad sollen ugesiedelt ginn, mä dass een am Kader vun der Landesplanung dat gezielt soll a verschidde Pölen, et sinn der jo dräi zréckbehalde ginn, diversifiéieren.

D'DP seet och Jo zu deem Prinzip. Et soll een och an dëser Diskussioun, wann et ëm Standuerter geet, net eng Stad géint eng aner ausspillen oder eng Region géint eng aner ausspillen. Dat ass der Infrastruktur net dénglech, et ass der Landesplanung net dénglech an et ass den Institutiounen, déi dohinner komme sollen, mat Sécherheet och net dénglech.

Et ass och keen Zoufall, dass ech hei schwätzen als Netsüddeputéierten, mä als Zentrumsdeputéierten an als Stater Schaffen - et ass zwar net an där Qualitéit wou ech hei stinn, mä ech hunn déi Fonctioun jo awer -, fir ze ënnersträichen, dass mir als Demokratesch Partei, als ganz Fraktioun, als ganz Partei déi do Démarche vun der Dezentralisatioun suivéieren. Dezentralisatioun Jo, wa se Sënn mécht a wa se am Intérêt vun den Institutiounen oder vun den Administratiounen ass.

Dat heescht am Fall vun der Universitëit, dass d'Uni net därer hierhale fir de Site ze justifiéieren, mä dass de Site eng Plus-value fir d'Universitëit muss duerstellen.

An deem Mooss wou decidéiert ginn ass ze probéieren, Aktivitéite vun der Technologie, der Innovation an der Wëssenschaft op engem Site ze implantéieren, an zwar op deem Site iwwert dee mer haut schwätzen, iwwer Esch/Belval, mécht et Sënn, och eng

Maison du Savoir dohinner ze setzen, mat all deem, wat dat ronderëm comportéiert.

Pépinières d'entreprises kommen och dohinner. Et soll also e Cluster geschafe gi vu Wëssen, vun Technologie an Innovation. Allerdéngs, wann een dat mécht, da mussen och d'Kaderbedéngunge stëmmen, wou virun allem d'Accessibilitéit eng ganz grouss Roll spillt.

An do war ech frou ze liesen, dass de Conseil de Gouvernement jo leschte Freideg eng Décisioun geholl huet, wat d'Ubanne vum Site Belval ubelaangt. Genee virun dräi Joer, et war just kuerz viru Chrëschttag, huet d'Regierung d'Décisioun geholl, zwou vun deenen dräi Fakultéite vun der Uni zu Esch/Belval unzesiedelen. D'Motivatioun war awer do net esou séier d'Uni, mä - an ech stinn net eleng mat deem Gefill - d'Motivatioun war jo deemools, dass d'Uni sollt e Moteur sinn, fir aner Investitiounen dohinner ze kréien, well déi privat Investisseuren awer net déi gréisste Begeescherung gewisen hunn, fir sech do ze implantéieren, wat wierklech schued ass.

An deem Zesammenhang wëll ech och bedauern, dass et eng Fonctiounsvermischung gëtt vun deem, dee sech ëm d'Uni këmmert vun der Regierung aus, als Beamten, an deem och President vum Fonds Belval ass. Dat ass eng Vermischung vu Fonctiounen, déi net gutt ass, déi ass net gutt fir d'Institutioun selwer.

Et ass net gutt, wann ee juge et partie à la fois ass. Et ass net gutt, wann den héije Beamten aus dem Héichschulministère gläicherzäit President vum Fonds Belval ass an dann als héije Fonctionnaire vum Héichschulministère och dann am Conseil de gouvernance vun der Uni sëtzt als Commissaire de Gouvernement.

Dat ass einfach net gutt, an et wier vill besser gewiescht fir d'Diskussioun a si wier vill méi sachlech gewiescht, wann déi zwou Fonctiounen vunenee getrennt wieren, an et wier och am Intérêt vun deem betreffende Beamte selwer gewiescht, menger Meinung no.

» Une voix.- Très bien!

» Mme Anne Brasseur (DP).- Wat déi drétt Fakultéit ubelaangt, déi vum Droit, vun de Finanzen a vun der Economie, esou ass jo festgehale ginn, dass déi Décisioun soll 2009 falen. An ech wëll hei en Appel un d'Regierung maachen an och en Appel un ons alleguer, dass hei den Intérêt vun der Uni muss am Vierdergrond stoen an net klengkaréierten elektorale regionale Calcul.

Et ass nämlech vill ze vill wichtig, wat mer hei decidéieren, a mir wüssen nun eemol wëssen, dass den Zentrum vun de Finanzen an den Zentrum och vun de Juridictiounen a vun den europäesche Juridictiounen hei an der Stad ass, wat och e wichtegt Element ass, wat muss an d'Considératioun mat erageholl ginn.

Mä ech mengen, mir missten hei versichen, an op jidde Fall ass d'DP bereet, dee Wee ze maachen, dass mer e Konsens op deem heite Punkt fannen, well et wier net gutt, wa mer ons hei géifen zerrappen, an déi Zäit, déi elo op ons duerkënnt, d'Wahlen, ass jo eng sensibel Zäit, wou ee licht an de Konträr verfält vun deem, wat mer wëllen errechen, nämlech dass mer sollen zesammen eng gutt Léisung am Intérêt vun dem Développement vun der Universitéit fannen.

Et muss och esou sinn, dass den Intérêt vun de Studenten hei mat a Considératioun gezu gëtt. Et gëtt ëmmer geschwat vun der Unicitéit vun der Uni, dat ass richtig. Dat steet am Gesetz. Mir sollen och zu Lëtzebuerg nëmmen eng Universitéit hunn, mä déi kann awer verschidde Standuerter hunn. Zum Beispill huet d'Uni och en Deel vun enger Fakultéit, déi zu Walfer ugesiedelt ass. Dat also meng Remarques zum Site.

Drétt Fro: Wéi finanzéiere mer dat?

De Budgetsrapporteur, den Här Norbert Hauptert, ass d'lescht Woch en détail och op de Site vun Esch/Belval agaangen an ech wäert dat net hei maachen. Et ass wouer, an den Här Frieden huet elo grad a sengen Äntwerten och dervu geschwat, dass hei e Konsens am Haus besteet, wat d'Investissementer ubelaangt, dass mer déi müssen op engem héijen Niveau halen an deenen Zäiten, déi elo op ons duerkommen, fir eben ze erméiglechen, dass ons Betriber nach Opträg weider hunn.

Wann een allerdéngs d'Zomm rechent, och wann dat op 20 Joer étaléiert ass, eng Milliard sinn enorm vill Suen an d'Fro muss ee sech da stellen: Packe mer dat? Préjugéiert een net mat deem Vote, dee mer haut maachen, iwwert d'Maison du Savoir, wat d'Kärstéck vun der Uni ass, iwwert de Rescht vun den Investissementer?

An eng Fro, déi mech beschäftegt, ass déi: Wa mer dat hei elo votéieren a wann dat hei elo gebaut gëtt a mir kënnen déi aner Gebailechkeeten, déi derzou gehéieren, net bauen, wéinst dem Financement - quitte dass do gesot gëtt, mir géifen hei en anere Mode de financement huelen, nämlech iwwer PPP; nach muss een dann e Privatinvestisseur fannen, dee mat op dee Wee geet -, wa mer dat also net fäerdeg bréngen, kann dann déi Maison du Savoir eleng fonctionnéieren, oder net? Dat ass eng Fro, déi ech an der Kommissioun gestallt hunn, op déi ech awer keng prezis Äntwert konnt kréien.

Am Exposé des motifs iwwert den Développement vun der Maison du Savoir, do steet e Cluster wéi d'Uni sech soll entwéckelen. Dat stoung awer a liichter Kontraktioun mat deem, wat mer an der Commission jointe vun der Commission vun den Travaux publics a vun där vum Enseignement supérieur presentéiert kruten. Du krute mer do explizéiert, dass den Exposé des motifs eng ursprüngelech Iddi wor, an dass déi Iddi do evoluéiert huet, an dass mer haut méi ee prezisist Konzept hunn. Ech wollt lech awer drun erënneren, dass den Exposé des motifs, oder wéinstens de Gesetzesprojekt, am Juni 2008 déposéiert ginn ass - also viru sechs Méint -, an ech ka mer jo net virstellen, dass d'Iddien an där Zäit evoluéiert hätten.

Et huet also wierklech vill zur Konfusioun bäigedroen, wat mer exposéiert kruten an och wat am Exposé des motifs steet. Ech fannen, den Exposé des motifs ass weineg prezis, en ass brouillant an en ass och wierklech net akademesch, wat een awer hätt kënnen bei engem Gebai wéi der Maison du Savoir erwaarden.

Ech sinn net eleng mat där Appréciation. De Conseil d'État seet a sengem Avis: «structure malsoignée de l'exposé des motifs». Oder de Conseil d'État seet: «le descriptif (...) reste évasif». E seet och: «Le Conseil d'État aurait souhaité un concept plus tangible avant que ne soient entamés les premiers investissements.» Fin de citations. Ech hätt mer och gewënscht, dass mer hei e besser strukturéierten a fundéierten Exposé des motifs kriit hätten.

Deen Exposé des motifs iwwert d'Bâtiments administratifs dergéint ass vill méi détailléiert, vill méi fouilléiert. A mir konnte Gott sei Dank do eng ganz Partie vun Informatiounen eraushuelen, déi mer elo hei gebraucht hunn. Ech sinn och dofir frou, dass mer hei eng Diskussioun iwwert dat Ganz hunn, well et geet ëm en Investissement vun dem Site, an dass mer déi zwou Projete matenee behandelen.

Meng konkret Fro ass, ob mer dat Ganz finanzéiere kënnen; dat heescht, déi 565 Milliounen fir all déi Investissementer, déi mer fir d'Cité des Sciences brauchen. Oder wa mer dat net kënnen, kann dann d'Maison du Savoir eleng fonctionnéieren, ouni déi aner Infrastrukturen?

Déi véiert Fro: Wat sinn d'Folgekäschen?

Niewent deem rengen Ennerhalt vun de Gebaier komme jo och nach Fonctionnementskäschen derbäi vun all deenen Institutiounen. Et geet do jo wierklech net drëm, einfach ze soen: Majo, wat d'Uni ubelaangt, déi hunn e Plan quadriennal an do steet dat dran. Mä déi Sue fir de Plan quadriennal muss jo och haaptsächlech vun der öffentlecher Hand kommen, soss fonctionnéiert dat net. Also muss mer wëssen, wat déi Fonctionnementskäschen duerno sinn. An do krute mer nach keen Opschluss driwwer.

Och muss ee sech d'Fro stellen: Wat geschitt mat deenen ale Gebaier? Wat geschitt mat deene Raimlechkeeten, wou de Ministère de l'Environnement elo dra wor, wou d'Waasserwirtschaftsamt elo dra wor, d'Dateschutzkommissioun oder de Fonds Belval? Ginn déi opginn? Sinn dann d'Käschen do null? Oder kommen do nei Institutiounen dran, déi dann och erëm e Käschtchen mat sech bréngen?

Wat geschitt mam Walfer Schloss? An dat ass eng konkret Fro, déi ech un d'Regierung hunn. Well wann d'Uni vu Walfer oder d'Fakultéit, déi zu Walfer ass, da vu Walfer plënnert op Esch/Belval, wat geschitt da mat deene Gebailechkeete vun Walfer Schloss? Wéi ass et do mat de Renovationskäschen, an da mat den Entretienkäschen, déi duerno drop zoukommen, well da vläicht eng nei Institutioun do ass? Och déi lwwerleunge muss ee féieren, well och dat muss mer finanzéieren.

Mir müssen also eng Opstellung kréien iwwer all dat, wat déi Investissementer, déi mer haut decidéieren an déi mer da muer wäerten decidéieren als Folle vun deem Vote vun haut, och als Folgekäsche mat sech bréngt.

Här President, dat sinn déi véier Froen, déi ech an deem Zesammenhang wollt opwerfen. Déi zwou éischt Froen, déi iwwert d'Noutwendegkeet vun deenen Infrastrukturen an déi iwwert de Site, kann ee positiv beäntweren. Dofir wäert d'DP och des zwou Projete stëmmen. Wat awer de Financement vun den Infrastrukturen an d'Folgekäschen ubelaangt, muss d'Regierung nach eng ganz Rei vun Äntwerten ginn. Ech weess net, ob d'Regierung op d'Fro kann äntworten: Kënnen mer ons dat doten alles leeschten?

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass fir mech a meng Fraktioun en historisches Moment, dass mer haut déi éischt Tranche vun der Universitéit op Esch/Belval entaméiere kënnen a mam neie Verwaltungsgebai vum Stat der Dezentraliséierung hei am Land eng nei Dimensioun ginn. Ech sinn dofir frou, dass d'Kommissioun vun den Travaux publics dorop bestanen huet, fir des zwou Projeten, also souwuel d'Maison du Savoir wéi och de Bâtiment administratif, zesammen op de Leescht ze huelen, obwuel deen ee schon e bëssen éischter prett war wéi deen aneren, well si gehéiere ganz einfach zesammen.

Dat gëtt eis och d'Geleeënheet, no baussen ze weisen, wat d'Kommissiounsmemberen natierlech allegueren am beschte wëssen, dass et hei net einfach ëm zwou Gebaier geet, déi op deemselwechte Site entstinn, mä dass déi zwou Projete wesentlech Bestanddeeler vun engem Gesamtprogramm a vun engem Gesamtkonzept sinn, déi fir dee ganze Süden an doriwwer eraus fir d'ganz Land eng nei Dynamik wäerte bréngen.

Ech wëll fir d'éischt der Rapportrice hei Merci soe fir hire gudden, ausféierlechen a prezise Rapport, dee mir et dann och erlaabt, méi op dee generelle Kontext anzugeen, an deem déi zwou Projete sech integréieren, well all déi aner Präzisiounen zu deenen zwou Projet-de-loien hei en détail scho virgestallt gi sinn.

Un der Basis vun dese Projete steet deemno e richtege Mentalitéitswiessel, deen zënter Jore vu ville gefuerdert an erbäigewënscht gouf an deen elo endlech a seng konkret Ëmsetzungsphas trëtt. Projeten, iwwert déi mer haut ofstëmmen, an aneren, déi spéider nach wäerten an nämleche Kader derbäikommen, sinn nämlech d'Äntwert op eist gemeinsamt Bestriewen, mat Hëllef vun enger konkreter Dezentraliséierung e besseren Équiliber fir eis Regiounen opzebauen.

E wichtegt Signal, fir deem ambitiösen Zil méi no ze kommen, setzt eng Regierung, andeem se hir Verwaltungen dezentraliséiert. Niewent der Universitéit ass och de Projet «Bâtiment administratif» an där Hisiicht eng Innovation, déi hoffentlech wäert Schoul maachen. Well d'Iddi ass, dass d'Verwaltungen, déi sech zu Esch/Belval usiedelen, vun deem neie Standuert mat profitéiere kënnen. Si kommen nämlech an d'direkt Noperschaft vun der Universitéit a vun de Standuerter vun der Recherche, mat deene si zesummeschaffe kënnen a sollen.

Et ass den ausdréckleche Wunsch vun allen Acteuren, dass des raimlech Situatioun och dozou bäidréit, fir bestoend Kooperatiounen ze verstärken an och an der Zukunft nach weider auszebauen. Eng eemoleg Chance, fir en neit landesplaneresch sénnvollt Gläichgewicht tëschent de Regiounen hierzustellen, ergëtt sech virun allem aus der couragéierter Décisioun vun eiser Regierung, d'Universitéit vum Land um Site Esch/Belval ze regruppéieren.

» M. Fred Sunnen (CSV).- Här President, dat gëtt et net. De Site heescht net „Esch/Belval“, mä ganz einfach „Belval“!

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Wéi hätt Dir et gären, Här Sunnen?

» M. Fred Sunnen (CSV).- Ech hätt et net gären esou, mä et ass esou.

(Hilarité)

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Dann ee Moment. Ech wëll lech eng Freed maachen, Här Sunnen.

» Une voix.- Da musst Dir lech dru winnen.

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Eng eemoleg Chance, fir en neit landesplaneresch sénnvollt Gläichgewicht tëschent de Regiounen hierzustellen, ergëtt sech virun allem aus der couragéierter Décisioun vun eiser Regierung, d'Universitéit vum Land um Site „Belval“ ze regruppéieren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Och wann d'Décisioun iwwert den definitive Standuert - a meng Virriednerin ass scho grad drop agaangen - vun der drëtter Fakultéit nach aussteet, esou muss dach kloergestallt ginn - an ech deelen déi Approche -, dass hei rationell lwwerleungen, d'Interesse vun der Uni an d'Entwécklung vum Land dobäi méi schwéier weie mussen, wéi gewinnte Reflexer, déi vu reng geopolitischen lwwerleunge gedroe ginn.

(Interruption)

Dat gläicht sech, mä just d'Konklusiounen, déi mer aus där Constatatioun zéien, schéngen nach net...

(Interruption)

...déiselwecht ze sinn.

Fir Lëtzebuerg war des Décisioun op jidde Fall e ganz wichtige éische Schratt, deen hoffe léisst, dass mëttelfristeg e groussen Deel vun deenen Efforten, déi am Beräich vun der Landesplanung gemaach ginn, alle Regiounen vum Land positiv Resultater wäerte bréngen.

Well d'Revaloriséierung vum Site Belval steet net isoléiert do. Et ass e grouse Projet, an deem d'Regierung vill Suen a vill Energie stécht, an et ass e Projet, dee soll Modellcharakter hunn, fir d'Entwécklungen op anere Plazen an an anere Regiounen vum Land weiderzedreiwen. Ech denken dobäi net ausschlieslech un déi verbleiwend Notzungsméiglechkeete vun ehemolegen Industrieflächen am Süde vum Land, mä och un d'Frichen am Norde vum Land, déi genesou vill Potenzial hunn, dat no de Kritäre vun der Nohaltegkeet an am Intérêt vum regionalen Équiliber muss genotzt ginn.

E bessere regionalen Équiliber ka just geléngen, wann nei Standbeen entstinn. D'Verwaltungen an déi nei Gebaier vun der Uni Lëtzebuerg mat hirem Rektorat, déi elo an eng éischt Bauphas kommen, wa mer de Projet de loi vun der Maison du Savoir stëmmen, sinn zwou wesentlech Standbeen vun engem Gesamtkonzept ronderëm déi Dezentraliséierung, vun där ech grad geschwat hunn, a ronderëm dee regionalen Equiliber, dee mer ustriewen. Zesumme mat de Centres de recherche vun der Cité des Sciences couvréieren d'Uni an d'Verwaltungen zentral Beräicher wéi Bildung, Recherche an Innovation.

En anert wichtegt Standbeen bleift d'Kultur, déi mat der Rockhal an an Zukunft och mam nationalen Zentrum fir Industriekultur, den Héichwiesen an natierlech och vu privater Sait mam Kino gutt vertraued ass, ouni vun de bestehende kulturellen Highlighten an der Südregioun ze schwätzen. Ergänzt ginn des öffentlech Projete vum Wunningsbau, der Kreatioun vun engem ganz neie Wunquartier vu Bieles um Site Belval, dee gutt virugeet, begleet vum Bau vun engem neie Lycée an natierlech vum Commerce, deen zum Deel scho seng Dieren opgemaach huet.

Modellcharakter huet de Projet Belval awer net nëmmen, wat d'Mixitéit ubelaangt, mä och a puncto Nohaltegkeet. Als éischt wëllt ech an deem Zesammenhang d'Mobilitéit an den öffentlechen Transport nennen, déi eng Schlësselroll am Gesamtkonzept spillen an déi parallel zu den haut genannte Projeten a weidere Projeten ausgebaut an opgebaut muss ginn.

An enger éischter Phas ass dat nieft engem performante Bus- a Vëloskonzept déi nei Gare Beval/Universitéit, déi spéider nei Zuchstreck, déi Belval an domat virun allem d'Uni op méi engem kuerze Wee mat der Stad Lëtzebuerg a mam Flughafen verbënnt an natierlech och ëmgedréint, ouni dobäi d'Escher Gare an de bestehende Stadkär vun Esch ze ëmgoen.

Sou droe mer dozou bäi, dass zesumme-wisst, wat zesummegehéiert. Op d'ganz

Land gekuckt, brauche mer generell eng optimal Ubannung vun deem Site un den öffentlechen Transport, fir iwwerhaapt un den ugepeilten „modal split“ vu 25/75 erunzekommen a fir natierlech och eise Klimaschutzverpflichtunge gerecht ze ginn.

Well een déi noutwendeg zukünfteg Entwécklung vun der Universitéit net genau abschätze kann, war et och wichteg, Spillraum ze loossen a genuch Terrainen ze reservéieren. Bis zu 25 Hektar kënne fir d'Universitéit genotzt ginn an och fir spéider d'Universitéit nach kënnen ausbauen, wat jo ee Moment an der Diskussioun war, dass dat op deem Site net soll méiglech sinn a wat awer garantéiert ass. Mä och elo géllt et, schonn iwwer e regionalen Tram am Süden nozedenken an d'Korridore fräi ze halen, fir sech weider Optiounen op ze halen a se spéider flexibel kënnen un déi real Besoinen unzepassen.

Virum 2018, wann et no eis geet, a virum 2020, wann et am Moment no den Aussoe vum Minister geet, soll den Tram eng Wirklechkeet sinn, deem seng Machbarkeet no enger rezenter Etüd vum Ministère jo net méi a Fro gestallt ass.

Modellcharakter sollen d'Projeten op Belval awer och vum Standpunkt vun der Energieeffizienz hier hunn. Bei deenen zwee Projeten, déi mer hei virleien hunn, gouf besonnesche Wäert op eng gutt Isolatioun vun de Gebaier an op d'Energieeffizienz beim Heize geluecht. Den Energiekonzept vun der Cité des Sciences gesäit vir, dass déi nei Gebaier hir Energie iwwer d'TGV-Zentral zu Esch/Raemerech kréien, déi domadder méi effikass ka genotzt ginn.

Gläichzäiteg sinn an deem Konzept performant Killsystemer virgesinn, well et mussen net nëmme Büroen am Summer gekillt ginn, mä och eng Partie vun den techneschen Installatiounen an de Laboratoire brauchen Energie, fir gekillt ze ginn.

Wéi scho gesot, déi zwee Projeten, déi mer haut stëmmen, sinn nëmme en Deel vun engem Gesamtprojet. Et kënn nach vill Aarbecht op eis zou, an et bleiwen och nach eng ganz Rei Froen ze klären.

D'Investitiounen, déi de Stat op deem Site geplangt huet, si mat öffentlechen Ausgabe verbonden, déi sech an enger Gesamtgrëssenuerdnung vun enger Milliard Euro bewegen. Nützlich a wichteg ugeluechten öffentlech Gelder!

D'Maison du Savoir mam Rektorat stellt eng éischt, mä eng wichteg an essenziell Bauphas duer. A weideren Etappe ginn zousätzlech Gebailechkeeten da vun der Universitéit gebaut. Parallell dozou kommen Infrastrukture fir d'Centres de recherche an d'Pépinère d'entreprises, woubäi mer hoffen, dass méiglech vill Synergië grad doraus sech erginn, dass ekonomesch Aktivitéiten, d'Uni, d'Recherche an d'Verwaltungen, fir déi d'Innovatioun och eng Roll spillt, beieenen op engem Site sinn. Hir Kontributioun dréit och wesentlich dozou bäi, fir ronderëm ebe grad déi Departementer vun der Fuerschung a virum der Innovatioun en neie Piliër fir d'Land am Süden opzubauen. Dëst Émfeld wäert och e positiven Impakt op de Lycée hunn, deen op Belval implantéiert ass an dee schonn amgaangen ass.

Mir hunn am ganze Land allgemeng de Problem, an och dovunner sollt ee schwätzen, dass net genuch jonk Leit oder nach ëmmer net genuch Leit studéieren a virum allem sech fir wëssenschaftlech Studien a fir d'Recherche interesséieren. Vläch gëtt et e klengen Ustouss fir si, wann d'Schüler konkret virum Aen hunn, dass eng Universitéit keen Elfebeentuerm ass, mä dass hei d'Basis geluecht gëtt fir spannend Carriären, déi konkret an eisem Alldag eppes kënnen bewierken an eppes kënnen verännere.

An deem Sënn ass et och gutt, dass d'Cité des Sciences direkt u Quartieren ugrenzt, wou Leit wunnen an hir Fräizäit verbréngen. Sou kann eng Bréck geschloe ginn tëschent Chercheuren, Enseignanten, Studenten an aneren Deeler vun der Bevëlkerung vun de Gemengen ronderëm de Site a ronderëm de ganze Süden.

Grad an deesen Zäiten ass et immens wichteg, dass mir zu Lëtzebuerg méi eng positiv Approche kréien zur Recherche an

zur Innovatioun. Leider hu mer am Moment éischter d'Tendenz oder nach ëmmer éischter d'Tendenz, technesch Neierungen eréischt dann ze iwwerhuelen, wa se sech am Ausland schonn e bësse bewäert hunn. Fir eis Ekonomie ass et awer onëmgängelech, dass mer op e puer Gebidder d'Nues ganz mat virbäi hunn. Dat setzt eng offen, positiv Haltung zur Wëssenschaft an zur Recherche viraus, a virum allem och e bëssen de Courage, un deem et eis hei am Land heiansdo feelt, fir Neies auszuprobieren, och wann dat heiansdo oder zum Deel mat Risiko behaft ass.

Mir hu bei de Budgetsdebatten an deene leschten zwee Deeg zréckbehalen, dass et scho riskant ass, wann ee wéi mir als Land an esou engem héije Mooss ofhängeg ass vun de Recetten, déi mer virranging mat eiser Finanzplaz a Verbindung bréngen.

Am Beräich vun der Recherche a vun der Innovatioun kënnen sech Chancen erginn, fir nei Wirtschaftssektoren ze developéieren, déi eis hëlfe, eis Ekonomie méi a méi konsequent ze diversifizéieren.

Ech begrëssen an deem Kontext déi couragéiert Décisioun vun der Regierung, an den neie Biobank-Projet an an d'Gesundheitsfuerschung ze investéieren, déi vun deene concernéierte Ministären, de Centres de recherche an der Uni Lëtzebuerg mat renomméierten amerikanesche Fuerschungszentren zu engem wichtige Standbein fir d'Land an deenen nächste Jore sollen opgebaut ginn.

Dës Woch gouf heibanne vill iwwer eng antizyklesch Budgetpolitik geschwat an dovunner, dass mer grad zu deem Zäitpunkt verstärkt mussen investéieren, fir d'Konjunktur ze stäipen. Mir hu bei den Investitiounen ronderëm d'Universitéit an d'Recherche elo déi eemoleg Chance, iwwer déi nächst Joren Aarbechtsplazen opzubauen an ofzesécheren, déi un der Realisatioun vun dese grouss Projeten drunhänken, a gläichzäiteg enorm wichteg Investitiounen fir d'Zukunft vum Land ze maachen. Kaum een Effort wäert an den nächste Jore méi wichteg sinn, fir déi aktuell Wirtschaftskris ze iwwerwannen, wéi den Niveau vun der Ausbildung vun eise jonke Leit eropzesetzen an den Antrëtt an d'Wëssensgesellschaft ze preparéieren an unzuetrieden.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Ufank ass gemaach. Déi zwee Bauprojeten, déi mer hei virleien hunn, mussen zesumme mat all deenen, déi nach austinn, Schrëtt fir Schrëtt realiséiert ginn, an dobäi d'äerfe mer esou wéineg Zäit wéi méiglech verléieren. D'Ëmsetzung vum Modellprojet Belval ass net nëmme eng grouss Chance fir de Süden, mä fir eist ganz Land.

Ofschléissend wéilt ech meng Kollegen aus der Chamberskommissioun vun den Travaux publics Merci soen, dass se mir et erlaabt hunn, fir am Numm vun eiser Fraktioun zu deem Sujet ze schwätzen, an ech ginn och hei den Accord vun eiser Fraktioun zu deenen zwee Projets de loi mat op de Wee.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Mutsch. Nächst Riednerin ass déi honorable Madame Loschetter.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären, am Numm vun der grénger Fraktioun, e puer Reflexiounen zu deenen zwee Projets de loi maachen. Wann ech soe Reflexiounen, da mengen ech net par rapport zu deem Montant, deen elo emol an deeser Phas dodran investéiert gëtt, well do kënn een dann natierlech vill méi wéi Reflexiounen maachen. Ech denken, dass scho villes vun der Rapportrice gesot ginn ass zu deem, wat mer eigentlech à ce stade wëssen, dofir déi Reflexiounen vun der grénger Fraktioun.

Déi éischt Reflexioun, déi ech gär géif maachen, dat ass déi am Kontext zu deem Wuert „Synergien“. Mir hunn an deem enge Projet de Bau vu Verwaltungsgebäier, wat interessant ass, well mer doduerch nottament och eng ganz Rëtsch vu Laboratoiren op d'Plaz kréien. Mir kréien esou en Deel vun der Ëmweltverwaltung an och Büro fir d'Waasserwirtschaftsamt op Esch/Belval. Op där anerer Säit hu mer jo och schonn hei an der Chamber iwwer d'Pépinère d'entreprises geschwat, déi och do gedeie sollen.

An deem anere Projet de loi hu mer d'Maison du Savoir, wat ee wichtige Deel vun der Uni vu Lëtzebuerg ass, déi op de Site Belval komme soll. Mir denken, dass et interessant ass, déi Friche Belval ze

entwéckelen, grad an deem doten Hibleck. Et ass och virgesinn, de Projet vun der Cité des Sciences, der Recherche an der Innovatioun do ze realiséieren. D'Centres de recherche Lippman, Tudor an den CEPS sollen och dohinner kommen, a mir denken, dass dat Rassemblement op deemselwechte Site vun deenen doten Administratiounen respektiv vun deenen dote Fakultéiten, vun deenen dote Centres de recherche, zesumme mat de Lycéeën, mat dem Privatsecteur, sécherlech e Potenzial wäert op deene Friche entwéckelen, an dat ass eppes, wat mir als Gréng begrëssen.

Mir begrëssen och, dass d'Uni sech wäert, souwuel an den Etüde wéi och an der Recherche, méi spezifesch mat Ëmweltthemen, mat Energiethemen, mat Waasser a mat Loft a Kaméidi befaassen, well genau déi Verwaltungen och do sinn a well genau do déi Synergië sech och beschtméiglech entwéckele kënnen. Mir denken, dass dat eng vun deene wichtigste Politiken an Zukunft wäert sinn, an dass ee gutt géif dorunner doen, sech, net nëmme hei am Land, mä wäit doruwwer eraus, domadder ze beschäftegen. Dat kann dann och dee potenziellen Développement, vun deem d'Buergermeeschtesch vun Esch virdrun hei geschwat huet, sécherlech promouvéieren, mä et wäerte sécherlech och fir d'ganz Land eng Rëtsch vu Créneauen do entsto, op där Plaz, wou virdrun d'Sidérurgie esou gutt gedeie konnt.

Ech wëll awer dann och e Wuert soen, eng zweet Iwwerleeung, eng zweet Reflexioun, zu der Mobilitéit. Do kënn ee sech d'Fro stellen, wann eng Rëtsch vu Verwaltungen - fir déi eng oder aner Verwaltung en uniqué Site - op Belval kënn, ob dat effektiv am Sënn vun der Dezentraliséierung ass, an am Sënn vun deem, wat zum Beispill en IVL seet. Wann ee sech da virstellt, dass eng ganz Rëtsch Leit wäerten dohinner schaffe kommen - mir schwätzen do vun e puer honnert Leit, an et wäerten awer och sécherlech munch Leit vu méi wäit aus dem Norde vum Land erof schaffe kommen -, mat engem, schonn eleng nëmme an de Verwaltungen, Potenzial zur Entwécklung, kann ee sech froen, ob dat dann och effektiv dee richtige Wee ass.

Mir stellen eis och d'Fro, ob mer kënnen mat engem „modal split“ vu 25/75 zefridde sinn, esou wéi et virdrun ugeschnidde ginn ass, an ob mer net grad do, op deene Friche, grad mat deene Fakultéiten an deene Verwaltungen, déi dohinner komme sollen, eigentlech vill méi ambitiéis am öffentlechen Transport misste virgoen, och wat d'Zil betrëfft, wat mer wëllen am „modal split“ errechen. De Conseil d'État huet a sengem Avis e puermol drop higewisen,...

» M. le Président. - Madame Loschetter, d'Madame Mutsch wëllt lech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord?

» Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Ech wollt just nach eng Prezisioun ginn, well ech do, mengen ech, net daitlech genuch war. Op Belval selwer ass en „modal split“ vu 40/60, fir dass mer méi einfach op den nationale vu 25/75 kommen.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Eng net onwichtig Prezisioun. Ech denken, dat ass genau déi Reflexioun, déi muss weidergefouert ginn a sech weiderentwéckelen, esou wéi ech et elo just ernimmt hunn, well och am Avis vum Conseil d'État - an dat deele mir als Gréng an enger nächster Reflexioun - stellt de Statsrot sech d'Fro, firwat dat mer grad bei enger Maison du Savoir, engem Deel vun der Uni Lëtzebuerg, eng ronn 500 Parkplazen installéiere mussen. Firwat grad do, wou Studente sollen hikommen?

Och wann dat iwwer en anere Mode de financement gemaach soll ginn, mengen ech net, dass mer onse mea culpa domadder wäisswäsche kënnen. Mir sollten eis froen, ob dat net vläch eng Iddi ass, déi vläch net ubruecht ass, grad op deem Site, grad bei där Uni, grad bei där Clientèle a grad, wann een dat ambitiéis Zil huet ze soen, dass dat eigentlech en urbanisteschen Deel ass, deen e Beispill soll duerstelle fir d'Zukunft vun onsem Land.

De Conseil d'État seet och a sengem Avis zu engem vun deenen zwee Projeten, dass hie sech erhofft, dass den Aménagement vun de Voirien herno esou gestalt gëtt - an dat beonrouegt eis e bësselchen -, dass versicht soll ginn, de reglementéierte Parking, mä och de wëlle Parking ze endiguéieren oder ze verhënnere. Entweder ass de Conseil d'État ganz schlecht informéiert oder hien huet awer Befierchtungen, déi, denken ech, nach méiglech sinn an de Grëff ze kréien, mä deenen ee sech dann awer misst allen eeschtens unhuelen.

Wann ee sech schonn am Ufank vun engem risege Projet Gedanke maache muss iwwer d'Verhënnere vu reglementéiertem, schlëmmer nach, vu wëllem Parking, gekoppelt u 500 Parkplazen ënner enger Fakultéit an engem ambitiéis „modal split“ vu 60/40, sinn do, denken ech, e puer Contradictiounen, déi een nach misst aus der Welt schafen.

Mir begrëssen dann och an enger nächster Reflexioun déi Efforten, déi gemaach ginn, souwuel an deem enge wéi och an deem anere Gebai - obwuel mer denken, dass dat an deem administrative Gebai besser a méi prezis beschriwwen ass wéi bei der Maison du Savoir -, wou eng ganz Rëtsch vun ekologeschen an energetesche Moossname virgesi sinn an der Baustruktur an an der Bautechnik.

Vläch kann den Travaux-publics-Minister ons do nach zousätzlech Informatiounen ginn, par rapport zu anere Projeten, zu anere Lycéeën oder anere Gebailechkeeten, wou mer awer méi kloer gesot kréien, dass mer do an d'Richtung vun Niddregenergiebau ginn. Oder mir sinn esou gutt wéi um Niddregenergiebau ukomm, well mir hunn et hei mat enger ganzer Rei vu ganz sophistiquéierten an neien Techniken ze dinn, déi natierlech och en energeteschen Afloss hunn.

Mä ass deen iwwerall noutwendeg gewiescht? Vu dass mer jo ëmmer méi an der energetescher Technik eigentlech op manner Technik zréckkommen a ganz einfach heiansdo op einfach, méi wesentlich Organisatiounen vum Programm zréckgräfen, wéi zum Beispill Reewaasseropfangbecken oder wëssen, wou Norden a wou Süden ass an d'Gebai och esou initiéieren, wéi zum Beispill och méi prezis a méi generéis Solarzellen installéieren, wéi dat elo an deenen zwee Gebaier - dat eent méi wéi dat anert - virgesinn ass, op jidde Fall a senger Beschreibung.

E leschten Deel vun onse Reflexiounen ass, Här President, dass mir als Gréng mengen, mä ech denken et ass generell eng Attitud ginn an der Travaux-publics-Kommissioun, dass all Gebai, wat gebaut gëtt, eigentlech net neutral ass, mä e Gebai, wat gebaut gëtt, huet e Programm, an dee Programm beaflosst natierlech och herno net nëmme, wat an deem Gebai stattfënn, mä och, wéi et stattfënn.

D'Madame Mutsch huet virdu vun engem theoretische Konzept vun der Uni geschwat. De Statsrot - an ech mengen, et ass jo och schonn zitéiert ginn hei, a mir deelen déi Kritik - kritiséiert och, dat Konzept hätt misse sinn «plus tangible avant que ne soient entamés les premiers investissements», dass de Statsrot gäre méi Information palpable gehat hätt an dass de Statsrot dann och ebe sech Gedanke mécht iwwer d'Parken, d'Mobilitéit an den „modal split“.

Ech denken, dass dat wichteg ass, well mir als Gréng hunn ëmmer erëm hei och op deeser Tribün verkënnegt, dass mer fir d'éischt emol mussen d'Inhalter kennen, fir dass mer kënnen d'Bedürfnisser definéieren, wéi zum Beispill mer dat och systematesch maachen an enger Travaux-publics-Kommissioun, wann et ëm de Bau vun engem Lycée geet.

Mir sinn der Meenung, dass dat hei vläch, virum allem fir d'Maison du Savoir, net de Fall ass. Mir hunn Erklärungen kritt, dass een eigentlech à ce stade net méi ka soen, well mer jo och mat Pronosticen a mat awer dach Visiounen schaffen, an dass mer dofir och net méi kloer kënnen soen, firwat mer zum Beispill déi grouss Amphitheatre brauchen. Méi konkret, mir wëssen, wat mer alles wëllen unzéien. Mir wëssen, déi Synergie an déi Dynamik, déi do soll sech entwéckelen, wat mer och ënnerstëtzen. Mä bei deem, wat de Programm ausmécht a wat herno wéi a wéini soll do ëmgesat ginn, do hu mer vläch net all déi Prezisiounen, déi ee sech hätt kënnen erhoffen.

Als Konklusioun wëll ech nach eng kéier ënnersträichen, am Numm vun der grénger Fraktioun, dass eigentlech virum enger Rëtsch Joren en ambitiéis Projet realiséiert ginn ass, nämlech deen, dass Lëtzebuerg sech mat enger Universitéit dotéiert huet. Eng Universitéit mat dräi Fakultéiten. A mir denken och, dass, wa mir als klengt Land hei deen ambitiéis Projet wëlle weiderdréieren, da si mer effektiv elo méi wéi jee virum eng gewëssen Erausforderung gestallt. Mir sinn och iwwerzeegt, dass et e Potenzial gëtt an dass mer dat och kënnen developéieren.

Mir denken och - an dat ass och schonn hei gesot ginn, ouni wëlle segregatistesche virzegoen -, dass et wichteg ass fir onst Land, an och fir d'Uni a fir hir Zukunft, dass mer an engem gewësse Mooss eng Universitéit d'excellence kënnen developéieren.

Mir denken och als Gréng, dass et wichteg ass ze profitéieren vun all deene Partner, mat deene mer wëlle Synergië schafen. De Finanzsektor, vläicht net nëmmen trotz der Finanzkris, mä genau weinst der Finanzkris. Do, denken ech, solle mer profitéieren vun deem Ëmfeld vun deem wichtige Partner, dee mer hei zu Lëtzebuerg a méi prezis an der Stad hunn. A mir sollen och profitéieren vun deem Partner an der Institutioon vun dem Europäesche Geriichtshaff, well mer mengen, dass dat en exzellente Partner ass fir exzellente Studien op enger Uni ze maachen an doräusser och eng Université d'excellence ze maachen.

Mir denken awer och, dass mer solle profitéieren vun deene Wëssenschaftsstrukturen, vun deenen Incubateurs d'entreprises an dass dat all deenen dräi Fakultéite wäert gutt doen.

Mir sollen also all déi Synergien do notzen, op eng optimal Aart a Weis notzen, a mir solle wierklech derfir suergen, dass mer zum richtige Moment an op der richteger Plaz dat ënnerhuelen. An dass denken ech, dass wa mer dat maachen, zum richtige Moment an op där richteger Plaz, mer dann och net vergiessen, dass mer allegueren nëmmen een Zil dierfen hunn, an dass ass dat, d'Universitéit vu Lëtzebuerg beschtméiglech ze entwéckelen, an och dowéinst d'Décisiounen beschtméiglech sollen organiséieren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den honoreblen Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Wann een de Bauprogramm kuckt, deen d'Regierung sech virgeholl huet zu Belval, da gesäit een, dass dat enorm ass, wat an deenen nächsten zéng bis 15 Joer geplangt ass. Et sinn am Ganzen net méi wéi 15 Projete, mat engem Käschtepunkt vu ronn enger Milliard Euro. 40 Milliarden där aler Frang, dass ass net näischt an Zäiten, wou d'Statsfinanzen oder d'Statskeesen ufänken, lues a lues ëmmer méi eidel ze ginn.

Mir si grondsätzlech mat dem Ausbau vun der Uni um Site Belval d'accord. Mir fannen och, dass et logesch ass, dass een nieft der Uni déi Centres de recherche publics Gabriel Lippmann, Henri Tudor an den CEPES/INSTEAD usiedelt, well sech do eng Partie Synergien erginn an och wann haut alles matenee vernetzt ass, déi raimlech Nähe, d'No-beieneen-Sinn awer sécher vun Advantage ass.

Mir si frou, dass mer déi Entrevue mat de Vertrieber vun der Uni haten an och um Bauteministère, fir e bëssen ze erfueren, wéi d'Genèse vun deem ganze Projet do war a wéi d'Besoinen an d'Wënsch, op där enger Säit, mat deem, wat machbar ass, op där anerer Säit, probéiert gëtt iwwereneen ze bréngen, wat sécher net ëmmer ganz einfach ass.

Et gëtt eis gesot, dass d'Uni soll bis op 7.000 Studente goen. Op där anerer Säit sollen 3.000 Enseignantë respektiv Chercheuren op deem Site do aktiv ginn. Dat gëtt eleng an deem Beräich eng Populatioun vun 10.000, déi natierlech och en Attrait duestelle fir Commerce an esou weider, esou dass do wierklech e Pôle de développement amgaang ass ze entstoen.

Elo sollen Administratiounen dohinner kommen, mat den Argumenter, déi gebraucht ginn, dass déi sollen definitiv en uerdentlechen Ënnerdaach kréien, en definitiven Ënnerdaach kréien, dass de Stat och Geld domadder géif spueren, well e kee Loyer méi bräicht ze bezuelen. Dass ass d'Ëmweltverwaltung, dass ass d'Waasserwirtschaftsamt, et ass d'Commission nationale de la protection des données an et ass de Fonds Belval, déi sollen an dat Verwaltungsgebai do erakommen.

Dat heescht, dass nieft der Uni an der Recherche, déi do stattfënnt, och Administratiounen um Stat elo do ugesiedelt ginn an déi d'Weiderentwécklung vun deem ganze Site do nach verstärke wäerten.

Ganz generell soen ech näischt Neies, dass mir mat där Dezentralisatiounspolitik, déi do verfollegt gëtt, grondsätzlech d'accord sinn. Dass erlaabt eis eng Partie Verkéier net nëmmen ze reduzéieren, mä tout court ze vermeiden, well net méi alles brauch bis an d'Stad ze kommen, an dass een op d'mannst am südlechen Deel vun Land, dass heescht d'Stad Lëtzebuerg an am Minette, wéi mir soen, zwee Schwéierpunkten huet, wou Entwécklung gemaach gëtt.

Här President, wann een eng harmonesch Landesentwécklung mécht, dann däréi een allerdéngs de Rescht vun Land dobäi net vergiessen. Mir mengen elo, wa mer niewent der Stad zu Esch grouss Entwéck-

lung maachen, da wär d'Dezentralisatioun gréisstendeels gemaach; oder et gëtt vläicht eng Partie Leit, déi dat mengen.

Ech wëll drun erënneren, dass et am Norde vum Land en drëtten Schwéierpunkt gëtt, wou mer d'Ambitioun hunn - ech hoffe jiddefalls, dass d'Regierung se huet -, fir deen och ze entwéckelen, an eng Partie Verkéier, deen de Moment op där Schinn Nord-Süd leeft, einfach ewechfalen ze loosser, iwwerflësseg ze maachen, well mer am Norden - an do gëtt et jo dee Begrëff Nordstad - effektiv dann e weideren Zentrum a Schwéierpunkt schafen. Och do, si mir der Meenung, ass de Stat an der Verantwortung. Et kann een net vun enger wierklech équilibréierter Entwécklung vum Lëtzebuurger Land schwätzen, wann een dat net mat berücksichtegt.

Viru Joren, Här President, ass d'Iddi opkomm, alles, wat mat Landwirtschaft an Environnement - alles, wat ee kéint ëmschreibe mat „gréng Sector“ - ze dinn huet, an der Nordstad unzesiedelen. Ech muss soen, dass déi Iddi mer, wéi déi propagéiert ginn ass, net onsympathesch war an och haut nach ass.

Mir wëssen, dass mer elo schonn d'Ackerbauschoul zu Ettelbréck hunn. Si geet zwar e bëssen eriwuer op Dikrech, Gilsdref, mä si bleift awer an deem Raum do. Wa mer soen Ackerbauschoul, da betrëfft dat haut manner d'Bauern, wéi virun allem ganz, ganz vill Schüler, déi awer am gréngen Beräich bleiwen; dass heescht, am Gaardebau, an der Horticulture, an der Sylviculture, dass heescht an der Forstwirtschaft an esou weider.

Mir wëssen, dass alles, wat zur Landwirtschaft gehéiert, wat och do war, och do bleift. Dass ass de Laboratoire. Et soll weider ausgebaut ginn: e Centre de documentation; e Centre de formation vu Formation continue. D'Landwirtschaftskammer huet d'Ambitioun fir dohin ze kommen. Dass heescht, do entsteeft elo scho mat deem, wat geplangt ass, e Schwéierpunkt fir alles, wat Landwirtschaft a Gaardebau an esou weider ass.

Dofir däréi een awer an deem Zesammenhang d'Fro stellen: Woufir, wa mer schonn e groussen Deel vun den agrareschen Aktivitéiten do hunn, verleeë mer net och d'landwirtschaftlech Verwaltungen dohinner? Woufir hätt een net och vläicht d'Ëmweltverwaltung kënnen definitiv dohinner usiedelen; d'Waasserwirtschaftsamt, wat eiser Meenung no och dohinner gehéiert, an d'Recherche an d'Héichschoul, iwwer alles dat, wat de gréngen Beräich betrëfft?

Ech wëll hei bei där Geleeënheet d'Wichtigkeet ënnersträichen. Et deet mer leed, dass de Kolleg Oberweis elo net hei ass, well hie géif mech ganz sécher ënnerstetzen.

» **Plusieurs voix.** - Hei ass hien.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Oh, entschëllegt! Hien ass net op senger gewinnter Plaz. Mä ech sinn elo frou, dass hien hei ass, well ech weess, dass hie mech ënnerstetzt a menger Ausso, dass den Agrarsektor an Zukunft eng ganz wichteg Roll ze spillen huet, net nëmmen an der Ernährung vun de Leit hei am Land, mä och an der Energiewirtschaft.

Stéchwuert Bioenergie; Stéchwuert - dass ass elo méi aktuell - Agro-Energie, wou mer ganz vill Fuerschung an der Zukunft mussen maachen. Et deet mer e bësse leed - an dass wär wierklech eng Opportunitéit gewiescht -, dass een dat net alles op deem Beräich Nordstad do zesummegefasst huet. Dass hätt, Här President, den Advantage gehat, dass mer den Développement vun engem drëtten ekonomeschen an administrative Schwéierpunkt am Norden, och vu staatlécherer Säit, virugedriwwen hätten.

Ech wëll och ënnersträichen, dass de ganzen Nordberäich vun Lëtzebuurger Land eigentlech flächeméisseg dee gréissten Deel ass. Do gehéiert souguer den ieweschten Deel vum Oste mat derzou. Esou, dass een effektiv d'Chance verpasst huet, fir eppes do ze maachen. Mir hätten den Advantage gehat, dass mer manner Verkéier generéiert hätten op der Nord-Süd-Achs, wou mer elo scho wëssen, dass d'Autobunn, wa se et da packt, et jiddefalls net fäerdeg bréngt, um Kierchbiérg de ganze Verkéier weiderzedrainéieren.

Mir wëssen och, dass beim öffentlechen Transport nach ganz villes muss investéiert ginn, fir dass dat klappert. Mir hätte wierklech eng équilibréiert Dezentralisatioun respektiv Entwécklung vum ganze Land kënnen domadder maachen. Déi Chance, fäerten ech, ass elo definitiv verpasst. Ech bedauern dat, denken ech, net eleng, mä och eng Partie Leit vun anere Parteien, déi déi

Iddi effektiv virugedriwwen hunn, déi elo awer wahrscheinlech dann definitiv fort ass. Dass ass, wéi gesot, ze bedauern.

Et bleift dann elo - an domat wëll ech ofschléissen - ze hoffen, dass weinstens den öffentlechen Transport op der Schinn funktionnéiere wäert, fir dass allegueren déi, déi an deem Beräich eppes wëlle léieren a Recherche maachen, wa se da méi am Norde wunnen, effektiv awer esou séier wéi méiglech an de Süde kommen, wa se sech mussen déplacéieren; dass d'öffentlech Transportinfrastrukturen op der Nord-Süd-Schinn an och hei duerch d'Stad - do denken ech erëm eng Kéier, Här Minister, et deet mer leed, awer un den Zuch, dee soll ënnerstetzt der Stad erduerchfueren - dann dach awer esou ausgebaut ginn. Esou dass mer weinstens kee Verkéiersproblem behalen an och selbstverständlech déi méiglechste optimal Verbindung tëschent der Stad an dem Site zu Esch - well et ass jo do, wou mer elo ausbauen - esou gutt an esou séier wéi méiglech gemaach gëtt.

Dat gesot, Här President, mir soe Jo, mä mir hunn de Bauch e bësse wéi, well hei effektiv eng Chance verpasst ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Zweek Mercien, fir unzefänken. Deen éischt un d'Rapporteur, déi wéi ëmmer eng gutt a schnell Aarbecht hei gemaach huet. Deen zweete Merci un all d'Fraktiounen, déi mat oder ouni Bauchwéi dat heiten ënnerstetzen. Dann e puer Minutte fir op déi Froen, déi gestallt gi sinn, nach ze probéieren ze äntweren.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, dass ass, dass d'Madame Brasseur an hirer Interventioun schonn eng Rei Froen gestallt huet, déi se zu engem groussen Deel selwer beäntwert huet. Duerfir brauch ech se net nach eng Kéier ze beäntweren, well si huet se, esou wéi si se beäntwert huet, richtig beäntwert. Ech wëll awer e puer Saache kloerstellen.

Déi éischt Saach, déi ech wëll kloerstellen, dass ass do wou, wéi d'Madame Brasseur gesot huet, den aktuelle President vum Fonds Belval eng Verméschung vun de Funktiounen géif maachen duerch seng Präsenz och am Fong Belval. Ech wëll just soen, dass mer déi Diskussiounen schonn eng Kéier haten. Och mam leschte President vum Fonds Belval waren eng Rei Diskussiounen.

Déi lescht Regierung huet dese President genannt a si huet dese President aus engem ganz präzise Grond genannt. Si huet dese President genannt, well dese President net am Ministère des Travaux publics schafft an domat och net an der Roll ass, wou hien ee President vun engem Fong ass, deen an deem Ministère selwer schafft, wou hie sech kontrolléiert.

Hien ass also net an der Roll du Contrôleur contrôlé. Duerfir kann een och net soen, dass hien an der Roll vum „juge et partie“ ass. Fir mech ass et wichteg, dass mer déi Trennung hunn. Déi hunn ech och bei all deene Fongen, déi vum Ministère des Travaux publics ofhänken, duerchgeféiert a weider bestoe gelooss. Ech hunn an den aktuelle President an a seng Aarbecht 100%egt Vertrauen a fannen, dass hien dat bis elo gutt gemaach huet.

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, dass ass eng Niewefro hei: Wat geschitt mam Walfer Schloss, gradesou wéi mat all deenen Instituttiounen, déi elo eidel ginn? D'Walfer Schloss, dass ass jo do, wou den IES elo dran ass. Et ass esou, dass mer amgaang sinn ze kucken, ob mer déi Gebailechkeeten net kënnen gebrauchen, fir se an eng Postprimärs-, dass heescht an eng Sekundärstruktur ëmzefunktionnéieren.

Dat aus zwee Grënn: well am Fong d'Gebäilechkeete sech relativ gutt dozou prêtéieren, éischters; an zweetens, well mer och déi sämtlech Sportinfrastrukturen schonn niewendru sur place hunn, wat eis Synergien a Rationalitéite géif relativ einfach maache loosser.

Do si mer amgaang ze kucken, awéiwäit et méiglech ass, plus Dir hutt Recht, Madame Loschetter, well am Fong d'Verbindung souwuel un de Bus wéi un den Zuch relativ einfach sinn a kënnen direkt vun do aus gemaach ginn. Dass ass net decidéiert, mä momentan an der Faisabilitéitsstudie.

Kënnen mer eis dat leeschten?, gëtt gefrot. Fir d'éischt ass d'Äntwert: Et steet aktuell am Plan pluriannuel als ganz Zomm vun deem, wat geplangt gëtt, fir an den nächste Joren um Belval ze bauen. Ech hätt am Fong éischer d'Tendenz, amplaz d'Fro ze stellen: Kënnen mer eis et leeschten?, ze

froen: Mussen mer eis dat doten net leeschten? Hu mer iwwerhaupt en anere Choix, wéi hei op eng Schinn ze setzen, wéi hei op eng Pist ze setzen, wou mer d'Recherche, wou mer d'Fuerschung, wou mer den Développement vun eisem Land an Zukunft ersetzen a wou mer em maximal Chancë ginn, fir sech ze développéieren?

Duerfir soen ech, mir mussen eis déi Chance do ginn, a mir mussen grad déi do Investissementer hei maachen. Mir hu se pluriannuel virgesinn. Mir haten eng Diskussioun och doriwwer, well ech verstan hunn, dass ee kann an d'Richtung denken, fir ze soen: Mä hätt een net besser, dee ganzen Ensemble, fir e besser ze iwwerkucken, an engem Block hei ze stëmmen, déi 560 Milliounen Euro, déi de ganzen Ensemble kascht?

Zwou Äntwerte géif ech dozou ginn. Déi éischt Äntwert, dass ass, wa mer dat gemaach hätten, hätte mer vun all deene Gebaier, deenen zéng, eelef Stéck, déi der Cité des Sciences ugehéieren, missen d'Planifikatioun ganz bis zum Schluss dreiwien. Da wäere mer an dräi, véier, fënnef Joer eréischt mat der Planifikatioun fäerdeg gewiescht an hätten dann eréischt kënnen mam éischte Gebai ufänken. Dann hätte mer esou vill Zäit verluer. Dass ass deen éischte Grond.

Zweete Grond, dass ass deen, dass ech bei all deene grouse Projete, ob dat elo Héichbau- oder Déifbauprojete sinn, zesumme mat der Commission de l'exécution budgétaire decidéiert hunn, dass mer se ëmmer géifen a Stécker maachen, well och déi finanziell Contrôlabilitéit, dass heescht den Iwwerbléck, deen ech iwwer d'Dépenses courantes hunn als Bauteminister, wesentlech méi einfach ze maachen ass, wann ech se kann op méi kleng Bléck an op méi klengen Zäitachse maachen, an eis soss de Projet géif riskéieren, well en ze grouss ass, eventuell aus der Hand ze rutschen. Ech sinn och sécher, dass de Bautechef aus der Stad Lëtzebuerg déi Reflexioun relativ gutt ka verstoen.

Zur Madame Loschetter, déi gesot huet, dass eng Fro vu Parkplaze sech géif stellen. Déi Fro stellt sech effektiv. Mä hei si Parkplaze bei der Uni virgesinn aus deem ganz einfache Grond, well mer och mat dem „modal split“, dee virgeplangt ass, awer nach Parkplaze brauchen.

Wa mer soen, mir hunn en „modal split“ 60/40, dann heescht dat 60% Individualverkéier, 40% öffentleche Verkéier, dass heescht dann nach ëmmer 60% Individualverkéier. A fir déi 60% Individualverkéier mussen mer awer Strukture schafen, fir dass se kënnen uerdentlech a korrekt funktionnéieren.

Mir hunn déi Parkplazen esou standardiséiert an an der Zuel esou gemaach, dass se op e 60/40 passen. Mir hunn och de Stroossekonzep esou gemaach, dass en op e 60/40 passt, a mir hunn den öffentleche Transport - Dir hutt iwwer d'Gare Belval geschwat, mir hu virun engem oder zwee Méint och déi nei Buslinien do ageweit - och esou konzipéiert, dass mer hoffen, dass en déi 40% packt. Mir mussen déi packen, mir mussen awer och déi 60% Individualverkéier packen. An eng Uni, esou wéi se funktionnéiert mat der Aart a Weis, wéi enger Uni hiert Liewe sech am dagdeeglechen Oflaf ofspilt, déi brauch natierlech och, dass d'Leit eng gewisse Flexibilität méi hu wéi dat, wat den öffentleche Verkéier hinne ka ginn.

Et sinn nach puer Wuert iwwer d'Klimatisatioun gesot ginn. Do mengen ech, ass et esou, dass mer bei dem Unisgebai probéieren, e relativ einfacht technologesch Konzept ëmzesetzen, wou mer de Verbrauch vun Energie esou déif wéi méiglech gestalte mat där einfacher Technologie, esou wéi mer et och an alleguer de Lycéee maachen.

Par contre muss een awer soen, dass dat anert, dat administratiiv Gebai eng gewisse Particularitéit huet, wou et noutwendig war, méi Technologie eranzekréien, well mer hei net nëmmen Schoul- a Bürogebai hunn, mä eng ganz Rei Laboratoiren hunn, Laboratoiren, déi eng extra Killung, eng extra Klimatisatioun brauchen, sou dass mer do eng e wéineg méi komplizéiert Technologie gemaach hunn, ëmmer

esou rationell an ekologesch wéi méiglech, awer méi komplizéiert, well einfach d'Fonction vum Gebai dat verlaangt huet.

Zum Här Mehlen wollt ech just déi Reflexiounen iwwert d'Nordstad nach eng Kéier an dat Liicht setzen, esou wéi ech se gesinn. Ech mengen, datt mer fir den Développement vum der Nordstad jo trotzdeem an deene leschte Joren extrem grouss Efforté gemaach hunn, andeem mer zwee Pölen do entwéckelen, andeem mer de Schoulbau an der Nordstad Dikrech an Ettelbréck sech haut entwéckele loosse, mä och Zukunftsperspektive sinn.

Natierlech kann een da soen, datt verschidden Ensembles, wéi de Laboratoire vum Environnement, wéi zum Beispill d'Gestion de l'eau, och hätte kënne bei eng Akerbauschoul passen. Selbstverständlech hätt een dat kënne soen. Et kann een awer gradesou gutt soen, datt se mat all deenen Aspekter vu Recherche, vu Laboratoire, déi se hunn, bei d'Uni passen, bei d'CRPe passen an do och Sënn maachen. Déi eng Optioun hätt Sënn gemaach, déi aner Optioun mécht awer gradesou vill Sënn, a mir hunn elo eben déi Solutioun geholl, fir dat Ganzt op den Aspekt Recherche opzebauen, an dofir och e kohärenten Ensemble do ronderëm ze bauen.

Ech ginn zou, datt déi aner Rasonnementer och Sënn gemaach hätten, mä ech wär awer och frou, wann Dir géift zouginn, datt dat hei Rasonnement och net ganz falsch ass, an déi Décisioun hei och eng gewësse Kohärenz huet, déi ee kann...

(Interruption)

Ech mengen eben net, datt et besser wier.

(Interruption)

Mir hunn do nach e klengen Ënnerscheid, mä dat empêchéiert awer net, datt all déi Strukturen, déi an der Nordstad an der nächster Zukunft wäerte kommen, fir aus der Nordstad och deen Entwécklungspôle ze maachen, dee mer am Land brauchen, déi an den nächste Jore wäerten do gebaut ginn, extrem substanzuell sinn.

Wann Der gekuckt hutt, mir hate virun zwee Méint déi ganz Diskussioun iwwert de Stroossebau, notament fir ronderëm d'Nordstad, ronderëm Ettelbréck, ronderëm Dikrech eis Verkéierssystemer esou ze gestalten, datt déi Entwécklung och méiglech ass. Da wësst Der, datt mer och do extrem vill an deenen nächste Jore wäerten investéieren, fir déi Zilsetzungen ze erreechen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen zum...

(Interruptions)

Pardon, entschëllegt, Här Minister Biltgen, d'Tribün ass fir lech.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Sou schnell kommt Der net eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och nach als Héichschoulminister just op dräi Punkten agoen, déi och hei opgeworf goufen. Deen éischten ass de Käschtepunkt vum der Maison du Savoir. Déi kascht effektiv 136 Milliounen Euro. Wann ee kuckt, wat en normale Lycée kascht, an där hutt Der jo déi lescht Zäit vill hei gestëmmt, kascht en normale Lycée, dee bis zu 1.000 Schüler huet, währenddeem d'Maison du Savoir bis zu 4.000 Studenten hei kann op huelen, net vill manner wéi d'Maison du Savoir.

Ech wëll och drun erënneren, wat de Recteur gesot huet an där Commission jointe, déi mer haten, nämlech dass zu Lëtzebuerg de Lycéesstudent u sech de Stat 50% méi kascht wéi den Universitätsstudent de Stat kascht, esou dass ech net mengen, dass mer hei en iwwerdriwwen deiert Haus hätten.

Dat bréngt mech zu der zweeter Fro, nämlech de Fonctionnementskäschten. D'Iddi vun där Maison du Savoir mat deene ville verschiddene Raim, déi een och ka verstellen, ass ebe just, fir esou flexibel ze sinn, dass een op déi verschidde Besoiné kann agoen an dass een net fest Programmer huet, wou ee seet, deen ass dann do an deen ass dann do, mä dass een hei ka vill méi benotzen, esou dass ee bis zu 4.000 Studenten hei kann an déi Maison du Savoir erakréien, wann een dat optimal notzt.

Dat bedeit, an doriwwer hu mer och mat der Uni geschwat, dass déi aktuell Funktiounskäschten - well d'Uni huet jo haut scho Funktiounskäschten, well si huet jo schon Hörsäll an esou weider - bei enger Uni, déi manner Studenten huet, méi héich si wéi déi Funktiounskäschten - ech huelen elo d'Hörsäll - vun där zukünftiger Maison du Savoir, well mer eben do vill méi gruppéiert hunn a vill méi kënne benotzen. Esou dass déi Funktiounskäschten an Zukunft insgesamt méi bëlleg sinn.

Drëtten a leschte Punkt ass dee vun der Cité des Sciences, well een effektiv konnt duerjerneekomme mat deem engen an deem aneren Diagramm, well deen een Diagramm am Projet de loi, am Exposé des motifs vun der Uni geschwat huet an deen anere vun der Cité des Sciences.

D'Uni huet eng Ausrichtung a Pölen an d'Cité des Sciences huet eng Ausrichtung a Pölen. D'Cité des Sciences ass méi wéi d'Uni. Bei d'Cité des Sciences kommen nämlech och d'Centres de recherche publics derbäi wéi de Lippmann, wéi den Tudor, wéi den CEPS respektiv och den Incubateur d'entreprises.

A wat do eben eng Diskussioun war, déi mer laang haten an déi mer gutt ofgeschloss hunn, dat ass déi, dass mer net soen, hei ass d'Uni, do ass de Lippmann, do ass den Tudor, do ass den CEPS, mä dass mer Pöle maachen an der Cité des Sciences, dass d'Laboratoire vun deene verschiddenen Haiser, déi eppes mateneen ze dinn hunn, och an datselwecht Haus erakommen. Och dat mécht erëm eng Kéier Synergien.

Dann e leschte Punkt, wou ech och wollt dem Kollege Claude Wiseler Merci soen,

dass hien dat gesot huet, dass de President vum Fonds Belval, deen effektiv och Kommissär bei der Universitéit ass, net Juge et partie ass. Dozou wëll ech soen, et ass jo net de President vum Fonds Belval, emol net de Fonds Belval, deen d'Konzept vun der Uni decidéiert, mä de Fonds Belval exekutéiert e Konzept, wat vun der Regierung arrétéiert gouf.

Dat gesot, soen ech all den Orateuren, selbstverständlech ugefaange mat der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, awer och all deenen aneren Orateurë Merci fir déi gutt Debatt, déi mer hei haten.

» **M. le Président.** - D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - D'Madame Duval kennt sech zu Belval aus.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech hat eng Fro gestallt, wa mer dat hei elo stëmme, an et kéim net dozou, dass mer déi aner Partien och kéinte realisieren, kann déi Maison du Savoir ouni déi aner Deeler vun der Cité des Sciences funktionnéieren?

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - De Punkt ass, dass déi aner Deeler vun der Cité des Sciences am Programme pluriannuel virgesi sinn, esou dass mer se och kennen exekutieren. Dat ass nämlech d'Fro.

Dir hutt d'Fro gestallt: Hu mer d'Suen, fir dat ze exekutieren? Mir hunn d'Suen, fir dat ze exekutieren. De Fonds Belval ass amgaang dat esou ze plangen. Dir hutt deemools an där Commission jointe de Planning gesinn. Alles ass zurzäit am Planning vun deene verschiddenen Haiser, déi ronderëm sinn.

Woubäi een natierlech muss soen, dass déi eng Haiser méi wichteg fir d'Uni si wéi aner. Et sinn Haiser, déi si vläicht manner wichteg fir d'Uni, méi wichteg fir Centre-de-recherche-publicen. Anerer si méi wichteg fir d'Uni. Mä mir sinn zurzäit am Planning, a mir wëllen och weider am Planning bleiwe vun de Concours-d'architecten ugefaangen iwwert d'Projet-de-loien, esou dass dat opgeet an dass d'Uni da ka fristgerecht 2012/2013 ufänken.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote iwwert déi zwee Projet-de-loien. Fir d'éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi, wat d'Maison du Savoir zu Belval ubelaangt, de 5897.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5897 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet, wat de Bâtiment administratif ubelaangt. Och hei ass de Vote amgaang.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5898 ass mat 58 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Mir gesinn eis muer de Moien erëm.

(Fin de la séance publique à 17.03 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Beetebuerg um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,
2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,
4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,
5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,
6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,
7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Marco Schank (déposant une motion)*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (à qui M. Marc Spautz pose une question), M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Ali Kaes (qui répond à MM. François Bausch, Ben Fayot et Marco Schank), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen? Här Minister?

(Négation)

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn och keng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen. Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Dat ass d'Diskussioun iwwert d'Waassergesetz. Et sinn ageschriwwen als Riedner: déi Häre Roth, Etgen, Diederich, Gibéryen a Kaes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, wann ech gelift.

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,
2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet

1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

» M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut diskutéiere mer e Gesetz, dat an eisen Ae vu ganz grousser Bedeitung ass fir de Waasserschutz an d'Waasserpolitik fir Lëtzebuerg an der Zukunft. De Projet ass den 8. März 2007 vum Innenminister an der Chamber deponéiert ginn a war begleet vun engem Exposé des motifs, engem Commentaire des articles an dem Text vun der Direktiv 2000/60/CE, der sougenannter Waasserkaderdirektiv vum 23. Oktober 2000.

Deen éischten Avis vum Statsrot datéiert vum 3. Juli 2007. An der Zäit duerno sinn eng Hällewull vun Avisë komm vu verschiddeenen Institutiounen, 17 am Ganzen, déi ech elo net alleguerte wäert opzielen. Dat kënnt Der selbstverständlech am detailléierte Rapport noliesen.

Och fir dee ganzen Detail vun den Antécédents - well et sinn der eng ganz Partie - verweisen ech op de Rapport. Ech wëll op déser Plaz an där Zäit, déi ech hunn, just op déi wesentlech Inhalter vun Projet agoen. An et soll op déser Plaz och gesot ginn, dat mer an der Kommissioun ganz intensiv, fir keng Zäit ze verléieren, an ech géif och mengen, ganz konstruktiv un deem Projet geschafft hunn. Mir haten net manner wéi 29 Sétzungen, fir dese ganz techneschen a komplexe Projet ze debattéieren. Schlussendlech konnte mer haut virun enger Woch dese Rapport ouni Géigestëmm ofstëmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, ier ech op de Contenu vum Text aginn, nach e puer méi allgemeng Informatiounen, déi ech un den Ufank vun deem Rapport wollt stellen. D'Benotze vu Waasser ass fir eis Lëtzebuurger eng Selbstverständlechkeet. Mir brauche just de Krupp opzedréinen a schonn hu mer es genausou vill an enger exzellenter Qualitéit, wéi mer es brauchen.

Doduerch, dat mer awer esou einfach u Waasser kommen, besteet d'Gefor, dat vill Leit och vläicht éischer oder ganz dacks lichterfankeg mat deem elementare Liewensmittel ëmginn. Als Konsequenz heivunner ginn all Dag dausenden an dausende vu Fudder verschwéngt.

Et muss een awer bedenken, dat méi wéi eng Milliard Mënschen op eiser Welt keen Accès zu sécherem, propperem Dréinkwaasser hunn. Gleeft een der UNO, da stierwen all Joer ongeféier véier Milliounen Mënschen un de Suité vu verschmottzem Waasser respektiv engem Manktum un Dréinkwaasser. Dat sinn all Dag méi wéi 10.000 Leit, an dovunner wéinstens 4.000 Kanner. All d'Kriecher zesummen op der Welt fuerderen deemno manner Affer, wéi knaschtegt Waasser respektiv e Mangel u Waasser.

Wann een dovun ausheet, dat am Joer 2050 zirka 9 Milliarde Mënschen op eisem Planéit wäerte liewen, kann ee sech vorstellen, dat d'Konkurrenz ëm des liewenswichtig Ressource ëmmer méi grouss wäert ginn. Momentan sinn et scho weltwäit 80 Länner, déi vun enger Waasserknappheet betraff sinn. An d'Zuel vun de betraffene Mënsche wäert bis 2030 op iwwer 5 Milliarde klammen.

Et gëtt deemno genuch Grënn, dat an Zukunft mat Konflikter a souguer Kriecher ëm d'Waasser muss gerechent ginn. Verschidde Experten ginn dervun aus, dat an noer Zukunft de Waassermangel d'Hauptursaach vun Auseinandersetzungen um afrikanesche Kontinent beispillsweis wäert sinn. Schon haut kämpfen d'Bauern an d'Nomaden an der Sahelzone, a Kenia, Somalia, Nigeria, Burkina Faso - fir just e puer Beispiller ze nennen - ëm dat weinegt Waasser, wat et do iwwerhaupt nach gëtt. Et

reent net genuch, d'Bëscher gi futti, ginn zerstéiert, an d'Aarmut klëmmt.

Och hei zu Lëtzebuerg hu mir an de Joren 2003 an 2005 misse feststellen, dat och bei eis Problemer duerch Waasserknappheet entstoe kënnen; net an deem Mooss, wéi ech et elo beschriwwen hunn. An awer! An deene Joren hate mir ganz dréche Summers mat Grondwaasserpegelen, déi stänneg erofgaange sinn.

Et ass also onëmgängelech, dat d'Populatioun, d'Leit dobaussen, nach méi wéi bis elo fir des Thematik a Problematik sensibiliséiert ginn, och wann do an deene leschte Jore scho munches passéiert ass. D'Waasser ass vläicht déi wäertvollst natierlech Ressource, déi mir hunn. An nëmmen duerch eng nohaltegt Waasserpolitik kënne mir dat Waasser esou schützen, fir dat och zukünftige Generatiounen dovunner kënne profitéieren.

Politikerinnen a Politiker hunn zu Lëtzebuerg d'Verantwortung an d'Missioun, eise Matbiergerinnen a Matbierger däitlech ze maachen, dat Waasser eben net en einfacht Konsumgut ass, mä méi eng eenzegaarteg Ressource, déi mer musse bewusst a verstänneg fleggen.

Fir dat mir deem Zil kënne méi no kommen, musse mir och ekonomesch Instrumenter hunn. An anere Wieder, de Präis vum Waasser soll och iergendwou säi Wäert erëm spigelen. De Coût de revient vum Waasser, dee sech aus dem Dréink- an dem Ofwaasser zesummentellt, ass d'Resultat vu sämtlechen Onkäschten, déi eng gutt Dréink- an Ofwaasserversuergung mat sech bréngt: d'Konzeptioun, de Bau, d'Exploitatioun an den Entretien vun de ville Réseauen, d'Evakuatioun an d'Proppemaache vum Ofwaasser respektiv dem Reewaasser. Derbäi kommen natierlech d'Käschte fir den Émwelt- a Quellschutz am Zesammenhang vum Waasser.

An nëmmen duerch eng effizient Tarifpolitik am Waasserberäich kënnen d'Ziler vun der europäescher Waasserdirektiv erreicht ginn. Eng vun de Moosnamen ass d'Obligatioun, fir d'Käschten, déi um Gebrauch vum Waasser entstinn, ze récupéieren; an dat net fir d'lescht nom Prinzipium vum Utilisateur-payeur respektiv dee vum Pollueur-payeur. De Konsument soll incitéiert ginn, fir d'Waasser verstänneg a responsabel ze notzen.

Dese Projet ass ee Kadergesetz a beschäftegt sech selbstverständlech net nëmme mat sämtleche Facettë vum Waasserschutz, mä mat allen Aspekter vun enger nohalteger Waasserpolitik, zum Beispill och mat de Voleten Héichwasserschutz, dem Volet, dat en neie Regime fir Autorisatiounen kënnt - een eenzeg; ech kommen nach dodrop -, den Énnerhalt vun eise Gewässer insgesamt, wou och nei Strukturen op d'Bee gestallt ginn, zum Beispill de Comité de la gestion de l'eau, den Observatoire de l'eau, dann och d'Contrats de rivière. Och dozou soen ech nach herno e puer Wuert.

Dese Projet schaaft deemno definitiv e Kader, un deem d'Politik sech an deenen nächste Jore kann orientéieren, fir ee gudden Zoustand fir eis Gewässer a Waasserleef bei eis an Europa unzeestriewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer elo kuerz op d'Problematik vum Waasserschutz op europäeschem Niveau anzegoen. D'Grënn, firwat des Direktiv ausgeschafft gouf, sinn nieft deenen, déi ech scho genannt hunn, ganz eendeiteg: 20% vum Uewerflächewaasser an der EU si schwéier mat Schuedstoff belaaucht; 65% vum Dréinkwaasserbedarf an Europa ginn duerch d'Grondwaasser gedeckt; 60% vun den europäesche Stied iwwerlaaschten hir Grondwaasserreserven; 50% vun de Fichtgebiddere si wéinst deser Iwwerlaaschtung dann och a Gefor; d'Fläch vum künstlech bewässerte Land huet sech am südlechen Europa, wou ebe ganz vill künstlech irriguéiert gëtt, zënter '85 ëm 20% vergréissert.

Ufanks de 70er Joren, wéi virun allem am Rhain op eemol kee Fësch méi war, ass de Waasserschutz eng Prioritéit an Europa ginn. Lues a lues huet d'Europäesch Unieoun sech selwer ganz ambitiéis Ziler gesat, fir

eng gutt Waasserqualitéit zréckzekeréien. Haut steet d'Kaderdirektiv vum Oktober 2000 genau fir dës Ziler. Ech wëll elo hei net op all eenzel Etapp agoen téschent 1970 an dëser Direktiv, mä ech verweisen och do op de schrëftleche Rapport.

Wat sinn elo déi wichtegst Elementer vun dëser Waasserdirektiv, iwwert déi scho vill diskutéiert gouf am Virfeld an déi mir duerch dëse Projet de loi an nationaalt Recht emsetzen?

Fir d'éischt, duerch déi enorm Belaaschtungen, deenen eis Waasserreserven ausgesat sinn, war et onbedéngt néideg, dës Problemer mat wierksame Moyenen unzegoen, fir datt och eben - ech hunn et scho gesot - zukünftege Generatiounen déi liewenswichtig Ressource erhale bleift.

Honnerte vun Experten hunn un där Direktiv geschafft, aus verschiddene Beräicher: Landwirtschaft, Industrie, Ëmweltschutz souwiesou, awer och nationalen a lokalen Administratiounen. D'Kaderdirektiv Waasser dehnt nämlech d'Protektioun op all Gewässer aus a setzt kloer Ziler fir ze garantéieren, datt, éischtens, bis 2015 all europäesch Waasserleef ee gudden Zoustand erreecht hunn; zweetens, sämtlech Ofsonnerunge vu geféierleche Substanzen an d'Waasser reduzéiert respektiv eliminéiert ginn; drëtzens - e ganz wichtige Punkt -, datt d'Zivilgesellschaft un deem Prozess bedeelegt gëtt, wat jo och bei eis geschitt de Moment; a véiertens, datt de Prinzip vun der Käschtdenckung agefouert gëtt.

Sechs Hauptetappe si virgesinn: éischtens d'Charakteriséierung vun den hydrographesche Gebidder mat engem Register vun de Schutzgebidder, deen opgestallt gëtt; d'Ausschaffe vun engem Iwwerwachungsprogramm; d'Ausschaffe vun engem Plan de gestion an engem Moosnameprogramm bis 2009; d'Schafe vum käschtdenckende Waasserpräis bis 2010; een zweete Plan de gestion a Moosnameprogramm bis 2012; an dann, wéi scho gesot, d'Erreeche vum gudden Zoustand un eise Gewässer bis 2015.

Et war iwwerregens virgesinn, datt bis den Dezember 2003 all national a regional Waassergesetzter un d'Kaderdirektiv ugepasst wäeren. Lëtzebuerg ass domat dat leschte Land, dat dës Obligation nokënnt. Dëse Retard kënn awer net fir d'lescht doduerch, datt nach verschidden Démarchen néideg waren, wéi zum Beispill d'Schafe vum Waasserwirtschaftsamt 2004 - Dir erënnert lech dorunner -, fir datt mer iwwerhaupt dës Direktiv konnten an nationaalt Recht transposéieren.

Här President, erlaabt mer elo e puer Wuert zu eiser nationaler Gesetzgebung an dësem Domän. Ech ginn elo net op den Edikt vum Louis XIV zréck, ech si keen Historiker. Ech wëll just soen, datt d'Waasser hei am Land bis Ufank vum 20. Jorhonnert haaptsächlech fir d'Schëffahrt op der Musel an natierlech och fir d'Landwirtschaft als wichtig ugesi ginn ass.

En éischte ganz wichtige Schratt ass am Joer 1993 geschitt mat engem Gesetz fir de Schutz an d'Gestioun vum Waasser. Déi nächst wichtige Etapp, ech hunn et scho gesot, war d'Schafe vum Waasserwirtschaftsamt 2004. Heiduerch ass och d'Viraussetzung iwwerhaapt geschafe ginn, fir dës Direktiv emsetzen.

Deen nächste ganz bedeitende Schratt geschitt elo haut mat der Ëmsetzung vun där Direktiv an nationaalt Recht an d'Schafe vun engem moderne Waassergesetz fir Lëtzebuerg fir d'21. Jorhonnert.

Am Moment ënnerleien d'Waasserversuergung an d'Waasserentsuergung der Gemengekompetenz. D'Gemenge ginn déi Kompetenz, dat wësst Der, u Gemengesyndikater weider.

Mir hunn och an der Kommissioun festgestallt, an deem kleng Land, wou mer sinn, hu mer enorm vill Syndikater, souwuel am Drénkwaasser- wéi am Ofwaasserberäich, siwen, wann ech de SEBES derbäi zielen, am Drénkwaasserberäich. 23 Gemenge sinn do iwwerregens autonom a 34 si semi-autonom, well se entweder eege Quellen hunn oder vun interkommunale Syndikater gespeist ginn. D'Gemengen lermisdref, Rouspert a Sandweiler gi vu

Quelle versuergt, déi um Territoire vun anere Gemenge leien.

Och am Beräich vum Assainissement gëtt et siwe Syndikater, déi eng oder aner zousätzlech Kooperatioun respektiv verschidde Gemengen, déi a kenger Struktur vun deene Syndikater sinn. Et muss ee sech also d'Fro stellen, dat steet och am Rapport, ob een net méi Masse critique misst erreechen, doduerch, datt een déi Zuel reduzéiert, fir an Zukunft méi effizient kënnen ze schaffen.

Wat d'Strukturen an d'Infrastrukturen am Beräich vun der Waasserversuergung uginn, do kann ee soen, datt mer gutt équipéiert sinn, datt all Gemenge couvréiert sinn.

Op där anerer Säit muss een awer och soen, datt vill Strukturen am Beräich vun der Waasserentsuergung net um leschte Stand sinn. Eefer Gemengen zu Lëtzebuerg hu keng Infrastrukturen am Beräich vun der Waasseropbereedung. Dovunner leien der siwe laansch d'Musel.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass kloer, datt d'Waasserpolitik sech virun allem och an de Kader - an dat ass wichtig - vun der territorialer Neiuordnung stelle muss. An duerfir ass et net verwonnerlech, datt am Rapport vun der Spezialkommissioun ënnert der Fiederféierung vun eise Fraktiounscheef, dem Michel Wolter, sech e grousst Kapitel mam Thema Waasser erëmfënnt.

D'Autonomie communale gëtt hei confirméiert. Dernieft gouf awer och festgehale - an dat kënn Der am Rapport noliese vun der Spezialkommissioun „Réforme territoriale“ -, datt probéiert soll ginn, eng Structure superposée ze schafen, zum Beispill ee Syndicat mixte État-Communes, fir no an no zu enger zentraliséierter Gestioun vum Cycle de l'eau ze kommen.

Et geet och Rieds vun enger Approche vu Solidaritéit iwwert dat ganz Land, fir à terme ee Waasserpräis ze erreechen, deen national gesinn an deemselwechten Ordre de grandeur läit; dat heescht, een eenheetleche Waasserpräis. An datt d'Syndikater och innerhalb vun hiren eegene Strukturen - dat steet och am Rapport - eng Approche vu Prix unique solle verfolge, doduerch, datt d'Solidaritéit spillt an de Syndikater selwer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn elo déi kruzial Punkte vun deem Text, deen eis zur Ofstëmmung virläit?

Vu datt dësen Deel vu mengem Rapport relativ technesch ass, probéieren ech hei just d'Schwéierpunkte virzestellen. Et sinn insgesamt néng Schwéierpunkten.

Als éischt a wichtig Etapp ginn hei d'États des lieux gemaach, d'Iwwerwachungsprogramm an de Register vun de Zones protégées, déi op d'Bee musse gestallt ginn, als wichtig Instrumenter, fir wéi gesot dee gudden Zoustand 2015 ze erreechen.

An hei muss ee soen, datt dëst Waasserkadergesetz an éischer Linn ee Gesetz ass mat ekologeschem Charakter an d'Basen légales ageféiert ginn, unhand vun deenen dee gudden Zoustand erreecht soll ginn 2015. Et ginn also preventiv Moosnamen agefouert, awer och de Schutz vun de Gewässer, d'Verbesserung an d'Restauratioun gi respektéiert.

Dobäi gëtt ënner anerem gekuckt, wéi een Afloss d'Eaux souterraines op d'Qualitéit vun dem Uewerflächegewässer hunn.

Fir den Zoustand vun de Gewässer uewer an ënnerierdesch ze kucken, gëtt vum Waasserwirtschaftsamt eben dësen État des lieux gemaach. Unhand heivun a vun enger systematescher Iwwerwachung vum Zoustand vun de Gewässer sollen dann déi néideg Moosnamen ergraff ginn, fir déi gesaten Ziler och ze erreechen.

De Register vun de Zones protégées, deen am Artikel 20 vum Gesetz virgesinn ass, gesäit ënner anerem Schutzzone vir: fir de Captage vum Drénkwaasser, d'Badegewässer a Schutzzone fir déi Liewewiesen, déi an a ronderëm d'Waasser sinn, esou wéi et och am Naturschutzgesetz virgesinn ass.

Dat Zweet ass: ee Wuert zu den ekonomeschen Instrumenter, notament d'Tarifificatioun vum Waasser.

D'Artikelen 12 bis 17 vum Projet de loi féiere véier Elementer vun engem harmoniséierte Waasserpräis op nationalem Niveau an. Dës Tarificatioun baséiert op deem, wat ech virdu gesot hunn, nämlech dem Prinzip vun der Käschtdenckung op nationalem Niveau op Basis vum Utilisateur-payeur a Pollueur-payeur, an all dëst am Sënn vun ebe grad den Ëmweltobjektiver, déi den Text sech setzt.

Ab 2010 besteet de Waasserpräis aus zwou Gemengerelevancen an zwou staatlechen

Taxen. Éischtens d'Redevance Waasser, notament Drénkwaasser. Dann d'Redevance fir d'Ofwaasser, wou ech net am Detail elo drop aginn, well dat eis ze wäit féiert. An dann d'Taxe de prélèvement, déi op 10 Cent fixéiert ass. An d'Taxe de rejet, déi no enger Formule gerechent gëtt a wou d'Kommissioun derfir gesuergt huet - wat ursprénglech am Text net virgesi war -, datt dës Tax uniform fir all Kläranlagen am Land gëllt. D'Kommissioun wollt de Solidaritéitsgedanke fir all d'Gemengen am Land hei an d'Realitéit emsetzen.

D'Gemengerelevancen ënnerscheeden och nach téschent de Secteur Steit - mat Kleng- a Mëttelbetriber -, Industrie a Landwirtschaft.

Well ee groussen Deel vun den Infrastrukturenkäschte mat der Densitéit vun de Gemengen an der Unzuel vun den Awunner zesummenhängt, ass virgesinn, datt regional Ënnerscheeder berücksichtegt an iwwert de Statsbudget ausgeglach ginn.

D'Gemenge si kompetent am Beräich vun der Waasserversuergung an -entsuergung. Deemo geschitt d'Berechnung vum Waasserpräis och an Zukunft op kommunalem Niveau; dat Ganzt awer no enger harmoniséierter Method, déi op nationalem Niveau verankert ass.

Doriwwer eraus soll de Stat fir e fairen an équitabele Präis suergen, deen ëmwelttechnesch, ekonomesch a geographesch Aflëss berücksichtegt.

D'Kommissioun huet deemno däitlech gemaach - dat ass wichtig, an esou steet et och am Rapport -, datt de Stat déi Käschten, déi sech duerch ekologesch, ekonomesch oder respektiv regional topographesch Konsequenzen erginn, hëllef droen, an zwar iwwert d'Budgetgesetz.

Dat stoung net am urspréngleche Projet de loi an duerfir invitéiert d'Kommissioun och d'Regierung - an dat steet am Rapport -, fir ee Kompensatiounsmechanismus ze schafen, fir d'Differenzen téschent städteschen a ländleche Gemengen auszegläichen.

Zum Beispill opgrond vun Nodeeler mat méi grouse Versuergungsnetzer, mat méi opwändegen Infrastrukturen um Land, also am ländleche Raum, mat méi Opwand fir ze pompelen, respektiv d'Apasse vun Infrastrukturen, Bauwierker an d'Landschaft. Testgemengen hu gewisen, datt do grouss Ënnerscheeder sinn. Mir haten déi Opstellung an der Kommissioun: Mamer, Feelen mat 5 Euro Coût de revient, Tandel mat schonn 8,40 Euro, Wäisswampech mat 6,74 Euro, eleng am Assainissementsberäich.

Dann e Wuert zu de Moosnameprogrammer an de Gestionspläng, Instrumenter fir déi nohaltege Waasserwirtschaftspolitik, vun där ech geschwat hunn. D'Moosnameprogrammer sinn esou opgestallt, datt se de gudden Zoustand an den Échéancé vun den Artikelen 5 bis 11 erreechen. Dës Programmer ginn zesumme mat alle Concernéierten opgestallt a bestinn aus Mesures de base a Mesures complémentaires. D'Mesures de base orientéiere sech un der aktueller Législatioun, mat deene Reglementer, déi de Moment bestinn, an d'Mesures complémentaires kënnen aus administrativen, ekonomeschen oder steierlechen Instrumenter bestoen a beinhalten och déi Projeten, déi vun de Gemenge realiséiert ginn.

Fir all Waasserdistrikt gëtt vum Waasserwirtschaftsamt ee Plan de gestion ausgeschafft. A ronn engem Joer, den 22. Dezember 2009, soll déi éischt Versioun vum Plang dann och fäerdeg sinn, an Zesummenarbecht mat deenen anere Staten, déi un den internationalen hydrographeschen Distrikter vu Rhain a Meuse leien.

E weidere Schwéierpunktberäich ass dee vun neie Regime vun den Autorisatiounen, eng Etapp a Richtung Simplification administrative. Den Artikel 23 vum Text gesäit just nach een eenzege Regime vun Autorisatiounen fir all Beräicher vum Schutz an der Gestioun vum Waasser vir.

E fënnefte Schwéierpunktberäich ass dee vun Entretien vun de Waasserleef an d'Gestioun vun de Risike vum Héichwaasser, Schlëselelementer nach eng Kéier fir eng nohaltege Gestioun vum Régime hydrologique. Hei geet et drëm, datt den Entretien vun de Waasserleef am Respekt vum natierleche Milieu geschitt. D'Waasserwirtschaftsamt këmmert sech hei ëm d'Koordinatioun. De Cofinanzement vum Stat vun den Entretienmesuren an der Renaturéierung vun de Waasserleef geschitt via de Fonds pour la gestion de l'eau, wéi et an den Artikelen 62 bis 68 virgesinn ass.

Den Artikel 38 vum Text garantéiert eng Kohärenz téschent der nationaler Héich-

waasserpolitik an der Direktiv 2007/60/CE am Kontext vum Héichwaasser. Dëst geschitt duerch Instrumenter wéi d'Evaluatioun vun den Héichwaasserrisiken, d'Héichwaassergeforekaarten, déi mer an der Kommissioun haten, d'Héichwaasserrisikokaarten an de Plan de gestion des risques d'inondation.

Am Moment ënnerläit d'Gestioun vun den Héichwaasserrisiken der Législatioun vum Aménagement du Territoire. Hei gëtt also proposéiert, déi Héichwaassergeforekaarten an och d'Héichwaasserrisikokaarten an d'PAGE vun de Gemenge mat Héichwaasserproblemer ze integréieren. De Cofinanzement vum Stat gëtt iwwert de Fonds pour la gestion de l'eau assuréiert.

Dee sechste Schwéierpunkt betrëfft d'Versuergung mat Drénkwaasser an den Assainissement. Dat ass eng Réaffirmatioun, esou wéi se am Gesetz steet, vun de Gemengekompetenzen am Beräich Waasser. Well all d'Servicer, déi mam Benotze vum Waasser zesummenhängen, ënnert d'Gemengekompetenz falen, ginn all déi administrativ an technesch Dispositiounen iwwer Règlements communaux ausgefouert, déi natierlech virdu vum Waasserwirtschaftsamt aviséiert ginn.

Siwents, d'Gemengepläng an de Plan national du cycle urbain. Dat ass e ganz wichtige Beräich. En ass als Interface téschent der Landesplanung, dem Aménagement communal an der Waasserwirtschaft ze gesinn. Den Artikel 50 gesäit den Interfaçage téschent de kartographeschen a planungstechneschen Elementer vum virleienden Text an deene vum 2004er Gesetz iwwert den Aménagement communal vir, notament am Beräich vun den Études préparatoires, de PAGen, de PAPen an eventuell de plans directeurs. De Plan national du cycle urbain vum Waasser liwwert dann och alleguer déi Donnéeën, déi noutwendeg sinn, fir op nationalem Niveau déi néideg Kohärenz téschent der Landesplanung an der Waasserwirtschaft ze garantéieren.

En anere wichtige Punkt sinn d'Strukturen, déi nei geschafe ginn, fir d'Gestioun vum Waasser ze optimiséieren. De Comité de la gestion de l'eau, den Observatoire de l'eau zweetens, drëtzens d'Partenariats de cours d'eau, als Komponente vun der Bedeelegung vun der Zivilgesellschaft un der Waasserpolitik. De Comité de la gestion de l'eau ass dat Organ, an deem all concernéiert Parteien zesummesëtzen, fir zesummen der Regierung Avisen ofzeginn zu de Moosnameprogrammer natierlech, dann awer och am Kontext Plan national vum cycle urbain de l'eau, am Kader vun de Plans de gestion fir d'Distrikter, an och den administrative Prozeduren, déi am Waasserschutz a mat der Waasserwirtschaft ze dinn hunn.

Dat anert Instrument, den Observatoire de l'eau, deen duerch den Artikel 54 agericht gëtt, ass deen, deen am Fong als wëssenschaftlech a konsultatiivt Organ konzipéiert ass. Eng drëtt Struktur ass déi vun de Partenariats de cours d'eau, déi sech um wallounesche Modell vun de Contrats de rivière orientéiert. Eng fräiwëlleg lokal, regional Bedeelegung um Niveau vun der Waasserwirtschaft ass hei am Land schon am Kanton Réiden respektiv un der Uewersauer geschitt.

E leschte Schwéierpunkt vun deene wichtigsten Punkten an deem Gesetz ass de Waasserfong, wat jo d'Finanzinstrument ass vun enger nohalteger Waasserwirtschaft. Dëse Fong, deen ursprénglech iwwert d'Gesetz fir de Budget vun Joer 2000 entstanden ass, gëtt duerch deen aktuelle Projet reforméiert. Den Interventiounsradius vum Fong gëtt duerch deen neien Text vergréissert, esou datt sämtlech Aktivitéiten am Beräich vum Waasserschutz an der Waasserwirtschaft dorënnerfalen. Nieft deenen normalen Dotatiounen aus dem alljährleche Budgetgesetz, gëtt de Fong aus deenen Taxen, déi ech virdu genannt hunn, Taxes de prélèvement, Taxes de rejet, a verschidden anerem öffentleche Fonge gespeist.

D'Kommissioun huet och zréckbehalen, datt d'Waasser als liewenswichtig Ressource och an Zukunft muss an der öffentlecher Hand bleiwen an op kee Fall zum Spillball vu privatwirtschaftlechen Interessen däerf ginn.

Just e Wuert zum éischten Avis vum Statsrot - duerno koume jo nach zwee Avis complémentaires -, dee bedauert huet, datt et zu Lëtzebuerg keng statistesch Donnéeën iwwert d'Evolution vun de Waasserreserve géif ginn, och wat d'Consummation ubelaangt respektiv d'Pollutioun vum Waasser. De Conseil d'État huet an deem Kontext och un dee ganz interessanten Avis vum Conseil économique et social vum 6. Abrëll 2006

erënnert, dee sech deemools detailléiert mat der Waasserproblematik zu Lëtzebuerg ausernee gesat huet.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hunn am Ufank gesot, d'Waasser ass vläicht déi wäertvollst natierlech Ressource, déi mer hunn. An nëmmen duerch eng konsequent, nohalteg Waasserpolitik kënnen mer dësen onersetzlechen an och liewensnoutwendege Patrimoine esou schützen, dat genuch Waasser a virun allem och qualitativ héichwäertegt Waasser fir eis Kanner a Kandskanner an Zukunft zur Verfügung steet. Ech mengen kënnen ze soen, dat dësse Projet de loi wesentlech Viraussetzung schaaft, fir dësem ambitiësen Zil e ganz grousst Stéck méi no ze kommen.

Zum Schluss wollt ech dann och all deene Merci soen, déi vill Aarbecht gemaach hunn, an et war vill Aarbecht, ier dësse Projet konnt an d'Plénière kommen. Ech hunn et schonns gesot, dat et en immens technesch an och komplex Gesetz ass. Merci meng Mataarbechter aus der Fraktioun, aus dem Sekretariat vun der Chamber, awer och de Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus dem Ministère, dem Waasserwirtschaftsamt, an net fir d'lescht och meng Kolleegen aus der Intérieurskommissioun: Merci!

Ech hunn domadder de Rapport ofgeschloss. Wann de President erlaabt, géif ech, am Numm vu menger Fraktioun, nach kuerz eng Motioun presentéieren, eng Motioun, bei där et sech ëm de Waasserschutz an der Landwirtschaft handelt. Dir wësst, dat d'Landwirtschaft insgesamt dee Gestionnaire dobaussen ass, deen a villen Einzugsgebiddere vu Waasser, Waassergebiddere an an zukünftege Waasserschutzgebiddere läit an och do aktiv ass, a wou och net ausgeschloss ass, dat Restriktiounen an Zukunft mussen higeholl ginn.

D'Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008 gesäit d'Finanzéierung vu Moosnamen en faveur vun der Ëmwelt an der Erhaltung vun der Biodiversitéit vir, an och den Artikel 38 vum Règlement 1698/2005/CE vum Conseil iwwert de Soutien vum Développement rural duerch den europäesche Fong, de FEADER, gesäit Hëllef vir, fir d'Onkäschte respektiv d'Verloschter ze decken, déi duerch d'Ëmsetze vun der Waasserkaderdirektiv entstinn.

Aus deene genannte Grënn wollt mer d'Regierung opfuerderen, ebe just am Kader vum Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008, vun dësem Joer also, Agrarëmweltmoosnamen auszeschaffen, déi un d'Waasserschutz zonen eben ugepasst sinn an et erlaben, souwuel d'Ziler vun neie Waassergesetz ze erreeche wéi och der Landwirtschaft hir finanziell Perten ze kompenséieren. Agrarëmweltmoosnamen, déi och praxisno sinn - dat ass wichtig.

An engem zweeten Tret invitéiere mer d'Regierung, d'landwirtschaftlech Berodung an de Waasserschutz zonen ze intensivéieren an och do de Bauere beschtméiglech ënnert d'Äerm ze gräife bei der Mise en œuvre vun enger Partie vu Moosnamen. Dat ass, fir dat hei virun allem de Service de vulgarisation, dee vun der Landwirtschaftskammer koordinéiert gëtt, déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt kritt.

Ech géif lech, Här President, déi Motioun iwwerreechen.

Merci.

Motion 1

Vu que l'agriculture en tant que gestionnaire et propriétaire de la plus grande partie des bassins versants des eaux superficielles et souterraines sera l'un des secteurs les plus touchés par les conséquences de l'application de la loi-cadre sur l'eau, et qu'elle sera confrontée à des restrictions allant au-delà de la bonne pratique agricole et pouvant entraîner des coûts supplémentaires ou pertes de rendements non négligeables;

vu que la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural prévoit le financement de mesures en faveur de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité;

vu que l'article 38 du règlement (CE) N°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) prévoit le paiement d'aides aux agriculteurs afin de compenser les coûts supportés et la perte de revenus subie en raison des désavantages résultant de la mise en œuvre de la directive 2000/60/CE;

la Chambre des Députés invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre dans le cadre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvelle-

ment du soutien au développement rural, des programmes agro-environnementaux spécifiques adaptés aux zones de protection des eaux, permettant d'atteindre les objectifs de la protection des eaux tout en compensant les pertes économiques encourues par les restrictions imposées;

- à encourager le «Conseil agricole» dans les zones de protection des eaux, afin d'assister les agriculteurs au mieux dans la mise en œuvre des différentes mesures, ceci en dotant le service de vulgarisation de la Chambre d'Agriculture des moyens adéquats nécessaires à cette mission.

(s.) Marco Schank, Fernand Etgen, Ali Kaes, Robert Mehlen, Gilles Roth, Romain Schneider.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Mir kommen dann zur Debatt. Eischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roth fir d'CSV-Fraktioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, proppert Waasser huet als Eegeschäft, dass ee kloer derduerch gesäit.

» **Une voix.** - Ganz richtig!

» **M. Gilles Roth (CSV).** - E kloren Duerchbléck bei deem neie Waassergesetz ass dobei net esou einfach. Europäesch Direktiven an nationaal Recht ëmsetzen ass oft e komplizéierte Prozess.

Bei dem Waassergesetz ass dës Komplexitéit a senger ganzer Bandbreit zum Virschäi komm. Net manner wéi 23 Oppositions formelles gouf et vum Statsrot.

Ech wëll dem Rapporteur a President Marco Schank Merci soen. Trotz heiansdo méi animéierten Diskussiounen an der Intérieurskommissioun huet hien dësse Gesetzesprojet an d'Drëchent bruecht.

Vill Diskussiounen gouf et ëm dësse Projet. Munch hëtzeg Käpp wäert et och nach no dem Vote vun dem Gesetz ginn. Dësse Projet regelt viles an an ëm d'Waasser. An net nëmmen de Waasserpräis.

Här President, mat dësem Projet gëtt d'Waasser u sech och net méi deier, mä deen Einzelnen, dee Waasser verbraucht, muss dofir an Zukunft awer méi bezuelen.

De Waasserpräis...

» **Une voix.** - Da gëtt et jo méi deier!

» **M. Gilles Roth (CSV).** - ...gëtt an Zukunft no der Käschendeckung an dem Verursaacherprinzip berechent. Als CSV soe mir Jo dozou.

Dës zwee Prinzipien sinn am Ëmweltberäich och net nei. Käschendeckung a Pollueur-payeur si kee Selbstzweck. Si schreiwe sech an d'Finalitéit vun dem Gesetz - engem nohaltegen Ëmgang mat dem Waasser - an. Konkret setzt de Präis vun dem Waasser sech an Zukunft zesummen engersäits aus engem Tarif, dee fir d'Notze vum Waasser a fir d'Kläre vum Ofwaasser un d'Gemeng muss bezuelt ginn, anerersäits enger Tax, déi fir d'Notzen an d'Kläre vum Waasser vum Stat verrechent gëtt.

Déi staatlech Tax ass op 10 Cent pro Fudder fir d'Notze vum Waasser festgesat. Si gëtt herno mat ronn 19 Cent pro Fudder fir d'Ofwaasser verrechent. Dës staatlech Taxe si prinzipiell fir all Bierger am Land déiselwecht. Hei applizéiert sech deemno voll a ganz de Gläichheetsprinzip, esou wéi e fir d'Steieren an eiser Verfassung speziell verankert ass.

De Gesetzesprojet gesäit och en eenheetleche Berechnungsmodus fir den Tarif vir, deen d'Gemeng muss un den Endverbraucher, sief dat e Betrib oder en Haushalt, weider verrechnen.

Mir hunn also an Zukunft souwuel eenheetlech Taxen am Waasser- an Ofwaasserberäich wéi och en eenheetleche Berechnungsmodus fir d'Gemengentariffer fir Waasser an Ofwaasser.

D'Kromm an der Heck läit eigentlech doran, dass d'Käschte fir d'Versuergung mat Drénkwaasser an d'Gestioun vun dem Ofwaasser vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn. D'Ursaach ass einfach déi, dass de Präis vun den Infrastrukturen an notamant d'Längt vun de Réseaux sech an der Käschendeckung erëm pigelen. Doduerch kréie mir ganz ënnerschiddlech Präisser, déi fir d'Waasser am Land muss bezuelt ginn. Dat ass fir d'Leit schwéier novollzéibar, besonnesch an engem Land mat net emol 2.600 km². Et entsprécht awer dem Grondgedanke vun dem Käschten-

deckungsprinzip an dem Verursaacherprinzip, esou wéi se am Gesetz ëmgesat goufen.

Duerch deen neie Berechnungsmodus geet de Präis vun dem Waasser global gekuckt och net an d'Luucht. Deen eenzelne Verbraucher muss méi bezuelen, well d'Suen, déi bis elo iwwert de jeeweilege Gemengebudget allgemeng bezuelt goufen, an Zukunft op deen eenzelne Verbraucher opgedeelt ginn.

Nu kann ee soen, dass dat eben emol de Präis vu propperem Waasser ass. Dem Bierger ass et allerdéngs schwéier ze vermëttelen, dass seng Waasserrechnung ab dem 1. Januar 2010 fir e Stot mat zwee Kanner ëm 600 Euro d'Joer a méi méi deier wäert ginn.

D'Gesetz ënnersträicht duerfir, dass ekonomeschen a regionale Considérationen beim Festleeën vun de Gemengentariffer ka Rechnung gedroe ginn. D'Méiglechkeet vun enger staatlecher Kompensatioun tëschent eenzelne Regionnen am Land ass och net ausgeschloss. Näischt hënnert och eng Gemeng drun, sozial Bähëllefene ze ginn, zum Beispill am Kader vun enger Allocation de vie chère, wéi et elo schonn op verschidde Plazen am Land de Fall ass.

Mir stinn deemno als CSV zu dem eenheetleche Berechnungsmodus vun dem Waasserpräis mat den entspreichenden Offiederungen, wéi se am Gesetz virgesi sinn, och wann een, wéi vum Statsrot d'ailleurs gefuerdert, méi en einfache System léier gehat hätt.

Eng alternativ Léisung hätt kënnen dora bestoen, dass d'Käschendeckung landeswäit méi iwwert d'Statstaxe geschitt wier a manner iwwert d'Gemengentariffer. Well d'Statstaxe landeswäit déiselwecht sinn, wier d'Schéier tëschent deenen eenzelne Waasserpräisser da manner grous gewiescht.

Här President, 116 verschidde Waasserpräisser am Land si schwéier ze verrieden. An dësem Domän weist d'Gemengenautonomie sécher hir Limiten. D'Waasser als Deel vun eisem öffentleche Patrimoine gehéiert an déi öffentlech Hand. De Moment läit d'Responsabilitéit bei de Gemengen.

Mëttelfristeg brauche mer, esou wéi iwwergens am Rapport vun der Spezialkommissioun iwwert d'Territorialreform virgeschloen, eng national oder zumindest integréiert Waasserpolitik. Mir brauchen dat net nëmmen am Beräich Héichwaasser, mä och um Niveau vum Waassertarif. Fir dohinner ze kommen, ass iwwert d'Land eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent den eenzelne Gemengen, de Waasser- an Ofwaassersyndikater ënnert der Koordinatioun vun dem Stat néideg. Mir wëllen als CSV dofir antrieden.

Här President, de Gesetzesprojet 5695 limitéiert sech net nëmmen op de Waasserpräis. «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel.» - esou heescht et e bësse feierlech am éischte Considérant vun der europäescher Waasserdirektiv, déi de Projet soll ëmsetzen.

De Gesetzesprojet verbitt an deem Sënn eng Rei vun Aktivitéiten an a ronderëm d'Waasser, déi net vereinbar si mat dem Schutz vun enger gudder Waasserqualitéit. De Statsrot stoung dësse Verbuetbestëmmung méi kroutesch géigeniwwer. Esou gëtt zum Beispill d'Fro opgeworf, ob een iwwerhaupt nach un enger Quell kéint Waasser drénken oder op engem Scouts-camp nach Waasserspiller kéinte gemaach ginn.

Als CSV si mir fir en nohaltegen Ëmgang mat dem Waasser. Gradesou kloer soe mir, dass an deem Kontext stroferechtlech Bestëmmungen op dat Néidegst mussen reduzéiert ginn. Dat zielt iwwergens fir de gesamte Beräich vun der Ëmwelt.

Mir hunn et hei oft mat sougenannten Infraktionen matérielles ze dinn. Een einfachen Tatbestand geet hei duer, fir am Konflikt mam Gesetz ze sinn, eng stroferechtlech Absicht muss net emol virleien. An der praktescher Uwendung vun de Strofbestëmmungen an dem neie Waassergesetz muss de Prinzip vun der Verhältnismäissegkeet duerfir mat all senge Facettë spillen.

Als CSV wëlle mir ausserhalb vun der Police nëmmen eng limitéiert Zuel vu Beamten, déi d'Qualitéit vun Officiers de police judiciaire an eenzelne Fachberäicher hunn. An dësem sensibele Beräich, wou et ëm en Agrëff an d'Fräiheet vun den eenzelne Bierger geet, zielt net nëmmen d'Fachkompetenz, mä och de generellen Ëmgang mat stroferechtliche Bestëmmungen an deene prozedurale Froen, déi domat verbonne sinn.

Mir begréissen als CSV duerfir, dass d'Regierung den initiale Gesetzesprojet an deem Sënn ofgeännert huet, dass heimat nëmmen eng beschränkten Zuel vu Beamten aus dem Waasserwirtschaftsamt an Zukunft d'Qualitéit vun Officiers de police judiciaire mat deenen entspreichende Kompetenze kréien.

Här President, de Projet de loi regroupéiert all Autorisatiounen, déi am Waasserberäich ufalen. Bis elo waren dës an enger Hällewull vu Regele virgesinn, déi alt bis an d'17. Jorhonnert zréckgaange sinn. Et gëtt eng einheitlech Prozedur mat engem fixen Délai vu maximal dräi Méint festgeluecht, wou de Minister muss iwwer eng Genehmegung befannen.

D'CSV ënnerstëtzt dës Iddi ausdrécklech, well si ass ganz am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung. An darselwechter Logik fuerdere mir, dass och an der Praxis dës Genehmigungsprozedur sech op verwaltungstechneschem Plang mat deem néidege Fangerspëtzegefäll abiergert. Probleme, déi et an anere Beräicher gouf a gëtt, sollen eis hei erspuert bleiwen. Diskussiounen ëm den Artikel 17 aus dem Naturschutzgesetz dierfen um Niveau vum Artikel 23 vum Waassergesetz net hir Fortsetzung fannen.

Här President, Waasserschutz ass och Schutz géint Héichwaasser. De Gesetzesprojet gesäit hei d'Erstelle vun enger Kartographie vun Iwwerschwemmungsfläche laanscht d'Waasserleef vir. Gemengt sinn heimat net nëmme Flëss, mä och zum Beispill eng Baach, déi emol bei staarkem Reen aus hirem Baachbett eraustrétt. Dës Kaart gëtt op Basis vu Simulationsmodeller respektiv Erfahrungswäerter vu viregten Iwwerschwemmungen opgestallt. Si soll a Concertatioun tëschent der Gemeng, de Bierger an dem Waasserwirtschaftsamt ausgeschafft ginn. D'Konsequenzen, déi sech heiraus erginn, sinn net ze ënnerschätzen.

Déi potenziell Iwwerschwemmungsflächen, déi ausgewise ginn, mussen nämlich an den allgemenge Bebauungsplang vun der jeeweileger Gemeng afléissen. Doduerch ginn d'Bebauungsméiglechkeete vu Grondstécker an domat d'Propriétéitsrechter sécherlech an eenzel Fäll ageschränkt. Mä dës Limitatiounen geschéien awer am Interesse vun der Allgemengheet.

Et ginn doduerch Situatiounen vermidde, wéi mer se aus der Vergaangenheet leider kennen. D'Leit hu mat Baugenehmegung hir Haiser an d'Waasser gesat an duerno hu missen, op d'Käschte vun der Allgemengheet, deier Moosnamen um Niveau vum Héichwaasserschutz geholl ginn, fir d'Sënnen aus der Vergaangenheet auszebigelen.

D'Ausweise vun Iwwerschwemmungszonen am PAG ass fir d'CSV eng couragéiert Approche. Mä si ass sënnvoll. Mir sinn der Meenung, dass een deem och an der ugekënnegter Ëmännerung vum 2004er Gesetz iwwert den Aménagement communal Rechnung droe muss.

Här President, d'CSV begréisst, dass de Gesetzesprojet Bestëmmung virgesäit fir e modernen an ekologeschen Ënnerhalt vun de Waasserleef, de Floss- a Baachbetter mat den Uferen. D'Regelwierk, wat bis elo gespillt huet, war meeschtens zäitlech iwwerholl. Et war rechtlech och net ëmmer gekläert, wie beim Ënnerhalt fir wat verantwortlech ass. Dat Ganz hat als Resultat, dass besonnesch a ländleche Géigenden oft guer näischt geschitt ass.

De Gesetzesprojet schaaft hefir méi Kloerheet. D'Aarbechte stinn ënnert der Federführung vum Waasserwirtschaftsamt. Jee no Besetzverhältnissen gi mat de be-
traffene Gemenge respektiv concernéierte privaten Anrainer Konventiounen gemaach, wou dann d'Rechter an d'Flichte vun de Vertragsparteie geregelt sinn. D'CSV ënnerstëtzt dës Approche.

Et gëtt ënner anerem doduerch och déi méi quokeleg Fro geregelt, wien da verantwortlech ass bei engem Schued, deen duerch e korrekten oder net korrekten Ënnerhalt vun engem Baachufer opkënn. De Gesetzesprojet gesäit eng staatlech Subventioun vun esou Ënnerhaltsarbechte vu 50% vun de Käschte vir. D'Fro stellt sech awer, ob bei öffentleche Gewässer den

Ennerhalt net eng Mission de service public ass an domat net déi finanziell Laaschten dovunner zu 100% vum Stat missten iwwerholl ginn.

Här President, iwwer Renaturéierung vu Flëss a Baache gouf et an der méi oder manner rezenter Vergaangenheet op Plazen heftegst Diskussiounen. De Gesetzesprojekt geet och dëst waarmt Eisen un. E schaaft e gesonden Équilibre tëschent Ekologie a Besëtzerrechter vun den Anrainer. An Zukunft kann eng Renaturéierung nëmmen am Accord mat der betroffener Gemeng gemaach ginn.

Gëtt se mat hirem Averstännis decidéiert, da mussen déi néideg Terrainen ofgetruede ginn; natierlech mat enger entsprecherender Entschiebung fir de Propriétaire. Fakt ass, dass ouni den Accord vun de politesch Verantwortlechen op lokalem Plang keng Renaturéierung ka gemaach ginn.

Här President, de Gesetzesprojekt gesäit kloer vir, dass d'Gemenge verantwortlech fir d'Waasserversuergung an d'Gestioun vum Ofwaasser sinn. De Secteur vun dem Waasser an dem Ofwaasser bleift domat weiderhin an öffentlecher Hand. D'Waasser kann hei am Land deemno net liberaliséiert ginn. Op europäischem Plang gëtt et keng sektoriell Direktiv iwwer d'Liberaliséierung vum Waasser.

Als CSV wëlle mir och net, dass et zu esou enger Direktiv kënn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Waasser ass fir eis en Element vun eisem öffentleche Patrimoine. All Bierger huet dorop een Urecht. D'CSV ass der Meinung, dass d'Kontinuität an den Zougank zum Waasser fir all Bierger géint eng Liberaliséierungspolitik an deem Beräich plädéieren. Dës Positioun spigelt sech och dofir zu Recht am Gesetzesprojekt erëm.

Här President, dat neit Waassergesetz ass ee couragéierte Plädoyer fir eng nohalteger Gestioun vun eisem Waasser. Et ass eng ambitiéis Aufgabestellung, déi d'Regierung sech, hire Servicer an de Gemenge gëtt. Ob de politesche Wëllen an déi finanziell a personell Mëttelen dofir duerginn, muss d'Zukunft weisen.

D'Waasser ass en Deel vun eisem öffentleche Patrimoine. Mir dierfen eis duerfir net an enger reng finanzieller Logik bewegen. Mir brauche villméi eng generell Sensibiliséierung vun de Bierger, fir dass mir méi bewosst an Zukunft mat dem Element Waasser ëmginn. D'CSV-Fraktioun wëllt mat op dee Wee goen a mir stëmmen dofir dësse Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Fir d'DP-Fraktioun huet elo den honorabelen Här Etgen d'Wuert.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, viwech géllt och een oprichtige Merci dem Rapporteur Marco Schank fir säin engagéierte mëndleche wéi och fir säi schrëftleche Rapport zu dësem techneschen, awer extrem wichtige Gesetz. Ech wëll an dësem Merci awer och den Här André Weidenhaupt, Direkter vum Waasserwirtschaftsamt, aschléissen, dee mat sengem akribesche Fachwëssen, sengem staarken Aarbechtswëllen, gekoppelt mat engem gesonde Sens de la diplomatie der Kommissioun eng onverzichtbar Hëllef war. Merci och dem zoustännege Minister mat all senger Mataarbechter fir dee gudde Geescht, an deem d'Diskussiounen konnt gefouert ginn.

Här President, fir eng gudd Waasserqualitéit ze assuréieren, huet d'Europäesch Unioun eng Direktiv erausginn. Dëst war virun aacht Joer. A viru véier Joer ass den Délai ofgelaf, fir dës Direktiv ëmzesetzen. An elo eréischt wëllt Lëtzebuerg als lescht Land vun der Europäescher Unioun d'Direktiv ëmsetzen a sech eng integréiert Waasserschutzpolitik ginn!

Här President, wéi wëlle mer de Leit dobaussen dëst erklären? Wéi wëlle mer hinnen erklären, dass wichtig Zäit verluer

gaangen ass, fir eis eng kohärent Waasserpolitik ze ginn? Wéi wëlle mer hinnen erklären, dass Décisiounen op EU-Niveau geholl gi sinn an dann aacht Joer laang net ëmgesat ginn, bis op ee Punkt wou mer risquéieren, eemol méi veruerteilt ze ginn?

Här President, dës Regierung gesäit sech a ville Beräicher gären als europäesche Musterschüler, mä bei dësem Projet huet se eng fatzeg Datz verdängt. Well déi Direktiv, déi et hei géllt ëmzesetzen, ass net eng x-beliebig. Et geet dorëm, ee Paradigmewissel virzehuelen an der Waasserpolitik. Ee Wiessel, deen aner Länner scho laang hannert sech hunn. Ee Wiessel, dee mir elo ënner schwiege wirtschafleche Kaderbedéngunge musse vollzéien.

D'europäesch Kaderdirektiv ass méi wéi nëmmen eng Rechtsvorschrëft, déi vun deene verschiddene Memberlänner muss ëmgesat ginn. Dee besonnesche Reiz vun der proposéierter Waasserschutzpolitik läit an der integréierter Approche: iwwer all Landesgrenzen ewech eng koordinéiert Gestioun vun allem, wat mat Waasser ze dinn huet. Et ass een zolidd Fundament!

D'Direktiv setzt fir Europa Meilesteng vun enger neier Waasserpolitik, mat engem staarken Akzent op deen ekologeschen Aspekt. D'Zilsetzung ass kloer definéiert: eng eenheetlech Waasserpolitik op héijem Niveau. D'Kärzil heescht: „dee gudden Zoustand“!

Et gëtt och ee prezisen a verbindlechen Zäitplang. Dës Zäitschinn ass fir d'Lëtzebuurger Regierung zu enger regelrechter Course géint d'Zäit ginn, souwuel wat de legislativen Aspekt ubelaangt wéi d'Ëmsetzen an och d'Erreechen an der virgeschriwwener Zäit vun den Ziler; den ekologeschen Ziler, sief nach eng Kéier ausdrécklech hei prezisiéiert.

Mir stellen nämlech grouss Mängel, Defiziter am Waassermanagement hei zu Lëtzebuerg fest. An dobäi verlaangt d'Direktiv näischt Onméigleches. Si verlaangt just realistesch Ziler.

Si verlaangt net, dass eis Flëss a Baachen esou missten ausgesi wéi virum Industriezäitalter, quasi esou wéi d'Natur se geschafen huet. Neen, se solle just ideal Liewensraim bidde fir Fësch a Waasserplanzen. D'Direktiv léisst bewosst vill Plaz fir eng flexibel Planung.

D'Moosnameprogrammer solle sech un de regionalen a lokale Gegebenheeten orientéieren. D'Décisiounen sollen do geholl ginn, wou méiglechst direkte Kontakt zu de Betroffene besteet. D'Direktiv follegt dem Subsidiaritätsprinzip. Dat gefält eis an der Demokratescher Partei.

D'Moosnameprogrammer sollen och an enger Kooperatioun mat alle Betroffenen entwéckelt ginn. Wat éischer déi Betreffende bedeelegt sinn, desto besser! Hei handelt d'Direktiv no där aler a bewährter Erkenntnis, Transparenz beim staateleche Plange schaaft Vertrauen. Och dat gefält eis an der Demokratescher Partei.

(**M. Jos Scheuer prend la Présidence**)

Här President, d'DP begréisst ausdrécklech d'Grondiddi vun dëser wichtiger Direktiv. D'DP begréisst d'Zil vun engem gudden Zoustand vun eise Gewässer. D'DP begréisst, dass dëst nom Subsidiaritätsprinzip an an aller Transparenz soll gemaach ginn.

Mä d'DP bedauert, dass een ebe just dës Grondiddien am virleiende Projet net méi erfënn.

Ass et wéinst der Komplexitéit vum Dossier mat villen techneschen Elementer oder huet de politesche Wëllen, de politesche Courage gefeelt? Déi sukzessiv CSV-Innenminister hu sech schwéiergedoen, Lëtzebuerg eng integréiert Gesamtkonzeptioun ze ginn, mat prezisen Zilsetzungen, mat quantifizéierten Zilsetzungen, mat engem Zäitplang, awer och mat deenen néidegen Instrumenter, fir kënnen déi Zilsetzungen do an deem gesaten Zäitplang ze erreechen.

2004 ass d'Gesetz vun enger neier Waasserverwaltung gestëmmt ginn. Deemoos huet de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote net ginn, mam Argument, well d'Kaderdirektiv net gläichzäitig transposéiert ginn ass. De fréieren Innenminister Michel Wolter huet all Attributiounen, déi mam Waasser ze dinn hunn, u sech gerappt, ouni awer déi vu Bréissel gestallten Hausaufgaben ze maachen.

Et war also eng vun deene virdränglechsten Aufgabe vun dëser Regierung, deen entsprecherenden Text auszeschaffen. Wien awer zur rechter Zäit Zäit verschenkt, kënn mat der Zäit béis ënner Zäitdrock. Den entsprecherende Projet gouf eréischt ufanks 2007 an der Chamber déposéiert. D'Chamberskommissioun fillt sech net responsabel fir déi verspéit Ëmsetzung. Kee wëllt déi

Responsabilitéit droen. An dësem Fall kann ech awer nëmme soen: Et war net keen!

Här President, de virleiende Projet huet den onbestridene Verdéngscht, dass déi gesamt Législatioun iwwer d'Gestioun vum Waasser an engem kohärentem Gesetz gebündelt gëtt. D'Waasserpolitik gëtt mat dësem Gesetz och an endlech zu Lëtzebuerg definitiv nei geuerdet, rechtlech a konzeptionell, ënner engem gemeinsamen Daach. Elo géif ee mengen, dass dat, wat esou laang gedauert huet, och richtig gemaach misst sinn. Dëst ass awer net de Fall.

Wann ee sech esou laang Zäit léisst, hätt ee sech gewénscht, dass d'Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv an enger Kooperatioun mat den Acteuren um Terrain, de Gemengen, de Waasser- an Ofwaassersyndikater, den Ëmweltorganisatiounen, der Landwirtschaft an anere Betroffene geschitt wier, wat och dem Geescht vun der Direktiv entsprach hätt.

Den Innenminister huet awer drop beharrt, d'Direktiv a sengem Haus zesumme mat der staatelecher Waasserverwaltung ze organiséieren an dréit domat eleng d'Responsabilitéit fir all Retarden, mat all hire Konsequenzen.

De Statsrot bemängelt och gläich a senger generelle Considéeratiounen, dass et verfeelt gouf, eng exakt Ist-Situatioun mat statisteschen Donnéeën vum Waasserreserven, dem Waasserverbrauch an der Waassererschmutzung virzeleeën, fir esou besser iwwer déi sech stellend Erausforderungen ze jugéieren.

Am Ufank vun esou enger wichtiger Reform muss ee sech eng Rei Froen grondleeender Natur stellen.

Iwwer wéi eng Waasserreserve verfüge mer? Wéi ass et mat de Reennidderschléi? Kréie mer manner Reen duerch de Klimawissel? Huet dat en Afloss op de Grondwaasserspiegel? Wéi ass d'Evolutioun vum Gebrauch an de Stéid, an der Landwirtschaft, an de Betriber? Wéi eng Alternativen hu mer an der Waasserversuergung? Wéi ass et mat der Iwwerschwemmungsproblematik? Entsprechen déi bestehende Kläranlagen dem leschte Stand vun der Klärtechnik? An esou weider an esou fort.

Den Inventar vun den Äntwerten op all méiglech Froen a puncto Waasser ass nëmme lückenhaft gemaach ginn.

Här President, d'Haaptzil vun der Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv ass a bleift dee gudden Zoustand vun eisem Waasser an net d'Zentralisatioun a Statshand vun de Pouvoirs décisionnels et financiers vun der gesamer Waassergestioun. Déi zentralistesche Approche ass duerfir och den Hauptkritikpunkt vun dësem Gesetz. Dat seet awer net nëmmen d'Demokratesch Partei.

Dësse Kritikpunkt fléisst wéi proppert Waasser aus enger Quell queesch duerch déi verschidden Avisen. Ech zitieren aus dem Avis vun der Aluseau: «L'Aluseau émet ses doutes sur l'opportunité de réunir dans une seule administration les fonctions d'organe normatif, d'organisme de contrôle et de gestionnaire de services d'eau.» An e bësse méi wäit: «L'Aluseau s'oppose de la manière la plus ferme à toutes formes de bureaucratisation démesurée», a schwätzt weider vun enger «procédure abusive et ingérable».

De Mouvement écologique schreift: „Die Gemeinden werden zum Teil zum Handlanger einer zentralistischen Struktur, dem Abwasserwirtschaftsamt, degradiert.“ A fiert virun: „Besonders die Regulations- und Kontrollfunktion wird in der Regel ungenügend wahrgenommen, weil in den meisten Fällen die Ursache der Verstöße, die schleppende Umsetzung der Projekte (...) im Wasserwirtschaftsamt selbst liegt.“

An déiselwech Kerb heet och de Syvicol: «...un accroissement substantiel des missions de contrôle de l'État sur les communes par le biais de l'AGE (...) un renforcement tutéaire de l'État sur la politique communale...»

Gläichen Toun och am Avis vum Statsrot: «Le Conseil d'État estime que la recherche de l'efficacité sur le plan national ne justifie pas la volonté des instances étatiques d'empêcher sur l'autonomie communale, surtout que les responsabilités communales en matière de gestion de l'eau sont maintenues dans leur intégralité...», an esou kéint ech weider zitieren.

Esou gëtt d'Gemengenautonomie regelrecht verspott am Artikel 43, no deem kee Gemengereglement d'äerf geholl ginn ouni den Avis préalable vun der Waasserverwaltung.

Weider ass et onbegräfflech an net ze verstoen, dass all Kéiers wann ee Waasserservice e Stéck Rouer muss ersetzen oder

Verstärkungen um Réseau muss virhuelen - Aarbechten, déi zu senger Responsabilitéit zielen -, d'Waasserverwaltung muss am Viraus pour Avis conforme informéiert ginn.

Méi schlëmm nach am Artikel 66(2): Wa keng préalable Approbatioun virläit, gëtt et keng staatlech Hëllef. Déi dagdeeglech Praxis weist eis, dass dat schier onméiglech ass. Eng Dispositioun, déi an der Vergaangenheet schon zu sëllege Kontroversen a Recours viru Geriicht gefouert huet. Hei hätt ee sech eng méi kulant Approche gewénscht.

Här President, als Demokratesch Partei hätt mir eis méi eng proaktiv, méi eng dynamesch Aktioun vun allen Acteuren gewénscht, fir de Waassersecteur ze dynamiséieren. Et wier sënnavoll an néideg gewiescht, eng kloer Kompetenzopdeeling tëschent deene verschiddenen Acteuren festzeleeën a besonnesch d'Syndikater an d'Gemengen als dynamesch Partner anzubezelen. An dësem Gesetz feelt de Katalysator, fir d'Ziler vun enger nohalteger Notzung vun de Waasserreserve sécherzestellen.

Déi wirtschaftlech a finanziell Situatioun vun Lëtzebuerg an deene leschte Joren hätt et dach missen erlaben, fir méi an de Waasserschutz ze investéieren. Den Innenminister huet et och net fäerdeg bruecht, ee Ruck an dësse Politikberäich ze bréngen. An och am Gesetz feelt de Ruck, fir dem Waasserschutz ee qualitative Sprong no vir ze ginn.

Schued, wierklech schued! Vill gëtt vun nohalteger Politik geschwat an trotzdeem bleift de Waasserschutz e Stéifkand an der Lëtzebuurger Politik, an och dësen Innenminister huet der Waasserschmutzung net de Kampf ugesot.

Eenzeg Hoffnung, dass elo, wou eng iwwergeuerdet Instanz eist Land kontrolléiert, eppes muss änneren, well mer soss risquéieren, wann déi gesaten Ziler bis 2011 respektiv 2015 net erreecht ginn, vun der EU-Kommissioun sanktionéiert ze ginn. Eleng dësse Gedanke weist eis, dass déi politesch Responsabel hei kläglech versot hunn. 2015 ass schrecklech no. Als Lëtzebuurger Land sti mer virun enger Mauer, der Waassermauer.

Här President, déi sukzessiv CSV-Innenministeren hunn et vermasset. Mir wollte mat der Ëmsetzung vun der EU-Kaderdirektiv iwwer d'Waasser eng transparent Waasserpolitik aféieren, déi, a Kollaboratioun mat den Acteuren um Terrain, zu enger besserer Qualitéit vun eisem Waasser hätt solle bäidroen. A wat hu mer kritt? Een Text, dee sech méi mat institutionelle Froen beschäftegt, wéi mat der Qualitéit vun Waasser. Een Text, deem am Alleingang am Ministère ausgeschafft gouf. Een Text, deem d'Acteuren um Terrain widdert de Kapp stéisst. Een Text, dee méi Onsécherheete mat sech bréngt, wéi dass en eis Planungs-sécherheet gëtt.

Aus all dësse Grënn kënnen mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei dësem Gesetz net zoustëmmen, an och wa mir mat den Ziler vun der Direktiv averstane sinn, muss mer géint dat schlecht Lëtzebuurger Gesetz stëmmen.

Här President, eppes dierfe mer net vergiessen: D'Waasser gehéiert zu eise wichtigsten natierleche Ressourcen. Ouni Waasser kee Liewen. D'Bedeutung vun Waasser, an alle Beräicher vun eisem Liewen, gëtt dacks ënnerschat. Firwat?

Et ass dach eppes Alldeegleches. Eben dofir! An iergendenger Form si mir all Moment op d'Waasser ugewise. D'Waasser ass elementar. Et fléisst, läscht, léisst wuessen, spullt, rengelt, botzt, heelt, belieft, zerstéiert, hält un an dreift un, et mécht Spaass. Seng onendlech Eegeschaften maachen d'Waasser zu engem kostbare Gutt, an et kann net sinn, dass mir lichtsënnege a verschwenderesch domat ëmginn. Et géllt also éischer, den ideellen a materielle Wäert vum Waasser ervirzehiewen, wéi säi präisleche Wäert.

Ech kommen awer net derlaanscht, fir iwwer de präisleche Wäert vum Waasser ze schwätzen. D'Direktiv fuerdert de Käschtendeckungsprinzip bei de Waasserleschungen. De Waasserpräis soll en Ureiz fir eng effizient Notzung vun der Ressource Waasser duerstellen, an de Principe Pollueur-payeur muss ugewant ginn, dat Ganzt an enger relativ ausschweifender Form, net ganz prezis, mä awer zumindest a wéi eng Richtung et soll goe beim Waasserpräis a mat der Tarificatioun vum Ofwaasser. Weider kann een differenzéieren tëschent den Haushalter, tëschent der Landwirtschaft an tëschent de Betriber. Déi eenzel Länner kënnen och sozial, geographesch an ekonomesch Auswirkungen an hire Berechnunge mat abezelen.

D'Gesetz hei zu Lëtzebuerg gëtt och keng definitiv Äntwert op de Waasserpräis. D'Gesetz ass gradesou ausschweifend wéi d'Direktiv. Et si wuel Incitationen agebaut, fir bei der Drénkwaassernutzung méi spuersam virzegoen, wat jo uspornend ass, fir beim Konsum ze spueren. Et gëtt awer och Präisschrauwen, op déi de Verbraucher selwer keen Afloss huet, nämlech de Käschtepunkt vun den Infrastrukturen. Op Basis vun den Testgemengen hu mer festgestallt, datt et beim Waasserpräis grouss Disparitéiten tëschent de Gemenge wäert ginn, Disparitéiten, déi vum einfache bis zum duebelen a souguer méi wäit reechen, eng Forschett tëschent 4,44 an iwwer 10 Euro.

A ländleche Regiounen ass de käschtendeckende Waasserpräis méi héich wéi an den urbane Raim. D'Gesetz gesäit duerfir vir, datt de Stat d'Wert d'Budgetgesetz kann agräifen, fir déi präislech Disparitéit a Grenzen ze halen. Kee weess awer, wéi wäit de Stat hei bereet ass ze goen. Den CSV-Innenminister wäert alles drusetzen, fir mat der Wourecht bis no de Wahlen hannert dem Bierg ze bleiwen, an dann ass et un de Gemengen, fir hire Bierger an hire Betriber ze soen, wat d'Pond Kiischen, Pardon, d'Waasser wäert kaschten. Da verstoppt d'Regierung sech, ewéi esou oft, hannert der Autonomie communale, déi an deemem Gesetz awer esou schrecklech ënnergruewe gëtt.

Här President, Bierger a Betriber erwaarde sech gläichermoosse Versuergungssecherheet, wat d'Quantitéit an d'Qualitéit ubelaangt, an dat zu engem bezuelbare Präis. Den Zougang zu enger an där selwechter Leeschtung, enger elementarer Déngschtleeschung, därer a soll an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg net ze wäit auserneedriften. Hei gëllt et eng solidaresch Léisung um nationale Plang ze fannen, fir datt d'Leit an d'Betriber aus der ländlecher Géigend net den Ausrock kréien, si géifen a puncto Waasserversuergung an a puncto Ofwaasser als Betriber an als Bierger zweeter Klass betruecht.

Mir mussen och versichen, de präisleche Schock, grad an dese wirtschaftlech méi schwierigen Zäiten, a Grenzen ze halen. D'Waasserversuergung an d'Waasserentsuergung si Kärdeingschtleeschungen vun de Gemengen, déi grad am Norden ee maximaalt Verantwortungsgefill vun de politesch Responsabele verlaangen, wéinst deem wäit aus gréisseren technesch Opwand, fir dës Aufgaben hei wouerzehuelen. De Käschtepunkt vun den Equipementer ass verständlecherweis bei engem grousser Réseau fir wéineg Verbraucher, an och bei engem niddrege Verbrauch, vill méi deier, wéi bei engem dichte Réseau mat ville Verbraucher, an och Groussverbraucher.

Och hu mer am Éisleker Schifer kee Grondwaasserspächer a mir mussen d'Waasser ganz oft vu wäit hier pompelen, wat mat grousser Käschte verbonnen ass. Och a puncto Ofwaasser verlaangen déi kleng Baachen eng optimal technesch a käschtenopwändig Klärung. Derbäi kënnt, datt déi gréisser Flëss, wéi Sauer an Our, als Badegewässer agestuufft sinn an esou gréisser Opmierksamkeit verdéngen.

D'Oplou vum Environnement verdeieren och ganz oft de Präis vun de Gebailechkeeten, déi sech ästhetesch an d'Landschaftsbild integréieren sollen. Wann déi präislech Disparitéiten ze grouss ginn, hu grouss Waasserverbraucher keen anere Choix, wéi hire wirtschaftleche Site ze wiesselen. Ech denken hei u Brauereien, ech denken hei u Schluechthaiser.

Här President, déi sozial Komponent ass och bei der Tarification op der Streck bliwwen. Selwechten, jo scho gewinnten Zeenario vun dëser Regierung, oder besser gesot vum CSV-Innenminister. D'Gemenge kréien de schwaarze Péiter zougeschouert a kënnen, iwwer ee Gemenge-reglement, eng Allocation de vie chère fir dat deiert Waasser aféieren, ouni awer zousätzlech finanziell Mëttel vum Stat ze kréien.

Reell ass och d'Problematik vum Waasserpräis fir d'Landwirtschaft. D'landwirtschaftlech Betriber sinn haaptsächlech am ländleche Raum ugesiedelt, an d'Waasser stellt ee grouss Käschtefacteur an der landwirtschaftlecher Produktioun duer. Et gëllt also Weeër opzezechnen, wéi déi präislech Differenzierung tëschent Haushalter a Landwirtschaft an dem Industriesector soll ausgesinn. Et därer jiddedfalls och net zu ze groussen Disparitéite vu landwirtschaftlechen an anere Betriber tëschent deenen eenzelne Gemenge kommen, wat jo wirklecher Weeër Wettbewerbsverzerrung gläichkënnt. Dir gesitt, och hei bleift d'Regierung Äntwerten a Léisunge schëlleg.

Positiv ze gesinn ass, datt d'Gesetz d'Méiglechkeet virgesäit, ee speziellen Tarif fir d'Landwirtschaft anzeféieren. Bis elo hunn nämlech déi sukzessiv CSV-Innenministeren de Gemengen et net erlaabt, der Landwirtschaft ee favorabelen Tarif zouzegestoen. Entsprechend Délibérationen vun de Gemenge goufe vun den CSV-Ministeren net approuvéiert.

» **M. le Président.** - Den Här Spautz wëllt eng Fro stellen.

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wollt den Här Etgen just froen, ob dat richteg ass, datt 1988 den CSV-Innenminister schonn eng Käier an eenheetleche Waasserpräis proposéiert hat, an datt deen deemools gescheitert ass un der DEA an un der zoustänneger Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg vun deemools? Well Dir ëmmer sot, et wier nach ni eng Proposition komm a Richtung eenheetleche Waasserpräis, wollt ech just froen, ob déi Informatioun richteg ass, déi ech do hunn, oder ob dat net esou ass?

» **M. Fernand Etgen (DP).** - 1988 war et awer esou, datt d'Stad Lëtzebuerg am Fong derfir gesuergt huet, iwwer de Wee vun enger Konvention, déi se mat der DEA hat, fir ee Waasserausgläich ze schafen. Grad du ware mer engem eenheetleche Waasserpräis méi no wéi mer dat haut sinn.

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Et war awer keen eenheetleche Waasserpräis.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, de Käschtendeckungsprinzip soll nämlech duerfir do sinn, d'Consummateure wéi och d'Acteuren um Terrain ze sensibiliséieren am Émgang mam Waasser. D'DP bekennt sech dozou a begréisst dës Mesure. Mä et därer net esou wäit kommen, datt d'Awunner aus de ländleche Gebidder wéinst der Topographie oder der Buedembeschafeneheet vun der Natur bestrooft ginn.

Mir kënnen duerfir de Käschtendeckungsprinzip net radikal uwennen, an d'Direktiv huet dëst och net verlaangt. Am Géigendeel, si gesäit explizit vir, datt sozialen an topographesche Gegebenheete Rechnung gedroe kënnen gi beim Waasserpräis.

Ech hätt mer erwaart, datt dëst méi systematesch am Gesetz ausgeféiert gi wier. Dëst ass awer net de Fall. Mir mussen awer oppassen, datt duerch eng ongerecht Präisgestaltung d'Sensibiliséierung vun de Leit net an de Contraire ëmschléit, nämlech a Resignation an an Oflehnung vis-à-vis vum Émwelt- a Waasserschutz.

Här President, d'Diskussionen ronderëm d'Waassergesetz haten an der Vergaangenheet d'Tendenz, sech ze vill op de Waasserpräis ze beschränken. Dobäi gung et oft net ëm eng gutt Waasserpolitik, mä ëm Politik mam Waasser. Dofir ass dëst Gesetz awer ze wichteg, dofir sinn ze vill Mënschen dovun betroff.

Déijéineg, déi am meeschten dovunner betraff wäerte sinn, sinn eis Baueren. Si sinn duebel concernéiert. Engersäits als wichtige Waasserverbraucher an anerersäits als Propriétaire a Gestionnaire vun de Flächen, wou et gëllt, Schutz- a Preventiounsmesurë fir Grondwaasser an Iwwerflächewaasser ze huelen.

Et ass duerfir wichteg, datt d'Landwirtschaft als e privilegiéierte Partner am Waassermanagement ugesi gëtt. D'Waassergestioun kann nëmmen an enger Kooperatioun, an engem Gescht vu Partnerschaft a géigesäitigem Vertraue mat de Bauere gemaach ginn.

Zwee Drëttel vun eisem Drénkwaasser ginn aus dem Grondwaasser gewonnen. Mir hunn 894 km Fléissgewässer ausserhalb den Uertschaften an 212 km bannent den Uertschaften. Waasserschutz gëtt et net zum Nulltarif. Dat kann an därer kee vun eise Bauere verlaangen.

Eis Bauere wëssen och, datt si eng aktiv Roll beim Waasserschutz ze spillen hunn a si hunn an der Vergaangenheet de Bewäis dovun erbruecht. Op fräiwëlleger Basis bedeelege si sech a Quellschutzgebidder u spezifesche Waasserschutzprogrammer. Dës Projeten, déi ëmmerhin 3.000 ha landwirtschaftlech Notzfläch begräifen, gi virbildlech vun der Landwirtschaftskummer betreit.

Ënnert deemem Gesichtsponkt kënnen mer och d'Motioun, déi vum Marco Schank vir-drun hei abruecht ginn ass, matdroen. Et muss allerdéngs en éische Schritt sinn un Wee zu enger Duerchsatzung vun de Schutzzonen. Mir brauchen nämlech eng ëmfaassend Léisung fir den Émgang mat Chemikalien a Pestiziden an der Landwirtschaft. Dës Léisung kann net eleng zu Lëtzebuerg fonnt ginn, mä si wäert op engem europäeschen Niveau fonnt misse ginn.

Här President, mir mussen eis awer bewosst ginn, datt Waasserschutz géint d'Baueren net wäert méiglech sinn. Mir mussen d'Baueren als Partner gesinn, an op där Kooperatioun, déi haut scho stattfënn, opbauen. Nëmme da kënnen mer eng besser Qualitéit vun onsem Waasser errechen.

Här President, dat neit Gesetz gesäit a sengem Artikel 44 d'Obligation vir, Schutzzonen auszuweisen. De Fait, datt mer hei zu Lëtzebuerg bis elo just eng Schutzzon ronderëm de Stau zu Esch/Sauer hunn, beweist, wéi schwéier mer eis an där doter dach wichteger Fro dinn. D'Gesetz vun 1993 huet schonn d'Schafe vu Schutzzonen virgesinn. Geschafe gouf awer keng eenzeg. An och an där doter Fro ass dës Regierung eis all Äntwert schëlleg bliwwen, an och haut gi mer net gewuer, wéi den zoustänneger Minister dës Problematik wëllt upaken.

Schutzzone ginn duerch e Règlement grand-ducal geschafen. Beim Ausschafe vun der Reglementatioun, de Verbueter an de spezifesche Konditione mussen déi betraffe Syndikater, déi betraffe Gemengen, den Naturschutz, awer och a besonnesch d'Landwirtschaft mat agebonne ginn. Akommesverloschter, déi duerch Schutzmoosnamen net ausbleiwen, mussen selbstverständlech kompenséiert ginn. Dat därer keen Thema sinn.

Et gëllt, positiv un d'Schafe vu Verbuets-, dat heescht Schutzzonen erunzegoen, fir déi ustehend Problematik erfollegräich ze léisen. Datselwecht gëllt fir Uferschutzprogrammer, e wichteg Instrument, fir en zousätzlech Schutz vun eise Gewässerleef ungestriewen, fir datt manner Pestiziden, manner Dünger, manner Gülle an eis Gewässer kommen. Et sinn dës Programmer, déi an der Zukunft vill méi déveleppéiert mussen ginn.

Positiv am Gesetz gesinn ech och duerfir, datt am Artikel 55 déi gesetzlech Basis geschafe gëtt, fir déi sougenannt «Partenariats de rivières d'eau» an d'Liewen ze ruffen. An engem Gesetz, wat nëmme esou vu Verbueter, Restriktionen an Obligatione strotzt, ass d'Bottom-up-Philosophie, déi een an de Partnerschaftskonventionen ermëfënn, méi wéi nëmme en erfreesche Lichtbléck. Hei geet et drëm, den Dialog tëschent der Regierung engersäits an de lokalen Autoritéiten an de sozioekonomeschen Träger anerersäits ze organiséieren an ze strukturéieren, an esou all Acteuren an de politesche Prozess ze associéieren an och de Public fir eng integréiert Gestiou vum Waasser ze sensibiliséieren. An deemem Punkt gi mer jiddedfalls dem Geesch vum der Kaderdirektiv vollop gerecht.

Här President, positiv bewäerten ech och d'Diskussionen an d'Dispositionen iwwer den Héichwaasserschutz, wou déi concernéiert Gemengen an Zukunft net méi eleng gelooss ginn. Si brauchen net méi déi ganz Charge ze bezuelen, bedéngt duerch de Fait, datt e Waasserlaf duerch hiren Territoire leeft. D'Landversigelung fënn net nëmme laanscht eis grouss Flëss statt, mä si fënn och am Rescht vum Land statt, an duerfir ass et hei net méi wéi richteg, datt an deemem Domän eng national Solidaritéit ze spillen huet. D'Gemenge kréie fir hir Héichwaassermesurë bis zu 80% Subsid.

Gradesou wichteg sinn awer och déi immens Efforten, déi geleescht gi si fir eng modern Gestiou vum der Héichwaasserproblematik. Hei wëll ech dem Waasserwirtschaftsamt ausdrécklech félicitéieren fir déi positiv Approche, mat där et dës Problematik upeekt.

Här President, een anert wichteg Element ass natierlech d'Renaturéierung vun eise Waasserleef. An der Zukunft mussen mer verstärkt den Akzent op den ekologeschen Aspekt leeë bei enger globaler Waasserschutzpolitik, well et kann net sinn, datt mer nach ëmmer weiderfuere, datt Baachen a Flëss verstëmmelt ginn, an dat aus renger Partikularinteressen.

Mir därer net vergiessen, datt d'Kanaliséierung vun deene leschte Jorzénge mat responsabel si fir de schlechten Zoustand vun eise Waasserleef. D'Autoregeneratiounskraaft huet doduerch staark ofgeholl, well keng Bakterië sech méi kënnen bilden, fir organesch Belaschtungen ofzebauen. Bei der Renaturéierung geet et net ëm d'Ästhetik vum Landschaftsbild. Et geet drëm, eng zerstéiert Morphologie erm hierzustellen, fir d'Autoépuration vun engem Waasserlaf ze verbessern. Nëmme eng villfältig Struktur vum Waasserbett an eng naturno Uferzon kënnen eng gutt Viraussetzung fir eng aarteräich aquatesch Liewensgemeinschaft bidden.

Awer och bei der Renaturéierung mierkt een, datt bei dëser Regierung net dee

Rhythmus spillt, deen u sech misst do sinn. Ech wëll hei d'Beispill vun der Renaturéierung vum Uelzechtall zitéieren, déi als Naturschutzkompensation am Nordstroossegesez virgesi war. D'Nordstroos ass nach net fäerdeg. Vu Renaturéierung ass am Uelzechtall näischt ze gesinn. Hei respektéiert d'Regierung hir eege Gesetzer net.

Mir wëssen awer, wéi schwierig et ass, alleguerten d'Acteuren un een Dësch ze kréien, mä mir hätten eis do awer méi Initiativ vun der Regierung erwünscht.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Et ass vläicht gradesou gutt, wann näischt do geschitt.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Et muss een och soen, datt et kee Sënn mécht, deier Renaturéierungen zu all Präis duerchezéien, well och eng renaturéiert Baach bleift eng Kloak a biologesch dout, wann d'Qualitéit vum Waasser net gewësse Mindestnormen erreicht.

Fakt ass, datt op ze vill Plazen et un adequat Kläranlage feelt, datt vill a besonnesch grouss Kläranlagen a schlechtem Zoustand sinn. Et ass a finanziell gudder Jore verpasst ginn, de Waasserfong ze speisen, fir wichteg an néideg Investitiounen virhuelen ze kënnen.

Wann d'Politik an deene leschte Joren eppes zu hirer Prioritéit gemaach huet, dann huet sech och eppes beweegt. Eng konsequent Waasserpolitik huet awer net zu de politesche Prioritéite vun dëser Regierung geziel. Vill ass an deene leschten Deeg doriwwer geschwat ginn, fir öffentlech Investitiounen virzezéien. Vun 270 bestehende Kläranlagen mussen der 20 moderniséiert ginn, 160 mussen der souguer ofgerappt ginn, fir a 40 nei modern Kläranlagen regruppéiert ze ginn. Den Nachholbedarf a puncto Kläranlagen ass also grouss hei zu Lëtzebuerg.

Vill ass an deene leschten Deeg och vu Simplification administrative geschwat ginn. De Waasserberäich ass ee Beräich, wou konkret Aktiounen drop waarde realiséiert ze ginn. Als Gemengen- a Syndikatspolitiker gesinn ech awer dagdeeglech, wéi schwéier d'Prozedure sinn. A menger Gemeng si mer amgang, Investitiounen ze plangen, mä mir gesinn awer och, wéi laang datt et dauert, datt d'Dossieren aviséiert an autoriséiert ginn.

De Moment ass komm fir ze agéieren. Duerfir mussen mer eis kuerzfristeg eng nei Methodik ginn, fir an dese wirtschaftlech méi schwéieren Zäiten d'Dossiere virunzedreiwen an hei een Akzent a puncto öffentlechen Investitiounen ze setzen.

Als Demokratesch Partei wëlle mir Bierger a Betriber drop hiweisen, datt eng ökologesch besser Politik eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass. Eis geet et drëm, eng gutt Waasserpolitik ze maachen a keng Politik mam Waasser.

Här President, eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci, wa mir dat vun eise Grouss- an Ugrousselteren erierfent proppert Waasser an intakter Form weiderreechen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Den Här Negri huet d'Wuert.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Waasser ass eng vun deene ganz wéinigen natierleche Liewensquellen, déi mir nach hei zu Lëtzebuerg hunn, mä et ass bestëmmt déi wichtegst. Dofir mussen mer alles maachen, fir eist Waasser op déi beschtméiglech Manéier ze versuergen. Dat ass och de Sënn vun der EU-Waasserdirektiv an dem Gesetz vun haut.

Fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur vum Gesetz 5695, dem Kollege Marco Schank, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, an och awer dem Minister a senger ganzer Equipe, déi hien an deemem Dossier hei begleet huet.

Als LSAP-Fraktioun begrësse mer, dass d'EU-Waasserdirektiv elo endlech an nationaalt Recht ëmgesat gëtt. Dës Direktiv

ass a villen Hisiichte wichteg. Si hält virun allem eng Perspektiv an, déi den Ëmweltschutz an hire Mëttelpunkt stellt. D'Waasser ass nun emol net iergendeng Ressource, mä proppert Waasser ass existenziell wichteg fir all Liewensformen op der Welt.

Dat rechtfertegt och déi héich Prioritéit, déi d'EU dem Schutz vum Waasser gëtt. Et ass och ganz richtig, dass d'EU sech deem Problem unhëlt an dass net déi eenzel Memberstaaten eleng responsabel sinn. Flëss a Baache maache bekanntlech net virun de Grenzen Halt, esou dass d'Politik am Beräich vum Schutz vum de Gewässer vum engem Land e groussen Impakt op d'Nopeschlänner huet. Dat gëllt iwwerengens genau gutt u méi lokalem Niveau, wann et ëm den Héichwasserschutz geet. Jiddweree muss dofir op senger Plaz seng Responsabilitäten iwwerhuelen.

D'Direktiv faasst all wichteg Aspekter, déi d'Waasser betreffen, an engem eenzege Regelwierk zesummen. Dat ass iwwersichtlech an transparent. D'Lëtzebuurger Regierung huet sech entschloss, déiselwecht ëmfaassend Approche ze iwwerhuelen, an dat kënne mer als LSAP nëmmen ënnerstëtzen.

Nieft dem Schutz vum de Gewässer schafft d'EU och e Kader, deen eng durabel Gestioung garantéiere soll vun enger Ressource, déi zwar renouvelable ass, mä net endlos zur Verfügung steet.

All Secteuren, ob privat Haushälter, Industriebetriebe oder Bauerebetrieber, si all mussen Zougank zu dëser Ressource hunn a mussen awer nom Käschtendeckungsprinzip vum sougenannten Utilisateur-payeur dofir e méiglechst reelle Präis bezuelen. Op dës Manéier soll eng méiglechst grouss Effizienz erreicht ginn, déi sécherstellt, dass d'Reserve vu propperem Dréckwaasser net iwwerstrapazéiert ginn.

Gemeinsam Regele solle verhënneren, dass et zu Wettbewerbsverzerrung kënnt. D'EU setzt hei de Kader, esou dass d'Betrieber, déi vill Waasser verbrauchen, iwwerall an der EU déiselwecht Normen anhale mussen. Ganz allgemeng gekuckt, huet déi Strategie, déi eis d'EU virzeechent, zwee Voleten.

Éischtens, d'Preventioun.

Wat d'Qualitéit vum Waasser ugeet, muss versicht ginn, d'Emissioun vu schiedleche Substanzen esou wäit wéi méiglech ze limitéieren. Och natierlech Baach- oder Flëssleef dierfen net méi am selwechte Mooss wéi fréier begradegt a kanaliséiert ginn.

Wat d'Quantitéit ugeet, mussen all Utilisateuren derzou animéiert ginn, spuersam mam Waasser ëmzuegoen.

Zweetens, d'Reparatioun an d'Verbesse- rung.

Deen zweete Volet setzt Ziler, fir dat Waasser, wat polluëiert gouf, erëm propper ze maache respektiv de Schued, deen duerch Begradegungen an esou weider entstanden ass, esou wäit wéi méiglech erëm ze behiessen an ze verbesseren. All dës Mesurë kaschten natierlech Suen.

De finanziellen Aspekt ass dofir e seriöt Hindernis, fir déiselwecht Ziler an enger fester Zäitschinn an der ganzer Europäescher Unioun errechen ze kënnen.

D'Zil vun der EU-Waasserdirektiv ass, bis den 22. Dezember 2015 erëm proppert Waasser an der ganzer Europäescher Unioun ze hunn. Ab dem Joer 2010 gëllt déi nei Waasserdirektiv.

Dass mer d'Waasserdirektiv elo eréischt ëmsetzen, ass schued a setzt eis ënner enormen Handlungsbedarf, ouni dass awer all Detailler ofgekläert sinn. Woubäi „Detailer“ net dat richteg Wuert ass, well de Waasserpräis ass een, wann net dee Knackpunkt vum Waassergesetz.

Mä mir hu kee Choix. Mir sinn dat lescht vun deene 27 EU-Länner, déi d'Waasserkaderdirektiv nach net ëmgesat hunn, an elo misste mer zwou Milliounen Euro un den Europäesche Geriichtshaff bezuelen, wa mer bis den 31. Dezember 2008 d'EU-Waasserkaderdirektiv net an nationaalt Recht ëmgesat hunn; dat kënnen an dat solle mer eis wierklech net leeschten, a scho guer net an dësen Zäiten.

De Projet de loi ass de 7. März 2007 depou- néiert ginn, obschonn d'Direktiv 2000/60/CE vum 22. Dezember 2000 scho bis den 22. Dezember 2003 hätt missen ëmgesat ginn. Mä well et eng EU-Kaderdirektiv ass, hu mir e klengt Lach fir verschidde Problemer propper ze regléieren, an dat solle mer elo zwar konsequent, awer och mat rouegem Kapp maachen.

Här President, d'Léisung, déi d'Waasserkaderdirektiv virgesäit, ass de käschten- deckende Präis. Hannert dësem Prinzip stécht d'Iddi, dass ee mat engem käschten- deckende Präis zwou Mécken op ee Schlag ka kréien.

1. Wann d'Waasser- an d'Kanalinfrastruk- turen net méi vun der öffentlecher Hand, mä vum Utilisateur finanzéiert musse ginn, geet de Präis natierlech erop. Wann d'Waasser méi deier gëtt, ass all Utilisateur drun interesséiert, méi spuersam mam Waasser ëmzuegoen. Wann d'Betrieber ausserdeem méi bezuele mussen, wa se méi staark polluëieren, gëtt dat hinnen en Ureiz, manner Schuedstoff an d'Waasser ofze- ginn. Domat wier dat éischt Zil vun der Direktiv erreicht.

2. Gläichzäiteg wäert d'Finanzéierung vun deenen deiere Mesuren ofgeséichert an net méi ofhängeg dervu sinn, wéi vill de Stat an d'Gemengen nach an hirer Keess hu respektiv bereet sinn, fir d'Waasser- an d'Kanalinfrastrukturen auszeginn.

D'Tarifificatioun vum Waasser ass an der ganzer Waasser-EU-Direktiv nëmmen e klengen Aspekt an trëtt hannert deene groussen Ziler, déi ech virun opgezielt hunn, sécher an den Hannergrond.

Trotzdem wëll ech méi staark dorop agoen, well grad de Waasserpräis an der Chamberskommissioun vill diskutéiert gouf an an den Ae vun der LSAP politesch gesinn zu de Knackpunkte vun dësem Gesetz gehéiert.

Spéitstens an engem Joer, wa mer kuerz viru stinn, an alle Gemengen de käschten- deckende Waasserpräis aféieren ze sollen, a jiddweree sech bewosst gëtt, wat dat fir eenzel Gemenge bedeit, wäerte mer nach vill Diskussiounen doriwier kréien.

D'LSAP ass der Meenung, dass de käschten- deckende Waasserpräis net op ee Schlag all Problemer léist, wéi ee sech dat esou virstelle kéint. Dofir muss een och op- passen, wéi een elo hei virgeet.

Am Rapport vun der Commissioun steet: «L'introduction d'une tarification de l'eau basée sur les principes de la récupération des coûts en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen pour l'atteinte des objectifs environnementaux du projet de loi sous rubrique.»

Dat muss een awer nuancéiert gesinn, och wann all offiziell Texter ronderëm d'EU-Direktiv behaapten, dass de käschten- deckende Präis just e Mëttel zum Zweck wär.

Wann dat wierklech esou wär, misst d'EU-Kommissioun och mat all aneren Tarifi- catione kënnen d'accord sinn, wann e Land op engem anere Wee Ureizer schafft, manner Waasser ze polluëieren an domat och noweislech mindestens esou gutt Fortschrétt mécht, wéi wann een de käschtendeckende Präis aféiert.

Här President, d'Haaptprioritéit vun der EU-Kommissioun war et offensichtlech, d'öffentlech Finanzéierung vun der Waasserinfra- struktur ofzeschaffen. Dat kënne mer als LSAP net esou unhuelen. Och well dëst net automatesch zu deene gewënschten Ëmweltziler féiert.

Wann zum Beispill all Privathaushalt ufänkt ze spueren an no engem Joer 25% manner Waasser verbraucht, wär dat vum ekolo- gesche Standpunkt hier e formidabelt Resultat. D'Infrastrukturkäschte ginn awer net ëm 25% erof, esou dass also konse- quent de Präis vum Waasser, op de Metercube gerechent, dat Joer deemno misst an d'Luucht goen. D'Konsumente géifen deemno och nach fir hir Spuersam- keet bestrooft ginn. Ganz ofgesinn do- vunner, dass keen op d'Waasser verzichte kann a muss, kann e käschtendeckende Waasserpräis riskéiere fir een Deel vun der Bevëlkerung carrément ze deier ze sinn.

D'Waasserversuergung ass a ville Geme- gen hei am Land esou niddreg am Präis, well et eng Grondversuergung mat engem existenziell wichtige Gutt ass, zu deem jiddweree muss kënnen Zougank hunn, och wann en zu deenen Äermste vun eiser Gesellschaft gehéiert. Wann de Präis sech an deene Gemengen elo verdräi- oder vervierfache sollt, maache mir deene Leit d'Liewen nach méi schwéier.

Fir aner, déi am Summer hire Swimmingpool mat Krunnewaasser fëllen, dierft och en

erhéichte Waasserpräis ëmmer nach net ge- nuch Ureiz sinn, fir méi spuersam mam Waasser ëmzuegoen. E gestaffelte Präis wär méi sozialverdréiglech a géif zumindest déi Leit am meeschte belaauchten, déi iwwer- duerchschnëttlech vill Waasser verbrauchen.

Här President, de käschtendeckende Waasserpräis ass fir Lëtzebuerg méi e grouse Problem wéi a verschidden anere Länner. Firwat?

Den Hauptproblem ass, dass mer mat der Ëmsetzung vun der Direktiv ganz spët u sinn. Wéi scho gesot, misste mer d'Kader- gesetz vun der EU-Waasserdirektiv 2000/60/CE mindestens zënter dem 22. Dezember 2003 gestëmmt hunn. Mä mir hunn eréischt am Joer 2004 d'„Adminis- tration de la gestion de l'eau“ geschafen, déi den Optrag kritt huet, dëse Projet de loi auszeschaffen.

Anstatt, esou wéi d'Direktiv et virgesäit, an e puer Schrëtt, déi, wéi et an der Kommuni- katioun dovunner steet, stufeweis openeen opbauen, fir virunzuekommen, musse mer elo probéieren, e grouse Sprong beieneen ze maachen.

Wa mir bis Enn d'nächst Joer all déi Inves- titiounen an d'Waasserinfrastruktur scho gemaach hätten, déi d'EU-Norme virgesinn hunn, da géif d'Rechnung fir de Bierger ab 2010 sécher net esou héich ginn. Mir tommelen eis elo, fir dee Réckstand op- zehuelen, mä et kann een net an e puer Méint all dat maachen, wat een a Jorzéngte verpasst huet.

Eleng d'Tatsaach, dass mer nach ëmmer Gemengen hunn, déi net un eng Kläranlag ugeschloss sinn, obwuel et an deene leschten 20 Joer net u Sue gefeelt huet, weist, dass d'Ënnerhale vun enger gudder Waasser- a Kanalinfrastuktur net iwwerall déi néideg Prioritéit hat.

Duerch d'Verspéidung bei der Ëmsetzung war d'Chamberskommissioun och net an enger einfacher Situatioun. Et war schnell kloer, dass déi harmoniséiert Method fir de Waasserpräis ze rechnen, déi sech aus véier verschiddenen Elementer zesamme- setzt, a wou um Enn nach zwou fixe Taxes de prélèvement an de rejet derbäikommen, déi dem Client verrechent musse ginn, zimlech komplizéiert a fir de Bierger net ganz transparent ass.

Et ass awer einfach keng Zäit bliwwen, fir seriö iwwer aner Alternativen ze disku- téieren a vläicht eng besser Léisung zu fannen.

Wéi grouss d'Forschett wier, an där sech de reelle Präis an de Gemengen herno bewege géif, ass eréischt virun e puer Woche méi däitlech ginn, wéi de Minister e puer Reche- beispiller virgeluecht huet. Viru stoung méi oft en duerchschnëttleche Waasser- präis vu 4,5 Euro pro Metercube am Raum.

An deene meeschte Gemenge bedeit dat eng seriö Erhéijung, mä wann een aus- rechent, wat dat fir en duerchschnëttlechen Haushalt mat engem Verbrauch vun on- geféier 200 Metercube am Joer bedeit, dann ass dat nach tragbar. Dat sinn ëm déi 75 Euro de Mount, wat am Verglach mat anere feste Fraisé wéi Strom, Gas an Téléfon an esou weider net dispropor- tionéiert ass.

Här President, d'LSAP huet sech an der Chamberskommissioun vun Ufank un an ëmmer erëm derfir agesat, dass e soziaalt Element an d'Berechnung vum Waasser- präis mat erakéim, well och 75 Euro de Mount fir sozial benodeelegt Haushälter vill Sue sinn.

D'Kommissioun war no längerem Diskus- sionen d'accord, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, sozial benodee- legten Haushälter mat enger spezieller Allo- cation de vie chère entgéintzuekommen. An zwar esou, wéi et elo am Artikel 43 no Punkt 3 vum Gesetz steet, ech zitieren: «Les communes peuvent prendre un règlement communal pour faire bénéficier certains ménages d'une allocation de vie chère pour l'eau destinée à la consommation humaine.»

Zemools déi sozial Komponent och no der EU-Waasserdirektiv net onméiglech ass.

Dofir si mer e bësse verwonnert, dass dëst soziaalt Element net vun Ufank un am Gesetz virgesi gouf. Hei war versicht ginn, dat Ganzt an dat neit Gesetz vun der Aide sociale eranzedrécken, dat den Office social an de Gemengen nei regelt.

Mä als LSAP ass et eis drëm gaangen, dass déi sozial Schwaach net musse biede- le goen, fir u proppert Waasser erunze- kommen, souwuel als Dréckwaasser an och fir sech ze wäschen an esou weider, well et ass e Grondreht vum Bierger op proppert Waasser, an dass dëst och vun der öffent- lecher Hand an nom Équitéitsprinzip géréiert gëtt.

Dëst ass ganz am Sënn vun der Chambre des Employés privés, déi an hirem Avis schreift: «L'eau constitue une ressource naturelle et fait à ce titre partie du pa- trimoine naturel commun dont l'accès doit être garanti à tous les citoyens équita- blement. D'ailleurs, il s'agit d'un bien de première nécessité pour les citoyens. De ce fait, la Chambre des Employés privés salue le principe qu'il appartiendra encore et toujours aux autorités publiques d'assurer la gestion de l'eau et sa distribution équi- table à tous les citoyens. Elle s'oppose à toute idée de privatisation autour de l'eau.»

Här President, déi puer zum Deel onvoll- stänneg Beispiller, déi eis zënter kuerzem virleien, weisen, dass a ville Gemengen nach kee weess, wat d'Étude économique iwwer d'Waasserberechnung ergëtt, déi d'nächst Joer gemaach muss ginn. Dat kéint also fir Verschiddener eng béis Iwwer- raschung ginn.

Vun deene siwe Beispiller louche souguer eng ganz Partie Gemengen iwwer 4,5 Euro pro Kubikmeter Waasser. Zu Tandel missten d'Leit 8,4 Euro bezuelen an zu Wäiss- wampech, wou d'Rechnung net komplett konnt opgestallt ginn, läit de Präis sécher iwwer zéng Euro pro Kubikmeter.

(Interruption)

Esou Waasserpräisser sinn absolut net tragbar. Zumools wann ee gesäit, dass an den Nopeschlänner wéi an der Belsch an a Frankräich de Waasserpräis sech ëm dräi Euro apendelt. Just an Däitschland läit e knapps iwwer fënnf Euro pro Kubikmeter.

Här President, duerch wat sinn dann déi grouss Differenzen am Waasserpräis ze erklären?

Ausschlaggebend ass natierlech zum Deel den ënnerschiddlechen Zoustand vun der Infrastruktur an deene verschiddene Gemengen, an zwar éischtens d'Ge- mengten, déi bis elo noléisseg waren, wäerten elo ënner Drock geroden, dréngend noutwendeg Investitiounen no- zehuelen a mussen hire Bierger eng ent- spriechend héich Rechnung virleeën. Grad aus dësem Grond besteet awer de Risiko, dass dës Gemengen och weiderhin de strikte Minimum maachen, well se de Waasserpräis jo soss nach méi héich usetze mussen.

Zweetens, en anere Punkt, deen d'Präis- differenz erkläert, ass, wann eng Gemeng ganz vill an hir Infrastrukturen investéiert an zum Beispill eng ekologesch performant Kläranlag baut, mussen déi Frais natierlech iwwer de Waasserpräis amortiséiert ginn.

Grad un dësen zwee Beispiller gesäit een, wéi eng paradox Situatiounen ënnerschid- dlech Präisser kënnen ervirbréngen. Duerfir muss no anere Léisunge gesicht ginn.

Drëttens, en drëtten Punkt, dee fir Präis- differenzen tëschent de Gemenge verant- wortlech ass, si geographesch an demo- graphesch Gegebenheeten. Et ass ganz kloer, dass d'Infrastrukturkäschte besser an engem dicht besiedelte Raum kënnen renta- biliséiert ginn, wéi am ländleche Raum, wou iwwer Kilometer Leitunge musse geluecht ginn, fir e puer honnert Haushälter un d'Waasser- an d'Kanalinfrastrukturen unze- schléissen. Grad vun dësem Punkt ass scho vill geschwat ginn, well d'EU-Direktiv hei eng Ouverture léisst.

Géint den ausdréckleche Wonsch vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun trotzdeem folgende Saz am Text vum Projet de loi dofir stoe gelooss: «Les redevances peuvent être fixées en tenant compte des conséquences environnementales et éco- nomiques des coûts ainsi que des conditions géographiques de la région con- cernée.»

Dat ass esou ze gesinn, dass de Stat kann intervenéieren, wann de Waasserpräis opgrond vu geographeschen Donnéeën extrem héich ass. Et gëtt och iwwer en Amendement preziséiert, fir dëst iwwer d'Loi budgétaire festzeleeën. Besser wär et wahrscheinlech gewiescht, de Präis ganz einfach ze deckelen, ze plafonéieren, also no uewen ofzegrenzen, wann Der esou wëllt. Well och e Bierger, deen an enger Gemeng wunnt, déi laang net no hirem Infrastruktur gekuckt huet an elo gezwonge gëtt dat nozehuelen, kann net esou dofir bestrooft ginn.

An där schwieriger Situatioun ass elo d'Solidaritéit tëschent de Gemenge ge- fuerdert. Den Drock, fir net nëmmen en harmoniséierten, mä en eenheetleche Waasserpräis iwwer d'ganzt Land à terme anzeféieren an unzestriewen, gëtt méi grouss. D'Forschett vum Waasserpräis därer op alle Fall net ze wäit ausernegoen.

D'LSAP ass duerfir der Meenung, dass de Stat an d'Gemengen all Méiglechkeet notze

mussen, déi d'EU-Kaderdirektiv léisst, fir extrem Ënnerscheeder am Waasserpräis ze verhënneren. De Stat muss an dësem Fall och alles maachen, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, déi sech ab 2010 un déi nei Gegebenheeten upasse mussen.

Si hu wierklech keng ganz dankbar Aufgab. Op där enger Säit hu se eng Obligation de résultat. Dat ass och gutt esou, mä dat léisst hinne ganz wéineg Spillraum, fir selwer ze decidéieren, wéi vill an a wat fir eng Projete se wëlles hunn ze investéieren. Dësen Aschnëtt an d'Gemengenautonomie ass ze rechtfertigen, well et ass haut einfach net méi akzeptabel, dass eng Gemeng net un eng Kläranlag ugeschloss ass. Et ass och net an der Rei, wann eng Gemeng hir Leitungen esou schlecht an der Rei hält, dass en Drëttel vum deier opbereeten Dréckwaasser am Buedem versickert.

Duerfir mussen d'Gemengen awer och an Zukunft am Kader vun hirem PAG e Plang maachen, wat d'Waasserinfrastruktur betrëfft, deen herno verbindlech un en nationale Plang kann ugepasst ginn - esou eng Zort Plan sectoriel fir d'Waasser. Dat bedeit zousätzlechen administrativen Opwand an ass Potenzial fir nei Interessekonflikter tëschent dem Innenministère an de Gemengen.

Dat alles si Problemer, déi elo nach net genau kënnen ageschat ginn, soulaang mer net déi éischt Erfahrung mat der neier Method an der Praxis maachen.

Mä d'LSAP-Fraktioun wëllt nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'EU eis just eng Kaderdirektiv fir d'Waassergestioun virgeluecht huet. Dat bedeit, dass et duerch aus Spillraum gëtt, fir mat verschiddenen nationale Strategien déiselwecht Ziler ze errechen. An deenen nächste Méint a Jore muss sech erausstellen, ob déi Léisungen, déi mer ënner engem gewëssenen Zäitdrock an ouni genau Basisdonnéeën ausgeschafft hunn, effektiv déi beschtméiglech sinn.

Här President, ech wëll virun allem ënnersträichen, dass dës Problemer mussen esou geléist ginn, dass déi wierklech wichteg Ziler vun der Direktiv respektiv vun deem neie Gesetz ouni ze vill Kollateralschied kënnen erreecht ginn.

Wa mer mat der Zäit besser Méiglechkeete fannen, dës Ziler ze errechen, déi eventuell net à la lettre mat der Direktiv iwwereneestëmme, kënnen a mussen mer dat op europäeschem Niveau verdeedegen. A wann et eis geléngt, gutt Resultater virzeweisen, sinn d'Chancen, fir e bësse Flexibilität ageraumt ze kréien, sécher net déi schlechtest. D'LSAP wäert op alle Fall dës Ziler ënnerstëtzen.

Här President, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, si mer als LSAP der Meinung, dass, wann een à terme ausgeet, éischtens, vun der Aféierung vun engem gestaffelte Waasserpräis, fir déi ze belounen, déi Waasser spueren, an déi ze sanktionéieren, déi Waasser verbëtzen, deen also der ökologescher an nohalteger Komponent Rechnung dréit, ass d'Zil Nummer 1 erreecht. An dat och am Gedanken un déi véier Milliarde Leit op der Welt, déi kee Recht op proppert Dréckwaasser hunn.

Wann een, zweetens, vun der Aféierung vun engem zousätzlecher sozialer Komponent ausgeet, wéi se jo am Artikel 43 vum Gesetz steet, fir deene sozial benodeelegte Mënschen op eng onkomplizéiert a fir si net erniddregend Manéier Zougank zu properelem Waasser ze verschafen; wann een also déi zwee Fakte vum gestaffelten a soziale Waasserpräis virusetze géif, da misst et jo awer méiglech sinn, toutes relations confondues, dass, wann e Mënsch zu Wäisswampech, zu Maarteleng, zu Rémeleng an zu Rouspert de Krunn opréint, fir e gutt Glas Waasser ze drénken, dat deeselwechte Präis huet iwwert d'ganz Land.

Well een, deen zu Tandel wunnt, ka jo net dofir, dass, nëmme well en zu Tandel wunnt, et vill méi deier ass, fir d'Waasser ze bezuelen, aus welleche Grënn och ëmmer, wéi an enger anerer Gemeng.

Wa mer awer weiderfuere mat deem Kastendenke vun deene verschiddene Waasser- an Ofwaassersyndikater, wou jiddweree kuckt, wéi en eens gëtt, da komme mer net virun.

Ech froe mech duerfir, firwat mer net eng Agence de l'eau, eng Waasseragentur schafen, grad wéi mer eng Agence de l'énergie hunn, an hei via e Fong éischtens de Präis emol no uewen deckelen, an zweetens en unifiéierten, harmoniséierte Präis de Leit ubidde kënnen.

Mir hunn also nach e laange Wee virun eis a mir sollen dat a Rou ugoen a mat gesondem

Mënscheverstand ëmsetzen. Well hei geet et ëm e Kadergesetz, deem säin Zil et ass, suergsam, ekologesch an nohalteg mat eiser wichtigster natierlecher Liewensquell, dem Waasser, ëmzegoen. An dat solle mer dann och all zesumme maachen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Den Här Gira huet d'Wuert.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Gléck, dass d'Europäesch Unioun Kompetenzen am Beräich Ëmweltpolitik huet an Direktiven an deem Beräich erausgëtt, soss hätte mer nach an 20 Joer keng Kläranlag op der Musel! Ee Gléck, dass d'Kommissioun vu Bréssel Drock mécht, dass hir Direktiven och ëmgesat ginn, soss géife vill Gemengen zu Lëtzebuerg nach jorelaang all Fudder Waasser mat 3, 4 a méi Euro subventionéieren!

Neen, Här President, de Schutz vum liewenswichtigen Element Waasser war an ass keng politesch Prioritéit zu Lëtzebuerg, soss wieren all Uertschafte scho längst un eng Kläranlag ugeschloss, soss wieren all dës Kläranlage konform zu EU-Direktiven, soss wieren eng Péitrus an aner Baachen a Flëss an engem besseren Zoustand wéi haut a soss géife mer eis och vläicht e bësse méi Gedanken iwwer Nitrat- a Pestizidbelaaschtung vun eise Lwwerflächen- a Grundwaasser maachen.

Duerch d'EU si mer endlech 2000 forcéiert ginn, eis méi intensiv mam Thema Waasser ze beschäftegen. A wat ass geschitt? D'Waasser gëtt virun allem a bal nëmme exklusiv ënnert dem Aspekt vun enger nätzlecher Ressource vun Mënsch gesinn; gestridde gëtt bal exklusiv iwwert de Waasserpräis.

De Liewensraum Waasser u sech awer als Biotop fir onzieleg Déieren- a Pflanzenarten ass keen Thema an deene leschte Méint, an deene leschte Joren an, wéi Der matkritt hutt, och kaum de Moien an dëser Diskussioun. Fir dës bedauerlech Tatsaach gëtt et an eisen Aen eng ganz Rei Ursaachen. Et géif ze wäit féieren, dorop anzegoen.

Ech mengen, dass awer eng vun deenen Ursaachen eiser Meenung no ass, dass d'Waasser an der Kompetenz vum Innenminister ass. En Ëmweltminister, Dir Dammen an Dir Hären, hätt d'Element Waasser net esou exklusiv als Wirtschaftsgut gesinn, an duerfir wonnert lech och net, dass DÉI GRÉNG sech nodréiglech bestätegt fillen, dass et falsch war, d'Waasser an d'Rue Beaumont ze ginn.

Iwwerhaupt muss ee sech froen, firwat dass d'CSV 1999 mat aller Muecht derfir gesuergt huet, déi Kompetenz ze kréien, fir da véier Joer laang - musst Der lech virstellen! - d'Direktiv vun 2000 am Tirang leien ze loosse.

Ech sinn d'accord, dass mer déi Zäit nach kee Waasserwirtschaftsamt haten an dass während deene Joren dee schwierigen Exercice, ginn ech gären zou, huet misse gemaach gi fir déi Verwaltung emol opzebauen, mä parallel hätten awer onbedéngt missen d'Aarbechte fir d'Gesetz ulafen.

Duerch dës sträflech Versäumnis hunn déi Texter, déi dann haut hei zum Vote stinn, missen ënner enormem Zäitdrock ausgeschafft ginn. Dat hu schonn eng Rei Virriedner gesot, an dat bréngt natierlech eng ganz Rei Nodeeler mat sech.

Éischtens war net Zäit genuch, fir en intensiven État des lieux ze maachen.

Zweetens, Här President, war virun allem keng Zäit, fir eng Evaluatioun ze maache vum Gesetz vun '93.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt zënter 1993 e Gesetz iwwert de Waasserschutz. An eisen Aen e gutt Gesetz. Mä wann ee sech dat awer emol nach eng Kéier op de Leescht hëlt a liest, da stellt ee fest, dass et bal an alle wichtige Punkten ouni Suité bliwwen ass. Ech froen lech: Firwat ass den Inventaire national net gemaach ginn?

Firwat, Här Minister, ass de Plan national de gestion des eaux ni ëmgesat ginn? Firwat sinn eenzel Règlements grand-ducaux 15 Joer duerno nach net geholl ginn? A firwat ass a 15 Joer net eng Dréckwaasserschutzzon ausgewise ginn?

Mir hätte jo onbedéngt missen awer en neit Gesetz maachen, eng breet Debatt féieren, eng Analys maachen a soen: Wouru scheitert et dann, dass mer, obwuel mer e gutt Gesetz hunn, obwuel mer eigentlech schonn '93 déi richteg Ziler gesot hunn, net

weiderkomm sinn? An dann hätt een doraus missen déi richteg Léieren zéien an dann, mengen ech, hätt dat neit Gesetz, an eenzelne Punkten op jidde Fall, net kënnen esou ausgesinn, wéi et haut ausgesäit.

An drëten Nodeel, dass mer ënner Zäitdrock gehandelt hunn, ass, dass wierklech net genuch Zäit sech geholl ginn ass fir eng intensiv Konsultatioun vun allen Acteuren um Terrain ze maachen.

Mir hu kompetent Acteuren um Terrain, Waassersyndikater, Ofwaassersyndikater, och Gemengen, déi dat net schlecht géieren, an et fënn et een och dës Kritiken an eenzelnen Avisen erëm.

Ech wëll awer elo hei an engem Punkt net falsch verstane ginn. Ech menge schonn, dass besonnesch d'Leit vum Waasserwirtschaftsamt an där kuerzer Zäit an an deem Zäitdrock hiert Bescht a Méiglech gemaach hunn, an et läit sécherlech net un hinnen, wa mer haut kee fäerdegt Gesetz hunn.

Dat wëll ech ganz kloer an däitlech hei maachen. Mä hei gëtt et eng politesch Responsabilitéit, déi éischter, wéi et scho gesot ginn ass, bei deem viregten Innenminister läit wéi bei deem heitegen. Mä et freet ee sech awer, ob och hei am Ufank vun der Legislaturperiod mat deem néidegen Drock un deem Gesetz geschafft ginn ass.

Esou dass mer elo an där Situatioun sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass Lëtzebuerg als allerlescht Land, mat fënnel Joer Verspéidung, d'Waasserdirektiv vun 2000 ëmsetzt, an awer wäert d'Chamber haut eng Kaz am Sak stëmme.

Bal 20 Règlements grand-ducaux sinn an dësem Kadergesetz virgesinn a mir hu se net virleien. Och déi allerwichtigst emol net. D'Resultater vun der Analyse économique, déi awer wichtig ass, fir an deem ganzen diskutierten Thema Waasserpräis en connaissance de cause ze schwätzen an och ze decidéieren, leie net vir.

Hei kritt, Dir Dammen an Dir Hären, eng Regierung Carte blanche, dës Kadergesetz mat deenen Inhalter ze fëllen, wéi si et fir gutt fënn. An dat eleng ass fir eis als Gréng Ursach genuch, dës Gesetz net ze stëmme. Besonnesch, Här President, wann ee weess, wat mat dem Gesetz vun 1993 geschitt ass, oder besser gesot net geschitt ass.

Mä et gëtt awer nach e ganz anere Grond, dass mir géint dës Gesetz stëmme wäerten. Mir sinn iwwerzeegt, dass mat dësem Gesetz eent vun den Haaptziler vun der Direktiv net erreecht wäert ginn, nämlech dass d'Iwwerflächen- a Grundwaasser bis 2015 an engem gudden ökologeschen Zoustand ass.

A mir gesi véier Ursaachen, fir dass dat ganz schwierig wäert ze erreche sinn.

Éischtens, de Problem vun de Strukturen.

D'Regierung huet de Choix geholl, prinzipiell d'Kompetenz fir d'Dréckwaasser an d'Ofwaasser bei de Gemengen ze loosse. Mä gläich drop schéngt se awer de Gemengen esou wéineg zouzetrauen, dës Kompetenzen och mat Inhalter ze fëllen, dass se se wuertwärtlech ënner Tutelle vum Waasserwirtschaftsamt setzt. Resultat vun dëser Approche: eng zentralistesche Approche, enorm bürokratesch Prozeduren, e Waasserwirtschaftsamt, wat an den Dossiere wäert ersaufen.

Den Innenminister huet eis eng Kéier viru kuerzem gesot, wéi se an der Rue Beaumont elo schonn ersaufen un de PAPen, déi do ukommen. Abee, wann ee weess, dass demnächst déi PAPen och nach alleguerten an d'Waasserwirtschaftsamt ginn, da fäerte mir ganz kloer an däitlech, dass d'Waasserwirtschaftsamt déi primär Aufgaben, déi et eigentlech huet, net méi kann erfëllen, well et einfach mat deem ganze bürokratesche Krom do geplot ass. Et freet ee sech, ob dat wierklech néideg ass.

Mä et kënn een aneren Aspekt derbäi. Mir fannen et net gutt, dass d'Waasserwirtschaftsamt zur gläicher Zäit juge et partie ass.

Mir hätten eng ganz aner Vue gehat, wéi mer d'Strukture sollten organiséieren. An eisen Ae soll d'Waasserwirtschaftsamt Ziler festschreiwen, awer net Mëttele, wéi d'Gemenge sollen zu deenen Ziler kommen. Si sollen d'Gemenge beroden an d'Gemenge kontrolléieren. An dat kann d'Waasserwirtschaftsamt, ech mengen dat huet et bewisen an där kuerzer Zäit wou et existéiert.

Déi Buergermeeschteren, déi heibanne sinn, wëssen, dass een do ganz kompetent berode gëtt, wann ee seng Quelle wëllt an der Rei halen. Mir mengen awer, dass dat déi primär Aufgab gewiescht wier.

Dozou huet och d'Waasserwirtschaftsamt eenegermoossen déi néideg Moyenen. Trotz där Personalopstockung menge mir, dass d'Waasserwirtschaftsamt deene villfältigen Aufgaben, déi et hei nach zu deenen aktuellen derbäikritt, net wäert gewuess sinn.

Ech kennen de Gemengenterrain och elo genuch fir ze wëssen, dass selbstverständlech besonnesch bei der Ofwaasserpolitik an der Vergaangenheet och kloer Defiziter um Niveau vun de Gemengen do sinn. Dat wëll ech wierklech net leegnen. A wa mer an enger Rei Plaze keng Kläranlagen hunn, ass dat sécherlech och d'Schold vun de Gemengen.

Ech weess awer och, dass et souguer do, wou Gemengeresponsabel scho viru Joren a Jorzéngte gesot hunn, dat wier eng Prioritéit fir si, awer éiweg gedauert huet. Ech kann aus eegener Erfahrung zum Beispill iwwert d'Kläranlag Béiwen un der Attert schwätzen. Do ware mer jorelaang, Jorzéngte bal amgang, ier mer do konnten déi Kläranlag opmaachen.

Just eng kleng Anekdote: Mir hunn eis dann a regelméissegen Ofstänn gesinn, an iergendeng Kéier, nodeem dass e Joer erëm näischt geschitt war a mer all zesummegeruff gi sinn, sot dann den deemolege Buergermeeschter vu Réiden - de Monsieur Schmit, deen deemools zu Réiden Buergermeeschter war - a sengem dréchenen Humor: Bonjour, Dir Hären, ass haut erëm de Konveniat vun der Kläranlag Béiwen?

Genau dat war et. Dat war, well déi Zäit schonn d'Verwaltung e Manktum u Leit hat. Dat war, well ëmmer erëm nei Techniken opgeworf si ginn, well ëmmer erëm nei Ufuerderungen un dese Projet gesat si ginn.

Mir kënnen am Ëmweltberäich e Beräich huelen, wou et besser fonctionnéiert, well d'Strukture méi kloer sinn, an dat ass a mengen Aen d'Offallpolitik. Do huet eng Ëmweltverwaltung iwwert d'Gesetz vun 1994 an de Plan national des déchets kloer Ziler gesat, an déi dräi grouss Offallsyndikater, deelweis och eenzel méi kleng Syndikater, setzen dës Ziler mat ënnerschiddleche Mëttele ëm. Ugepasst un hir Region, ugepasst un hir Kompositioun. Déi eng hunn eng Verbrennungsanlage, déi aner hunn en Tipp. Déi eng maache Rohsammlung, déi aner hu Recyclinghäff.

Dat soll een dach deenen Acteuren um Terrain, déi déi Kompetenzen hunn, iwwerloossen. Sécher ass Nohuelbedarf. Ech sinn do gär d'accord. Ech hunn et scho gesot, et ass net alles a Botter. Am Ofwaasserberäich virun allem sinn, mengen ech, nach iwwer 20 Gemengen, déi a kengem Syndikat sinn.

Mä dann hätt d'Regierung solle Courage beweisen. A wa mer am Offallberäich haut scho vläicht e bësse méi wäit sinn, wéi an aneren Ëmweltberäicher, da well de Josy Barthel schonn an den 80er Joren de Courage hat, en Offallgesetz 1981 ze maachen, wou de facto all Gemeng forcéiert war, an e Syndikat ze kommen, well de Josy Barthel de facto sämtlech kommunal Tippen zougemaach hat. Do hunn d'Gemenge praktesch keng aner Léisung méi gehat, wéi sech zesummenzédinn.

Do sinn och déi dräi grouss Syndikater schonn uganks den 80er Joren entstanden - mussst Der lech virstellen -, mam Resultat, wat mer kennen, dass mer do relativ gutt opgestallt haut sinn.

Hei hätt ee kënnen de Courage huelen a soen: Majo, léif Gemengen, Dir mussst an en Ofwaassersyndikat goen. Oder méi e manner brutaalt Instrument: Wann de Stat 90% fir Kläranlagen a Kollektore gëtt, dann hätt e jo kenne soen, eng Gemeng, déi net Member ass vun engem Ofwaassersyndikat an domat deen néidegen Know-how huet, déi kritt kee Subsid méi. Dann hätt Der emol gesinn, wéi séier dass déi reschtlech 20 Gemengen an engem Syndikat gewiescht wäeren.

Mir hätten eng kloer strukturéiert Situatioun iwwer Land gehat an hätte vill manner bürokratesch Prozedure misse maachen.

Beim Dréckwaasser gesi mer jo awer, dass souguer méi kleng Gemenge capabel sinn, déi Gestiouen ze maachen. Et si scho wäit iwwert d'Halschent vun de Gemengen, déi hiren „Drèpsi“ kritt hunn.

Mir wësse jo och, dass awer eng Restrukturierung am Gemengesektor ass. Et kann een net op där enger Säit ëmmer soen, d'Gemenge missten 3.000 Leit hunn, an dann awer, wa mer nei Gesetze stëmmen, dat net a Betruecht zéien an ëmmer nach dervun ausgoen, wéi wa mer nach jorzéngtelaang Gemenge vun e puer honnert Leit hätten.

Ech mengen, dat hei hätt ee scho kënnen virgesinn an et hätt ee jo och zum Beispill kënnen eng Regelung an dat hei Gesetz setzen, wéi mer et beim Baugesetz hunn. Firwat net draschreien, dass Gemengen, déi e valabele Service technique hunn, eng ganz Rei Projete zum Beispill net misste bei d'Waasserwirtschaftsamt schécken? Da wieren emol wéinstens déi Projete aus de Féiss gewiescht, déi Dossier hätten net missen de Wee an d'Stad an zréck maachen.

Et licht engem jo awer wierklech net an, firwat eng Stad Lëtzebuerg oder eng Stad Esch oder och soss grouss Gemengen, déi wierklech kompetent Waasserservicer hunn, all PAP deemächst mussen bei d'Waasserwirtschaftsamt schécken.

Mir hu festgestallt, dass mer an der Vergaangenheet extrem lues virukomm sinn. 1999 sollten all Kläranlagen iwwer 1.000 Einwohnergleichwäerter déi drétt Stuf hunn. Mir hu se haut nach net, an DÉI GRÉNG, Hår President, sinn iwwerzeegt, dass mer mat där doter gewieltener Virgehensweis 2015 och nach net iwwerall konform wäerte sinn.

Zweet Ursach, dass mer mengen, dass mer wichteg Ziler vum Gesetz net erreche wäerten, dat ass am Kontext Renaturierung.

Hei leet d'Regierung och d'Kompetenz an d'Hänn vun de Gemengen. Si solle Maître d'ouvrage spillen, ënnert der geneeër Opsicht vum Waasserwirtschaftsamt an der Forstverwaltung. Si finanzéieren d'Projete och nach vir, kënnen wuel bis zu 100% erëmkréien.

Ech muss soen, dass mer do wierklech iwwerrascht sinn. Do si mir der Meinung, dat do ass déi beschte Manéier, fir kee Meter bei de Renaturierung weiderzokommen.

Ech muss och do soen, dass eigentlech d'Gemengen do jo keng Kompetenz hunn. Ech kenne keng Gemengen, déi Biologen, déi Hydrologen agestallt hunn. Do wier et vill méi logesch gewiescht, dass de Stat dat iwwerholl hätt.

Wann ee kuckt, an dat Beispill ass och schonn erwähnt ginn, dass de Stat no eelef Joer d'Renaturierung vun der Uelzecht, déi am Gesetz iwwert d'Nordstrooss steet, nach ëmmer net fäerdeg bruecht huet, da froen ech lech, Hår President, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi sollen da Gemenge mat där komplizierter Prozedur, wéi se elo virgesinn ass, et fäerdeg bréngen, bis 2015 do weiderzokommen?

Et mierkt een, dass dat ganz heikel Projete sinn. Beim klengste Projete kënn direkt de geballte Widerstand vun de Bauergewerkschaften. Et ginn Horrorzeenarien un d'Wand gemoolt vu Malariaepidemien, déi sollen ausbriechen am Lëtzeburger Land.

Hei soll de Stat seng Verantwortung iwwerhuelen. Hien huet kompetent Verwaltungen. E soll intern mat anere Ministären, nottamment dem Landwirtschaftsministère, dat ofklären.

Derbäi kënn och nach, dass Renaturierung ganz oft kee kommunale Charakter hunn, mä e regionale Charakter, jo souguer landesplaneresch Aspekter mat draspillen, an duerfir sinn DÉI GRÉNG der Meinung, da soll ee fir d'Renaturierungen e landesplaneresch Instrument huelen; et soll een e Plan sectoriel iwwert d'Renaturierung maachen.

Do soll ee kloer Kritären drasetzen. Et soll ee sech Moyenné ginn, an da kënn och kee Gefill vun Arbiträr op. Mir hu gutt Erfahrung gemaach mat deenen éischte Plans sectoriels, sief dat dee vun de Mobilfunkantennen, sief dat dee vun den Déchets inertes. Op eemol wéi gesi ginn ass, dass iwwert d'ganz Land esou Tippe sollten age-riicht ginn, ass de Widerstand vill méi kleng ginn dobaussen. Ech mengen, mat Renaturierung wier et d'selwecht.

Drétt gréisser Problem, dee mer gesinn, ass diffus Pollutioun.

Jo, Hår President, mir hunn en Nitratproblem zu Lëtzebuerg. Vill Quellen hu missen zougemaach ginn. Och am Stausee geet de Wäert erop, trotz Naturpark. An ech mengen et ass e bëssen ze einfach, de Belsch de Problem ze ginn.

Jo, Hår President, mir hunn och e Pestizidproblem. Weder den Nitratproblem nach de Pestizidproblem ass vläicht en akuten a ganz dramatesche Problem. Mir gesinn et éischer als schlächende Problem. Do si lues a lues amgang, Wäerter eropze-klammen, och ëmmer méi flächendeckend. Mä et huet een e bëssen dat Gefill, dass dat alles tabuiséiert gëtt zu Lëtzebuerg. Vläch well déi zwee Problemer, zumindest déi mat den Nitrate bal exklusiv, déi mat de Pestiziden net exklusiv, aus der Landwirtschaft kommen. Mä dat ass keng Ursach.

DÉI GRÉNG sinn iwwerzeegt, dass mer och dese Stéier eng Kéier mussen mat den Haren huelen a gemeinsam mat der Landwirtschaft an anere concernéierten Acteurs Léisunge fannen.

Ech wëll och soen, dass manner Düngemittelasätz a manner Pestiziden och der Landwirtschaft zeguttkënn, well wann ee weess, wéi enk zum Beispill synthetesch Dünger un den Uelechpräis gebonne sinn, wann ee weess, dass ee 750 Liter Mazout brauch, fir eng Tonn synthetesch Dünger hierzustellen, dann huet d'Landwirtschaft, och schonn aus ekonomesche Grënn, Ursache genuch, fir manner där Mëttelen anzesetzen.

Véierte Punkt, wou mer gréisser Schwierigkeete gesinn, esou wéi d'Gesetz elo hei artikuliert ass, dat ass an den Drénkwaasserschutzonen.

Bis '93 haten d'Gemenge jo d'Kompetenz. Do sinn effektiv, muss ee fairerweis soen, och keng Zonen ausgewise ginn. 1993 dunn huet de Stat déi Kompetenz kritt, mam selwechte Resultat; a 15 Joer ass keng eng ausgewise ginn. Firwat ass dee Règlement grand-ducal ni geholl ginn?

Ech hu mer soe gelooss, et wier bis haut net méiglech gewiescht, mam Landwirtschaftsminister eng Léisung iwwert d'Entscheidung vun der Landwirtschaft an deenen Zonen ze fannen.

Dat fannen ech eigentlech e staarkt Stéck, muss ech soen. A wann ech da gesinn, dass mer elo am Gesetz esou en Zwittermodell hunn, wou u sech d'Gemengen erëm responsabel sinn, mä awer fir d'éischt den Accord mussen kréien a genee Instruktiounen vum Waasserwirtschaftsamt, da froen ech mech awer, wéi mer do an esou wëlle weiderkommen. Dat wier zum Beispill e Règlement grand-ducal gewiescht, dee mir als Gréng onbedéngt gäre gesi gehat hätten, dass deen hei um Dësch geleeën hätt, fir dass mer wëssen, wat do elo soll an Zukunft geschéien.

Ech si ganz skeptesch, muss ech soen, wann ech esou matkréien, wat dann do an de Kulissen alles am Virfeld diskutiert ginn ass.

Well mir hunn och hei keng Sanktiounen. Déi eenzeg Sanktioun, déi do ass, ass, dass déi Gemengen, déi dann esou eng Quell hätten, keng Sue méi sollte kréien. Mä beim Drénkwaasser kréie mer als Gemenge souwisou kaum Sue vum Stat. Do mengen ech ass déi Sanktioun net schrecklech grouss.

Ech weess, wat da geschitt. Da geet et wéi bei ville Quellen, déi an der Vergaangenheet Nitratproblemer haten: Da gi se zougemaach. Eng Solution de facilité gëtt gesicht an da gëtt un d'SEBES ugeschloss an dann ass de Problem geléist; an dann ass erëm eng Quell, déi net méi ze gebrauchen ass.

Mir si mat där Virgehensweis net d'accord. Hei huet een dat Gefill, dass d'Äe wierklech zougemaach ginn.

Mir sinn och net d'accord, dass d'Landwirtschaft an där doter Problematik e Sonderstatus soll kréien. An dat Gefill si mer awer vun Ufank u bei dem Gesetz net lassginn, dass hei de Landwirtschaftsministère méi wéi matgeschwat huet fir dat Gesetz hei ze maachen. Dir musst lech virstellen, dass an enger éischer Versioun vum Gesetz nach iergendwou stoung, dass d'Programmes de mesures, wann déi géife vum Innenminister decidéiert ginn, fir d'éischt missten den Accord vum Landwirtschaftsminister kréien. Dat muss ee sech wierklech virstellen! Dat ass e bëssen esou ähnelch, wéi wann den Ëmweltminister misst fir all Kommodosgenehmegung fir d'éischt de Wirtschaftsminister froen, ier hien engem Betrib eng Autorisatioun gëtt.

Ech wëll hei net falsch verstane ginn. DÉI GRÉNG sinn och der Meinung, dass een un éischer Stell soll op fräiwëlleger Basis

mat der Landwirtschaft kucken, zu Léisungen ze kommen. An ech kann dat mat rouegem Gewësse soen. Deen éische Pilotprojete, fir iwwerhaupt Drénkwaasserschutzonen op fräiwëlleg Aart a Weis ze schützen, ass zu Réiden gelaf, zur Zäit wou do e grénge Buergermeeschter war, den Hår Schmit, vun deem ech scho geschwat hunn, an och haut sinn zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg grouss Projete um Steeseler Plateau amgang, wou mat der Landwirtschaft zesammen eppes gemaach gëtt.

Mä, Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen eng Regierung, eng Chamber, muss sech awer och Moyenné ginn, wa mer op enger Plaz manifestement mat der Fräiwëllegkeet um Enn sinn. D'Landwirtschaft ass dee Wirtschaftssektor, deen am meeschten öffentlech Gelder kritt, proportional zu hirem Akommes. Ech wëll och nach eng Kéier hei kloer betounen, dass DÉI GRÉNG mat deem Prinzip an och mat deene Montanten, déi an d'Landwirtschaft ginn, kee Problem hunn. Mir hunn awer e Problem, wann eng falsch Notzung vun deenen öffentleche Gelder dozou féiert, dass d'Drénkwaasserquellen duerch iwwerhéichten Nitrat- a Pestizidwäerter onbrauchbar gemaach ginn. Do muss e Stat, do muss e Ministère handlungsfäeg bleiwen.

Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt verstanen, dass DÉI GRÉNG a véier Punkte mindestens grave Defiziter gesinn. Mir hunn dat Gefill, dass a wichtige Bereiche, wou mer ganz kloer zënter 1993 net weiderkomm sinn, praktesch de Status quo erhale bleift. Mir hunn net d'Léieren aus der Vergaangenheet gezunn, mir hu kee kloere Bilan gezunn, firwat mer net weiderkomm sinn, an dofir wäerte mir dat Gesetz och net stëmmen.

Ech wëll awer net ofstreiden, dass dat Gesetz selbstverständlech eng ganz Rei positiv Aspekter mat sech bréngt. Éischens, dass mer emol ee Gesetz hunn. Mir féliciteieren d'Auteurs vun deem Gesetz, dass endlech d'Bestëmmung vum Louis XIV an aus der Postkutschzeit verschwannen. Hei si se elo verschwonnen, a wa mer se eng Kéier am Rescht vun der kommunaler Législatioun och verschwannen dinn, da si mer endlech e Stéck weiderkomm.

Zweetens, de Waasserpräis, iwwert dee jo esou vill diskutiert ginn ass. Ech wëll soen, dass DÉI GRÉNG prinzipiell zu där Approche stinn, déi elo hei fonnt ginn ass. DÉI GRÉNG waren nach ëmmer Unhänger vu käschendeckende Präisser, wann et ëm Ëmweltgelder geet. Mir sinn och der Meinung, dass eng vun den Ursachen, firwat Waasserschutz bis elo keng politesch Prioritéit war, ass, well d'Waasser näischt kascht huet, oder besser gesot, direkt näischt kascht huet.

Wéi dramatesch sech awer do an d'Täsch gelu ginn ass, iwwer Joren a Jorzéngten, dat gi mer jo elo emol lues a lues gewuer. Well, och wann d'Waasser näischt kascht huet, esou waren d'Käschte vum Waasser awer do. An der Diskussioun konnt ee jo heiansdo mengen, d'Waasser géif elo méi deier ginn duerch déi europäesch Direktiv. Dat ass jo falsch. D'Käschte vum Waasser ware gëschet déiselwecht wéi haut, a wéi muer.

De Gestehungspräis vum Waasser an der Gemeng Tandel war scho gëschet aacht Euro, a wann d'Waasser elo an der Gemeng Tandel mat dräi Euro verrechent gëtt, dann ass do all Fudder Waasser, wéi a ville Gemengen, mat fënnf Euro Steiergelder aus dem Gemengebudget subventionéiert ginn. Et ass dës Subventionierung mat Steiergelder, Hår President, déi DÉI GRÉNG als fundamental onsozial fannen, an dat aus zwou Ursachen.

Éischens, déi räich Famill, mat Schwemm an engem Verbrauch vu 400 Fudder, kritt bei deem heite Beispill 2.000 Euro d'Joer bäigeluecht aus dem Statsbudget. D'Witfra, mat der Mindestrent an engem Verbrauch vun 20 Fudder d'Joer, déi kritt 100 Euro bäigeluecht. Dat ass fir eis fundamental onsozial Politik.

Zweetens kënn dann derbäi - an Dir musst lech déi Zommen emol op der Zong zergoe loosse -, dass dës Quersubventionierung onwahrscheinlech Lächer an de Budget rappt, an déi Sue feelen, fir Crèchen, Altersheime an aner sozial Servicer ze bezuelen. Duerfir sinn DÉI GRÉNG der Meinung, dass ee soll Ëmweltpolitik mat ëmweltpoliteschen Instrumenter maachen, a Sozialpolitik mat sozialpoliteschen Instrumenter maachen, geziilt sozialen Instrumenter.

Ech ginn lech e Beispill vu menger Gemeng, well ech dat ganz gutt kennen. Mir hunn an de leschte Jore relativ substanzuell

déi zwou Taxe gehéicht. Mir sinn de Moment bei 3,20 Euro, wat d'Waasser kascht. Fir eng Gemeng, déi hiert eegent Waasser huet, ass dat relativ substanzuell. Ech mengen, mir hate bis viru kuerzem déi héchsten Ofwaassertax am ganze Land. Dat huet eis 100.000 Euro méi Recetté bruecht. Mir hunn eis Prime d'allocation de vie chère, déi mer scho méi laang hunn, erhéicht, an deelen iwwert dee Wee 30.000 Euro ganz geziilt un déi 10% Haushälter aus, déi zu Biekerech an de Genoss vun där Prime kommen. Dat deckt sech och méi oder weineger mat deenen 10% vun Armut, déi eis ëmmer vun Organisatiounen wéi Caritas an anere virgerechent ginn.

Dat mécht dann, Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng kleng Gemeng wéi eis, ëmmerhi 70.000 Euro netto méi am Budget, an dat ass d'Halschent vun de Fonctionnementskäschte vun eiser Maison relais, déi 1997 scho gebaut ginn ass a vun där haut méi wéi 100 Kanner profitéieren. Dat ass fir eis eng konsequent ekologesch Politik, mä dat ass awer och eng konsequent sozial Politik, an DÉI GRÉNG hunn net gewaart, weder zu Biekerech nach an der Stad Lëtzebuerg oder wou och ëmmer, bis e Saz an engem Gesetz steet, dee superfétatoire ass, fir esou eng Prime d'allocation de vie chère anzeféieren.

Ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert d'Positioun vun der LSAP, déi sech an deem do Bereich esou extensiv domadder beschäftegt. Wann ech kucken, wat d'Stroumkäschte si par rapport zum Waasser, da sinn ech e bëssen iwwerrascht - am Kader vun der Stroumilberalisierung, wou d'LSAP jo awer de Ministère hat, dee federführend ass -, kee Pipchewiertchen ze héieren, wéi mer dann déi steigend Stroumpriisser, déi déi lescht Jore komm sinn, solle sozial offedieren. Ech weess net, wou den Ennerscheid sollt leien an der Belaaschtung. Ech mengen éischer, dass déi vum Stroum vill méi héich ass.

Elo si mer eis awer alleguerent eens heibannen, dass mer och den 1. Januar 2010 zu Tandel keng aacht Euro kënnen froen an och zu Wäisswampech keng zéng. Duerfir sinn DÉI GRÉNG d'accord mat där Léisung, déi fonnt ginn ass, dass mer, iwwert de Statsbudget, zu engem harmoniséierte Waasserpräis kommen. Ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass DÉI GRÉNG net fir en Eenheitswaasserpräis sinn, aus enger Rei Ursachen.

Déi éischt ass folgend: Mir sinn der Meinung, dass mer net permanent kënnen d'Leit ënnerstëtzen an där Attitüd, fir ze mengen, et kéint een am Liewen de Botter an d'Geld vum Botter kréien. Wann ech vu Belair op Biekerech plënnere, dann hunn ech eng Rei Virdeeler. Dann hunn ech manner Kaméidi, méi eng flott Landschaft, eng besser Loft a méi eng bëlle Bauplaz. Mä da muss ech awer och d'accord sinn, dass ech eventuell en Euro méi fir meng 50, 80 oder 100 Fudder Waasser d'Joer muss bezuelen. Et kann een am Liewen net permanent de Botter an d'Geld vum Botter hunn, a mir fannen et eng geféierlech Attitüd, wa mer als politesch Parteien och nach permanent déi Attitüd ënnerstëtzen.

Zweetens si mer awer der Meinung, wa mer bis op Weideres d'Waasserversuergung an den Hänn vun de Gemengen an de Gemengesyndikater hunn, dass mer e benchmarking brauchen. Ech mengen, da muss en Intérêt fir all Gemeng, fir all Syndikat do sinn, seng Servicer esou effikass wéi méiglech ze organisieren, an da kann een net drop hoffen, dass een egal wat ka maachen, well ee jo da mat der nationaler Solidaritéit ënnerstëtzt gëtt.

E huet een e bëssen e komescht Gefill, wann ee ferventen Unhänger vun engem Eenheitswaasserpräis gläichzäiteg President vun engem Ofwaassersyndikat ass, wou mer zumindest an der Kommissioun gesot kritt hunn, dass do an der Moyenne eng Kläranlag duebel esou deier ass wéi eng vergläichbar an engem anere Syndikat, dass Kollektoren am Éislek méi deier si wéi anzwousch anescht. Mä firwat soll eng Kläranlag vun 2.000 Einwohnergleichwäerter am Syndikat x duebel esou deier si wéi anzwousch anescht? Do hu mer dann awer Problemer dat nozevollzéien, a mer hunn dat Gefill, dass ënner dem Deckmantel vun der sozialer Gerechtegkeet awer hei ganz e bësse Prodomo-Politik gemaach gëtt.

Dréttens menge mer, dass, wa mer en Eenheitswaasserpräis hunn, dann den Drock op d'Gemenge jo och do ass, fir ekologesch mat där Ressource Waasser ëmzegoen. Ech si fest iwwerzeegt, wa mer elo 2010 de käschendeckende Waasserpräis hunn, dass all Gemeng sech wäert hieszen a wierklech kucken, zum Beispill d'Fuiten an hirem Waassernetz op e

Minimum ze reduzéieren. Mir wëssen, dass do Gemenge sinn, déi bis 20, 25% Verloscht hunn. Wann déi Gemengen och nach dat Waasser mussen akafen, bei der SEBES oder soss anzwousch, da schléit dat natierlech onwahrscheinlech op de Waasserpräis zréck. An et kann net sinn, dass ee seet, mir hunn en Eenheitswaasserpräis, an dat, wat Dir driiwlerläit, dat kritt Dir vun deenen anere Gemenge matbezuelt. Ech mengen, dann ass all Attrait fort, fir eng ekologesch Politik ze maachen, an dat wëlle mir verhënnere.

En drëtter positive Punkt an deem Gesetz ass d'Abannung vum Public. Ech mengen, dass dat och e Moyen ass, fir d'Thema Waasserschutz méi präsent ze maachen an em och méi Wichtigkeet ze ginn.

D'Partenariater, als véierter positive Punkt, si schonn erwähnt ginn. Ech ka selwer vun enger Pionéieraarbecht am Beräich Attert schwätzen. Mir hunn do schonn zënter Joren e grenziwwerscheidenden Attertkontrakt op d'Bee gesat, zesumme mat de belsche Kolleegen, mat engem positiven Effet, mat konkrete Resultater, déi sech nowiese loosse.

A fënneftens si mer och frou driiwler, dass de Fonds pour la gestion de l'eau méi transparent gestalt gëtt, dass schonn am Gesetz eng Rei Taux de subsides stinn, wat d'Saach och erlichert.

Dat sinn eng Rei gutt Usätz, Här President. Dat kann och dozou féieren, dass am Beräich Waasser als Nahrungsmittel a Wirtschaftsgutt Fortschreitter wäerten erreicht ginn.

Dat wäert awer net dozou féieren, dovunner si mir fest iwwerzeegt, dass mer déi grouss Defiziter an de Beräicher Kläranlagen, Renaturéierungen, diffus Pollution a Quellschutz bis 2015 an de Grëff kréien, an dat wäert och net dozou féieren, dass de Liewensraum Waasser endlech dee Stellwäert an eiser Gesellschaft kritt, deen en dréngend zu sengem Schutz brauch.

DÉI GRÉNG bedauern, dass mer des Kéier trotz enger gudder Virlag vu Bréssel dat net kritt hunn.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänken och wéi meng Virriedner mat engem Merci un de Kolleeg Marco Schank als Rapporteur, awer och als President vun eiser zoustänneger Kommissioun. Et war e komplizéierten Dossier, wou mer, och wa mer net alleguer eens sinn oder averstane sinn oder zoustëmmen, dach awer frou sinn, dass den Dossier en Enn fonnt huet no 29 Kommissiounssitzungen, wou mat vill Gedold vill diskutéiert ginn ass, a wou de Kolleeg Schank net nëmmen als Rapporteur, mä virun allem och als President versicht huet, fir déi Sitzung gutt ze leeden a jiddwereen zu Wuert kommen ze loosse. All Problemer sinn diskutéiert an ausgeschwat ginn.

An dee Merci wëll ech awer och de Minister mat aschléissen, dee praktesch an alle Sitzungen do war. Deen och net ëmmer e liichte Stand hat, grad wéi seng Mat-aarbechter, déi hien zu senger Säit hat an déi och an deem Dossier, grad an deem Dossier duerch eng äusserst grouss Kompetenz ervirgestach hunn.

Et ass e Projet, dee sécher kontradiktorech diskutéiert gëtt, mä et ass e Projet, deen eng Wichtigkeet huet fir Lëtzebuerg, géif ech soen, awer net nëmme fir Lëtzebuerg, och fir Europa an, méi prioritär aus eiser Siicht gesinn, fir eis Nopeschlänner.

Op d'Wichtigkeet vum Waasser brauch ech hei net méi laang anzegoen, och well meng Riedezeit méi kuerz ass. Meng Virriedner hunn dat de Moie schonn zum Deel gemaach. De Rapporteur huet et de Moie gemaach. Hien huet drop higewisen - mat Recht -, dass eng Milliard Leit op der Welt sinn, déi kee propper Drénkwaasser hunn, an dass am Joer véier Milliounen Leit stierwen un de Konsequenze vu schlechtem Waasser.

An esou wéi mer an de leschte Joren am Fong drop opmierksam gemaach si ginn, dass mer weltwäit Energieproblemer kritt hunn an a priori eréischt drop opmierksam gi sinn, wéi d'Präis massiv geklomme sinn, hu mer och elo eréischt ugefaangen, an deem Domän ze reagieren. Mir mussen awer oppassen, och wann elo d'Energiepräis erëm falen, dass mer net de Feeler maachen, fir dostoer ze bleiwen an erëm ze waarden, bis et méi deier gëtt,

mä do wësse mer, dass do d'Konsequenze scho virauszegesi sinn an dass mer weider mussen an déi Richtung schaffen.

D'Waasser ass e selwechten Domän, wou mer wëssen, dass do eng Zäitbomm téckt a mer ëmmer méi Problemer mam Waasser kréien. An och wa mir hei zu Lëtzebuerg eis an dëser Zäit nach an enger relativ glécklecher Situatioun befannen, ass et dach wichtig, dass mer permanent op déi eenzegaarteg Ressource, déi d'Waasser duerstellt, opmierksam maachen.

Duerfir gëtt et keng Diskussioun vun eiser Säit aus doriwwer, dass mer eis eeschtlech alleguer zesumme Gedanke musse maache fir gutt Drénkwaasser an herno och, fir d'Ofwaasser erëm esou propper der Natur zréckzeginn, wéi mer et vun der Natur kritt hunn. Dass mer do allegueren un engem Strang an déi Richtung mussen zéien, ass fir eis absolut kloer.

D'Fro, déi sech fir eis an deem Kader stellt, ass d'Diskussioun, wéi wäit d'europäesch Politik an dës Politik anzegräifen huet. Wéi wäit muss an deem Domän d'Subsidiarität spillen? D'Fro ass, ob et Europa oder d'Nationalstate sinn, déi d'Zoustännegkeet missen hunn, wat d'Waasserversuergung respektiv d'Ofwaasserversuergung ubelaangt.

Mir soen do Jo a mir soen do och Neen. Jo, soe mer ganz kloer, dass et eng europäesch Kompetenz muss sinn, wat d'Qualitéit vum Waasser, vum Drénkwaasser, vum Ofwaasser ubelaangt. D'Waasserleef si grenzenlos. D'Waasser kennt keng Grenzen. Et leeft vun engem Land an dat anert, a kee Land huet duerfir d'Recht, fir Waasser, wat vläicht propper erakomm ass, op där anerer Säit knaschteg an en anert Land eriwlerlafend ze loosse.

Duerfir ass et wichtig, dass vun Europa aus d'Direktiv seet, dass mer musse bis 2015 propper Waasserleef a ganz Europa hunn. D'Ofwaasser vun eis oder vun anere kann och d'Drénkwaasser vun deenen engen oder vun deenen anere sinn.

Ech erënneren drun, dass eist Ofwaasser zum Schluss dach iergendwéi gréisstendeels an der Musel lant an da viruleeft an de Rhäin, an aus deem Waasser maachen d'Hollänner erëm hiert Drénkwaasser. Esou dass ee weess, dass dat e Circuit ass.

Datt duerfir eng international Solidaritéit an och eng Responsabilitéit muss bestoen, schéngt eis nëmmen normal ze sinn. Och d'Schutzzone fir d'Waasser schéngen eis europawäit musse geregelt ze ginn, wat d'Normen ubelaangt.

Et ass am Fong awer traureg, wann een op där anerer Säit gesäit, dass mir als 27 europäesch Staaten eng Direktiv musse maachen, duerch déi mer eis verpflichten, dat ze maachen, wat am Fong an enger Normalitéit jiddwereen selbstverständlech vu sech aus misst maachen.

Et ass am Fong eng Trauregkeet, dass mir - am Fong déiselwecht Leit, déi national Politik maachen - et bei eis net maachen an dann op Europa zouginn an dann do eng Direktiv maachen, fir eis selwer ze verpflichten, dat ze maachen.

Et ass duerfir am Fong e Gléck, dass d'Europäesch Union déi Initiativ geholl huet, fir eben hei eenheetlech Normen, eenheetlech Ziler an eenheetlech fest fixéiert Datume festzeleeën. Duerfir fënnt et eis Zoustëmmung, dass dat um europäeschen Niveau esou realiséiert gëtt.

Nee soe mer awer zum Wee fir dohinner. Do soe mir, dass misst am Kader vun der Subsidiaritéit deenen eenzelne Staaten iwwerlooss sinn. De Wee, fir dohinner ze kommen, respektiv och wat d'Finanzéierung ubelaangt, misst exklusiv de Staaten iwwerlooss sinn.

Mir opposieren eis och duerfir, dass am Kader vun Europa dergéint agewierkt gëtt, dass Europa eis fixéiert, wéi mir dohinner musse kommen, a virun allem och fixéiert quasi, wéi mer de Waasserpräis musse berechnen. Dat schéngen eis am Kader vun der Subsidiaritéit national Problemer ze sinn, an am Kader vun der Subsidiaritéit och kommunal Problemer ze sinn. An et ass och haaptsächlech wéinst deem Punkt, dass eise Grupp wäert géint dës Gesetz stëmmen.

Et sinn néng Schwéierpunkten an deem Gesetz virgesinn. Ech brauch net méi dorop anzegoen. Ech ginn op verschiddener zum Schluss nach an.

Ech wëll fir d'éischt awer mam Waasserpräis ufänken. De Waasserpräis wäert sech an Zukunft aus zwou Saachen zesummesetzen: engersäits aus enger Tax, déi vum Stat fixéiert gëtt, an da vun enger Redevance, déi vun de Gemenge fixéiert gëtt. Datselwecht fanne mer erëm beim Ofwaasser. Do gëtt et Regele fir Stéid, fir d'Industrie a fir d'Landwirtschaft. Et sinn dräi verschidde Gruppen.

Datt et regional Ënnerscheeder gëtt bei de Waasserpräisser, schéngt eis eng Normalitéit ze sinn. Déi Normalitéit kann entstoer duerch d'Topographie vun der Landschaft. Et kann awer och duerch d'Bevölkerungsdicht sinn. Et ass normal, dass ländlech Géigenden net esou staark besiedelt sinn, wéi dat a grouss städteschen Deeler de Fall ass, an dass duerfir eben d'Infrastrukturen do méi deier kommen an och doduerch do d'Präisser méi héich ginn.

Et ass awer am Sënn vun enger nationaler Solidaritéit, wou mer mat dem Prinzip averstane sinn, dass en nationalen Ausgleich do geschaf gëtt. D'Waasser ass e Recht, wat all Bierger muss kréien, wat all Mënsch muss zougänglich sinn, an et kann duerfir net sinn, dass mer d'Berechnung vun engem Waasserpräis duerch Gesetz fixéieren, an domadder Leit, déi a ländleche Géigende sinn, méi staark finanziell betraff géife ginn, wéi Leit, déi aus Stied kommen.

Ech sinn net mam Kolleeg Gira averstane, dass een dat kann ausgläichen, andeem ee seet, dass een an enger ländlecher Gemeng jo awer d'Bauplaz méi bëlleg kritt, an an der Stad kascht se eventuell méi deier, an dass een duerfir d'Waasser ka méi deier bezuelen. Ech fannen, dass dat keng Argumentatioun ass. D'Waasser ass menger Meenung no e Produkt, deen all Mënsch brauch an och all Mënsch duerfir muss zu engem räsonnabele Präis kréien.

D'Beispill ass hei geholl gi vun der Gemeng Tandel, wou gesot gëtt, och haut ass de Käschtepunkt vun der Gemeng Tandel schonn aacht Euro, a wa se nëmmen dräi Euro freet, da leet se am Fong iwwer hire Budget e Subsid bäi. Ech sinn der Meenung, dass dat d'Recht ass vun enger Gemeng, fir hir Taxepolitik esou ze maachen, dass se och sozial gerecht fir all Bierger an hirer Gemeng ass. A wa si eben déi Solidaritéit bei sech spille léisst a vläicht duerch aner Recetten déi Dépensen deckt, dann ass dat e Recht vun enger Gemeng. A wa mer muer higinn a mer bréngen dee Solidaritéitsausgleich iwwer de Wee vun enger staatlecher Subventionéierung, esou fannen ech dat richtig. Mä et muss esou sinn, dass awer all Mënsch zu engem räsonnabele Präis ka Waasser iwwerall kréien, egal wou en am Land wunnt.

►►► **M. le Président.** - Här Gibéryen, den Här Gira wëllt eng Fro stellen.

►►► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn net vill Zäit, duerfir wëll ech am Fong weiderfuere. Ass et den Här Gira, dee gären eng Fro wëllt stellen? Den Här Gira, mengen ech, huet och nach Zäit. Ech weess net, ob ech mat menger Zäit auskommen.

(*Interruption*)

►►► **M. le Président.** - Da fuert weider.

►►► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hu vun der Subsidiaritéit geschwat an hu gesot, dass mer der Meenung sinn, dass Europa an enger Rei vu Saachen an Domänen de Prinzip vun der Subsidiaritéit huet, dass d'Nationalstaaten déi also am Kader vun der Subsidiaritéit musse kënnen decidieren. A bei de Gemengen, géif ech soen, gëtt et ee Punkt, wou d'Subsidiaritéit voll spillt, dat ass, d'Gemengen dierfe Rechnungen ausstellen. D'Gemenge mussen d'Rechnungen ausstellen.

Elo kréie se gesot, wéi se hire Präis musse berechnen, a kréien och dem Stat seng Tax fixéiert, also déi zéng respektiv déi 19 Cent. Si stellen de Leit d'Rechnung aus. Et sinn d'Gemengen, déi d'Gelder souwuel fir d'Gemenge wéi fir de Stat musse encasieren. Do huet de Subsidiaritéitsprinzip voll a ganz gespillt.

De schwaarze Péiter kréien d'Gemengen a se mussen dann elo alleguer virun 2010 am Fong hir Taxen esou berechnen, fir dass se der Direktiv vum 1. Januar 2010 un entspreche kënnen.

Mir hunn en eenheetleche Berechnungsmodus. De Käschtebedeckungsprinzip soll am Prinzip spillen. D'Käschten an d'Gestioun vun der Gemeng si vu Gemeng zu Gemeng verschidden. Dass ass normal an duerfir wäerten och nach Differenzen tëschent deenen eenzelne Gemengen erauskommen, mä déi awer haut wäerten opgrond vum Berechnungsmechanismus vill méi no beienekommen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Et gëtt Gemengen, déi hu gutt Infrastrukturen, déi hunn an de leschten zéng, 20 Joer vill investéiert an d'Waasser - an d'Ofwaasserinfrastrukturen. Si hu gutt investéiert a Waasserinfrastrukturen. Si hunn zum Beispill keng Fuiten oder wéineg Fuité méi. Aner Gemengen hu vill Fuiten. Alles dat huet eng Répercussioun op de Präis.

Duerfir ass et och wichtig, dass mer dat um Niveau vun de Gemenge loosse an dass mer keen nationale Waasserpräis tel quel fixéieren, well déi Gemengen, déi investéiert hunn an hir Infrastrukturen an doduerch e bessere Rendement kréien, hu jo iwwer de Wee vun hirem Budget Investitiounen an der Vergaangenheet gemaach, an dass duerfir dann awer herno de Waasserpräis eventuell liicht méi bëlleg ass wéi an anere Gemengen, schéngt mer awer eng normal Konsequenz vun där Politik.

Et wier och falsch, wa mer géifen en eenheetleche Waasserpräis maachen, well d'Gemengen dann net méi ugehale wieren, fir vläicht esou intensiv an d'Infrastrukturen ze investéieren, wéi dat am Fong d'Normalitéit misst iwwerall sinn. Duerfir ass ganz kloer, dass et Differenzen tëschent de Gemenge wäert ginn.

Eng Fro, déi an der Kommissioun diskutéiert ginn ass an op déi ech awer bis haut keng kloer Äntwert kritt hunn - ech wier vläicht frou, wann de Minister nach eng Kéier géif herno bei senger Interventioun e Versuch maachen, fir net nëmme mir, mä och nach ville Leit am Land a virun allem de Gemengen dat ze soen: Wéi grouss ass de Spitt vun enger Gemeng bei der Applikatioun vun der Berechnung?

Et ass eng Kéier gesot ginn, d'Gemenge kënnen am Prinzip awer dach bal maachen, wéi se wëllen. Déi aner Kéier ass gesot ginn, si musse sech strikt un d'Gesetz, un d'Konditiounen halen. Do gesäit een net kloer. Et misst een also emol genau wëssen, wéi grouss iwwerhaapt de Spitt ass.

A wat ass, wann eng Gemeng net virum 1. Januar 2010 higeet a seet, mir applizéieren dat doten tel quel, wéi et gewënscht ass, mir sinn aus där enger oder anerer Ursach anerer Meenung?

Da muss ee wëssen, dass de Präis, wann en esou applizéiert gëtt, an d'Luucht geet. Ech hunn déi Ausso vum Kolleeg Gilles Roth de Moien hei net esou richtig verstanen. De Kolleeg Gilles Roth huet gesot, de Waasserpräis gëtt am Prinzip net méi deier; wat soss iwwer de Budget bezuelt gëtt, dat gëtt elo vun de Leit bezuelt.

(*Hilarité*)

Jo, da kann ee vläicht soen, global gesinn huet et nach ëmmer datselwecht kascht. Mä fir deen Einzelne gëtt et awer méi deier! Dat hat den Här Roth wahrscheinlech a sengen Iwwerleeungen net esou prezisiéiert.

Dat ass d'Beispill vun Tandel, wou gesot gëtt, ma et huet och elo schonn aacht Euro kascht, wann d'Leit och keng aacht Euro bezuelt hunn, der nëmmen dräi bezuelt hunn, a wa muer d'Leit déi aacht Euro bezuelen an de Budget se net méi finanziéiert, dann ass et global gesinn net méi deier ginn, mä et gëtt awer méi deier fir d'Leit.

Et muss een oppassen, dass déi Nuance do vum Här Roth net ënnergeet an d'Leit herno mengen, et géif fir si och net méi deier ginn. Ech wollt dat just dofir kloerstellen. Et gëtt méi deier. Dat muss een de Leit soen.

Et muss een dovun ausgoen, dass et an der Moyenne pro Kapp, pro Bierger dierften 200 Euro d'Joer sinn, wat d'Waasser méi deier gëtt. Dass ass net nääsch.

Bei enger Famill mat zwee Kanner muss een dovun ausgoen, dass déi bei engem normale Waasserverbrauch bis 800 Euro d'Joer zousätzlech wäerte kréien. A wa mer wëssen, wat an den nächste Jore souwisou op d'Leit alleguer duerkënnt - mir hu gëschter a virgëschter d'Budgetsdebatt hei gehat, wou mer heibannen eis eens doriwwer waren, wéi schwéier d'Situatioun wäert an deenen nächste Jore ginn, fir de Stat, fir d'Gemengen, dass d'Budgeten net méi wäerten opgoen, wou dann nach zousätzlech Belaaschtunge kommen -, da muss een dat heiten och doranner mat apaken a soen, dass et da fir ganz, ganz vill Leit méi enk gëtt.

Mir bedauern, dass mer net de Gemengen d'Méiglechkeet ginn hunn, fir do méi sozial an den Tariffer virzegoen. Déi Proposition, déi an d'Gesetz do bäikommt ass, dass d'Gemenge kënnen eng Allocation de vie chère iwwer e Reglement aféieren, ass ze begrëissen. Dass war am Fong eng Iddi - dat muss ee fairerweis soen -, fir déi de Kolleeg

Negri sech an der Kommissioun vill agesat huet, bis et esou wäit war, dass dat an d'Gesetz komm ass. Dat war déi lescht Méiglechkeet, déi mer an déi Richtung nach konnten duerchsetzen, well vun der Regierung aus war am Fong net virgesinn, fir eng sozial Komponent mat an dat Gesetz hei eranzubringen. Et huet laang gedauert, bis dat doten drakomm ass.

Mä et muss een awer wëssen, dass dat doten och erëm eng Prozedur ass - ob-schonn ech frou sinn, dass se drakomm ass -, wou sech awer d'Leit erëm esou e bësse wéi d'Heescherten hei am Land mussen virkommen. D'Leit mussen och elo fir d'Waasser eng Demande maachen. Si mussen op d'Gemeng goen an da mussen se eng Demande maachen. Si mussen Certificatë bréngen. Si mussen Paperasse bréngen. Et mussen Prozedure lafen, fir de Leit dann eng Allocation de vie chère zoukommen ze loosse.

(Interruption)

Vill Leit fille sech gekränkt an hirer Eier, dass se an engem Land wéi Lëtzebuerg mussen Démarché maache goen op eng Gemeng, fir eng Allocation de vie chère ze kréien, fir wéi an deem Fall eppes Normales, wat dat Normalst vun der Welt misst sinn, fir kënnen Waasser hei ze kréien.

Da sinn ech och, Här President, der Meinung, dass - esou wéi mir d'Direktiv hei emsetzen - Lëtzebuerg da wäert herno dat Land sinn, wat, souwuel wat d'Waasser wéi d'Ofwaasser ubelaangt, dat deierst Waasser wäert hunn an der ganzer Europäischer Union.

Mir sinn dat lescht Land, wat d'Direktiv emsetzt. Mir hunn an der Kommissioun eng Tabell kritt, net vun alle Staten, mä vu ville Staten, wou deenen hir Tariffer opgezeechent si ginn, an déi d'Direktiv awer emgesat hunn, vläicht nach net applizéieren,...

(Interruption)

...vläicht net applizéieren,...

» **Une voix.** - Dat ass wichteg.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass wichteg. ...mä déi leien esou déif! Wa mer Italien kucken, wou et praktesch ënner engem Euro läit, da misst jo awer an Italien, kéint ech mer virstellen, wann déi se esou applizéiere wéi mir - an ech ka mer virstellen, dass d'Waasserschutzmoosnamen an d'Ofwaasserbetrieung do net ka méi bëlleg si wéi hei -, wann dann do misst d'Waasser och herno op siwen, aacht, néng Euro eropgoen, da kéint ech mer virstellen, dass an Italien géif d'Revolution ausbriechen.

Duerfir mengen ech, wa mir fäerdeg sinn, da si mir hei zu Lëtzebuerg dat Land, an dat huet sech jo aus där Tabell eraus erginn, wat herno wäert deen deierste Waasserpräis an Ofwaasserpräis a ganz Europa hunn.

Wa mer awer elo hei iwwert déi Taxe méi Suen an d'Statskeess erakréien, da misst mer och à même sinn, fir méi séier an eis Kläranlagen ze investéieren, fir d'Land wierklech flächendeckend ze versuergen. Et misst eist Zil sinn, och wa mer elo kuerz virun 2009 sinn, dat awer bis 2015 ze realiséieren.

Ech géif vun eiser Säit aus och do proposéieren, dat virzezéien. Mir hu gëschter a virgëschter hei esou vill dovunner geschwat, dass Projete misste virgezou ginn, fir eisem Bau, eisem Handwierkssektor méi Commanden zoukommen ze loosse. Hei wier eng Méiglechkeet, fir dat virzezéien. Hei kritt de Stat zwar eréischt vun 2010 u méi Suen duerch déi Taxe hei a sâi Fong, mä näischt kéint verhënneren, dass de Budgetminister géif Kreditter, déi op anere Fongestinn, deemem Fong elo zousätzlech virgezou zur Verfügung stellen, déi hien dann herno kéint erëm iwwert de Fong, well Suen ze vill do sinn, zrëckginn, dass hei also Gelder géife virgestreckt ginn, fir esou séier wéi méiglech am Land doranner ze investéieren, fir och der Kris ze begéinen an op där anerer Säit eist Zil ze errechen.

Well et wier wierklech blamabel, wa mir, eent vun deene Länner, wat sech jorzéngtelaang iwwerall gebretzt huet, eent vun de rächste Länner vun der Welt ze sinn, 2015

misste soen, mir hunn et net fäerdeg bruecht, dass eist Ofwaasser gekläert a propper ass.

En anert Wuert nach. Här President, ech mengen, dass et e ganz komplizéiert Gesetz ass, well d'Kommissioun 19 Sitzungen doriwwer getaagt huet, a mer nach, wa mer ganz éierlech sinn, an enger ganzer Rei vu Froen, wa mer géifen heibannen en Oral maachen, géife vill Noexame kréie bei de Membere vun där Kommissioun, well se an enger Rei vu Froen nach net genau wëssen, wéi alles gemengt a geduecht ass a wéi et applizéiert gëtt.

Da mussen mer wëssen, wéi mer dat deenen 116 Gemengen elo wäerte bannent e puer Méint bäibréngen, esou dass déi verstinn, wat mir nach net alleguer esou richtig verstanen hunn, déi elo iwwer zwee, dräi Joer alles am Detail matdiskutéiert hunn.

Duerfir ass et eng wichteg Saach fir de Minister, dass hie sech elo wierklech esou guitt organiséiert mat senger Servicer, fir dass d'Emsetzen an d'Applikatioun vun deem Gesetz hei och esou séier wéi méiglech wäerten un d'Gemenge weidergoen, well soss kréie mer de Problem, dass dat och nach zousätzlechen administrativen Opwand wäert bréngen. Ech mengen, däers si mer eis bewosst, an dat mécht d'Saach net méi licht.

Här President, meng Riedezäit ass elo ofgelaf. Duerfir géif ech soen, Här President, ofschléissend, dass d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll, eng duebel Roll heiranner ze spillen huet, souwuel wat de Schutz vun de Gewässer ugeet wéi och beim Ofwaasser.

Duerfir schéngt et eis wichteg - well mer et schon net konnten iwwert de Wee vun dem Gesetz erméiglechen -, dass mer do speziell Waasserpräisser kënnen fixéieren, fir deenen zousätzleche Belaaschtungen, déi d'Landwirtschaft kritt, entgéintzekommen. Duerfir hu mer och déi Motioun mat ënnerstëtzt, fir dass mer iwwert dee Wee da staatléche Hëllef vis-à-vis vun der Landwirtschaft kënnen bewëllegen, fir do e gerechten Ausgleich ze maachen, well ouni eng Landwirtschaft, déi an deem Domän matschafft, ass souwiesou dat Ganz net vu grousem Sënn.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier betounen, dass mir deem Gesetz net wäerten zoustëmmen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och dem Här Rapporteur Félicitatiounen fir säin explizite Rapport.

Ech begréissen et, dass mer och endlech opgrond vun enger Direktiv elo kënnen kloer Kritären aféieren, déi versichen, all Facettë vun Waasserverbrauch a vum Waasser-schutz ze regelen.

Och wa verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz hei vläicht zimlech diktatoresch kléngen, well de Ministère de tutelle iwwerall d'Dispositiounen praktesch huet, esou schéngt et mer awer wichteg, dass mer all Verdeelungs- a Schutzmoosnamen mussen koordinéieren, wa mer wëlle konsequent virgoen.

Dass d'Waasser eng liewenswichtig Substanz ass, brauch wuel net extra ernimmt ze ginn. An obwuel mer allegueren hei där Meinung sinn, gi mer awer, mir mat ageschloss, ganz oft onverantwortlech domat em, ouni eis deem awer meeschtens bewosst ze sinn.

Mir si gewinnt eben, dass aus eise Krinn dat propperst Waasser vun der Welt erausleef a stellen eis ganz rar Froen, wéisou dass dat esou ass a vu wou dass et hierkënn. Eist Waasser ass esou guitt an esou propper, dass mer et zu Biekerech souguer direkt a Fläsche kënnen féllen a verkafen.

Här President,...

(Interruptions diverses)

Awer recycléierbar. Dat muss awer emol kloer gesot ginn.

» **Une voix.** - Absolut!

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, d'Waasser ass en Allgemenggutt a gehéiert all Mënsch, an duerfir muss och all Mënsch Zougang dozou hunn, ouni dass hie muss op aner Servicer aus finanzieller Grënn verzichten.

Et duerf duerfir net virkommen - an ech si frou, dass dat hei och kloergestallt ginn

ass -, dass d'Waasser liberaliséiert an domadder och kommerzialiséiert ka ginn.

Den Här Rapporteur huet Recht, wann hie seet, dass an Zukunft, wann net schonn elo, a verschidde Regiounen vun der Welt d'Recht op Waasser zu Konflikter ka féieren. Ech si verschiddentlech an Afrika a weess, wéi schlëmm et ass, wa Waassermangel besteet, a wéi schlëmm et awer och ass, wann een dat Waasser, wat ee virfënn, och nach muss ofkachen, fir dass een et iwwerhaupt kann drénken, wann een net wëllt riskéieren, dass een eng Krankheet opreeft.

Duerfir muss kloer vermëttelt ginn, dass ee mam Waasser soll vorsiichteg ëmgoen, an et muss kloer Kritären agefouert ginn, fir dass d'Waasserleef och net onnéideg verschmottzt ginn. Wat d'Waasser méi propper gehale gëtt - dat soll och emol kloer sinn -, wat mer manner Infrastrukture brauchen, fir et ze sanéieren, a wat esou de Präis och méi niddreg gehale ka gi vum Waasser.

Duerfir ass et effektiv esou, wéi schonn hei virgefouert ginn ass, dass mer onbedéngt déi Kläranlagen alleguer mussen awer realiséieren, déi mer brauchen, fir dass mer propper Waasser behalen.

Mir sollen och spuwersam domat ëmgoen an de Leit kloermaachen an eis bewosst sinn, dass, wann d'Klima sech nach méi erhëtz, d'Waasser enges Daags méi eng grouss Valeur kritt wéi d'Gold.

Ech wëll, Här President, awer och net hei verfeelen, e puer Bemierkungen ze maachen zum Waasserpräis. Et gëtt de Gemengen erëm zougeschouert, dass se Méiglechkeete schafe mussen, fir de Waasserpräis sozial ze gestalten. Dat heescht, de Stat schreift e Waasserpräis vir, an d'Gemenge mussen dann derfir suergen, dass e fir d'Bierger sozial verträglech gëtt.

Fir mech wier et virop méi kloer gewiescht, wa mer vun uewen erof e kloer soziale Präis fir deen eenzelne Verbraucher definéiert hätten. Dat heescht, ee Präis fir deen Einzelnen a fir déi Leit, déi sozial schwach sinn, mat enger sozialer Staffelung. Awer dann e kloer Präis fir d'Familje mat Kanner, an dat jee no Zuel vun de Kanner, well d'Familje mat Kanner jo dee gréisste Waasserverbrauch hunn. Well et kann einfach net sinn, dass duerch d'Héicht vun engem Waasserpräis dann op eemol déi elementar Hygiène fir d'Kanner präziséiert kéint ginn.

Et duerf och net sinn, dass d'Gemengen d'Taxe fir d'Waasser mussen andreiwen an da muss Sozialhëlfelefen zouschoueren, fir déi dee Betreffenen dann erëm eng Kéier muss bei d'Gemeng biede goen. Dat ass eng aarmséileg Heeschepolitik, déi et bei verschidden aneren Taxenerhéijungen och scho gëtt. Dat heescht, wann ech d'Escher Gemeng kucken, do ginn dann d'Taxen ëm sechs Milliounen erhéicht, an da gëtt eng Millioun an de Budget agesat, fir dat sozial ofzefiedereren. Dat ass eng Politik, déi...

» **Une voix.** - Dat ass eng geziilt Sozialpolitik!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Dat nennt Dir geziilt Sozialpolitik, wann d'Leit mussen heesche goen?

(Interruption)

Wann d'Leit mussen bei d'Gemengen heesche goen, dat nennt Dir Sozialpolitik?

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dat ass net heeschen. Fir d'Kannergeld muss ee jo och eng Demande maachen.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Et gëtt eng Méiglechkeet, fir d'Präisser esou ze staffelen, dass d'Leit net brauchen heeschen ze goen. Dir misst lech vläicht emol eng Kéier doriwwer Gedanke maachen.

(Interruption)

Jo, mä natierlech, wann Dir fäerdeg sidd, geet techesch guer näischt.

(Interruption)

Et geet just dat, wat Dir gären hätt, awer dat, wat einfach realistesch ass a wat ouni vill Problemer kéint geregelt ginn, dat kritt Der net ronn.

Ech soen lech, d'Recht op Waasser duerf net duerch en onsoziale Waasserpräis hypothekéiert ginn, a wann dat Gesetz hei duerchgeet, da geschitt dat awer.

Här President, dann nach ganz kuerz e Wuert zum Ofwaasser. Och do sinn d'Gemengen zoustänneg fir d'Andreiwe vun deeser Taxe, eben doduerch, well iwwert d'Compteure vun de Gemenge festgestallt gëtt, wéi vill Waasser verbraucht gëtt. D'Ofwaassertax kann also fir deen eenzelne Bierger a fir d'Betribere aus där Gemeng,

wann deenen hir Compteure vun der Gemeng kontrolléiert ginn, genau berechent ginn.

Mä wéi ass et awer mat deene Betriber - an där gëtt et -, déi hiert Waasser direkt vun der SES geliewert kréien an net um Compteur vun enger Gemeng hänken? Wie verrechent do d'Ofwaassertax? Well mir hunn hei am Land eben där Betriber nach ëmmer, wéi zum Beispill d'Brauereien oder wéi zum Beispill ArcelorMittal, déi doduerch, dass se hiert Waasser direkt vun der SES kréien, net iwwert d'Compteure vun de Gemenge fueren an doduerch och hire Waasserpräis net esou kënnen verrechent kréien.

Wie verrechent deenen hire Waasserpräis? Well och déi hu schliesslech jo awer mat-zehëlfelefen, dass mer eist Waasser propper halen, a solle Strukture matfinanzéieren, fir d'Waasser propper ze halen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den nächsten a leschte Riedner ass den Här Kaes.

» **M. Ali Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'éischt, mengem Frënd a Kollege Marco Schank fir seng vill Aarbecht, déi hien an engem schwierigen Dossier gemaach huet, ze félicitéieren a Merci ze soe fir alles dat, wat hie beweegt huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass ganz richtig, an deem Gesetzesprojet hei gëtt et sécher ganz, ganz villes, wat positiv ass a wat fir d'Zukunft, wann et da soll gestëmmt ginn, eng ganz Rei Ännerungen erbäifert.

Et ass richtig, wann ee seet, dass endlech e Kadergesetz kënn, wat u sech all Problemer beréiert, déi d'Waasser ugeet.

Awer et ass och richtig, an et ass scho méi dacks heibanne gesot ginn, dass dat dote Gesetz riskéiert net d'Problemer vun den Ënnerscheeder vum Präis vun Dréngwaasser a vun den Ënnerscheeder vum Präis vum Ofwaasser ze léisen, an domadder den enormen Ënnerschied tëschent de Präisser jee no Regioun, jee no ländlechem respektiv städteschem Raum.

Jo, et ass heibanne gesot ginn, dass ech ee vun deene wier, déi absolut kämpfe fir en eenheetlechen, en Eenheitswaasserpräis. Ech kann deene Leit, déi dat gesot hunn, nëmme soen, dat stëmmt. Ech sinn e ferventen Unhänger vun engem Eenheitswaasserpräis, an dat aus ganz gudden an aus tréftegen Ursachen.

Et ass ganz einfach esou, dass den eenzelne Bierger awer och a kenger Hisiicht verantwortlech ass fir dee Präis, dee Gestehungspräis vum Waasser, deen nun emol a senger Regioun respektiv fir seng Gemeng, fir säin Duerf ufält. Et ass also ganz kloer, dass d'Facteuren, déi a sech zu deem Gestehungspräis féieren, vun enger ganzer Rei vun eenzelne Problemer ofhänken, déi e risegen Ënnerschied ausmaache kënnen tëschent dem städtesche Raum, wéi ech et scho gesot hunn, an dem ländleche Raum.

Ech wëll och hei ganz kloer eng Rei vu Beispiller opzielen, an da wëll ech ganz kloer un d'Adress vum Här Gira soen, dass, wann de SIDEN, dee jo hei zitéiert ginn ass, méi deier Kläranlage baut - wann dat da soll de Fall sinn an deem engen oder anere prezise Fall -, dann huet dat och prezis Ursachen.

Et ass nun eben en Ënnerschied an der Klärtechnik, ob een dat Ofwaasser an eng kleng Baach entléisst oder ob een dat Ofwaasser an e méi grouse Floss entléisst. Do muss gegebenefalls eng aner Klärtechnik agesat ginn.

Dann ass et och en immensen Ënnerschied, ob een esou eng Anlag a méi engem sensibelen Naturgebitt baut oder net. Grad den Här Gira misst dat jo voll a ganz ënnerstetzen, dass mer versichen, wa mer Kläranlagen bauen, wéi déi am Heischtergronn, wat eng deier Kläranlag gëtt, wat och duerno ganz deier wäert ze stoe kommen, mä ech kommen nach dorop ze schwätzen. Wann een an engem onberéierte Sauerfall eng Anlag muss histellen, da muss een do op vill Elementer oppassen, fir dass dat esou verträglech mat der Natur ass wéi iergendwéi méiglech. A wann deem esou ass, Dir Dammen an Dir Hären, da bréngt dat Käscht mat sech.

Da bréngt dat schonn einfach Käscht mat sech, well déi zoustänneg Instanze vum Environnement eis Oplage ginn, déi se an anere Regiounen, déi se op aner Plazen, Dir Dammen an Dir Hären, an där Form ganz einfach net ginn, well dat Gebitt do manner sensibel ass. Esou wäit zu dem Ënnerschied tëschent de Kläranlagen.

Dann ass et ganz kloer esou, dass et och vun der Topographie ofhänkt. Ech hunn do zwou Méiglechkeeten: Ech baue fir all Duerf eng

Kläranlag an ech brauch d'Waasser zum Beispill net ze pompelen. Datselwecht géllt och fir d'Drénkwaasser, well och do muss een et emol op deen héchste Punkt kréien, fir et dann am fräie Fall lafen ze loossen. Mä et ass awer ganz kloer esou, an ech huelen erëm d'Beispill Heischtergronn, wou eng Kläranlag gebaut gëtt, wou sechs Gemengen dran ausschëdden a wou et, wéi op villen anere Plazen, méi Héichten an Déifte gëtt an doduerch dacks muss gepompelt ginn, an doduerch ënnerwee komplizéiert Infrastrukture muss gebaut ginn. Dat ass ganz dacks de Facteur, deen dozou féiert, dass déi gesamt Infrastruktur an engem enorme Mooss méi deier gëtt, ouni dass mer gëlle Krinn - wéi dat mer jo bei dëser oder där Geleeeënheet zu Ouere komm ass, a wat och Termé waren, déi an der Kommissioun gesot gi sinn - am Norde géifen an d'Kläranlagen abauen.

Ech wëll just alleguerten deene soen, déi déi Anlage wëlle kucke kommen, dass do Qualitätsmaterial verwennt gouf, well wa mer net Qualitätsmaterial verwennen, da kënne mer se no zéng Joer zréck oder nei bauen. Duerfir setze mer korrekt Material an, mä et si bäi Wäitem keng gëlle Krinn. Et ass just dat, wat ee brauch, fir eng optimal a laangfristeg orientéiert Ofwaasserentsuegung am Norden ze assuréieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Et ass also ganz kloer, wann ee Pompelwierker baue muss, wann ee Réckhalebecke baue muss, wann een esou vill Kilometere Kollektore baue muss, fir heiansdo nëmme 500, nëmme 1.000 Leit ze entsuegen, da féiert dat ganz einfach dozou, dass do supplementär Käschte kommen, an dann ass dat bei Gott net d'Schold, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun dem Einzelnen, an dann duerf och net deen Einzelnen duerfir misse bludden!

Duerfir ass et scho gutt, dass et geographesch, topographesch an ökologesch Méiglechkeete gëtt an deem Text, mä fir mech ass dat alles immens vag. Wéi dat herno ausgeluecht gëtt, dass weess nach keen esou richtig, an et weess nach keen, op wat fir e Präis mer schlussendlech an deenen eenzelne Regione kommen.

Fakt ass, dass mer am Moment zu Wäisswampech e Präis hunn, deen an d'Gréissenerdnung vun zwielef Euro geet. Firwat geet dat an d'Gréissenerdnung vun zwielef Euro? Dat wëll ech dann och erklären.

Ee vun den Hauptfacteuren ass erëm eng Kéier d'Kläranlag, eng performant Kläranlag - an den Här Meyers kennt déi Géigend ganz gutt -, déi d'Ofwaasser an eng ganz sensibel Baach ausschëtt, wou den Débit vun där Baach immens kleng ass, de Summer nach méi kleng ass, a wou een ëmsou genauer muss d'Rengung vun deem Ofwaasser virhuelen, fir déi Baach net ze vill ze belaste. Duerfir ass et also ganz kloer, dass et huet missen eng ganz performant Anlag sinn.

Ech wëll awer emol eng Kéier soen, dass déi Anlagen zu engem groussen Deel heibanen duerch Gesetzer ofgestëmmt ginn, votéiert ginn, accordéiert gi vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, och autoriséiert ginn oder nogekuckt ginn. Et ass also net esou, wéi wann do iergendee Syndikat egal wat géif maachen an onresponsabel do géif handelen. Et ass einfach lächerlech, wann een esou Aussoe mécht, mä et ass eng Realitéit, dass et eben téschent engem ländleche Raum, an notament téschent engem Norden an engem Zentrum, extrem grouss Ënnerscheeder gëtt. Wann een dann och nach d'Dicht vun der Populatioun hält, dat heescht wéi wéineg Leit op enger relativ grousser Fläch wunnen, da versteet ee ganz kloer, dass do muss en extrem héije Präis erauskommen. De Moment leie Präisser um Dësch - déi puer Präisser, déi ausgerechent sinn - téschent véier an zwielef Euro. Dat ass also vum Einfache bis dat Dräifacht!

Ech wëll lech ganz kloer soen - an do kommen ech nach eng Kéier op den Heischtergronn ze schwätzen -, dass am Heischtergronn eng Kläranlag gebaut gëtt, fir déi...

► **Une voix.** - Wann esou vill doriwwer geschwat gëtt, da muss et eng gutt sinn.

(Hilarité)

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Dat sollen d'Bierger dobaussen entscheiden. Am Heischtergronn gëtt eng Kläranlag gebaut, déi eenzeg, déi eng véiert - fir déi, déi vläicht eppes dovun verstinn - Rengungsstuf huet,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift! Den Här Kaes huet d'Wuert a soss keen.

► **M. Ali Kaes (CSV).** - ...an déi véiert Rengungsstuf nennt sech Désinfection an ass dofir do, fir dass ënner där Kläranlag an der Sauer u sech een nach soll kënne schwamme goen.

Dat ass jo just fir den Här Schank oder fir déi anere Buergermeeschterkolleegen aus där Region, oder ass et net zoufälleg fir d'Allgemengheet?!

Den Här Schank a seng Buergermeeschterkolleege mussen awer hire Bierger herno déi Käschten, déi doraus resultéieren, verrechnen. An da soen ech lech, dass ass absolut ongerecht!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här Schank, dass do ass net einfach!

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Esou einfach ass dat. Dass ass absolut ongerecht, an duerfir kann een dat doten net esou gesinn, an duerfir soen ech ganz kloer, et kann nëmme een Zil an deem Land hei sinn, dass ass aus all deene Fakten...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

► **M. le Président.** - Här Bettel, den Här Kaes huet d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Aus all deene Facteure muss d'Solidaritéit spillen - Merci, Här Bettel. Et duerf net de ländleche Raum d'Käschten droe vun där ganzer Operatioun, mä hei muss ganz kloer an deem Land d'Solidaritéit spillen, an d'Solidaritéit kann nëmme esou sinn, dass mer an deem Land dann les meilleurs délais en Eenheitswaasserpräis kréien: fir all Bierger deeselwechte Waasserpräis. Well, Här Gira, mir hunn och deeselwechte Stroumpäis. Mir hunn deeselwechten Telefonspräis, an och den öffentlechen...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift! Den Här Kaes huet d'Wuert a soss keen. Loosst hien dach a Rou schwätzen!

(Interruptions diverses)

► **M. Ali Kaes (CSV).** - ...Transport ass ganz kloer eng Saach vun Ënnerstützung och am ländleche Raum, well do fuere bekanntlech manner Leit mat dem Bus.

(Interruptions)

Här Bausch, Solidaritéit...

(Interruption)

Dir misst lech och e bësse vläicht emol eng Kéier iwwerleeën, wat dat Wuert Solidaritéit beedeit. Méi wëll ech lech net soen.

Ech wëll nëmme just hei soen, dass och den öffentlechen Transport eenheetlech opgebaut ass an et do also och keng Differenze gëtt.

An da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Brouhaha général)

An da kommen ech...

Här Bettel, et wier eng Ursoach fir déi Uertschaft, eleng well Dir deen Numm...

► **M. le Président.** - Lauschtert emol, wann ech gelift!

(Coups de cloche de la Présidence et hilarité générale)

Lauschtert, ënner deenen doten Ëmstänn kann den Här Kaes jo hei keng korrekt Ried halen.

► **Une voix.** - Mir si jo net an enger Büttenried hei!

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Wien d'Büttenried hei gehalen huet, dass sief emol dohinnergestallt. Schwätzt emol mat Ärem Kolleeg vun hannendrun.

(Hilarité générale)

Net méi spéit wéi de Moien hunn erëm eng ganz Rei Gemengen de Pacte logement ënnerschriwwen, wou et ënnerschiddlech...

► **Une voix.** - Loosst mer emol doriwwer schwätzen!

► **M. Ali Kaes (CSV).** - ...Präisser gëtt, jee nodeem ob ee sech ganz schnell, schnell oder méi lues soll dévelloppéieren, dass heescht wuessen a senger Gemeng. Déi, déi ganz schnell solle wuessen, déi kréie méi en héije Präis wéi déi, déi IVL-gerecht solle wuessen. Dat anert si jo d'CAen. An da gëtt et déi, déi méi lues solle wuessen. An dozou

gehéieren erëm eng Kéier virun allem eng Rei méi kleng ländlech Gemengen.

Et gëtt Gemenge vun aacht Dierfer, wat dann d'Gemeng Tandel ass, déi haut jo esou dacks ernimmt ginn ass. Wann ech awer dann op Wëntger ginn, da sinn dat 20 Dierfer. Wann esou Gemengen net IVL-gerecht sinn, dann ass dat eng national Décisioun, dann huet dat och mat Sécherheet seng Ursoachen an da muss een op bestëmmte Saache Rücksicht huelen. A wann de Stat décidéiert, wa mir décidéieren, dass dat soll geschéien, da kann ech awer net gläichzäiteg soen: Herrschaften, Dir hutt awer elo Pech, Dir kënnt lech net entwéckelen!

Well nëmme doduerch, dass ech vill Leit méi kréich, dass ech vill Leit méi a meng Gemeng kréich, kéint ech mäi Präis reduzéieren. An iwwert dee Wee, dass ech awer gebremst ginn, fir méi Leit an d'Gemeng ze kréien, ass et ganz kloer esou, dass de Präis pro Kubikmeter Waasser fir meng Bierger oder fir d'Bierger aus all deene Gemengen, déi an darselwechter Situatioun sinn, wäert extrem, extrem héich bliwen.

Dann ass et och ganz kloer esou, dass mer nach en anere Problem hunn. Et ass schon am Gesetz virgesinn, dass een e spezielle Präis soll fir d'Landwirtschaft maachen an dass een e spezielle Präis soll fir d'Industrie maachen.

Dat ass alles schéin a gutt, mä och hei soen ech ganz kloer - ech fänken emol bei der Landwirtschaft un -, d'Bauere brauche ganz, ganz vill Waasser a sinn op dat Waasser absolut ugewisen. Da kann et also net sinn, dass, jee nodeem wou ech Bauer sinn, u sech dat Wéineg, wat ech souwisou als Bauer nach verdéngen, och nach zu engem groussen Deel dovun ofhänkt, ob ech Waasser zu engem räsonnabele Präis kréien oder net.

An duerfir soen ech ganz kloer, et kann net aneschters sinn, wéi dass et an deem Land hei ee Präis,...

(Interruption)

...ee Präis fir d'Landwirtschaft gëtt an ee Präis och fir Betriber gëtt.

Och hei huelen ech e Beispill: Wann e Schluechthaus zu Ettelbréck en enorm deiere Präis un Ofwaasser ze bezuelen huet, well dat Ofwaasser an enger héich technologescher Kläranlag gebotzt gëtt, an op anere Plazen eventuell e Schluechthaus steet, wou d'Ofwaasser net vill bis guer net gereengt gëtt, dann ass dat ganz kloer eng Concurrence déloyale.

A fir déi Concurrence déloyale ze verhënnern, soen ech och ganz kloer, kann et nëmme esou sinn, dass et ee Präis gëtt och fir d'Industrie, dass heescht fir d'Betriber.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass een dee Solidaritéitsfacteur, deen elo scho méi dacks genannt ginn ass, hätt kënne wonnerbar spille loosse - an et gëtt eng Rei Leit heibanen, déi darselwechter Meinung sinn -, wann een de Courage gehat hätt, déi Taxe de prélèvement an déi Taxe de rejet, déi eng vun zéng Cent an déi aner vun 19 Cent, e gudder Krack méi héich ze maachen - ech soen dat ganz kloer, - an dat ze huelen, fir déi Ausgläicher spillen ze loosse, fir dass ee kann an enger Iwwergangszäit, bis een all déi Mechanismen ëmgewandelt huet, déi eventuell haut net direkt den Eenheitswaasserpräis erméiglechen, déi Suen huelen, fir déi Ausgläicher ze schafen, an domadder net vun engem harmoniséierte Waasserpräis schwätzt, wat keen harmoniséierte Waasserpräis ass.

Well wann een eng harmoniséiert Berechnungsmethod oder déiselwecht Berechnungsmethoden huet, da gesitt Dir jo un deene Beispiller, déi ausgerechent gi sinn, wat fir eng Ënnerscheeder an der Realitéit entstinn.

Duerfir kann et wéi gesot net aneschters sinn, wéi dass mer iwwert deen dote Wee oder iwwer aner Weeër - ech wëll dat nach eng Kéier soen - definitiv zum Eenheitswaasserpräis kommen.

An da kommen ech lues a lues zum Schluss a wëll soen...

► **Plusieurs voix.** - Neen! Oh!

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Dir musst lech nach e bësse gedéllegen.

Da kommen ech lues a lues zum Schluss an ech wëll lech soen, dass u sech eng Motioun virbereet war, déi all deenen dote Facteure Rechnung gedroen huet. An deem Text stoung kloer dran, dass soll ebe Rücksicht geholl ginn téschent dem ruralen an dem urbane Beräich, dass heescht téschent dem ländlechen an dem städtesche Raum. Et stoung och ganz kloer dran, dass d'Zil muss sinn, „dans les meilleurs délais“ en Eenheitswaasserpräis ze kréien.

Et stoung dran, dass an enger Iwwergangszäit een a sech misst esou no wéi méiglech beienee komme fir d'Ménagen, an dat doduerch, dass ee géif soen, all déi Infrastrukturen, déi ausserhalb vun den Agglomeratiounen leien, dass een déi Käschten, déi doraus resultéieren, zesummerechent...

(Interruptions diverses)

...an dann do d'Solidaritéit spille léisst; dass ass ganz kloer. Och dat stoung...

Gitt mer eng Chance! Ech erklären lech dat alles.

(Coups de cloche de la Présidence)

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, wann ech gelift, da loosst awer den Här Kaes hei seng Ausféierung maachen!

(Interruption)

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Ech erklären lech, firwat dass se net deponéiert ginn ass. Ech hätt et schon erkläert, wann Der fäerdeg wiert mat Äre Remarquen.

(Interruption)

Dir kommt zu Éieren, dass Der dat erkläert kritt.

(Interruption)

Hei, den Här Bausch huet och schon eppes héieren.

(Hilarité et interruption)

Et ass also ganz kloer, dass do och drastoung, dass, wéi gesot, bei allem, wat un Infrastrukturen ausserhalb den Agglomeratiounen ass, misst eng absolut Solidaritéit spillen, iwwert de Fonds de compensation, iwwert de Statsbudget. Och dat stoung do dran. An et steet natierlech an där Motioun, oder an deem Projet de motion stoung dran, oder steet dran,...

(Brouhaha et hilarité)

Also gleeft mer es, Dir kënnt hei esou laang laache wéi Der wëllt, dass stéiert mech grad kee Pond. Ech soen dat hei, wat ech ze soen hunn.

(Interruption)

Ech kann lech soen, ech hu ganz vill Bierger, déi darselwechter Meinung sinn. Dat wäert Der da vläicht...

(Interruption)

...an deenen nächste Méint gesinn, wéi vill Bierger darselwechter Meinung sinn!

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Här Kaes, loosst lech net provozéieren a fuert virun!

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Ech wëll ganz kloer hei soen, dass an där Motioun ebenfalls drastoung, dass et, soubal dat Gesetz ëmgesat géif ginn, misst en Eenheitswaasserpräis fir d'Agriculture an en Eenheitswaasserpräis fir d'Industrie ginn.

► **M. le Président.** - Här Kaes, erlaabt Der eng Zwëscheffro vum Här Bausch?

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Selbstverständlech, Här Bausch.

► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Kaes, kënnt Der ons wann ech gelift soen, wou deen Text ass, well et wier wierklech interessant...

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Dat kënnt elo alles!

► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Neen, den Text, dass mer dee virleien hunn. Normalerweis ass d'Chamber...

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Ma dat kënnt alles. Ech hunn lech elo alles gesot an ech erzielen lech elo, firwat dass Der en net virleien hutt.

(Hilarité)

► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Mä mir hätten awer gär den Text.

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Mä dass ass guer kee Problem. Ech erzielen lech elo, firwat dass Der en net virleien hutt.

Deen Text ass - ech soen dat och ganz kloer -, wéi mir dat douewe fleggen ze soen, op menger Mësch gebuer.

(Brouhaha)

Ech muss och soen, datt a sech d'CSV-Fraktioun bereet war, deen Text ze ënnerstëtzen, mä datt eis sozialistesche Frënn...

»» Plusieus voix. - Aaahhh!

»» M. Ali Kaes (CSV). - Dat weisst Der schon alles, wann Der mech schwätze gelooss hätt!

(Interruptions diverses)

...datt eis sozialistesche Frënn net bereet waren - op jidde Fall eng Rei vun hinnen -, déi Motioun ze ënnerstëtzen. Esou datt déi Motioun...

(Coups de cloche de la Présidence)

»» M. le Président. - Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt elo gär, dass mer heibannen Uerdnung kréien an déi Debatten hei an der Uerdnung iwwert d'Bühn kréien. Wann dat net de Fall ass, dann ënnerbrieche mer d'Sitzung a mir fueren de Mëtteg weider.

(Brouhaha)

Neen, Här Bausch, wann ech gelift.

(Interruption et brouhaha général)

Här Kaes, maacht Är Interventioun elo fäerdeg a loosst lech net méi provozéieren!

»» M. Ali Kaes (CSV). - Duerfir ass déi Motioun an där Form net deponéiert ginn, well et do wéi gesot keng Eenegkeet ginn ass. A vu datt déi Motioun an där Form net ënnerstëtzt gëtt, virun allem vun der sozialistescher Säit, soen ech ganz kloer, an dat ass meng eege perséinlech - ech betounen, meng eege perséinlech - Décisioun, doduerch, datt dat esou ass, wäert ech - an da kommen ech zum Schluss hei - dee Projet de loi aus all deenen Ursachen net stëmmen.

»» Une voix. - Très bien!

»» M. Ali Kaes (CSV). - Well ech emfanen dat als Verröt um ländleche Raum, ganz kloer un de Bierger aus dem ländleche Raum. An deem Land hei huet d'Solidaritéit schon esou dacks gespilt, awer hei, wou et eng Kéier drëm geet, datt vläicht méi aus Süden no Norde Solidaritéit spillt,...

»» Plusieus voix. - Ooohhh!

»» M. Ali Kaes (CSV). - ...do gëtt déi Solidaritéit vill méi klengeschriwwen, an duerfir soen ech ganz kloer hei, ech wäert aus deenen Ursachen de Projet de loi net stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions)

»» M. le Président. - Merci, Här Kaes. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot, wann ech gelift.

»» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, no deem Optrëtt vum Här Kaes muss ech soen, fannen ech et en zimlech staarkt Stéck, déi Manéier, wéi en hei virgaangen ass.

Ech huele jo un, dass all déi Saachen, déi hien hei erzielt huet aus där Motioun, an deene véier Joer, wéi an der Chamberskommissioun dat Gesetz diskutéiert ginn ass, zum Virschäi komm sinn. Ech huelen och un, dass déi am Gesetz dra sinn, well jo dann déi Kolleegen och vun der CSV an där Commissioun dra waren, och de Rapporteur.

Ech huelen och un, dass den Innenminister, den Här Halsdorf, dee jo den zoustännege Minister ass derfir, déi Iddien, déi ebe vum Här Kaes virgedroe gi sinn, an deem Gesetz mat berücksichtigte huet, esou dass ech net verstinn, firwat dass den Här Kaes elo mat enger Motioun, déi en net virgeluecht huet, déi en net déposéiert huet, deen Theater do mécht.

Also, ech hu Vertrauen an d'Regierung, ech hu Vertrauen an den Innenminister an an deen zoustännege Waasserdegscht. An déi Dispositiounen, déi am Gesetz sti fir déi Solidaritéit zwëschen dem Süden an dem Norden, zwëschen dem Zentrum, de Regiounen alleguerten, wat d'Waasser ugeet, hierzestellen.

Ech kann net akzeptéieren, dass den Här Kaes hei wëllt d'LSAP accuséieren, d'Solidaritéit zwëschen de Regiounen net ze akzeptéieren an net eppes dofir ze maachen. Ech fannen dat e ganz schlechte Stil. Ech fannen dat Populismus, elektorale Populismus...

(Brouhaha)

...am héchsten Ausmooss. Dat kann ech absolut net akzeptéieren!

»» Plusieus voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den Här Rapporteur, de Marco Schank, huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

»» M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Jo, ech wollt d'Chamber froe fir nach eng Faute matérielle ze redresséieren am Rapport. Am mëndleche Rapport war dat richteg, mä am schrëftleche Rapport ass eng Échéance, déi falsch am Chapitre 7, Artikel 52 figuréiert. Dat huet mat de Plans de gestion ze dinn. Do steet den 22. Dezember 2015, dat misst den 22. Dezember 2009 sinn.

Ech wollt also froen, ob mer dat nach kéinte redresséieren, ier mer d'Gesetz stëmmen.

Merci.

»» M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Elo huet zum Ofschloss vun der Debatt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

»» M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech zrëckdenken un déi 29 Sätzungen, déi mer am Ganzen haten, wou mer iwwert d'Waassergesetz geschwat hunn, wou mer en...

(Interruption et hilarité)

...Gemeinschaftsprodukt zesumme ficeliert hunn, deen e Konsens war tëschen all deene Parteien, déi do waren, wann ech zrëckkucken a gesinn, dass de Rapport, dee geschriwwen ginn ass vum Marco Schank - deem ech Merci wëll soe fir säi gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport -, ouni Géigestëmmen ugeholl ginn ass, a wann ech da gesinn, wat haut hei lass ass, muss ech soen, dass ech déi Kontrovers, déi haut hei ass, sécherlech net deelen an dass dat am Fong geholl net meng Aart a Weis ass, fir Politik ze maachen, an och net meng Aart a Weis ass, fir déi Dossieren, déi ech géréieren, weiderzekeréieren.

Ech sinn e Mann, dee versicht ëmmer „step by step“ d'Saachen no vir ze bréngen, am Intérêt vun eise Bierger, an ech wëll mer net soe loosse, dass dee Projet, deen d'Regierung hei ficeliert huet an deen e grouse Konsens fonnt huet an der Commissioun, e schlechte Projet wär.

Dat ass a mengen Aen e gudden Projet an dee Projet, deen haut hei virläit, ass e komplette Projet. En huet e ganze Koup vu gesetzlechen Texter, déi en zesumme regroupéiert. Et ass e richteg Kadergesetz, an deemno wéi et ëmgesat gëtt an den nächste Méint - wou ech hoffen, dass dat gutt geet -, da kann ee vläicht eng Kéier souguer vun engem Jorhonnertgesetz schwätzen.

Et sinn Elementer dran, an ech weess, dass de Waasserpräis eng Problematik ass, déi ee muss nuancéiert ugoen, wou een herno muss gutt communiquéieren; dat ass ganz wichteg. Et ass net fir näischt, dass souguer d'EU gesot huet, d'Bierger missten agebonne ginn an déi ganz Problematik vum Waasser, justement fir déi nei Approche, dee Paradigmewissel, dee mer hei hunn, besser ze verstoen.

Dat war jo ee vun de Problemer, dee mer haten. Mir hunn hei am Land während 200 Joer a méi d'Waasser esou géréiert, wéi mer et géréiert hunn, dat heescht mat der Autonomie communale hunn d'Gemengen hir Waasserdossiere gemaach. De Camille Gira huet et gesot, d'Waasser kascht näischt, an doduerch ass ganz oft dann och wierklech an deem Beräich, géif ech soen, minimalistesch virgaange ginn. Dat ass 100%eg esou, an duerfir hu mer dann ebe verschidden Diskrepanzen, déi sech haut an hei weisen. Dorobber wëll ech herno nach eng Kéier zrëckkommen.

Ech wëll just soen, dass mer dat Gesetz hei nëmme konnten esou strécken, dass et en nohaltegt, integratiivt a kohärent Gesetz gëtt, wéi mer eng Verwaltung haten. An ech wëll mengem Virgänger Merci soen, dass hien et fäerdeg bruecht huet, hei an deem Lëtzebuerg, wou alles net einfach ass, e klenge Raum fir eng Asta, eng Ëmweltverwaltung, eng Ponts et Chaussées, eng Forstverwaltung, e Service de l'énergie de l'État zesummenzekeréieren an eng Ver-

waltung. Dat ass net evident. D'Kompetenze vum Laboberäich vun der Santé a vum Aménagement du Territoire sinn och doranner gefloss, an dat war schon net schlecht, fir dat fäerdeg ze bréngen.

Dat Gesetz ze maache war nëmme méiglech, wann s de eng anstännege Verwaltung hues, an dat hu mir elo gemaach. Et war komplex, an ech mengen, et ass gutt geschafft ginn. Den Esprit, deen an de Commissioun war, dee wënschen ech mer och an Zukunft, well nëmme esou, wa mer net polemisch virginn, kënne mer wierklech, a mengen Aen, eppes fäerdeg bréngen. Mir hunn hei net polemisch driwwer polemiséiert, kann ech bal soen, well 23 Oppositions formelles do waren, mä mir hu Léisunge gesicht, an dat ass och gutt esou. Dee Konsens, deen hei virläit, ass a mengen Aen e gudden Konsens, dee voluntaristesche net nëmme eng Ëmsetzung vun der Direktiv ass, mä e richteg Kadergesetz.

D'Basisiwwerleeung war eben déi, fir den Acquis ze halen. Et gëtt vill Leit, déi sinn an hire Käpp nach net fräi, fir esou ze iwwerleeën, wéi mir hei iwwerleeën, integrativ, an duerfir hu mer justement versicht, ech géif soen, en defensiivt Gesetz ze maachen. Mir hätt kënne e Gesetz maache wéi an England, wou d'Privatiséierung am Mëttelpunkt steet. Mir hätt kënne e Gesetz maache wéi a Frankräich, wou d'Deelpriatiséierung spillt, oder mir hätt souguer kënne e Gesetz maachen, wou mer eng strikt national Politik agefouert hätten, wou de Stat also eleng fiederféierend gewiescht wär. Dat hu mer net gemaach.

Mir hunn also weider déi originär Missioun vun de Gemengen, déi obligatoresch Missioun vun de Gemengen, déi an de Gesetzer vu 1792 an 1906 verankert ass, bei de Gemenge gelooss: Salubritéit, Hygiène. Mir hunn hei de Subsidiaritätsprinzip spille gelooss, deen de Stat eben de Gemenge ginn huet. Mir wollten also net un d'Grondkompetenz vun de Gemenge fréckele goen, an domat si mer och, mengen ech, wat deen Aspekt ugeet, den Iwwerleeung vun der Spezialkommissioun gerecht ginn.

Ech wëllt elo scho soen, an ech soen et och nach eng Kéier zum Schluss, dat Gesetz, wat haut hei virläit, dat schléisst emol net aus, wat den Här Kaes opwerft, fir eng Kéier, „step by step“, op e Prix unique ze kommen; dat ass alles méiglech mat deem Gesetz. Et ass en Ufank, e gudden Ufank, an en entsprécht sécherlech de Konklusioun vum Rapport vun der Spezialkommissioun. Ech wollt déi och emol eng Kéier hei virbréngen, well dat och wichteg ass. Wa mer dat Gesetz hei an Zukunft wëlle géréieren, da muss mer et och an de Kontext vun deenen Aarbechte setzen.

Am Rapport steet dran, dass am Beräich Dréinkwaasser déi autonom Gemengen - et sinn der jo 23 - sech en zweet Standbee solle ginn, a si solle sech syndikaliséieren, an e Syndikat goen. Dat Gesetz hei erlaabt dat. Et ass och gesot ginn, et soll eng national Struktur gemaach ginn am Dréinkwaasserberäich. Dat Gesetz hei erlaabt dat och. A mäi Wonsch wär et och, an ech wëll dat kloer an daitlech hei op dëser Tribün soen, dass déi Dréinkwaassersyndikater am Osten, déi SIDERE, Syndikat Réimech a CESE heeschen, sech an engem Syndikat zesummedoe sollten, well dat wär wünschenswäert.

Am Ofwaasserberäich huet d'Spezialkommissioun och d'Iddi gefördert, dass all d'Gemenge sollten engem Syndikat bäitrieden, och d'Stad Lëtzebuerg. Ech als Minister deelen déi Meenung och. All d'Gemenge sollten dat maachen. Ech begrëissen duerfir d'Initiativ vum SIDEST, wou 17 Ostgemenge ganz kloer an dës Richtung gaange sinn. Dat ass dee richteg Wee, an ech wënsche mer och hei, dass am Raum Réimech an am Raum lechternach sollt an déiselwech Richtung geduecht ginn, fir sech och engem Syndikat unzeschleissen. An, last but not least, wëll ech soen, am Süden...

»» Une voix. - Ären Telefon deet de Mikro summen.

»» M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Et ass net main Telefon, ech hu keen Telefon, deen elo hei Kaméidi mécht. Et ass iergendengem anere säin.

Do ass nach e leschte Wonsch, deen ech hei wollt äusseren, an zwar wär dat eng Fusioun am Süde vun deenen dräi Syndikater SIACH, STEP a SIVEC. Dat géif ech mer och wënschen.

An, last but not least, dee leschte Punkt vun den Iwwerleeung vun der Spezialkommissioun, eng national Struktur ze schafen, wou de Klärschlamm, d'Gestioun, e Labo fir

den Autocontrôle an d'Centrale d'achat géifen national ugaange ginn. Dat ass och meng Visioun, an ech wëll mech gären där Iddi unhuelen an esou eppes hei lancéieren.

Ech wëll och kuerz zum Gesetz kommen, op déi néng Schlüsselen, déi néng Punkten, déi vum Rapporteur ervirbruecht gi sinn. Ech wëll kuerz op déi Punkten agoen, well ech mengen et wier wichteg, dass een nach eng Kéier verschidde Saachen ervirsträcht.

D'Schlüsselement vun deem Gesetz ass d'Erreeche vun engem ekologeschen a chemeschen gudden Zoustand vun eise Gewässer, an dat op den Horizont 2015. Et ass eng Approche, déi iwwer e puer Etappe soll goen. Dat Ganz ass eppes Wichtiges, et ass eng Obligation de résultat, mat engem präzisen Délai. Dat heescht also och, dass keng Verschlechterung vun eise Gewässer däerf kommen. Dës Oplagen, dëst Zil, dat ass wierklech absolut, däers muss ee sech bewosst sinn, wann een dat ugeet.

Derogatiounen sinn awer méiglech. Déi mussen awer transparent sinn. Ech wëll lech do nëmme e puer Beispiller ginn, fir lech dat besser ze illustréieren. De Stausee, zum Beispill, ass e staark modifizéiert Gewässer. Dat soll och an Zukunft esou bleiwen, domat hu mer also kee Problem.

Ech nennen lech awer zwee aner staark modifizéiert Gewässer, dat ass zum Beispill d'Péitrus hei an der Stad oder d'Kor zu Déifferdeng, déi sinn och staark modifizéiert. Do kann awer derogéiert ginn, do kann also eng Fristeverlängerung gesicht ginn, bis déi sech an e gudden Zoustand bruecht hunn. Dat kann 2021 sinn, dat ka souguer 2027 sinn. Domat wëll ech einfach illustréieren, dass, wann ee gutt argumentéiert, mer do eng Zäitschinn hunn, déi net alles onméiglech mécht.

Mir hunn en État des lieux gemaach vun eise Gewässer, an ech wëll soen, zum Beispill eis Mamer, wou de Buergermeeschter jo hei ass, déi ass an engem gudden Zoustand, dee Floss, deen duerch seng Gemeng leeft, gradesou wéi zum Beispill - alleguerten d'Baachen an d'Flëss am Éislek. Ausser, dat muss ech dem Wolzer Buergermeeschter soen, der Wolz, déi a kengem esou gudden Zoustand ass.

(Interruptions diverses et hilarité)

Sollte mer bis 2015 eis Ziler erreche kënne, eben „step by step“, wéi ech ëmmer esou gär soen, da wäerten zwee Drëttel vun eisen Uewerflächewaasserkierperen, also eis Flëss, an engem gudden Zoustand sinn, wat remarquabel ass par rapport zu eisen Nopeschlänner. Bei de Grondgewässer ass dat e bësse méi komplizéiert, well am Sandsteen an am Bontsandsteen hu mer punktuell Problemer, déi mer mussen ugoen.

E puer Wieder zum Waasserpräis. Duerch den Artikel 9 vun der Direktiv gëtt jo de Käschendeckungsprinzip agefouert, als Mëttel fir d'Ëmweltziler ze errechen - dat muss een och emol eng Kéier esou soen. Dem Pollueur-payeur muss Rechnung gedroe ginn an och dem Utilisateur-payeur. Kloer ass et fir mech an där Diskussioun iwwert de Waasserpräis, dass een d'Käschten, déi generéiert gi beim Waasser, net kann eent zu eent ëmsetzen, well dat géif wierklech am ländleche Raum bedeiten, dass e globale Waasserpräis géif entstoen, maximal tëschen aacht an zéng, an ënnen tëschen véier a fënnf Euro.

Well mer de Rechemodus harmoniséiert hunn, a well - an dat ass de Problem hei zu Lëtzebuerg - d'Waasser sech entwéckelt huet iwwer autonom Gemengen, wou d'Situatiounen dann 116 Mol verschidde si bei 116 Gemengen, géife mer eben dës breet Fourche vu Präisser kréien, an esou eng breet Fourche kënne mer eis net erlabe bei eise Bierger. Dat ass politesch net vertretbar.

Duerfir huet jo d'Kommissioun - ech ka bal soen, op Urode vum Marco Schank, vum President - den Artikel 12, de Prinzip vun der Kompensatioun agefouert, fir dass justement bei de Redevancen eben Ëmwelta wirtschaftlech Konsequenzen kënne berücksichtigte ginn, kompenséierend wierke par rapport zum Käschendeckungsprinzip. An och wéinst de geographesche Konditiounen an de concernéierte Regiounen kann eng Prise en charge vum Stat iwwert d'Budgetgesetz geholl ginn. Ech mengen, dat ass wichteg, an do muss mer elo an Zukunft kucken, unhand vu Rechebeispiller muss mer dat duerchrechnen, an da gesi mer, wat dat am Detail heescht.

Wat mer am Detail definitiv festgeluecht hunn, dat sinn déi zwou Taxen, déi mer agefouert hunn. Déi Taxe ginn och vun der Direktiv praktesch gefouert; si schwätzt nämlech vun Ëmwelt- a Ressource-

käschten, déi ee misst veranschlagen. Nun, mir hunn als Taxe de prélèvement zéng Cent festgeluecht. Bei ongeféier 35.000.000 Meter Kibb Waasser, déi de Moment verbraucht ginn, ginn dat 3,5 Milliounen Euro, déi do järelech géifen erakommen. Bei der Ofwaassertax, oder d'Taxe de rejet, do géifen ongeféier 7 Milliounen Euro erakommen. Do hu mer jo 19 Cent verrechent, an do hu mer justement déi Solidaritéit, déi den Här Kaes fuerdert, spille gelooss. Mir hunn net einfach individuell Verschmutzungstaxéierung gemaach, well doduerch hätte mer nach méi Distorsionen, nach méi Inkohärenzen an d'Präisgestaltung kritt.

Sollt déi Solidaritéit eng Kéier an de Syndikater spillen - wéi an Ärem Syndikat, am SIDEN, oder an engem aneren -, hunn ech domadder kee Problem. Wann d'Gemengen dat wëlle maachen, hunn ech kee Problem mat engem harmoniséierte Waasserpräis, deen esou vill wéi méiglech harmoniséiert ass. Mir hunn och duerfir, fir och do Rou ze kréien, eng pauschal Kompensationsberechnung vun de Käschte betreffend d'Reewaasserbelaaschtung vun den öffentliche Plazen agefouert, ee Pauschalbetrag gemaach, fir och do am Fong geholl eng national Strategie ze hunn, eng national Approche. Ech mengen, mat där Artikulation, wéi se elo um Dësch läit, kéinte mer eppes hikeréien, wat e grouse Konsens dobause wäert fannen.

Zu de Moosnameprogrammer a Bewirtschaftungsprogrammer - si solle jo de gud-den Zoustand bréngen - wëll ech just soen, dass de Bewirtschaftungsplang am Fong geholl responsabel ass, fir déi nohaltege Waasserpolitik en musique ze setzen. Dass do wäert den Däiwel am Detail leien, däärs sinn ech mer bewusst. Ech verlaangen awer och do eng néideg Flexibilitéit - net, dass mer eis do zerrieden -, an ech erwaarde mer eng partnerschaftlech Approche, an hoffen, dass mer déi kréien.

Da wollt ech nach eppes zu engem wichtege Punkt soen, deen a mengen Ae wierklech muss ervirgestrach ginn, an dat ass, dass mer nëmme méi een neie Regime vun Autorisationen hunn. Dat heescht, sechs Gesetzestexter hu mer an een eenzege Regime gemaach. Dat erlaabt eis dann eben och do méi kompakt virzegoen, an den Esprit vun deenen Texter a vun deenen Autorisationen ass sécherlech deeselwechte wéi dee bei den abrogéierten Texter.

Mä mir hunn an deemselwechten Otemzuch och eng Simplification administrative agefouert, well mir hunn eng gemeinsam Instruktiounsprozedur agefouert. Wann Der eng Autorisation braucht, wou net nëmme d'Waasserwirtschaftsverwaltung oder d'Waassergesetzgebung gëllt, mä och d'Kommodos- an d'Naturschutzgesetzgebung, hutt Der just eng Ulafstell, an dat ass an deemem Fall d'Administration de la gestion de l'eau. Et brauch een net nach an déi aner Verwaltungen ze goen. Ech mengen, dat wier och e Schrëtt an déi richteg Richtung, fir och hei dann eng Simplification administrative ze kréien.

Zum Ënnerhalt vun de Waasserleef an der Gestiou vun den Iwwerschwemmungsrisiken - dëst si sécherlech Schlüssелеlementer vun enger nohalteger Waasserpolitik - wëll ech just soen, dass den Ënnerhalt no natierlechen, ekologesche Kritäre gemaach gëtt, an dass de Stat eng Kofinanzéierung mécht.

Bei de Renaturéierungen erwaarden ech mer och eng besser Realitéit, géif ech bal soen, well am Gesetz steet, dass d'Administration de la gestion de l'eau déi ganz Renaturéierung mécht, a Concertatioun an an enker Zesummenaarbecht mat der Administration des eaux et forêts; Artikel 37. Dat ass och e wichtege Punkt, an do erwaarden ech mer och méi Kohärenz.

Wou ech mer och Zefriddenheet erwaarden, well ech och do konform si mat den Iwwerleeunge vun der Spezialkommission, ass, wat d'Moosname géint Héichwaasser ugeet. Do stinn am Gesetz 80% - Här Clement, Dir hutt dat jo ëmmer gefuerdert -, 80% fir Moosnamen, déi e regionale Charakter hunn. Zum Beispill laanscht d'Musel kënne bis 80% subsidiéiert ginn. Wa se e lokale Charakter hunn, sinn et 50%. Mir kréien also hei finanziell eng vill besser Situatioun fir verschidde Gemengen, déi domat geplot sinn, a mir kréie mat deemem Gesetz och eng harmoniséiert Approche.

Dir wësst et, haut hu mer vill Gemengen, déi nach Règlements grand-ducaux hunn, wou verschiddener souguer gekippt gi si vun de Gerichter, well d'Procédure d'urgence invoquéiert ginn ass wéi se agefouert gi sinn. Mir hunn anerer, déi hu PAGen, wou dann eben déi Moosnamen dra sinn. Heimat kréie mer e Gesetz, dat eng nuancéiert Approche erlabe wäert. Haut ass et esou,

wann Héichwaasser ass, däärf net gebaut ginn. Muer wäert et esou sinn, wann Héichwaasser ass, gëtt et Zonen, wou ni däärf gebaut ginn. Wann Héichwaasser solle sinn, gëtt et Zonen, wou ka gebaut gi mat héijen Oplagen, an an Héichwaasserzone kann och gebaut gi mat Oplagen, déi méi kleng sinn. Dat heescht, mir kréien dräi verschidden Niveauen.

Mir kréien also eng nuancéiert Approche, an ech sinn iwwerzeegt - an dat weess ech och, well se scho mat mer geschwat hunn -, dass déi lechternacher an déi Eitelbrécker wäerten opootmen. Si hu mech schonn e puermol ugeschwat an där Problematik, well se Problemer hunn an hirer Urbanisatioun. Heimat mengen ech, hätte mer eng Approche, déi eise Gemenge wierklech entgéintkënn, eng Approche, déi net nëmme eise Gemengen entgéintkënn, mä och nach der Iwwerschwemmungsdirektiv, déi 2007 arrétéiert gouf, well mer hei Hochwassergefahrkarten an Hochwasserisikokarten aféieren. Hei si mer dann emol eng Kéier, dat wëll ech kloer an d'äitlech soen, mat déi Éischt, déi dës Direktiv ëmsetzen.

Mir goufe jo schonns oft kritiséiert, dass mer déi Lescht wäeren. Hei si mer mat déi Éischt, an dat ass jo dann e gudde Punkt. An e weidere gudde Punkt ass fir mech och...

Här Scheuer?

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Déi Reglementer, déi a Kraaft sinn, si jo Règlements grand-ducaux, déi falen elo ewech an et kommen nei Reglementer. Wéini kommen déi?

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Ech ginn dovun aus, dass dat Gesetz haut gestëmmt gëtt - eis Leit, déi haut hei präsent sinn, hu schonn un Ebauché vu Reglementer geschafft, déi op Basis vun deemem Gesetz geholl ginn -, dass, wa mer gutt schaffen, mer dat nach an dëser Legislaturperiod packe kënnen, fir do esou wäit ze kommen, dass do kënnen Neel mat Käpp gemaach gi betreffend d'Héichwaassermesuren an eise Gemengen.

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Et ass nämlech esou, datt PAPen a PAGen ustinn. Bis dohinner muss déi dote Reglementatioun stoen.

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Ech kommen dorobber nach ze schwätzen. Ech wollt nach e puer Saache soen. Ech sinn elo bei 15 Minuten, gitt mer nach fënnf Minuten, da si mer fäerdeg, da kënnt Der alleguerten iesse goen. Mä et sinn nach e puer Saachen, déi ech wollt ervirsträchen.

Mir féieren eng Cellule an, déi d'Eropklamme vun de Flosspegelen iwwerwaacht an och d'Cruen annonciéiert. An dëser Cellule sinn d'Administration de la gestion de l'eau, de Ministère des Transports an d'Administration des Services de Secours vertrauden, wat och eng nei Approche ass, e Gremium, wou wierklech all d'Acteure beieneesetzen. Dëst bréngt och méi Kohärenz an deemem Beräich, an och do erwaarden ech mer da wierklech eng effizient Aarbecht.

Da wollt ech zum sechste Punkt Folgendes soen. Do ass jo den Drénkwaasser- an den Ofwaasserberäich, an do maache mer jo eng Réaffirmatioun vun der Gemengekompetenz am Waasserberäich. Ech mengen, ech hunn lech dat schonn erkläert an ech brauch net weider op dësen Aspekt anzegoen. Ech ka just vläicht soen, dass verschidden technesch Aktivitéite kënne sous-traitéiert ginn, mä e kloere Jo vun Minister zum Waasser an öffentlecher Hand, dat ass ganz kloer, och wa mer 130 Acteuren am Land hunn; et sinn 116 Gemengen, siwe Syndikater am Ofwaasserberäich a siwe Syndikater am Drénkwaasserberäich.

An deemem Kontext ass och déi Problematik vun de Schutzzone ugeschwat ginn, wou ech verschidden Iwwerleeungen deelen. Richteg ass, dass mer vill kritiséiert gi sinn, dass mer vun 1993 u keng Schutzzone ageruff hunn, ausser där vum Stausee; dat ass déi eenzeg, déi mer haten. Ech kann lech awer soen, dass elo d'technesch Verwaltung fäerdeg ass, an et geet elo drëm, de Feinschliff ze maachen, an der Concertatioun an am Partenariat mat de concernéierten Acteuren. Et hu scho Virgesprécher stattfonnt, esou dass ech mer erwaarden, dass mer och do séier wäerten an deem Dossier virukommen.

Da kënnt e wichtege Aspekt, an zwar dass den nationale Plang an d'Gemengepläng vum städteschen Zyklus vum Waasser en

neien Interface ginn tëschent Aménagement du Territoire, Aménagement communal a Waasserbewirtschaftung. Dat ass och ganz wichteg. Hei kréie mer eng concertéiert, eng kohärent Approche. Doduerch kréie mer et hin, dass am Fong geholl an de PAGen - dat, wat den Här Scheuer elo just ugeschwat huet - genau gewosst ass, wéi eng Schutzzone, wéi eng Iwwerschwemmungszone mussen ausgewise ginn, dass genau gewosst ass, wéi déi zukünfteg Entwécklung vun der Gemenge infrastrukturell muss begleet ginn.

Hei erwaarden ech mer och munches, ëmsou méi mer och an der Commission d'aménagement en Ingenieur kréien, dee sech a Waasserfroen auskennt, esou dass also do scho beim Opstelle vum PAG Neel mat Käpp gemaach ginn an dass mer do also och eng richteg Approche wäerte kréien. An och deen nationale Plang iwwert de Waasserzyklus, dat ass schonn ugeschwat ginn, dee fonctionnéiert e bësse wéi e Plan sectoriel. Dat ass och wichteg, dass mer do e Lien maachen tëschent Aménagement du Territoire an Aménagement communal.

Wat elo de Comité vun der Waasserbewirtschaftung ugeet, de Comité de la gestion de l'eau, do erwaarden ech mer munches. Do hätt ech gär, dass d'Gemenge wierklech anstänneg dra vertraude sinn. Do muss e Règlement grand-ducal d'Zesummesetzung an de Fonctionnement regelen. Ech sinn och d'accord mat de Règlements grand-ducaux bei d'Commission ze kommen, bei den Här Schank, a se dann hei ze kucken, him se virzedroen a mat him doriwwer ze diskutieren. Am Ganze wäerten elo direkt 18 Règlements grand-ducaux a Kraaft trieden. Zéng sinn der de Moment schonn a Kraaft, déi ginn also just iwwerschrivven, an et mussen der nach 13 fakultativ oder méi spéit a Kraaft trieden. Dat ass de Bilan, wat elo déi Règlements grand-ducaux ugeet. Da wësst Der dat och.

Dëse Comité, dee jo e bësse fonctionnéiert wéi de CSAT, de Conseil supérieur de l'aménagement du territoire oder de Conseil supérieur de la protection de la nature, dee muss eng wichteg Roll spillen, gradesou wéi den Observatoire, deen e konsultative Charakter huet an deen eis och wäert erlaben, e Qualitéitssprong am Waasserberäich ze kréien.

Vum Partenariat de rivière, oder d'Partenariat vun de Waasserleef op Lëtzebuergesch erwaarden ech mer och eng Dynamik. Ech fannen dee Modell, deen zu Réiden entstanden ass mam Waasserhaus, oder dee Waasservertrag vun der Uewersauer, wou mer mat Wallounien zesummeschaffen, si flott Beispiller, an ech wëll gär eng Hand mat upaken, dass mer do besser weiderkommen. Ech weess, dass eng Initiativ amgaangen ass an der Our, wou och déi Däitsch an d'Wallonie sollen zesummen e Projet maachen. Ech fannen, dat ass eng flott Initiativ, d'Abanne vun der Gesellschaft an och vläicht vun eise Kanner, justement fir se ze sensibiliséiere fir dëst wichteg Gutt.

En phase si mer bis elo och mat der EU-Direktiv duerch déi dräi Versammlungen, déi mer schonn haten, am Kader vum Opstelle vun de Moosnameprogrammer. Dëst fällt ënnert d'Rubrik Preparatioun a Konsultatioun vun de Bierger. Do hu mer dräi Aarbechtsgruppen, wou interesséiert Bierger an d'Société civile eng Hand mat upake beim Opstelle vun dësem Moosnameprogrammer.

E leschten, néngte Punkt zum Waasserfong. Deen ass erweidert ginn, an ech ginn net méi drop an, dass mer 1999 dëse Fong iwwert d'Budgetgesetz agefouert hu fir d'Kläranlagen. Dat ass gemaach ginn, well och bis dohinner net vill geschitt ass. Ech kann awer soen, dass an de leschte Joren - ech hu mer dat hei opgeschriwwen -, vun 2004 bis 2007, 153 Milliounen investéiert gi sinn an d'Kläranlagen. 2004 waren et der 25, 2005 35, 2006 42 an 2007 51, an dëst Joer wäerten et 70 bis 80 Milliounen sinn. Dir gesitt also, mir hunn do e Quantessprung gemaach. Et gëtt elo intensiv investéiert an eis Kläranlagen, an dat ass eng gutt Saach. Mä gradesou gutt ass et och, dass mer dëse Fong ausgeweit hunn.

An Zukunft kënne Renaturéierungen, Héichwaassermoosnamen, Fëschleederen a Kläranlagen an esou weider iwwert dëse Fong finanziéiert ginn, an och separat Ofwaassereiseueen an den Agglomeratiounen kënne bis 33% finanziéiert ginn. Dir gesitt also, dëse Fong kritt eng vill méi breet Streeung an eng vill besser Upassung un d'Realiteit. E gëtt jo gespeist iwwert d'Taxe de rejet an d'Taxe de prélèvement, an et kënne souguer, wann dat gewënscht ass, an den nächste Jore BEI-Gelder an EU-Strukturfonnen drafléissen, wa mer wëlle Prêtë maache respektiv EU-Politik hei zu Lëtzebuerg ëmsetze wëllen.

» M. le Président.- Här Minister!

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Nach just dräi Punkten, Här Präsident, da sinn ech fäerdeg.

(Interruption)

Da maachen ech emol nach ee Punkt, dee mer wichteg schéngt.

» M. le Président.- Dann huet dee wichtegesten eraus an da maache mer Schluss.

(Interruptions diverses et hilarité)

Also, da kommt, mir halen de Minister elo net op duerch Zwëscheriff.

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Ee Punkt, dee mer wichteg ass, ass deen, dass mer an d'Gesetz geschriwwen hunn, dass d'Verwaltung just ee Mount Zäit huet, fir Gemengereglementer, déi geholl ginn am Ofwaasser- an Drénkwaasserberäich, ze aviséieren.

D'Tatsaach, dass mer ee Mount do gesat hunn, weist, dass mer gär hätt, dass eng Verwaltung soll schnell schaffen, a beweist awer och, dass mer de Gemenge wëllen d'Méiglechkeet ginn, wann no engem Mount keng Äntwert do ass, dass hiert Règlement a Kraaft trëtt. Dat ass e wichtege Punkt, deen ech nach wollt soen.

An en zweete wichtege, dat sinn d'Artikelen 43 a 47, déi de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, Reglementer ze huelen, fir verschidden Haushälter eng Allocation de vie chère ze ginn. Ech mengen, et ass och wichteg, dass een dat nach eng Kéier hei rappeliéiert.

Duerfir mengen ech, d'Käschteberechnungen an den nächste Joren oder am nächste Joer wäerte Kloerheet doriwwer schafen, wéi de reelle Waasserpräis ass, oder wéi et mam reelle Waasserpräis ass hei zu Lëtzebuerg, u wéi enge Schrauwe mer mussen eventuell dréinen, fir - an dat hätt, mengen ech, gär jiddwieren - méi Gerechtegkeet an de Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech maache gär d'Wett, dass mir net op deen deierste Präis an der EU wäerte kommen, mä mir wäerte misse gutt kommunizéieren, fir dass mer keng Polemik kréien, mä dass et nëmme ëm d'Saach geet, an zwar eng gutt Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

» M. le Président.- Merci, Här Minister, a Félicitatiounen, well Dir hutt et fäerdeg bruecht, Är dräi Punkten als wichtege ze deklaréieren.

Den Här Schneider huet d'Wuert gefrot.

» M. Romain Schneider (LSAP).- Ech wollt nach eng Fro un den Här Innenminister stellen.

Hunn ech de Projet de loi richteg gelies an hunn ech den Ausféierung vum Minister richteg nogelauschert, datt déi Kompensatioun, iwwert déi den Här Kaes déi grouss emotional Ried gehalten huet an déi soll stattfannen an de Präisser zwëschent de Regiounen, am Projet de loi festgehalten ass?

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Natierlech. All déi Iwwerleeungen, déi haut gemaach gi sinn, dëst Gesetz schléisst keng vun dësen Iwwerleeungen aus. Ganz kloer an d'äitlech.

» Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

» M. le Président.- Domat ass och dat kloergestallt.

Mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Projet 5695.

Wéi de Rapporteur eis opmierksam gemaach huet, ass am Artikel 52.6 eng Erreur matérielle: Et ass net ze liesen „par Règlement grand-ducal du 22 décembre 2015“, mä 2009. Mir stëmmen elo iwwert deen ofgeännerten Text of a wäerten dem

Conseil d'État dës Ännerung schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5695 ass eestëmmeg uegholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme

Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Ont voté non: M. Ali Kaes;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par

M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun, déi vum honorabelen Här Schank déposéiert ginn ass an déi ënnerschriwwen ass vum dem Här Schank, dem Här Roth, dem Här Schneider, dem Här Etgen, dem Här Mehlen an dem Här Kaes.

Une voix.- Ass dat déi Motioun?

(Hilarité)

» M. le Président.- Ech froen d'Chamber, ob mer kënnen iwwert d'Motioun vum Här Schank par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mi hu véier Enthaltungen. Domat ass d'Motioun mat ganz grousser Majoritéit uegholl.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte fir de Moien. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm.

Ech wënschen Iech all e gudden Appetit.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.44 heures)

SÉANCE 18

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

- Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière»
 - M. le Président
- 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution
 - M. Aly Jaerling (motion renvoyée en Conférence des Présidents)
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers (déposant une résolution)
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (déposant une résolution), M. Aly Jaerling, Mme Lydie Err, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Vote sur le projet de révision de la Constitution
 - Résolutions: M. Aly Jaerling; résolution 1 adoptée, résolution 2 renvoyée en Conférence des Présidents
- Dépôt d'un projet de loi
 - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

» Une voix.- Neen, Här President.

1. Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière»

» M. le Président.- D'Chamber huet enger Resoloutioun festgehale fir eng nei Spezialkommissioun ze grënnen, déi den Numm „Commission spéciale «Crise économique et financière»“ droe soll.

Wat hir Zesummesetzung ubelaangt, si folgend Virschléi agaangen: fir d'CSV-Fraktioun déi Häre Laurent Mosar, Marc Spautz, Lucien Thiel a Michel Wolter; fir d'LSAP-Fraktioun déi Hären Alex Bodry, John Castegnaro a Ben Fayot; fir d'DP-Fraktioun déi Häre Charles Goerens a Claude Meisch; fir d'Fraktioun vun deene Gréngen den Här François Bausch a fir d'Sensibilité politique ADR den Här Gast Gibéryen.

Ass d'Chamber mat der Bezeechnung a mat der Zesummesetzung vun dëser neier Spezialkommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de révision 5967, d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung. Et sief drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz, den Här Henckes, den Här Jaerling an d'Madame Err. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

2. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Här President, wär et net méi sénnvoll, well ech eng Motioun eragereecht hunn an deem Zesummenhang, dass een déi géif virhuelen? Well ech rechne jo dermat, dass déi Motioun hei eestëmmeg uegholl gëtt, da wär am Fong deen anere Vote hannendrun superfétatoire, wéi Der ëmmer sot.

(Hilarité)

» M. le Président.- Also, Här Jaerling, ech wär jo bereet driwwer ze diskutéieren, fir déi Motioun iergendwann elo op den Ordre du jour ze huelen, mä soulaang wéi se net recevabel ass, kann ech se net gutt proposéieren fir op den Ordre du jour ze huelen. Si huet nämlech nëmmen eng Ennerschrëft. Wa mir eng Motioun heihinner kréien, déi méi wéi eng Ennerschrëft dréit, da kucke mer, wéini mer se op den Ordre du jour huelen.

Elo huet de Rapporteur vun der Propositioun iwwert d'Vefassungsrevisioun vum

Artikel 34, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers, d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

» M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Dezember huet de Statsminister hei an der Chamber ee Projet deponéiert, dee virgesäit, dass den Artikel 34 vun der Verfassung soll ofgeännert ginn.

Fir d'Wichtigkeet, d'Zil an d'Konsequenze vun där Ofännerung richtig ze gesinn, ass et fir d'éischt emol noutwendeg, dass mer eis nach eng Kéier den Text vun deem jëtzege Artikel 34 vun der Verfassung virun Ae féieren. Dass mer e Bléck op deen Artikel werfen, fir dann och ze gesinn, wéi wäit dass deen Artikel soll ofgeännert ginn.

Dofir erlaben ech mer, deen Artikel - an ech entschëllege mech bei all deenen, déi gären d'Lëtzebuurger Sprooch hätten - an där franséischer Sprooch ze zitieren, déi d'Sprooch vun eiser Verfassung ass: «Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre.»

Deen Artikel viséiert zwou Attributiounen vum Grand-Duc: d'Sanktioun vun de Gesetzer an d'Promulgatioun vun de Gesetzer. An e schléisst u mat engem Saz, dass de Grand-Duc an enger gewëssener Frist, an zwar an dräi Méint, muss handelen, fir seng Aufgaben ze erfüllen.

Ech mengen, déi Diskussiounen, déi geféiert si ginn iwwert deen Artikel, misste mech derzou féieren, nach eng Kéier op déi zwee wesentlech Punkte vun deem Artikel anzegoen an ze soen, wouranner dass dann d'Sanktioun an d'Promulgatioun vun de Gesetzer besteet.

D'Sanktioun - Billigung, op Däitsch - ass d'Zoustëmmung vun dem Statschef zu engem Gesetz, wat d'Chamber gestëmmt huet. Duerch d'Sanktioun gëtt de Grand-Duc säin Accord zu deem Gesetz. An domat participéiert en och an der legislativer Aarbecht. Well d'Gesetz existéiert duerch d'Sanktioun, déi hiren Ausdrock féint an der Ennerschrëft vun dem Grand-Duc ënnert deem Text.

D'Prerogativ vun dem Grand-Duc, fir Gesetzer ze sanktionéieren, besteet zënter der éischter demokratescher Verfassung hei am Land, zënter 1848. Deen Text konnt een an der Mëtt vun 19. Jorhonnert anescht opfaassen, en ass och anescht opgefaasst ginn. Well deemools, an ech erënneren hei, stoung mer 60 Joer no enger Revolutioun, déi d'absolut Monarchie ofgeschaaft hat; a mir wëssen an der Geschicht, dass d'Evolutioun vun neien Iddien, wa se och eng Kéier abrupt ass, awer ëmmer nach zu Réminiscencé féiert an derzou féiert, dass versicht gëtt, Regimer, déi och net demokratesch waren, heiansdo erëm iwwer aner Weeër anzeféieren.

Dat ass am Laf vun 19. Jorhonnert am Zesummenhang mat de Monarchien ëmmer erëm geschitt. Dofir war och d'Interpretatioun vun der Participatioun vun dem Monarch un der legislativer Aarbecht eng

aner wéi haut. D'Opfaassung vun där Aarbecht, d'Opfaassung vum Rôle vum Monarch war 1850 nach eng aner, wéi se haut ass.

Am Laf vun der Zäit huet sech déi Opfaassung geännert. A mir stelle fest, no der Verfassung, déi haut nach an hire Grondsätz hei am Land a Kraaft ass, déi vun 1868, ass et nimools dozou komm, dass ee Statschef refuséiert huet, ee Gesetz ze sanktionéieren. An d'Auteure vun dem Livre jubilaire vum Statsrot, wa mer d'Doctrine nokucken, déi ass hei zu Lëtzebuerg net ganz heefeg, dofir mussen mer och op d'Doctrine an der Belsch zrëckgräifen, well jo och d'belsch Verfassung déiselwecht ass quasisent wéi déi Lëtzebuurger, well mer se 1848 vun där belscher vun 1838 eigentlech ofgeschriwwen hunn. Dat war deemools eng gutt Kopie.

Wa mer also op d'belsch Doctrine zrëckkucken, da stelle mer fest, datt déi belsch Auteuren der Meinung sinn, dass déi Participatioun vun dem Statschef an der legislativer Aarbecht a besonnesch d'Sanktioun vun de Gesetzer ee Procédé automatique ass, esou wéi de Pierre Wigny 1952 a sengem Manuel iwwert den Droit constitutionnel scho festgehalten huet. A wa mer d'Doctrine an all déi Auteuren, déi doriwir schreien, och an der Belsch, an deene leschte 50, 60 Joer suivieren, ech zitieren och do den Här Delpérée, da stelle mer fest, dass do déi Meinung unanimement gedeelt gëtt, dass d'Sanktioun vum Statschef eigentlech ee Procédé formel et automatique ass.

Nun ass et awer esou, dass bei eis zu Lëtzebuerg deen Artikel 34 an all där Zäit ni geännert ginn ass. Vlächicht och dohier, well eng aner Opfaassung do war. An de Conseil d'État stellt fest, dass mer eigentlech an enger Situatioun sinn, wou den Texte écrit vun der Verfassung net méi iwwerenee stëmmt mat der Praxis a mat dem Text a mat der Opfaassung, déi reell iwwert deen Text besteet.

Keen anere wéi mäi Virgänger an der Verfassungskommissioun, den Här Georges Margue, huet scho viru Jorzéngte gesot, dass mer eng Rei Fiktiounen an der Verfassung hunn - Fiktiounen, dat heescht Texte, déi anescht interpretéiert ginn, wéi se wierklech an der Verfassung stinn. Den Artikel 34, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert zu deenen Artikelen, déi eng aner Interpretatioun, eng aner Ausleeung kritt hunn, wéi dat wierklech textuellement an der Verfassung steet.

Dofir, wa mer dee Schrëtt maachen, fir den Text haut unzepassen, maache mer eigentlech eng Upassung - an dofir hunn ech och déi Auteuren zitéiert, an ech kéint largement de Conseil d'État zitieren - zu deem, wéi den Text haut ugesi gëtt.

Nun ass et awer esou, dass den Text nach een aneren ass. A fir ze verstoen, wéisou dass een zu där doter Interpretatioun muss kommen, mengen ech, kann een de 34 och net eleng gesinn.

De Grand-Duc an déi Attributiounen, déi en huet, d'Attributiounen, déi aner Institutionen an der Verfassung hunn, stellen ee

Ganz duer. An et kann ee schwierig een Artikel aus der Verfassung erausräissen an interpretéieren, ouni déi ganz Verfassung ze gesinn, well d'Verfassung ass en Zesummespill vun den Institutiounen.

Et ass eng gewëssen Harmonie dran. Et ass eng gewësse Konsequenz dran, wou ee muss kucken, wann een eng Interpretatioun gétt, wat fir eng Influenz dat op aner Texter kann hunn a wéi een domat eventuell a Contradictioun mat aneren Texter kënn.

Et muss een och kucken, wat de Geescht vun der Verfassung vun haut ass a wéi mer haut eis Verfassung, wann ech ka soen, am Ufank vum 21. Jorhonnert gesinn a wat fir e Rôle déi eenzel Pouvoiren an der Verfassung hunn a wéi déi eenzel Pouvoiren an engem, géif ech soen, harmoneschen Zesummespill, an engem gewëssene Gläichgewicht hir Aufgabe mussen exerceieren.

Et ass och esou geduecht, dass kee vun deene Pouvoiren iwwerhand ka kréien, dass och kee vun deene Pouvoiren kann déi Harmonie stéieren an dass och kee vun deene Pouvoiren esou wäit wéi méiglech Krisen eropbeschwiere kann an ee Blocage maache vun deem, wat mer als dat demokratesch Geschéien an eise Land considéieren.

An deem Zesammenhang, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech wier et wichteg, dass een emol kuckt, wéi dann am Laf vun der Zäit d'Verfassung sech op anere Punkte geännert huet.

1856 - wann Der lech un déi Verfassung, déi duerch ee Coup d'État zustane komm ass, nach kënn erënneren - stoung nach dran, dass d'Puissance souveraine, d'Souveränitéit, an der Persoun vum Monarch, vum Roi Grand-Duc géif bestoen. Dat ass e puer Joer duerno erëm geännert ginn.

Mä et ass awer symptomatesch, wa mer haut dorun denken, wat fir eng Opfaassung dass et war. D'Opfaassung vum Stat, wou de Monarch am Mëttelpunkt stoung, an net, wéi mer et haut ëmfaassen, iwwert den Institutiounen.

Dat ass geännert ginn a verschidde Etappen. Ech erënneren hei un d'Revisioun vun 1919, wou festgehale ginn ass, dass d'Souveränitéit, d'Puissance souveraine bei der Natioun géif leien. Ech erënneren och un déi Ännerung vun 1948, wou am Artikel 51 den Zousaz an d'Verfassung komm ass, dass Lëtzebuerg no engem Régime de la démocratie parlementaire géif liewen.

An ech erënneren un d'Revisioun vun 1998, wou d'Roll an d'Positioun vum Statschef nei definéiert gi sinn an de folgenden Text an d'Verfassung koom: «Le Grand-Duc est le Chef de l'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale.»

Dat ass eng wichteg Ausso an et ass am Fong geholl de Kärartikel iwwert de Grand-Duc, ëm dee sech all déi aner Attributiounen a Fonctiounen mussen orientéieren a gestalten.

An dann erënneren ech och drun, dass de Statschef, de Monarch inviolabel ass an a sengen Akten irresponsabel. Dat heescht, hie ka vu sech aus näischt decidéieren, näischt maachen, ouni dass déi Décisiounen vun him contresignéiert si vun engem Member vun der Regierung - vun engem, vu méi oder vun der ganzer Regierung -, déi dann d'politesch Responsabilitéit ze droen huet, déi virum Parlament a virum Vollek muss riichtstoe fir dat, wat de Grand-Duc ënnerschrifwen huet.

Dat ass ee wichteg Element an dat ass indispensable an enger Monarchie, fir dass se och demokratesch ka genannt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn, an deem Bléck op de Statut, op déi besonnesch Aufgabe vum Grand-Duc, muss een och all déi Bestëmmunge vun der Verfassung gesinn. Ech hunn der e puer zitiiert, déi sech mat dem Grand-Duc a mat sengen Aufgabe befaassen.

De Grand-Duc kann net op déiselwecht Manéier un der gesetzgeberescher Aarbecht participéieren wéi d'Chamber selwer. Dat huet de Statsrot kloer rappeliert. An ech mengen dat muss mer eis och virum Aen halen, well de Grand-Duc no baussen net ka kommunizéieren. Hie ka seng Meenung nëmme soe mat an iwwert d'Regierung.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, all déi dote Grënn hunn an där Zäit an an där Konstellatioun, wou mer elo sinn, d'Regierung derzou geféiert, fir en neien Text vum Artikel 34 ze proposéieren.

D'Verfassungskommissioun huet dofir eestëmmege festgestallt, dass duerch d'Revisioun vum Artikel 34 - an dat wëll ech awer hei bäifügen - d'Chamber a kengem Moment dee verfassungsméisseg virge-

schriwwene Wee, fir d'Verfassung ze änneren, verlooss huet. D'Chamber huet sech net hei selbsherrlech iwwer eppes ewechgesat.

D'Chamber huet hir Aufgaben erfüllt, zesumme mat der Regierung, fir aus enger Krisensituatioun erauszekommen. De Constituant an d'Regierung si verpflichtet, wann esou eng Kris do ass, en Auswee ze sichen am Intérêt vun den Institutiounen an déi Propositiounen, déi Ännerunge virzeschloen, déi erlaben, dass och déi demokratesch Institutiounen, déi demokratesch Pouvoiren an engem Land esou kënnen fonctionnéieren, wéi de Geescht vun der Verfassung an och déi eenzel Artikelen dat virgesinn.

D'Verfassungskommissioun war der Meenung, dass, wann déi Upassung geschitt, d'Roll vun dem Statschef an dem politesche Geschéie vun eise Land net erniddregt, mä gestärkt gétt, am Sënn vun deem Artikel, deem ech zitiiert hunn, den Artikel 33 vun der Verfassung, deem och virgesäit, dass de Grand-Duc iwwert deem Geschéie muss stoen an op keng Aart a Weis an dat politescht Geschéien däerf mat eragezu ginn.

Duerch déi Verfassungsännerung kréie mer méi eng kloer Trennung vun de Gewalten an eise Stat an domat eng méi modern an eng méi demokratesch Verfassung.

Duerch dës Revisioun ginn natierlech d'Prerogative vun der Chamber gestärkt. D'Chamber, déi elo déi eenzeg politesche Gewalt am Stat ass, déi fir d'Zustanekomme vun de Gesetzer zoustänneg ass. D'Gesetz entsteet an Zukunft, wa mer den Artikel 34 änneren, net méi duerch d'Sanktioun vum Grand-Duc, mä eenzeg an eleng duerch de Vote vun der Chamber.

Den zweeten Deel vum Artikel 34 betrëfft d'Promulgatioun vun de Gesetzer duerch de Grand-Duc. Déi Prerogative bleift bestoen, gétt also duerch déi hei Ofännerung net ugeréiert. An och den Délai gétt net geännert, an deem de Grand-Duc muss handeln, fir d'Texter ze promulguéieren.

D'Promulgatioun, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer keng Participatioun un de legislativen Aufgaben. D'Promulgatioun, dat ass d'Feststellung, dass d'Chamber ee Gesetz gestëmmt huet an et ass am Fong geholl den Uerder, fir dass d'Gesetz och muss exekutéiert ginn. Dat ass also eng Aufgab, déi de Statschef am Kader vu sengen Aufgaben vun der Exekutiv erfüllt, mä keng legislativ Aufgab méi.

De Statsrot huet sech eingehend mat där doter Fro ofginn, ech zitiiere hien hei, wou hie seet: «(...) la promulgation s'avère donc une compétence liée relevant du pouvoir exécutif du Grand-Duc qui oblige celui-ci aux termes de l'article 5 de la Constitution.» Dat heescht, de Grand-Duc muss d'Promulgatioun virhuelen, hie kann net aus där Obligatioun erausgoen. Dat ass eng Kompetenz, déi hien obligéiert, als Chef vum Exekutiv, wann ech dat esou ka soen, d'Gesetzer, déi demokratesch gestëmmt gi sinn, déi ugehall gi si vun der Chamber, och ze exekutéieren an ze promulguéieren.

De Statsrot hat virgeschloen, fir bei der Promulgatioun den Délai erfzesetzen, an zwar op ee Mount. D'Verfassungskommissioun war der Meenung, dass een dat net soll maachen, ënner anerem doduerch, dass, wann d'Verfassungsreform a Kraaft géif trieden, dat och eng Influenz hätt op déi Gesetzesprojeten, déi um Instanzeweie sinn. Dat kënnen der eng ganz Rei sinn. Well dësen Ablack déi juristesche Konsequenzen, wat d'Applikatioun vun der Verfassungsreform an der Zäit ugeet, net kënnen iwwersi ginn, ass et besser, mir bleiwe bei deenen dräi Méint, wat awer net ausschléisst, dass ee spéider eventuell op dee Wee do ka goen, nodeem een all juristesche Konsequenzen an Implikatiounen vun esou enger Reduktioun vum Délai ënnersicht huet, an dat soll een, an eisen Aen, an aller Rou, an aller Serenitéit maachen.

Eng zweet Ofännerung vum Statsrot war déi, fir och den Artikel 46 vun der Verfassung ofzeänneren, dee ganz sécher och der Situatioun vun haut net méi entsprécht. Den Artikel 46 seet: «L'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute loi.» La Chambre ne donne pas son assentiment, la Chambre vote. De Conseil d'État hat proposéiert, deem Text ze ersetzen doduerch, dass ee géif soen «La Chambre adopte» oder «Les lois sont adoptées». D'Kommissioun hat do dräi Bedenken zu deem Virschlag.

Éischtens emol steet déi legislativ Prozedur iwwert de Werdegang vun de Gesetzer an engem Kapitel, dat net ënnert der Chamber steet, mä ënnert dem Kapitel 3 vun der Puissance souveraine, wou och d'Prerogative vum Grand-Duc drënner stinn. Wann

een also dat do, deem Deel iwwert d'legislativ Aufgab, eleng bei d'Chamber gesat hätt, hätt een et misse gegebenfalls aus dem Kapitel 3 an d'Kapitel 4 eriwuerhuelen.

Zweetens hate mer e Problem mam Ausdrock «adopte». An engem Gesetzestext, a besonnesch bei der Verfassung, soll een ëmmer déiselwecht Wierder gebrauchen. Or, d'Verfassung schwätzt net vun «adopte», mä d'Verfassung schwätzt ëmmer vum «vote de la Chambre». Also hätt een och deem Ausdrock misse gebrauchen, well dee ganz puristesche Jurist eventuell een Ennerscheid gesinn hätt tëschent den Termen «adopter» an «voter». Dat war eng zousätzlech Ursach, fir deem Text net unzehuelen.

Eng lescht Ursach war déi, dass d'Élaboratioun vun de Gesetzer, de Werdegang, deem e Gesetz huet, vun deem Moment, wou et hei agereecht gétt oder wou et aus der Chamber selwer kënn, bis zu deem Moment, wou et ofgestëmmt gétt, ee Ganz ass. Et kann ee nëmme schwierig dorun änneren goen, ouni och nach aner Artikelen eventuell ofzeänneren. Mir hunn an eise Rapport och d'Artikele 47 an 48 zitiiert, déi gegebenfalls och missten an där Ännerung mat eragehall ginn. Et soll een also net elo iwwerstierzt déi ganz Prozedur ofänneren. Et soll een dat zréckstellen, mä et soll een et awer net vergiessen.

D'Remarque vum Conseil d'État, fir den Artikel 46 ze änneren, ass pertinent, an dofir soll och d'Verfassungskommissioun sech an nächster Zäit mat deenen doten a mat aneren Artikelen beschäftegen, fir ze kucken, wat fir Dispositionen nach weider missten an der Verfassung ugepasst ginn.

Mir hunn och dofir als Verfassungskommissioun eng Resolutioun redigéiert, déi virgesäit, dass d'Verfassungskommissioun mat hiren Aarbechten, déi um Punkt waren, ofgeschlossen ze ginn, a wou ee globalen Text, eng nei Redaktioun vun der Verfassung an der Chamber hätt kënnen deponeiert ginn, soll weiderfuere, dass se och all Implikatiounen, déi elo duerch deem heite Vote entstinn, soll nei ënnersichen, an dass dann d'Verfassungskommissioun nach am Laf vun dëser Legislaturperiod der Chamber een neien, kohärenten a globalen Text vun enger Verfassungsännerung soll ënnerbreeden.

Mir gesinn dat als eng Obligatioun a mir wäerten eis och do druginn. Ech kann déi Resolutioun hei, déi vun allen an der Verfassungskommissioun vertruedene Parteien ënnerschrifwen ass, och dem President iwwerrechen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant qu'elle vient de voter en première lecture le projet de révision de l'article 34 de la Constitution;*

- *considérant que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle examine depuis plusieurs années un projet de Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution et qu'elle est sur le point de finaliser un texte;*

- *considérant qu'il y a lieu de tenir compte de la pratique constitutionnelle et du fait que la Constitution consacre le principe de la souveraineté nationale, du régime de la démocratie parlementaire, de la responsabilité des membres du Gouvernement et, partant, de l'irresponsabilité du Grand-Duc;*

- *considérant que la révision de l'article 34 votée en première lecture modernise la Constitution et rapproche la «Constitution écrite» de la «Constitution vécue»;*

- *considérant, toutefois, qu'il convient d'abandonner la pratique de révisions ponctuelles répétées et de procéder à une refonte fondamentale de la Constitution consacrant sa stabilité, sa prééminence et sa pérennité;*

invite la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle à

- poursuivre ses travaux et à réexaminer les textes déjà mis au point en veillant à redéfinir le processus d'élaboration des lois et notamment les articles 46, 47 et 48 et à conforter le rôle du Chef d'État en qualité de garant de l'unité et de l'indépendance nationales;

- lui présenter avant la fin de la présente législature le projet de Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution.

(s.) Paul-Henri Meyers, Félix Braz, Ben Fayot, Colette Flesch, Jacques-Yves Henckes.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu mengen Iwwerleeungen ukomm. Mir hunn dee Rapport, deem lech ënnerbreet

ginn ass, unanimement an der Chamberskommissioun gestëmmt. Ech hu versicht, lech d'Grënn a kuerzen a verständleche Wierder duerzeleeën, an ech géif mer wënschen, dass d'Plénière der Recommandatioun vun der Commissioun follegt an eestëmmege deem Text hei unhëlt.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo, als éischt Riednerin, déi honorabel Madame Colette Flesch.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, léif Kolleegen, mir sinn net frou iwwert d'Émstänn, ënnert deene mir mussen iwwert dës Verfassungsrevisioun befannen. Wéi de Rapporteur et am Rapport vun der Verfassungskommissioun ënnerstrach huet an et haut op der Tribün erëm eng kéier gesot huet, huet säit 1868 kee Lëtzeburger Statschef refuséiert, e Gesetz, wat vun der Chamber gestëmmt war, ze sanktionéieren an ze promulguéieren.

D'Doctrine ass sech eens, dass an enger moderner Monarchie constitutionnelle d'Sanktioun an d'Promulgatioun vu Gesetzer, déi vum Parlament gestëmmt sinn, eng automatesch Procédure ass. An alle constitutionnell Monarchien an Europa - an egal, wat d'Verfassung virgesäit - gétt d'Autoritéit vum Monarch verstanen als d'Autoritéit vun der Regierung, mat där de Statschef d'exekutiv Gewalt ausféiert, an d'Sanktioun vun engem Projet de loi, dee mehrheetlech am Parlament gestëmmt ginn ass, gétt als eng Formalitéit ugesinn.

De Rapporteur huet a sengem schrëftlechen an och a sengem mëndleche Rapport verschidde Constitutionnalisten erwähnt, de Pierre Wigny, de Francis Delpérée, a sengem schrëftleche Rapport och d'Commission de Venise vum Conseil de l'Europe; de Statsrot erwähnt de Georges Margue, den Alphonse Huss, de Pierre Pescatore. Kee vun deene Rechtsgeléierte war, bei deenen, déi haut net méi bei ons sinn, wéi bei deenen, déi haut nach liewen, e Frënd vu menger Partei. Nach deelen ech total hir Analys, an ech wëll mech hei deem ganz formell uschléissen, esou wéi de Rapporteur et och am Numm vun onser Verfassungskommissioun gemaach huet.

Här President, mir verkennen net, dass de Statschef d'Recht huet, eng perséinlech Meenung ze hunn. Mir respektéiere se, och wa mer se net deelen. Mir sinn awer der Meenung, dass eng institutionell Attitüd muss diktiert si vum Charakter vun der parlamentarescher Demokratie, déi ausdrécklech am Artikel 51 Paragraph 1 vun onser Verfassung virgesinn ass, vun der Tatsaach, dass hien iwwert der parteipolitescher Auseenansetzung steet, an dass hien, laut Artikel 33 vun onser Verfassung, de Symbol vun der nationaler Unitéit ass.

Mir waren elo, Här President, mat engem Broch vun der constitutioneller Praxis a vun den institutionellen Traditiounen vun onsem Land konfrontéiert. Mir bleiwen der Meenung, dass d'constitutionnelle Monarchie déi beschte Statsform fir onst Land ass. Mir sinn der Meenung, dass mer ons an dese schwéieren Zäite keng institutionell Kris däerfe leeschten. Duerfir si mer mam Revisiounsprojet vun der Regierung averstanen.

Èm wat geet et hei?

Mir änneren den Artikel 34 of, andeem mer d'Sanktioun, déi zu de legislativen Attributiounen gehéiert, aus dem Text vum Artikel eraushuelen, an d'Promulgatioun, déi zu den exekutiven Attributiounen gehéiert, loosse mer am Text bestoen.

De Rapporteur ass am Detail op déi Froen am Punkt 2 vu sengem schrëftleche Rapport agaangen an elo erëm a sengem mëndleche Rapport op dëser Tribün. Ech brauch also net weider op déi do Froen ze insistéieren.

Fir dem Grand-Duc ze erspieren, engem Text mussen zoustëmme, deem hien net kann an - ech géif soen - net soll matdis-

kutéieren, andeem hie säin Averstännis aus perséinleche Grënn net wëllt ginn, huele mer d'Sanktioun aus dem Verfassungstext eraus.

Mir mengen, déi Ännerung géif ons Verfassung moderniséieren, den Artikel 34 an Aklang bréngt mam Artikel 32 vun onser Verfassung, deen de Prinzip festschreift, dass d'national Souveränitéit bei der Natioun läit; mam Artikel 51, dee Lëtzebuerg ënnert de Regime vun der parlamentarescher Demokratie stellt; mam Artikel 33, deen de Grand-Duc zum Symbol vun der nationaler Unitéit mécht, a mam Artikel 45, deen e Contreseing ministériel verlaangt an domadder d'politesch Responsabilitéit vun der Regierung an d'Irresponsabilitéit vum Grand-Duc verankert.

Mir mengen also, déi Ännerung, iwwert déi mer haut diskutéieren, wär e Schrëtt an déi richteg Richtung. Si stäerkt, wéi de Rapporteur et hei gesot huet, och de Rôle vun der Chamber.

Si muss, wéi de Statsrot an de Rapporteur et ënnerstrach hunn, nach vun anere Verfassungsännerunge begleet ginn. Mä mir sinn der Meenung, dass mer dat net sollen haut virhuelen. D'Verfassungskommissioun soll sech an aller Serenitéit am Januar der Saach unhuelen.

Här President, dat bréngt mech zu engem zweete Punkt, deen och vum Statsrot opgeworf ginn ass. Vun 1868 un ass ons Verfassung revidéiert ginn - 1919 an 1948 aus verständlechen Ursaachen. 1956 hu mer den Artikel 49bis ageschriwwen, fir dass mer konnten den Europäesche Gemeinschaften bäitrieden. 1972, do ass d'Wahlalter op 18 Joer erofgesat ginn, an 1979 ass se och nach geännert ginn. Vun den 80er Joren u goufen d'Ännerungen ëmmer méi heefeg, an, wéi de Statsrot et ënnerstrach huet a sengem Avis, hu se sech vun 2003 u multiplizéiert, wéi d'Prozedur vun der Verfassungsrevisioun vereinfacht gouf.

D'Verfassungsännerungen, déi mer also virgeholl hunn, egal wéi wichteg se waren, waren ëmmer punktuell. An anere Wieder, mir si stéckerchersweis virgaangen, an dat ass bei enger Verfassung net glécklech.

Säit e puer Legislaturen ass eng allgemeng Revisioun a Moderniséierung vun onser Verfassung ugeduecht ginn. Et sinn e puer Usätz gemaach ginn. Mä dee Plang ass awer eréischt an dëser Legislaturperiod richteg zum Droekomm.

Ënnert dem kompetente Leadership vun onsem President-Rapporteur, dem Hår Paul-Henri Meyers, schaffe mir säit véier Joer un enger Modifikatioun an engem neien Ordonnancement, dat heescht engem neien Zesummestelle vun onser Verfassung. Déi Aarbechte si wäitgehend ofgeschloss.

Duerfir och, Hår President, bedauere mer, dass mer haut nach eng Kéier eng punktuell

Revisioun musse virhuelen. Mä mir mengen, si wär néideg.

Ech wëll och hei dem Rapporteur, dem Hår Meyers, Merci soe fir dëse Rapport, souwuel dem schrëftleche wéi och dem méndlechen, deen hien ons de Mëtteg hei virgedroen huet. Ech wëll mech sengen Iwwerleeungen a senge Schlussfolgerunge voll uschléissen.

Mir sinn och mat him a mat der Verfassungskommissioun der Meenung, dass mer solle bei deem Délai bleiwen, an deem d'Promulgatioun ze erfollegen huet, an dass mer à ce stade solle bei dräi Méint bleiwen.

Mir mengen awer och, dass ee muss dat Ganzt elo iwwerkucken, an dass notamment den Artikel 46 a vläicht och de 47 an den 48 mussen nogekuckt ginn, ob mer déi net och vläicht sollen adaptéieren. Mä dat soll am Kader vun deenen Aarbechten erfollegen, déi de Moment an der Verfassungskommissioun - ech muss soen - an enger ganz konstruktiver an net konfliktueller oder oppositioneller Aart a Weis duerchgefëiert gi sinn, wou mer alleguer besuergt waren, dee beschten Text ze fannen, deen dësem oder deem Problem déi beschte Léisunge konnt bréngen.

Deen Text, deen elo virläit als Proposition, ass nach net ganz fäerdeg. Deen een oder deen aneren Artikel, notamment de 66, muss nach gekuckt ginn, mä mir sinn awer op deene meeschte Punkten eens, an dat si Punkten, déi sécherlech net alleguerte mam Rôle vum Grand-Duc a vun der Chamber ze dinn hunn, mä wou mer versicht hunn, d'Constitution écrite méi no ze bréngen un d'Constitution vécue, wéi de Conseil d'État esou schéi seet, oder de Pays légal méi no ze bréngen un de Pays réel.

Mir mengen also, dass am Januar déi Aarbechte solle weidergefëiert ginn. An duerfir wäert et lech net wonneren, Hår President, wann ech soen, dass ons Fraktioun och wäert déi Resolutioun stëmmen, déi den Hår Meyers elo am Numm vun der Verfassungskommissioun agereecht huet.

Ofschléissend also, Hår President, bréngen ech den Accord vun onser Fraktioun zum Projet de révision vum Artikel 34 vun der Verfassung an zur Resolutioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den honorabelen Hår Alex Bodry. Hår Bodry, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Revisioun vum Artikel 34 vun eiser Verfassung däerf een net isoléiert gesinn. Si kënn zwar schnell, mä si kënn eigentlech net iwwerraschend. Net iwwerraschend fir déi, déi während laange Joren elo am Kader vun eiser zoustänneger Chamberskommissioun iwwer nei Verfassungstexter nodenken.

Si schreift sech och an eng ganz Rëtsch un Verfassungsännerungen an, déi dëst Parlament respektiv déi Parlamentarier virdrun

zënter den 80er Joren un eiser Verfassung virgeholl hunn, mat engem Rhythmus, deen eigentlech mat de Joren ëmmer méi schnell ginn ass.

D'Moderniséiere vun eiser Verfassungstext ass néideg. Dat ass keng nei Erkenntnis. Dat ass eng Kenntnis, déi mer scho laang hunn, well deen Text zu groussen Deeler net nëmmen op d'Joer 1868 zréckgeet, mä a wesentleche Punkten eigentlech nach 20 Joer méi al ass an op 1848 zréckgeet, also an eng Zäit zréckgeet an an enger Wuertwahl verfaasst ass, déi ganz an den Ufänk stinn vum Parlamentarismus zu Lëtzebuerg, wou et nach staark Monarchie gi sinn, wou et nach keen allgemengt Wahlrecht ginn ass, wou et nach keng Parteie gi sinn, wou et nach keng strukturéiert Majoritéitsverhältnisser zu Lëtzebuerg gi sinn. Also komme wesentlech Passagé vun eiser aktueller Verfassungstext aus virdemokrateschen Zäiten.

Duerfir ass d'Chamber an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm zu enger schrëttweiser Upassung vun dem Verfassungstext komm, fir den Text un déi politesch Realitéit unzupassen, fir eng Fusioun ze maachen tëschent der Theorie vun engem Verfassungstext an der geliefte Praxis vun der Politik a vun den Institutiounen hei zu Lëtzebuerg.

Et ass eng absolut Noutwendegkeet ginn, fir systematesch un déi Aarbecht erunzuegoen, well mer zënter eppes méi wéi zéng Joer och eng Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun de Gesetze agefouert hunn. Eleng dat huet et schon néideg gemaach, dass mer an einzelen Punkte schnell musse reagéieren als Parlament, fir opgrond och vun enger Interpretatioun vun eiser Cour constitutionnelle, déi éischer wuertgetrei ass, eng Rei vun Artikelen vun eiser Verfassung un d'Realiteit unzupassen.

Ech wëll drun erënneren, dass schon Enn vun den 80er Jore wesentlech Reforme gemaach si ginn, déi och d'Persoun an d'Fonction vum Grand-Duc betreffen. Den Artikel 4, wou d'Persoun vum Grand-Duc net méi helleg ass, mä awer nach ëmmer - an dat ass wesentlech - onverletzlech, dat heescht also politesch irresponsabel ass an zivil a penal irresponsabel ass.

Den Artikel 32 ass hei geännert ginn an den 80er Joren, wou mer ronderëm d'Souveraineté nationale an d'Ausübung vun der Souveraineté nationale nei Texter formuléiert hunn, déi der Realiteit méi Rechnung droen, a schliesselech den Artikel 33, deen erstmoleg d'Aufgab, d'Missioun vum Grand-Duc definéiert. Ech soen et nach eng Kéier: «Le Grand-Duc est le Chef de l'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale.»

Den Artikel 45 ass en zentralen Artikel am Versteedsdemech vun de ganzen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg, well en handelt vun dem Contreseing, der Géigenzeechung also, déi e Minister, e responsabele Minister muss maachen, wat all Akte vum Grand-Duc ugeet, wouzou mer also iwwergaange sinn.

Dee leschte Pouvoir, deen de Grand-Duc eigentlech nach konnt eleng exerzéieren -

deen, fir gewëssen Dekoratiounen un Ausländer ze ginn -, huet hien duerch d'Chamber ewechgeholl kritt an den 80er Joren.

All Akt also, och en Acte de refus - och eng Omissioun ass en Acte politique - an all Acte politique vum Grand-Duc kann eréischt seng Effeten hunn, wann hie géigegezeechent ass duerch e responsabele Member vun der Regierung. Dat géllt och fir en eventuelle Refus, fir d'Sanktioun vun engem Gesetz ze maachen. De Grand-Duc kann a mengen Aen och déi dote Prerogativen ni eleng ausféieren. Hie kéint se nëmmen am Zesummespill mat der Regierung ausféieren.

Och fir all oder déi meescht Auteuren am Ausland, wa se iwwerhaupt deen dote Fall nach considéieren, ass et en Automatismus, dass de Statschef ënnerschreift, wann e Parlament demokratesch ofgestëmmt huet iwwer e Gesetzestext.

Mä all déi Auteuren, déi iwwerhaupt nach déi doten Hypothees vun engem méigleche Refus vum Statschef considéieren, maachen dat ëmmer erëm nëmmen am Zesammenhang, dass de Statschef dat zesumme mat der Regierung géif maachen. Dat ass manifestement an deem spezielle Fall, deen eis hei ugeet, jo net de Fall.

Ech wëll och drun erënneren, dass eis Kommissioun ënnert der Presidentschaft vum Paul-Henri Meyers de 26. November 2008 eigentlech prinzipiell en Accord fonnt hat iwwer eng nei Verfassung, iwwer eng grondleeënd Emformuléierung an Emstrukturéierung vun eiser Verfassungstext, nodeem mer jorelaang dorunner geschafft hunn. All Froe sinn undiskutéiert ginn, ausdiskutéiert ginn, an och deen heiten Artikel war Bestanddeel vun eisen Deliberatiounen.

Ech wëll hei net verheemlechen, dass e gewësse Moment vun der Diskussioun d'Kommissioun wollt méi wäit goen, méi wäit goe wéi dat souguer nach hei proposéiert ass. Mir sinn u sech awer op eis éischt Iddi zréckkomm, opgrond och vun Diskussiounen, déi mer mam Statsminister haten, an ech mengen och, dass virdrun de Statsminister iwwert déi dote Fro mam Grand-Duc diskutéiert hat.

Alles dat sinn also Saachen, déi am Floss sinn, si Meenungen, déi sech maachen, an elo si mer op engem Punkt ukomm, wou mer och mussen hei eng Décisioun huelen.

Ech wëll awer soen, dass, wann ee sech kann doriwwer bekloen, dass dat heiten elo e bësse schnell geet, ech allerdéngs muss soen, dass déi Drénglechkeet vun där heiter Fro net d'Schold vun der Chamber ass.

D'Chamber huet laang iwwert déi Fro hei diskutéiert, mä déi heiten Diskussioun elo an hirer Urgence ass net déclenchéiert gi vu Säite vun der Chamber, mä et ass u sech de Statschef selwer, deen à l'origine vun enger gewësser Précipitatioun ass, an där mer mussen deen heiten Text verabschieden, och wann d'Diskussioun selbstverständlech am Virfeld vill méi breet war, wéi dat elo den Uschäin no bausen huet.

Mir sinn och der Meenung, dass mer selbstverständlech eis Aarbechte weider solle féieren an och provisoersch ofschléisse



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

virum Enn vun dëser Legislaturperiod am Kader vun der zoustänneger Chamberskommissioun, och mam Dépôt da wa méiglech vun enger Proposition de révision, déi och kuerz kéint hei am Plenum eng éischt Diskussioun kréien. Déi definitiv Dëcisoun, dat ass eng Fro vun där nächster Constituante; dat ass eng Fro, déi muss tranchéiert gi vun deem nächste Parlament.

Déi Aarbechte kréien e bëssen elo eng nei Nues, well mer einfach duerch déi Interpretatioun, déi de Statschef vu senger Prerogative mécht, zumindest wat een Artikel ugeet, awer och een anert Liicht kréie grad elo op aner Passagé vun der Verfassung, déi mer och musse frësch kucken. Dat gëtt also e ganz anere Bléckwénkel, dee mer elo mussen op dat Ganzt erëm frësch werfen, mat dem Zil, fir eng absolut Rechtssécherheet hierzestellen.

Et ass wichteg, dass dat iewescht Gesetz vun engem Land eenheetlech interpretéiert gëtt vu sämtlechen institutionellen Acteuren hei am Land. Et kann net sinn, dass een dat anescht mécht wéi deen aneren. Do si Krisen, do si manifest Konfrontatiounen da virprogramméiert. Et geet eis dorëm, dass mer also kloerstellen, wéi de Regime vun enger Monarchie am Kader vun enger parlamentarescher Demokratie vum 21. Johonnert ze fonctionnéieren huet.

D'Revisioun vum Artikel 34 ass also eng éischt Etapp vun enger méi breeder Revisioun, déi mer laang preparéiert hunn a wou mer kuerz virum Ofschluss vun eisen Aarbechte stinn.

D'Zil vun där Operatioun ass et net - ech wëll dat awer och gradesou daitlech soen -, d'Roll vum Grand-Duc ze beschneiden. Déi Befugnisse, déi hien tatsächlech huet, déi Befugnisse, déi hie reell huet, déi soll hie selbstverständlech behalen. Et geet ganz einfach dorëm, dass mer d'politesch Realitéit an d'Verfassungspraxis vun iwwer 150 Joer an nei Texter géissen, fir dass dat hieba stichfest ass an dass net méi kann dorunner gerüttelt ginn.

Mat der LSAP ass awer och gradesou kloer, dass et kee Réckmarsch an d'Ufank vum 19. Johonnert hei zu Lëtzebuerg wäert ginn.

Ech mengen, dass mer gutt berode wäeren, wa mer eis éischer un deem fir mech dach ganz respektable Modell vun enger schwedescher Monarchie géifen inspiréieren. Op jidde Fall wann ech soen „inspiréieren“, dann heescht dat net, eent ze eent dee Modell iwwerhuelen. Mä et ass awer déi Richtung, déi mer sollte weidervolllegen. Dat schéngt mer méi e respektable Modell ze si wéi déi vu Monaco oder vu Liechtenstein, wat fir mech keng Aushängeschilder si vun engem moderne Stat an déi sécherlech och net dierfen de Modell gi vun engem institutionelle System hei zu Lëtzebuerg.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et geet och hei ëm d'Glafwierdegkeet vun eise Land no baussen an der Europäescher Unioun an an der Welt.

D'Monarchie ass net a Fro gestallt. Si ass legal ofgesécheret duerch d'Verfassung. Si ass legitiméiert duerch e Referendum an duerch déi Popularitéit, déi se nach wie vor hei zu Lëtzebuerg huet. D'Monarchie gëtt och vun eiser Partei net a Fro gestallt, wann d'Monarchie selwer d'Regele vun der parlamentarescher Demokratie respektéiert an eng Verfassungspraxis respektéiert, déi iwwer 150 Joer al ass.

Den Artikel 34 leet an eisen Aen e formelle Pouvoir vum Grand-Duc fest: d'Recht, e gestëmmt Gesetz ze sanktionéieren an ze promulguéieren.

Där formeller Pouvoir gëtt et der nach vill an der Lëtzebuurger Verfassung: de Pouvoir vum Grand-Duc, Gesetzesprojeten anzerechen; de Pouvoir vum Grand-Duc, Traitéen ze maachen; de Pouvoir vum Grand-Duc, d'Chamber anzeberuffen an d'Chamber opzeléisen.

Et muss weider kloer bleiwen, dass dat dote Prerogative vum Grand-Duc sinn, déi eigentlech vun der Regierung exzerziert ginn, mat der Ënnerschrëft vum Grand-Duc a mat der Géigenzrechnung vu Membere vun der Regierung. Dat muss d'Ausrichtung vun den nächsten Diskussiounen sinn, fir dat doten och géintwärt all falschen Interpretatiounen kloerzestellen.

Ech betounen nach eng Kéier, wat och scho Virriedner gesot hunn: Eis Verfassung, a besonnesch och dat Kapitel iwwert déi sougenannte Prerogative vum Grand-Duc, ass nëmme richteg ze liesen, wann ee se liest am Zesummenhang mam Artikel 45, dee seet, dass all Akt muss vun engem responsabele Minister géigezezechent ginn, an och am Zesummenhang mam Artikel 4,

dee seet, dass de Grand-Duc irresponsabel ass, dat heescht, dass hien also och kee politeschen Akt kann eleng setzen, well hie keng politesch Responsabilitéit huet a viru kengem eigentlech verantwortlech ass fir dat, wat e mécht. Déi Verantwortung muss en aneren iwwerhuelen.

Wat mer ganz kloer net kënnen akzeptéieren, dat ass, dass iwwert déi Interpretatioun, déi elo vum Statschef gemaach gëtt, vun deem Artikel 34, dass iwwert dee Wee géif eigentlech e groussherzoglecht Vetorecht zu Lëtzebuerg agefouert ginn. Esou e Vetorecht huet et eigentlech zu Lëtzebuerg net ginn, an dat soen och all Auteuren, déi sech mat deene Froen hei zu Lëtzebuerg an och an anere Monarchië beschäftegt hunn, dass de Fait, dass kee Vetorecht vum Monarch besteet, eng essenziell Etapp war viru laange Joren an der Genèse vum parlamentaresche System. Wann een déi Etapp a Fro stellt, da stellt een eigentlech och d'Essenz vun engem moderne parlamentaresche System a Fro. Dat dierf et, mengen ech, net ginn. Do si mer eis an alle Bänken hei am Parlament eens.

Wat nach hei un den Dag komm ass, ass och eppes, wat e Broch duerstellt mat enger gängiger Praxis, an zwar dass, wéinst der Onverantwortlechkeet vum Statschef, de Statschef och net öffentlech a kontrovers politesch Diskussiounen anzegräifen huet. En Agrëff besteet schonn doranner, dass hie seng Meenung zu engem kontroversen Thema öffentlech mécht.

De Monarch huet selbstverständlech och eng privat Meenung. Déi Meenung huet hien awer privat ze äusseren. Hien huet eng Aflossméiglechkeet. Déi Aflossméiglechkeeten, déi muss hie bei der Regierung versiche geltend ze maachen. Doriwwer eraus huet e Monarch sech an eise Verfassungssystem an 150 Joer net zu ëmstridenden a net zu kontroversen politesche Froen ze äusseren an iwwert deen dote Wee natierlech och Afloss ze huelen, eventuell, op de Verlaf vun esou enger politescher Diskussioun an der Öffentlechkeet.

De Grand-Duc kann encouragéieren, hie kann découragéieren, hien huet d'Recht informéiert ze gi bei wichtege Froen vun der Regierung, mä doriwwer eraus huet hie keng reell politesch Pouvoiren, et sief dann, a besonnesch Situatiounen a Krisenzäiten. D'Beispill vun der Belsch beweist dat e bëssen. D'belsch Krichszäiten zum Beispill, dat gëtt eng aner Situatioun, do kann de Monarch zum Deel aner Pouvoiren zougestane kréien, wéi dat elo de Fall ass. Mä am Normalfall ass et net anescht, an do ënnerscheet sech eis Interpretatioun net vun där, déi an der Belsch, an Holland, an Dänemark, an Norwegen, a Schweden an allen demokratesche Monarchien, wéi mer se hei an Europa kennen, gemaach gëtt. Do ass dat iwwerall d'selwecht. Dat ass néierens anescht op deem dote Punkt.

Eng lescht Fro, déi ech wëllt ervirsträchen - an déi mech eigentlech traureg mécht an där ganzer Diskussioun dobaussen, och an eenzelne Stellungnahmen, déi een a leschter Zäit zu deenen dote Froen héieren huet -, dass hei eng Verméschung gemaach gëtt tëschent der institutioneller Fro, déi mer haut behandelen a probéieren ze tranchéieren, an där politesch inhaltlecher Fro ronderëm eng Gesetzespropositioun, déi deemnächst wäert hei an der Chamber diskutéiert ginn. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Déi dierf een net matenee verméschen. De Statschef huet déi zwou Froen matenee verméscht. Mä mir mussen et fäerdeg bréngen, déi zwou Saachen erëm kloer ze trennen, an d'Diskussioun - bis elo zumindest - beweist, dass hei déi Trennung gemaach ginn ass.

Ech muss allerdéngs soen, wann ech kucken, wat e fréiere Minister, wat eng fréiere Chamberspräsidentin an aner Leit an deem doten Zesummenhang vun Deklaratiounen gemaach hunn a leschter Zäit, da sinn ech erschreckt, muss ech soen, iwwert deen Amalgam, deen do gemaach gëtt, tëschent institutionelle Froen, op där enger Sait, a politesch inhaltleche Froen op där anerer Sait. Dat eent huet eigentlech mat deem aneren näischt ze dinn, an duerfir muss mir zumindest et fäerdeg bréngen, déi zwou Saachen hei propper ze trennen an där Diskussioun, déi mer haut hei ze féieren hunn. An déi aner Diskussioun, déi féiere mer d'nächst Woch am Parlament. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

Wichtig ass et also, dass de Monarch wederhi glafwierdeg bleift, als Symbol vun der Eenheet vun Land, glafwierdeg bleift, iwwert de Parteie steet, eng Autoritéit duerstellt doduerjer, dass hien eigentlech iwwert de Parteie steet an net zu aktuelle politeschen Themen direkt Stellung bezitt. Dat ass eng wesentlech Fro, och fir d'Erhaltung vun der Monarchie an d'Akzeptanz vun

Prinzip vun der Monarchie an enger moderner Demokratie.

Well d'Monarchie ass jo u sech e System, deen opgebaut ass op der Héreditéit. Also e System, wou de Statschef net sur le mérite, net sur élection, mä eigentlech iwwert d'lerfschaftsfolleg festgeluecht gëtt. Dat ass en Anachronismus an engem modernen, demokratesche System, wou alles op der direkter Wahl opgebaut ass. Nach mengen ech, dass déi zwou Saachen kënnen an Aklang bruecht ginn, awer nëmme am Respekt vun de Missiounen vun deenen engen a vun deem aneren.

Duerfir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer erëm eng Kéier op déi Erfahrung opbauen, op déi Praxis opbauen, wéi se sech während laange Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg gefestegt huet. Och an allen aneren europäesche Monarchien, déi deen Numm verdéngen, war dat net anescht.

Ech kommen zum Schluss. Dës Reform ass also néideg. Et wäerte weiderer missen nokommen. Si ass och, mengen ech, richteg ugaangen an deem minimalen Text vun der Regierung. Och d'LSAP ass der Meenung, dass mer u sech net sollten op de Wee goen, deen de Conseil d'État virgezechent huet. Op där enger Sait, well ech mengen, dass et näischt bréngt, an deem Moment, op den Artikel 46 och nach eng Kéier zréckzekommen, wat den Assentiment vun der Chamber ugeet. Dat kënnen mer an enger allgemenger Reflexioun ronderëm d'legislativ Prozedur maachen.

Besonnesch wär et, an deem Moment, héchst riskant, an eisen Aen, eppes um Délai vun den dräi Méint ze änneren, well dat soss kënn zu Interpretatiounsschwierigkeete féiere fir all déi Gesetze, déi elo ënner dëser Verfassung nach géife gestëmmt ginn an déi eventuell ënner engem anere Verfassungstext géife vum Statschef ënnerzechent ginn. Duerfir, loosse mer hei beim Regierungstext bleiwen. Et ass d'Aufgab vun der Chamber, dës Reformwierk bis un d'Enn ze féieren.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Merci fir d'éischt vun der grénger Fraktioun un de Président-rapporteur, den Här Meyers, deen a ganz prezisen a detailléierte Wierder erkläert huet, wat mer haut de Mëtteg fir e Vote wëlle virhuelen.

Et ass eng Aarbecht, déi och séier gemaach ginn ass. En Ëmstand, deen am Land fir munch Kritik gesuergt huet, déi mer awer fir unbegrënt halen, well d'Formen, déi d'Verfassung verlaangt, si kloer. Iwwert d'Diligence oder d'Lenteur vun der Prozedur steet näischt an der Verfassung. Et ass also erlaabt, och am Respekt vun der Verfassung, fir séier ze schaffen, wann d'Aarbecht gutt gemaach ass. Dat ass, eiser Meenung no, hei de Fall.

De Grand-Duc huet der Regierung an de Fraktiounen matgedeelt, dass hien e Gesetz net wëllt ënnerschreiwen. Dat huet fir vill Diskussiounen an och fir munchen Duercherneen am Land gesuergt iwwert de Rôle vun den Institutiounen, d'Institioun vum Chef d'État, awer och d'Zesummespill mat den aneren Institutiounen. Et gëtt doriwwer diskutéiert, ob de Grand-Duc dat, wat hien hei mécht oder net mécht, dierf oder net dierf.

D'Wourecht ass, mir hunn en ale Verfassungstext, deen, an dat hunn och scho munch Virriedner gesot, mat senger Praxis oft net no um Text ass, esou dass d'Antwort op déi Fro, wann ee sech à la lettre un den Text hält, fir muncher kënn sinn, dass de Grand-Duc dat haut nach, am Joer 2008, dierf. D'Antwort ass awer ganz kloer, fir all déi, déi sech mat der Matière beschäftegen, an et sinn der muncher de Mëtteg hei schonn zitéiert ginn, dass de Grand-Duc hei mat Sécherheet säin institutionelle Rôle net zu 100% respektéiert huet.

De Grand-Duc huet also ugekënnegt, e Gesetz net wëllen ze ënnerschreiwen, an hie refuséiert domadder, zu engem bestëmtenen Deel, säi Rôle ze spillen, an domadder si mir als gréng Fraktioun net d'accord.

De Statsrot, an och de Rapporteur, hu mat enger ganzer Rei Argumenter beluecht, firwat dass déi Sanction-promulgation, déi an enger eenzegeger Ënnerschrëft stattfënn, zënter Jorzéngten nëmme eng Formalitéit ass an och haut nëmme dierft sinn. Et ass en Automatismus.

De Statschef huet zu Lëtzebuerg kee Vetorecht bei Gesetze. Doriwwer gëtt et kee Zweifel. Säi Rôle ass et, Gesetze ze sanktionéieren an ze promulguéieren. Soss, wann hien dat net mécht, hätte mer elo zu Lëtzebuerg net nëmme eng institutionell Kris - well déi hu mer, och wa mer dobäi sinn, eng Léisung fir se ze fannen -, mä dann hätte mer och nach eng Regierungskris, well d'Regierung hätt dann, eiser Meenung no, missen hir Demissioun areecheen, an dat hätt, eiser Meenung no, zu näischt anescht kënnen féiere wéi zu Neiwahlen.

Dat an enger Situatioun, wou mer virun enger Kris stinn an deelweis dra sinn, enger wirtschaftlecher Kris, wéi d'Land se zënter ganz laange Joren net kann huet! Duerfir menge mir, dass an dëser Situatioun dat doten nach derbäizebränge kee besonnenen Akt ass a keen Zeechen ass vun engem wierklech feelerlose Sënn fir d'Intérêt vum Land, besonnesch an dëser schwéierer Situatioun. Wa mer dat évitéiert kréien, da läit dat dorunner, dass anerer am Land hire constitutionnell Rôle voll gespillt hunn a voll spillen.

Et héiert ee jo och dobaussen, dass et Leit gëtt, déi Verständnes opbréngen, net fir d'Attitud vum Statschef, mä fir säin Handeln oder säin Nethandelen, well déi Verméschung gemaach gëtt, déi de Kolleeg Bodry och scho beschriwwen huet, tëschent deem Gesetz, wat de Grand-Duc net wëllen huet ze ënnerschreiwen, a sengem institutionelle Rôle. Dat ass och eemoleg bis elo gewiescht, an et huet een heiansdo den Androck, d'Leit géife soen: „Wat ass dann, déi eng Kéier do! Et huet dach jiddwereen e Recht op seng Gewëssensfräiheet.“

Et muss ee sech awer emol virstellen, wat da wier, wann all d'Institutiounen hei am Land sech dat Recht do géifen eraushuelen! Mir hu méi Institutiounen. Mir hunn net nëmme de Statschef. Mir hunn och eng Regierung. Mir hunn och e Parlament. Mir hu Geriichter. Wat wier, wann all d'Institutiounen sech géifen eraushuelen, och nëmme eemol, net hire Rôle ze spillen an hir Missioun komplett a lückenlos ze erfüllen?

Wat wier, wann d'Regierung eng Kéier géif ouni Gesetz handeln, bei eppes, wat de Membere vun der Regierung ganz wichteg wier? Si hätten zwar keng Base légale, mä fir eng Kéier wëllte se et maachen. Hätte mer dofir Verständnes? Neen!

Wat wier, wann d'Polizei eng Kéier, well se ee guer net kënn brauchen, dee wëllt an de Prisong setzen? Ouni Uerteel, ausserhalb vun de Gesetze, eng Kéier just. Hätte mer dofir Verständnes? Neen!

Wat wier, wann d'Geriichter ee géife condemnéieren ouni Base légale, ouni Preuen? Eng Kéier, just well deem Riichter deen net passt. Géife mer dat akzeptéieren? Neen! Zu Recht géife mer dat net akzeptéieren.

Wat wier, wann d'Chamber géif Gesetze maachen, déi sech net un d'Verfassung géifen halen? Eng Kéier.

» **Une voix.** - Permanent!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Wann eng Majoritéit géif zustane kommen, déi sech net un d'Forme géif halen an awer géif wëllen e Beschloss huelen? Wat ass, wann eng Chamber an eng Regierung eng Kéier wëllte retroaktiv Gesetze maachen? A Steier- an a Rentefroen? Eng Kéier réckwierkend d'Steieren erhéien oder d'Rente kierzen? Nëmme eng Kéier, well dat d'Leit géif arrangéieren. Géife mer dat akzeptéieren, och wann et nëmme eemol wier?

Mir menge ganz kloer, dass d'Antwort Neen ass, dass mer dat net géifen akzeptéieren. Och wann et nëmme eemol ass, ass falsch falsch. Dat geet net fir déi gréng Fraktioun, an dat geet och eiser Meenung no net, well all d'Institutiounen sech un déi Regeln do halen.

Et ass also net näischt, wann de Grand-Duc seet: „Ech wëll e Gesetz net ënnerschreiwen.“ Domadder respektéiert hien net säi Rôle an der Constitioun an hie respektéiert och net d'Zesummespill tëschent den Institutiounen, déi awer zesumme déi Stabilitéit an deem Land maachen, déi gutt

ass, fir dass eng Gesellschaft sech kann entwéckelen, prosperéieren an zu Wuelstand, Sécherheet an Zefriddenheet kommen. An dat ass eppes, wat een all Dag muss fleegen a bei all Handlung muss fleegen, eppes, zu deem et keng Ausnahm daërf ginn!

Glécklecherweis, soe mir Gréng, hunn dofir net all Institutionen hire kloere Bléck an hir roueg Hand verluer. Hei huet d'Zesummespill tëschent Regierung a Chamber, Fraktiounen a Parteie gutt geklappt, soss hätte mer haut net dese Vote, soss hätte mer net bannent enger Woch eng institutionell Kris kritt an och nees kënne bäileeën. Well all déi aner Institutionen hire kloere Bléck net verluer hunn an Hand an Hand geschafft hunn, fir dass d'Kris ka bäigeluecht ginn.

Fir de Grand-Duc ass d'Sanction-promulgation en Deel vu sengem institutionelle Rôle. Et ass säi Recht a seng Pflicht zügläich. Et ass och dofir seng Pflicht, well et eng Géigeleeschung dofir gëtt. De Grand-Duc huet eng Irresponsabilité civile, pénale a virun allem politique. Dat huet nëmme een hei am Land. Dat ass e ganz grouse Privileg. Deen ass och begrënnt, begrënnt mat Géigeleeschungen. Déi mussen dann och erfëllt ginn, déi Géigeleeschungen, an zwar an all de Fäll. Dat ass eis Meenung.

Dofir ware mir als gréng Fraktioun och virun e puer Joer net ganz glécklech, och wann dat deemools vläicht eng majoritär Meenung war, wéi de Grand-Duc sech am Kader vum Referendum iwwert den Traité constitutionnel geäussert huet. Dat war vläicht d'Meenung vu ville Leit, mä och dat war deemools net richtig. A vläicht war dat eng kleng rout Luucht, déi bei villen hätt missen ugoen, fir dass sech och doriwwer mam Statschef ënnerhale gëtt, well och dat war schonn eng Transgressioun, sans suite - d'accord -, sans suite réelle am Processus législatif, mä och dat war net glécklech.

Och dat soll een net vergiessen, wann een déi Diskussioun féiert, déi mer elo amgaange sinn ze féieren an och an den nächste Wochen a Méint wäerte féieren, dass dat mat Sécherheet net de constitutionnelle Wee ass, dee mer zu Lëtzebuerg zënter enger ganzer Rei Jore beschratt hunn.

Mir wäerten also an den nächste Wochen déi Aarbecht misse fäerdeg maachen, déi mer zënter véier Joer an der Verfassungskommissioun maachen, nämlech déi Aarbecht, eis Verfassung ze moderniséieren a virun allem, an dat ass de Plädoyer vun der grénger Fraktioun, den Text vun eiser Verfassung endlech a feelerfräi iwwereneen ze leeë mat der Praxis, déi mer am Land hunn. Well haut ass et esou, dass een, deen aus dem Ausland op Lëtzebuerg kënnt an dee sech beispillsweis während engem Abiergerungsverfahre mat engem Cours d'ins-truction civique mat der Verfassung géif beschäftegen, eng Verfassung géif liesen, déi him net géif erklären, wéi zu Lëtzebuerg d'Saache genee geschéien.

Et kritt ee kee richteg Bléck op dat, wat zu Lëtzebuerg geschitt, wann een eis Verfassung liest a probéiert se à la lettre ze verstoen. Dat ass fir déi, déi initiéiert sinn, wuel verständlech, mä net fir déi, déi eis Praxis net kennen. Duerfir si mer der Meenung, dass et de Rôle muss sinn, déi Aarbechten, déi mer zënter véier Joer gemaach hunn an déi eigentlech virun engem Ofschloss stoungen, elo nach eng Kéier liicht ze verlängeren, fir nach eng Kéier iwwer e puer Artikelen ze kucken, fir wierklech op en Text ze kommen, deen all eis Institutionen an deem Text esou erméigëtt, wéi se haut och an hirem Zesummespill sinn a fonctionnéieren.

Dat brauche mer, dat ass eng Noutwendegkeet fir Lëtzebuerg. Dat géif och dem Grand-Duc säi Rôle als Statschef iwwert den Enjeu partisan definéieren, dee Rôle vläicht dann nach méi prezis beschreiwen, obwuel en eigentlech, am Verständnes vun all de Constitutionnalisten, haut scho kloer ass. Mä en ass da vläicht, duerch en ofgeännerten Text, an Zukunft nach méi kloer.

Wat eis och bei der Solutioun, déi mer elo fonnt hunn, fir aus der institutioneller Kris erauszekommen, iwwerzeegt, ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg, contrairement zu der Belsch, eng Léisung fonnt hunn, déi

dauerhaft ass, dass mer net op dee falsche Wee gaange sinn, eng eemoleg Solutioun ze bastelen, wéi se dat an der Belsch gemaach hunn, wéi de verstuerwene Kinnek Baudouin beim Avortementsgesetz Schwierigkeeten hat.

Hei hu mer direkt d'Optioun geholl, all zesummen, fir ze soen, wann et eppes ze kläre gëtt, da gëtt et esou gekläert, dass et eng Léisung ass, déi steet, an net eng „one shot“-Léisung, déi nëmme eemol ze gebrauche wier, eng „à la carte“-Léisung, pour convenance personnelle; dat kann et net ginn. Et gëtt also eng propper institutionell Léisung doduerch gesicht, dass et eng dauerhaft Äntwert ass op en Ëmstand, deen domadder vläicht och besser gekläert ass wéi virun.

Et ass wouer, dass et net gutt ass, wann d'Verfassung ze vill oft muss geännert ginn. Mä et ass awer genauos falsch, wann eng Verfassung guer net geännert gëtt. Dat ass dat, wat mer zu Lëtzebuerg laang haten: dass se bal guer net geännert ginn ass. An dee Stau huet mat sech bruecht, dass mer an de leschte Joren elo vill Ännerungen hu misse maachen, vill méi wéi et üblech ass fir eng Verfassung.

Dat bréngt och mat sech, dass déi Aarbecht, déi d'Vefassungskommissioun amgaang ass ze maachen, et wäert erlaben, wa se zu engem Ofschloss ka kommen an der nächste Legislaturperiode, dass mer dann och vläicht erëm en Text hunn, deen et nees erlaabt, iwwer eng Rei Jorzéngte mat nëmme minimaalsten Ännerunge just nach kennen eens ze ginn, fir dass d'Verfassung dat erméigëtt, wat se eigentlech iwwerall an ëmmer misst sinn: de Referenztext, deen Äntwerte gëtt, déi an der Durée och Konstanz hunn an déi net mussen oft geännert ginn.

Eis Verfassung ass haut net an engem Zustand, dass se dat fir déi nächst Jorzéngte kéint garantéieren. Duerfir ass déi Reform-aarbecht noutwendeg, déi mer an den nächste Woche wëllen an dëser Legislatur ofschléissen, fir se dann op den definitiven Instanzewe an der nächste Legislatur kennen ze ginn.

Et gëtt wéi gesot ganz kloer e Besoin, fir eis Verfassung ze änneren. Déi gréng Fraktioun ass bereet, sech un deem Prozess do ze bedeelege mat engem Wuert, wat iwwer all deenen anere steet: de Rechtsstat.

An de Rechtsstat, dat heescht fir eis kloer Regeln, transparent Regeln, déi fir jiddweree gëllen an an all de Situatiounen musse gëllen. Et ka keng aner Regel gi wéi déi vum Recht. Fir all Gesetz a fir all Liewenslag vun den Institutionen kann et nëmme dat geschriftene Recht sinn, wat gëllt. An dat muss esou kloer sinn, dass jiddweree weess, wou en drun ass. An et muss och kloer si fir jiddwereen, wat et bedeit, wann e sech net un d'Recht hält.

E lescht Wuert, an dat wëlle mer awer och nach als gréng Fraktioun lassginn, well et eng Saach ass, déi eis awer och bedrückt: Dat ass d'Motivatioun, déi offensichtlech hannert der Suerg vum Grand-Duc stécht, seng perséinlech Iwwerzeegung, déi hien uginn huet, déi och vu senger reliéiser Iwwerzeegung net ze trennen ass.

Dat ass fir eis och e Problem. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Trennung vu Kierch a Stat.

» **Une voix.** - Neen!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Mir hunn eng Rei Aspekter, wou nach Diskussiounen noutwendeg sinn, fir se ze vervollstännegen. Mä mir hunn e fundamentale Problem mat där Motivatioun, déi ugefuert gëtt.

Wa mat där doter Begrënnung, mat perséinleche reliéisen Iwwerzeegunge motivéiert gëtt, dass en institutionellen Akt net gemaach gëtt, da kritt dat fir eis nach eng Kéier och eng Qualitéit, déi eigentlech net akzeptabel ass.

De Stat muss neutral sinn. D'Reliounsfräiheet ass e Grondrecht, a mir sinn alleguere bereet, dofir ze streiden an dofir anzutrieden, dass jiddwereen d'Recht huet, dat grondsätzlech Recht huet, seng Reliounsfräiheet individuell auszeliewen, och wann ee selwer déi Relioun net deelt. Mir si bereet, deene Leit bäizestoen, déi nach fir dat Recht do musse streiden.

Wat awer eiser Meenung no net geet, ass, dass de Stat och nëmme an engem eenzege vu sengen Akten an an engem eenzege vu sengem Handele sech dem Reproche oder dem Verdacht nëmme vum Reproche misst ausgesat gesinn, dass hien eng Verméschung géif maachen tëschent institutionellem Handeln a perséinlecher reliéiser Iwwerzeegung. Dat ass och eppes, wat net annehmbar ass.

Mir brauchen e Rechtsstat an allerleschter Konsequenz. Dat ass déi éischt an déi

gréisst Garantie fir all Bierger vun dësem Land. Vum héchste bis bei dee klengste Bierger am Land ass dat déi eenzeg Garantie. Dat ass dat, wat déi gréng Fraktioun motivéiert, fir déi Diskussioun ronderëm d'Verfassungsmoderniséierung weiderzeféieren.

Mat deene Wieder, Här President, bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dem Text, wéi e proposéiert ginn ass fir eng nei Mouture vum Artikel 34.

Merci all deenen, déi dozou bäigedroen hunn, d'Kris ze beendegen. Mir hu vun haut un nees aner Suergen, an dat sinn der genuch.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt meng Remerciementen un de President-Rapporteur vun der Verfassungskommissioun, den Här Paul-Henri Meyers, fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht, dee mer erlaabt, an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, op e puer méi essenziell Punkten anzegoen.

Fir d'éischt kann ech mech net erënneren, dass jee an der Geschicht vun dësem Land eng Verfassungsreform huet missen an esou enger Urgence duerchgezu ginn, wéi dat haut de Fall ass.

Dat hätt ganz liicht kënne verhënnert ginn. Ech erënneren drun, dass de Statsminister den 2. Dezember deklaréiert huet, dass hie scho virun e puer Méint vum Grand-Duc matgedeelt kritt huet, dass hie Problemer mat dem Gesetz iwwert d'aktiv Stierfhëllef hätt. Ech hat mer erwaart, dass hien, esou wéi hien dat bei aneren Occasiounen gemaach huet, deen Ablack de Kontakt mat der Chamber an der Verfassungskommissioun gesicht hätt. Dann hätte mer kennen déi ganz Problematik an der Serenitéit duerchgoen, anstatt iwwert de Wee, wéi et elo gaangen ass.

Prinzipiell si mir als ADR d'accord, fir dem Wonsch vum Grand-Duc entgéintzekommen a fir déi virleidend Verfassungsännerung duerchzezéien, well mer och domadder eng Verfassungskris kënne verhënnere.

Et ass vill doriwwer diskutéiert ginn, ob de Grand-Duc d'Recht huet, fir déi zwou Saachen, d'Sanktioun an d'Promulgatioun, vuneneen ze trennen, ob een dat kann oder soll trennen.

Ech wëll dorop hiweisen, dass am Livre jubilaire vun 1956 vum Statsrot de Pierre Pescatore an engem doktrinären Artikel «Essai sur la notion de la loi» gesot huet, dass déi zwou Notiounen vu Sanktioun a Promulgatioun absolut musse vunenee getrennt ginn an dass de Grand-Duc d'Recht huet - ech zitieren: «En sanctionnant il apprécie l'opportunité de la loi», dat heescht, duerch d'Sanktioun huet hien d'Recht, fir d'Opportunitéit vum Gesetz ze analyséieren. Dat ass eng Ausleeung, eng Diskussioun, déi et wäert ass, an déi vläicht och explizéiert, woufir mer haut déi Problematik do hunn.

Et ass och kloer, dass, wann de Grand-Duc e Gesetz net sanktionéiert, da gëtt dat Gesetz hifälleg, da gëtt et caduc. Mir versti ganz gutt, dass de Grand-Duc deen Ablack, wou hien der Iwwerzeegung ass, dass et säi Recht ass, dass hien d'Gesetz approuvéiert, esou wéi d'Verfassung elo vläicht kann ausgeluecht ginn, och dat Recht muss hunn, esou wéi all Deputéierten, fir gemäss sengem Gewëssen a Gewëssensfreen op verschidde Punkte kennen ze reagieren. Mir mussen duerfir aus där Situatioun erauskommen an dohier och déi heiteg Verfassungsännerung.

Mä et daërf een awer och e puer Punkten net vergiessen, notamment a wat fir engem Kontext déi ganz Verfassungsdiskussioun, déi mer haut hunn, stattfënt.

Am Prinzip, wa mer haut an éischer Lecture dës Verfassungsännerung stëmmen, mussen dräi Méint vergoen, bis mer an zweeter Lecture d'Verfassungsännerung nach eng Kéier definitiv kënne maachen. Dat erlaabt deen Ablack och, fir am Zäitplang d'Méiglechkeet ze hunn an der Chamber - wann d'Chamber dat decidéiert -, fir d'Euthanasie, d'Stierfhëllefgesetz och duerchzezéien a fir deen Ablack net an eng Verfassungskris ze kommen.

Nach muss een awer sech hei Froe stellen.

Woufir? Well, wa mer haut den Text stëmmen, dann ass et méiglech, op Basis vum Gesetz fir d'Referendum vun 2005, dass

fënnf Bierger higin an e Referendum ufroen, dass se soen, dass se mat där Décisioun net d'accord sinn, déi mer haut hei sollen huelen. An da geet dat säi Wee.

Ech wëll dorop hiweisen an nure kuerz dee Wee do erläutere. Nom Vote vun haut ka fir d'éischt innerhalb vu 14 Deeg esou e Comité vu fënnf Bierger eng Demande beim Premierminister areeche, fir e Referendum unzefroen. De Statsminister huet dräi Deeg Zäit, fir dat ze apprécieren. Da muss de Statsminister eng Kommunikatioun am Mémorial maachen innerhalb vun aacht Deeg. Da geet d'Kollekt vun den Ënnerschrëften an de Gemengen.

D'Durée, wéi laang déi Ënnerschrëfte sammelt ginn, fir e Referendum unzegoen, déi kann dräi Woche sinn oder e Mount. Dat steet net genau fest, dat ka festgeluecht ginn. Et geet drëm, dass deen Ablack an enger nächster Etapp d'Gemengen aacht Deeg Zäit hunn, fir dat Gantz ze kontrolléieren. Dann huet de Statsminister aacht Deeg Zäit, fir d'Resultater, déi d'Gemengen him matginn hunn, ze kontrolléieren.

Dräi Woche méi spéit gëtt da festgehalten, wéi d'Resultat war, an dat muss am Mémorial publizéiert ginn. Da besteet nach e Recours vu fënnf Deeg bei der Cour administrative géint déi Décisioun a géint déi Publikatioun. Oder et gëtt festgestallt, esou wéi den Artikel 114 an onser Verfassung et virgesäit, dass 25.000 Ënnerschrëften zesummekomm sinn an dass et deen Ablack zu engem Referendum komme muss.

Mä dee Referendum daërf net erfollegen dräi Méint virun de Wahlen an dräi Méint no de Wahlen. Or, wann ech hei gesinn, dass et eventuell kéint dozou kommen, dass 25.000 Ënnerschrëfte kéinten zesummekommen, dann ass e Referendum net méi méiglech virum 1. März. Doduerch kéinte mer an eng nei institutionell Kris kommen, wann et op dee Wee géif goen, an dat kann zu monche Schwierigkeete féieren, speziell an där Atmosphär wou dat Gantz elo diskutéiert gëtt a wou dobause ganz vill Problemer opgeworf ginn.

Ech wëll dofir eng Resolutioun proposéieren, dass d'Chamber elo soll ofwaarden, wéi et mat de Recoursen eventuell geet, fir en vue vun engem Referendum, ob esou eng Referendumsinitiativ leeft, ob déi 25.000 Ënnerschrëfte kritt, an dann deen Ablack eréischt d'Décisioun hält, fir de Punkt vun dem Stierfhëllefgesetz hei an der Chamber zur Debatt ze bréngen. Ech déposieren an deem Sënn eng Resolutioun, mat just nëmme enger Ënnerschrëft, fir och deenen anere Parteien ze erlaben, déi Initiativ do ze ënnerstëtzen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- *prenant acte du vote en première lecture du projet de révision de l'article 34 de la Constitution;*

- *consciente que le projet de révision de la Constitution peut être soumis à la procédure du référendum conformément à la loi du 4 février 2005 à l'initiative de cinq électeurs au moins et à condition que 25.000 électeurs soutiennent cette initiative;*

- *consciente que si la procédure en question était soutenue par 25.000 électeurs les délais légaux ne permettraient pas l'organisation du référendum avant les élections législatives du 7 juin 2009;*

- *consciente que la proposition de loi 4909 sur l'euthanasie et l'aide au suicide ne devrait être votée que s'il est certain que le nouveau texte de l'article 34 de la Constitution est en vigueur;*

décide

- *de reporter le vote sur la proposition de loi 4909 jusqu'après le vote en seconde lecture du projet de révision de l'article 34 de la Constitution voire après l'issue du référendum éventuel concernant ce projet ou encore jusqu'à ce qu'il soit certain qu'une initiative populaire ne réunit pas les 25.000 votes requis.*

(s.) Jacques-Yves Henckes.

Et gëtt nach e Moyer, fir aus der Situatioun erauszekommen, dee wëll ech och nure kuerz hei ernimmen, an dee besteet doranner, dass mer vun där Méiglechkeet profitéieren, fir d'Dispens vun zweete Vote ze accordéieren oder net. Do ass e gewësse Flou dran. Muss dat all Kéiers direkt bei dem éischte Vote erfollegen? Kann dat net méi spéit kommen? Do hu mer also eng Marge de manœuvre.

Ech mengen, dës Diskussioun soll stattfannen, fir ze verhënnere, dass mer op eng Kéier e Gesetz hei an der Chamber stëmmen, wou mer geduecht hunn, dass d'Verfassungsännerung et géif erméiglechen, dass herno de Grand-Duc et nëmme méi promulguéiert. Mä, wann déi Ver-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

fassungsänderung an där Zäitspan vum dräi Méint net kann duerchgezu ginn, da schliedere mer nees an eng nei Verfassungskris eran, tomber de Charybde en Scylla, vom Regen in die Traufe.

Ech mengen, dat musse mer verhënneren, an dofir géife mir als ADR proposéieren, datt déi Diskussioun soll innerhalb vun de Partie stattfannen, datt mer déi nächst Woch doriwwer sollen diskutéieren, fir ze kucken, wéi mer dat dote praktesch sollen ugoen, wann et géif zu Schwierigkeete kommen, a wann eng Biergerinitiativ géif e Referendum ufroe géint déi virleiend Verfassungsänderung, déi mer virgesinn hunn.

Dat gesot, wéll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, datt d'ADR dës Verfassungsänderung stëmme wäert. Mir sinn och d'accord mat der Resolutioun, déi mer virleien hunn. Woufir? Well et drëm geet, effektiv, fir eng global Revisioun vun onser Verfassung ze diskutéieren. Mir hoffe just nuren, datt dat virun de Wahlen geschitt, an datt mer also e konkreten Text kënnen hunn. Bien entendu, deen Ablack, wou deen Text, dee jo ëmfaassend ass, hei an der Chamber diskutéiert gétt, hoffe mer och, datt e bei de Wahlen an enger éischer Instanz, an an enger zweeter Etapp och iwwer Referendum ka vum Lëtzebuenger Vollek gutt-geheescht ginn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den honoreblen Här Jaerling an duerno d'Madame Err.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Fir d'éischt emol wéll ech erklären, wat an där Motioun stoung, déi hei ofgelehnt ginn ass. Do stoung just dran, dass ech net d'accord sinn, dass hei...

» **M. le Président.** - D'Motioun gouf net ofgelehnt, si war net recevabel.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Se war net recevabel. Also, wann et drëm geet hei d'Demokratie a Stécker ze schneiden, da sidd Dir Weltmeeschter.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Et gétt Regeln, Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Déi Motioun ass einfach hei énnert den Dësch gekiert ginn, dat ass méi lëtzebuergesch, an dat wéllt ech hei emol kloer soen.

An där Motioun stoung dran, dass ech net d'accord sinn, dass hei 60 Deputéierten eleng iwwert dem Grand-Duc seng Rechter a Flichte befannen, an dass e Referendum statifanne soll, fir ze wëssen, ob eist Vollek d'accord ass, dass dem Grand-Duc seng Rechter sollen esou ëmgeännert ginn, dass hien nach just representativ Aufgaben huet. Dat war den Inhalt vun der Motioun. Ech sinn einfach der Meinung an ech bleiwen och dobäi, dass d'Lëtzebuenger Vollek soll d'Recht hunn, fir doriwwer ze befannen.

Ech wéll awer kloer soen, dass ech d'Meenung deelen, dass de Grand-Duc net dat Recht hat, fir sech hei d'Recht erauszehuelen an ze soen: „Ech ënnerschreiw den Gesetz do net.“ Wann hie gesot huet, aus Gewëssensgrënn, da kann ech dat verstoen. Et ass vläicht säi Recht dat ze soen. Mä ech kann awer net verstoen, wann een dann higeet an et schléisst en doraus, dass - wann een aus Gewëssensgrënn seet, e géif e Gesetz net stëmme oder net akzeptéieren - een dann eng Relioun

domadder an Zesummenhang bréngt. Ech weess net, wat fir eng Relioun de Grand-Duc huet, an et ass mer och ganz egal, well dat säi Recht ass. Et kann een awer net vun där enger Saach op eppes anescht schléissen. Dat sinn Hypothesen.

Wann hei gesot ginn ass, dass et net fir d'éischt ass, wou de Grand-Duc seng Kompetenzen an deem Sënn iwwerschrëit, a wann déi Iwwerleeunge vun haut hei all richtig sinn, dann huet hie seng Kompetenzen och beim Referendum iwwert de Verfassungsvertrag iwwerschratt, well och do huet hie jo gesot, hie géif dee Verfassungsvertrag stëmme, wuelwëssend, dass hien awer iwwerhaapt net stëmme geet.

De Problem ass deen, dass hei gesot ginn ass, dat hätt keng Konsequenze gehat. Mä hypothetesch gesinn, soen ech, kann et awer Konsequenze gehat hunn, andeem dass méi Leit dee Verfassungsvertrag matgestëmmt hunn, wéi dat vläicht de Fall gewiescht wier, wann hien dat net gesot hätt. Da misst een higoen an dat Resultat vun deem Referendum iwwert de Verfassungsvertrag awer dann nach eng Kéier méi nuancéieren.

Wat elo d'Resolutioun ugeet, Här President - well meng Zäit ass jo ofgelaf, an net nëmme meng Riedezäit, wéi anerer dat soen -, géif ech soen, dass ech d'accord si mat där Resolutioun hei. Wat awer elo de leschten Abschnitt ugeet, wou geschriwwen steet «lui présenter avant la fin de la présente législation le projet de Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution», muss ech soen, dass ech d'accord sinn, dass Diskussiounen doriwwer statifanne sollen, fir eventuell d'Verfassung an deem Sënn ze änneren, dass de Grand-Duc nach just representativ Aufgaben huet, mä dass ech awer net d'accord sinn, dass dat elo nach muss an dëser Legislaturperiod ofgeschloss ginn.

Et sollt een einfach d'Aarbechte fäerdeg maachen, an da sollen d'Partie kloer Faarf bezeichnen an dat mat an hire Wahlprogramm huelen. Op deem Wee kënnen d'Lëtzebuenger da selwer doriwwer befannen, ob se domadder d'accord sinn, an dann dee Moment déi Parteie wielen, wou se mengen, dass déi dat richtig maachen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling, fir Är Interventioun. D'Madame Err huet elo d'Wuert als lescht Riednerin.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Avantage vun enger Monarchie, enger parlamentarescher Monarchie wéi déi vun eisem Land, par rapport zu enger Republik ass, oder misst ee vläicht elo soen, war, fir mech d'Tatsaach, dass de Grand-Duc, eise Statschef, d'Symbol vun eiser Unitéit ass, deen iwwert de Partie steet, de Garant vun nationalen Zesummenhalt ass an doriwwer eraus inviolabel, dat heescht politesch irresponsabel ass, wat sech duerch de contre-seing ministériel materialiséiert. Esou gesinn, konnt een och als Constitutionnalist oder als een, dee mat enger Republik a priori kee Problem hätt, eigentlech ganz gutt mat der Monarchie liewen, am Verglach mat deem, wat sech am noen Ausland zum Beispill haut ofschielt, dat ass, e Statschef ze hunn, deen enger preziser Partei ugehéiert an am Fong de Monopol wéllt exzerziere vun der Muecht fir déi eenzeg Partei.

De Serment deen de Grand-Duc beim Amtsuntrëtt ofleet, ass am Artikel 5 vun eiser Verfassung wéi folgt festgeluecht: «Je jure

d'observer la Constitution et les lois du Grand-Duché de Luxembourg», etc.

Dee Serment schéngt elo net méi esou an der Praxis ze klappen, well de Grand-Duc ugekënnegt huet, dass hie gären d'Sanktionsrecht ewechgeholl krit, well hien zum Gesetz iwwert d'Stierfäll, wann et da gestëmmt ass, géif seng Désapprobation doduerch zum Ausdrock bréngen. Wat dat bedeit, och par rapport zur Promulgation, dat wéll ech net méi erklären als xt Riednerin, déi zu dësem Thema hei schwätzt.

Bis elo ass dat Gesetz iwwert d'Stierfäll nach net gestëmmt. Mir wëssen deemno nach net, ob de Grand-Duc wierklech maache wäert, wat ugekënnegt ass. Ech jiddefalls ginn dervun aus, dass hien d'Verfassung respektéiert a senger Fonctioun gerecht gétt, ouni eis Verfassung, där hien och zugestëmmt huet an där hien ënnersteet, nonidégerweis ze strapazéieren.

Wat mir awer sécher wëssen, ass, dass d'Konsequenz vun engem Refus vum Grand-Duc, e gestëmmtent Gesetz ze ënnerschreiw, eng Krise institutionnelle géif bedeuten, déi eigentlech déi Konsequenze misst hunn, déi hei schonn ugeklonge sinn, déi vun der Opléisung vun der Chamber, Demission vum der Regierung an esou weider.

Duerfir stëmme mer jo, Dir Dammen an Dir Hären, haut an enger grousser Vitesse déi Verfassungsreform, fir eben déi institutionell Kris, déi am Raum steet, ze évitéieren. Duerfir stëmme mer haut op Wonsch vum Grand-Duc dës Reform, fir eisem Land eng zousätzlech Kris zur Wirtschafts- a Finanzkris ze erspueren, wëssend, dass éischters d'Land elo dem Grand-Duc seng Meenung als Privatpersoun kennt an och zur Kenntnis geholl huet, an zweetens et ëmsou méi schwéier ass, bei enger Ënnerschrëft ze soen, ob se fir d'Sanktion dann oder och fir d'Promulgation steet.

Dës Verfassungsreform soll derzou déngen, eng zousätzlech Kris ze verhënneren, ouni dass - an dat ass mer wichteg hei ze ënnersträchen, obschonn et och scho gesot ginn ass - dem Grand-Duc domadder Rechter oder Prerogative géifen ewechgeholl ginn, well een e Recht, wat een net huet, eigentlech och net ewechgeholl ka kréien.

Dës Verfassungsreform ass also dofir do, fir Schlëmme ze verhënneren. Mä et muss awer gläichzäitig garantéiert sinn, dass dës Verfassungsreform net derzou féiert, iwwer Gott an d'Welt, wat ee sech ka virstelle vu Manöveren, d'Saach vum Stierfällgesetz an d'Längt ze zéien an et esou iwwert d'Wahlcampagne ewech ze schleefen.

Sollt de Grand-Duc als Statschef wéi all normale Bierger d'Verfassung an d'Demokratie respektéieren, an déi Gesetzer, déi no der Verfassungsreform, an dozou gehéiert, Dir Dammen an Dir Hären, och de Budget, deen d'nächst Woch eréischt gestëmmt gétt, ënnerschreiw, fir dat se kënnen a Kraaft tueden, dann ass dës Verfassungsänderung ëmmer nach richtig, well se derzou gefouert huet, de Verfassungstext enger Realitéit vu Jorhonnerten unzepassen.

Mä da wier och de Bewäis erbruecht, dass een, wann ee wéllt eppes verhënneren, oder eppes wéllt erviruffen, ganz schnell an Zäit vun zéng Deeg kann en Text schreiw, en am Numm vum Grand-Duc déposéiere loosse, vum Statsrot aviséiere loosse, vun der Chamber stëmme loosse, an dass déi schnell Prozedur och méiglech ass am Kader vun enger parlamentarescher Gesetzesinitiativ.

Als Co-Auteur eng lescht Remarque, Dir Dammen an Dir Hären: Zur Gesetzesvirlag zur Stierfäll hate mir, dat heescht de Jean Huss an ech, natierlech kengesweegs d'Prentioun, e Prétexte ze liiwere fir eng Institutionskris. Mir sinn duerfir natierlech d'accord mat dëser Verfassungsreform.

Ech wéll awer besonnesch, nodeem den Här Henckes elo hei just viru mir op der Tribün war, drop hiweisen, dass dat net eng definitiv Verhënnerung vun enger Verfassungskris ass.

Wann dat passéiert, wat den Här Henckes elo grad hei opgezielt huet, iwwert de Wee vun Referendum, mat den Délaien, déi mer kennen, dee muss fäerdeg sinn dräi Méint virun de Wahlen an net d'äerf ufänken dräi Méint no de Wahlen, dann hu mer, Dir Dammen an Dir Hären, mat esou Demandé wéi déi, déi hei ënner anerem un Dësch leien, déi Verfassungskris, déi mer haut wëllen évitéieren, wéinst dem Grand-Duc senger Positioun, muer wéinst enger Demande vun engem Referendum. E Referendum, deen iwwer en Text geet, iwwer eng Verfassungsänderung geet, déi eigentlech eng irrelevant ass an deem Sënn, dass et un den effektive Pouvoire vum Grand-Duc näischt ännere géif.

Duerfir géif ech lech allegueren opfuerderen, ganz gutt opzepassen, wann déi Resolutioun an déi Texter, déi elo hei ugekënnegt gi sinn, zur Ofstëmmung kommen, fir dass mer net muer dat hunn, wat mer haut wéll mat dëser Verfassungsänderung évitéieren.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wann d'Chamber als Constituante eng Verfassungsänderung virhëlt, dann ass dat all Kéiers e graven Akt, well et geet jo schlussendlech ëm d'Grundgesetz vun eisem Land. Et geet ëm dat Gesetz, wat d'Rechter an d'Flichte vu jiddwerengem Eenzelne festleet a wat d'Kompetenzen, d'Rechter an d'Flichte vun den Institutione vum Stat fixéiert.

Wann een d'Kompetenze vum Statschef betruecht a wann een dorunner Ännerunge mécht, dann huet dat ëmmer eppes Historesches u sech. Et ass Usus, datt bei Verfassungsänderungen d'Chamber d'Initiativ hält. Well et sech awer hei ëm de Statschef gehandelt huet, a well mir als Éischt mat enger präziser Problematik konfrontéiert gi sinn, huet d'Regierung hei exzeptionell, och no Gespréicher mat der Chamber, d'Initiativ geholl, fir eng Revisioun vum Artikel 34, déi de Mëtteg hei diskutéiert ginn ass, anzebréngen.

Fir d'Regierung ass déi Proposition, déi mer gemaach hunn, an déi Debatt, déi an deene leschten Deeg geféiert ginn ass, keng fir oder géint de Grand-Duc. An et dierf och keng Debatt sinn an eisen Ae fir oder géint de Grand-Duc. Et ass och keng Debatt an den Ae vun der Regierung fir oder géint d'Euthanasie an déi domat zesummenhängend Froen.

D'Regierung ass a bleift kloer fir d'konstitutionell Monarchie. D'Regierung steet loyal zum Grand-Duc Henri an d'Regierung respektéiert d'Meenung, déi de Statschef an enger preziser Fro - esou wéi an alle Froen - huet, well se mengt, datt jiddwerengem seng Meenung am Land, besonnesch wann et ëm ganz fundamental ethesch Froe geet, soll respektéiert ginn an datt een an engem Geescht vu Respekt an Toleranz all déi Froen do soll klären.

Déi Ännerung, déi d'Regierung proposéiert huet an déi och de Mëtteg hei breet Zoustëmmung am Parlament fonnt huet, ass jo eng, wou mer eis eens sinn, datt mer en Text clarifiéieren an der Verfassung an domadder der Verfassungspraxis vun eisem Land Rechnung droen.

Ech wéll hei ënnersträchen, datt déi Verfassungspraxis duerch déi Debatten an der leschter Woch net a Fro gestallt ginn ass, an deem Sënn, datt, wéi och drop higewise ginn ass, déi Proposition de loi iwwert d'Euthanasie jo nach net zur Ofstëmmung komm ass. Et war also d'Suerg vun der Regierung, enger Rei vu Bedenken am Virfeld Rechnung ze droen, fir ebe just eng institutionell Kris ze verhënneren, an déi mer eventuell hätten a verschiddeenen Zeenarië kënnen kommen, mä déi net agetruede sinn, well déi Fro, déi sech stellt, ob dat Gesetz gestëmmt gétt a wat duerno geschitt, jo nëmme eng ass, déi an der Theorie vun dem Statschef, vun der Regierung a vum Parlament évoquéiert ginn ass.

Eng Rei Riedner hunn de Mëtteg hei op e ganz wichtige Artikel vun eiser Verfassung higewisen: den Artikel 33, deen ech virun zéng Joer als Deputéierten an als President vun der Verfassungskommissioun d'Éier hat, hei an der Chamber ze redigéieren a virzedroen; nämlech den Artikel 33, dee seet, datt de Grand-Duc de Statschef ass an d'Symbol vun der Eenheet vum Stat.

Dat ass fir d'Regierung och haut dee wichtige Prinzip, deen, wéi mer mengen, duerch déi Verfassungsrevisioun hei gestärkt gétt. Déi politesch Verantwortung fir d'Texter huet net de Grand-Duc, deen d'Symbol vun der Eenheet vum Stat ass a muss sinn, deen iwwert de Partie steet, mä

hunn d'Chamber an déi, déi mam Grand-Duc d'Gesetz ennerschreiwien, nämlech d'Regierung.

De Grand-Duc huet eng Roll am Exécutif. Hien huet eng Roll och am Législatif. Dat ass eng ganz schwierig Situatioun, well et en am Fong kéint an d'Situatioun bréngen, wou e misst seng Meenung zu enger Fro soen.

Or si mer der Meenung - zesumme mam Grand-Duc iwwregens -, datt dat hien an eng onméiglech Situatioun setzt. E muss säin Accord zum Contenu vun Texter ginn, ouni awer kënnen d'Ausdrucksfräiheet ze hunn, déi an dësem Land jiddwereen huet, mä déi hien net kann hunn, well en iwwert de Partie muss stoen a well déi Meenung, déi de Grand-Duc ausdréckt, ëmmer ausgedréckt gëtt duerch de Mond vun der Regierung. An déi Pouvoiren, déi en huet, och am Exécutif, kënnen sech nëmmen esou ausdrécken a ginn nëmmen da rechtskräfteg, wa se mat ennerschriwwer gi vun engem Minister, deen eleng verantwortlech ass virum Parlament.

Déi Verfassungsännerung, déi mer proposéieren, ass also eng, déi zum Zil huet, eppes Onméiglech méiglech ze maachen, nämlech, datt de Grand-Duc als Statschef, deen iwwert de Partie steet, ka seng Meenung hunn an datt en net brauch am Contraire zu där Meenung Akten ze setzen, zu deenen e sech net kann äussere respektiv fir déi d'Ministere mussen d'Responsabilitéit iwwerhuelen.

D'Gesprécher, déi d'Regierung mam Grand-Duc féiert, sinn - an dat wëllt d'Vefassungspraxis esou - net öffentlech. Dat, wat de Grand-Duc senge Ministere seet, mussen déi fir sech behalen, well de Grand-Duc schwätzt duerch de Mond vu senge Ministeren. Dee Prinzip ass richteg an dee wëlle mer bäibehalen.

Et gëtt awer Situatiounen, an deenen ee vun deem Prinzip muss ofwäichen, fir ze erklären, firwat een eng Ännerung vun der Verfassung virhëlt; wéi dat hei de Fall ass.

D'Regierung war an ass der Meenung, datt, wann d'Chamber e Gesetz stëmmt an enger parlamentarescher Demokratie, et da weder fir d'Regierung nach fir de Statschef d'Méiglechkeet gëtt, esou e Gesetz net a Kraaft ze setzen. Mat anere Wieder: Wann d'Chamber e Gesetz stëmmt, da muss d'Regierung dem Grand-Duc dat Gesetz zur Ennerschreift virleeën. Si huet kee Choix.

D'Regierung ass och der Meenung, datt se kee Choix huet, wat d'Ennerschreift ënnert deem Gesetz ubelaangt, et sief dann, d'Regierung géif zréckrieden, an da muss de Grand-Duc eng nei Regierung nenne respektiv et kommen Neiwahlen. Mä d'Gesetz selwer bleift weider bestoen, gëtt also dann och vun enger neier Regierung dem Statschef virgeluecht, wann et virdrun am Parlament eng Majoritéit kritt huet.

Duerfir huet d'Regierung hei misse matdeelen, datt si der Meenung ass, datt, wann esou e Gesetz gestëmmt gëtt, d'Regierung et muss ennerschreiwien, aus Respekt virun den demokratesche Regelen.

D'Regierung ass also der Meenung a wëllt dat och hei nach eng kéier ausdrécklech soen, datt et kee Vetorecht ka ginn, weder fir d'Regierung nach fir de Grand-Duc, wann e Gesetz majoritär an der Chamber gestëmmt ginn ass.

De Grand-Duc kritt duerch dës Verfassungsännerung kee Pouvoir ewechgeholl. De Grand-Duc gëtt an d'Lag gesat, fir datt en net brauch an Zukunft seng Meenung duerch d'Sanktioun ze soen zu engem Gesetz.

De Grand-Duc, zesumme mat de Ministeren an net eleng, muss och an Zukunft d'Gesetz promulguéieren, well och an anere Länner gëtt et d'Promulgatioun. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob déi eleng ka vun der Regierung gemaach ginn als Responsable vum Exécutif oder zesumme mam Statschef. Doriwwer kann ee sécherlech diskutéieren. Mä d'Promulgatioun selwer, also d'Bekanntmachung vum Gesetz, d'Publikatioun vum Gesetz ass e Pouvoir, dee beim Exécutif muss ugesiedelt bleiwen.

Dës Ännerung, déi mer virhuelen, stäerkt also de Grand-Duc als Symbol vun der Eenheet vun eisem Land. Et stäerkt dat vum

Vollek gewielte Parlament. Et setzt kloer Regelen, wéi muss verfuert ginn, innerhalb vu wat fir engen Délaien, bis d'Gesetz bekannt gemaach gëtt a vun der Regierung a vum Grand-Duc ennerschriwwer gëtt. Et gëtt keen Désaccord tëschent der Regierung an dem Grand-Duc iwwert déi Verfassungsännerung hei.

Déi Verfassungsännerung hei gëtt gemaach zesumme mam Accord vum Statschef a gëtt vun der ganzer Regierung gedroen.

Ech wëll och hei soen, datt d'Regierung déi Aarbechte voll a ganz ënnerstëtzt, déi ënnert der Leedung vum honorabelen Här Paul-Henri Meyers hei an der Chamber gemaach ginn, fir d'Vefassung unzepassen un eng gewëssere Verfassungspraxis. Woubäi ech hei wëll rappeléieren, datt déi gréisste Reform an dee Punkt, deen am meeschte contestéiert gi war, international gesinn, grad dee war an der Vergaangeneheet, datt de Grand-Duc eleng de Pouvoir exécutif géif exercéieren, an datt mer deen 1998 geännert hunn, andeem mer gesot hunn, datt de Grand-Duc de Pouvoir exercéiert konform zur Verfassung an zu de Gesetz vum Land.

Ech wëll och hei soen, am Numm vum Grand-Duc an am Numm vun der Regierung, datt mer eis eens sinn, datt eng Rei vun den Dispositiounen an der Verfassung, grad och déi iwwert d'Prerogative vum Grand-Duc, esou sollen ugepasst ginn, datt se der Verfassungspraxis respektiv der praktescher Applikatioun vun deenen Texter méi konform gemaach ginn. Doriwwer gëtt et och keen Désaccord mam Grand-Duc, deen och der Meenung ass, datt eng Rei vu Bestëmmungen him am Fong eng reng formal Prerogativ ginn, déi en an der Praxis esou net kann ausüben.

D'Regierung wëllt och drun erënneren, datt se schon am Joer 2004 e Projet de révision vun den Article 76 an déi, déi duerno kommen, proposéiert huet iwwert d'Kompetenze vun der Regierung. D'Regierung mengt, datt et extrem wichteg wär, datt och do géif gekuckt ginn, datt notament d'Kompositioun vun der Regierung, d'Formatioun vun der Regierung, d'Kompetenze vum Premierminister a vun de Membere vun der Regierung, och d'Responsabilitéit vun deeneselwechte géife präziséiert ginn. An d'Regierung wäert sech an deenen Debatten, déi am Parlament stattfannen an deenen nächste Méint, och zu deenen dote Froen nach eng kéier ganz kloer äusseren; biet also d'Chamber och nach eng kéier zu deenen Artikelen, déi d'Regierung 2004 proposéiert huet, Stellung ze huelen.

All Verfassungsännerung ass eng wichteg Verfassungsännerung. Ech mengen, datt mer haut net eist Land an eise Statschef schwächen, mä datt mer d'Demokratie an de Grand-Duc, als Symbol vun der Eenheet vun eisem Land, stäerken. Datt mer dat an Eestëmmegkeet kënnen maachen.

Eestëmmegkeet tëschent dem Grand-Duc, der Regierung an allen am Parlament vertruedene Parteien ass de Bewäis vun engem gewëssene Statssënn, ass och de Bewäis vun enger gewëssener Eenheet, wann et ëm wesentlech Froen geet, an déi vun der Verfassung si wesentlech Froen. Et beweist och vun alle Parteien e Bekenntnis zu den demokratesche Grundwäerter an zu den Institutionen, allen Institutionen, déi mer am Land hunn.

Et gëtt eis eng Stäerkerung fir déi aner Problemer, déi mer unzuegoen hunn, besser kënnen ze begéinen. An deem Sënn ass d'Regierung dankbar fir déi breet Ennerstëtzung an déi schnell Concertatioun, déi mer an deene leschten Deeg konnten hunn. Mir sinn net an enger institutioneller Kris. Mir hunn zesumme Problemer évitéiert, déi hätte kënnen zu enger institutioneller Kris féieren.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun den Debatten ukomm. Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert de Projet de révision. Den Text steet am Document parlementaire 5967². Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution

De Projet de révision ass ugeholl mat 56 JoStëmme, géint 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes,

Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Résolution 1

Mir hunn d'Resolutioun nach ze stëmmen, déi vun alle Fraktiounen ennerschriwwen ass. Ech denken, dass mer par main levée kënnen ofstëmmen.

(Assentiment)

(Interruption)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Just eng Versteesdemefro: Dee leschten Abschnitt ass jo geduecht fir d'Présentatioun vun den Texter - domadder sinn ech d'accord -, net fir de Vote. Wann dat esou ass, stëmmen ech fir d'Resolutioun.

» **M. le Président.** - Et steet kloer an däitlech dran, dass d'Aarbechte sollen

ofgeschloss ginn an dass d'Aarbechte sollen hei presentéiert ginn, an déi nächst Chamber wäert sech da mat de Resultater dovunner beschäftegen.

Vote

Mir kommen zum Vote. Wien ass d'accord mat der Resolutioun?

Wien ass dergéint?

D'Resolutioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Résolution 2

D'Resolutioun 2 gëtt un d'Conférence des Présidents zréckgeschéckt.

De Minister François Biltgen huet d'Wuert nach gefrot.

3. Dépôt d'un projet de loi

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, ech wollt nach e Projet de loi déposieren, deen et erlaabt, d'Deelzäitarbecht besser ze reguléieren.

- *Projet de loi 5973 portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail*

» **M. le Président.** - Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. E gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer definitiv um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Fir déi nächst Sitzung gitt Der schrëftlech convoquéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.24 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 15, 16, 17 et 18

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

- Discussion générale (suite) pages 167-181

5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007 pages 181-182

Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg page 182

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

et

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval pages 182-188

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 pages 189-202

Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière» page 202

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution pages 202-208

Dépôt d'un projet de loi page 208

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2833	M. Gast Gibéryen	État des bâtiments d'une école primaire d'Esch/Lallange
2865	M. Jacques-Yves Henckes	Insertion professionnelle des réfugiés politiques et des personnes admises sous le statut de tolérance
2956	M. Henri Kox	Non-publication des données de crues de la Moselle sur le site inondations.lu
2974	M. Eugène Berger	Incident ferroviaire à Audun-le-Tiche
2975	M. Marc Spautz	Durée du congé postnatal
2979	M. Henri Kox	Cités jardinières
2981	M. Félix Braz	Mise en œuvre d'un système similaire à la «Jobkaart» au niveau national
2982	M. Félix Braz	Réunion nationale des délégués communaux pour le transport en commun
2983	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection de l'identité de mineurs
2986	M. Laurent Mosar	Actes de piraterie à l'est des côtes africaines
2990	M. Xavier Bettel	ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom)
2991	M. Félix Braz	Système de vidéosurveillance
2992	Mme Claudia Dall'Agnol	Encadrement des mineurs
2995	Mme Claudia Dall'Agnol	Vente aux enchères d'un nouveau-né sur Internet
2997	M. Gast Gibéryen	Traité de Prüm
3001	M. Marc Angel	Financement d'un programme de recherche sur le dépérissement des abeilles du CRP Gabriel Lippmann
3004	M. Claude Adam	Aide financière pour études supérieures pour les étudiants effectuant une formation supplémentaire
3006	M. Claude Adam	Accès aux détenteurs du diplôme d'éducateur gradué à la formation permettant d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social
3007	M. Fernand Etgen	Plan d'Aménagement Particulier (PAP)
3010	M. Camille Gira	Crédits de réduction d'émissions en provenance de projets CDM
3011	Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen	Bureaux régionaux mis à disposition des inspecteurs
3014	M. Roland Schreiner	Élections sociales pour la nouvelle Chambre des Salariés
3017	Mme Viviane Loschetter	Placement d'enfants dans des familles d'accueil
3018	M. Alexandre Krieps	Accouchement par voie césarienne
3026	M. Marcel Oberweis	Création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)
3028	M. Robert Mehlen	Résultats de biopsie
3030	M. Ben Fayot	Statut du personnel du service public européen
3038	M. Laurent Mosar	Plan d'action concernant le bruit provenant du trafic aérien
3041	M. Camille Gira	Retrait du permis de chasse et présence au sein du Conseil supérieur de la chasse
3042	M. Marcel Oberweis	La phase de préenregistrement de substances chimiques dans le cadre de l'implémentation de la réglementation européenne REACH

Question 2833 (19.9.2008) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'état des bâtiments d'une école primaire d'Esch/Lallange:

An engem oppene Bréif schléit de «Réseau d'Action des Parents d'Élèves du Luxembourg» (RAPEL) Alarm iwwert d'Émstänn an enger Primärschoul vun Esch/Lallang.

Laut hirem Bericht huet eng Analys vun dem «Service national de la sécurité dans la fonction publique» erginn, datt a verschidde Klasse-säll eng ze héich Konzentratioun vu Formaldehyd besteet. Weider bekloen d'Eltere sech driwwer, dass si nëmmen iwwer eng Interventioun beim Ombudsmann Zougang zu dem Bericht kritt hunn, obwuel d'Analysen op hir Initiativ zréckginn. Si bedauern och, datt keng Analys iwwert d'Présenz vun Asbest gemaach gouf.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Häre Ministeren:

1. Sinn am Moment Kanner an där Schoul, respektiv an deene Schoulsäll, ageschoult? Wa jo, sinn déi Häre Ministeren net der Meenung, datt - a sief et nëmme weinst dem «principe de précaution» -

dës Kanner a gesond Schoulsäll sollen ënnerdag komme bis d'Situatioun definitiv gekläert ass?

2. Hutt Dir Kenntnis vun den Analysen, déi vum «Service national de la sécurité dans la fonction publique» organiséiert goufen, a wa jo, wat sinn Är Konklusioenen?

3. Den Expert, deen d'Analysé gemaach huet, préconiséiert en Avis vun engem spezialiséierten Dokter oder engem Toxikolog. Ass dësen Avis ugefrot ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusioenen? Wann neen, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass deen Avis esou schell ewéi méiglech muss erstallt ginn?

4. Missten net och d'Kanner, déi an deene Schoulsäll ageschoult sinn a waren vun engem Dokter ënnersicht ginn?

5. Och wann d'Schoulgebaier vum Précoce, der Spillschoul am dem Primär ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge falen, wat fir Méiglechkeeten huet d'Regierung fir ze kontrolléieren, an outfalls ze intervenéieren, am Fall wou Schoulgebaier e Risiko fir d'Gesondheet vun de Kanner an dem Léierpersonal duerstellen? Wat ass virgesi fir d'Elteren ze informéieren?

Réponse commune (15.1.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député désire avoir des renseignements sur la situation des locaux dans une école primaire à Esch/Lallange sur la base des plaintes formulées à ce sujet dans une lettre ouverte du «Réseau d'action des parents d'élèves du Luxembourg».

En réponse, nous nous permettrons d'abord d'attirer l'attention de l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen sur l'article 6 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique qui stipule que les personnes chargées de mettre en œuvre et de promouvoir la sécurité dans la fonction publique sont, en ce qui concerne les communes, y compris les écoles communales, le collège des bourgmestre et des échevins.

Il appartient au service national de la sécurité dans la fonction publique de surveiller l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité dans la fonction publique sans que ce service ne dispose cependant d'un quelconque pouvoir de police ou de coercition. Il n'a pas compétence pour procéder à la fermeture d'un établissement scolaire ni primaire, ni secondaire ou secondaire technique.

D'après les informations que le service national de la sécurité dans la fonction publique a reçues de la

part de l'administration communale d'Esch/Alzette, les salles de classe de l'école primaire de Lallange étaient occupées à plein temps à la reprise des cours en septembre 2008 à l'exception d'une salle de classe.

Nous voudrions ajouter que l'administration communale d'Esch/Alzette, qui est chargée d'exercer la surveillance sur les écoles implantées sur son territoire, ainsi que le Service national de la sécurité dans la fonction publique avaient mandaté l'organisme agréé Lux-Control pour la réalisation d'une première série d'analyses réalisées en date du 14 mai 2008.

Ces premières analyses avaient révélé que les concentrations de formaldéhyde de l'air de deux salles de classe dépassaient les valeurs de référence utilisées généralement dans la pratique quotidienne. Étant donné que les émanations de formaldéhyde peuvent résulter de l'utilisation de bois, la première mesure consistait à faire sortir des salles de classe concernées les armoires composées de panneaux de particules (Spanplatten).

Sur demande de la Ville d'Esch/Alzette, des analyses supplémentaires avaient été effectuées le 12 septembre dernier. Alors que ces analyses ont révélé une faible concentration en formaldéhyde dans une salle de classe, la concentration en formaldéhyde dans l'autre salle de classe restait encore trop élevée.

Après que cette deuxième salle fut par la suite complètement vidée de son contenu, une nouvelle analyse confirmait également pour cette salle la présence d'une faible concentration en formaldéhyde.

Afin de pouvoir assurer de façon durable le renouvellement de l'air ambiant, chaque salle de classe de l'école primaire vient au surplus d'être équipée d'un système d'aération automatique.

Une ultime analyse a fait l'objet d'un rapport de synthèse du 4 novembre 2008 de l'organisme agréé Luxcontrol a.s.b.l. Ce rapport vient à la conclusion que dans les salles de classe incriminées, la teneur en formaldéhyde est à considérer comme faible.

D'après nos informations, toutes les salles de classe sont à nouveau occupées depuis le 5 janvier 2009.

lors de leur statut de demandeurs d'emplois respectivement comme bénéficiaires du RMG? Dans ce contexte, j'aimerais aussi savoir combien de ces personnes ont effectivement suivi des cours ou séminaires de formation.

4. Combien de ces personnes ont-elles actuellement un emploi?

5. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour améliorer les possibilités d'insertion dans le monde du travail des personnes réfugiées ou sous statut de tolérance qui ne bénéficient pas d'un emploi?

Réponse commune (27.11.2008) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Depuis le 1^{er} janvier 2004, 432 personnes (enfants et adultes) ont été reconnues comme réfugiées au sens de la Convention de Genève de 1951.

Durant la même période, 989 personnes ont obtenu une tolérance. Ce chiffre ne vise que les premières tolérances, les renouvellements successifs étaient exclus. Le Gouvernement constate qu'il est matériellement impossible de déterminer combien de personnes ainsi tolérées se trouvent toujours au pays, un certain nombre d'entre elles ayant été régularisées, mais d'autres ayant disparu et d'autres encore ayant été rapatriées.

À l'heure actuelle, 571 personnes bénéficient d'une tolérance en cours de validité.

L'ADEM ne peut analyser que les demandeurs ayant le statut de réfugié, alors que les personnes sous le statut de tolérance n'ont pas le droit de s'inscrire comme demandeur d'emploi.

Le nombre total des demandeurs d'asile ayant obtenu le statut de réfugié après le 1^{er} janvier 2004 est donc de 432.

Parmi ceux-ci, 147 demandeurs d'asile (statut réfugié) ont (eu) une inscription comme demandeur d'emploi à l'ADEM.

Parmi ceux-ci, 81 sont encore actuellement inscrits. 41 d'entre eux ont eu droit à une des formations suivantes:

- 4: Formation ProActiv
- 2: Forum Éducation Sociale et Technique (FEST) organisé par le Forum pour l'Emploi

- 6: en Mesure Spéciale (demandeurs d'emploi pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi)

- 17: en ATI (Affectation Temporaire Indemnisée pour bénéficiaires du RMG)

- 1: «Fraen op der Sich no Aarbecht» FOSNA

- 2: en Stage de Réinsertion (SR)

- 1: Centre de Langues Luxembourg (langue allemande)

- 1: en apprentissage adulte

- 2: atelier de motivation

- 1: séminaire CV

- 1: en CIE

- 1: en CAT-privé

- 1: CNFPC (initiation à l'informatique)

- 1: formation complémentaire «test d'embauche» (formation organisée au CNFPC pour préparer les demandeurs d'emploi aux tests d'embauche)

Les autres 66 ne sont plus inscrits. 37 d'entre eux avaient suivi des formations/mesures lors de la période d'inscription:

- 25 en ATI (Affectation Temporaire Indemnisée pour bénéficiaires du RMG)

- 1 atelier de motivation

- 3 en Mesure Spéciale (demandeurs d'emploi pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi)

Question 2865 (30.9.2008) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'insertion professionnelle des réfugiés politiques et des personnes admises sous le statut de tolérance:

Il me revient que près de 90% des personnes admises en tant que réfugiés politiques ou admises sous le statut de tolérance se retrouvent d'abord inscrit en tant que chômeurs indemnisés puis comme bénéficiaires du RMG. Ceci résulterait du fait que ces personnes souvent ne sont pas ou pas suffisamment préparés au marché du travail luxembourgeois alors qu'ils ne connaissent souvent ni le luxembourgeois ni le français ni l'allemand.

Aussi je voudrais vous poser les questions suivantes:

1. Combien de personnes adultes ont été admises sous le statut de réfugié politique ou sous le statut de tolérance depuis le 1^{er} janvier 2004 et combien d'entre eux résident toujours au pays?

2. Combien de ces personnes se trouvent inscrits comme demandeurs d'emplois indemnisés voire comme bénéficiaires du RMG?

3. Quels sont les aides à l'insertion professionnelle dont ont bénéficié ou dont bénéficient ces personnes

- 3 en Stage de Réinsertion (SR)
- 1 en apprentissage adulte
- 2 en CAT-public
- 1 Formation éducation sociale et technique (FEST)
- 1 CNFPC (formation module coiffure)

Les motifs de clôture (du dernier) dossier d'inscription sont les suivants:

- 4 clôtures volontaires,
- 29 ne se sont plus présentés aux suivis réguliers,
- 23 sont enregistrés «occupés»,
- 6 clôtures sont la suite de sanctions administratives,
- 2 dispenses furent accordées par le SNAS,
- 1 reprise des études a été signalée et
- 1 départ à l'étranger.

Le total des demandeurs d'asile (des 432 et nés avant 1994) ayant un emploi au 24 octobre 2008 est de 59.

Il ne semble pas opportun ou utile de prévoir des mesures spéciales en faveur de l'emploi de cette catégorie de personnes, alors que le droit luxembourgeois prévoit tout un arsenal de mesures qui sont applicables indifféremment du statut des demandeurs d'emploi. Il paraît d'ailleurs difficile d'imaginer des mesures supplémentaires ad hoc. C'est d'autant plus vrai que beaucoup de personnes inscrites en dehors du statut invoqué par Monsieur le Député ont les mêmes problèmes d'employabilité à commencer par des déficits linguistiques ou par des défauts plus ou moins impor-

tants de qualification ou d'expérience.

Complément de réponse (28.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Ad 2)

2.2 concernant les bénéficiaires du RMG

Parmi les personnes signalées au Ministère de la Famille et de l'Intégration par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, 124 communautés domestiques totalisant 298 membres sont bénéficiaires du RMG au 31.10.2008.

Parmi ces bénéficiaires, il y en a 44 qui doivent participer aux Activités d'Insertion Professionnelle (AIP) de la loi RMG. Les autres en sont dispensés pour les raisons suivantes:

- occupation professionnelle: 29
- incapacité permanente ou transitoire: 31
- enfants (y compris majeurs en formation scolaire): 117
- dispenses diverses: 77

Des 44 bénéficiaires non dispensés au 31.10.2008, 35 suivaient une AIP, dont:

- 7 «stages en entreprise»
- 14 «affectations temporaires indemnisées»
- 14 contrats de travail subsidiés conformément à l'article 13, alinéa 3 de la loi RMG.

Ad 3)

Depuis le 1.1.2004, 62 différents bénéficiaires figurant sur le relevé du MAE ont bénéficié d'une ou de plusieurs AIP's, totalisant en tout les 138 activités suivantes:

Type d'activité	Total
Activités de formation	2
Affectations temporaires indemnisées	57
Contrats subsidiés suivant article 13,3	17
Préparation et recherche assistée	7
Stages en entreprise	55
Total	138

une étroite coopération avec le Service de la Navigation.

Or, contrairement à ce que les déclarations officielles suggèrent, je constate que le site ne présente pas de données pour le plus important de nos cours d'eau, à savoir la Moselle. Cette lacune paraît étrange dans la mesure où les villages et communes de la Moselle sont pourtant régulièrement concernés par des crues (Schengen, Bech-Kleinmacher, Remich, Ehnen,...).

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres de l'Intérieur et du Transport:

- Quelles sont les raisons de cette lacune? Pourquoi les points de mesures existants sur la Moselle n'ont pas été intégrés au site géré par l'AGE?

- Est-ce que les mesures et prévisions concernant la Moselle seront publiées également et à court terme sur www.inondations.lu? Dans l'affirmative, à partir de quelle date? Dans la négative, pourquoi?

Réponse commune (29.12.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports** et de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

En premier lieu, il y a lieu de rappeler qu'en ce qui concerne la Moselle luxembourgeoise, la surveillance des crues relève de la compétence de deux services étatiques: D'un côté, le Service de la Navigation a comme mission de gérer les voies navigables et d'en surveiller leur état. C'est dans le cadre de ses attributions que la

gestion des limnimètres de la Moselle, l'acquisition et la validation des données hydrologiques ainsi que les prévisions de crues se font par le Service de la Navigation. De l'autre côté, l'Administration de la Gestion de l'Eau a comme mission de coordonner les actions en matière de lutte contre les inondations. Par ailleurs, la loi relative à l'eau, votée le 11 décembre 2008, dispose dans son article 40 que «l'Administration de la Gestion de l'Eau établit un système de prévision des crues et de modélisation du régime des cours d'eau pour lesquels il existe un danger potentiel de crue».

Le site Internet www.inondations.lu a été développé dans le but de mettre à disposition au public des données limnimétriques au pas horaire sur une période de huit jours dans une première phase. Cette solution électronique complète et améliore l'offre déjà existante et disponible sur les répondants téléphoniques des stations limnimétriques qui a fait ses preuves dans le passé. En cas de crue, le site est complété par un bulletin de situation actuelle. Une représentation de la répartition des précipitations de la veille ainsi que les informations sur les conditions météorologiques et la situation des crues sont en cours d'élaboration. À moyen terme, des prévisions des crues, un historique des hauteurs maximales, ainsi que des alertes précoces en matière de crue sont prévues.

Actuellement, les niveaux d'eaux des stations limnimétriques de la Moselle luxembourgeoise continuent à être consultables par téléphone comme suit:

- Station de Remich 26 66 09 18
- Station de Stadtbredimus 26 69 77 41
- Station de Grevenmacher 26 72 91 81
- Station de Wasserbillig 26 71 42 73

En ce qui concerne la publication des données de la Moselle sur le site Internet, il faudra préciser que le Service de la Navigation et l'Administration de la Gestion de l'Eau sont en contact pour la publication des données. Une réunion à cette fin a eu lieu début décembre et les niveaux d'eaux des stations limnimétriques précitées sont accessibles au public sur le site www.inondations.lu à partir du 19 décembre 2008.

Question 2974 (17.11.2008) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant l'**incident ferroviaire à Audun-le-Tiche:**

Le 22 octobre 2008 un train passagers des CFL en provenance d'Esch/Alzette a heurté un butoir en entrant dans la gare d'Audun-le-Tiche. Dans une première appréciation de l'accident la direction des CFL a estimé que l'incident était dû à un malaise du mécanicien. D'autres voix ont supposé que l'origine de l'accident mineur était à chercher dans la surcharge de travail des conducteurs de train et le risque de fatigue que cela entraîne.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si le rapport relatif à cet incident a déjà été finalisé?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

Réponse (29.12.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Par sa question parlementaire N°2974 du 17 novembre 2008, l'honorable Député Eugène Berger souhaite s'informer du rapport de l'incident qui s'est produit en date du 22 octobre à Audun-le-Tiche.

D'emblée il y a lieu de relever que les CFL ont strictement respecté les dispositions en matière de conditions de travail.

En ce qui concerne le cas préoccupant, l'agent en question avait commencé le jour de l'incident sa troisième séance de travail après avoir bénéficié de trois jours de repos.

Il y a donc lieu de constater que cet agent de conduite était parfaitement en ligne avec les conditions de travail.

L'enquête menée à la suite de l'incident n'a pas permis de déceler une défaillance technique du matériel.

En date du 23 octobre 2008, l'agent a été soumis à un examen médical auprès du médecin de travail des CFL qui a conclu de lui faire subir des bilans supplémentaires auprès d'un médecin spécialiste.

En attendant ces conclusions, l'agent est affecté à d'autres fonctions au sein du Dépôt de Luxembourg.

Question 2975 (17.11.2008) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant la **durée du congé postnatal:**

Selon une enquête effectuée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration auprès de 24 crèches, aucune des crèches ne refuse l'admission d'enfants âgés de moins de trois mois. Or, j'ai pu constater de mon côté que certaines crèches ne prennent les nourrissons qu'à partir de trois mois.

Si certaines l'indiquent clairement dans leur site, d'autres affirment accueillir les enfants dès la naissance, alors qu'en réalité, une fois que les parents se sont mis en contact avec les crèches concernées celles-ci admettent n'accueillir les enfants qu'à partir de trois mois. La raison souvent invoquée est l'absence de certaines vaccinations qui s'effectueraient entre le deuxième et le troisième mois. Le fait que ces vaccinations soient ou non obligatoires intéressent très peu les mères non allaitantes qui sont obligées de reprendre le travail à la fin de leur congé de maternité et dont le conjoint ou l'autre parent ne peut pas prendre de congé parental. Ce qui les intéresse est de trouver une crèche à même d'accueillir leur enfant au moins à partir de la fin de leur congé postnatal. D'ailleurs, le Gouvernement, tout en soulignant que la disponibilité des crèches ne semble pas être un obstacle à la reprise de l'activité professionnelle de mères non allaitantes, admet tout de même l'idée que des cas «individuels» soient possibles.

Si certaines crèches refusent de prendre des enfants avant l'âge de trois mois, respectivement subordonnent l'accueil de ces enfants à certaines vaccinations, ceci s'explique sans aucun doute par le fait que de nombreux pédiatres, organisations internationales (OMS) ou autres sont favorables à une vaccination précoce des enfants contre toute une panoplie de maladies excédant souvent les plans de vaccinations nationaux. Il en est ainsi de la vaccination contre la coqueluche ou encore de la vaccination contre la pneumocoque, cette dernière étant particulièrement recommandée pour les enfants gardés en communauté c'est-à-dire dans des crèches. Or, ces vaccinations se font à partir de deux mois.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi,

- si le Gouvernement ne pense pas qu'il faudrait, à défaut d'organisation de la durée du congé postnatal en fonction des exigences sanitaires observées dans la réalité voire à défaut d'harmonisation de la durée des congés de maternité, au moins s'assurer que toutes les crèches tant du secteur conventionné que celles du secteur commercial soient disponibles à recevoir des enfants à partir de deux mois, par exemple en subordonnant expressément toute convention ou tout agrément à l'obligation d'accueillir les enfants effectivement dès leur naissance ou du moins dès qu'ils ont atteint deux mois, en d'autres termes s'il ne faudrait pas, au nom de l'égalité de traitement, prévoir un système uniforme pour tout le monde.

- Ne faudrait-il pas prévoir que toute crèche qui impose des exigences sanitaires autres que celles arrêtées par l'État, puissent, le cas échéant et à titre de sanction, perdre leur agrément ou voir dénoncée leur convention?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire à l'ère d'Internet de prévoir, soit sur le site du Ministère de la Famille et de l'Intégration, soit sur celui du Ministère de la Santé, une page qui contiendrait toutes les informations pouvant intéresser les parents (liste des crèches, vaccinations obligatoires ou recommandées, critères à retenir lors du choix d'une crèche ou d'une nounou..., etc.) qui intégrerait les informations utiles déjà prévues notamment sur le Site de la Caisse nationale des prestations familiales?

- Ne faudrait-il pas, par ailleurs, revoir le plan de vaccinations des nourrissons et jeunes enfants en tenant compte des remarques et suggestions des pédiatres, de l'OMS ainsi que des gestionnaires des crèches?

- En tout état de cause, ne pense-t-il pas qu'il soit utile d'établir dans les meilleurs délais une liste, sans cesse actualisée, disponible auprès du Ministère de la Famille et de l'Intégration, des crèches qui acceptent les enfants dès leur naissance afin de faciliter la tâche des parents?

Réponse commune (29.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration** et de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Dans le cadre de la procédure d'agrément, les demandeurs sont libres de choisir les tranches d'âge pour lesquelles ils veulent proposer un accueil. Le Gouvernement n'entend pas entraver la liberté du gestionnaire de décider souverainement des services qu'il veut offrir pour autant qu'ils soient conformes aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans le cas des crèches conventionnées, donc cofinancées par l'État, les tranches d'âge figurant à l'annexe II de la convention pour crèches en vigueur «Détermination du prix de pension global (PPO) et de la participation financière de l'État» spécifient clairement que l'âge minimum auquel les enfants sont admis est l'âge de deux mois, ce qui comporte implicitement l'obligation pour ces crèches d'accueillir les bébés dès l'âge de deux mois.

En ce qui concerne les vaccinations, il y a lieu de préciser qu'aucune vaccination n'est obligatoire au Luxembourg. Suivre la suggestion de l'honorable Député reviendrait dès lors à retirer l'agrément voire résilier la convention à toute crèche qui demanderait que les enfants accueillis soient vaccinés.

Le Ministère de la Santé recommande un certain nombre de

vaccinations suivant un calendrier pris sur avis du Conseil supérieur d'hygiène qui correspond aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et des autres organismes d'experts en matière de vaccination. Au Luxembourg, tous les parents reçoivent à la naissance le carnet de santé pour leur bébé indiquant le calendrier vaccinal recommandé. Ils sont donc parfaitement au courant des vaccins recommandés et les vaccinations atteignent des taux de couverture de plus de 95% malgré l'absence de toute obligation.

Commencer certaines vaccinations plus tôt, tel que préconisé par l'honorable Député, ne serait pas opportun car ou bien les nouveau-nés sont encore protégés par les anticorps passifs de la mère ou bien encore incapables de produire eux-mêmes des anticorps contre les antigènes contenus dans les vaccins. En outre, pour obtenir une protection totale, plusieurs injections sont nécessaires par exemple pour diphtérie, tétanos, poliomyélite, haemophilus type B, coqueluche, hépatite B, pneumocoque, qui s'échelonnent tout au long de la première année de vie. Dès lors, il n'y a pas de lien logique entre le vaccin et l'âge auquel les crèches acceptent les bébés.

En ce qui concerne la publication des informations de ce domaine sur Internet, il y a lieu de mentionner que l'Entente des foyers de jour pour enfants a été dotée des fonds nécessaires pour mettre en place en 2009 un site d'information sur les crèches du pays et les tranches d'âge accueillies, alors que le calendrier des vaccinations recommandées mis à jour continuellement sera consultable sur le portail Santé, qui sera mis en ligne incessamment.

Comme le suggère l'honorable Député, les listes des crèches et foyers de jour disponibles au Ministère de la Famille seront modifiées de façon à faire apparaître sans équivoque l'âge minimum auquel les enfants sont admis.

Question 2979 (20.11.2008) de M. Henri Kox (DÉI GRÉNG) concernant les cités jardinières:

Actuellement, une vingtaine d'ensembles de jardins familiaux ou cités jardinières existent sur le territoire du Grand-Duché. Les parcelles de jardins sont exploitées par des particuliers, membres de la ligue luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer, qui ne poursuivent aucun but lucratif. Ces jardins ont une valeur importante pour la cohésion sociale au niveau local et peuvent également contribuer à augmenter la qualité de vie et l'environnement en milieu urbain ainsi qu'à préserver la biodiversité.

En vertu de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les communes sont tenues à procéder à une révision de leur PAG. Dans ce contexte se pose alors la question du classement des ensembles de jardins familiaux ou cités jardinières. En effet, les activités poursuivies dans ces jardins et les constructions nécessaires, notamment les abris pour le matériel de jardinage, l'aménagement de chemins, l'utilisation d'engrais, etc. semblent plus compatibles avec un classement à l'intérieur du périmètre d'agglomération plutôt qu'en zone verte.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- Est-ce que de façon générale, Messieurs les Ministres recommandent le classement des ensembles de jardins familiaux ou cités jardinières dans une zone spécifique à l'intérieur du périmètre d'agglomération des communes?

- En relation avec l'exploitation des surfaces en question, est-ce que Messieurs les Ministres n'estiment pas qu'il soit opportun de proposer aux communes un texte uniforme avec des critères d'exploitation à intégrer le cas échéant dans la partie écrite des PAG?

Réponse commune (24.12.2008) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune arrête le contenu de ses parties graphique et écrite et notamment les définitions des diverses zones, leur affectation, le mode et, de manière générale, leur degré d'utilisation. L'annexe 1 fixant la légende-type du projet d'aménagement général ainsi que l'article 18 du prédict règlement grand-ducal prévoient que les jardins familiaux ou cités jardinières soient classés de préférence dans une zone de jardins familiaux.

Comme cette zone figure sous la rubrique «zones urbanisées ou destinées à être urbanisées», elle ne saurait être considérée comme zone verte au sens de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 susmentionné prévoit encore que ces zones soient destinées à la culture jardinière et à la détente.

En outre, ledit règlement prévoit que sur toute parcelle individuelle ne peut être érigé qu'un seul abri de jardin dont la surface d'emprise au sol ne saurait dépasser 20 m².

Les indications de la légende-type et les définitions correspondantes de ces zones peuvent toutefois être complétées ou précisées en fonction des caractéristiques propres de la commune concernée.

Il y a également lieu de rendre attentif au fait que tout projet de construction dans ces zones est soumis à l'obligation d'établir un projet d'aménagement particulier conformément à l'article 27 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

2. Au vu des développements qui précèdent, le cadre légal, tel qu'il existe actuellement, est suffisamment clair et précis pour garantir une certaine harmonisation des règlements communaux tout en respectant le principe de l'autonomie communale dans ce domaine.

Question 2981 (20.11.2008) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant la mise en œuvre d'un système similaire à la «Jobkaart» au niveau national:

La «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg est le moyen pour les entreprises d'offrir gratuitement à leurs employés le transport en commun sur le réseau de la ville. Depuis la mise en service en janvier 2007 quelque 10.000 employés font usage de cette offre. Ce chiffre fait preuve du succès de la «Jobkaart» qui est actuellement limitée aux entreprises et à leurs employés sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que votre Ministère envisage la mise en œuvre d'un

système similaire à la «Jobkaart» au niveau national?

- Dans l'affirmative, à quel stade d'avancement se trouve le projet de votre Ministère?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui ne permettent pas une telle démarche au niveau national?

Réponse (24.12.2008) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Monsieur le Député se réfère à l'offre tarifaire «Jobkaart» que la Ville de Luxembourg a introduit, sans consultation préalable des autres partenaires de l'union tarifaire (CFL, TICE, RGTR) et qui est partant valable uniquement sur le réseau local des autobus de la Ville de Luxembourg.

Conscient de l'utilité d'améliorer continuellement l'offre tarifaire dans les transports publics au niveau national, voire même sur les relations transfrontalières, je viens de charger le Verkéiersverbond (C.d.T.) d'élaborer une proposition de création d'un titre de transport à l'image de la prédite «Jobkaart» mais qui serait accessible à toutes les entreprises du Grand-Duché et valable sur l'ensemble du réseau de transport public luxembourgeois et transfrontalier.

Après une concertation avec tous les opérateurs du transport public au courant du mois de décembre, cette nouvelle offre de tarif pourra être lancée début 2009.

Question 2982 (20.11.2008) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant la réunion nationale des délégués communaux pour le transport en commun:

Les transports publics jouent un rôle de plus en plus important dans le cadre de l'organisation de la mobilité. Pour optimiser cette organisation, les communes doivent collaborer étroitement avec les ministères et administrations concernés et chaque commune a désigné un délégué à cette fin. Or, depuis plusieurs années, il n'y a pas eu de contact officialisé entre le Ministère des Transports et ces délégués communaux, par exemple sous forme d'une réunion d'information sur l'évolution du nombre des clients des transports en commun ou sur les projets futurs du Ministère.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- Pour quelles raisons le Ministère des Transports n'a-t-il plus cherché le contact officiel avec ces délégués communaux depuis des années?

- Vu que ces délégués locaux ont souvent des connaissances précises des atouts et des faiblesses du système des transports en commun au niveau des communes, pourquoi le Ministère des Transports ne profite-t-il pas plus de ces expériences importantes pour optimiser le système?

- En relation avec par exemple la mise en œuvre du nouveau contrat de concession entre l'État et les entreprises des autobus privées, est-ce qu'une réunion nationale de tous les délégués communaux ne serait pas opportune?

Réponse (24.12.2008) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'article 19 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics dispose que chaque conseil communal du Grand-Duché désigne parmi ses membres élus un délégué aux transports publics.

À l'heure actuelle et malgré un appel y afférent de la Communauté des Transports (C.d.T) certaines communes n'ont pas encore nommé de

délégué ou au moins ne l'ont pas signalé à mon département.

La mission du délégué consiste à assurer la communication avec le Ministre et la C.d.T. pour toute question d'organisation des transports publics et d'information afférente du public.

De tels échanges ont lieu régulièrement entre les responsables de mon département et les délégués communaux.

Les nombreuses adaptations régulières de l'offre de transport public et scolaire aux besoins de la clientèle résultent dans la plupart des cas d'interventions des autorités locales et sont par ailleurs communiquées au public par l'intermédiaire des délégués communaux.

Durant l'année 2008, plus de 450 adaptations ont ainsi été apportées aux horaires des lignes publiques régionales.

J'estime enfin que les nouveaux contrats de concession de transport public qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2009, n'influenceront pas l'offre de transport locale, ce qui n'exclut pas la possibilité d'informer les délégués communaux des dispositions de ces contrats le moment venu.

Question 2983 (21.11.2008) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant la protection de l'identité des mineurs:

L'article 18 de la loi sur la liberté d'expression dans les médias du 8 juin 2004 qui interdit la communication au public par la voie d'un média d'informations relatives à l'identité ou permettant l'identification d'un mineur délaissé, d'un mineur qui s'est suicidé ou d'un mineur victime d'une infraction n'est assorti d'aucune sanction pénale ou administrative.

Dans son rapport annuel 2008, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) remarque que «(...) notre presse à scandale se rabat sur des inconnus et construit des scoops qui n'en sont pas. Elle ne recule devant aucune bassesse et vise également des mineurs ainsi que leurs parents dans un irrespect total du droit des enfants. L'ORK fut alerté à plusieurs reprises. Il a dû intervenir dans deux situations particulièrement révoltantes qui illustrent parfaitement la façon d'opérer avec un mélange de faits réels dramatiques et de purs mensonges. (...) L'ORK constate avec regret que la nouvelle loi sur les médias n'offre en rien les moyens pour agir avec fermeté et rigueur à l'encontre de pareils dérapages».

Selon l'ORK, la loi sur la liberté d'expression dans les médias et plus particulièrement l'article 18 devraient être assortis de peines pénales et la liste prévue à l'article 18 devrait être revue et complétée pour englober également les mineurs auteurs d'infractions au sens de l'article 40 de la Convention internationale des Droits des Enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Médias et des Communications:

- Est-ce que Messieurs les Ministres partagent l'avis de l'ORK?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Messieurs les Ministres comptent-ils réagir afin de remédier à cette situation?

Réponse (8.1.2009) de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications:

Le Ministre des Communications a été en contact avec l'ORK au mois de juillet à propos de la problématique à laquelle se réfère l'honorable Députée.

Il a notamment proposé à l'époque à l'ORK d'examiner la question dans le contexte de la révision générale de la loi sur la liberté d'expression dans les médias.

Ceci étant dit, il échet de rappeler qu'il existe d'ores et déjà des mécanismes civils et d'autorégulation permettant d'intenter un certain nombre d'actions dans le domaine de la liberté de la presse. Il pourrait de même s'avérer utile, au regard des faits de chaque espèce, de vérifier l'applicabilité de l'une ou l'autre disposition du Code pénal.

Question 2986 (24.11.2008) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les actes de piraterie à l'est des côtes africaines:

Plus une semaine ne s'écoule sans qu'un incident ne soit enregistré au large des côtes somaliennes et kényanes comme dans le golfe d'Aden. Depuis le début de l'année plus de 90 attaques y ont eu lieu, faisant de ces eaux les plus dangereuses du monde alors qu'il s'agit d'une route vitale pour le commerce mondial où transitent 16.000 navires chaque année. Cependant, le rythme des attaques s'est singulièrement accéléré ces dernières semaines.

Quelques tentatives ont été mises en échec par des navires de guerre croisant dans la région dans le cadre de la lutte anti-piraterie. De plus, sept pays européens se sont d'ores et déjà engagés d'envoyer sur place une force aéronavale européenne. Tout en sachant que le Luxembourg dispose d'une flotte marchande de quelque 150 navires et cargos naviguant dans les eaux du monde entier, le pavillon maritime luxembourgeois pourrait, vu le contexte, aussi devenir la cible d'attaques pirates.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est-il conscient du risque que pourraient courir les navires faisant partie du pavillon maritime luxembourgeois à l'est des côtes africaines?

- Dans l'affirmative, quelle mesure Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre dans le cas où un navire de la flotte marchande luxembourgeoise serait attaqué par des pirates africains?

- Le Luxembourg soutiendra-t-il une action au niveau européen afin de garantir la sécurité des navires aux larges des côtes somaliennes et kényanes?

Réponse (5.1.2009) de M. Jeanne Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Il est évident qu'en tant que ministre ayant les affaires maritimes dans ses attributions, je suis de très près les développements, et ce non seulement au large des côtes somaliennes, mais également dans d'autres régions où les voies de navigation sont menacées par des pirates. Je suis conscient de la menace qui pèse sur les navires et leurs équipages mais également sur les routes d'approvisionnement et par conséquent sur nos activités économiques qui en dépendent.

Mes services, et notamment le Commissariat aux affaires maritimes, en collaboration avec les armateurs, font tout pour éviter que les navires battant pavillon luxembourgeois ne soient la proie d'attaques par des pirates. Dès 2004, le Luxembourg avait introduit le code ISPS (International Ship and Port Facility Security Code), qui prévoit la mise en place d'un plan de sûreté pour chacun des

navires et la validation de ce plan par l'administration compétente. À Luxembourg, une cellule de gestion du risque (incluant plusieurs administrations) a été mise en place, et déjà en 2006, cette cellule avait placé les eaux au large des côtes somaliennes au niveau de sûreté 2 (risque élevé) prévu dans le code ISPS qui définit trois niveaux de sûreté.

En plus, des contacts avec nos alliés et partenaires ont dès à présent été initiés dans le but de disposer d'un réseau qui nous permettrait de réagir au plus vite si des pirates réussissaient à s'emparer d'un navire enregistré au Luxembourg. Dans ce cas, il s'agirait tout d'abord de bien évaluer la situation, notamment en ce qui concerne l'équipage et d'éventuels passagers. Par la suite, il faudrait, ensemble avec l'armateur du navire en question, analyser et développer les différentes options de conduite possibles dans le but de récupérer en toute sécurité l'équipage ainsi que le navire et sa cargaison.

Au cours des semaines passées, le Luxembourg a participé, et continue à participer, de façon active aux réunions de préparation et de mise en œuvre de l'opération militaire de l'Union européenne (EU NAVFOR Somalie et opération «Atalanta») et des autres actions visant la dissuasion, la prévention et la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes somaliennes. Le Luxembourg va continuer de prendre ses responsabilités tant au niveau national qu'au niveau international.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% (de 2000 à 2005)
63.684	132.509	170.056	221.382	232.293	238.000	358.989	473.350	473.350	+ 743,28 %

Le personnel qualifié du Service de Guidance de l'Enfance de l'Éducation différenciée, à savoir les psychologues et les pédagogues diplômés et diplômées, les éducatrices et les éducateurs gradués, soutiennent et accompagnent les enfants à troubles du comportement, toujours en concertation avec le personnel enseignant de manière que la très grande majorité des enfants atteints de TDAH poursuivent leur scolarité au sein de leur école.

2. En ce qui concerne la scolarisation des enfants dont la gravité de leur problème ne permet plus de fréquenter l'enseignement ordinaire, d'autres projets scolaires sont à entamer.

Sur base d'un dossier établi par la commission médico-psycho-pédagogique régionale (commission d'inclusion scolaire), les membres de la Commission médico-psycho-pédagogique nationale jugent de l'opportunité d'une admission de l'élève dans une école spécialisée à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Le cas échéant, les frais de ces placements en institution spécialisée sont pris en charge par l'État. Il en est de même des frais émanant de placements ordonnés par le Tribunal de la Jeunesse ou une institution médicale.

3. En ce qui concerne la formation continue dans le cadre de la médecine scolaire, le projet de réforme de la médecine scolaire prévoit une intensification de la collaboration et de la concertation entre les membres de l'équipe médico-socio-scolaire d'une part et le personnel enseignant et les SPOS d'autre part dans l'intérêt bien compris de la santé globale de l'élève.

Lors des bilans de santé, une attention particulière sera portée à des signes de souffrance et de

Question 2990 (25.11.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom)**:

L'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom) ou Trouble Déficit de l'Attention/Hyperactivité (TDAH) est une affection complexe qui se caractérise par l'hyperactivité, l'impulsivité, le manque de patience et la faible capacité à se concentrer. Au niveau européen on estime que jusqu'à 5% des enfants en âge scolaire en sont affectés. La scolarité de ces enfants s'avère souvent problématique, le trouble de l'hyperactivité étant souvent associé à un comportement de l'enfant «mal élevé» à l'école.

Il me revient qu'un enfant souffrant de TDAH et dont les parents veillent, avec l'aide du SCAP (Service de Consultation d'Aide Psychomotrice), à une prise en charge adéquate de cette affection, notamment par l'administration du médicament «Ritalin», risque, du fait de son comportement en classe, de se faire renvoyer pour la deuxième fois de son École primaire. En effet, cet enfant a déjà dû changer d'école après décision du Tribunal de la Jeunesse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles solutions peuvent être envisagées pour des enfants souffrant de TDAH ou d'autres troubles du comportement afin de leur permettre de se conformer à l'obligation scolaire?

- Comment peut-on assurer une meilleure prise en charge de ces troubles au sein de l'école?

mal-être ainsi qu'à la reconnaissance et au dépistage des troubles du comportement et de la concentration afin de favoriser une meilleure intégration et réussite scolaire des élèves à problèmes particuliers.

La préparation des professionnels de santé et des médecins scolaires à un rôle accru dans le dépistage et l'orientation vers une prise en charge adaptée des enfants souffrants de TDAH est très importante et elle devra faire partie des offres de formation continue des membres des équipes médico-socio-scolaires.

4. Des initiatives de sensibilisation à l'attention des enseignants et comparables au livret «TDAH et l'école» publié en France, ont été prises au Grand-Duché.

Ainsi le SCAP a diffusé un CD-ROM à l'attention des enseignants, du personnel éducatif et des parents intitulé «ADS in der Schule», élaboré sous le concours d'experts renommés en la matière. (ISBN 978-3-525-49079-2)

Par ailleurs, une plage importante est réservée à la problématique en question dans le cadre des formations continues que le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT) organise pour les enseignants.

Question 2991 (25.11.2008) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant le **système de vidéosurveillance**:

L'utilisation de matériel pour capter des images et des sons pouvant être utilisés à des fins d'identification de personnes est soumise à la loi modifiée de 2002 sur la protection des données.

- Ne devrait-on pas envisager de faire des efforts en matière de formation continue dans le cadre de la médecine scolaire afin d'assurer une meilleure reconnaissance et prise en charge d'enfants souffrant de TDAH au sein des écoles?

- En France un livret intitulé «TDAH et l'école» est édité dans lequel sont expliquées aux enseignants les caractéristiques des troubles, les difficultés d'apprentissage des enfants et les techniques pour les aider. Ne peut-on pas envisager une initiative similaire au Luxembourg afin de sensibiliser les enseignants à la problématique du TDAH?

Réponse commune (31.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

1. Les troubles du comportement, voire de l'attention avec ou sans hyperactivité, peuvent avoir des étiologies différentes déterminant les mesures à entamer afin d'y trouver une solution appropriée.

Le Service de Consultation et d'Aide pour Troubles de l'Attention, de la Perception et du Développement psychomoteur (SCAP) offre des prises en charge spécialisées en dehors de l'horaire scolaire mais en étroite collaboration avec les autres professionnels œuvrant au sein de l'école. Au fil des années, les ressources que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a attribuées à ce service ont sensiblement augmenté.

Ainsi chaque système de vidéosurveillance doit, sauf exceptions prévues par la loi, être autorisé au préalable par la Commission nationale de protection des données.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de systèmes de vidéosurveillance ont été autorisés depuis l'entrée en vigueur de la loi?

- Combien de ces systèmes appartiennent à des institutions publiques, à des sociétés privées et à des personnes privées respectivement?

- Combien de cas de réclamations contre un système de vidéosurveillance ont été enregistrés auprès de la Commission?

- Combien de ces plaintes étaient fondées et pour quelles raisons?

- Combien de systèmes non soumis à l'autorisation préalable sont actuellement opérationnels au Luxembourg?

- Quel est le nombre total des unités de vidéosurveillance publics opérationnels à cette date?

Réponse (8.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*:

Quant à la première question:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 2002, la Commission nationale pour la protection des données (la «Commission») a autorisé 998 traitements de données à des fins de surveillance au moyen de caméras vidéo.

Quant à la deuxième question:

Les systèmes de vidéosurveillance autorisés sont mis en œuvre par quelque 120 organismes, administrations ou institutions publiques et 760 entreprises privées. La Commission a été saisie à ce jour de 1.470 demandes. Une dizaine des demandes émane de particuliers.

Quant aux troisième et quatrième questions:

La Commission a été saisie de 59 réclamations contre des systèmes de vidéosurveillance. 34 de ces réclamations ont été considérées comme fondées par la Commission.

Quant à la cinquième question:

Il ne peut évidemment pas être exclu que des systèmes de vidéosurveillance continuent de fonctionner sans autorisation. Ceci dit:

(i) La Commission effectue des contrôles ponctuels. Elle procède de même à des investigations faisant suite le plus souvent à des réclamations ou demandes émanant des citoyens.

(ii) Dans le cadre du monde du travail, l'Inspection du Travail et des Mines, les délégations du personnel et les syndicats demandent périodiquement à la Commission d'opérer des vérifications par rapport à tel ou tel cas.

(iii) Pour contribuer à voir réduire davantage encore le nombre de systèmes de vidéosurveillance non autorisés, la Commission recherche la collaboration active des entreprises qui vendent, installent et exploitent de tels dispositifs pour qu'elles rendent à leur tour leurs clients attentifs à l'obligation légale d'obtenir une autorisation préalable à la mise en service. Un certain nombre de grands fournisseurs en font d'ailleurs expressément mention dans chaque devis ou offre de services.

(iv) Enfin, dans les cas particulièrement lourds, la Commission est amenée à dénoncer les traitements non autorisés au Parquet.

Quant à la sixième question:

La surveillance des espaces publics opérée par les organes de la Police grand-ducale en vue de la prévention, de la recherche et de la constatation des infractions pénales fait l'objet de la lettre (d) du paragraphe 1^{er} de l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 dont l'autorisation se fait par voie réglementaire.

Un règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorise la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité. La mise en œuvre et l'application des dispositions de ce règlement relèvent du domaine de compétence du ministre de la justice et il est à signaler notamment dans ce contexte que ce dernier a pris en date du 27 septembre 2007 un règlement déterminant trois zones de sécurité.

Question 2992 (25.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**encadrement des mineurs**:

Dans son rapport annuel publié en date du 20 novembre, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) souligne que le nombre de signalements de maltraitance et de suspicions d'abus sexuels sur mineurs est en croissance. Comme la police est tenue d'accompagner la victime au service des urgences dès qu'elle enregistre une plainte pour viol, l'ORK soulève le problème de l'accueil et de l'examen des enfants aux urgences. En effet, malheureusement, les victimes supposées de viol sont parfois obligées d'attendre des heures à la policlinique avant d'être examinées.

Tout en saluant l'engagement exemplaire du service médical de dépistage et d'accueil des enfants victimes au sein de la clinique pédiatrique du Centre Hospitalier, l'ORK réclame l'institutionnalisation officielle de ce service. Ceci permettrait notamment une prise en charge plus rapide et plus efficace des victimes.

- Monsieur le Ministre compte-t-il donner suite aux propositions de l'ORK?

Ensuite, l'ORK attire l'attention sur le sort des adolescents hospitalisés à la psychiatrie juvénile à l'Hôpital Kirchberg ainsi qu'à l'Orangerie de l'Hôpital neuro-psychiatrique à Ettelbruck. Ainsi, les jeunes ne bénéficieraient pas suffisamment d'activités sportives ou de sorties accompagnées. Les cours offerts, se limitant à deux heures les lundi, mardi, jeudi et vendredi, seraient insuffisants. Selon l'ORK l'ouverture d'une structure d'accueil, projetée de longue date à Putscheid, qui préparerait les jeunes après leur séjour en psychiatrie à leur éventuelle resocialisation, devient urgente.

- Monsieur le Ministre partage-t-il les préoccupations de l'ORK quant à l'insuffisance des structures d'accueil et du personnel psychiatrique encadrant les jeunes? Comment compte-t-il y remédier? Quand la structure d'accueil de Putscheid pourra-t-elle enfin ouvrir ses portes?

Réponse (13.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire rapporte une proposition de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)» réclamant «l'institutionnalisation officielle» d'un service du CHL accueillant aux urgences des enfants victimes de maltraitances et d'abus sexuels.

J'admets que la proposition de l'ORK va dans le sens de conférer au prédit service le statut de service national avec la mission de prendre en charge à l'exclusion de tous autres services hospitaliers les enfants victimes de violences prémentionnées. De la sorte, selon l'ORK, ces enfants et leur entourage, qui actuellement devraient se présenter aux urgences hospitalières, seraient dispensés d'attendre des heures en polyclinique.

Je suis conscient du problème, qui se pose toutefois moins en termes d'admission en urgence, alors qu'en matière de violences sur les enfants les acteurs sont très souvent des membres de l'entourage familial proche, circonstance qui retarde le recours à une aide professionnelle, de sorte qu'il n'y a pas la plupart du temps urgence médicale proprement dite.

Mais le problème d'une prise en charge spécialisée des enfants victimes de maltraitances ou d'abus sexuels se pose. Il est discuté au sein du groupe de travail interministériel «Violence», coordonné par mes services et regroupant des représentants de la Société luxembourgeoise des Gynécologues, de l'Association des Médecins et Médecins Dentistes, de la Police, des Ministères de la Justice et de la Santé, qui s'était constitué dans un premier temps pour élaborer des propositions d'amélioration pour la certification médicale en cas de violence, notamment d'abus sexuels, mais qui s'est rapidement ouvert pour une prise en considération plus globale des besoins de prise en charge médicale des victimes de violences, notamment des enfants.

Le groupe de travail a unanimement retenu l'importance de l'accueil et du soutien psychologique des victimes lors des examens en urgence pour traumatismes de maltraitance ou d'abus sexuels.

S'agissant plus spécialement des enfants, ce groupe conclut à une prise en charge par un seul centre spécialisé pour tout le pays.

Le service médical de dépistage et d'accueil des enfants victimes de maltraitance ou d'abus sexuels devrait répondre notamment aux critères de qualité suivants:

- compétences professionnelles de toute une équipe
- longue expérience
- prise en charge médicale et psychologique en urgence et à long terme des victimes et de leurs familles
- travail en réseau
- existence de procédures de démarche.

Le service médical du CHL auquel se réfèrent l'ORK et l'honorable Parlementaire semble suffire à ces exigences. Il s'agit d'un dossier important dans une thématique médico-légale plus globale, qui est prévu d'être traité plus en détail cette année-ci.

L'ORK, et l'honorable Parlementaire s'en fait l'écho, s'inquiète ensuite du sort des adolescents hospitalisés en psychiatrie juvénile à l'Hôpital du Kirchberg ainsi qu'au CHNP. Suite au rapport de l'ORK, sa présidente sera prochainement invitée à la «Plate-forme psychiatrie» qui se tient régulièrement en mon Ministère, pour discuter des problèmes qui se posent et des moyens pour y remédier.

Toujours est-il que tant la section d'hospitalisation de pédopsychiatrie au CHL que la clinique de jour de psychiatrie juvénile à l'Hôpital du Kirchberg n'ont que très récemment ouvert leurs portes et qu'il est trop tôt pour dresser un bilan intermédiaire. À la demande de la «Plate-forme psychiatrie» et de la Direction de la Santé le CRP-Santé a dressé un état des lieux portant plus généralement sur la prise en charge de la santé mentale et des enfants au Luxembourg. Cette étude a été soumise à un groupe de travail composé de représentants de trois Ministères, d'acteurs sur le terrain et de divers organismes s'occupant de jeunes. Ce groupe, qui commencera ses travaux en janvier 2009, portera également son attention sur les problèmes évoqués par l'ORK.

S'agissant toutefois plus spécialement des adolescents actuellement admis dans une structure spécialisée du CHNP, et qui, comme l'expose l'honorable Parlementaire «ne bénéficieraient pas suffisamment d'activités sportives ou de sorties accompagnées», il convient de rendre attentif à l'amélioration substantielle de la situation de ces jeunes, dont la plupart se trouvaient auparavant, faute de mieux, en milieu pénitentiaire, pour des infractions diverses, notamment en matière de toxicomanie.

Pour la prise en charge de ces jeunes, après un séjour en psychiatrie et en vue de leur réinsertion dans la société, le CHNP a été autorisé à acquérir une ferme à Putscheid. Cette ferme doit faire l'objet de travaux d'aménagement, pour lesquels le CHNP a élaboré des plans qui seront probablement discutés en février à la Commission permanente pour le secteur hospitalier, en vue de leur approbation par le soussigné.

Si les formalités administratives requises en vue des travaux d'aménagement aboutissent en-dehors des délais normaux, les travaux pourront démarrer sur le site cet automne.

Compte tenu d'une durée des travaux et des aménagements intérieurs d'environ 18 mois, la structure pourrait ouvrir ses portes au printemps de l'année 2011.

Question 2995 (26.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant la **vente aux enchères d'un nouveau-né sur Internet:**

Récemment, un couple belge a vendu son nouveau-né aux enchères sur Internet à un couple néerlandais, car ils n'avaient pas les moyens financiers de l'élever. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'accord prévoyait que la mère biologique accoucherait sous une fausse identité - celle de l'acheteuse - et puis qu'elle remettrait, contre rétribution, son bébé au couple néerlandais le lendemain de sa naissance. Les faux parents devraient ensuite déclarer la naissance à la mairie de Gand et échapper ainsi à toute question aux Pays-Bas.

Le plan s'est déroulé comme prévu jusqu'à ce qu'un journaliste retrouve la trace de cette transaction sur internet. La justice belge a été avertie et a inculpé les parents biologiques de «supposition d'enfant», c'est-à-dire l'infraction consistant à attribuer un enfant à une femme qui n'est pas sa mère. Le couple néerlandais, quant à lui, risque une inculpation pour fausse déclaration de naissance et infraction aux lois sur l'adoption.

Cependant, les parents biologiques ne seront pas condamnés pour avoir mis leur enfant aux enchères, étant donné que le Code pénal belge ne prévoit pas ce genre d'infraction.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Code pénal luxembourgeois prévoit des sanctions dans des cas comme celui mentionné ci-dessus. Si cela n'est pas le cas, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille pallier à ce vide juridique, car ce genre de transactions risque de se répéter, même au Luxembourg, où l'adoption légale d'un enfant est une procédure assez longue et compliquée.

Réponse (2.1.2009) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Les faits évoqués dans la question parlementaire seraient en droit luxembourgeois susceptibles d'être sanctionnés sous les qualifications:

- de crime de «supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée», prévu par l'article 363 du Code pénal et sanctionné de la réclusion de cinq à dix ans, cette même peine étant encourue par «ceux qui auront donné la mission de commettre les faits (...), si cette mission a reçu son exécution». Selon la doctrine belge «la supposition d'un enfant consiste à prêter à une femme qui ne s'est pas accouchée, la maternité de l'enfant qu'une autre femme a mis au monde; le résultat de la supposition est de conférer à un enfant une filiation qui n'est pas la sienne: l'enfant est inscrit à l'état civil sous le nom d'une femme qui ne l'a pas engendré»;

- de crime de faux en écritures publiques commis par des personnes autres que des fonctionnaires ou officiers publics (Articles 193 et 196 du Code pénal), s'agissant de la fausse déclaration de naissance par les faux parents, donc le fait pour eux de se déclarer, dans une intention frauduleuse, contrairement à la vérité comme père et mère de l'enfant dans l'acte de naissance (prévu par l'article 57 du Code civil); ce crime étant sanctionné de la réclusion de cinq à dix ans;
- de délit de «trafic» d'enfant (Article 367-1 du Code pénal, introduit par une loi du 20 mars 1990, s'inspirant du droit français), incriminant le fait de toute personne de faire «souscrire, par les futurs parents ou l'un d'eux, un acte aux termes duquel ils s'engagent à

abandonner l'enfant à naître», de détenir un tel acte ou d'en faire usage, respectivement de tenter d'en faire usage; le texte incriminant par ailleurs les tiers qui assumeraient «dans un esprit de lucre» un rôle d'intermédiaire dans un tel «trafic», à savoir «quiconque aura, dans un esprit de lucre, provoqué les parents ou l'un d'eux à abandonner leur enfant né ou à naître» et «quiconque aura, dans un esprit de lucre, apporté ou tenté d'apporter son entremise pour faire recueillir ou adopter un enfant»; ces faits sont sanctionnés d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 euros à 10.000 euros.

Le «trafic» d'enfants ainsi prévu par l'article 367-1 du Code pénal n'est donc, ainsi qu'il résulte de ce qui précède, pas incriminé dans le chef des vrais parents, qui encourrent cependant en tout état de cause les peines beaucoup plus sévères du crime de supposition d'enfant. La circonstance qu'une telle supposition d'enfant a été commise, comme dans le cas décrit, contre rémunération constitue certainement un élément que les juridictions ne manqueront pas de prendre en considération dans la fixation de la peine.

Le droit luxembourgeois actuel n'est donc pas désarmé par rapport aux types de comportement évoqués dans la question parlementaire.

Question 2997 (26.11.2008) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant le **Traité de Prüm:**

Laut Informationen aus der Presse ervir, datt Lëtzebuurger Polizisten um Chrëschtmaart zu Tréier op Patrouille ginn. Dës Interventioun sténg am Kader vum «Traité de Prüm». Dës Information wërft zwou Reflexiounen op.

Engersäits wënscht sech de Justiz- a Polizeiminister eng massiv Erhéijung vun den Effektiver. D'Chamber huet dofir den 9. Juli vun dësem Joer säin Accord gi fir d'Effektiver vun der Police ëm ronn 500 Unitéiten ze erhéijen. Och am Exposé des Motifs vum Gesetzprojet iwwert d'Agents municipaux gëtt festgehalen, dass d'Polizei net ëmmer iwwer genuch Mëttele verfügt fir ze suergen, datt d'Polizeireglementer agehale ginn.

Anerersäits huet d'Chamber den «Traité de Prüm» virgestallt kritt als Mëttele fir de Kampf géint den Terrorismus, d'Kriminalitéit déi iwwert d'Grenzen ewechgeet an der illegaler Migratioun. Den Traité gesäit och eng Hëllef vir vu Polizei aus anere Länner bäi groussen Evenementer, Katastrofen oder schlëmm Onfäll.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi vill Lëtzebuurger Poliziste sinn zu Tréier op Patrouille?
2. Aus wat vir Unitéite sinn déi Polizisten ofgezu ginn?
3. Sinn d'Effektiver vun der Police am Moment esou gutt geféllt, dass mir dem Noper Poliziste kënnen léinen?
4. Gesäit de Minister am Chrëschtmaart vun Tréier d'Gefor vun Terrorismus oder mafïöser Kriminalitéit?
5. Wann de Chrëschtmaart vun Tréier e grousst Evenement ass, kommen dann och Polizisten aus Däitschland (oder der Belsch, Frankräich, Holland, England...) op Lëtzebuerg fir den Oktavsmäertchen, d'Schlussprosessioun vun der Oktav, d'Schueberfouer oder de Veianer Nëssmaart ze iwwerwaachen?

Réponse (31.12.2008) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Vu la dimension du Luxembourg, il semble naturel au Gouvernement de privilégier la coopération

policière transfrontalière pour lutter efficacement tant contre la petite délinquance que contre la grande criminalité.

Dans ce contexte, des patrouilles communes entre les polices des pays avoisinants du Luxembourg sont un instrument policier fort utile pour renforcer la coopération entre les forces de police.

De telles patrouilles communes ont eu lieu notamment au marché de Noël à Trèves en décembre 2008.

Question 3001 (28.11.2008) de **M. Marc Angel (LSAP)** concernant le **financement d'un programme de recherche sur le dépérissement des abeilles du CRP Gabriel Lippmann:**

En réponse à plusieurs questions parlementaires concernant le dépérissement des abeilles au Luxembourg, Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural avait répondu entre autres que l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) entendait cofinancer un programme de recherche du CRP Gabriel Lippmann mené en collaboration avec les apiculteurs pour mieux comprendre les causes de ce phénomène. Or, il semble que ce cofinancement soit remis en question.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'ASTA est toujours prête à cofinancer le programme de recherche mentionné ci-dessus? Si ce n'était pas le cas, quelles sont les raisons qui expliquent cette décision?

- Au cas où il serait toujours prévu de réaliser les recherches en question, quel en sera le coût approximatif? Dans quelle mesure l'ASTA entend-elle contribuer au financement de cette étude scientifique très attendue par les apiculteurs luxembourgeois?

Réponse (24.12.2008) de **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

Dans la réponse aux questions parlementaires N°2551 de Monsieur le Député Henri Kox et N°2556 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu N°16/2007-2008*), Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural indiquait que l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) entendait cofinancer en 2009 un programme de recherche concernant les causes du dépérissement des abeilles. Ce projet devait être réalisé et cofinancé par le CRP Gabriel Lippmann.

Lors de la finalisation du budget pour l'année 2009, il s'est avéré que l'augmentation des moyens budgétaires initialement prévue par l'ASTA pour ce type de projets de recherche devait être revue à la baisse. L'ASTA a donc dû faire un choix et a décidé de reporter le financement du projet de recherche concernant le dépérissement des abeilles. La préférence a été donnée entre autres au projet de recherche SENTINELLE, qui vise à réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, et qui va donc certainement aussi dans le sens des demandes du secteur apicole.

L'opportunité du financement du programme de recherche concernant les causes du dépérissement des abeilles sera réexaminée lors de la mise au point des propositions budgétaires pour l'exercice 2010 en tenant compte des moyens budgétaires disponibles, de la situation sanitaire des ruchers et des développements de la recherche concernant ces problèmes.

Question 3004 (1.12.2008) de **M. Claude Adam (DÉI GRENG)** concernant l'**aide financière pour études supérieures pour les étudiants effectuant une formation supplémentaire:**

Les étudiants ayant accompli trois années d'études d'assistant social à l'étranger et ceux ayant obtenu le bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives délivré par l'Université du Luxembourg peuvent désormais poursuivre leur formation pour pouvoir exercer la profession et porter le titre d'assistant social. Cette formation complémentaire se fait, soit à travers l'acquisition d'un diplôme supplémentaire, soit en suivant un stage supervisé de 1.500 heures qui comporte un examen final qui débouche sur l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois.

Les étudiants qui optent pour le stage, en principe non rémunéré, sont confrontés à un réel problème car ils se voient refuser l'aide financière pour études supérieures du CEDIÉS qui exige une inscription dans une haute école ou une université.

Il faut noter que les étudiants qui sortent de l'Université du Luxembourg et qui ont clôturé leur cycle universitaire de trois ans en obtenant le diplôme de bachelor ne peuvent plus se réinscrire dans leur université. Si certains détournent le problème en s'inscrivant «fictivement» dans une haute école ou une autre université, il n'en reste pas moins que cela ne constitue pas une solution acceptable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur.

- Les ministres concernés ont-ils connaissance de ce problème?

- Envisagent-ils de donner l'accès à une aide financière pour études supérieures à tous les étudiants qui complètent leur formation par une 4^e année? Dans la positive, quand de nouvelles dispositions pourraient-elles être applicables?

Réponse commune (31.12.2008) de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** et de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

Les étudiants qui se destinent à l'exercice de la profession d'assistant social bénéficient des aides financières pour études supérieures de l'État tant qu'ils sont inscrits dans une institution d'enseignement supérieur qui dispense cette formation. Ceci vaut pour les étudiants inscrits en bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg ainsi que pour les étudiants qui poursuivent cette formation à l'étranger, notamment en Belgique.

Afin de pouvoir exercer la profession d'assistant social au Luxembourg, les détenteurs d'une qualification professionnelle étrangère d'assistant social doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation en vue de la reconnaissance de leur diplôme. Ceux qui optent pour l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social sont tenus d'effectuer un stage d'au moins quinze cents heures au Luxembourg, stage qui est certifié par un certificat d'évaluation du stage. Ces candidats ne sont inscrits, ni dans un établissement d'enseignement supérieur, ni dans un cycle d'études supérieures. Or, «les aides sous forme de bourses

et de prêts sont définitivement accordées et liquidées au profit du requérant sur production d'un certificat d'inscription». (Règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; article 4.- De la liquidation de l'aide financière). Les candidats en question ne peuvent de ce fait pas bénéficier des aides financières de l'État pour études supérieures puisqu'ils ne peuvent produire de certificats d'inscription.

Question 3006 (2.12.2008) de **M. Claude Adam (DÉI GRENG)** concernant l'accès aux détenteurs du diplôme d'éducateur gradué à la formation permettant d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social:

Les détenteurs du bachelors en sciences sociales et éducatives délivré par l'Université du Luxembourg peuvent, depuis la fin de l'année académique 2007/2008, poursuivre leur formation afin d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social. Cette formation complémentaire concerne uniquement les détenteurs de ce certificat, ne sont donc pas concernés les détenteurs d'un diplôme d'éducateur gradué délivré sous l'ancienne législation.

Selon mes informations, les études supérieures d'éducateur gradué dispensées à l'Institut d'Études éducatives et sociales ont largement couvert les sujets actuellement enseignés dans le cadre du bachelors susmentionné, à savoir: handicaps et inclusion sociale, pauvreté, précarité et chômage, délinquance, violence et maltraitance, inégalités sociales, promotion de la santé, interculturalité et diversité, etc..

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Pourquoi la formation permettant d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social est-elle aussi restrictive?

- Ne faudrait-il pas montrer plus d'ouverture en permettant aux détenteurs du diplôme d'éducateur gradué d'avoir accès à cette formation, tout comme les détenteurs du nouveau bachelors en sciences sociales et éducatives?

- Existe-t-il des différences fondamentales entre le diplôme belge d'éducateur spécialisé, qui peut être assimilé au grade de bachelors en sciences sociales et éducatives, et le diplôme luxembourgeois d'éducateur gradué?

Réponse commune (31.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** et de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**:

La réglementation concernant l'assistant social prévoit pour cette profession de santé quatre années d'études professionnelles dont la dernière peut être consacrée à des stages ou à une formation spéciale en relation avec le service social.

La formation de l'éducateur gradué prépare le candidat à une activité dans le domaine socio-éducatif, de même que la formation belge de l'éducateur spécialisé. Il convient de relever qu'il n'y avait pas de différences substantielles entre ces deux diplômes. Ainsi, le diplôme belge d'éducateur spécialisé a toujours été assimilé au diplôme luxembourgeois d'éducateur gradué.

Ces différentes formations ont donc mené à deux professions réglementées essentiellement différentes, exigeant des connaissances, aptitudes et compétences distinctes.

La loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg a abrogé le diplôme d'éducateur gradué et la formation n'est plus offerte au Luxembourg depuis 2005.

Le secteur socioéducatif ayant émis de nouvelles demandes en qualification, l'Université a mis en place le bachelors professionnel en sciences sociales et éducatives avec un profil de formation se situant aux frontières de la pédagogie sociale, du travail social et de la pédagogie spéciale.

Aussi au vu de ce nouveau référentiel de formation, les ministres concernés ont donné à ces généralistes de l'intervention sociale la possibilité de compléter leur formation avec cette quatrième année d'études pour obtenir la qualification professionnelle de l'assistant social.

Pour la même raison, une assimilation du diplôme belge d'éducateur spécialisé au bachelors professionnel en sciences sociales et éducatives délivré par l'Université du Luxembourg n'est pas possible. Ceci étant, il est vrai qu'une erreur administrative a donné lieu à quelques assimilations de ce type. Cette erreur a été redressée.

Question 3007 (2.12.2008) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant le **Plan d'Aménagement Particulier (PAP)**:

L'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain impose que dans le cadre de la procédure d'adoption d'un Plan d'Aménagement Particulier (PAP), le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire dispose d'un délai de trois mois après l'introduction d'un dossier auprès des services compétents pour rendre son avis sur le PAP. Également par renvoi de l'article 30 à l'article 10 de la loi modifiée du 30 juillet 2004, la commission d'aménagement doit émettre son avis dans les trois mois au cas où des réclamations ont été formulées contre un PAP après le vote provisoire par le conseil communal.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour combien de demandes de PAP les délais susmentionnés ont-ils été dépassés?

Réponse (12.1.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**:

Le chapitre 3 et l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain imposent effectivement plusieurs délais aux différents acteurs impliqués dans la procédure d'adoption des plans d'aménagement général et particulier. Ces délais ont été introduits afin de garantir le traitement des dossiers dans un laps de temps raisonnable.

Il doit toutefois être précisé que les différents délais d'action imposés par la loi ne constituent pas des délais de rigueur mais des délais d'ordre, de sorte que le non-respect d'un tel délai ne saurait constituer une cause d'annulation de la procédure d'adoption des projets d'aménagement. Il est en effet indispensable de garantir que les instances intervenant dans la procédure d'adoption des différents instruments de planification communale puissent instruire

sérieusement les dossiers qui leur sont soumis.

Pour ce qui est des plans d'aménagement particulier soumis pour avis au Ministre, il y a lieu de rappeler que depuis l'entrée en vigueur de la loi prémentionnée, 541 dossiers furent introduits à la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain, dont 109 dossiers incomplets. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le Ministre a dès lors avisé 432 projets d'aménagement particulier.

Pour 235 dossiers le délai imparté par la loi n'a pas pu être respecté, bien que dans la plupart des cas, il ne fût dépassé que légèrement. Ces retards regrettables sont dus à des raisons multiples. Il faut d'abord souligner que la loi de 2004 visait une amélioration de la qualité urbanistique des projets, ce qui avait bien évidemment des répercussions tant sur la complexité des dossiers que sur la nature des avis à émettre. À cet effet la loi exige effectivement que le Ministre vérifie la conformité et la compatibilité du projet d'aménagement particulier avec les dispositions de la loi, et notamment les objectifs énoncés à l'article 2, ses règlements d'exécution, ainsi qu'avec le plan d'aménagement général.

Conscient de ce défi et afin de pouvoir répondre de manière appropriée aux exigences de la nouvelle loi, la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain vient d'embaucher pour le 15 octobre 2008 un deuxième architecte urbaniste.

L'effectif de cette Direction, lequel sera encore renforcé en 2009 par un aménageur et un juriste, devrait ainsi permettre de pouvoir respecter à court terme les délais imposés par la loi.

Pour ce qui est de l'avis à émettre par la commission d'aménagement au sujet des réclamations introduites auprès du Ministre, il y a lieu de noter que le délai de trois mois n'a jamais été dépassé.

Finalement on constate encore que les autres délais imposés par la loi, notamment au collège échevinal et au conseil communal dans le cadre de la procédure d'adoption des projets d'aménagement, ne sont souvent pas respectés.

Question 3010 (2.12.2008) de **M. Camille Gira (DÉI GRENG)** concernant les **crédits de réduction d'émissions en provenance de projets CDM**:

Suite à votre réponse à ma question parlementaire N°2722 en relation avec les fonds carbone qui financent des projets CDM dans le cadre de l'accord de Kyoto (*cf. compte rendu N°1/2008-2009*), j'aimerais avoir des précisions en relation avec les «Project Idea Notes - PIN» qui ont été soumises aux participants des fonds suivants: «Multilateral Carbon Credit Fund» (une dizaine de projets), «Carbon Fund for Europe» (15 projets) et «Asia Pacific Carbon Fund» (12 projets).

En relation avec les PINs qui concernent le Luxembourg, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- De quels projets s'agit-il exactement?

- Quel est le volume escompté de crédits de réduction d'émissions par projet?

Réponse (30.12.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**:

Dans ma réponse à la question parlementaire N°2722 de l'honorable Député au sujet de notre participation dans différents fonds carbone d'institutions financières

internationales, j'ai indiqué les projets pour lesquels des accords sur l'acquisition de droits d'émission ont pu être signés.

Les participants ont reçu d'autres propositions, sous la forme de «Project Idea Notes - PIN». Au stade de PIN, aucune décision finale quant à une participation n'a été prise, et il n'est pas certain que tous les projets soumis seront retenus par les participants. Il faut d'abord procéder au «due di-

1. Multilateral Carbon Credit Fund

- Azerbaïdjan:	«Power Plant Rehabilitation Project»	4.500.000 t
- Arménie:	«Small scale Hydro Power Project»	138.870 t
- Géorgie:	«Rehabilitation of Hydro Power Plant»	432.000 t
- Bulgarie:	«Kavarna Wind Power Park»	872.000 t
- Roumanie:	«Bacau Solid Waste Management»	177.000 t
- Roumanie:	«Mireasa Wind Park»	250.000 t
- Roumanie:	«Methane Capture and Energy Production at Gilina Waste Water Treatment»	122.000 t
- Russie:	«Reconstruction of Perm CHPP using combined Cycle Technology»	380.000 t
- Ukraine:	«Turbine expansion power plants»	568.000 t
- Ukraine:	«Ivano-Frankivsk Cement»	406.000 t

2. Carbon Fund for Europe

- Égypte:	«Landfilling and processing services-Cairo»	325.000 t
- Jordanie:	«Amman Landfill Gas»	900.000 t
- Malaisie:	«Kota Kinabalu Composting Project»	340.000 t
- Russie:	«Associated Gas Recovery Project»	1.500.000 t
- Ouzbékistan:	«Uzbekneftegaz Associated Gas Project»	325.000 t
- Chine:	«Beijiao Waste Heat Recovery Project»	550.000 t
- Colombie:	«Cartagena integrated mass transport system»	275.000 t
- Nigéria:	«Lagos Solid Waste Project»	334.000 t
- Nigéria:	«Kaji Hydro Rehabilitation»	900.000 t
- Thaïlande:	«Small Scale Livestock Waste Management Program»	426.000 t
- Ouzbékistan:	«Tashkent Combined Cycle Power Plant Project»	700.000 t
- Russie:	«Ulyanovsk Landfill Gas Flaring and Treatment Project»	340.000 t
- Russie:	«APG flaring reduction project»	620.000 t
- Philippines:	«EDSA Bus Dispatch and Tracking Project»	184.000 t

Par ailleurs, un projet «Green Investment Scheme» en Hongrie est examiné +/- 1.000.000 t (à ce stade), ne concerne que l'Irlande et l'Espagne.

3. Asian Pacific Carbon Fund

- Chine:	«Erlongshan Hydropower»	294.000 t (ERPA)
- Inde:	«Tata Power Wind Energy»	180.000 t (ERPA)
- Indonésie:	«Gikoko Palembang - LFG Flaring»	140.000 t (ERPA)
- Inde:	«Timarpur-Okhla Waste Management»	163.000 t
- Chine:	«Agricultural Waste»	150.000 t
- Chine:	«Shandong Landfills»	12.000 t
- Chine:	«Baoding Geothermal Project»	298.000 t
- Thaïlande:	«Biomass Power Plant»	367.000 t
- Chine:	«Tangcun Hydropower Project»	66.000 t
- Inde:	«Mawana Sugars»	308.000 t
- Fiji:	«Kinoya Biogas Project»	40.000 t
- Pakistan:	«Wind Power Project in Sindh Province»	260.000 t

Question 3011 (2.12.2008) de **Mmes Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen et Françoise Hetto-Gasch (CSV)** concernant les **bureaux régionaux mis à disposition des inspecteurs**:

L'alinéa 11 de la loi du 30 juillet 2002 modifiant l'article 71 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire met à disposition des inspecteurs des bureaux régionaux qui sont au nombre de six. Cette même loi prévoit en outre qu'un fonctionnaire recruté parmi les fonctionnaires ou stagiaires de la carrière du rédacteur de l'admi-

ligence» juridique et environnemental, et évaluer les risques éventuels d'un projet au niveau du pays, du vendeur et de la méthodologie appliquée.

C'est sous réserve de ce qui précède, et en soulignant qu'il n'est pas certain que les participants et le Luxembourg vont acquérir des crédits d'émission, que les projets suivants sont indiqués:

nistration gouvernementale peut être détaché au bureau régional pour y remplir les fonctions administratives.

Or, selon nos informations, les bureaux régionaux des inspecteurs n'ont pas suffisamment d'effectifs pour faire face au travail administratif qui ne cesse de croître. En effet, beaucoup d'inspecteurs ne peuvent recourir qu'à une aide partielle pour remplir les fonctions administratives. Compte tenu des nouvelles missions que le projet de loi sur l'enseignement fondamental va attribuer aux

inspecteurs et l'accroissement de la charge de travail qui en résulte, une augmentation de l'effectif pour assurer le travail administratif s'impose.

Afin de permettre aux inspecteurs de remplir davantage leur mission pédagogique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre partage-t-elle nos préoccupations?

- N'estime-t-elle pas que les bureaux régionaux souffrent

actuellement d'un manque d'effectifs pour remplir les fonctions administratives?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation?

Réponse (31.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

En exécution des paragraphes 11 et 12 de la loi du 30 juillet 2002 modifiant l'article 71 de loi modifiée du 10 août 1912, il a été procédé à la mise en place de bureaux régio-

naux pour les inspecteurs destinés à leur fournir un support administratif. À côté du bureau national, à la disposition de l'inspecteur général, du Collège des inspecteurs et de son secrétaire, fonctionnent actuellement six bureaux régionaux qui comptent chacun un fonctionnaire ou employé administratif.

Le nombre d'inspecteurs rattachés à un bureau régional varie selon la région, comme l'illustre le tableau ci-dessous:

Bureau régional Nord	2 inspecteurs
Bureau régional Est	2 inspecteurs
Bureau régional Centre-ouest	2 inspecteurs + 2 candidats-inspecteurs
Bureau régional Sud-est	3 inspecteurs + 1 candidat-inspecteur
Bureau régional Sud-ouest	2 inspecteurs + 2 candidats-inspecteurs
Bureau régional Centre	4 inspecteurs + 2 candidats-inspecteurs

Le nombre variable d'inspecteurs par bureau s'explique de plusieurs façons:

- par l'étendue géographique des différents arrondissements d'inspection et la densité de la population qui y réside;

- plusieurs inspecteurs n'assument qu'une tâche partielle d'inspection et remplissent d'autres missions d'ordre pédagogique.

Il y a lieu de remarquer que de fortes différences existent selon les communes en ce qui concerne le

support administratif fourni aux inspecteurs en matière d'administration scolaire. Certaines grandes communes disposent d'un service scolaire performant, alors que pour bon nombre de petites communes un tel support administratif, dont

l'inspecteur pourrait bénéficier, n'existe pas. Ceci explique que les besoins en support administratif de la part des inspecteurs peuvent varier selon l'arrondissement qu'ils ont en charge.

Afin de permettre à tous les inspecteurs de remplir leurs missions le mieux possible, et dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme scolaire dans l'enseignement fondamental, un renforcement significatif du personnel administratif dans les bureaux régionaux, qui passerait en un premier temps de un à trois fonctionnaires ou employés, est envisagé à court terme. Il va de soi que la mise à disposition de locaux adéquats supplémentaires devrait connaître une évolution parallèle.

pour la nouvelle Chambre des Salariés. Ce fait est d'autant plus regrettable que le résultat des élections de la chambre professionnelle a des répercussions directes sur la représentation auprès de l'Entraide médicale des cheminots.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'éclaircir sur les raisons qui sont à l'origine de cette exclusion des veufs et veuves?

- Comment est assurée dans ce cas de figure la représentation de cette catégorie de personnes dans l'Entraide médicale susmentionnée?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de modifier cet état des choses pour les prochaines élections sociales?

Réponse (14.1.2009) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

La question ne vise pas principalement la composition de la Chambre des Salariés mais la représentation subséquente de certaines catégories d'assurés sociaux, dont veufs et veuves, au sein des organes de sécurité sociale. À titre d'information, un problème similaire de représentation dans les organes de sécurité sociale se pose d'ailleurs pour les

Question 3014 (4.12.2008) de **M. Roland Schreiner (LSAP)** concernant les **élections sociales pour la nouvelle Chambre des Salariés:**

Selon mes informations, les veufs et veuves de l'ancien personnel occupé par la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois n'avaient pas le droit de participer aux élections sociales



Chambre des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nospelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

travailleurs intellectuels indépendants.

En l'occurrence, Monsieur le Député s'enquiert particulièrement des veuves et veufs d'anciens agents des CFL et demande pourquoi ces personnes n'ont pas le droit de vote à la Chambre des Salariés, étant donné que cette exclusion signifie qu'elles ne seront pas représenté(e)s dans les organes de l'Entraide médicale des CFL.

La question est a priori justifiée, mais relève de la compétence du Ministre de la Sécurité sociale.

La composition de l'électorat pour la seule Chambre des Salariés, abstraction faite des effets subsidiaires précités, me semble cohérente et logique. Il s'agit d'une Chambre regroupant les représentants des salariés et des retraités bénéficiant d'une pension du chef d'une telle activité salariée/rémunérée. À ce titre, les veuves et veufs n'ont logiquement pas le droit de vote à une chambre représentant les salariés.

Si les bénéficiaires de pensions dérivées comme les veufs/veuves étaient intégrés dans l'électorat, la Chambre changerait nécessairement fondamentalement de nature. Une grande partie de ses ressortissants aurait la qualité de membres sans avoir, ni avoir eu, un lien direct avec le travail salarié, élément juridique et sociologique qui constitue la cause fondamentale de l'institution.

En ce sens, je dois d'ailleurs formellement réfuter, tout en marquant mon étonnement, le communiqué récent de la FNCTTFEL invoquant dans le même contexte une prétendue erreur du Ministre du Travail et de l'Emploi. Cette erreur n'existe pas.

Cela dit, le Ministre du Travail et de l'Emploi est sensible aux doléances exprimées en ce qui concerne le pouvoir des veufs/veuves de désigner leurs représentants dans les institutions de sécurité sociale.

Cependant c'est le Ministre de la Sécurité sociale qui a la responsabilité de la législation en cause.

Je suis ouvert à discuter du sujet pour autant que la composition de l'électorat de la Chambre des Salariés serait concernée, sous réserve des contraintes résultant de la philosophie ci-dessus expliquée et sous-jacente à la nature même de la Chambre des salariés.

Question 3017 (8.12.2008) de Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) concernant le placement d'enfants dans des familles d'accueil:

Dans votre réponse à la question parlementaire N°2881 de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol au sujet du placement d'enfants dans des familles d'accueil (cf. *compte rendu N°3/2008-2009*), vous précisez que le placement d'enfants auprès de couples vivant en partenariat ne constitue pas un critère d'exclusion au niveau de la procédure de sélection. La stabilité du couple serait prise en considération, non son statut. Cependant, pour deux des quatre services d'assistance pour le placement familial, le célibat constituerait d'office un critère d'exclusion.

- En ce qui concerne les familles vivant en partenariat, est-ce que des couples homosexuels y sont considérés?

- Des couples homosexuels ont-ils déjà été sélectionnés par des services d'assistance?

- Mme la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une exclusion de personnes suivant leur statut - c'est-à-dire le statut de célibataire, vivant en partenariat ou marié - ou suivant leur orientation sexuelle constitue

une violation des dispositions de la loi du 19 juillet 1997 complétant le Code pénal en modifiant l'incrimination du racisme et en portant incrimination du révisionnisme et d'autres agissements fondés sur des discriminations illégales et de l'article 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique?

Réponse (13.1.2008) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

L'article 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique précise au point e) que les activités agréées doivent être accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'usager des services a droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques. Les usagers des services d'assistance au placement familial sont aussi bien les enfants à placer que les familles sélectionnées pour l'accueil d'un enfant ou jeune en détresse. Il ne se peut donc qu'une famille soit exclue de la procédure de sélection en raison de son homosexualité. Ni l'orientation sexuelle d'un couple, ni son statut ne peuvent constituer des critères d'exclusion.

Selon mes informations, aucun couple homosexuel n'a jusqu'ici été sélectionné par un service d'assistance au placement familial. Les demandes de couples homosexuels étaient rares jusqu'à présent.

Le statut d'une famille d'accueil importe moins à mes yeux que la stabilité et les ressources intra-familiales qui devraient permettre d'accueillir un enfant en détresse dans un cadre sécurisant et de composer avec les nombreuses variables qui déterminent la complexité d'une situation de placement familial tels le lien avec les parents d'origine, l'accompagnement professionnel par un service d'assistance, les difficultés d'attachement de l'enfant placé, etc..

Question 3018 (8.12.2008) de M. Alexandre Krieps (DP) concernant l'accouchement par voie césarienne:

Selon la Fédération Hospitalière de France (FHF) un nombre croissant d'accouchements se fait par voie césarienne. Cette tendance s'expliquerait surtout par des raisons de commodité ou d'intérêt économique, particulièrement dans les cliniques privées.

Une étude montre en effet que les césariennes ont été pratiquées l'an dernier dans 20,1% des naissances, contre 10,9% en 1981. L'étude dénonce le recours aux césariennes comme «facteur de l'organisation des naissances» ou pour «optimiser les coûts de production», les établissements hospitaliers ayant tendance à suivre la méthode ABC (Activity Based Costing) déterminant les activités selon des critères de rendement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette tendance se fait également sentir au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il déceler un phénomène culturel dans la pratique des césariennes et un facteur d'âge accru des parturientes?

- Quelle est l'évolution du pourcentage de césariennes prati-

quées au cours des 20 dernières années au Luxembourg par rapport au total des naissances?

Réponse (15.1.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Dans notre pays, comme d'ailleurs dans la majeure partie des pays développés, les taux de césariennes ont considérablement augmenté depuis les années 1970.

Je cite ci-après, en le traduisant de l'anglais, un extrait de l'«European Perinatal Health Report: better statistics for better health for pregnant women and their babies»: «Cette tendance à l'augmentation a continué malgré l'observation de l'OMS faite déjà en 1985: Dans aucune des différentes régions il n'existe une justification d'avoir des taux de césariennes dépassant les 10-15%. Différentes raisons ont probablement contribué à cette augmentation, incluant la peur de litiges judiciaires, la perception de la césarienne comme une intervention «sûre», le manque de prise de conscience de possibles conséquences adverses de cette intervention. Les demandes des femmes pour une césarienne sont également citées; toutefois il n'existe pas de documentation explicite pour soutenir cette affirmation ou pour analyser l'information qu'elles ont reçue qui aurait pu orienter leur choix.»

Dans une étude comparative européenne menée sur les accouchements réalisés en 2004 le Luxembourg se situe un peu au-delà de la moyenne des pays européens avec 25,3% de césariennes, les taux les plus élevés étant enregistrés en Italie (37,8%), en Irlande (29,5%) et en Allemagne (27,3%), les plus bas en Slovaquie (14,4%), aux Pays-Bas (15,1%) et en Norvège (15,6%).

Mes services se sont livrés en 1992 à un travail de dépouillement des fiches médicales de naissance des années 1980 à 1991, en vue de mettre en évidence le taux de césariennes. Ils ont constaté une tendance à la progression, ce taux ayant été de 13,0 en 1980 et de 17,1 en 1991.

Un examen annuel systématique des fiches médicales de naissance est entrepris par la Direction de la Santé depuis 2001. L'IGSS quant à elle a publié dans son rapport de l'année 2007 un graphique montrant l'évolution des césariennes de 1998 à 2006. Même si la méthodologie de l'IGSS n'est pas tout à fait la même que celle de la Direction de la Santé, les chiffres mis en évidence par ces deux administrations confirment la tendance à la hausse. C'est ainsi que le taux de 20% a été dépassé une première fois en 1999, et celui de 25% en 2003. Le taux aurait été de 25,8 en 2006, bien que le travail pour cette année-là reste encore à être finalisé.

Le taux des césariennes augmente avec l'âge de la mère, pour atteindre 28,3% dans la tranche d'âge de 35 à 39 ans et 35,9% pour les mères ayant dépassé l'âge de 40 ans. Mais la tendance à la hausse se constate dans toutes les tranches d'âge.

Question 3026 (10.12.2008) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (CGET):

Le 19 novembre 2008, le 11^e Sommet Intermédiaire des Exécutifs de la Grande Région s'est déroulé sous présidence luxembourgeoise au Château de Senningen au Luxembourg. Lors du Sommet en question, les représentants officiels des différentes composantes de la Grande Région ont pris la décision d'organiser et de

valoriser la Grande Région comme région métropolitaine polycentrique et transfrontalière. La Grande Région, ne disposant pas de grande métropole devra miser sur son réseau d'agglomérations.

Afin de coordonner les démarches des différentes entités territoriales concernées, les dirigeants politiques envisagent de mettre en place un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GETC) qui représentera la plate-forme pour tous les partenaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GETC)?

- Dans l'affirmative, quelles actions concrètes seront envisagées dans le cadre du GETC afin de renforcer les différentes activités de la Grande Région?

Réponse (14.1.2009) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Question 1:

Le 19 novembre 2008 s'est tenu au Château de Senningen le sommet intermédiaire de la Grande Région dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du 11^e Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région.

Pour rappel, en vertu du tour de rôle instauré dans le cadre de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région, la présidence du 11^e Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région est exercée par le Grand-Duché de Luxembourg depuis le 1^{er} février 2008 et ce jusqu'au 30 juin 2009.

À l'occasion du sommet intermédiaire, les membres, représentant l'ensemble des entités partenaires de la coopération transfrontalière, ont pris diverses décisions dont deux ont trait à l'outil communautaire GETC (Groupement Européen de Coopération Territoriale).

a) La création éventuelle d'un GETC pour couvrir de façon générale la coopération transfrontalière en Grande Région.

Les membres du Sommet ont exprimé la nécessité de doter la coopération transfrontalière d'un instrument de travail efficace permettant d'assurer la continuité de l'ensemble des travaux menés par les présidences des sommets ainsi que par les 19 groupes et communautés de travail du Sommet.

Il s'agirait de créer une structure légère s'insérant parmi les organes existants de la constellation institutionnelle de la coopération - sans s'y substituer - et avec comme objectif majeur d'en optimiser le fonctionnement général. Il s'agit de trouver une cohérence dans l'agencement, une simplification opérationnelle et une efficacité pérenne des différentes activités menées par la coopération et ce indépendamment des changements de présidence qui interviennent tous les 18 mois tout en étant à même d'en accompagner et d'en soutenir le programme.

L'instrument de choix pour atteindre cet objectif peut résider dans la création d'un GETC qui constituerait un espace d'exécution des objectifs du Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région. Ce GETC du Sommet, synonyme d'une identité commune, constituerait le secrétariat des présidences des Sommets: un outil simple, précis, léger avec des objectifs politiques clairement définis à réaliser selon un plan de travail réaliste. Le GETC, doté d'une personnalité juridique et pouvant être financé, le cas échéant, à hauteur maximale de 50% par des fonds communautaires, peut être à même de donner aux responsables poli-

tiques un moyen en adéquation avec leurs ambitions.

Le sommet intermédiaire a donné mandat au Collège des Représentants Personnels d'approfondir cette proposition concrète de création d'un GETC et d'en analyser les aspects clés dont notamment les objectifs, le contenu et les questions de gouvernance et de financement. Les Représentants personnels sont ainsi mandatés à soumettre pour le 11^e Sommet de la Grande Région une proposition concrète de sorte que les Chefs des Exécutifs puissent prendre à cette occasion une décision politique de principe visant la création d'un tel instrument.

b) La création d'un GETC pour assurer la fonction d'autorité de gestion du programme Interreg IV A «Grande Région»

La création de ce GETC a déjà été décidée par le Sommet de Trèves du 1^{er} juin 2006.

«Les participants au Sommet souhaitent créer d'ici 2009 un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GETC) qui exercera les activités de l'Autorité de gestion. Celui-ci sera placé sous la présidence du Préfet de la Région Lorraine.

Il est créé un Comité stratégique présidé par le Préfet de la Région Lorraine qui accompagnera l'élaboration du Programme opérationnel ainsi que la création et l'activité du GETC. Cet organe ne sera pas impliqué dans la gestion du Programme. Ce Comité est composé de hauts représentants des exécutifs.

La Région wallonne est désignée en qualité d'Autorité de gestion du Programme à titre transitoire.

Le secrétariat de l'autorité de gestion restera dans les locaux de la Maison commune de la Grande Région à l'issue de la période transitoire.»

Les participants au Sommet ont validé les textes fondateurs, élaborés au cours de l'année 2008. La création de ce GETC devrait être officialisée au lendemain du 11^e Sommet de la Grande Région.

c) La création d'un GETC pour la coopération en relation avec Belval

Il y a lieu de relever, pour être complet, le projet d'un GETC pour organiser la coopération autour de Belval. Un rôle éminent dans l'établissement de ce GETC revient aux communes luxembourgeoises et françaises, accompagnées pour autant que c'est nécessaire, par les deux États et les grandes collectivités territoriales françaises.

Question 2:

Alors que les activités du GETC «autorité de gestion» sont clairement circonscrites et se résument, encore que la tâche soit vaste, à assurer la gestion du programme Interreg IV A «Grande Région», les tâches du GETC qui pourraient assurer le fonctionnement de la coopération transfrontalière en général ne sont en principe pas limitées. Les tâches dépendent de l'ambition que les partenaires se donnent, de la dotation en ressources humaines et financières et de l'implication des partenaires.

La définition des tâches fera partie du processus de mise en place; leur implémentation sera sans doute progressive.

La démarche de création d'un GETC se fait sur la base du règlement européen 1082/2006. Certaines dispositions complémentaires doivent être implémentées dans la loi luxembourgeoise, et il est à espérer que ceci pourra se faire rapidement.

Question 3028 (11.12.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **résultats de biopsie**:

Et héiert een ëmmer erëm Kloen driwwer, datt Resultater vu Biopsien, déi am Statslaboratoire gemaach ginn, onmoosseg laang op sech waarde loossen. Mat den entspriechende Konsequenze fir déi betraffe Persounen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi ass déi aktuell Situatioun, wat d'Délaie bei de Biopsien ubelaangt, a wéi ass dës Situatioun par Rapport zu engem normale Labobetrieb unzegesinn?

2. Wat sinn d'Ursaache vun dëse laangen Délaien?

3. Wat ass envisagéiert, fir dës Situatioun ze verbesseren, a fir wéini ass mat enger Normaliséierung ze rechnen?

Réponse (13.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Bien que l'honorable Parlementaire ait formulé sa question en langue luxembourgeoise, je me permets de rédiger en langue française ma réponse, alors que celle-ci comporte l'utilisation de termes techniques que la langue luxembourgeoise ne connaît pas.

Je commencerai par exposer la situation en régime normal.

Les délais de transmission des comptes rendus de biopsies sont en moyenne de l'ordre de trois jours ouvrables, et peuvent atteindre cinq jours ouvrables pour les comptes rendus des pièces opératoires, à l'exception des cas nécessitant des examens complémentaires spéciaux tels que des immunomarquages.

La durée des réponses est tributaire du temps d'envoi des prélèvements, du temps de fixation, du temps d'interprétation des coupes (cas facile versus cas difficile), du temps de rédaction (une ou plusieurs pages) et le cas échéant du temps pour expertise par un médecin consultant externe.

Ces délais se situent tout à fait dans la moyenne de ceux que l'on peut observer à l'étranger pour des activités comparables. Ils sont même à considérer comme remarquables, si l'on considère que le volume des biopsies s'est multiplié par trois au cours des 20 années dernières, alors que le personnel médical et technique qui doit faire face à ce travail abondant est loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions.

Il est cependant exact que depuis quelques mois les délais normaux dont question ci-dessus sont quelque peu dépassés. Ce dépassement est moins dû à l'obtention des résultats des biopsies par le personnel médical et technique, qui travaille il est vrai à la limite de ses possibilités, qu'à un problème apparu au niveau du secrétariat de la division de l'anatomie pathologique, confronté à des absences simultanées pour congé de maladie, dont un congé de longue durée. Il appartient au secrétariat de rédiger les rapports sur base des constatations faites par le médecin du service, et de les faire parvenir au médecin traitant, demandeur de l'examen. La rédaction de ces rapports demande une certaine expérience, vu leur

technicité, de sorte qu'un membre du personnel absent ne saurait être utilement remplacé au pied levé par un non-initié.

Quoiqu'il en soit, les mesures prises par la direction du LNS permettront d'éponger les retards au cours du mois de janvier. De toute manière les urgences ont toujours été traitées par priorité.

Mais même «en vitesse de croisière», et vu l'accroissement des demandes pour biopsies, une dotation supplémentaire de personnel a été demandée par le LNS et est actuellement sous examen dans le cadre du numerus clausus.

Question 3030 (11.12.2008) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **statut du personnel du service public européen**:

En 2004, le Conseil européen a entrepris une modernisation du statut du personnel du service public européen. Le changement le plus important concerne l'introduction d'un nouveau type de personnel, l'agent contractuel, qui a remplacé le personnel auxiliaire, avec un salaire moindre.

Il m'est parvenu que l'entreprise de travail intérimaire chargée, suite à un appel d'offres, de fournir la main d'œuvre intérimaire au sein des institutions européennes basées au Luxembourg, ne serait pas en mesure de respecter strictement les dispositions de la législation luxembourgeoise sur l'emploi intérimaire voire en matière du droit de travail, notamment en ce qui concerne l'emploi de référence, le congé légal, le salaire minimum et les conventions collectives, la répétition de missions successives.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cet état des faits? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il soit opportun de faire vérifier les méthodes de travail de cette entreprise dans le cadre de ce contrat cadre par l'Inspection du Travail?

Réponse (24.12.2008) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le Ministre du Travail et de l'Emploi n'a pas connaissance des faits incriminés par Monsieur le Député. D'ailleurs il n'a pas à l'être, alors que le contrôle de l'application du droit du travail n'entre pas dans ses attributions, mais dans celles de l'Inspection du Travail et des Mines.

Je vais donc transmettre la question de l'honorable Député pour compétence à l'Inspection du Travail et des Mines en lui demandant de procéder conformément à ses compétences.

Cela dit, il aurait été plus simple pour les intéressés de saisir directement l'administration compétente que de passer par une question parlementaire.

Question 3038 (15.12.2008) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **plan d'action concernant le bruit provenant du trafic aérien**:

La directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement,

transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 s'applique à l'Aéroport de Findel, car ce dernier enregistre plus de 50.000 mouvements par an.

La directive précise qu'au plus tard le 18 juillet 2008, sur base des cartes de bruit stratégiques, sont établis des plans d'action destinés à éviter ou à réduire les effets nuisibles du bruit afin de préserver la qualité de vie et la santé des personnes touchées par le bruit du trafic aérien.

L'article 8 de la prédictive directive prévoit que les États membres consultent le public sur les propositions relatives aux plans d'action, que le public se voie accorder en temps utile des possibilités effectives de participation à l'établissement des plans d'action, que les résultats de cette participation soient pris en compte, et enfin que le public soit informé des décisions prises.

La directive impose de prévoir des délais raisonnables pour que le public dispose d'un temps suffisant pour participer à chacune des phases.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Où en est la procédure d'élaboration des plans d'action visant à gérer et à réduire le bruit provenant du trafic aérien?

2. De quelle manière et selon quel calendrier comptent-ils respecter l'obligation de mettre en œuvre la procédure de participation et de consultation du public?

Réponse (5.1.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

En date du 24 novembre 2008, les avant-projets de plan d'action visant à gérer et à réduire le bruit provenant du trafic aérien, routier et ferroviaire ont été avisés favorablement par le comité de pilotage interministériel, chargé de suivre la mise au point de la cartographie stratégique du bruit et des plans d'action. Le Ministre de l'Environnement a saisi le Conseil de Gouvernement des projets de plans d'action le 11 décembre 2008 en vue d'une délibération au Conseil en janvier 2009.

En ce qui concerne la procédure publique, la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit prévoit que le Ministre de l'Environnement «adresse, aux fins d'enquête publique, le projet de plan d'action à la ou les commune(s) concernée(s). (...) Durant la période de dépôt du projet, le Ministre ou la ou les personnes déléguée(s) à cet effet tient/tiennent au moins une réunion d'information de la population à un endroit qu'il détermine».

Il est prévu que cette procédure soit officiellement lancée en février 2009. Deux séances d'information du public seront organisées dont une sera dédiée exclusivement au plan relatif au bruit aérien. La deuxième séance traitera conjointement des plans de gestion du bruit relatifs au bruit ferroviaire et autoroutier. Suite à une première présentation des cartographies stratégiques du bruit auprès de la Commission de l'Environnement en date du 8 avril 2008, le Ministre souhaite également présenter le contenu des plans d'action à cette même commission parlementaire. Reste à préciser que deux

réunions d'information visant d'une part les 33 communes concernées par les trois sources de bruit analysées et de l'autre les communes, associations et professionnels ayant un intérêt direct des actions menées dans la lutte contre le bruit, ont été organisées en amont de l'élaboration des plans d'action. Ces réunions ont eu lieu respectivement le 23 mai 2008 à Bettembourg et le 9 juin 2008 à Luxembourg.

Question 3041 (16.12.2008) de **M. Camille Gira** (DÉI GRENG) concernant le **retrait du permis de chasse et présence au sein du Conseil supérieur de la chasse**:

La Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg est représentée au sein du Conseil Supérieur de la Chasse par quatre membres effectifs, dont le président de ladite Fédération.

Monsieur le Ministre partage certainement ma conviction qu'un membre du Conseil devrait naturellement avoir un comportement exemplaire dans l'exercice de la chasse.

Dans ce contexte, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Dans l'hypothèse où l'un des membres du Conseil se verrait retirer son permis de chasse, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait dès lors procéder au remplacement de ce membre au sein du Conseil?

- Est-ce que des membres du Conseil supérieur de la chasse se sont déjà vus retirer leur permis de chasse?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner en détail sur le nombre de retraits de permis de chasse et le motif de leur retrait pendant les 12 derniers mois?

Réponse (24.12.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Je partage la conviction de l'honorable Député Camille Gira qu'un membre du Conseil Supérieur de la Chasse doit avoir un comportement exemplaire dans l'exercice de la chasse.

C'est pourquoi, au cas où un membre de ce Conseil se voit retirer son permis de chasser, je fais procéder à une analyse du dossier aux fins de constater la nature et la gravité des faits qui sont à la base de cette sanction.

Pour l'heure, aucune faute ou erreur d'appréciation ne présentait une gravité telle qu'elle aurait conduit au remplacement d'un membre au sein du Conseil.

Par contre, j'estime qu'un membre du Conseil Supérieur qui s'est vu annuler temporairement son permis de chasser ne devrait pas y siéger pendant la durée d'interdiction d'exercer la chasse.

La réponse à la deuxième question est affirmative: des membres du Conseil ont déjà fait l'objet d'une annulation temporaire de leur permis de chasser.

Pendant les douze derniers mois, douze permis de chasser ont été annulés. Dans tous les cas, il s'agissait d'erreurs d'appréciation et de fautes commises lors du tir de cerfs mâles.

Question 3042 (16.12.2008) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **phase de pré-enregistrement de substances chimiques dans le cadre de l'implémentation de la réglementation européenne REACH**:

Le règlement REACH rend obligatoire l'enregistrement des substances chimiques fabriquées ou importées dans l'Union européenne, dans des volumes dépassant une tonne par an à partir du 1^{er} juin 2008.

Or, depuis le 1^{er} décembre 2008, la phase de pré-enregistrement de certaines substances chimiques dans le cadre de l'implémentation de la réglementation européenne REACH, est clôturée.

Selon mes informations, quelque 62.000 entreprises européennes auraient effectué 2.200.000 pré-enregistrements représentant pas moins de 50.000 substances chimiques. En Belgique par exemple, 1.900 entreprises ont procédé à 65.000 pré-enregistrements jusqu'au 1^{er} décembre 2008 auprès de l'Agence européenne des produits chimiques établie à Helsinki en Finlande.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'entreprises luxembourgeoises ayant effectué un pré-enregistrement auprès de l'Agence européenne des produits chimiques?

- Quel est le chiffre exact des substances chimiques enregistrées par ces mêmes entreprises?

Réponse (5.1.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Au cours de la période de pré-enregistrement de six mois qui a débuté le 1^{er} juin 2008 et s'est clôturée le 1^{er} décembre dernier, plus de 65.000 entreprises ont procédé à environ 2,75 millions de pré-enregistrements concernant à peu près 150.000 substances.

2.745 dossiers de pré-enregistrement ont été déposés pour le Luxembourg. Le nombre d'entités légales qui se sont enregistrées dans le système de pré-enregistrement de l'Agence européenne des produits chimiques s'élève à 139. Cependant ce chiffre ne correspond pas directement au nombre d'entreprises ayant pré-enregistré du fait que quelques entités enregistrées n'ont pas soumis de pré-enregistrement et qu'une entreprise peut comprendre plusieurs entités légales.

D'autre part, le nombre de pré-enregistrements est susceptible de changer car l'Agence n'a pas fini son processus d'examen des informations reçues. Ainsi des notifications de pré-enregistrements peuvent être écartées pour raisons d'invalidité des informations sur les substances et les entreprises. Parallèlement, des entreprises ont sollicité l'annulation de leurs pré-enregistrements.

Conformément à l'article 28, point 4, du règlement REACH, l'Agence européenne des produits chimiques a publié sur son site Internet une liste provisoire des substances pré-enregistrées, susceptible d'être modifiée au fil de l'avancement de la procédure de validation par l'Agence.

